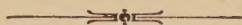


1936

**De la protection
des parties
dans les ventes d'antiquités
et d'objets d'art**



Lauréate de la Faculté
Diplômes d'Etudes supérieures de Droit privé
de Droit public
de Droit romain et Histoire du Droit

JURY... { *Président* : M. DESSERTAUX, Professeur.
 { *Assesseurs*... { M. VIGNES, Professeur.
 M. LOUIS-LUCAS, Professeur.



1936



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Dans les pays de civilisation avancée, les collections artistiques ont eu de tout temps de fervents amateurs. La passion des objets d'art, qui atteignait déjà un degré fort élevé chez certains peuples antiques, en particulier à Rome (1), comme le révèle le fameux procès de Verrès, n'a subi une éclipse que lors de la longue période de troubles qui suivit la chute de l'empire romain. Dès que les circonstances n'obligèrent plus à toujours porter avec soi ce que l'on possédait de précieux, le goût de la collection réapparut, et depuis il n'a fait que se développer (2). Au cours du XVII^e et surtout du XVIII^e siècles, la France a connu des « grippés » célèbres, des « curieux » renommés, mais il ne s'agit encore que de grands collectionneurs à qui la fortune permet de satisfaire leur amour du beau et du passé. Durant les trois premiers quarts du XIX^e siècle, les collections privées continuent encore d'être l'apanage des gens fortunés; cependant, vers 1850, on commence à voir quelques gens de goût aux ressources plus modiques, se livrer à côté des grands amateurs à la recherche des objets anciens, surtout

(1) V. André MALLEVILLE : *Recherches sur le goût des collections en Grèce et à Rome*. J. C. P. 1929, p. 78.

(2) V. André MALLEVILLE : *Le goût des collections depuis le temps de la Renaissance jusqu'à nos jours*. J. C. P. 1929, p. 117.

des tableaux. Puis, à partir de la troisième République, le goût des vieilles choses se répand dans toutes les classes de la société; on le rencontre désormais chez les possesseurs des plus modestes fortunes comme chez ceux des plus grosses; de nos jours, aux côtés des grands collectionneurs, existe toute une pléiade de petits amateurs.

Quelles sont les causes de cet amour manifesté par le public pour les antiquités et les objets d'art ? Ces causes, semble-t-il, sont au nombre de trois: la mode, le goût, l'intérêt.

Parmi les amateurs, il y a d'abord les amateurs par snobisme; ce sont les moins intéressants. Comme le dit M. Hamburger (1), certains « mondains » sont fiers de « retrouver des amis de cercle et villégiature dans un cadre où les vestiges du passé ajoutent au confort moderne une note élégante et raffinée: partenaires de danse ou de bridge sont tout à leur aise au milieu de cette grandeur et de cette richesse que le progrès moderne, tout en mécanisme et en simplification, ne permet pas ». Pour cette catégorie d'amateurs, seules les antiquités qui sont à la mode sont dignes d'intérêt; est-il bien porté d'avoir une galerie de « primitifs »? Seuls à leurs yeux les primitifs auront une valeur, il est inutile de leur parler de l'école du XVIII^e siècle, puisqu'elle n'a pas les faveurs de la mode. Est-il de bon ton d'avoir un salon d'époque Louis XV? C'est alors avec un véritable engouement qu'ils se précipitent sur le Louis XV, délaissant le Louis XVI qui, jusqu'alors, faisait leur délices. Ainsi, les snobs se laissent séduire tour à tour, selon les caprices de la mode, par toutes les raretés qui subsistent de l'art passé, mais

(1) *La vente des antiquités*, p. 42.

sans jamais éprouver aucune émotion d'art; ce qu'ils veulent avant tout, c'est que tout le monde sache qu'ils s'intéressent aux belles choses anciennes, ou encore, désir très développé chez certains « parvenus », faire croire à leur entourage qu'ils appartiennent à une ancienne famille.

A côté de ces amateurs par genre, qui achètent surtout « pour la galerie », il y a les amateurs par goût. Ces amateurs aiment le beau et se passionnent pour sa recherche, mais bien que tous les âges aient leur beauté propre, leur préférence va aux œuvres nées autrefois. Cette préférence s'explique d'abord par la qualité de ces œuvres: les porcelaines, les tableaux, les meubles, les tapisseries, les ivoires, les bronzes, les marbres que nous ont légués nos ancêtres sont des œuvres variées, d'un goût sûr et éclairé, des œuvres d'art véritables. De plus, la patine des ans leur donne une supériorité incontestable; il se dégage de l'ancien une force indéniable, et, en même temps, l'ancien est doux à voir à cause de la chaleur de ses couleurs dorées par le temps, de ses lignes moelleuses, comme caressées par la poussière des siècles passés. A côté de ce mérite évident de l'ancien, un autre sentiment justifie encore l'attrait que l'on peut éprouver pour lui: c'est la valeur morale, la valeur de souvenir des choses antiques. Souvent, dit-on, un meuble ancien dans un intérieur est une chose qui parle; c'est une chose, comme le dit M. Mailfert, qui évoque « tout un monde intime ou public, d'affaires, d'amour, de travail, d'histoire, qui peut revivre chaque fois qu'un être intelligent ou imaginatif sait le faire renaître » (1). Un des charmes des vieilles choses est

(1) *Au pays des antiquaires*, p. 179.

donc de nous offrir le plaisir un peu mélancolique de ressusciter à fantaisie les temps, qu'à notre regret, nous n'avons pas connus. Ceux qui savent reconnaître toutes ces qualités dont est doté l'ancien, professent pour lui un véritable culte et non pas une admiration passagère, à la merci d'un caprice de la mode; ils attribuent aux œuvres d'art anciennes une valeur toujours constante et c'est pourquoi ils s'ingénient à en enrichir leur collection. Cete admiration suscitée par les qualités des objets antiques se double, chez certains amateurs, d'un autre sentiment: celui du décor bien appareillé; ces amateurs, possesseurs d'une maison ancienne, d'un château historique, s'efforcent de découvrir des meubles contemporains de leur demeure.

En dehors du goût, de la mode, une troisième raison peut guider une personne lorsqu'elle achète des objets d'art: c'est l'intérêt. Cette raison est celle qui inspire deux catégories d'amateurs bien différentes. La première est celle des amateurs spéculateurs qui sont fort nombreux: ces amateurs, lorsqu'ils se rendent compte que tel ou tel maître, telle ou telle époque va devenir bientôt à la mode, s'empressent d'acheter des œuvres de ce maître ou de cette époque, non pas parce qu'ils les trouvent belles: ils ne les regardent même pas, ils les achètent comme ils achèteraient des valeurs qui montent parce qu'ils pensent que la cote de ces œuvres va hausser et qu'ils réaliseront de substantiels bénéfices en les revendant.

A côté de ces spéculateurs, une autre catégorie d'amateurs, beaucoup plus intéressante, est apparue peu à peu au cours de ce dernier demi-siècle. Ces amateurs achètent des antiquités parce que leur intérêt, mais un intérêt bien compris, vient renforcer leur

désir de posséder de belles choses. Parmi les œuvres que nous a léguées l'art ancien, il est de véritables chefs-d'œuvre si purs, si merveilleux, que leur valeur est considérable et nécessairement constante. Ces chefs-d'œuvre constituent, en temps normal, un étalon de valeur au même titre que l'or et les pierres précieuses. Et, en période de trouble monétaire, lorsqu'on se méfie des valeurs de Bourse, ils offrent pour ceux qui préfèrent renoncer aux revenus plutôt que de s'exposer aux aléas du placement en titres, la possibilité de faire de bons placements, des placements solides. Aussi, bien souvent, une personne achète-t-elle des antiquités non pas seulement parce qu'elle admire les œuvres de l'art passé et désire en posséder pour orner sa demeure, mais aussi parce qu'elle désire placer sûrement son argent et en même temps avoir des valeurs de réalisation facile; elle achète un mobilier de Beauvais ou d'Aubusson, un meuble de Boulle, une toile de grand maître ou un service en Sèvres de la bonne époque, comme on achète des actions de la Banque de France ou des parts de fondateur du Canal de Suez.

En plus de sa sûreté, le placement en objets d'art présente un second avantage qui explique encore le succès dont il jouit: il laisse le taux de la fortune ignoré de l'Administration, avantage qui n'est certes pas négligable à une époque où l'Etat est poussé par ses besoins d'argent sans cesse grandissant, à frapper d'impôts de plus en plus nombreux et lourds, les gens fortunés (1).

(1) Il est facile de concevoir quelques exemples de l'utilité que peut présenter en ce domaine le placement en objets d'art comparativement au placement en titres. Celui qui consacre une partie de sa fortune à l'acquisition d'œuvres d'art échappe pour cette partie, aux moyens de contrôle institués

Les antiquités ont ainsi acquis un rôle économique dont l'importance est aujourd'hui incontestable. La preuve en est dans le fait suivant: malgré la » crise », le marché d'art demeure aussi vivant que par le passé, tout au moins en ce qui concerne les ventes publiques, car il faut le reconnaître, certains antiquaires, surtout de petits antiquaires, se plaignent amèrement de ne plus réaliser de bénéfices. Cette vitalité du marché de la curiosité est établie d'une manière indiscutable par les résultats qui ont marqué la saison de 1934-35 (1) et celle de 1935-36 (2). Dans toutes ces ventes, on note de gros prix (3), des enchères animées; on constate aussi que la confiance des acheteurs va surtout aux œuvres de premier ordre; en peinture, ce sont les grands maîtres anciens qui sont les plus recherchés; en matière d'objets d'art, de meubles, de tapis-

sur les coupons. Le placement en objets d'art peut aussi se révéler avantageux à l'égard des héritiers du collectionneur : on sait que, pour le paiement des droits de mutation par décès, on évalue la valeur des biens meubles, en prenant pour base, à défaut d'actes de vente, 60 % de l'estimation faite dans les polices d'assurances. Si le défunt, lorsqu'il a conclu le contrat d'assurance, n'a déclaré, pour les objets d'art qu'il possédait, qu'une valeur inférieure à leur valeur réelle, on voit le profit qui peut en résulter pour ses héritiers. Il est vrai que l'Administration a, comme les parties, la faculté d'écarter les évaluations des polices d'assurances par la preuve contraire; mais, en dehors du cas où les meubles ont été mis sous scellés, on ne voit pas très bien comment l'Administration peut se rendre compte de la composition exacte du mobilier. — V. CASTILLON : *Manuel formulaire de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre*, 9^e éd., revue par Pourrilhon, Paris 1932, n° 549 et s.

(1) V. Pierre IMBOURG: *Le bilan de la saison 1934-35*, Beaux-Arts, 9 août 1935.

(2) V. « La Curiosité. Les Ventes Ce que disent les chiffres », dans la *Revue de l'Art*, juin 1936, p. 306. V. aussi : « La Curiosité. Des chiffres rassurants. Les Ventes », dans la *Revue de l'Art*, juillet 1936, p. 43.

(3) Au sujet de la hausse des prix en matière de livres anciens, de tableaux anciens, de timbres rarissimes, v. SACHOT, *Les prix de monopole d'après les doctrines et dans les faits*, thèse, Dijon, 1926, p. 62 à 79.

series, dès que des pièces de qualité exceptionnelle et de noble provenance sont passées en vente, il se trouve toujours plusieurs amateurs pour se les disputer avec ardeur. Tous ces faits démontrent que les amateurs, lorsqu'ils se rendent adjudicataires, sont guidés par l'idée qu'en définitive et quoi qu'il arrive, les œuvres artistiques conservent toujours leur valeur et constituent un des placements les moins hasardeux; seule cette idée peut expliquer par exemple que lors des quatre ventes de la bibliothèque Edouard Rahir, en juin 1936, les collectionneurs, au lieu de se laisser influencer par le pessimisme qui régnait à l'époque et dont les cours des valeurs à la Bourse étaient la preuve, aient fait aux livres rares, aux vieilles reliures armoriées, un accueil empressé qui permit aux ventes de rapporter près de vingt millions.

Ainsi, trois facteurs: la mode, le goût, l'intérêt, peuvent contribuer puissamment à faire naître le désir d'acquérir des œuvres d'art; ces trois facteurs n'ont pas toujours existé; jusque vers 1870, on collectionnait surtout par goût; c'est ensuite seulement que les deux autres facteurs ont fait leur apparition et que sous leur influence combinée avec celle du premier, le nombre des amateurs s'est accru dans des proportions considérables.

Cette augmentation du nombre des amateurs a entraîné comme premier effet le développement du commerce de la peinture ancienne *et de la curiosité*; désormais, pour découvrir l'objet qu'ils convoitent, les acheteurs éventuels eurent à leur disposition, non seulement les ventes publiques, mais de nombreux magasins d'antiquités.

A côté de cette première conséquence, l'extension prise par la manie des antiquités, en a eu une secon-

de qui, elle, est très grave. A mesure que les transactions se multipliaient, les pièces authentiques, comme cela était logique, se faisaient de plus en plus rares, et il devenait difficile de satisfaire à toutes les demandes. Certains antiquaires qui, dans un intérêt de lucre, voulaient avant tout satisfaire leur clientèle, eurent alors l'idée d'augmenter le nombre des antiquités en raison directe de celui des amateurs. C'est ainsi que naquit l'industrie que l'on appelle truquage.

Le truquage, qui est un maquillage prétendant à l'ancienneté, ne s'est d'abord exercé que timidement : les faussaires se sont d'abord permis de faire de simples transformations, puis ils n'ont pas hésité à faire des reconstitutions entières. Avec les progrès de la technique, la contrefaçon a pris son essor, et n'a cessé d'étendre son domaine ; des usines de faux-vieux se sont ouvertes un peu partout, certaines pourvues de l'outillage le plus perfectionné et le plus moderne. Un facteur important du développement de la contrefaçon a été la hausse formidable des prix qui s'est produite dans toutes les branches de la *curiosité*. Tant que les objets anciens se sont vendus moins cher qu'ils n'auraient coûté à fabriquer, on n'a pas essayé de les imiter, car il n'y avait aucun intérêt à le faire. Mais lorsque le prix de vente des choses anciennes est arrivé à dépasser d'une façon considérable le prix de revient, les truqueurs, non seulement furent invités à la fraude, mais eurent les moyens de pousser cette fraude jusqu'à la perfection. Puisque désormais ils pouvaient le faire sans subir de pertes, ils se mirent à fabriquer le vieux-neuf avec le même soin, les mêmes procédés, les mêmes matières qu'aux temps passés. La fraude, grâce à la hausse des prix, a pu devenir un art véritable ; les faussaires ont acquis une

habileté incroyable et ce qu'ils veulent, c'est tromper même les collectionneurs les plus fins connaisseurs, même les antiquaires les plus avisés.

Le truquage, qui est actuellement si prospère, existe dans tous les genres, dans les tableaux anciens et modernes, l'orfèvrerie, les faïences, les porcelaines, les instruments de musique, les tapisseries, les manuscrits et jusque dans les autographes et les timbres (1).

Tout d'abord, le truquage de la peinture ancienne est extrêmement développé; le nombre des faux tableaux est incalculable et surpasse de beaucoup celui des originaux. Les fabricants ne reculent devant aucune contrefaçon; ils exécutent tout aussi bien des peintures archaïques ou primitives que des peintures du XVII^e ou du XVIII^e siècles (2). Ils ont à leur solde des artistes inconnus, mais pleins de talents, à qui ils font faire, soit des copies de tableaux de grands maîtres, soit mieux encore des « arlequins », en empruntant aux tableaux du grand maître à pasticher, des personnages ou des motifs. Rien n'est négligé pour que ces œuvres de peintres modernes donnent l'illusion du passé: le travail est exécuté sur un panneau de bois vermoulu ou sur une toile de « l'époque » du maître à imiter, à l'aide de couleurs de « l'époque », c'est-à-dire à l'aide de terres broyées telles que l'on en employait au temps du maître imité; lorsque la peinture est terminée, on procède au craquelage du

(1) En ce qui concerne les procédés de truquage, on pourra consulter avec intérêt l'article d'André SCHMITTE : *Le trucage de l'art ancien*, au Larousse mensuel de mai 1926, et les ouvrages suivants : BAYARD Emile : *L'art de reconnaître les fraudes*, 1920 ; EUDEL Paul : *Trucs et Truqueurs*, 1907 ; MAILFERT André : *Au pays des antiquaires*, 1935.

(2) V. André MAILFERT : *Comment on fabrique les faux « Fragonard » ou les faux « Utrillo »*. Paris-Midi, 31 janvier 1935.

tableau, on le vernit à l'aide de vernis fabriqués selon les anciennes formules, on le place dans un cadre ancien ou convenablement imité. Par suite de ce raffinement, de cette ingéniosité dans les procédés de fabrication, dans l'imitation de la manière des maîtres et de la patine, les faux tableaux sont très difficiles à reconnaître (1). Il n'y a que pour les chefs-d'œuvre des grands maîtres de la peinture qui sont connus, décrits, catalogués comme les Raphaël, les Rembrandt, les Vinci, les Titien, que la fraude est difficile. A côté de cela, les trois-quarts de la peinture ancienne peuvent être imités à s'y méprendre. Il en résulte que nombre de maîtres portent la responsabilité d'une quantité de tableaux auxquels leur pinceau n'a jamais touché. Ainsi, Greuze, qui est aisé à imiter est, grâce à la contrefaçon, copieusement représenté dans de nombreuses collections publiques ou privées. Corot est de tous les artistes celui qui a été le plus copié, le plus plagié, le plus falsifié (2), au point que l'on a pu dire de lui, en une spirituelle boutade, qu'il était « l'auteur de 3.000 tableaux, dont 10.000 ont été vendus en Amérique », et que l'on a pu compter que trente mille Corot se promènent dans toute l'Europe. Millet est, lui aussi, très imité; déjà quelque temps après la vente de l'Angélus, un certain Noltay s'était mis à

(1) Les moyens employés pour essayer de reconnaître les faux tableaux des originaux sont innombrables, mais tous, malheureusement, peuvent aboutir à des erreurs, même les plus modernes : rayons X, lumière frissante, rasante, etc... Un nouveau procédé, qui, paraît-il, serait infaillible, a été préconisé : l'expertise des tableaux au moyen de la radiesthésie; v. L. VAN DER CRUYSSSEN : *L'expertise des tableaux par le pendule des sourciers*, « Le Bien Public » des 19, 25, 26 juillet, 1^{er} et 4 août 1934

(2) V. à ce sujet : René HUYGHE : *Simple histoire de 2.414 faux Corot*, dans « L'Amour de l'Art » de février 1936, p. 73 à 76, et d'avril 1936, p. 146 et 147.

faire des Millet, il en signa plus que le maître n'en avait peint pendant toute sa vie; il trompa même le Musée du Louvre auquel il vendit comme Millet authentique, une famille de paysans qui était son œuvre propre (1). Chacun sait aussi qu'un joli petit tableau peint par Charles Chaplin dans sa jeunesse et qui représentait un troupeau de cochons descendant une côte abrupte et sauvage des montagnes des Cévennes, fut vendu 100.000 francs à un Américain, après qu'un marchand eût effacé la signature de Chaplin et y eût substitué celle de Millet (2). Parmi toutes les affaires de faux Millet, la plus célèbre est assurément celle qui a eu son épilogue en juillet 1936, devant la Cour de Paris et qui a eu pour héros principal, un petit-fils du grand peintre, Jean-Charles Millet. Ce dernier possédait, à Barbizon, un atelier qui était en réalité une véritable usine de faux tableaux; il avait un complice qui se chargeait de corriger des croûtes achetées dans « les foires aux puces ». J.-C. Millet se servait du nom de son illustre grand-père comme d'un talisman fortuné; il lui suffisait d'apposer sur les croûtes améliorées par son complice, la griffe de son aïeul, pour leur conférer l'authenticité et en même temps une valeur commerciale considérable. D'ailleurs, l'usine de Barbizon n'était pas spécialisée dans les faux Millet, c'était une succursale bien fournie de la glorieuse école impressionniste; on y trouvait de faux Manet, de faux Corot, de faux Sisley, de faux Pissarro. La découverte de l'existence de l'atelier de Barbizon eut un retentissement considérable parmi les collectionneurs et les spéculateurs s'intéressant

(1) V. EUDEL, *op. cit.*, p. 464.

(2) V. J.-J. CHAPLIN : *La mésaventure des cochons de Charles Chaplin*, « Le Journal », 11 février 1935.

aux tableaux de l'Ecole des Paysagistes français de 1830. Des experts réputés fort compétents s'étaient laissés surprendre; des musées avaient ouvert leurs portes, par exemple le Musée d'Edimbourg qui avait acheté, moyennant 1.500.00 francs, un tableau représentant les Botteleurs qui n'était qu'un faux Millet.

En matière de dessins anciens, le truquage n'est pas moins répandu qu'en matière de tableaux et n'est pas fait avec moins de soins (1). Le truqueur habile qui veut dessiner des sanguines de Watteau ou de Boucher, des mines de plomb d'Ingres, des sépias de Calot, sait se procurer un papier ancien, donc portant le filigrane indiscutable de l'époque; il a l'art de se servir de crayons et de couleurs refaits exactement aux teintes anciennes, de patiner son épreuve, de la monter sur un carton ancien, de la placer dans un petit cadre à doucine en vieille dorure.

Les faux meubles anciens existent en quantité illimitée; on en fabrique un peu partout. Des sculpteurs imitant le tour de main des huchiers du XV^e siècle et opérant avec les outils d'autrefois, construisent des coffres, des stalles gothiques, des lits à colonnes; pour mieux tromper, ils ne se servent que de matériaux anciens, de bois usagés, évitent l'emploi de la colle dans les assemblages. Les délicates productions des ébénistes du temps de Louis XV et de Louis XVI n'échappent pas non plus à la contrefaçon. Tout un monde d'artistes et d'ouvriers s'applique activement à créer d'une manière parfaite: poudreuses, guéridons, fauteuils, bergères, bonheurs-du-jour délicieusement décorés, commodes pansues aux bronzes ciselés. Les tru-

(1) André MAILFERT : *Pour vingt-cinq francs, des Watteau, des Boucher, des sanguines de Lancret.. fort présentables;* « Paris-Midi », 2 février 1935.

queurs de meubles ne négligent rien pour rendre leurs œuvres impressionnantes de vérité; ils font les sculptures adroites ou maladroites selon l'âge visé; ils émoussent les arêtes des meubles, usent les parties saillantes exposées aux frottements, tout cela pour donner l'illusion de la sensation de « velours » que causent l'usure des temps, l'astiquage séculaire et qui est si probante chez le meuble authentique. Les « antiquités » ainsi obtenues plaisent aux collectionneurs, aux musées même, car ils se laissent aussi prendre au piège, l'histoire de la stalle de Cluny le prouve (1). Un sculpteur sur bois, spécialisé dans la reconstitution des meubles anciens, avait exécuté, à l'aide de vieux bois de charpente, une superbe stalle du XV^e siècle, et l'avait vendue. Un jour, il découvrit sa stalle au musée de Cluny; il prévint le conservateur, mais la commission réunie conclut unanimement à l'authenticité; elle ne fut convaincue de la fausseté de la stalle que lorsque le sculpteur lui eut montré sa marque à froid et la date de fabrication, sous une pièce du meuble. Une enquête révéla que l'antiquaire, qui avait acheté la stalle 600 francs à son fabricant, l'avait glissée dans le grenier d'un vieil hôtel du boulevard Saint-Germain et que la stalle dûment authentiquée avait été présentée au musée de Cluny et vendue 9.000 francs. L'affaire se termina sans bruit : le marchand rendit l'argent et reprit le meuble.

Le truquage des objets d'art autres que les tableaux, les dessins et les meubles est aussi très florissant ; toutes les capitales, toutes les grandes villes ont leur spécialité. Ici on sculpte des terres cuites du XVII^e ou du XVIII^e siècles : bustes de Houdon, naïades et

(1) V. EUDEL, *op. cit.*, p. 389 et 390.

faunes de Clodion naissent comme par enchantement sous les doigts d'ouvriers habiles. Là on reproduit parfaitement les beaux clavecins des Ruckers ou les merveilleux enfants de Stradivarius ou d'Amati; ailleurs, on damasquine de vieilles épées, on forge des armures milanaïses ou allemandes. Dans cette ville, on fabrique de la vaisselle plate ancienne; dans cette autre, des artistes, véritables « imagiers » du temps jadis, revenus au monde dans notre siècle, font des statues de saints et des reliquaires du Moyen-Age. Les faïences, les porcelaines connaissent aussi les déboires de l'inauthenticité. Les monnaies anciennes, les vieilles médailles sont fort imitées et elles le sont depuis longtemps; certains fabricants de fausses médailles se sont rendus célèbres par leur habileté; qui n'a pas entendu parler du légendaire Becker !

On pratique aussi le truquage des vieux ivoires; la preuve en est dans la gigantesque escroquerie (1) qui fut découverte à Londres, lors de la grande exposition d'art chinois qui réunit à Burlington House tout ce que la Chine a produit de plus parfait depuis la dynastie des Hia qui régnait deux mille ans avant Jésus-Christ. Dans une propriété du Sussex et dans des bouges de l'East End, une trentaine d'ouvriers chinois, spécialisés dans les imitations de l'ancien, exécutaient avec art des copies exactes ou des variantes à peine modifiées de celles des œuvres authentiques exposées à Burlington House qui plaisaient le plus au public; ils mettaient en vente, chez des marchands de curiosités, les objets ainsi fabriqués, les présentaient com-

(1) M. Louis FIELD : « A Londres, trente artistes de l'« Empire du Milieu » fabriquaient des « chinoïseries » séculaires. Ces bibelots précieux avaient une tare : faits en 1935, à Londres, ils étaient authentifiés par de faux certificats d'origine. » « Paris-Soir », 28 janvier 1936.

me anciens, les garantissaient sur facture, les munissaient de certificats d'origine; un éléphant d'ivoire qui portait la signature d'un artiste fameux du temps de Kukai-Khan, fondateur de la dynastie des Yuen, fut ainsi brocanté 75.000 francs à un financier de la Cité; mais ce financier étant mort et ayant légué l'éléphant de vieil ivoire au British Museum, un expert découvrit alors que la merveille qui avait soi-disant près de mille ans, était tout simplement née en 1935.

Aucune des branches de l'art antique n'a été épargnée par les audacieux mystificateurs. On fabrique des amphores du temps de Sardanapale, des vases étrusques; on imite les vases grecs du V^e et du VI^e siècles qui sont célèbres pour leur beauté et la perfection de leur forme et de leur décor. M. Le Bargy, l'éminent sociétaire de la Comédie Française, aujourd'hui décédé, en a fait la cruelle expérience; ayant acheté chez un des premiers antiquaires de Paris, moyennant un gros prix, un vase grec qu'on lui avait garanti comme étant du sixième siècle avant Jésus-Christ, il eut la déception, à la suite de diverses circonstances, d'apprendre de la bouche de deux spécialistes: le professeur Locard, de Lyon, et M. Jacques Daurelle, que son vase était faux, et valait, tout au plus, 120 francs (1) !

En Egypte, on n'hésite pas à reproduire des amulettes de l'époque des Pharaons et même à fabriquer des momies: on connaît à ce sujet la fameuse aventure du professeur Berg, de Christiana. Dans la pensée de faire un don magnifique au musée de sa ville natale, le savant acquit à Assouan, pour une somme très éle-

(1) V André BESSY: « Autour d'un vase brisé », article paru dans « L'Eclaireur de Nice et du Sud-Est », à la fin de juillet 1935.

vée, un précieux sarcophage, admirablement conservé, semblant dater de la XII^e dynastie; malheureusement, à l'arrivée à Christiana, on s'aperçut que le cercueil était faux et que les bandelettes de la momie ne recouvraient pas un corps humain, mais un hideux simulacre, un mannequin d'osier (2) !

Le truquage opère aussi en matière de bijoux antiques; le musée du Louvre lui-même en a été victime. Qui n'a pas entendu parler de la tiare de Saïtapharnès (3), dont l'histoire est un véritable roman. Cette tiare, superbe casque en forme d'œuf, pesant 460 gr. d'or, garni sur toute sa surface de somptueux ornements et de figures en relief, avait été, d'après une inscription qu'elle portait, offerte par le Sénat et le peuple d'Olbia au roi scythe Saïtapharnès, pour obtenir sa protection, environ 200 ans avant Jésus-Christ; elle fut présentée en 1896 au Musée du Louvre par deux marchands d'antiquités étrangers qui déclarèrent qu'elle avait été trouvée sur l'emplacement de l'antique colonie grecque d'Olbia. Le Conservatoire du Louvre, approuvé par le Conseil des Musées, en décida l'acquisition au prix de 200.000 francs et la tiare fut déposée au Louvre dans la grande salle des bijoux antiques. Or, en 1903, à la suite d'incidents inattendus, on découvrit que la tiare était totalement inauthentique et que son véritable auteur était tout simplement un graveur russe du nom de Rouchomowski.

Les autographes n'ont pas non plus échappé au truquage. Que de choses curieuses on pourrait raconter à leur sujet. On imite les lettres, les signatures de tous les grands hommes. La France a connu des affai-

(2) V. EUDEL, *op. cit.*, p. 28 à 33.

(3) V. EUDEL, *op. cit.*, p. 493 à 516.

res célèbres de faux autographes, en particulier l'affaire Vrain-Lucas, qui occupa pendant deux ans l'Académie des Sciences; jamais on n'avait vu le même individu se livrer à la fabrication des faux autographes avec tant d'audace et de persistance. Abusant de la crédulité de M. Michel Chasles, l'un des premiers géomètres du monde, membre de l'Institut et collectionneur passionné de manuscrits, le faussaire parvint à lui vendre 27.000 faux autographes.

On peut dire que rien, parmi toutes les œuvres que nous ont laissées les siècles passés, n'a été respecté par l'industrie du truquage; certains falsificateurs se sont même attaqués aux timbres anciens; ainsi a-t-on découvert à Paris, en mai 1936, un russe, Elie Loubrié, qui inondait le marché de faux timbres anciens; il fut arrêté au moment où il essayait d'écouler dans une salle de la rue Cadet, un stock de timbres fabriqués de toutes pièces et portant les surcharges les plus rares; le fructueux trafic auquel il se livrait fut encore confirmé par la découverte à son domicile d'une quantité invraisemblable de faux timbres de toutes les époques et des pays les plus divers (1).

L'extension énorme ainsi prise par le truquage fait courir de grands dangers aux acquéreurs d'œuvres d'art; tous sont exposés à se voir livrer au lieu de l'original sur lequel ils ont compté, un des innombrables faux qui sont lancés dans le commerce. On peut objecter, il est vrai, que parmi ceux qui font profession de reconstituer l'ancien, tous ne sont pas malhonnêtes, que nombreux, au contraire, sont ceux qui présentent leurs œuvres pour ce qu'elles sont réelle-

(1) Un Russe fabricant de faux timbres anciens est arrêté,
« Le Matin », 24 mai 1936.

ment. Cela est vrai, heureusement, mais ce qui est vrai aussi, c'est qu'un objet auquel on a donné l'apparence de l'ancien et qui a été vendu comme reconstitution, peut très bien rencontrer un jour un vendeur peu scrupuleux qui n'hésitera pas à le présenter comme authentique. Et puis, si parmi les fabricants « d'antiquités », il y en a de fort consciencieux, il en est d'autres qui se laissent tenter par les bénéfices illícites que l'on peut obtenir en vendant comme anciens des objets faux. Ces marchands malhonnêtes sont d'autant plus dangereux pour les acquéreurs qu'ils savent imaginer toutes sortes de procédés leur permettant d'écouler, sans trop de difficultés, leurs produits. Les pièges qu'ils tendent aux amateurs sont d'une variété infinie. Parmi les procédés de vente les plus en usage, on peut citer le coup du bordereau d'achat; celui qui, par exemple, a un tableau faux à vendre, le met aux enchères et s'entend avec un de ses amis pour pousser le tableau jusqu'à un prix respectable; le vendeur se fait adjuger son propre tableau, cette opération ne lui rapporte rien immédiatement, mais il reçoit un bulletin d'adjudication constatant le prix auquel le tableau a été racheté et qu'il peut exhiber aux yeux de ceux à qui il offre son tableau. L'emploi de ce procédé s'est révélé fructueux, lors de la vente d'un faux « Primatice » (1). Un artiste moderne avait fait don à un vieil ami, d'une toile paraissant attribuable à coup sûr au fameux Bolonais; le personnage qu'elle représentait était en effet semblable, en tous points, aux plus célèbres créations de ce grand peintre; mais, en réalité, il s'agissait simplement d'une toile authentique, mais médiocre, du XVI^e siècle, sur laquelle l'ar-

(1) V. Jean ROLLET : *Comment a été peint et vendu un faux « Primatice »*, « La Liberté », 7 février 1935.

tiste moderne avait peint, après de longues études au musée de Cluny, nombre de somptueux bijoux. L'ami étant mort, un de ses héritiers exigea une vente qui aurait pu être évitée; par suite de la complaisance d'un compère, il poussa les enchères jusqu'à 50.000 francs et deux ans plus tard, grâce au précieux bordereau qu'il avait reçu et qui authentifiait le tableau, il vendit son « Primatice » pour plusieurs centaines de milliers de dollars à l'un des plus célèbres musées des Etats-Unis.

Un autre moyen d'écouler les faux objets d'art est le coup de l'objet « planqué » ou, dit-on encore, de l'objet « planté ». Les marchands de fausses antiquités ont des complices dans tous les milieux et ils déposent chez ces complices les objets qu'ils ont à vendre. Soit au hasard de leurs recherches, soit sur l'indication du marchand, les amateurs découvrent un jour les objets et loin de suspecter la fraude, s'empressent de les acheter. Les marchands font preuve en cette matière d'une imagination fertile: un faux vieux Nevers est mêlé aux faïences authentiques qui figurent dans le vaisselier d'un brave petit fermier normand; un buffet ancestral de grande valeur, qui vient en réalité tout droit d'une officine de truquage est placé dans la chaumière d'un paysan breton. Des tableaux « de maître », des bibelots « d'époque », confiés à un châtelain descendant d'une ancienne famille, deviennent des reliques de famille qu'il est contraint de vendre parce que la « crise », la mévente des vins ou du blé l'ont complètement ruiné.

On ne peut vraiment plus douter de la rouerie de certains marchands lorsque l'on sait que, pour tirer le plus large bénéfice possible des faux tableaux, ils n'hésitent pas à user du moyen habile et hardi qui

consiste à les faire authentifier officiellement par la douane (1). Un marchand expédie par exemple à son correspondant d'Amérique, un tableau faussement signé Botticelli, mais non sans avoir pris la précaution de dissimuler la prestigieuse signature sous une couche de peinture; puis il prévient la douane américaine par lettre anonyme qu'elle va être victime d'une fraude de la part d'un marchand qui, exportant un chef-d'œuvre, a dissimulé la signature du maître pour ne pas être taxé à la valeur de l'artiste importé. Le tableau alors est saisi, les experts découvrent, sous la couche de peinture, la prétendue signature originale, le marchand est condamné à une amende, mais le tableau authentiqué par les experts et ayant bénéficié d'une réclame scandaleuse, se vend un prix considérable.

Si nous avons insisté aussi longuement sur la perfection des procédés de truquage, sur l'ingéniosité des moyens d'écouler les faux objets d'art, c'était afin d'établir d'abord combien nombreux sont les faux qui sont en circulation et ensuite combien nombreux sont les gens qui sont exposés à prendre un objet faux pour un objet authentique. Or, tous ceux qui acquièrent des œuvres d'art: amateurs par snobisme ou par intérêt, collectionneurs par goût, antiquaires, tiennent essentiellement à l'authenticité. Devant cette situation, une question ne peut manquer de venir à l'esprit: une personne dont le désir était d'acheter un objet authentique, se laisse vendre un objet faux, soit que le vendeur lui ait volontairement livré un objet inauthentique, soit qu'il ait cru lui-même à l'authenticité; cette personne découvre ensuite la fausseté de l'objet, que peut-elle faire ? Est-elle obligée de garder l'objet ?

(1) V. Pierre DEVAUX : *Faux tableaux*, « Gringoire » du 5 juillet 1935; v. aussi BAYARD, *op. cit.*, p. 78, note 1.

Naturellement, il n'y aura pas de difficultés si, aux protestations de l'acheteur, le vendeur répond en acceptant de reprendre l'objet et de rembourser le prix lorsqu'il a déjà été versé. Mais si les parties ne parviennent pas à s'arranger à l'amiable, l'acheteur ne doit-il pas pouvoir obtenir une décision de justice contraignant son vendeur à reprendre l'objet et à restituer le prix payé s'il y a lieu ? Ne doit-il même pas, si son vendeur est de mauvaise foi et mérite de recevoir un châtiment exemplaire, pouvoir le poursuivre devant les tribunaux répressifs ? Le truquage soulève ainsi un premier problème présentant un grand intérêt juridique: le problème de la protection de l'acheteur d'antiquités et d'objets d'art.

Un second problème encore a sa source dans le truquage; il peut arriver que le propriétaire d'un objet d'art, sachant que les faux existent en très grand nombre, se convainque que l'objet qu'il possède n'est pas authentique et le vende comme simple copie, à un prix très bas; ou bien le vendeur d'objet d'art qui croit à l'authenticité de son objet, peut avoir affaire à un acheteur de mauvaise foi qui le persuade que son objet est inauthentique et le décide à s'en défaire à très bon compte. A défaut d'arrangement amiable avec son acheteur, le vendeur qui découvre la vérité, ne peut-il pas former une revendication devant les tribunaux pour essayer de rentrer en possession de son objet ? Ne peut-il pas, si son acheteur a agi en connaissance de cause, et de mauvaise foi, tenter d'obtenir contre lui, une sanction pénale ? Il y a donc un problème de la protection du vendeur d'antiquités et d'objet d'art comme il y a un problème de la protection de l'acheteur (1).

(1) C'est à la suite de la lecture d'une note écrite par M. Pierre WALINE, sous un arrêt de la cour de Lyon en date du

La protection des parties dans les ventes d'antiquités et d'objets d'art entraîne deux questions: on peut se demander tout d'abord si l'organisation de cette protection se justifie dans son principe; on peut se demander ensuite comment une telle protection peut être organisée.

On n'a jamais essayé de contester le bien-fondé d'une protection du vendeur, mais il n'en a pas été de même pour l'acheteur. Plusieurs arguments ont été invoqués contre l'ouverture d'un recours en justice au profit de l'acquéreur qui s'est vu livrer un faux objet d'art. D'après certains, l'acheteur qui se plaint d'avoir été berné sur l'âge, l'origine ou le nom de l'auteur d'un objet, n'est pas digne que les tribunaux s'intéressent à lui, puisqu'il a demandé à son acquisition autre chose que la joie de la posséder. Pour un véritable amateur, dit-on, l'authenticité, l'origine, la signature doivent peu importer; seules doivent compter la beauté et la valeur artistique. Entre une œuvre originale et sa copie parfaite, il n'y a pas artistiquement de différence; le véritable amateur doit donc éprouver la même satisfaction en face de la copie qu'en face de l'œuvre originale. Le collectionneur qui admire le passé pour le passé, qui achète le nom de l'auteur ou la provenance, sans s'inquiéter de la valeur de l'œuvre, est dans son tort et mérite de subir tous les déboires et toutes les déceptions qui lui surviennent. D'autres objections ont encore été faites à la protection de

18 mars 1931 (D. 1933. 2. 25), que l'idée de traiter de la protection des parties dans les ventes d'antiquités et d'objets d'art, nous est venue à l'esprit. En effet, dans cette note très détaillée (et qui nous a beaucoup aidé lorsqu'il s'est agi d'établir les grandes lignes de notre travail), M. WALINE déplorait fortement l'absence de monographie sur cette question importante.

l'acheteur d'antiquités; on a dit qu'il ne fallait pas placer sur le même plan les objets de fantaisie et de collection et les choses agréables indispensables à la vie; on a soutenu que les règles ordinaires du droit ne sauraient s'appliquer aux marchés d'antiquités et de curiosité, car, dans ces marchés plus ou moins excentriques, l'aléa tient toujours une grande place et le caprice des amateurs fait la seule loi des parties. On a dit aussi que le vendeur bien souvent est de bonne foi et qu'on ne peut pas l'obliger à reprendre l'objet. Mais l'argument le plus sérieux qui ait été invoqué est sans conteste celui de la difficulté qu'il peut y avoir à s'assurer de l'authenticité ou de l'inauthenticité d'un objet d'art; on affirme que l'on n'aboutit jamais qu'à des probabilités et que l'on ne peut donc pas obliger le vendeur à reprendre son objet, puisque l'on n'est pas absolument sûr qu'il est faux. A cela, on peut répondre que sans vouloir nier les difficultés que comporte la preuve de l'authenticité ou de l'inauthenticité, il est cependant bien des cas où l'expertise aboutit à une certitude ou à une quasi-certitude. Quant aux premières objections présentées, elles sont faciles à réfuter. La doctrine d'après laquelle les acheteurs ne devraient estimer les objets d'art que d'après le mérite réel de l'exécution est évidemment inadmissible. Il n'est pas douteux qu'en matière artistique, l'authenticité est un élément important de la valeur vénale. Chacun sait que dans le commerce des tableaux, le nom du maître a une importance considérable et donne au tableau une valeur beaucoup plus élevée que celle que lui donnerait le simple mérite de son exécution. Chacun sait aussi qu'un objet grâce à son origine, à son ancienneté, aux souvenirs historiques qui y sont attachés, atteint des prix que sa seule valeur

artistique ne lui aurait jamais permis d'atteindre. On peut donc, avec raison, acheter un tableau parce qu'il est l'œuvre de tel artiste de talent, un meuble parce qu'il a été exécuté à telle époque ou a appartenu à un personnage historique.

Puisqu'en achetant un objet d'art, un acquéreur peut très raisonnablement ne lui attacher de prix qu'en raison de son authenticité, ne doit-on pas lui reconnaître la possibilité de restituer l'objet s'il s'aperçoit qu'il n'est pas authentique et qu'il ne présente donc aucun intérêt pour lui ? Ce serait un véritable défi qui serait porté à la bonne foi et à la loyauté, si celui qui a acheté, moyennant un prix souvent élevé, un objet qu'il croyait authentique et qui ne l'est pas, se voyait toujours imposer l'obligation de le garder; de plus, en décidant que l'achat de l'objet inauthentique s'impose toujours à l'acquéreur dupé, on ferait réaliser au vendeur, même s'il était de bonne foi, un profit injustifiable, puisqu'il n'aurait livré qu'un objet sans valeur et aurait reçu un prix important. Enfin, on ne peut certes plus dire que les objets d'art ne sont que des objets de fantaisie auxquels la loi ne doit pas s'appliquer puisque ces objets jouent désormais un rôle économique dont l'importance n'est pas contestable.

Ainsi, la protection de l'acheteur d'antiquités et d'objets d'art se justifie fort bien dans son principe et même en présence d'un vendeur de bonne foi. Reste à savoir comment on peut l'organiser, en vertu de quels principes; la même question doit aussi être résolue à l'égard du vendeur.

On ne trouve dans le Code civil, aucun texte qui tende à protéger en cette matière le vendeur ou l'acheteur. Cela se comprend, car en 1804, la mode des anti-

quités et des objets d'art n'était pas développée comme elle l'est maintenant; mais, même depuis que cette mode s'est répandue, la vente des antiquités et des objets d'art n'a jamais trouvé son législateur malgré les nombreux conflits qu'elle occasionne. Devant cette absence de règles spéciales, la jurisprudence, sentant la nécessité d'organiser la protection des parties dans les ventes d'objets d'art, a fait appel, par analogie, à des textes généraux. Les acheteurs et les vendeurs se sont ainsi vu ouvrir un recours civil et même aussi un recours pénal. Il s'agit donc de savoir quels sont les cas dans lesquels ils peuvent entamer une action civile et quels sont les cas dans lesquels ils peuvent porter plainte avec chance de succès. C'est à cette question que nous nous proposons de répondre au cours de ce travail. Comme le recours devant les tribunaux civils est de beaucoup le plus important, nous lui consacrerons deux parties. Dans la première, nous étudierons les principes généraux du droit civil qui peuvent servir à organiser la protection des parties dans les ventes d'antiquités. Dans la seconde, nous essaierons, en exposant l'état de la jurisprudence, de mettre en lumière la protection que les parties peuvent réellement attendre des tribunaux civils. Nous verrons que cette protection se présente en réalité sous un double aspect. Le premier aspect est celui que nous avons envisagé jusqu'à maintenant : protection de l'acheteur mécontent d'avoir acquis un objet inauthentique, protection du vendeur mécontent d'avoir vendu comme copie un objet authentique. Le second aspect est inverse: protection du vendeur qui a cédé un objet inauthentique, protection de l'acheteur qui s'est vu livrer un objet authentique à la place d'une copie; la jurisprudence n'oblige le vendeur qui a cédé un objet au-

thentique à le reprendre et à rembourser le prix que lorsque certaines conditions bien déterminées sont remplies; si ces conditions font défaut, les tribunaux, qui ne veulent pas que le vendeur subisse un tort injustifié, maintiennent le contrat. Une attitude identique est adoptée par la jurisprudence à l'égard de l'acheteur qui s'est vu mettre en possession d'un original au lieu d'une copie; il ne peut être obligé à rendre l'objet qu'il a reçu que lorsque l'existence de certaines conditions est établie.

Après avoir ainsi consacré deux longues parties à l'étude du recours civil, nous passerons à l'examen du recours pénal; mais, comme il ne nécessitera que des développements relativement courts, une seule partie lui sera réservée, la troisième et dernière de cet ouvrage. Nous terminerons enfin par une conclusion générale.

PREMIÈRE PARTIE

Protection des parties d'après les principes généraux du Droit civil

Une personne achète un meuble moyennant une somme de cinquante mille francs, parce qu'elle a la ferme conviction qu'il s'agit d'une œuvre ancienne; puis elle découvre que ce meuble n'est qu'une reproduction pour laquelle elle n'aurait donné que quelques milliers de francs si elle avait été renseignée à temps. Elle peut alors éprouver le désir, fort légitime, de rentrer en possession de son argent contre restitution de la prétendue antiquité, et même le désir d'obtenir une réparation si elle a éprouvé un préjudice. La question qui se pose alors est de savoir quelle est ou quelles sont les actions qui, d'après les principes généraux du Droit, peuvent lui permettre d'obtenir la réalisation de ses désirs.

Une autre hypothèse peut aussi se présenter: une personne vend un meuble pour quelques milliers de francs, croyant vendre une simple copie d'ancien; mais en réalité, elle se trouve avoir cédé un meuble

d'époque dont elle n'aurait pas voulu se défaire, en admettant qu'elle ait consenti à le faire, à moins de cinquante mille francs, si elle en avait connu l'origine; il est fort naturel qu'elle éprouve alors le désir de rentrer en possession de son meuble contre restitution du prix. La même question que pour l'acheteur trompé se pose alors pour elle: quelles sont les actions que les principes généraux du Droit mettent à sa disposition pour obliger l'acheteur à lui rendre sa chose ?

Ce qui, à première vue, frappe l'esprit, dans l'un et l'autre de ces deux contrats, c'est la différence énorme qui existe dans le premier entre le prix donné par l'acheteur et celui qu'il aurait accepté de donner, s'il avait connu la non-authenticité, et dans le second, entre le prix moyennant lequel le vendeur a consenti à se défaire de son meuble et celui qu'il aurait exigé s'il avait su qu'il était ancien. L'acheteur qui a payé de ses beaux deniers un prix important pour acquérir un objet dont la valeur est en réalité beaucoup moindre, a fait, en se trompant ainsi sur la véritable valeur de l'objet, un acte qui lui est nuisible, il est lésé. Le vendeur qui n'a reçu qu'un prix bien inférieur à la valeur de sa chose, a commis, lui aussi, une erreur sur la valeur de sa chose et subi une lésion. Tous deux pourraient donc penser qu'il va leur suffire d'invoquer cette erreur sur la valeur dont ils ont été victime, pour voir leur cocontractant obligé de leur rendre la prestation qu'ils ont fournie. Mais les règles de notre ancien Droit sur la lésion énormissime ne sont plus en vigueur dans notre Droit moderne lorsqu'il s'agit de ventes mobilières. Une jurisprudence constante décide qu'en matière mobilière, la lésion ne peut, en aucun cas, être une cause de rupture de la vente, quelque lésionnaire que soit cette vente. Ce principe est

fondé sur des considérations économiques. Si l'on admettait la rescision ou la nullité pour lésion (1), il faudrait apprécier la valeur des choses qui font l'objet des conventions; quelles difficultés n'entraînerait pas cette appréciation ? La valeur d'une chose dépend, en effet, de multiples éléments, relatifs et variables suivant les circonstances, suivant les goûts et les besoins des individus; l'intensité du désir et en sens inverse la modération des besoins, ont une influence sur la fixation du prix. Et il semble bien qu'en matière artistique, les difficultés qui se présenteraient seraient encore plus insurmontables que dans les autres matières. Qu'y-a-t-il, en effet, pour un profane, de plus matériellement inestimable qu'un objet d'art, une statue, un tableau ou un souvenir historique, toutes choses dont la valeur est fonction de circonstances susceptibles de brusques variations, comme la mode, l'intensité de l'intérêt de curiosité soulevé chez certains amateurs. La valeur commerciale et marchande des objets d'art se caractérise ainsi par une imprécision forcée; quel est alors le tribunal qui voudrait se charger d'apprécier d'une façon rigoureuse et précise une valeur de cette sorte ? Et même, en admettant que l'on arrive à estimer la valeur des objets vendus, un autre problème resterait encore à résoudre. Il ne suffirait pas, en effet, de décréter que la lésion en matière mobilière est une cause de rescision; il faudrait fixer un taux, un chiffre, à partir duquel le contrat serait susceptible d'être rescindé pour erreur sur la valeur. Il y aurait là encore une source de difficultés

(1) Les dispositions de la loi du 8 juillet 1907, accordant une action en réduction du prix à l'acheteur d'engrais, qui a été lésé de plus d'un quart, constituent un nouvel argument (*a contrario*) contre la possibilité d'une rescision pour lésion.

très grandes. En effet, si la lésion exigée pour obtenir la rescision était trop élevée, on se trouverait alors en présence d'une protection qui n'aurait presque jamais l'occasion de s'appliquer. Si, au contraire, le taux exigé pour la lésion était placé trop bas, il n'y aurait plus de commerce possible; les transactions les mieux assises risqueraient toujours de tomber, simplement parce que l'un des contractants se serait aperçu qu'il n'a pas réalisé la bonne affaire escomptée.

Puisque, pour toutes ces raisons, l'action en rescision pour lésion n'est pas ouverte à l'acheteur et au vendeur de meubles, l'acheteur et le vendeur d'antiquités ne peuvent pas compter sur elle; il faut trouver une autre voie de droit qui soit de nature à les protéger.

Il est tout d'abord deux institutions réglementées par le Code civil, auxquelles l'acheteur et le vendeur peuvent l'un et l'autre songer. En premier lieu, si leur cocontractant est de mauvaise foi, ils pourraient penser invoquer l'article 1116 du Code civil qui décide que « le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté »; mais le dol ne se présume pas, le demandeur à l'action doit le prouver; il doit établir que le défendeur était de mauvaise foi et qu'il a employé des manœuvres frauduleuses. A cause de ces difficultés spéciales de preuve, le vendeur et l'acheteur d'objets d'art seraient plus sûrs d'aboutir à un résultat, en faisant appel à la théorie de l'erreur sur la substance que prévoit l'article 1110, c'est-à-dire en soutenant que leur consentement a été vicié par une erreur sur la substance.

Quant à l'acheteur, il pourrait encore songer à invoquer une autre voie de droit instituée par le Code : la garantie des vices cachés ; il devrait alors soutenir que la non-authenticité de l'objet qu'il a acheté est un vice rédhibitoire, dont la loi oblige le vendeur à se porter garant, s'il n'a pas fait de stipulation contraire formelle.

Il nous faut donc étudier quel est, d'une façon générale, le mécanisme qu'a prévu le législateur soit pour l'action en nullité pour erreur sur la substance, action qui semble pouvoir être invoquée à la fois par le vendeur et l'acheteur, soit pour la garantie des vices à laquelle l'acheteur seul peut penser. Et avant d'entrer dans le détail de chacune de ces théories, il faut bien remarquer que ni l'une, ni l'autre, ne suppose prouvée l'existence de la mauvaise foi du défendeur.

TITRE PREMIER

L'erreur sur la substance

L'erreur peut être définie l'état d'esprit d'une personne qui, tout à la fois, ignore la vérité et croit la connaître. On commet une erreur lorsqu'on se fait d'une chose une idée fausse, une conception erronée. Ainsi, vous achetez un objet parce que vous lui attribuez telle ou telle qualité qu'il ne possède pas en réalité; vous n'avez agi que parce que vous aviez de cet objet une fausse notion; vous n'auriez pas agi, si vous aviez connu l'absence de la qualité envisagée, si vous n'aviez pas été abusé par l'erreur. Votre volonté est viciée; n'est-il pas désirable que vous puissiez invoquer cette erreur que vous avez commise, pour obtenir la nullité de l'acte que vous avez accompli et qui est en contradiction avec vos intérêts ?

Les rédacteurs du Code ont considéré que le consentement était la première des conditions essentielles pour la validité d'une convention (article 1108) et ils ont décidé dans l'article 1109 qu'il ne pouvait pas y avoir de consentement valable si ce consentement avait été le fruit d'une erreur. Mais ils ont spécifié dans l'article 1110 que « l'erreur n'est une cause de

nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet. »

Ainsi, d'une manière générale, un contractant ne peut se plaindre d'avoir eu sa volonté altérée par une erreur que si cette erreur a porté sur la substance de l'objet du contrat. Donc, pour que le vendeur ou l'acheteur d'objets d'art puissent invoquer la théorie de l'erreur, il faut qu'il soit admis que l'authenticité d'un objet d'art fait partie de la substance de cet objet. Or, la question de savoir ce qu'il faut entendre par substance de la chose a été l'objet de multiples controverses. Deux systèmes en particulier, le premier très restrictif, le second très large, ont été proposés, et suivant que l'un ou l'autre triomphe en jurisprudence, on ne peut pas, ou au contraire, on peut concevoir la possibilité pour le vendeur ou l'acheteur d'antiquités et d'objets d'art d'invoquer l'article 1110.

Le premier de ces deux systèmes interprète le mot substance d'une façon objective. Il se réclame de la lettre même de l'article 1110; cet article aurait été rédigé avec un esprit de restriction, et l'emploi des termes: « substance même de la chose » n'aurait été fait que par opposition aux simples qualités. Le législateur, en parlant de la substance de la chose, n'aurait ainsi entendu viser que les éléments matériels de la chose et les propriétés qui en déterminent la nature spécifique. Des auteurs célèbres comme Huc, Aubry et Rau, ont défendu cette théorie.

C'est Huc qui s'est montré le partisan le plus sévère du critérium objectif; il pousse le système aux plus extrêmes limites. La substance, c'est pour lui « ce qui permet de donner à une chose le nom substantif qui la distingue; ce sont par conséquent les attributs sans lesquels la chose, objet du contrat, serait classée dans

une autre catégorie de substantifs; ces attributs ont pour trait distinctif de n'être susceptibles ni de plus, ni de moins » (1).

Avec une telle théorie, les qualités tenant soit à l'origine, soit à l'ancienneté d'une chose, ne constituent pas ce qu'on appelle la substance; la méprise afférente à l'une de ces qualités ne suffirait pas pour faire annuler le contrat en vertu de l'article 1110, car elle n'empêcherait pas que la chose demeure « classée dans la même catégorie de substantifs ».

Ainsi, l'antiquaire qui a cru acheter un meuble de l'époque Louis XIII et qui a été mis en possession d'un meuble habilement truqué, le collectionneur qui s'imaginait acquérir un tableau de Chardin ou un buste de Houdon et qui s'aperçoit que ce qu'on lui a livré n'est qu'une méchante copie, le bibliophile qui croyait acheter une édition originale et rare et qui n'a acquis qu'une imitation, tous ceux-là ne seraient pas recevables à demander la nullité de l'achat qu'ils ont fait, en prétendant que leur consentement a été vicié par l'erreur dans laquelle ils sont tombés.

Si l'on suivait à la lettre, la théorie de Huc, la seule qualité essentielle d'un tableau serait d'être une peinture sur toile ou sur panneau; peu importerait que cette peinture fût l'œuvre de tel grand maître ou de tel peintre obscur (2).

(1) *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, T. VII, p. 35 et 36.

(2) Il faut remarquer que Colmet de Santerre, qui est aussi partisan de la théorie objective, ne va pourtant pas jusqu'à admettre de telles conséquences en matière d'ancienneté et d'origine de la chose. Il considère que « les qualités constituant la substance sont celles dont l'absence dénature la chose, l'altère au point qu'elle devient une autre chose que celle qui devait être l'objet de la convention. Ainsi, des flambeaux modernes ne sont pas des flambeaux du temps de

L'auteur dont nous exposons l'opinion apporte pourtant un tempérament à sa théorie si restrictive: « La réalité de l'attribution d'un tableau, dit-il, peut, en vertu d'une clause spéciale du contrat, constituer une sorte de substance conventionnelle » (3). Quant à Aubry et Rau, ils soutiennent que par substance de la chose, on doit entendre « non seulement les éléments matériels qui la composent, mais encore les propriétés dont la réunion détermine sa nature spécifique et la distingue, d'après les notions communes, des choses de toute autre espèce » (4). De cette définition, ils tirent les conséquences suivantes: « Quant à l'erreur portant sur l'origine, sur l'ancienneté, elle ne vicie point le contrat, à moins que les parties ayant traité en vue d'une pareille qualité, indiquée ou précisée, elle ne soit devenue une condition de la convention. C'est ainsi que la vente d'un tableau que l'acheteur supposait être de tel maître, ou de monnaies qu'il regardait comme anciennes, devrait, malgré son erreur, être maintenue, si les parties ne s'étaient point expliquées sur ces qualités et que le vendeur n'eût pas à se reprocher un déguisement frauduleux de la vérité » (5). Aubry et Rau apportent, on le voit, à leur doctrine, le même tempérament que Huc.

Ainsi, d'après les auteurs objectivistes, l'erreur rela-

Louis XIII, une copie d'après Raphaël n'est pas un original; une statue d'un artisan inconnu n'est pas un marbre d'un grand statuaire. Dans toutes ces hypothèses, on peut dire que l'erreur porte sur la substance, c'est-à-dire sur la qualité essentielle et caractéristique de la chose, en l'absence de laquelle cette chose se trouve être un objet différent, d'une nature autre que celle qu'on lui avait supposée ». DEMANTE : *Cours analytique de Code civil*, continué par COLMET DE SANTERRE, 2^e édition, T. V, p. 17.

(3) *Op. cit.*, Tome VII, p. 40.

(4) et (5) *Cours de droit civil français*, 5^e édition, T. IV, p. 490 et 491.

tive aux qualités artistiques de l'objet, ne serait une cause de nullité que si ces qualités avaient été considérées comme une des conditions du contrat et avaient fait l'objet d'une clause de garantie.

En présence des applications pratiques auxquelles il aboutit, le système rigide qu'est le système objectif a soulevé des critiques nombreuses. On lui reproche de ne pas tenir compte de la volonté des parties et de méconnaître le grand principe posé par l'article 1134 du Code civil, suivant lequel les contrats doivent être exécutés de bonne foi.

Les auteurs qui critiquent ainsi le système objectif déclarent que pour rechercher ce qui constitue la substance d'une chose, il ne faut pas considérer la chose en elle-même, mais s'inspirer de la volonté des contractants.

L'objet n'est rien, car les choses n'ont de valeur que celle que les hommes leur reconnaissent. Ces auteurs considèrent que sous le mot substance le législateur a voulu viser les qualités substantielles, et que les qualités substantielles sont celles auxquelles les parties ont attaché une importance telle que leur absence, si elle eût été alors connue, eût mis obstacle à la conclusion du contrat. Ainsi, ce qui rend une qualité substantielle, c'est la considération que le contractant a pour cette qualité. Et comme le rapport principal sous lequel une chose peut être envisagée, diffère suivant les parties, suivant leurs besoins, leurs goûts, il en résulte que la substance d'une chose est formée, non pas d'éléments stables, mais d'éléments très variables. Ainsi, dans chaque cas particulier, lorsqu'une qualité fera défaut à l'objet du contrat, il faudra pour savoir si une des parties peut réclamer la nullité en invoquant l'erreur, rechercher si cette qualité a été déter-

minante ou si, au contraire, elle a été considérée comme indifférente.

Cette opinion qui interprète le mot substance d'une façon subjective est soutenue par la grande majorité des auteurs: Baudry et Barde, Colin et Capitant, Planiol, Demogue, etc... (6). Pour appuyer leur point de vue, ces auteurs déclarent que le Code, en exigeant que l'erreur tombe sur la substance de la chose, ne fait que reproduire la conception de Pothier qui se plaçait lui, au point de vue surtout des parties: « L'erreur n'est une cause de nullité des contrats, qu'autant qu'elle tombe, non sur une qualité accidentelle, mais sur la substance même qui en est l'objet »: tel était le principe soutenu par Pothier. S'expliquant ensuite, voici ce qu'il écrivait: « c'est-à-dire sur la qualité que les contractants ont eue en vue et qui fait la substance de cette chose ». C'est cette opinion de Pothier, disent les partisans du critérium subjectif, que les rédacteurs du Code ont voulu condenser dans l'article 1110, alinéa 1, mais ils ont malheureusement employé des termes quelque peu énigmatiques.

Ainsi, d'après la théorie subjective qui, aujourd'hui, triomphe en jurisprudence (7), l'erreur sur la substance est une erreur sur les qualités substantielles et ces qualités sont celles qui, dans chaque cas, ont été jugées essentielles par les parties et les ont déterminées à contracter.

(6) BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE : *Traité des obligations*, 2^e édition, T. I, p. 77 et 78. — COLIN et CAPITANT : *Cours élémentaire de droit civil français*, 7^e édition, T. II, p. 35 et 36. — PLANIOL et RIPERT : *Traité pratique de droit civil français*, T. VI, p. 244, Paris 1930. — DEMOGUE : *Traité des obligations*, 1923, T. I, p. 392.

(7) V. Paris 7 mars 1917, *Gaz. Pal.* 1916-17, p. 583; Rennes, 17 juin 1929, *Gaz. Pal.* 1929. 2. 397.

Une telle interprétation de l'article 1110 rend possible son application en matière de vente de pseudo-antiquités. Si j'achète un tableau que je crois être un Corot et qui n'est qu'une copie, ou si je paie très cher une épée parce qu'elle a été portée par Napoléon tandis qu'en réalité, elle n'a nullement l'origine que je lui attribue, je peux soutenir que j'ai commis une erreur sur la substance car je n'ai acheté le tableau que parce que je pensais qu'il avait été peint par Corot ou l'épée que parce que je croyais qu'elle était une relique de l'épopée impériale.

Maintenant que nous savons ce qu'il faut entendre par le mot substance, il nous faut nous demander qui peut invoquer l'article 1110 et à quelles conditions; puis nous étudierons ensuite les résultats du recours pour erreur sur la substance et nous rechercherons s'il est possible de renoncer à l'avance à exercer ce recours.

SECTION I

QUI PEUT-ÊTRE PROTÉGÉ PAR L'ARTICLE 1110 ?

Nous savons que la jurisprudence et la doctrine admettent que les rédacteurs du Code ont entendu consacrer la doctrine de Pothier. Or, Pothier, lorsqu'il veut démontrer dans quels cas l'erreur sur la substance peut être invoquée, suppose toujours dans les exemples qu'il donne, que c'est le consentement de l'acheteur qui a été vicié par l'erreur. On pourrait en déduire que l'acheteur qui a erré sur la substance de

la chose acquise, peut invoquer l'article 1110, mais que le vendeur qui a erré sur la substance de la chose vendue, parce qu'elle avait des qualités supérieures à celles qu'il lui attribuait, n'a pas le même droit. Mais cette solution ne serait ni juridique, ni équitable. En effet, l'article 1110 ne distingue pas, il déclare d'une façon générale que l'erreur est une cause de nullité des contrats lorsqu'elle tombe sur la substance de la chose; pourquoi ferait-on une distinction là où la loi n'en fait pas ? De plus, le consentement du vendeur est aussi indispensable au contrat que celui de l'acheteur et il doit être aussi pur; peu importe que l'erreur de la partie tombe sur l'objet de sa propre obligation ou sur celui de l'obligation de son cocontractant, si cette erreur est démontrée. Enfin, l'équité ne saurait admettre que l'on mette le vendeur dans une situation pire que celle où est l'acheteur. Il n'y a donc aucune raison de ne pas appliquer au vendeur les mêmes règles qu'à l'acheteur.

Actuellement, on admet généralement que l'action basée sur l'article 1110 est recevable aussi bien lorsqu'elle est intentée par le vendeur que lorsqu'elle l'est par l'acheteur. Celui qui a cru vendre un tableau médiocre et qui, en réalité, a vendu une œuvre de maître, celui qui a cru céder un simple meuble de style, et qui a cédé un meuble d'époque, peut donc, avec raison, songer à invoquer l'erreur sur la substance.

SECTION II

A QUELLES CONDITIONS PEUT-ON INVOQUER L'ERREUR SUR LA SUBSTANCE ?

Ces conditions sont des conditions de preuve et de délai.

§ I

Conditions de preuve

Le demandeur à l'action en nullité ne peut pas se contenter d'alléguer une erreur sur une qualité et de déclarer arbitrairement que cette qualité a été déterminante pour lui. La simple possibilité de l'erreur ne suffit pas pour justifier l'annulation du contrat. La jurisprudence impose à celui qui veut se prévaloir d'une erreur sur la substance, la preuve de ses allégations, preuve qui est double. Il doit d'abord faire une preuve négative consistant à établir l'inexistence de la qualité objective qu'il avait en vue dans l'objet acheté. Puis il doit faire une preuve positive: démontrer l'influence décisive qu'a eue cette qualité sur la détermination qu'il a prise, et prouver que s'il avait connu l'absence de cette qualité, il n'aurait pas contracté. C'est donc la charge de prouver son véritable état d'esprit au moment du contrat, qui lui incombe. Cette preuve est libre, elle peut être faite par tous moyens, à condition qu'ils soient convaincants. Cet état d'esprit qu'il s'agit de prouver est un phénomène interne, caché à tous, qu'il est impossible de démontrer directement; pour y parvenir, on est obligé de

recourir à des moyens détournés. Si la convention qui fait l'objet du litige est écrite, la tâche de la partie qui invoque l'erreur sera facilitée; elle commencera par se reporter au contrat, elle l'analysera afin d'y trouver les indications de nature à démontrer au juge l'intention qui l'a guidée lorsqu'elle a contracté. Mais il se peut que les termes employés lors de la rédaction du contrat ne mettent pas suffisamment en lumière la véritable intention des parties; la jurisprudence accepte alors que le demandeur, pour justifier du but qu'il a poursuivi, cherche en dehors du contrat, s'appuie sur des présomptions tirées des circonstances de fait qui ont entouré sa conclusion. De son côté, le défendeur, s'il soutient la validité de la vente, recherchera dans ces mêmes circonstances, celles qui peuvent faire présumer que ce n'est pas telle ou telle qualité attribuée à l'objet litigieux qui a déterminé le demandeur à contracter.

§ II

Durée du recours

La personne dont le consentement a été vicié par une erreur se voit ouvrir une action en nullité qui peut être exercée pendant un délai de dix ans à compter du jour où l'erreur a été découverte. C'est ce que décide l'article 1304 du Code civil: « Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans. Ce temps ne court... dans le cas d'erreur ou de dol, que du jour où ils ont été découverts;... ».

SECTION III

RÉSULTATS DE L'ACTION EN NULLITÉ POUR ERREUR.

L'effet de l'erreur sur la substance reconnue est essentiellement la nullité de la vente. Cette nullité a pour effet de remettre les choses en l'état dans lequel elles étaient avant la vente: elle entraîne l'obligation pour le vendeur de restituer le prix à l'acheteur, et l'obligation pour l'acheteur de rendre l'objet au vendeur. En outre de l'annulation (8), la victime de l'erreur peut faire condamner l'autre contractant à lui verser des dommages-intérêts, mais à deux conditions: il faut d'abord qu'elle prouve que l'annulation laisse un préjudice à sa charge et ensuite qu'elle prouve que l'autre partie a commis une faute. Une réparation peut être due aussi par le demandeur en annulation lui-même; si ce demandeur a été négligent, insouciant, s'il a contracté sans prendre aucune précaution pour contrôler l'exactitude de son opinion et de ses croyances, les magistrats, tout en reconnaissant qu'il y a eu erreur et en annulant le contrat, pourront décider que le demandeur a commis une faute suffisante pour le faire condamner à réparer pécuniairement le préjudice qu'il a pu causer au défendeur.

(8) Sur les dommages-intérêts en cas d'annulation du contrat, v. LEGROS : *Essai d'une théorie générale de la responsabilité en cas de nullité des contrats*, th. Dijon 1900, p. 37 et s. V. aussi CÉLICE : *L'erreur dans les contrats*, th. Paris 1922, p. 192 à 194.

SECTION IV

PEUT-ON RENONCER A L'AVANCE A EXERCER L'ACTION EN NULLITÉ ?

On ne trouve nulle part dans le Code de texte qui autorise ou interdise en général la renonciation au droit de demander la nullité. Cette absence de texte exprès n'est pas regardée comme une présomption de validité en faveur de la renonciation à l'action en nullité. Les quelques auteurs qui ont fait allusion à ce problème (9) considèrent cette renonciation comme impossible. Quant aux tribunaux, ils annulent très généralement les clauses de renonciation qu'ils rencontrent. Ainsi, doctrine et jurisprudence s'accordent pour admettre l'existence dans notre Droit d'une règle invalidant les clauses de renonciation à l'action en nullité, stipulées au moment de la conclusion du contrat.

Cependant, certaines clauses dont la formule laisse supposer qu'elles retirent complètement aux parties le droit d'agir en nullité sont déclarées valables; mais cela s'explique par le fait que la renonciation à la nullité qu'elles prévoient est purement apparente (10). Ces clauses n'ont pas pour effet d'enlever aux contrac-

(9) V. PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, T. VI, n° 226, p. 306. — René JAPIOT : *Des nullités en matière d'actes juridiques*, thèse, Dijon, 1909, p. 308 et 309.

(10) V. P. BOUZAT : *De la clause par laquelle une partie dans une convention s'engage à ne pas demander la nullité*, « Revue critique de législation et de Jurisprudence », 1934, p. 350 à 388. V. en particulier la partie de cet article intitulée : Des renonciations purement apparentes au droit de demander la nullité. Clauses accompagnées d'une modification de la nature du contrat, p. 381 à 388.

tants le droit de demander la nullité, droit que la loi leur a formellement accordé et dont il leur est interdit de se dépouiller lors de la formation du contrat; elles ont pour effet de faire disparaître des faits qui, normalement, auraient été des motifs de nullité. Ces clauses sont accompagnées d'un changement dans la nature du contrat, les parties les insèrent lorsqu'elles veulent faire de leur contrat qui aurait dû être commutatif, un contrat aléatoire, et c'est ce caractère aléatoire qui exclut la possibilité de la nullité, et qui permet à la clause de renonciation d'être valable. Ainsi, lorsqu'un acquéreur renonce au droit de demander la nullité pour erreur si la chose n'a pas telle ou telle qualité, une cause de nullité est supprimée: la nullité pour erreur sur la substance. Au moment où il achète, l'acquéreur croit peut-être que la chose possède la qualité envisagée; mais s'il découvre ensuite qu'il se trompait, il lui sera impossible d'intenter une action en nullité pour erreur, puisqu'il a su, en contractant, qu'il encourait le risque de devenir propriétaire d'un objet ne possédant pas la qualité en question. L'absence de cette qualité qui, en temps normal, aurait dû être une cause de nullité pour erreur, ne l'est plus du fait de l'insertion de la clause de renonciation; l'acheteur d'ailleurs reçoit presque toujours une compensation consistant en un prix d'achat inférieur à celui qui aurait été exigé s'il n'y avait pas eu de clause.

Ainsi, un contractant peut donc valablement souscrire à une clause qui l'empêchera d'agir en nullité, à condition que cette clause n'ait pas pour effet de supprimer le droit de demander la nullité mais ait pour effet d'aménager de telle façon, à l'intérieur du contrat, les contre-prestations réciproques, que des faits qui auraient été une cause d'annulation sont supprimés.

TITRE II

La garantie des vices

Il est une autre institution que l'on peut songer à appliquer aux ventes de fausses antiquités: c'est la garantie des vices cachés de la chose vendue qui fait l'objet des articles 1641 à 1649 du Code civil.

Le vendeur est tenu de fournir à son acheteur la possession de la chose vendue; mais pour que cette possession ne soit pas une dérision, il faut que l'objet livré soit dans un état tel qu'il soit propre à l'usage que l'acheteur compte en faire. Aussi, le législateur, pour assurer à l'acheteur une possession utile, c'est-à-dire conforme à son but, a mis à la charge du vendeur une autre obligation. Le vendeur est tenu de garantir à son acquéreur que la chose est exempte de tous vices qui, en se révélant, empêcheraient cet acquéreur d'en retirer la jouissance ou tout au moins une jouissance aussi complète que celle sur laquelle il avait pu compter. Le vendeur est tenu à cette garantie, soit que la vente ait lieu de gré à gré, soit qu'elle ait lieu publiquement aux enchères. Mais, aux termes de l'article 1649, il n'en est pas tenu dans les ventes faites par autorité de justice, ce qui doit s'entendre des ventes qui ne peuvent être faites que par autorité

de justice, et non pas des ventes volontaires faites en la forme judiciaire par le libre choix des parties majeures et maîtresses de leurs droits.

Les vices dont la présence est susceptible de fonder un recours en garantie sont, dit l'article 1641, les « défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus ».

Si, au contraire, malgré le défaut, la chose reste suffisamment propre à l'usage auquel elle était destinée, la garantie n'est pas due.

La première question à résoudre avant de décider si un vice est ou n'est pas un vice caché, au sens de l'article 1641, est donc celle de savoir quel était l'usage que l'acheteur avait l'intention de faire de la chose, et ce n'est que lorsqu'on sera fixé sur ce premier point que l'on pourra rechercher quelle influence a le défaut invoqué, sur cet usage.

Lorsque l'on se rend acquéreur d'un objet, on peut le destiner à l'usage que l'on fait habituellement d'un tel objet, mais on peut aussi le destiner à un usage spécial qui est possible grâce à certaines qualités que possède l'objet. C'est ainsi que les objets d'art ou de curiosité, en dehors de leur destination ordinaire, se voient attribuer, grâce à la valeur spéciale que leur confère leur authenticité, une destination nouvelle, qui est de pouvoir figurer dans les collections publiques ou privées. Prenons un exemple: une personne achète un baromètre Louis XVI en bois sculpté et d'un travail très fin, et elle découvre ensuite que ce baromètre n'est qu'une habile copie d'une œuvre d'époque Louis XVI; si elle l'a acheté en vue de le faire servir

à sa destination ordinaire qui est d'indiquer la pression atmosphérique, la non-antiquité du baromètre ne pourra certes pas constituer un vice au sens de l'article 1641, car elle ne diminue en rien l'usage de la chose. Mais si elle l'a acheté, soit pour le mettre dans sa collection d'objets anciens, soit pour en faire don à un musée, soit pour faire un placement, soit enfin pour le revendre comme objet d'époque, elle pourrait songer alors à invoquer la garantie des vices, car la non-authenticité du baromètre le rend impropre à l'usage auquel il était destiné. De même, l'amateur qui achète un tableau qu'il croit d'un maître célèbre, pour le revendre sous le nom de ce maître ou l'exposer sur les murs de son salon ou de sa galerie sous le même nom, et qui n'a acquis qu'une copie, œuvre d'un peintre obscur, pourrait lui aussi songer à soutenir que la garantie du vendeur lui est due, car le tableau est impropre à l'usage auquel il le destinait.

Mais il importe de noter que même en admettant que la non-authenticité de la chose vendue puisse constituer un vice rédhibitoire, il faudrait, pour que le recours en garantie de l'acquéreur d'un faux tableau ou d'une fausse antiquité, soit reconnu fondé, qu'une condition antérieure à la vente soit remplie: il faudrait que le but que se proposait l'acheteur ait été connu du vendeur, et qu'ainsi il ait su que la non-antiquité de l'objet constituait un vice aux yeux de l'acheteur. Le vendeur, en effet, ne peut être responsable de l'impossibilité d'appliquer l'objet à une destination autre que la destination habituelle, que s'il a connu, avant la vente, cette destination spéciale; s'il en était autrement, il serait trop facile à l'acheteur, qui regretterait d'avoir conclu un marché qu'à la réflexion il trouve désavantageux, de venir soutenir après coup

que son intention était de faire servir l'objet à tel usage, qu'il préciserait d'une manière arbitraire, et auquel l'objet serait impropre. Mais lorsque le vendeur a connu l'usage spécial que l'acheteur voulait faire de l'objet, il est certain que l'intention des parties a dû être de garantir particulièrement l'absence de vices s'opposant à cet usage.

Maintenant que nous savons ce qu'est la garantie des vices, il nous faut rechercher qui elle protège, à quelles conditions elle peut être mise en jeu, quels sont ses effets. Ensuite, nous examinerons la question de savoir si les parties peuvent à l'avance, par des conventions particulières, écarter cette garantie.

SECTION I

QUI PEUT-ÊTRE PROTÉGÉ PAR LA GARANTIE DES VICES ?

Alors que non seulement les acheteurs, mais aussi les vendeurs peuvent invoquer l'erreur sur la substance pour demander la nullité de la vente (1), l'action en garantie des vices est réservée naturellement aux seuls acheteurs.

SECTION II

A QUELLES CONDITIONS LA GARANTIE DES VICES PEUT-ELLE ÊTRE MISE EN JEU ?

La garantie est une obligation éventuelle dont l'existence est subordonnée à la découverte d'un défaut

(1) V. *supra*, p. 46.

dans l'objet vendu; mais encore faut-il pour lui donner naissance que ce vice présente certains caractères. De plus, lorsque l'acquéreur veut invoquer la garantie, il doit exercer son recours dans un certain délai.

§ I

Caractères que doivent revêtir les défauts cachés pour donner lieu à garantie.

Pour qu'il y ait vice rédhibitoire, il faut que ce vice réunisse quatre conditions: il doit être grave, caché, inconnu de l'acheteur, et enfin, avoir une existence antérieure à la vente.

I. — Il faut que le défaut soit grave.

Le respect dû aux conventions et la nécessité de la stabilité des transactions exigent que la résolution d'un marché ne puisse pas être prononcée pour des motifs secondaires. C'est pourquoi un vice ne peut être considéré comme rédhibitoire que s'il présente une certaine gravité, gravité que précise l'article 1641: il doit empêcher l'usage de la chose ou au moins le diminuer de telle sorte que « l'acheteur ne l'aurait pas acquise ou n'en aurait donné qu'un moindre prix », s'il l'avait connu.

Toutes les fois qu'un acheteur invoquera la garantie des vices, les juges auront toute latitude pour apprécier si le défaut dont il se plaint est suffisamment grave pour justifier le recours; ils rechercheront quelle influence a le vice reproché sur le service auquel était destinée la chose vendue, et du résultat de cette vérification dépendra leur décision.

Comment s'appliqueraient ces règles si l'amateur d'objets d'art pouvait invoquer la garantie des vices ?

Reprenons notre exemple: une personne a acheté un baromètre Louis XVI pour le mettre dans sa collection d'objets anciens; elle se plaint que ce baromètre n'enregistre que d'une façon peu exacte les variations atmosphériques, il est clair qu'elle ne pourra pas obtenir satisfaction, car le mauvais fonctionnement pratique est un défaut sans importance, vu la destination qu'elle avait prévue pour son baromètre. Il n'en serait pas de même, si l'acheteur reprochait à son vendeur la non-authenticité du baromètre, car alors, le baromètre ne pourrait plus remplir la destination spéciale pour laquelle il a été acheté.

Si l'acheteur, tout en reconnaissant que le baromètre est bien de l'époque qu'indiquait sa forme, se plaignait simplement qu'il a subi des restaurations, le tribunal aurait à apprécier l'importance de ces restaurations. Ainsi, pour donner lieu à la garantie du vendeur, le vice invoqué doit être grave. On s'est demandé s'il suffisait que cette condition fût remplie ou s'il ne fallait pas, en outre, que le vice fut irrémédiable ? Certains auteurs ont soutenu que lorsque le vice peut être rapidement et facilement réparé, il ne doit pas être considéré comme rédhibitoire, et que l'acheteur n'a que le droit d'exiger la réparation et une indemnité pour le dédommager de la privation de l'usage de la chose. Mais, à la base de cette opinion, il n'y a aucun texte; nulle part le Code civil ne dit que le vice doit être irrémédiable; il dit simplement que le vice doit être de nature à empêcher l'usage de la chose, sans ajouter qu'il doit l'empêcher pour toujours. Ce qui importe, en somme, c'est de savoir si l'acheteur, dans le cas où il aurait connu le vice, se

serait certainement abstenu de contracter: c'est une affaire d'appréciation de la part des tribunaux qui, bien souvent, devront juger que, même en présence d'un vice facile à réparer, l'acquéreur n'aurait pas acheté la chose viciée.

II. — Il faut que le défaut soit caché.

Le vice grave doit en outre, pour donner lieu à la garantie, n'être pas apparent. « Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même » décide avec juste raison l'article 1642 du Code civil. Si les vices étaient faciles à découvrir, l'acheteur est présumé les avoir connus et ne s'être décidé qu'en connaissance de cause. Le vendeur ne peut être tenu des vices apparents que s'il les a habilement dissimulés ou si l'objet n'était pas présent lorsque le contrat a été passé. De plus, l'acheteur, s'il craint sa propre incompetence, peut obtenir la garantie à raison des vices apparents à condition qu'il ne connaisse pas ces vices dont il exige ainsi la garantie. Mais à part ces cas exceptionnels, le vendeur ne peut être tenu que des vices cachés.

Mais une question importante vient tout de suite à l'esprit: quand un vice peut-il être réputé caché, ou au contraire, apparent ? C'est une question de fait qui est laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux. La jurisprudence s'est d'abord montrée fort rigoureuse à cet égard; elle envisageait d'une manière objective, le caractère occulte du vice: pour elle, un vice ne pouvait être qualifié de vice caché, que lorsqu'il était matériellement impossible de l'apercevoir au moment de l'achat; lorsqu'elle se trouvait en présence d'un vice qu'un examen approfondi de la chose aurait

pu faire découvrir et que l'acheteur avait procédé ou avait eu la possibilité de procéder à cet examen, elle considérerait que le vice était apparent; elle déciderait même que si l'acheteur était ignorant en cette matière, il n'avait qu'à se faire assister par une personne compétente. Aujourd'hui, la jurisprudence se montre moins sévère; l'essentiel n'est pas que le vice soit intrinsèquement facile ou difficile à discerner, mais que l'acheteur puisse être présumé en avoir eu ou ne pas en avoir eu connaissance. Le même vice sera tantôt considéré comme caché, tantôt considéré comme apparent, selon que l'acheteur sera un profane, ou un homme de métier, possédant des connaissances spéciales sur la chose qu'il achète. Cette distinction semble bien conforme à la pensée du législateur puisque l'article 1642 parle de vices « dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même ».

Donc, si l'on permettait à un acheteur d'antiquités d'exercer l'action en garantie des vices, il faudrait, pour discerner si le vice dont il se plaint est un vice caché, rechercher quelles connaissances et quelle expérience il avait en matière artistique. Si cet acheteur était un amateur peu initié, la copie qui lui aurait été vendue, devrait être considérée comme entachée d'un vice caché, si cette copie avait été habilement exécutée; le défaut d'authenticité ne pourrait, à l'égard de cet amateur, être considéré comme apparent, que s'il s'agissait d'une copie grossière. Au contraire, il faudrait se montrer plus sévère si l'acheteur était un amateur particulièrement averti, et surtout si c'était un antiquaire, car leurs connaissances leur permettent de découvrir les fraudes, même si elles sont très habiles.

*III. — Il faut que le défaut ait été inconnu
de l'acheteur.*

En effet, si l'acheteur avait connu le vice, ce vice si caché qu'il fût, aurait été, en réalité, apparent pour lui. Il est donc juste que, dans ce cas, on ne lui accorde pas la garantie. A plus forte raison, il en sera encore ainsi, lorsque ce sera le vendeur lui-même qui aura averti l'acheteur de la présence des vices cachés; cette déclaration équivaudra à une stipulation de non garantie pour les défauts visés, stipulation qui, nous le verrons, est parfaitement autorisée.

*IV. — Il faut que le vice ait existé au moment
de la vente.*

Pour donner naissance à la garantie, il ne suffit pas que le défaut découvert dans la chose ait tous les caractères du vice rédhibitoire, il faut encore qu'il ait une existence antérieure à la vente. C'est à l'acquéreur demandeur qu'il incombe de prouver que les défauts dont il se plaint existaient déjà quand il a acheté.

§ II

Durée du recours pour défauts cachés.

L'action résultant des vices rédhibitoires, dit l'article 1648, doit être intentée « dans un bref délai », et ce texte ajoute « suivant la nature des vices rédhibitoires et l'usage du lieu où la vente a été faite ».

Les rédacteurs du Code, ne croyant pas possible de

fixer un délai uniforme pour toutes les ventes, se sont bornés à émettre le désir que ce délai soit le plus court possible. D'ailleurs, il était nécessaire de poser le principe de la brièveté du délai. En effet, si l'acquéreur pouvait agir longtemps après la vente, l'identité des objets pourrait paraître douteuse, et surtout, il serait souvent très difficile au juge de savoir si l'existence du vice est antérieure à la vente; un long délai aurait ainsi rendu malaisée la vérification du juge, et les chances d'erreur auraient été d'autant plus fortes que le temps écoulé depuis la vente aurait été plus long. Aussi, les rédacteurs n'ont accordé à l'acquéreur qu'un délai bref. Mais, comment reconnaîtra-t-on que le délai dans lequel a agi l'acheteur est suffisamment bref? Lorsque la durée du délai est établie par un usage certain ou par un texte formel (2), aucune difficulté ne peut se présenter; mais lorsque ni la loi, ni l'usage ne fixent de délai, les juges auront à apprécier souverainement, selon la nature des vices et les circonstances de la cause, si l'acheteur a introduit sa demande dans un délai suffisamment bref ou si, au contraire, sa demande doit être rejetée comme tardive, parce qu'un délai beaucoup plus court aurait été suffisant pour examiner la chose.

Quant au point de départ du délai, l'article 1648 ne l'indique pas. Le silence du Code laissait ainsi le champ libre à la controverse; certains auteurs ont soutenu que ce point de départ devait être le moment de la délivrance, d'autres que ce devait être le jour de la vente, et d'autres encore que ce devait être le

(2) En matière de ventes d'animaux domestiques, la loi du 2 août 1884 a limité à un délai très bref l'exercice du recours en garantie pour vices rédhibitoires : 9 jours à partir du moment où la livraison a dû être faite.

jour où le vice a été connu de l'acheteur.

Quant à la jurisprudence, elle décide avec une grande partie de la doctrine, que c'est au juge qu'il appartient de fixer le point de départ du délai, comme il lui appartient d'en fixer la durée, et que pour cela, il doit tenir compte des circonstances infiniment variées dans lesquelles l'action à raison des vices cachés peut être intentée.

SECTION III

EFFETS DE LA GARANTIE DES VICES.

Alors que pour l'erreur, le Code n'a prévu qu'une seule sanction: la nullité relative, il a, au contraire, prévu pour les vices rédhibitoires, deux sanctions possibles, et il a accordé à l'acheteur qui agit en garantie contre son vendeur, une option entre ces deux sanctions. D'après l'article 1644, « l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts ». De plus, il peut, après avoir exercé l'une de ces actions, exercer l'autre, tant qu'il n'a pas été statué sur sa demande par décision passée en force de chose jugée. Si l'acheteur opte pour le premier parti qui s'offre à lui, c'est-à-dire rendre la chose et se faire restituer le prix, il exercera son recours par la mise en œuvre de l'action rédhibitoire, action qui lui permettra d'obtenir des résultats plus ou moins complets suivant les circonstances.

Si le vendeur est de bonne foi, c'est-à-dire s'il ignorait les vices de la chose, et s'il n'a commis aucune

faute tendant à rendre la vérification difficile, il sera simplement tenu de la restitution du prix, il ne devra pas de dommages-intérêts. Si, au contraire, il est de mauvaise foi, c'est-à-dire, si connaissant les vices, il n'en a pas averti l'acheteur, il sera tenu non seulement de restituer le prix, mais encore de verser des dommages-intérêts à l'acheteur; c'est ce que décide l'article 1645.

Enfin, le vendeur peut avoir ignoré les vices, mais en raison de sa profession, être en faute de les avoir ignorés. L'ouvrier ou le marchand qui vendent des choses de leur état ou de leur commerce, doivent en connaître les défauts; en se présentant au public comme exerçant une profession, ils se rendent garants de la bonté des objets qu'ils mettent en vente; aussi, les assimile-t-on au vendeur qui a connu les vices, même s'ils sont de bonne foi (3).

L'acheteur peut, au contraire, opter pour le second parti: garder la chose et se faire rendre une partie du prix; il devra alors exercer son recours par l'action en diminution du prix. Quant à la détermination de la partie du prix que devra restituer le vendeur, elle sera faite par des experts qui rechercheront quel prix l'acheteur eût seulement donné s'il avait contracté en pleine connaissance de cause. L'action en diminution du prix pourrait, comme l'action rédhibitoire, faire accorder à l'acheteur des dommages-intérêts, si le vendeur était de mauvaise foi.

(3) V. PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, t. X, p. 141. — MOURET : *Des vices cachés ou rédhibitoires dans les ventes de meubles ou d'antiquités*, thèse Toulouse 1893, p. 200.

SECTION IV

LES PARTIES PEUVENT-ELLES ÉCARTER A L'AVANCE LA GARANTIE DES VICES

Dans le silence des parties, tout contrat de vente implique la garantie des vices. Mais si cette garantie est de la nature du contrat de vente, elle n'est pas de son essence; les parties peuvent y déroger. L'article 1627 proclame le principe de la liberté des conventions en cette matière : « Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie. » Mais lorsqu'elles veulent profiter des facilités que leur offre ce texte, elles doivent s'en expliquer formellement.

La garantie peut être étendue aux défauts apparents, nous l'avons déjà vu. Ce qui nous intéresse, ce sont les clauses restrictives de la garantie. Les parties peuvent supprimer complètement cette garantie, ou bien simplement la diminuer relativement à un défaut spécial. Cette possibilité pour les parties se comprend fort bien : c'est exclusivement dans l'intérêt particulier et personnel de l'acheteur que la garantie des vices a été consacrée par le législateur; elle peut donc faire l'objet d'une transaction entre les parties : le vendeur peut en répudier la charge et l'acheteur peut renoncer en tout ou en partie à la protection qui lui est accordée.

Lorsque le vendeur stipule qu'il ne sera obligé à aucune garantie, la vente devient alors un contrat aléatoire; elle a lieu aux risques et périls de l'acheteur et la découverte ultérieure d'un vice ne permettra pas

à l'acheteur d'alléguer que, s'il avait pu connaître ce défaut, il n'aurait pas acheté ou n'aurait donné qu'un prix moindre. D'ailleurs, il faut remarquer que, lorsqu'il y a une clause de non-garantie, l'acheteur n'offre ordinairement qu'un prix inférieur à celui qu'il aurait offert si cette clause n'existait pas.

La justification de la clause de non garantie se trouve dans l'incertitude du fait sur lequel elle porte; mais pour que cette incertitude existe, il faut que les deux parties ignorent le véritable état de la chose. C'est pourquoi on considère que le vendeur, qui sait que la chose a des vices, ne peut pas se couvrir par une clause de non-garantie; cela résulte de la construction grammaticale de l'article 1643 : Le vendeur « est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie ». La convention de non-garantie est donc nulle et sans effets possibles, lorsque le vendeur connaissait le vice et était de mauvaise foi, ce qui se justifie fort bien puisqu'alors, ce qui sert de fondement à la non-garantie et la justifie, n'existe plus.

Il est encore un autre cas où la clause de non-garantie ne produit aucun effet. Nous avons vu que celui qui vend un objet rentrant dans son commerce est tenu de connaître les défauts de cet objet, et qu'on lui applique la maxime suivant laquelle : celui qui a pu ou dû savoir, a su en effet. Puisqu'on l'assimile ainsi au vendeur qui connaît le vice, la clause de non-garantie totale et même partielle qu'il pourrait stipuler ne peut donc pas avoir d'effet.

DEUXIÈME PARTIE

Protection des parties d'après la jurisprudence civile.

Si nous récapitulons ce que nous avons dit jusqu'à présent, nous voyons que la situation en face de laquelle la jurisprudence civile s'est trouvée, à la suite du développement de la mode des antiquités, était la suivante. D'une part, un double problème juridique très important était né : nécessité de protéger le vendeur qui a cédé une antiquité lorsqu'il croyait vendre un objet moderne, nécessité de protéger l'acheteur qui s'est vu mettre en possession d'un objet moderne lorsqu'il croyait acheter un objet ancien. D'autre part, pour organiser cette protection, le Code ne mettait, à la disposition des juges, aucun texte spécial, mais simplement plusieurs textes généraux : article 1110, article 1641 et même article 1116. Enfin, à l'opposé de ces deux faits, il y en avait un troisième constitué par les graves difficultés que comporte la preuve de l'authenticité ou de la non-authenticité d'une œuvre d'art.

En présence de cette situation, qu'allaient faire les tribunaux civils, lorsque les conditions prévues par les articles cités seraient remplies ? Répondraient-ils aux désirs du vendeur et de l'acheteur ? ou allaient-ils, au contraire, leur refuser tout recours, en invoquant à l'appui de leur décision, l'incertitude qui plane sur toutes les questions d'art ?

Cette seconde partie a justement pour but de rechercher quelle attitude ont adoptée les tribunaux à l'égard des litiges occasionnés par des ventes d'objets d'art.

Dans un Livre I^{er}, nous nous demanderons qui peut espérer être protégé par la jurisprudence. Le vendeur et l'acheteur peuvent avoir tous deux des raisons de se plaindre du contrat qu'ils ont passé ; ont-ils tous deux des chances de succès s'ils sollicitent une protection auprès des tribunaux ? Deux titres répondront à cette question, d'abord pour le vendeur qui a cédé un original pour une copie, puis pour l'acheteur qui a reçu un objet inauthentique pour un objet authentique.

Dans un Livre II^e, nous rechercherons à quelles conditions la jurisprudence accorde cette protection ; ce livre sera d'ailleurs consacré exclusivement à l'examen des conditions exigées de l'acheteur ; il n'y sera pas parlé des conditions exigées du vendeur ; le recours du vendeur est en effet une chose très rare, et les courtes explications qu'il nous est possible de donner à ce sujet, ne pouvant pas faire l'objet de plusieurs chapitres, seront toutes groupées dans le Titre I^{er} du Livre I^{er}.

Mais si, dans ce Livre II^e, il ne sera pas parlé de la protection, que l'on pourrait appeler directe, du ven-

deur, partie à un marché d'œuvre d'art, il y sera au contraire beaucoup parlé de sa protection indirecte. Si la jurisprudence, en effet, exige pour donner gain de cause à l'acheteur, que certaines conditions soient remplies, c'est, avons-nous vu, afin d'éviter qu'aucun tort injustifié ne puisse être causé au vendeur. Par suite, en étudiant les conditions auxquelles les tribunaux subordonnent l'octroi de leur protection à l'acheteur qui s'est vu livrer un objet inauthentique, on examine en même temps les garanties à l'abri desquelles peut se trouver celui qui a vendu un objet qu'il croyait authentique, et qui en réalité ne l'était pas.

Dans un Livre III^e, nous rechercherons les résultats qu'entraîne, à l'égard des deux parties, la protection que les tribunaux accordent à l'acheteur qui s'est vu mettre en possession d'un objet dépourvu d'authenticité. Là encore, nous verrons que la jurisprudence ne laisse ces résultats se produire que s'ils ne peuvent pas être la source d'un dommage injuste pour le vendeur.

Un Livre IV^e sera consacré à l'étude de la question de savoir si les parties peuvent à l'avance écarter la protection que la jurisprudence consent à accorder à l'acheteur; cela nous donnera de nouveau l'occasion de voir comment les tribunaux, parfois, s'intéressent au sort de celui qui a cédé un objet d'art qui n'est pas authentique.

Ainsi, les Livres II, III, IV de cette partie, qui apparemment pourraient paraître consacrés uniquement à l'acheteur d'objets d'art, seront bien, en réalité, relatifs à la fois à l'acheteur et au vendeur, et ainsi le titre de ce travail restera complètement justifié.

Nous terminerons cette Deuxième Partie par un appendice qui aura rapport à la responsabilité des commissaires-priseurs et des experts, et par quelques observations générales.

LIVRE I^{er}

Qui peut espérer être protégé par la jurisprudence ?

Les litiges qui peuvent naître à la suite de la vente d'un objet artistique sont, nous l'avons vu, de deux sortes : litiges soulevés par l'acheteur mécontent d'avoir acquis un objet qui n'est pas authentique; litiges soulevés par le vendeur mécontent d'avoir vendu à trop bas prix un objet dont il ignorait l'ancienneté ou l'origine illustre.

Nous nous proposons, dans ce Livre I^{er}, de rechercher quel accueil les recours formés soit par des acheteurs d'antiquités, soit par des vendeurs d'antiquités, reçoivent auprès des tribunaux. Un titre I^{er} sera consacré à l'étude du recours du vendeur, étude qui ne comportera que quelques courts développements, puisqu'il est très rare, en pratique, qu'un vendeur d'objets d'art poursuive la nullité de la vente. Un titre II^e sera consacré à l'étude du recours de l'acheteur, et il sera au contraire très long, car il est fréquent qu'un acheteur, qui s'est vu livrer un objet d'art inauthentique, soumette ses griefs à un tribunal.

TITRE I^{er}

La jurisprudence admet-elle un recours de la part du vendeur ?

Les conditions dans lesquelles une vente d'objets d'art a été réalisée peuvent parfois, avec juste raison, paraître motiver un recours de la part du vendeur.

Ainsi, il semble juste que le vendeur qui a livré un tableau de maître alors qu'il croyait livrer une œuvre tout à fait vulgaire, que le vendeur qui a livré un meuble ou un bibelot de forme Louis XV qu'il croyait être une simple copie et qui était en réalité un splendide vestige d'un siècle glorieux, puissent rentrer en possession de l'objet vendu contre restitution du prix.

Mais cette remise en possession de l'objet d'art vendu, qu'il semble si équitable de lui accorder, le vendeur peut-il pratiquement l'obtenir, en formant un recours devant les tribunaux ?

Théoriquement, nous l'avons dit, rien ne s'oppose à ce que le vendeur, en général, invoque l'article 1110 pour obtenir la nullité du marché qu'il a conclu. Il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit pas de même en matière de ventes d'œuvres artistiques. Je vends un vieux tableau enfumé avec la conviction que ce tableau est médiocre; or, c'est un Rembrandt. Si j'avais connu son illustre origine, aurais-je accepté de me défaire de ce chef-d'œuvre ? Non, certainement.

Ma volonté dans ce cas n'a donc été qu'une volonté imparfaite, insuffisamment éclairée; elle s'est bien exercée, mais sur la représentation que je me faisais de mon tableau; comme cette représentation ne correspondait pas à ce qu'il était en réalité, mon consentement a été vicié, et je peux donc invoquer l'erreur sur la substance pour obtenir la nullité de la vente, même si j'ai reçu un prix élevé. Cette solution équitable est soutenue par de nombreux auteurs (1); mais ce n'est qu'une solution toute théorique qui ne pourrait en pratique se voir appliquer que bien rarement.

L'annulation d'une vente ne pourrait, en effet, être prononcée au profit du vendeur que si plusieurs éléments étaient établis; il faudrait qu'il soit démontré : 1° que l'objet vendu est un original et non une copie; 2° qu'au moment de la vente, le vendeur ignorait réellement le caractère d'authenticité de cet objet; 3° que c'est cette ignorance qui a déterminé le vendeur à contracter. Or, d'ordinaire, certaines circonstances viendront presque toujours rendre invraisemblable l'existence de l'un ou de l'autre de ces éléments et conduiront le tribunal à déclarer irrecevable l'action intentée par le vendeur. D'abord, le plus souvent, il sera impossible au vendeur de prouver une erreur sur la substance, au sens juridique du mot, car il n'aura commis qu'une simple erreur sur la valeur pécuniaire de la chose vendue. On sait que les commerces de luxe admettent parfaitement des bénéfices énormes; il n'est pas rare qu'un objet d'art acheté 10.000 francs soit revendu 20.000. Aussi, il arrive bien souvent qu'une

(1) V. en ce sens : DEMOLOMBE : *Traité des contrats*, T. I, p. 104. — COLMET DE SANTERRE, *op. cit.*, T. V, p. 20.

personne qui a cédé un objet dont elle ignorait l'ancienneté, regrette par la suite d'avoir consenti à le faire, lorsqu'elle voit son acquéreur revendre l'objet beaucoup plus cher qu'il ne l'a acheté. Si cette personne réclamait la restitution de son objet, l'article 1110 pourrait-il lui être de quelque secours ? Pour que la nullité prévue par ce texte puisse d'une façon générale être prononcée au profit d'un vendeur, il ne suffit pas à ce vendeur d'alléguer que, par suite d'une qualité dont il ignorait l'existence, l'objet a une valeur plus grande que celle qui lui a été attribuée lors de la passation du contrat; il lui faut démontrer qu'il n'a conclu ce marché qu'en considération de l'absence de cette qualité. Or, un vendeur d'objet d'art qui prétendrait obtenir la nullité sous prétexte qu'il a cru vendre une copie et qu'il a vendu un original, serait bien souvent incapable de fournir une telle preuve, pour la bonne raison que ce qu'il regretterait en réalité, ne serait pas d'avoir cédé un chef-d'œuvre original, mais de l'avoir cédé à trop bas prix. S'il avait connu l'authenticité de son objet, il aurait malgré tout consenti à le vendre, il aurait simplement exigé un prix beaucoup plus élevé. L'erreur qu'il a commise ne constitue aux yeux de la loi qu'une erreur sur la valeur. Or, nous le savons, notre Droit, de crainte de priver de force et de sécurité les relations juridiques entre les hommes, n'admet pas la rescision pour lésion en matière de ventes mobilières. Notre vendeur ne peut donc attendre aucune protection de la part des tribunaux; et pourtant il y a des cas où l'équité la plus élémentaire exigerait que la rescision fût accordée au vendeur qui la demanderait. Un vendeur ignorant peut se trouver en butte aux tentatives d'exploitation d'un acheteur qui veut se faire céder, pour

un prix dérisoire, des objets artistiques de grande valeur. Un héritier, par exemple, trouve dans la succession qui lui échoit, de nombreux meubles anciens ; afin de se procurer l'argent nécessaire pour régler les droits de succession, il se décide à vendre certains de ces meubles ; mais, comme il est peu au courant de tout ce qui concerne l'art, il ne se rend pas compte que ces objets sont anciens et ont une grande valeur, et il consent à s'en défaire à vil prix ; est-il juste que l'antiquaire, ou le collectionneur, sans scrupules, qui a profité de l'inexpérience de cet héritier, puisse rester en possession des objets qu'il a ainsi acquis pour un prix insignifiant ? Non, sûrement ! Et cependant, si l'héritier qui a été trompé et lésé voulait réclamer la restitution des objets vendus, il ne trouverait dans notre Droit aucun moyen sur lequel s'appuyer pour obtenir gain de cause ; en effet, d'une part l'erreur sur la valeur n'est pas sanctionnée ; d'autre part, rien ne lui servirait d'invoquer l'article 1110, puisqu'il serait sûrement dans l'impossibilité de fournir la preuve exigée par ce texte ; en effet, son intention a bien été de vendre les meubles en question et il les aurait vendus même s'il avait connu leur ancienneté, sauf à majorer le prix. Or, comme très souvent les vendeurs d'objets d'art se trouvent dans un état d'esprit analogue à celui de cet héritier, il y a toute une catégorie de vendeurs qui, au regard de la loi, seraient mal venus à prétendre obtenir une protection de la part des tribunaux.

Cependant, M. Ripert a soutenu (2) que si un vendeur, lésé par suite d'une erreur qu'il aurait commise sur l'absence d'authenticité de l'objet vendu, venait

(2) *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 75 à 78.

à assigner son acheteur en nullité de la vente, les juges ne rejetteraient pas sa demande comme mal fondée. L'exclusion qui serait ainsi faite de la solution rigoureuse, mais indiscutable, que devrait entraîner l'application stricte des règles du Code, serait, selon ce maître éminent, la conséquence naturelle de l'interprétation large, que donne la jurisprudence, de l'erreur sur la substance.

D'après M. Ripert, la jurisprudence « a abandonné la conception du vice de la volonté dans le contrat pour faire de la théorie de l'erreur, le procédé technique de protection du contractant, venu au contrat avec l'illusion qu'il en retirerait un certain avantage et s'apercevant après coup qu'il a été lésé » (3). La seule question dont se préoccupent les tribunaux lorsqu'ils ont à se prononcer en matière d'erreur est celle de savoir si le contractant qui invoque la nullité a subi un préjudice du fait du contrat qu'il a passé ; s'ils constatent que le demandeur a bien subi un préjudice, ils prononcent la nullité de la vente ; s'ils constatent au contraire que le contrat ne se révélant pas inutile pour le demandeur, ce dernier n'a pu être lésé, ils maintiennent le contrat.

Comme exemple de ce constant appel fait par la jurisprudence à l'idée de lésion, M. Ripert cite les décisions qui accueillent favorablement l'action en nullité formée par des acquéreurs qui se sont trompés sur la personnalité de l'auteur ou le caractère d'ancienneté de l'œuvre d'art qu'ils ont achetée. Celui qui acquiert un tableau parce qu'il le croit l'œuvre de tel peintre et qui s'aperçoit ensuite que la signature apposée sur ce tableau est fausse, subit un pré-

(3) *Op. cit.*, p. 76.

judice certain; de même celui qui achète des meubles anciens, parce qu'on lui a dit qu'ils étaient de telle ou telle époque, et qui découvre que les meubles ne sont pas de l'époque annoncée, est lésé par cette erreur, puisqu'il n'a pas obtenu la réalisation du but qu'il se proposait. Les nombreuses décisions qui permettent à l'un ou l'autre de ces acheteurs, comme nous aurons l'occasion de le voir, de se faire rembourser le prix contre restitution de l'objet acheté, s'expliquent donc aisément.

M. Ripert, recherchant ensuite à quelles conséquences la tendance qu'il attribue à la jurisprudence devrait conduire au cas où la nullité serait demandée par le vendeur, arrive aux conclusions suivantes : le vendeur qui s'est trompé, ne doit, comme l'acheteur, être protégé que si le contrat lui cause un préjudice; or, quand le vendeur trompé peut-il prétendre avoir subi un préjudice ? Celui qui vend un original alors qu'il croyait céder une copie, est lésé toutes les fois que son erreur l'a conduit à se défaire de cet original pour un prix infime; au contraire, il ne l'est pas lorsque, malgré son erreur, il a obtenu de l'acheteur le prix réel de l'original. Donc, si un tribunal avait à statuer sur une action en nullité intentée par un vendeur, il aurait à examiner le prix reçu par le vendeur, et selon que ce prix lui paraîtrait dérisoire ou au contraire suffisant, il prononcerait l'annulation ou le maintien du contrat.

A l'exposé de cette théorie, deux remarques viennent immédiatement à l'esprit. Tout d'abord, on est frappé des conséquences auxquelles la jurisprudence aboutirait, si elle faisait sienne la théorie de M. Ripert, dans le cas où l'action en nullité est exercée par le vendeur. Toute la nombreuse catégorie de ven-

deurs qui, d'après l'interprétation que l'on pourrait appeler classique de l'article 1110, ne peut attendre aucun secours de la loi, pourrait au contraire espérer être protégée. Le vendeur d'objet d'art qui réclamerait la restitution de sa chose, n'aurait pas à démontrer qu'il n'a contracté que parce qu'il croyait à l'inauthenticité de l'objet vendu; il lui suffirait, pour voir prononcer la nullité du contrat à son profit, de prouver qu'il a commis une erreur sur l'absence d'authenticité, et que c'est par suite de cette erreur qu'il a consenti à céder son objet à vil prix. Il ne pourrait voir son action rejetée comme mal fondée, que si le tribunal estimait qu'il a bien obtenu le prix de son objet; or cette hypothèse nous semble bien irréalisable; personne ne peut accepter de donner pour une copie le prix d'un original. Ainsi, la mise en pratique de la théorie de M. Ripert améliorerait considérablement la situation du vendeur, demandeur en nullité, en allégeant la charge de la preuve qui lui incombe. Mais on peut se demander si cette mise en pratique est possible à réaliser, et c'est là, la deuxième remarque qui s'impose. La tâche que les juges se verraient assigner ne serait pas toujours facile; il leur faudrait, pour décider que le vendeur a eu ou n'a pas eu, dans le prix, un équivalent suffisant, apprécier la valeur de l'objet de la convention. Or, nous le savons, l'appréciation de la valeur des objets mobiliers, surtout des objets d'art, comporte de très sérieuses difficultés, difficultés qui constituent justement une des raisons qui ont conduit notre Droit à ne pas admettre la rescision pour lésion.

L'occasion ne s'est pas encore présentée pour les tribunaux de montrer s'ils craignent ou ne craignent pas d'aborder l'examen de questions aussi délicates

que celle de l'estimation de la valeur d'un objet d'art. Lorsqu'il leur est arrivé d'être appelés à statuer sur une demande en nullité formée par un vendeur, chaque fois ils se sont prononcés, étant données les circonstances de l'espèce, sans se préoccuper du problème de savoir s'il est nécessaire et si en même temps il suffit, pour entraîner la nullité, que l'erreur soit une source de lésion pour le vendeur; et chaque fois ils ont rejeté l'action du vendeur.

Cela nous amène à constater que, si l'on peut imaginer des hypothèses où l'admission par la jurisprudence de la théorie de M. Ripert présenterait un intérêt évident pour le vendeur, il en existe d'autres où cette admission serait absolument inopérante, pour la bonne raison que le problème auquel prétend répondre cette théorie ne s'y pose même pas. Nous nous expliquons. D'après l'opinion courante, le plaideur qui invoque l'erreur doit prouver le caractère déterminant de cette erreur; d'après M. Ripert, il suffit que le vendeur qui invoque l'erreur soit lésé par suite de cette erreur. Mais la question de savoir si l'erreur a été une cause de lésion, comme celle de savoir si l'erreur a été déterminante, ne peut se poser que si une autre question a été tranchée au préalable; il faut que le vendeur ait déjà démontré qu'il a bien réellement commis une erreur. La théorie de M. Ripert elle-même, qui semble si favorable au vendeur, suppose, pour s'appliquer, que cette preuve a été fournie. Cette exigence importerait peu, s'il s'agissait d'une preuve toujours facile à administrer; mais ce n'est pas le cas. Le vendeur, qui introduirait une demande en nullité, se verrait bien souvent opposer par le tribunal certaines circonstances de fait dont la présence rendrait douteuse l'existence de l'erreur. Ainsi,

dans bien des cas, l'erreur paraîtra invraisemblable, parce qu'il sera certain que le vendeur connaissait depuis longtemps l'objet, qu'il avait eu l'occasion d'entendre à son sujet l'avis de personnes autorisées, avis qui aurait dû lui faire penser que l'objet était peut-être ancien ou avait peut-être une origine intéressante. Il ne serait, certes, pas juste que ce vendeur, qui a agi en pleine connaissance de cause, puisse obtenir la nullité du contrat.

Mais on peut posséder un objet pendant de longues années et en ignorer malgré tout certaines qualités, comme par exemple l'ancienneté ou l'origine illustre; il se peut, en effet, que rien ne soit venu révéler l'existence de cette qualité. Si, se trouvant dans cet état d'ignorance, le propriétaire d'une antiquité, d'un tableau de maître, d'un souvenir historique, venait à vendre l'objet, pourrait-il arguer de son erreur ?

En principe, oui. On ne peut, en effet, sous prétexte que le vendeur devrait connaître sa chose et qu'il est en faute s'il en ignore les qualités, lui dénier d'une manière absolue tout droit à protection. Ainsi que l'ont fait remarquer certains juristes (4), l'erreur du vendeur peut être parfois fort innocente, et il n'y a d'ailleurs dans notre Droit, aucun texte qui fasse une distinction entre l'erreur excusable et l'erreur fautive.

Il nous semble cependant qu'il est un cas où, s'il se présentait, la décision des juges ne saurait manquer de varier suivant que l'erreur du vendeur serait ou non excusable. Nous voulons parler du cas où c'est le vendeur qui a offert à l'acheteur de contracter, ce

(4) V. par ex.: VAREILLES-SOMMIÈRES (DE LA BROUE DE) : *Etude sur l'erreur en droit romain et en droit français*, thèse, Poitiers, 1871, p. 148.

qui se produit très fréquemment. Lorsque celui qui possède un objet d'art veut le vendre, il doit, s'il est prudent, commencer par se renseigner sur la nature et la valeur de cet objet; et ce n'est qu'ensuite qu'il peut aller solliciter l'acheteur et lui indiquer les conditions auxquelles il consentirait à vendre. Le vendeur ne sera d'ailleurs pas à l'abri de toute erreur, simplement parce qu'il aura pris ces précautions; en effet, les personnes qu'il aura interrogées auront pu, bien que compétentes en matière artistique, lui fournir de très bonne foi des renseignements inexacts, lui dire que l'objet n'était pas authentique alors qu'en réalité il l'était. Mais le tribunal qui serait saisi par un vendeur trompé dans de telles conditions, inclinera sûrement à examiner sa demande avec bienveillance.

Nous pensons qu'il n'en serait plus de même, si le demandeur, bien qu'ignorant la nature exacte de l'objet, s'était avisé de l'offrir à un acheteur sans prendre de renseignements. L'imprudence grave, la négligence dont il se serait ainsi rendu coupable, le rendraient peu digne de protection; aussi, il est fort probable que, s'il prétendait obtenir la nullité sous prétexte d'erreur, il n'aurait guère de chances d'aboutir à un succès.

Parfois, ce n'est pas le vendeur qui prend l'initiative du contrat; c'est l'acheteur qui vient solliciter le vendeur. Le démarchage à domicile est une chose courante, mais il n'est malheureusement pas toujours très honnête. Certains marchands, qui cherchent par exemple à acquérir à bon compte un tableau de maître réputé, n'hésitent pas à attaquer frauduleusement l'authenticité de la signature ou à l'attribuer à un maître moins célèbre et moins apprécié. Le ven-

deur trompé de cette manière pourrait soutenir qu'il n'a aliéné son tableau que parce que l'acheteur, par ses agissements, lui a fait croire qu'il s'agissait d'une œuvre médiocre, et prétendre avoir droit à la protection de l'article 1110; il pourrait même invoquer l'article 1116, à condition de prouver la mauvaise foi de son acheteur; mais toutes ces preuves, preuve de la mauvaise foi, preuve des agissements, comporteraient bien des difficultés.

La situation qui serait celle du vendeur, s'il demandait la nullité, nous apparaît donc jusqu'ici sous un jour bien sombre; et cependant, à toutes les difficultés que nous venons d'énumérer, il nous faut en ajouter encore une autre. Le vendeur, en admettant qu'il parvienne à fournir toutes les preuves dont la charge lui incombe, ne pourrait voir prononcer l'annulation du contrat à son profit, que s'il était établi d'une façon certaine que l'objet qu'il a vendu était authentique. Or, nous le savons, les moyens d'investigation, dont disposent actuellement les experts pour distinguer les originaux des copies, se révèlent parfois nettement insuffisants; aussi, il est bien des objets au sujet desquels il est impossible d'affirmer qu'ils sont ou ne sont pas anciens, qu'ils ont ou n'ont pas telle origine. Si l'objet cédé par le vendeur, demandeur en nullité, était justement un de ceux dont on peut dire à la fois qu'ils sont peut-être authentiques et qu'ils ne le sont peut-être pas, le tribunal, sans aucun doute, déclarerait la demande en nullité mal fondée.

Les obstacles auxquels pourrait se heurter le vendeur d'objets d'art, qui poursuivrait la nullité de la vente, sont donc nombreux. Les vendeurs s'en sont d'ailleurs, semble-t-il, très bien rendu compte, et c'est sûrement la raison pour laquelle les espèces que les

tribunaux ont eues à examiner, sont si rares. Deux décisions seulement sont livrées à nos commentaires par les recueils de jurisprudence, et toutes deux sont défavorables au vendeur. La première a été rendue par le tribunal civil de Versailles, le 22 mai 1890 (5), dans une affaire qui a été fameuse, l'affaire dite du Rembrandt du Pecq. Après le décès de sa propriétaire, M^{me} Legrand, le célèbre tableau avait été mis en vente aux enchères sous la désignation : « Jésus et les disciples d'Emmaüs, de l'école de Rembrandt ». Il fut adjugé à M. Bourgeois, marchand de tableaux, moyennant 3.700 francs. Quelque temps après, M. Bernard, légataire universel de M^{me} Legrand, s'étant convaincu que le tableau était de Rembrandt lui-même et non pas seulement de son école, introduisit une demande en nullité contre l'acquéreur. Il soutenait que son consentement avait été vicié par une erreur sur les qualités substantielles, puisqu'il ignorait au moment de la vente le nom de l'auteur véritable du tableau; mais il n'obtint pas gain de cause. Une des circonstances de fait que nous avons signalées, comme pouvant rendre invraisemblable l'existence de l'erreur, se rencontrait justement dans l'espèce, et sa présence a conduit le tribunal à se prononcer à l'encontre du vendeur par un jugement ainsi motivé : « Attendu en fait que Bernard connaissait de longue date le tableau dont il s'agit, notamment la signature qu'il porte; qu'il était au courant de l'attribution que certaines personnes en avaient faite à Rembrandt; qu'ainsi il a réfléchi avant la mise en vente à ce qu'il y avait lieu de faire pour sauvegarder son intérêt...; qu'il a fait procéder d'une

(5) *Le Droit*, 24 mai 1890.

manière exceptionnelle à la prisée du tableau, puis à la mise en vente; qu'il a donc préparé, puis consenti à la vente, par suite d'une appréciation libre et méditée, et non pas par un consentement vicié par une erreur fortuite; qu'il n'est donc pas fondé à demander la rescision de la vente. »

La seconde décision signalée par les recueils a été rendue le 26 février 1908 par le tribunal civil de Saint-Brieuc (6), à l'occasion d'une espèce assez curieuse. Un certain Prudhomme avait vendu à la ville de Saint-Brieuc, huit tableaux, moyennant le prix global de 775 francs. Dans le lot se trouvait un panneau représentant une chasse au cerf et qui lors de la vente avait été désigné de la façon suivante : « Paysage, école hollandaise, prix à forfait 60 francs »; or, postérieurement à la vente, on découvrit au bas de cette peinture une signature : « Ruisdaël ». Le vendeur prétendit alors avoir droit à la restitution du tableau; il soutenait qu'en n'attachant aucune valeur particulière au tableau qui en avait cependant une considérable à raison de son origine, l'acheteur et lui-même avaient commis une erreur commune qui viciait la convention et appelait l'application de l'article 1110. La ville, au contraire, demandait le maintien du contrat, car elle entendait conserver le tableau, original ou copie, de grande ou médiocre valeur, déclarant l'avoir acheté comme tel.

En faveur de laquelle de ces deux thèses, le tribunal allait-il se prononcer ? De même que le tribunal civil de Versailles, son choix lui fut dicté par les circonstances de la cause. C'était, avons-nous vu, à la

(6) D. 1909. 2. 223.

suite de la découverte d'une signature, que le vendeur s'était décidé à intenter un procès à l'acquéreur. Or, de cette découverte, résultait-il de façon évidente que le tableau était bien l'œuvre du maître dont il portait le nom ? Non ; comme le font remarquer très justement les attendus du jugement rendu en cette affaire : « ... une signature que le tribunal ne peut vérifier par lui-même, l'indication « ... Ruisdaël 1636-1681 » portée au cartouche du tableau, ne prouvent pas l'authenticité... ». La présence de cette signature et de cette indication permettait simplement de supposer que le tableau avait peut-être été peint par Ruisdaël. On ne pouvait donc pas en déduire que Prudhomme avait commis une erreur en ne vendant pas le tableau comme un Ruisdaël. En conséquence, la demande en nullité formée contre la ville de Saint-Brieuc se trouvait « dépourvue de tout fondement juridique sérieux », puisque l'erreur qui lui servait de base n'était pas établie ; le tribunal ne pouvait donc, comme il l'a fait, que débouter le vendeur et maintenir le contrat. Il est vrai que, dans la suite de son jugement, il a déclaré qu'il ne se serait pas prononcé différemment, s'il avait été certain que le tableau fût un Ruisdaël authentique ; il s'est basé pour cela sur cette idée que la portée pratique de l'article 1110 est des plus restreintes, l'erreur ne pouvant invalider le consentement que lorsqu'elle implique l'absence de l'une des conditions essentielles de la vente ; or, comme dans l'espèce que le tribunal avait à juger, il ne se rencontrait pas d'erreur de ce genre, il n'aurait donc pas pu annuler la vente. Mais cette opinion doctrinale dont la décision du tribunal de Saint-Brieuc est une réminiscence, n'a plus cours actuellement en jurisprudence ; on ne peut donc pas attacher d'importance à cette partie du

jugement. Mais, même cette réserve étant faite, on ne peut s'empêcher de remarquer que les deux précédents jurisprudentiels qui existent en la matière, ne sont guère encourageants pour le vendeur qui aurait l'idée d'actionner son acheteur en nullité. On peut donc dire que la protection du vendeur d'objets d'art, si elle se conçoit fort bien en théorie, ne semble guère réalisable en pratique.

TITRE II

**La jurisprudence admet-elle un recours de la part de l'acheteur
et dans quels cas ?**

Contrairement à ce qui se passe pour le vendeur, c'est très fréquemment que les tribunaux sont amenés à statuer à la demande d'acheteurs qui ont acquis un objet qui n'est pas authentique comme ils le croyaient et qui voudraient obtenir le remboursement du prix qu'ils ont versé. Les ventes privées en particulier donnent lieu à de multiples recours, surtout de la part d'acheteurs non professionnels.

Mais si les procès sont très nombreux, ils le sont pourtant encore moins qu'ils ne pourraient l'être en raison de la fréquence des ventes et du développement du trucage. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce fait. En premier lieu viennent des raisons d'ordre psychologique. C'est d'abord la timidité des acheteurs qui hésitent à se lancer dans le maquis de la procédure, en particulier si la vente a eu lieu au comptant sans rédaction d'aucun écrit. C'est ensuite et surtout leur amour-propre : il arrive bien souvent que les acheteurs d'antiquités tiennent plus à leur réputation de fin connaisseur qu'à leur argent ; il leur semble que s'il était prouvé qu'ils se sont laissé duper lors que l'acqui-

sition d'une pièce de leur collection, cela jetterait un doute sur leur collection tout entière; alors, de crainte d'amuser le public à leurs dépens, ils préfèrent garder un silence prudent, même s'ils ont des chances d'obtenir gain de cause; il en est même, parmi ces amateurs trop fiers pour avouer leurs erreurs, qui, non seulement ne se vantent pas d'avoir été trompés, mais sont les premiers à défendre leur achat contre l'incrédulité de leur entourage.

Une autre raison qui, en matière de ventes privées, contribue beaucoup aussi à rendre plus rares les procès, c'est la fréquence des arrangements amiables. Lorsqu'un acheteur s'aperçoit qu'il a été trompé, il demande immédiatement au vendeur de reprendre sa pseudo-antiquité et de lui rendre son argent. Bien souvent le vendeur accepte; cela se produit surtout si le vendeur est un antiquaire qui craint qu'un procès de ce genre ne porte atteinte à la bonne réputation de sa maison, et qui, cela arrive bien souvent, ne désespère pas de « placer » plus tard son objet à un amateur moins éclairé; bien des procès scandaleux ont été ainsi évités.

Quant aux ventes publiques, elles donnent lieu à des recours en justice beaucoup moins fréquents que les ventes privées; la raison en est dans la volonté d'arrangement amiable manifestée par les commissaires-priseurs (1), qui ne veulent à aucun prix laisser une jurisprudence s'établir contre eux. Des instances sont bien engagées, mais la procédure ne suit pas son cours et tout se termine par une transaction. Certains commissaires-priseurs, afin d'éviter des procès ultérieurs,

(1) Cette volonté nous a été nettement affirmée par les commissaires-priseurs que nous avons consultés.

vont même jusqu'à insérer dans les conditions des ventes, une clause qui leur donne le droit d'annuler les adjudications au cas de réclamations fondées.

Les recours en justice formés par des acheteurs professionnels sont relativement rares. D'abord, à cause de leurs connaissances, il leur arrive moins souvent de se laisser tromper; et puis, lorsque cela se produit malgré tout, ils sont bien souvent conduits à ne pas s'adresser à la justice, par les mêmes raisons qui poussent les vendeurs professionnels à s'arranger à l'amiable.

Quant aux ventes dans lesquelles les deux contractants sont des professionnels, c'est encore plus rarement qu'elles donnent lieu à des procès. La rareté des recours formés par un professionnel contre un professionnel s'explique sûrement en partie par l'intervention d'arrangements amiables, mais elle tient surtout à l'usage très répandu chez les antiquaires de recourir à l'arbitrage en cas de contestation, au lieu de s'adresser aux tribunaux. On sait que lorsque deux personnes sont en conflit, elles peuvent convenir de soumettre à des arbitres le litige qui les divise, et le soustraire ainsi à la compétence des juridictions officielles (2). Cette convention s'appelle un compromis. Les antiquaires font largement usage de cette institution qui permet d'éviter les procès et leurs frais, et d'arriver à une solution plus prompte des différends. Comme il faut que les arbitres à l'appréciation des-

(2) V. Ch. LYON-CAEN et L. RENAULT : *Manuel de droit commercial*, 15^e édition, p. 1304, n° 1394a. — René JAPIOT : *Traité élémentaire de procédure civile et commerciale*, 2^e édition, p. 609 à 612. L'arbitrage peut s'appliquer aussi bien à une contestation de nature civile qu'à une contestation commerciale.

quels on se soumet présentent de hautes garanties de compétence, et que d'autre part la jurisprudence admet la validité de la nomination, comme arbitre, d'un être moral et collectif (3), les antiquaires confient le soin de trancher leurs litiges au Syndicat des négociants en objets d'art, tableaux et curiosités. L'arbitrage de ce syndicat est très en faveur; pendant la seule année 1935, il a été demandé dix fois. Le Règlement intérieur du syndicat prévoit lui-même, dans son article 26 (4), l'organisation de cet arbitrage; il faut en particulier que l'une des parties au litige, au moins, soit membre du syndicat. Le syndicat peut actuellement être appelé de deux manières à remplir le rôle d'arbitre dans les contestations entre antiquaires : il peut l'être d'abord en vertu d'un compromis passé par des parties qui, une fois la contestation née, décident de s'en référer à un arbitre; il peut l'être aussi en vertu d'une clause compromissoire (5), clause ajoutée à un contrat et stipulant que les difficultés pouvant éventuellement se produire à l'occasion de ce contrat, seront soumises à des arbitres.

(3) De nombreuses décisions récentes ont admis qu'une chambre syndicale peut être appelée à exercer les fonctions d'arbitre : Paris, 20 nov. 1934, *Gaz. Pal.* 1935. 1. 175; Trib. civ. Seine, 10 octobre 1935, *Gaz. Pal.* 1935. 2. 829; Paris 4 déc. 1935, *Gaz. Pal.* 1936. 1. 347.

(4) Cet article est rédigé de la façon suivante :

« Le Syndicat ne peut être appelé à procéder qu'à des arbitrages. L'expertise n'aura donc jamais lieu s'il n'y a litige.

« Une des deux parties au moins doit être membre du Syndicat.

« Il ne sera procédé à des arbitrages qu'après engagement signé des deux parties de se soumettre d'avance à la décision des membres appelés à juger le différend. »

(5) Une loi du 31 décembre 1925 a admis la validité de la clause compromissoire en matière commerciale. Auparavant, la jurisprudence n'admettait la validité de la clause compromissoire que pour le contrat d'assurance maritime. V. LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, p. 1305 et 1306.

A côté de la fréquence des recours à l'arbitrage, il est encore une autre cause qui vient raréfier le nombre des jugements rendus en matière de ventes d'objets d'art. C'est le fait que le tribunal de commerce de la Seine renvoie au syndicat des négociants en objets d'art, pour avis et conciliation, la plupart des affaires litigieuses concernant des ventes d'antiquités qui lui sont soumises. En agissant ainsi, le tribunal de la Seine use de la faculté accordée aux tribunaux de commerce, de nommer des arbitres rapporteurs chargés d'essayer de concilier les parties et, en cas d'échec dans cette tentative, d'éclairer le tribunal de leur avis (6). Si le syndicat désigné comme arbitre rapporteur parvient à concilier les parties, le tribunal, naturellement, n'a plus à prononcer de décision (7).

Ainsi, de multiples raisons concourent à restreindre le nombre des procès qui pourraient naître à la suite de la vente d'œuvres d'art présentées à tort comme authentiques. Il n'en demeure pas moins, cependant, que c'est encore bien souvent que des tribunaux sont saisis de recours formés par des acheteurs qui se plaignent du défaut d'authenticité de l'objet acquis.

Si l'on jette une vue d'ensemble sur les décisions rendues en cette matière, on s'aperçoit que jusque vers

(6) Cette faculté est accordée aux tribunaux de commerce par l'alinéa 1^{er} de l'article 429 du Code de procédure, alinéa ainsi rédigé : « S'il y a lieu à renvoyer les parties devant des arbitres pour examen des comptes, pièces et registres, il sera nommé un ou trois arbitres, pour entendre les parties et les concilier si faire se peut; sinon donner leur avis. » V. LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, p. 1298, n° 1384.

(7) Tous les renseignements relatifs au choix du Syndicat des Négociants en objets d'art, tableaux et curiosités, soit comme arbitre ordinaire, soit comme arbitre rapporteur, nous ont été communiqués par le secrétaire général de ce Syndicat, dans une lettre du 18 février 1936.

1860, il n'y a eu que quelques rares espèces qui aient été soumises aux tribunaux, et que toutes, sauf une ou deux exceptions, étaient relatives à des ventes de tableaux; ensuite les espèces deviennent plus nombreuses, mais sont encore presque toujours relatives à des ventes de tableaux. A partir de 1870, le nombre des cas où les juges sont appelés à se prononcer augmente de plus en plus, et désormais les litiges portent sur des objets variés : meubles, tableaux, gravures, autographes, bijoux, tapisseries, etc... Cette progression confirme bien les observations que nous avons présentées au sujet du développement du goût de la collection et de l'apparition du rôle économique des antiquités.

Quels moyens, dans toutes ces espèces, les acheteurs ont-ils invoqués à l'appui de leur prétention d'obtenir le remboursement du prix contre remise de l'objet vendu ? Nous avons vu qu'en présence des principes généraux du Code, l'acheteur d'antiquités peut songer à utiliser deux théories : la théorie de l'erreur sur la substance qui fait l'objet de l'article 1110 et la théorie des vices rédhibitoires qui fait l'objet des articles 1641 et suivants. En pratique, c'est l'action en nullité pour cause d'erreur que les plaideurs intentent ; souvent aussi, ils invoquent concurremment l'article 1110 et les articles 1641 et suivants; parfois, enfin, mais plus rarement, ils ont recours uniquement à la théorie des vices rédhibitoires.

Notre tâche va consister à examiner les jugements et arrêts qui ont mis fin aux instances ainsi engagées par des acheteurs d'antiquités et à en dégager les principes directeurs afin de répondre à la question placée en tête de ce titre II : « La jurisprudence admet-elle un recours de la part de l'acheteur et dans quels cas ? »

Pour cette étude, nous distinguerons deux périodes

principales : une première occupant à peu près les deux premiers tiers du siècle dernier, et une seconde venant jusqu'à nos jours. Pour la première période, qui se caractérise par la rareté des procès, nous analyserons les décisions dans l'ordre chronologique où elles se sont présentées. Pour la seconde période où les recours sont au contraire multiples, nous procéderons d'une autre manière ; nous nous appliquerons tout d'abord à étudier les nombreuses décisions qui sont fondées sur l'article 1110; puis nous passerons à l'examen de celles qui se sont appuyées soit à la fois sur l'article 1110 et les articles 1641 et suivants, soit seulement sur les articles 1641 et suivants.

C'est en 1812 qu'un acheteur d'œuvres d'art intenta pour la première fois une demande en restitution du prix versé. Dès cette première affaire, toute la complexité du problème que les juges allaient avoir à résoudre fut mise en relief. Quatre tableaux avaient été vendus par un sieur Varisco au comte Perregaux, moyennant la somme de 16.000 francs. Dans la quittance donnée par le vendeur, il avait été spécifié que les tableaux étaient d'André del Sarto, de Claude Lorrain et de Vernet. Avant la vente, l'acheteur avait vu plusieurs fois les tableaux et les avait fait apprécier par des connaisseurs. Quelques jours après la livraison, il eut des doutes sur l'authenticité de ces tableaux; se basant alors à la fois sur l'article 1110 et l'article 1641, il demanda le remboursement du prix qu'il avait payé. Le vendeur soutenait que les peintures étaient réellement l'œuvre des artistes qu'il avait désignés; et il ajoutait que d'ailleurs, en droit, on ne pouvait pas regarder comme essentielle une qualité dont il est presque impossible d'établir d'une façon certaine qu'elle existe ou n'existe pas, et que, s'il s'était trompé,

c'était de bonne foi. Puis, envisageant la question du point de vue de la garantie des vices, il disait que le défaut d'authenticité d'un tableau ne constitue pas un vice caché; qu'en effet les connaisseurs peuvent, grâce à certains indices comme la touche du peintre, reconnaître si le tableau peut être attribué à un maître donné. Il concluait que l'acheteur, puisqu'il avait examiné les tableaux et avait fait appel aux lumières de personnes averties, s'était contenté de leur mérite intrinsèque, lorsqu'il s'était décidé à les acheter.

En présence de ces deux thèses opposées, fallait-il prononcer l'annulation ou la résiliation de la vente ? Le tribunal civil de la Seine parut disposé à le faire et le 7 juillet, il nomma des experts qui devaient visiter les tableaux afin de s'assurer s'ils étaient effectivement des maîtres désignés. Le vendeur interjeta appel de ce jugement et le 7 juin 1913 (8), la Cour de Paris lui donna gain de cause. Pour infirmer le jugement, elle s'appuya sur les raisons suivantes : elle se basait d'abord sur le fait que l'erreur de l'acheteur était bien improbable puisqu'avant la vente, il avait, à plusieurs reprises, vu les tableaux, les avait fait voir à des connaisseurs, et qu'il avait encore eu le temps après la livraison de les examiner et de les faire examiner tout à son aise avant le paiement. Elle remarquait aussi que l'acheteur avait payé le prix et s'était mis en possession des tableaux, et que, sous prétexte d'erreur, on ne saurait revenir sur un marché consommé des deux parts avec une telle maturité, sans ébranler la foi de toutes les conventions. Puis, après avoir affirmé que le défaut d'authenticité ne constituait pas un

(8) S. 1814. 2. 85. Ann. propr. ind. 1861, p. 740.

vice caché, elle constatait que le vendeur, « en énonçant ce qu'il pensait sur le nom des auteurs comme il l'avait fait dans sa quittance, n'avait rien garanti à cet égard, n'avait point fait dépendre de cette condition le sort de la vente », et elle concluait « qu'une expertise sur un pareil fait, incertain de sa nature et qui, dans tous les cas, ne peut être que matière à opinion, serait complètement inutile ».

Telle fut la première décision rendue en notre matière à la demande d'un acheteur; elle était, on le voit, loin de lui être favorable.

Une seconde tentative faite de longues années après, en 1840, par un acquéreur de tableaux qui invoquait uniquement l'article 1110, ne fut pas mieux accueillie. Le sieur Bedotti avait vendu au sieur de Brouquens deux *Salvator Rosa*, au prix de 600 francs; à l'échéance, de Brouquens refusa de payer, sous prétexte que les tableaux n'étaient pas l'œuvre du maître auquel on les avait attribués. Devant le tribunal de la Seine, il soutint qu'il avait commis une erreur sur la qualité de la chose vendue et il demanda au tribunal d'ordonner l'expertise des tableaux. L'avocat du défendeur soutint que l'expertise était inutile : d'après lui, la vente était parfaite, c'était à l'avance qu'il aurait fallu faire expertiser les tableaux; il repoussait aussi l'expertise comme injuste : il soutenait en effet qu'il est bien difficile d'affirmer qu'un tableau est ou n'est pas de tel maître, car on ne peut aboutir en cette matière qu'à des probabilités (9). Cette plaidoirie ne fut cer-

(9) A l'appui de ses dires, il donna lecture d'un certificat émané de M. Pouillet, expert, et témoignant d'un grand scepticisme à l'égard du mérite de l'expertise : « Je soussigné, appréciateur de tableaux, déclare qu'il est impossible d'acquiescer par l'appréciation seule une preuve certaine de l'authen-

tainement pas sans influencer sur la décision du tribunal de la Seine (10), qui repoussa la demande de l'acheteur en s'appuyant sur les raisons suivantes : de Brouquens avait eu avant la vente toutes facilités pour voir les tableaux et pour vérifier par lui-même, ou faire vérifier par un tiers, s'ils étaient bien l'œuvre du maître indiqué; l'indication du nom de l'auteur, donnée par le vendeur, ne pouvait être considérée « à défaut de garantie expresse, que comme une simple attribution à l'auteur dont l'ouvrage rappelle plus ou moins le genre et le mérite »; enfin, on ne peut pas, en pareille matière, sauf conventions contraires, faire dépendre le sort de la vente, d'une vérification qui est souvent incertaine. Le tribunal de la Seine faisait donc sienne la doctrine qu'avait émise la Cour de Paris en 1813.

Il semble bien que la raison qui a conduit la jurisprudence à se montrer aussi sévère dans ses débuts en notre matière, est l'incertitude qui plane au-dessus

ticité d'un tableau. On peut décider avec assurance qu'un tableau appartient à telle école ou au genre de tel maître, mais non pas que ce tableau est nécessairement l'œuvre de ce maître, à moins qu'il ne s'agisse d'un chef-d'œuvre depuis longtemps connu dans les arts et dont on n'ait jamais perdu la trace. C'est à cause de cette indécision qu'il est d'usage de ne pas considérer l'indication du maître comme condition essentielle de la vente, mais simplement comme une attribution qui prouve toujours le goût et le mérite du tableau, rien de plus.

« L'art d'un copiste habile peut quelquefois tromper les appréciateurs lorsqu'ils n'ont pas l'original sous les yeux ou lorsqu'ils ne le connaissent pas. D'ailleurs, un grand maître a pu faire un tableau inférieur à ses œuvres ordinaires sans que ce tableau cesse d'être son ouvrage. Dans ce cas, on reconnaît très bien son genre, mais non sa supériorité ordinaire; enfin, il est reconnu que les anciens maîtres se copiaient fréquemment, ce qui peut encore augmenter l'incertitude des appréciateurs. »

(10) Trib. civ. Seine, 14 mars 1840, *Le Droit*, 15 mars 1840.

de toutes les questions d'art; les juges étaient influencés par l'idée que, dans ces questions délicates, les expertises ne peuvent aboutir qu'à des résultats tout à fait problématiques. En raison des difficultés d'appréciation, le vendeur, lorsqu'il attribue ses tableaux à tel ou tel maître, peut se tromper sur leur véritable origine; c'est donc à l'acheteur à la vérifier avant d'acheter, et s'il se trompe à son tour, il n'en peut imputer la faute au vendeur. C'est pourquoi la principale préoccupation des juges était alors uniquement de savoir si, avant de faire l'acquisition, l'acheteur avait examiné les tableaux ou même simplement avait eu toutes facilités pour le faire. Si la réponse à cette question était affirmative, l'acheteur ne pouvait pas alors se plaindre de ce que les tableaux n'étaient pas l'œuvre des maîtres indiqués, car il était censé avoir agi en pleine connaissance de cause, puisqu'il avait acheté un objet qu'il avait pu voir et apprécier; il n'en était autrement que si l'authenticité des tableaux avait fait l'objet d'une stipulation expresse et formelle de garantie de la part du vendeur, et était ainsi devenue une condition de l'exécution, de laquelle dépendait le sort de la vente.

Mais bientôt, la rigueur de la jurisprudence à l'égard de l'acheteur allait fléchir. C'est ainsi qu'en 1844 le tribunal de commerce de la Seine (11) annula la vente d'un manuscrit des épîtres de Saint Jérôme, sur papier vélin, que le libraire vendeur avait annoncé dans un catalogue comme étant du XIII^e siècle. L'acheteur, qui avait payé le manuscrit 300 francs, s'aperçut

(11) « Journal des Débats », 6 septembre 1844. Ce jugement est cité par DELAMARRE et LE POITVIN : *Traité théorique et pratique de droit commercial*, Paris, 1861, T. V, p. 256.

plus tard qu'il avait été exécuté non au XIII^e, mais au XV^e siècle; l'antiquité annoncée faisait donc défaut. Le tribunal a décidé que c'était vainement que le vendeur disait qu'il était de bonne foi; il ne devait pas annoncer ce qu'il ne savait pas.

Ainsi, pour la première fois, un acheteur était parvenu à obtenir satisfaction; il est vrai que, dans ce cas, la question de la difficulté de vérification de l'ancienneté annoncée ne se posait pas; l'âge réel du manuscrit était en effet prouvé par une mention qui se trouvait à l'une des dernières pages du premier volume et qui indiquait que ce volume avait été terminé en 1468.

Rien au contraire ne facilitait la preuve du défaut d'authenticité dans une espèce qui fut portée peu de temps après devant le tribunal de commerce de Boulogne, et qui concernait un tableau vendu comme étant l'œuvre de Philippe de Wouwermans. Et cependant le tribunal n'hésita pas à nommer des experts et, ensuite, en se basant sur leur rapport, à annuler la vente. Ce rapport déclarait en effet que le tableau ne pouvait être admis comme une des œuvres de Philippe de Wouwermans, que ce n'était qu'une imitation bien faite dont la valeur commerciale pouvait être fixée à 1.500 francs; or le marché avait été convenu pour une somme de 5.000 francs. Le vendeur, le sieur Bienbar, fit appel de ce jugement devant la Cour de Douai; il invoquait la doctrine qui avait été admise par la Cour de Paris en 1813 et par le tribunal de la Seine en 1840. L'intimé de son côté répondait que le vendeur avait déclaré, avant la conclusion de la vente, que le tableau était un véritable Wouwermans, qu'il pouvait l'affirmer; il soutenait que si, parfois, l'originalité d'un tableau peut n'être qu'une qualité accidentelle, dans

l'espèce cette qualité ayant été prise en considération avant toute chose, l'erreur était substantielle. La Cour reconnut, le 27 mai 1846 (12), qu'il y avait bien eu erreur sur la substance, puisque c'était « uniquement en considération du maître » dont Bienbar affirmait que le tableau était l'œuvre, que l'acheteur avait traité, et elle a confirmé le jugement qui annulait la vente.

Un acquéreur de manuscrits, puis un acquéreur de tableaux avaient obtenu l'annulation de leur achat, le premier parce que l'ancienneté en considération de laquelle il avait traité faisait défaut, le second parce que le tableau n'était pas dû au pinceau du maître en considération duquel il avait traité; c'était, on le voit, consacrer nettement la théorie subjective de l'erreur sur la substance.

En présence de ces deux précédents, les acheteurs d'œuvres d'art pouvaient espérer obtenir des tribunaux, à condition de prouver que c'était l'authenticité de l'objet qui les avait déterminés à contracter, une protection efficace. Mais nous sommes à l'époque où la juste autorité de l'ouvrage d'Aubry et Rau commence à se faire sentir, et bientôt la jurisprudence va se laisser pénétrer par les théories objectives de ces auteurs. Or, nous savons que, d'après ces théories, la présence ou l'absence de qualités non inhérentes à la substance physique telle que l'authenticité d'un tableau ou l'antiquité d'un objet, ne peuvent avoir aucune influence sur la validité ou la nullité d'un contrat, à moins que l'existence de ces qualités n'ait formé une condition essentielle de la convention.

De l'interprétation objective admise par la jurisprudence en matière d'erreur, il allait naturellement

(12) D. 1846. 4. 509; S. 1846. 2. 501.

résulter des décisions tout à fait différentes à l'égard des acheteurs d'antiquités qui se fonderaient sur l'article 1110 pour demander la nullité de leur achat. C'est ainsi que, dès le 28 janvier 1848 (13), un jugement célèbre du tribunal civil de la Seine déboute de sa demande en nullité l'acheteur d'un tableau qui avait été vendu comme étant l'œuvre de Saint Jean, et qui, après la vente, avait été répudié par l'artiste. A l'appui de sa demande, l'acheteur, Durand-Ruel, invoquait les dispositions des articles 1110 et 1641; mais le tribunal décida que ces deux textes ne pouvaient pas prêter leur appui à la demande. Il rejeta tout d'abord l'application de l'article 1641 en ces termes : « Attendu en effet que tout, dans une œuvre de peinture, frappe les yeux de l'acheteur; — que si l'origine d'un tableau ne peut être distinguée le plus souvent que par de vagues indices, des conjectures plus ou moins précises ou des analogies toujours contestables, on ne doit pas moins reconnaître que la qualité plus ou moins précieuse que donnent à un tableau le talent du maître dont il est l'œuvre, n'est pas une qualité occulte. » Puis le tribunal a déclaré nettement que « le nom d'un artiste au bas d'un tableau ne constitue pas une qualité substantielle de ce tableau ». A son avis, un tableau vaut par lui-même, abstraction faite du nom de l'auteur; c'est d'après le mérite réel de l'exécution, le fini du dessin et du coloris, que l'on doit apprécier une peinture; dans cette appréciation, le nom de l'artiste peut venir en aide à l'acheteur, mais une erreur sur ce nom n'enlève rien au mérite substantiel de la chose. Cette opinion devait conduire les juges à décider que la fausseté du nom de Saint-Jean n'avait

(13) S. 1848. 2. 99.

pas empêché « qu'il y ait eu consentement des parties sur un objet déterminé, vu et apprécié, et que l'acquéreur ne l'ait pris pour bon et dans l'état où il se trouvait ». Aussi le jugement concluait-il « qu'en l'absence d'une stipulation entre les parties que la garantie de ce nom a été une condition déterminante du contrat intervenu », l'acheteur ne pouvait se prévaloir de la fausseté de ce nom pour demander la nullité de la vente. La même affaire vint en appel le 9 janvier 1849 (14), et la Cour de Paris modifia la décision rendue par les premiers juges, estimant sans doute qu'ils avaient été trop loin lorsqu'ils avaient déclaré que le nom du maître n'ajoute rien à la valeur d'une peinture. « Attendu, déclare-t-elle dans son arrêt, qu'on doit considérer comme faisant partie de la chose et appartenant à sa substance, le nom de l'auteur d'un ouvrage d'art, tel qu'un tableau » ; la Cour paraît ainsi adopter une thèse contraire à celle du tribunal ; mais elle apporte immédiatement une restriction importante ; il n'en est ainsi, ajoute-t-elle, que « lorsque ce nom est entré dans la convention et en a formé une condition essentielle ». Aussi, ayant admis, contrairement aux premiers juges, que dans l'espèce le nom de Saint-Jean était entré dans la vente du tableau, tout aussi bien ou plus encore que le tableau lui-même, et que, tout au moins, il avait été une condition essentielle de la vente, elle a annulé le marché.

Ces deux décisions, bien qu'ayant abouti l'une au maintien de la vente, l'autre à l'annulation, sont, au fond, toutes deux manifestement inspirées par la théorie du critérium objectif ; toutes deux, en effet, sou-

(14) S. 1849. 2. 80 ; D. 1849. 2. 67.

tiennent, pour les ventes de tableaux, le principe d'après lequel la nullité ne doit être accordée que si le nom de l'auteur a formé une condition essentielle de la convention (15).

Ce fut encore conformément à ce principe que statua le tribunal civil de la Seine, le 30 novembre 1865 (16), lorsqu'il refusa d'annuler une vente de tableau parce que l'originalité de l'œuvre n'avait pas été garantie. Il ajoutait d'ailleurs « qu'une telle garantie serait d'une témérité et d'une imprudence qui la rendraient invraisemblable, que parmi les œuvres magistrales de la peinture, il en est en effet de très accréditées, dont l'authenticité n'est cependant pas à l'abri de la controverse, et qui n'offrent aux transactions qu'une valeur de tradition plutôt que celle d'une origine susceptible d'être démontrée et garantie ». On retrouve là l'idée qui avait tant influencé les juges lors des premières espèces qui leur furent soumises, et

(15) On peut pourtant relever une différence entre les deux décisions. Pour le tribunal de la Seine, le nom de l'artiste n'entre jamais dans la substance du tableau; cependant, si le nom de l'auteur a fait expressément office de condition dans la vente, on pourra obtenir la nullité. La Cour de Paris, au contraire, considère que le nom du peintre entre parfois dans la substance de la chose et que cela se produit lorsque le nom du peintre a formé une condition essentielle de la vente. Ainsi, le tribunal sépare la question de l'erreur sur la substance et celle de l'inexécution du contrat; la Cour au contraire mêle les deux théories : une qualité, si elle forme une condition, devient par là-même substantielle, et si cette condition n'est pas exécutée, il y a erreur sur la substance; ainsi, pour la Cour, c'est l'inexécution des conditions qui entraîne l'application des règles sur l'erreur. Ces deux décisions ont cependant un trait commun : elles font jouer le rôle essentiel à la théorie des conditions et rejettent au second plan la théorie de l'erreur; elles font donc toutes deux une application de la théorie d'AUBRY et RAU et les différences qui existent entre elles ne font que révéler la présence de légères divergences dans son interprétation.

(16) Ann. pr. ind. 1866, p. 99.

suivant laquelle il est à peu près impossible d'aboutir à une certitude en matière d'authenticité d'œuvres d'art. Envisageant ensuite la demande sous l'angle de la garantie des vices, car l'acheteur avait aussi invoqué l'article 1641, le tribunal décida que « la médiocrité d'une œuvre de peinture n'est pas un défaut caché de la chose vendue, mais un vice apparent dont l'acheteur peut se convaincre lui-même, et qui n'entraîne pas la nullité de la vente ».

Par suite, le nombre des cas où l'acquéreur de tableaux pouvait espérer voir prononcer l'annulation de son achat, se trouvait singulièrement réduit, puisque les tribunaux, d'une part lui refusaient presque toujours la protection de l'article 1110, et d'autre part refusaient de considérer la non-authenticité comme un vice caché. Seul l'acheteur qui avait eu la bonne fortune ou l'habileté d'obtenir de son vendeur une garantie formelle, avait des chances de se voir rembourser son argent contre remise du tableau; c'est ainsi que le tribunal de commerce de la Seine, en 1856 (17), le tribunal civil de la Seine en 1866 (18) ont annulé des ventes de tableaux dont l'origine avait été garantie.

D'ailleurs, l'acheteur d'objets d'art autres que des tableaux n'était pas plus favorisé, s'il tentait de former un recours contre son vendeur; le jugement qui fut rendu par le tribunal civil de la Seine dans l'affaire Ferréol contre Baron le prouve. Un amateur qui avait acheté à un orfèvre deux théières et un sucrier affectant la forme de l'argenterie en usage au XVII^e siècle, avait intenté une action en annulation de la vente, en soutenant que ces objets, au lieu d'être du XVII^e siè-

(17) 1^{er} juillet, Ann. pr. ind. 1856, p. 206.

(18) 1^{er} juin, Ann. pr. ind. 1866, p. 388.

cle, étaient modernes; mais il vit sa demande repoussée (19) sous prétexte que le vendeur n'avait jamais garanti l'ancienneté de l'argenterie.

Heureusement, car c'est vers cette époque que les espèces commencent à se multiplier en raison des attractions de la mode, le triomphe de la doctrine objective de l'erreur ne fut pas de longue durée. Bientôt, la jurisprudence se rallia à la théorie subjective (20) et dès lors commença le dernier stade de l'histoire des recours de l'acheteur d'antiquités, stade qui dure encore et qui est de beaucoup le plus intéressant. Les décisions rendues pendant cette nouvelle période peuvent être réparties en trois groupes selon les moyens sur lesquels les juges se sont appuyés pour se prononcer; les plus nombreuses font uniquement application de l'article 1110, interprété comme le veut la théorie subjective; à côté, il y en a d'autres qui font appel simultanément à l'article 1110 et à l'article 1641; il y en a même enfin qui ne s'appuient que sur ce dernier texte.

Si, parmi les jugements et arrêts qui se basent sur l'article 1110, on considère ceux qui ont été rendus en matière de peinture, on s'aperçoit que l'accueil fait aux recours formés par des acheteurs de tableaux anciens est tout différent de celui qui leur était fait dans la période précédente. Désormais, lorsqu'un tableau

(19) 28 juin 1862, D. 63. 3. 24.

(20) Déjà le 29 mars 1856, à une époque où pourtant les théories objectives voyaient augmenter leur influence, la Cour de Paris les avait négligées à l'occasion d'une vente de tableaux. Considérant que, lorsque le vendeur a déclaré que les tableaux étaient l'œuvre de maîtres estimés et que cette déclaration était erronée, le consentement de l'acheteur n'a été donné que par erreur, elle avait infirmé un jugement du trib. civ. de la Seine qui avait refusé d'annuler la vente. (S. 56. 2. 304; D. 56. 2. 175; Ann. pr. ind. 1856, p. 120.).

vendu comme original se trouve n'être qu'une vulgaire copie, l'annulation de la vente n'est plus forcément refusée sous prétexte que le nom de l'auteur n'a pas fait l'objet d'une condition expressément stipulée. Les tribunaux annulent dès qu'il est reconnu que l'acheteur a commis une erreur sur la personnalité de l'auteur et que c'est cette personnalité qui l'a déterminé à contracter. Quelques décisions prises au hasard parmi beaucoup d'autres semblables vont nous prouver rapidement cette tendance de la jurisprudence. Ainsi, en 1878, la vente de deux tableaux sur lesquels figuraient des signatures de grands maîtres, signatures qui en réalité étaient apocryphes, a été annulée par la Cour de Paris (21), parce que l'authenticité de la chose vendue avait été « la raison principale et déterminante de la convention ». De même, la Cour de Douai, le 22 juin 1883 (22), a confirmé un jugement du tribunal d'Hazebrouck qui avait annulé la vente de tableaux qui n'étaient pas l'œuvre des maîtres annoncés, alors que le motif déterminant de la résolution de l'acheteur se trouvait dans la signature de ces maîtres. Plus près de nous, un jugement rendu par le tribunal civil de la Seine, le 21 juillet 1925 (23), a annulé la vente d'une peinture signée Hobbéma, parce que l'acheteur avait été déterminé par la personnalité de l'artiste et que son consentement avait été vicié par une erreur sur la substance puisque la signature avait été reconnue fausse. Beaucoup d'autres décisions ont été rendues dans le même sens, nous aurons l'occasion de les rencontrer au cours de ce travail.

(21) 14 décembre, Ann. pr. ind. 1878, p. 335.

(22) Ann. pr. ind. 1885, p. 115; J. C. P. 1884, p. 73.

(23) D. H. 1925, p. 696.

Comme pour la peinture, le nom de l'artiste joue bien souvent, en matière de sculpture, un rôle capital dans la détermination prise par l'acheteur; et comme le truquage a pénétré là, comme dans la peinture, il n'est pas étonnant que les tribunaux aient eu à statuer à la demande d'acheteurs mécontents d'avoir acquis une statue qui n'était pas l'œuvre d'un sculpteur en renom comme ils le croyaient. Appliquant l'article 1110 de la même façon que pour les tableaux, la jurisprudence annule la vente lorsqu'il est certain que l'acquéreur n'aurait pas contracté s'il avait su que la statue n'était pas due au ciseau de tel ou tel artiste. Ainsi, le tribunal civil de la Seine a prononcé l'annulation de deux ventes successives dont avait fait l'objet un groupe en terre cuite portant la signature de Clodion, parce qu'il a estimé que, l'authenticité du groupe étant douteuse, la qualité essentielle qui avait déterminé le consentement des parties, faisait défaut (24).

Dans tous les cas que nous venons d'examiner, les acheteurs de tableaux ou de statues, lorsqu'ils intentaient une action en nullité, alléguaient toujours avoir commis une erreur sur la personnalité de l'artiste. Mais lorsqu'une personne achète un tableau ou une statue, elle peut être déterminée à le faire, non pas par le nom du peintre ou du statuaire, mais par le nom du modèle, et certainement si elle se plaignait alors de ce que le modèle qui a posé pour le tableau ou la statue vendus n'était pas celui dont le nom l'avait décidée à acheter, les tribunaux, au nom de l'article 1110, annuleraient la vente (25).

(24) 19 janvier 1884, *La Loi*, 21 janvier 1884; *Le Droit*, 1884, n° 17.

(25) Une demande en nullité formée dans ces conditions, à l'occasion de la vente d'un portrait de femme peint par

Ainsi, désormais, les acheteurs de tableaux ou de statues qui se plaignent que les tableaux ou les statues qu'ils ont acquis ne sont pas l'œuvre de tel artiste, ou ne représentent pas tel modèle, peuvent invoquer l'article 1110, à la seule condition que ce soit la personnalité de l'artiste ou du modèle, et non le mérite intrinsèque de l'œuvre qui les ait décidés à acheter. De cette solution, il en découle une autre : lorsqu'il est prouvé que c'est le nom de l'artiste ou le nom du modèle qui a déterminé l'acheteur à traiter et que le tableau ou la statue sont bien l'œuvre de cet artiste ou représentent bien le modèle en question, le mérite intrinsèque de l'œuvre est indifférent quant à la validité de la vente ; peu importe que le tableau soit bien ou mal peint, peu importe que la statue soit bien ou mal sculptée, la vente n'en est pas moins valable ; dans cet ordre d'idées, le tribunal civil de la Seine (26) a refusé d'annuler la vente d'un tableau de Troyon signé et portant l'estampille de la vente après décès de l'artiste, en se basant sur un rapport d'experts qui déclarait que le tableau était incontestablement une mauvaise peinture de Troyon, mais que son authenticité ne pouvait être mise en doute.

Les amateurs de peinture ou de sculpture ne sont pas seuls à solliciter la protection des tribunaux. De nombreuses actions en nullité fondées sur l'article 1110 sont intentées par des acheteurs d'objets d'ameublement anciens et d'objets de curiosité. Ces acheteurs pourraient avoir les mêmes raisons de se plain-

Nattier, n'a été rejetée que parce que l'acquéreur n'est pas parvenu à convaincre le tribunal que le nom du modèle avait déterminé son acquisition. Trib. civ. Seine, 2 juillet 1884, *La Loi*, 3 juillet 1884.

(26) 22 juillet 1891, *Le Droit*, 31 juillet 1891.

dre que les acquéreurs de tableaux ou de statues; en effet, on peut n'acheter un objet: meuble, bijou, arme, etc..., qu'en raison de la réputation de l'ouvrier ou de l'artiste qui en est l'auteur. Ce serait le cas par exemple du collectionneur qui aurait acquis une pièce d'orfèvrerie qu'on lui a dit être due au ciseau de B. Cellini, ou un meuble qu'on lui a dit avoir été créé par tel ou tel maître ébéniste célèbre; s'il s'apercevait, plus tard, que ces attributions d'auteur étaient erronées, il essaierait sûrement de se faire restituer la somme qu'il a déboursée. Cependant, l'examen de la jurisprudence révèle qu'en pratique, il est fort rare qu'un acheteur d'« antiquités » intente une action en nullité, sous prétexte que l'antiquité qui lui a été vendue n'est pas l'œuvre de tel ou tel artiste. Les recueils ne signalent en cette matière qu'un seul procès civil et encore, ce procès a-t-il été jugé par un tribunal belge (28). Les tribunaux français, à notre connaissance, n'ont jamais été appelés à statuer sur des espèces de ce genre.

Cette absence de réclamations de la part des acheteurs d'antiquités pour attribution d'auteur inexacte s'explique ainsi: ce qui compte le plus aux yeux de ces acheteurs, c'est le temps de création de la chose; le nom de l'auteur n'est pour eux, bien souvent, qu'un accessoire; ainsi, l'amateur qui achète un secrétaire de forme Louis XV, tient surtout à ce que le secrétaire soit bien d'époque Louis XV; le nom de celui qui l'a sculpté lui importera peu, à moins qu'il ne s'agisse d'un artiste réputé pour sa merveilleuse habileté. D'ailleurs, il arrive fréquemment que le vendeur, igno-

(28) Ce procès a été intenté par l'acheteur d'un violon italien qui se plaignait que ce violon ne fût pas un Guarnerius. C. Bruxelles 14 décembre 1905, *Gaz. Trib.* 1906. 2. p. 401, 1^{er} semestre.

rant totalement le nom de l'auteur de l'antiquité, ne donne à ce sujet aucun renseignement et se borne à en indiquer la date de fabrication.

Mais en raison de la profusion de faux-vieux qui existe dans le commerce, les amateurs d'objets anciens sont exposés à de fâcheuses mésaventures; le meuble, qui a été acheté comme appartenant à l'époque Louis XV, peut être simplement du style de cette époque et avoir été fabriqué à une époque bien postérieure; la médaille grecque ou carthaginoise, dont un numismate passionné a réalisé l'acquisition, peut n'être que l'œuvre d'un habile truqueur du XX^e siècle. Ce meuble, cette médaille, puisqu'ils ne sont pas authentiques, manquent de la qualité qui faisait toute leur valeur aux yeux de l'acheteur d'ancien. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que cet acheteur, lorsqu'il s'aperçoit du défaut d'authenticité, fasse, bien souvent, des démarches pour essayer de se libérer du contrat qu'il a conclu et qui a désormais perdu tout intérêt pour lui.

De nombreuses instances en justice ont été ainsi introduites par des acquéreurs de meubles antiques qui se plaignent qu'on leur a vendu de l'imitation d'ancien pour de l'authentique et qui prétendent avoir été victime d'une erreur sur la substance. C'est par exemple un marchand de curiosités qui, ayant acheté dans une vente publique, une crédence en chêne sculpté indiquée par le catalogue comme étant du quinzième siècle, demande que la vente soit déclarée nulle sous prétexte que le meuble n'est pas conforme à l'annonce du catalogue (29). De même, c'est un marchand de meu-

(29) Trib. civ. Tours, 3 juillet 1875, Ann. pr. ind. 1876, n. 368.

bles qui, s'étant rendu acquéreur dans une vente aux enchères d'un bureau qualifié dans les affiches « meuble Empire » refuse d'en prendre livraison et de payer le prix, parce que le bureau n'est pas de l'époque indiquée par les affiches (30). C'est encore un amateur d'antiquités qui s'aperçoit que la commode Louis XV, qu'il a achetée parce qu'il la croyait authentique, n'est qu'une vulgaire copie, et demande au tribunal de prononcer l'annulation de son achat (31). C'est aussi un antiquaire qui, mécontent de s'être laissé vendre par un particulier une petite table Louis XV, qui, en réalité, n'est pas ancienne, assigne son vendeur en nullité de la vente, en raison de l'erreur sur la substance de la chose dont elle serait entachée (32).

A côté des ventes de meubles, il est d'autres ventes où la désignation de l'époque est souvent la raison déterminante; ce sont les ventes de bibelots, d'objets de curiosité. Là aussi, multiples sont les demandes en nullité du marché intentées par des acheteurs, antiquaires ou amateurs, qui se fondent sur l'article 1110. Comme on pourra s'en convaincre dans la suite de ce travail, il n'est pas rare, en effet, qu'un antiquaire ou qu'un collectionneur s'aperçoive que les pièces d'argenterie, les armes, les vases, les cartels, les bijoux, les ivoire, les reliures, les tapisseries qu'il a achetés parce que le vendeur les lui a présentés comme objets de haute époque, sont en réalité de fabrication récente.

Comment ces nombreuses actions en nullité intentées pour défaut d'antiquité par des acheteurs de meu-

(30) Trib. civ. Seine, 14 mars 1914, J. C. P. 1914, p. 109; *Gaz. Trib.* 1914, 2^e sem. 2, p. 41.

(31) Orléans, 21 janvier 1931, D. H. 1931, 172.

(32) Lyon, 18 mars 1931, D. H. 1931, p. 276; D. 1933. 2. 25.

bles, de bibelots ou d'objets de curiosité, sont-elles accueillies par les tribunaux ? Les décisions rendues en cette matière, comme celles rendues en matière de tableaux, s'inspirent toutes de la théorie subjective de l'erreur. Les juges considèrent que l'antiquité, ou si l'on préfère, l'authenticité, constitue une qualité substantielle de l'objet, lorsque c'est cette authenticité qui a décidé l'acheteur à conclure le marché; en conséquence, ils annulent le contrat lorsqu'ils reconnaissent que l'acheteur a commis une erreur sur l'ancienneté de l'objet et que cette erreur a été déterminante, c'est-à-dire l'a poussé à contracter.

C'est ainsi que l'acquéreur d'une épée qu'il avait crue à tort ancienne, s'est vu accorder la nullité de son achat par un jugement du tribunal civil de la Seine, le 22 avril 1877; ce jugement a été confirmé le 1^{er} décembre 1877 par la Cour de Paris, qui a reconnu que l'authenticité de la chose vendue avait été « la raison principale et déterminante du contrat », et qu'ainsi, l'erreur commise par l'acheteur portait sur la substance de l'objet du contrat et viciait son consentement (33). De même, le tribunal civil de Bordeaux (34) a annulé la vente d'une cafetière Louis XVI, parce que l'antiquité, qui avait été pour l'acheteur « le motif déterminant de son contrat et un élément substantiel de la vente », faisait défaut, la cafetière n'étant qu'une imitation moderne. Les mêmes principes se retrouvent dans un jugement du tribunal civil de la Seine, rendu le 5 janvier 1911 (35); la question de l'erreur se posait ici à propos de l'ancienneté de divers objets en ivoire

(33) S. 1877. 2. 325.

(34) 7 janvier 1890, *Gaz. Pal.* 1890. 2. 19.

(35) J. C. P. 1912, p. 101; *Gaz. Trib.* 1911, 1^{er} sem. 2. 237.

que le vendeur avait présentés comme datant authentiquement du Moyen-Age; ayant fait expertiser les objets, l'acquéreur apprit qu'ils étaient tout à fait modernes; alors, soutenant qu'en achetant les objets en question, il avait principalement en vue leur ancienneté, qualité qu'il considérait comme substantielle, il demanda l'annulation du contrat qui lui fut accordée.

Le tribunal civil de Bayonne (36) a statué de la même façon sur l'action en nullité introduite par l'acheteur d'une bonbonnière en or avec émaux, qui portait les marques de trois poinçons caractéristiques de la fabrication de l'époque Louis XV, et qui, en réalité, n'était que la contrefaçon d'une boîte ancienne; le tribunal ayant constaté que l'authenticité de l'objet vendu, qui était aux yeux de l'acheteur une qualité substantielle, était inexistante, décida que l'acheteur était fondé à faire prononcer la nullité de la vente.

Nous avons vu jusqu'à présent que l'achat d'un objet d'art pouvait être déterminé par le nom de l'auteur ou par l'ancienneté de cet objet. Mais une œuvre d'art peut être recherchée aussi à raison de son origine, de sa provenance. L'origine comme le nom de l'auteur, comme l'antiquité, est en effet un élément qui, à lui seul, suffit à individualiser une chose, à lui créer une personnalité; l'origine peut donc être le motif déterminant d'un contrat. Ainsi, on peut désirer se rendre acquéreur d'une chose simplement parce que l'on croit qu'un souvenir illustre est attaché à cette chose: c'est le cas de celui qui voue un véritable culte à un personnage célèbre et en collectionne pieusement toutes les reliques qu'il peut découvrir. On

(36) 21 juillet 1903, *Gaz. Trib.* 1904, 1^{er} sem. 2. 59.

peut aussi attacher de l'importance à une chose parce qu'on a la conviction qu'elle a été fabriquée dans tel ou tel pays, ou bien qu'elle sort de telle ou telle manufacture. Si l'acheteur s'aperçoit que l'objet qu'on lui a livré ne représente pas le souvenir qu'il lui attribuait, il n'acceptera sûrement pas d'être lié par le contrat qu'il a passé, car il existe entre le résultat qu'il recherchait et le résultat qu'il a obtenu, une contrariété irréductible. De même, si celui qui a acquis un objet d'art qu'il croyait être l'œuvre d'artisans chinois ou musulmans, s'aperçoit que cet objet est tout simplement une imitation fabriquée en France, il soutiendra sûrement que la vente doit être annulée à son profit et qu'il a droit à la restitution du prix, car il a commis une erreur sur le point de vue fondamental auquel il s'est placé en contractant. La même attitude serait adoptée par celui qui aurait acheté un objet parce qu'il sortait de telle ou telle manufacture: ce serait le cas du collectionneur qui aurait acquis une tapisserie des Gobelins, une monnaie allemande de porcelaine, fabriquée par la manufacture de Meissen, et qui découvrirait que la tapisserie n'est qu'une pièce d'Aubusson qui a été promue des Gobelins à la suite de l'adjonction d'une lisière, que la monnaie n'est qu'une imitation faite par une firme privée. Des réclamations de ce genre ont été, à plusieurs reprises, formulées devant les tribunaux français qui ont adopté, en matière d'erreur sur l'origine, la même théorie qu'en matière d'erreur sur l'antiquité ou sur le nom de l'auteur. Les juges acceptent d'annuler la vente, lorsqu'il est certain que l'erreur commise par l'acheteur et qui a porté, soit sur l'ancien propriétaire de l'objet, soit sur le lieu de fabrication attribué à cet objet, a été une erreur déterminante. Ainsi, la Cour

de Paris (37) a donné gain de cause à un acheteur qui reprochait à son vendeur de lui avoir cédé, sous la dénomination de « bouteille arabe », une pièce qui n'avait pas cette origine, de lui avoir aussi vendu une gourde de Damas qui était en réalité de Kutayah et enfin, de lui avoir livré comme étant une pièce rare provenant d'une collection d'objets d'art musulmans et fabriqués en Orient, une aiguière qui n'était qu'une contrefaçon sortie d'une fabrique parisienne. La Cour a, en effet, reconnu que l'origine des objets avait été la qualité substantielle en contemplation de laquelle le contrat avait été formé, et c'est pourquoi elle s'est prononcée pour la nullité des ventes. De même, le tribunal civil de Fontainebleau a accueilli favorablement la demande en nullité que l'adjudicataire d'un drapeau avait intentée, parce que le drapeau qui, selon les affiches de la vente, avait été « offert par l'Empereur au général Husson, commandant le 42^e de ligne », n'était qu'une reproduction imparfaite d'un drapeau donné par Napoléon III au 42^e de ligne, en 1854, si bien que le Musée de l'Armée avait refusé le don que l'adjudicataire voulait lui en faire. Le tribunal ayant en effet reconnu que c'était « la mention « offert par « l'Empereur » et le caractère spécial que cette mention conférait faussement à l'objet » qui avaient déterminé l'achat, a décidé que la vente ne pouvait être maintenue (38).

(37) 22 janvier 1901, Pand. fr. pér. 1903. 2. 70; J. Trib. com. 1902, p. 318.

(38) 17 mai 1922. Ce jugement, il est vrai, a été infirmé en 1928 par la Cour de Paris, mais simplement parce que la Cour n'a pas cru devoir estimer, comme le tribunal, que l'adjudicataire avait rapporté juridiquement la preuve de l'erreur qu'il alléguait. Ann. pr. ind. 1929, p. 20.

Ainsi, une personne qui achète un objet d'art, peut se placer à divers points de vue pour envisager cet objet; elle peut le considérer sous le rapport, soit de l'artiste qui l'a exécuté, soit du personnage auquel il a appartenu, soit de son antiquité, soit de son lieu de fabrication; peut-il arriver aussi qu'elle le considère sous le rapport de la matière première qui le compose ? Dans l'achat d'une œuvre d'art, la matière n'a ordinairement qu'une importance secondaire; en effet, lorsqu'une œuvre d'art a telle origine, telle ancienneté, elle vaut infiniment plus à cet égard qu'au point de vue de la matière dont elle est formée; il est certain par exemple que l'idée ne viendrait à personne de considérer comme l'erreur la plus importante, l'erreur sur la qualité du marbre d'une statue, chef-d'œuvre d'un sculpteur célèbre; il en résulte que l'erreur sur la matière est pour l'antiquaire et l'amateur de curiosités, tout à fait indifférente. Il s'est pourtant présenté des cas où un acquéreur d'objets anciens s'est plaint d'avoir été trompé sur la matière, mais dans ce cas l'erreur ainsi invoquée n'était en réalité qu'un moyen employé par l'acheteur pour essayer d'obtenir une nullité à laquelle, d'après la loi, il n'avait pas droit. Une personne, après s'être rendue acquéreur d'un objet d'art parce qu'il était ancien, regrettait ensuite d'avoir conclu ce marché qu'à la réflexion elle trouvait peu avantageux pour elle, par exemple parce qu'elle avait payé un prix qui lui semblait trop élevé. Un désir bien humain naissait alors en elle : celui d'obtenir la nullité de ce marché; mais comme l'antiquité acquise était parfaitement authentique, il lui était impossible d'invoquer l'erreur sur l'ancienneté. Alors, pour aboutir à ses fins, elle invoquait l'erreur sur la matière ; elle soutenait qu'elle

n'avait acheté l'objet d'art que parce qu'elle était persuadée que telle ou telle matière était entrée dans sa fabrication. Mais les tribunaux n'ont pas été dupes du stratagème ainsi employé. C'est ainsi que l'adjudicataire d'un « Beau sabre oriental, poignée en or et garniture de fourreau en or, pesant 540 gr.; cadeau d'un souverain », qui prétendait obtenir la nullité de son achat, sous prétexte qu'il avait été induit en erreur sur la qualité de la marchandise vendue, parce que la poignée du sabre n'était pas en or, mais en composition d'or et d'argent, se l'est vu refuser. Le tribunal civil de la Seine, appelé à se prononcer dans cette affaire, a jugé que le sabre ayant été vendu comme objet d'art, cette circonstance rendait indifférente la proportion d'or qui y était contenue (39); un objet d'art a en effet une valeur indépendante des matières premières qui l'ornent. La décision qui fut rendue le 19 septembre 1862 a considéré que l'adjudicataire, en achetant le sabre, avait fait « une spéculation dont l'insuccès ne saurait être mis à la charge des vendeurs ou de l'officier ministériel chargé de la vente », et elle l'a déclaré mal fondé dans sa demande (40). L'adjudicataire se pourvut en cassation, mais le 13 janvier 1864 (41), la Chambre des Requêtes, adoptant les motifs des premiers juges, rejeta le pourvoi. Il est certain, en effet, que le but poursuivi par l'acquéreur qui avait consacré à l'achat du sabre une somme bien supérieure à la valeur du métal, n'était pas l'acquisition d'un lin-

(39) D'ailleurs, l'adjudicataire aurait été débouté même si la matière avait eu pour lui une grande importance, car en l'espèce la vente avait eu lieu « sans garantie de titre ».

(40) V. dans le même sens : Trib. civ. Sedan 31 mai 1887, J. C. P. 1888, p. 110; Trib. civ. Seine, 5 février 1889, *Le Droit*, 17 février 1889.

(41) D. 1864. 1. 162; S. 1864. 1. 93.

got qu'il aurait revendu au poids, mais celle d'un objet artistique d'origine orientale.

Donc, en résumé, lorsque l'acheteur d'un tableau ou d'un objet d'art s'est trompé soit sur l'origine, soit sur le nom de l'auteur, soit sur le caractère d'ancienneté de l'œuvre acquise, et qu'il invoque l'article 1110 pour obtenir la nullité du marché qu'il a conclu, les tribunaux lui donnent gain de cause lorsqu'il leur apparaît que l'authenticité de l'origine, du nom de l'auteur, ou de l'époque, a joué un rôle capital dans la décision prise. Et il faut bien remarquer que les cas d'erreur que nous avons cités jusqu'à présent comme pouvant être allégués par l'acheteur d'antiquités ne sont que ceux qui sont le plus souvent soumis aux tribunaux. A côté de l'erreur sur le temps de création de la chose, de l'erreur sur la provenance et de l'erreur sur la personnalité de l'artiste, il existe bien d'autres erreurs dont l'amateur d'objets anciens est exposé à être la victime.

En particulier, le commerce des gravures anciennes se montre, à l'égard de l'acheteur, fertile en erreurs possibles. Plusieurs raisons peuvent décider un collectionneur ou un marchand à conclure l'achat d'une gravure ancienne. Ce peut être d'abord, comme pour toutes les autres œuvres artistiques, l'attribution d'époque, ou l'attribution d'auteur; alors ce qui a été maintes fois jugé en matière de tableaux et d'objets d'art s'applique ici; si une erreur est commise sur cette attribution, elle vicie le consentement et rend la vente annulable; celui qui s'est vu livrer comme étant une épreuve authentique de l'eau-forte originale, une gravure moderne qui n'est que la reproduction d'une gravure ancienne, peut invoquer l'article 1110 et se faire restituer le prix qu'il a payé, à condition de prouver

qu'il a commis une erreur substantielle (42). On peut être amené encore par d'autres motifs à réaliser l'acquisition d'une gravure ancienne. On sait par exemple que l'acheteur d'une gravure, attache une grande importance à « l'état » de cette gravure. Le « premier état » excite chez les amateurs un vif intérêt de curiosité parce que c'est la première traduction de la pensée de l'artiste par la gravure et parce que la planche est neuve, qu'aucun des traits n'est émoussé. « L'état définitif » présente au contraire pour l'amateur beaucoup moins d'attrait et de prix. Il est donc essentiel, dans une vente de gravures, de préciser « l'état » de l'œuvre vendue, puisque deux estampes d'états différents peuvent être considérées comme des objets parfaitement distincts. Et en conséquence, lorsqu'une personne a acheté une épreuve d'une gravure parce qu'on lui a déclaré qu'elle était du premier état, tandis qu'en réalité, c'était une épreuve du second état, elle a le droit d'invoquer l'article 1110 pour faire annuler le contrat à son profit (43). On sait aussi que, parmi les épreuves d'une gravure, les épreuves avant la lettre sont particulièrement estimées; lorsqu'un acquéreur a voulu contracter au sujet d'une épreuve de ce genre, et qu'on ne lui a livré qu'un exemplaire avec la lettre dont on avait effacé le titre ou dont on avait effectué un tirage frauduleux en empêchant à l'aide d'un cache le titre d'apparaître, il peut certainement intenter une action en nullité. De même, il pourrait aussi exercer une action de ce genre, s'il

(42) V. en ce sens Bordeaux 13 novembre 1905, D. 1908. 2. 287; S. 1906. 2. 287; J. C. P. 1906, p. 77; *Gaz. Pal.* 1906. 1. 280.

(43) Dans un cas de ce genre, le trib. civ. de la Seine n'a refusé la nullité que parce que l'acheteur n'a pas pu prouver qu'il avait commis une erreur, 30 janvier 1884, *Gaz. Pal.* 1884. 1. suppl., p. 11; J. C. P. 1884, p. 39.

avait acheté une épreuve de gravure avec la conviction qu'il s'agissait d'un exemplaire avec remarque, alors que cet exemplaire ne correspondait pas au tirage indiqué dans le prospectus de l'éditeur. Enfin, il est juste d'étendre le droit de demander la nullité en vertu de l'article 1110 à celui qui s'est rendu acquéreur d'une eau-forte parce qu'il croyait que c'était une eau-forte imprimée en couleurs et qui s'aperçoit qu'il n'a acquis qu'une eau-forte coloriée.

En dehors du cas de l'achat des gravures, la pratique montre qu'il existe encore d'autres hypothèses où l'acheteur d'œuvres d'art s'appuie sur l'article 1110 pour essayer de faire annuler le contrat qu'il a passé. Les tribunaux ont eu ainsi à se prononcer à l'égard de la vente d'une photographie coloriée qui avait été vendue comme une aquarelle originale; les juges considérant que l'acheteur n'aurait certainement pas contracté, s'il lui avait été possible au moment de la vente de constater l'erreur de qualification de l'objet, annulèrent la vente (44).

L'examen de la jurisprudence nous a ainsi révélé un grand nombre de cas où l'acquéreur d'objets d'art souhaite voir annuler son achat. Il est facile d'en imaginer encore d'autres qui pourraient fort bien se présenter, et dans lesquels les juges déclareraient fondée la demande en annulation formée par l'acheteur qui prouverait avoir commis une erreur déterminante. Ce serait le cas par exemple de l'amateur qui achèterait un dessin parce qu'on le lui a présenté comme original et qui s'apercevrait qu'on ne lui a vendu qu'un décalque fait par l'auteur lui-même; à condition de

(44) Trib. civ. Saint-Etienne, 12 mars 1897, J. C. P. 1897, p. 337.

prouver son erreur, il arriverait sûrement à faire annuler le contrat, car un dessin décalqué ne peut même pas être considéré comme une réplique. Dans un autre cas encore, l'annulation de la vente paraîtrait justifiée: chacun sait que, parfois, dans l'achat d'une œuvre d'art, l'élément essentiel du contrat est le caractère de nouveauté et de chose inconnue que présente cette œuvre; souvent, les collectionneurs achètent un objet d'art parce qu'on le leur a offert comme une œuvre rare et inconnue du public et de l'ensemble des amateurs, alors qu'ils ne l'auraient certainement pas acheté, si on le leur avait offert autrement. Ces collectionneurs pourront-ils, en s'appuyant sur l'article 1110, obtenir la résiliation du contrat s'ils découvrent que l'œuvre qu'ils croyaient inconnue a, en réalité, couru toutes les boutiques de brocanteurs ? Ils y parviendront très probablement, à condition de prouver qu'ils ont commis une erreur sur la provenance et que cette circonstance de provenance était pour eux primordiale.

En somme, la conclusion qui ressort de l'analyse des fréquents débats auxquels donnent lieu les ventes d'objets d'art est que l'acheteur, à qui l'on a vendu un objet qui n'est pas authentique, est en droit désormais de réclamer la protection qu'entraîne l'application de l'article 1110 lorsqu'il a commis une erreur sur la qualité qui constituait à ses yeux l'authenticité de l'objet: ancienneté, origine, nom de l'auteur, etc..., et que cette erreur l'a déterminé à acheter. L'acquéreur qui se trouve dans une situation différente, soit parce qu'il n'a pas réellement commis d'erreur, soit parce que l'erreur qu'il a commise n'a pas été déterminante, est sans espoir de faire prononcer la nullité du contrat qu'il a passé.

Ces principes étant posés, il nous reste maintenant pour en terminer avec l'étude de l'histoire des recours formés par des acheteurs d'antiquités et d'objets d'art, à rechercher quel accueil est réservé par les tribunaux à l'autre action qui est quelquefois invoquée : l'action en garantie des vices.

Nous avons vu que, lorsque la chose vendue présente des défauts, l'article 1644 investit l'acheteur, si certaines conditions sont remplies, du droit d'opter entre la résolution de la vente et son maintien avec diminution du prix. Nous savons aussi qu'un vice, pour donner naissance à l'action en garantie, doit empêcher ou, tout au moins, compromettre gravement l'usage de la chose. Certains acheteurs qui se sont vu vendre comme authentique un objet qui ne l'est pas et qui voudraient bien obtenir la suppression de cette vente, ont parfois l'idée d'invoquer cette action en garantie pour essayer d'obtenir des tribunaux une décision prononçant la résolution de la vente. Ils affirment que la non-authenticité de l'objet acheté constitue un vice rédhibitoire parce qu'elle rend impossible l'usage auquel l'objet était destiné : l'acheteur voulait le mettre dans une collection, ou le revendre ou en faire don à un musée ou faire un placement, etc..., mais, par suite de son inauthenticité, il est inapte à assurer le service que l'on attendait de lui. Parmi les plaideurs qui ont prétendu ainsi avoir droit à la garantie de leurs vendeurs, certains se sont contentés d'invoquer les articles 1641 et suivants (45) ; mais la plupart se sont montrés plus prudents et, pour aboutir plus sûrement à un succès, ont invoqué concurremment la

(45) V. Paris, 5 mars 1890, S. 1890. 2. 133; Pand. fr. per. 1891. 2. 116. — Cass. Req. 26 décembre 1922, S. 1923. 1. 338.

théorie des vices rédhibitoires et la théorie de l'erreur (46).

Quelle a été l'attitude des tribunaux vis-à-vis des demandes formulées sous cette forme ? Nous avons vu que, dans la première partie que nous avons distinguée dans l'histoire des actions intentées par des acquéreurs d'objets d'art, les juges avaient toujours refusé d'admettre que l'inauthenticité d'un tableau pouvait constituer un vice caché de ce tableau; ils soutenaient qu'elle ne pouvait être considérée que comme un vice apparent, dont, à défaut de stipulation contraire, il n'est pas dû garantie; et, en conséquence, lorsque des acheteurs leur soumettaient des demandes en résolution, ils n'y faisaient jamais droit. Dans la période qui nous intéresse actuellement, les juges ont, au contraire, adopté une attitude toute différente; ils n'affirment plus, a priori, comme leurs prédécesseurs, que l'absence d'authenticité d'un objet d'art n'est qu'un vice apparent de cet objet; ils décident que, suivant les cas, le défaut d'authenticité constitue, soit un vice caché, soit un vice apparent. C'est là le résultat d'une tendance jurisprudentielle que nous avons déjà signalée. La jurisprudence, qui avait d'abord fait preuve d'une grande rigueur lorsqu'il s'agissait de reconnaître à un vice en général le caractère de vice caché, s'est ensuite montrée moins sévère; au lieu de continuer à considérer d'une manière objective le ca-

(46) V. Trib. civ. Tours, 3 juillet 1875, *Ann. pr. ind.* 1876, p. 368. — Cass. civ., 25 juillet 1900, S. 1902. 1. 317; D. 1904. 1. 611; Pand. fr. pér. 1901. 1. 377. — Trib. civ. Mâcon, 22 novembre 1910, *Rec. Dijon* 1911, p. 23.

Trib. civ. Seine, 20 février 1912, J. C. P. 1912, p. 105.

Trib. com. Seine, 30 août 1923, *Ann. pr. ind.* 1929, p. 25; *Gaz. Trib.* 1924. 2. p. 128.

Trib. civ. Dijon, 8 décembre 1930, inédit.

ractère occulte que doit présenter tout vice pour être rédhibitoire, et à rejeter toute action en résolution lorsque le vice reproché n'était pas un vice qu'il était matériellement impossible d'apercevoir au moment de l'achat, elle s'attache désormais aux connaissances techniques que l'acheteur possédait en la matière; il en résulte qu'un même vice est regardé tantôt comme caché, tantôt comme apparent, selon que l'acheteur est un profane ou un homme de l'art. C'est cette jurisprudence générale que l'on retrouve dans la matière particulière des antiquités et des objets d'art; les tribunaux recherchent dans chaque cas, quelle compétence, quelle expérience l'acheteur avait en matière artistique, et selon que cette compétence, cette expérience est à peu près nulle ou au contraire très étendue, ils décident que la non-authenticité a été pour l'acheteur un vice caché ou un vice apparent, et ils accordent ou refusent la résolution de la vente (47).

Si l'on passe en revue les espèces où les plaideurs, afin d'obtenir l'anéantissement de la vente qui leur a été faite, ont invoqué simultanément l'article 1110 et les articles 1641 et suivants, on constate que, si certaines des décisions auxquelles elles ont donné lieu n'ont retenu que le moyen tiré de l'article 1110, d'autres, au contraire, s'appuient à la fois sur l'article 1110 et les articles 1641 et suivants. C'est ainsi que l'on rencontre des jugements qui décident que lorsqu'un acheteur à qui on a vendu comme authentique une simple imitation, intente une action en restitution du prix contre remise de la chose, il doit lui être donné satis-

(47) V. Trib. civ. Tours, 3 juillet 1875, *Ann. pr. ind.* 1876, p. 368. — Trib. civ. Mâcon, 22 novembre 1910, *Rec. Dijon* 1911, p. 23. — Cass. Req., 26 décembre 1922, S. 1923. 1. 338.

faction, et cela pour deux raisons: d'une part parce que l'erreur sur la substance qu'il a commise ouvre à son profit une action en nullité; d'autre part parce que l'absence d'authenticité de l'objet constitue un vice dont la présence donne à l'acheteur le droit d'exiger la résolution du contrat. C'est ainsi qu'à l'occasion de la vente d'une table que le vendeur avait qualifiée de table Louis XV et qui n'était qu'un travail moderne, la Cour de Paris (48), après avoir adopté les motifs qui avaient conduit les juges de première instance à annuler la vente pour erreur sur la substance de la chose vendue ajoutait: « Considérant au surplus qu'aux termes des articles 1625 et 1626, le vendeur doit, dans le silence du contrat, garantir à son acheteur les vices cachés dont est affectée la chose vendue; que toutes les parties reconnaissent que la table vendue est de confection très récente, alors que les acheteurs ont, de toute évidence, entendu acheter un meuble de l'époque Louis XV; qu'il y a lieu de reconnaître que Veil-Picard (le vendeur) qui n'a point écrit dans la quittance une clause de non-garantie tombe sous l'application de ces articles »(49).

De même, la Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 13 novembre 1905 (50), a fait appel à la fois aux principes de l'erreur et aux principes des vices cachés; l'acheteur, en l'espèce, s'était proposé d'acquérir des gravures anciennes, et les gravures qu'on lui avait livrées n'étaient que « des œuvres sans ancienneté, produit d'un grossier truquage et d'une industrie sans

(48) 25 juin 1891, *Gaz. Pal.* 1891. 2. 46; *Le Droit* 3 juill. 1891.

(49) V. dans le même sens : Trib. civ. Seine 20 février 1912, *J. C. P.* 1912, p. 105.

(50) D. 1908. 2. 287; S. 1906. 2. 287; *Gaz. Pal.* 1906. 1. 280; *J. C. P.* 1906, p. 77.

scrupules ». Les premiers juges avaient annulé la vente et avaient décidé que le vendeur serait tenu envers l'acheteur, en outre de la restitution du prix, de dommages-intérêts. La Cour a d'abord reconnu que c'était avec raison que les premiers juges avaient prononcé la nullité, puisque l'acheteur s'étant trompé sur une des qualités substantielles de la chose vendue, l'article 1110 était applicable; puis elle a jugé que la condamnation du vendeur à payer des dommages-intérêts à l'acheteur était justifiée par les dispositions de l'article 1645, qu'en effet, il était hors de doute que le vendeur « antiquaire de profession n'avait pu croire un seul instant à l'ancienneté des gravures par lui vendues et qu'ainsi il connaissait le vice de la chose ».

Ces deux exemples prouvent, d'une façon indéniable, que la jurisprudence admet que la théorie de l'erreur et la théorie des vices rédhibitoires peuvent être utilisées dans les mêmes circonstances et qu'elles peuvent conduire au même résultat. Cette jurisprudence ne se rencontre d'ailleurs pas seulement dans la matière des ventes d'objets d'art. On retrouve une jurisprudence analogue dans des espèces concernant des ventes de perles de culture qui avaient été présentées comme des perles naturelles; à côté de décisions ne faisant appel, pour justifier l'annulation de la vente, qu'à l'erreur sur la substance (51), il y a des jugements qui invoquent à la fois l'erreur et la théorie des vices rédhibitoires (52). Dans une autre matière encore, les

(51) V. dans ce sens Paris, 28 juillet 1927, J. C. P. 1927, p. 250.

(52) Dans ce sens on peut citer un jugement du tribunal de commerce de la Seine, qui a décidé qu'il convenait, par application des articles 1110 et 1641, de faire droit à la demande en annulation de la vente formée par un acquéreur de perles, qui s'était vu livrer des perles cultivées dites « japonaises ».

ventes de titres, on voit les tribunaux dans les mêmes cas, hésiter entre l'application des principes de l'erreur et les principes de la garantie des vices (53).

Ainsi, dans des circonstances identiques, certains tribunaux font indistinctement appel à deux institutions qui ont pourtant entre elles, d'après les dispositions légales, des différences de réglementation très nettes. Comment peut-on expliquer cette jurisprudence ? Il est certain que ces deux institutions, tout en obéissant à des règles différentes, présentent entre elles, une grande analogie. Une même idée générale les inspire qui est la nécessité de protéger la volonté réelle des parties. La théorie des vices rédhibitoires, comme la théorie de l'erreur sur la substance, suppose que la manifestation de volonté de l'acheteur a été viciée par une erreur portant sur les qualités de la chose achetée, et permet comme elle de restituer l'acheteur contre les conséquences de l'erreur qu'il a commise. Ainsi, dans les deux cas, il s'agit de venir au

Le tribunal a considéré, d'une part, que cet acheteur était fondé à demander la nullité du contrat pour erreur sur la substance, puisqu'il avait entendu se rendre acquéreur de perles « spontanées », et que, s'il avait connu l'origine des perles offertes, il n'aurait pas acheté; et d'autre part, il était fondé à demander la résolution, l'origine des perles constituant un vice caché que le vendeur était tenu de garantir. De plus, le tribunal ayant reconnu que le vendeur n'avait pas pu ignorer la véritable nature des perles vendues, il le condamna à verser des dommages intérêts par application de l'art. 1645. — 15 janvier 1925, *J. trib. comm.* 1926, n° 21.661, p. 160; *Gaz. Pal.* 1925. 1. 523.

(53) C'est ainsi qu'à la demande d'un acheteur qui avait voulu acquérir des titres négociables et productifs d'intérêts et qui avait été mis en possession de titres sortis au tirage pour le remboursement, la 3^e chambre de la Cour de Paris (19 juillet 1890, D. 1892. 2. 257) a prononcé la nullité pour cause d'erreur, tandis que la 2^e chambre de la Cour, dans une affaire du même genre (2 juillet 1891, D. 1892. 2. 257), a appliqué la garantie des vices.

secours d'un contractant qui affirme qu'il n'aurait pas contracté s'il avait connu la véritable situation de fait, s'il n'avait pas été victime d'une erreur. Une différence cependant avait été prévue par la loi, différence relative au point sur lequel doit porter l'erreur. L'acheteur qui veut obtenir la nullité pour erreur sur la substance doit prouver qu'il s'est trompé sur la qualité qu'il avait particulièrement en vue en achetant. L'acheteur qui désire mettre en jeu la garantie des vices, doit prouver que la chose achetée est inapte à rendre les services qu'il en attendait, par suite de la présence d'un vice, vice qui peut être constitué par l'absence d'une qualité. L'acheteur, dans les deux cas, doit prouver qu'il a acheté la chose parce qu'il supposait qu'elle possédait telle ou telle qualité; mais alors que l'absence d'une qualité quelconque, à la seule condition qu'elle ait été essentielle aux yeux de l'acheteur, suffit à justifier l'application de l'article 1110, il est nécessaire pour que le recours à la garantie des vices soit possible, que la qualité dont on invoque l'absence, soit une des qualités qui servent à l'usage de la chose, cela est essentiel. Aux termes du Code, l'absence même de la qualité que l'acheteur a eue principalement en vue, ne peut pas donner ouverture à l'action en garantie, si elle est sans influence sur l'usage auquel on destinait la chose. Ainsi, l'action en nullité pour erreur sur la substance et l'action en résolution pour vice rédhibitoire paraissent donc avoir des domaines tout à fait distincts. Et le domaine de l'action en résolution pour vice caché peut être plus ou moins étendu, suivant que l'on interprète plus ou moins largement le mot « usage » employé par l'article 1641. Certains auteurs ont soutenu que, par usage, on doit entendre l'usage qui résulte de la nature même

de la chose, l'usage que l'on fait normalement de cette chose ; et, pour savoir si le vice invoqué rend ou ne rend pas la chose impropre à remplir sa fonction naturelle, il faut s'en rapporter à l'opinion courante et non pas à l'appréciation de l'acheteur ; si l'opinion courante considère que l'usage de la chose reste possible malgré le vice, l'acquéreur qui juge au contraire que cet usage est atteint, ne peut pas faire appel à l'article 1644 pour faire tomber l'acte ; il peut simplement recourir à l'action en nullité pour erreur, à condition de prouver que s'il avait connu l'absence de la qualité envisagée, il n'aurait pas acheté.

Les auteurs qui se font une telle conception du mot « usage » sont tout naturellement amenés à critiquer la jurisprudence suivant laquelle l'acheteur d'objets d'art à qui on livre un objet qui n'est pas authentique, peut faire appel indifféremment à la théorie de l'erreur et à la théorie de la garantie des vices. A leurs yeux, le tableau qui a été acheté comme l'œuvre d'un peintre fameux et qui n'est qu'une méchante copie sans valeur, est une chose qui n'a pas de défauts cachés ; le tableau est ce qu'il paraît et le fait d'être d'un mauvais artiste ne l'empêche pas de remplir son rôle normal. De même, lorsqu'un violon est vendu comme l'œuvre d'un luthier célèbre, alors qu'il est apocryphe, on ne peut pas soutenir que le caractère apocryphe du violon constitue un vice rédhibitoire donnant lieu à garantie (54), car le violon, tout en étant apocryphe reste propre à son usage. L'amateur qui a acquis le tableau, l'instrumentiste qui a acheté le violon, n'ont qu'un moyen de faire tomber la vente : prouver que

(54) V. A. COLIN et H. CAPITANT, *Cours élémentaire de droit civil français*, 7^e édition, T. II, p. 534, n^o 582.

l'erreur qu'ils ont commise sur l'identité du peintre ou du luthier, est une erreur substantielle dont la présence justifie l'annulation de la vente. De même, avec une pareille thèse, la seule ressource de l'acheteur de meubles anciens à qui l'on a livré des meubles truqués, serait de faire intervenir la notion de l'erreur sur une qualité substantielle; le défaut d'ancienneté d'une chose n'a, en effet, aucune influence sur son usage courant; une armoire, par exemple, qu'elle soit authentiquement d'époque ou qu'elle soit moderne, est toujours apte à fournir les utilités que l'on est naturellement en droit d'attendre d'elle; on peut toujours y ranger du linge ou des livres.

La jurisprudence qui s'était d'abord ralliée à cette interprétation étroite du mot « usage » qu'ont employé les rédacteurs du Code, s'en est ensuite écartée; elle a admis que l'usage que la chose doit être propre à fournir, peut être, non seulement celui qui résulte de la nature même de la chose, mais celui qui résulte d'une destination spéciale voulue par l'acheteur, à condition que cette destination ait été connue du vendeur; le domaine originaire de la garantie des vices s'est vu dès lors notablement accru; dès qu'une chose, par suite de l'absence d'une qualité devient incapable de remplir les services qu'avait prévus l'acheteur, cette chose est infectée d'un vice donnant lieu à garantie et la vente dont elle a fait l'objet peut être résolue. Auparavant, une chose n'était réputée renfermer un vice rédhibitoire, que lorsqu'elle présentait des tares qui mettaient obstacle à son usage normal, tares qui étaient forcément limitativement énumérées; désormais, au contraire, la chose est réputée viciée dès qu'elle manque de la qualité, dont la présence était nécessaire pour que le but pratique que s'était pro-

posé l'acheteur puisse être atteint. Il en résulte que les qualités dont l'absence peut constituer un vice rédhibitoire sont variables, pour une même chose, suivant l'usage particulier qu'a prévu l'acheteur, donc variable suivant les parties.

Absence d'une qualité qui peut varier selon l'acheteur et dont la considération a eu une influence décisive sur la volonté de cet acheteur, telle est donc la notion nouvelle de vice rédhibitoire. On ne peut s'empêcher de remarquer que les éléments dont est formée cette notion, sont les mêmes que ceux que nous avons déjà signalés comme essentiels à l'occasion de l'étude de l'article 1110. L'évolution de la jurisprudence a donc abouti à rapprocher très largement la théorie des vices de celle de l'erreur (55).

C'est cette extension donnée par la jurisprudence à la notion de vices rédhibitoires, qui permet d'expliquer l'application faite par certains tribunaux des articles 1641 et suivants aux ventes d'antiquités et d'objets d'art. Les juges qui ont prononcé la résolution de la vente pour inauthenticité de l'objet, ont considéré que l'objet, par suite de son inauthenticité, était impropre à fournir l'usage spécial que l'acheteur voulait en faire: l'objet était destiné à entrer dans une collection d'art, ou bien à compléter le mobilier d'époque garnissant la demeure de l'acheteur, ou encore à faire office de moyen de placement; s'il n'est pas authentique, il est totalement impropre à remplir l'un ou l'autre de ces buts et il ne peut donc pas donner satisfaction à l'acheteur.

(55) Tout ce que nous disons dans ce Titre II, au sujet de la garantie des vices, ne concerne que les vices qui rendent la chose achetée entièrement impropre à l'usage auquel on la destinait; nous n'avons pas voulu envisager les cas où le vice invoqué ne fait que diminuer cet usage.

Cette jurisprudence, en matière d'œuvres d'art, est très critiquée par certains auteurs qui craignent que la théorie des vices ne parvienne à éliminer complètement la théorie de l'erreur sur la substance, et qui soutiennent que le champ de la garantie des vices doit être ramené à un domaine plus restreint, correspondant mieux aux termes de l'article 1641. C'est ainsi que MM. Planiol et Ripert considèrent que c'est à tort que la jurisprudence parle de garantie des vices à propos « de qualités immatérielles comme l'authenticité d'une œuvre d'art ou d'un objet ancien » (56) ; pour eux, l'application de la théorie des vices rédhibitoires doit être limitée « aux choses corporelles et même à celles dont on peut dire proprement qu'il est fait « usage » (art. 1641), c'est-à-dire qui sont destinées à une utilisation matérielle » (57).

Et, d'ailleurs, même si l'on ne va pas, ainsi que ces auteurs, jusqu'à regarder comme condamnable l'extension de la garantie des vices aux ventes d'antiquités et d'objets d'art, on est obligé de reconnaître que l'ouverture du recours en garantie ne constitue pas pour l'acheteur d'antiquités et d'objets d'art une source de protection plus grande que l'action en nullité pour erreur sur la substance et que c'est même plutôt le contraire

Tout d'abord l'acheteur n'a aucun avantage à invoquer les article 1641 et suivants, plutôt que l'article 1110, car le résultat auquel il peut espérer aboutir est le même dans les deux cas, et les difficultés de preuve auxquelles il peut se heurter sont aussi grandes dans l'un et l'autre cas.

(56) et (57) *Traité pratique de droit civil français*, 1930, T. VI, p. 247, n° 184.

Nous avons vu que l'acheteur, qui prétend avoir le droit d'exercer l'action en nullité de l'article 1110, doit prouver que la qualité dont il déplore l'absence, a eu pour lui un caractère déterminant; il lui faut démontrer l'intention qui l'a guidé lorsqu'il a contracté, ce qui n'est pas toujours facile.

Si l'on s'en tenait au Code, il pourrait sembler qu'aucune preuve semblable n'est à la charge de celui qui intente une action en garantie des vices; on pourrait supposer que la seule condition exigée, pour que la sanction prévue par l'article 1644 intervienne, est que l'existence du vice allégué soit démontrée. Mais si cela était vrai à l'origine, lorsque la garantie des vices n'avait qu'un domaine restreint, il n'en est plus de même, depuis qu'elle s'est vu reconnaître, par la jurisprudence, un champ d'application beaucoup plus vaste. Il est admis désormais, qu'une chose doit être considérée comme viciée dès qu'elle est impropre à « l'usage » auquel l'acheteur la destinait, même s'il s'agit d'un usage spécial, différent de l'usage qu'il est fait habituellement de cette chose; or, l'acheteur aurait vu mettre à sa disposition un moyen trop commode de dénouer les marchés qui lui auraient semblé préjudiciables, s'il lui avait suffi de venir déclarer qu'il avait escompté faire tel ou tel usage de la chose; en effet, il aurait pu indiquer arbitrairement un usage auquel la chose se serait trouvée impropre. Pour remédier à ce danger, il était indispensable d'exiger, de l'acheteur, la preuve que la destination qu'il soutient avoir prévue pour l'objet, a joué pour lui un rôle important dans la formation du contrat, et qu'elle a été connue du vendeur. Or, l'aptitude d'une chose à remplir tel ou tel usage, tient à la présence dans cette chose de telle ou telle qualité; et c'est parce que l'on croit

qu'une chose possède telle ou telle qualité, qu'on l'acquiert afin d'en faire tel ou tel usage; il en résulte que si un acheteur soutient que l'absence de telle qualité constitue un vice, la première preuve qu'il a à établir, est, en définitive, celle du caractère déterminant qu'a eu pour lui la qualité qui fait défaut. Ainsi, le marchand qui achète une commode ancienne pour la revendre, l'amateur qui achète la même commode pour la mettre dans sa collection d'objets d'art, concluent le marché parce qu'ils pensent que la commode est authentique; si, plus tard, ils réclament la résolution de la vente, sous prétexte que la commode est moderne et impropre à l'usage auxquels ils pensaient la faire servir, ce qu'ils auront en définitive à prouver, ce sera l'influence qu'a eue, sur leur volonté, la considération de l'authenticité de la commode; ils devront démontrer qu'ils n'auraient jamais contracté, s'ils avaient eu connaissance du défaut d'authenticité. L'acheteur qui invoque la théorie des vices rédhibitoires se voit donc, exactement comme celui qui invoque la théorie de l'erreur, dans l'obligation de justifier de son véritable état d'esprit au moment du contrat.

L'acheteur d'objets d'art n'a donc pas d'avantage au point de vue de la preuve, à exercer l'action en garantie au lieu de l'action en nullité pour erreur, puisque ce sont les mêmes preuves qui doivent en fait être rapportées dans les deux cas par le demandeur (58). Et même, au contraire, celui qui prétend avoir le droit d'exercer l'action en garantie, se voit placer par la loi dans une situation moins avantageuse que celui qui

(58) Puisque les deux actions ont en fait des résultats identiques, il semble naturel que le demandeur ait, dans les deux cas, pour triompher, à justifier de faits de même nature et de même importance.

a recours à l'action en nullité; en effet, les conditions de succès de l'action en garantie sont plus sévères que celles de l'action en nullité pour erreur; alors que l'action fondée sur l'article 1110 dure dix ans, l'action fondée sur les articles 1641 et suivants, doit, sous peine d'être irrecevable, être introduite dans un bref délai; le Code n'a pas imposé, à l'acheteur, qui agit en garantie, un délai précis; ce sont les juges qui apprécient, selon les circonstances, le temps qui était utile à l'acheteur pour former sa demande, mais ils sont toujours obligés de donner à ce temps des limites restreintes. En vertu de ce principe général posé par l'article 1648, des acheteurs d'antiquités ont été déboutés, faute d'avoir introduit leur recours dans un délai suffisamment bref. Ainsi, le tribunal civil de la Seine (59) a déclaré irrecevable l'action en garantie intentée par un acheteur de girandoles Louis XV, plus de trois ans après la vente; il a jugé que l'acheteur, en attendant si longtemps pour faire entendre ses premières réclamation, ne s'était pas conformé à l'article 1648, et avait perdu le droit d'exercer l'action en résolution de l'article 1644, d'autant plus, a-t-il fait remarquer « qu'un long délai paraît surtout inutile, lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'objets achetés en considération de leurs formes et du travail de leurs ciselures, qualités purement extérieures, le défaut d'authenticité artistique, s'il existe, pouvant alors être vérifié dans l'espace de quelques semaines aussi bien qu'après un long temps écoulé... »

Le tribunal de commerce de la Seine (60) a, lui aus-

(59) V. Paris, 5 mars 1890, S. 1890. 2. 133; Pand. fr. per. 1891. 2. 116.

(60) 30 août 1923, *Ann. pr. ind.* 1929 p. 25, *Gaz. Trib.* 1924. 2, p. 128.

si, repoussé comme tardive la demande en garantie formée par l'acheteur d'un bas-relief italien; le demandeur avait laissé s'écouler plus de six ans avant d'intenter son action, et le tribunal a estimé que ce temps était trop long.

Le problème du délai, d'après le plan que nous nous sommes tracé, ne devait être examiné qu'au livre suivant; nous y avons fait dès maintenant une légère incursion, car il était indispensable que les quelques indications que nous venons de fournir, soient connues pour répondre à la question de savoir quelle protection l'acheteur d'antiquités peut espérer de la jurisprudence, et pour nous permettre d'arriver à la conclusion suivante: c'est de l'action en nullité fondée sur l'article 1110 que l'acheteur peut espérer la protection la plus complète; l'action rédhibitoire, par suite de la brièveté du délai dans lequel elle est renfermée ne peut lui assurer qu'une protection nettement inférieure.

LIVRE II

A quelles conditions la jurisprudence accepte-t-elle de protéger l'acheteur d'objets d'art ?

Nous venons de constater que la jurisprudence, loin d'invoquer l'absence de texte spécial pour refuser systématiquement à l'acheteur d'œuvres d'art, la protection qui lui est nécessaire, est au contraire amenée par le point de vue qu'elle a adopté en matière d'erreur et de vices rédhibitoires, à annuler de nombreuses ventes de tableaux, de meubles et d'objets de curiosité.

Cependant, les acquéreurs d'objets artistiques qui se sont pourvus devant les tribunaux, n'ont pas tous obtenu gain de cause. Les recueils jurisprudentiels contiennent, non seulement des décisions ordonnant au vendeur de restituer le prix reçu, mais aussi bien des décisions concluant au maintien de la vente.

L'existence de ces deux variétés de jugements tient à ce que la jurisprudence, si elle ne refuse pas de venir au secours de l'acheteur, ne consent pourtant à le faire, que lorsque cet acheteur remplit certaines conditions. L'acquéreur d'objets d'art qui veut faire appel utilement aux tribunaux, est tenu de satisfaire à des exigences de preuve et de délai. Ces exigences,

comme cela est tout naturel, sont celles qui sont imposées à tout acheteur qui prétend mettre en jeu la garantie des vices ou la théorie de l'erreur.

Celui qui désire récupérer le prix qu'il a versé en échange d'un objet qui n'est pas authentique, doit donc, en premier lieu, s'il désire aboutir à ses fins, ne pas attendre trop longtemps pour assigner son vendeur en justice. Comme nous avons déjà parlé de cette question du délai, nous ne nous y attarderons pas; nous nous bornerons à présenter, à la fin de ce livre II, quelques observations qui nous semblent intéressantes.

L'acheteur d'antiquités qui agit en nullité ou en résolution contre son vendeur, voit encore le succès de son action subordonné à la réalisation d'une seconde condition: il doit apporter la preuve de l'existence de certains faits, afin de convaincre le tribunal de la légitimité de ses revendications. Cette exigence de la jurisprudence a été la source de nombreuses difficultés dont l'étude, que nous allons commencer immédiatement, nous retiendra longtemps. Un titre premier, très long, sera donc consacré à l'étude des preuves que doit administrer l'acheteur; un second, beaucoup plus court, le sera à celle des conditions de délai.

TITRE PREMIER

L'acheteur doit administrer certaines preuves.

Lorsqu'un acheteur d'œuvre d'art vient prétendre qu'il est impossible de maintenir la vente qui lui a été consentie, car l'œuvre achetée n'est pas authentique, il est tenu, comme tout acheteur, de démontrer l'existence de deux faits: il doit d'abord établir que, lors du contrat, il était dans un certain état d'esprit, et que le vendeur a connu cet état d'esprit; il doit ensuite prouver que l'objet d'art qu'il a acheté n'est pas authentique.

Cette double démonstration incombe à l'acquéreur, soit, comme cela se produit le plus souvent, qu'il réclame le remboursement du prix qu'il a versé pour acquérir l'objet en question, soit que n'ayant pas encore versé ce prix, il résiste à la demande en paiement formée par son vendeur.

La question importante qui se pose alors, est de savoir comment l'acheteur pourra mener à bien la tâche délicate qui lui est imposée. Nous allons essayer d'y répondre en examinant successivement chacun des faits dont il doit assumer la preuve.

CHAPITRE PREMIER

L'ACHETEUR DOIT PROUVER QU'AU MOMENT DU CONTRAT,
IL ÉTAIT DANS UN CERTAIN ÉTAT D'ESPRIT, ET QUE LE
VENDEUR A CONNU CET ÉTAT D'ESPRIT.
COMMENT PEUT-IL FAIRE CETTE PREUVE ?

Le seul point que nous ayons à étudier à fond, ici, est celui de savoir comment l'acheteur peut administrer cette double preuve positive qui est mise à sa charge.

Nous n'aurons pas à définir longuement l'état d'esprit dans lequel l'acquéreur a du se trouver lors de la passation du contrat, car nous avons déjà eu l'occasion de constater quels éléments le composent.

Les nombreuses décisions fondées sur l'article 1110 que nous avons énumérées dans notre Livre 1^{er}, nous ont, en effet, nettement montré quelles sont, à cet égard, dans le cas du recours le plus couramment exercé, les exigences des tribunaux. Les juges, avons-nous vu, ne se prononcent en faveur de l'annulation qu'après avoir constaté que l'acheteur a été déterminé à l'acquisition qu'il a faite, par la croyance où il était de l'existence de l'authenticité. Ainsi (et cela est tout naturel, puisque c'est grâce à l'admission par la jurisprudence de la théorie subjective de l'erreur, que l'annulation des ventes d'œuvres artistiques a été rendue possible) l'état d'esprit exigé de l'acheteur, est le mê-

me que celui qui est exigé, en vertu de la théorie subjective, de tout demandeur en nullité.

Donc, seul l'acheteur qui a commis une erreur sur l'authenticité et qui a eu son consentement uniquement déterminé par cette erreur, peut triompher dans une instance en nullité.

Quant à l'acheteur qui agit en garantie contre son vendeur, il résulte des quelques espèces que nous avons citées, que la jurisprudence lui impose, en réalité, l'obligation d'avoir été dans des dispositions d'esprit identiques à celles que se voit imposer l'acheteur qui invoque l'article 1110. Les tribunaux qui ont à statuer sur une demande en résolution se préoccupent de savoir s'il est certain que l'acheteur a eu la volonté d'acquérir un objet authentique, et s'il est certain qu'il n'aurait jamais contracté, s'il avait été éclairé sur le défaut d'authenticité. C'est ainsi que la Cour de Paris a pu décider (1) que lorsqu'un acheteur « a de toute évidence entendu acheter » une table ancienne et que cette table est de confection récente, le vendeur tombe à la fois sous le coup de l'article 1110 et des articles 1641 et suivants.

De même, certains tribunaux, après avoir refusé d'annuler une vente parce que l'acheteur n'avait pas commis d'erreur ou que l'erreur qu'il avait commise n'était pas déterminante, ont déclaré que, pour les mêmes motifs, l'on devait rejeter l'action en garantie des vices (2).

On peut donc se permettre de ne pas distinguer entre le cas où l'acheteur invoque une erreur sur la subs-

(1) 25 juin 1891, *Gaz. Pal.* 1891. 2. 46; *Le Droit*, 3 juil. 1891.

(2) Trib. civ. Tours, 3 juillet 1875, *Ann. pr. ind.* 1876, p. 368; Trib. civ. Mâcon, 22 novembre 1910, *Rec. Dijon* 1911, p. 23; Trib. civ. Dijon, 8 décembre 1930, inédit.

tance et celui où il invoque un vice rédhibitoire, et émettre la proposition suivante: pour qu'un acheteur d'objets d'art puisse se faire restituer le prix qu'il a versé, ou s'il n'a pas encore payé, puisse se faire libérer de son obligation de remettre le prix, il faut qu'il ait eu au moment de la vente la fausse notion que l'objet était authentique, et que ce soit cette fausse notion qui l'ait décidé à se rendre acquéreur.

Mais il ne suffit pas à l'acheteur d'affirmer qu'il a bien été dans cet état d'esprit; il doit le prouver.

Ce principe, qui est unanimement admis par la jurisprudence, a été énoncé d'une façon remarquable par la Cour de Paris dans un arrêt du 7 mars 1917 (3), rendu à l'occasion d'une vente de gravures anciennes. D'après cet arrêt, il convient d'imposer à l'acheteur « l'obligation de justifier de son véritable état d'esprit au moment du contrat et de faire clairement ressortir qu'il avait bien en vue dans les choses acquises, telles ou telles qualités objectives qui ont été la cause impulsive de sa volonté et ont déterminé son consentement ».

L'acheteur doit donc établir qu'il a cru acquérir un objet authentique, et que c'est uniquement en considération de cette authenticité qu'il s'est décidé à acheter. Mais sa tâche ne s'arrête pas là. Le fardeau de la preuve qui pèse sur lui est encore alourdi, par suite de la tendance qu'ont les tribunaux à ne tenir compte que de l'erreur qui s'est affirmée lors du contrat. Les juges ne prononcent la nullité, que lorsque le vendeur a connu ou dû connaître l'importance primordiale que l'acheteur attachait à l'authenticité. L'acheteur doit donc prouver qu'il a manifesté à son contractant, la

(3) *Gaz. Pal.* 1916-17, p. 583.

volonté formelle qu'il avait d'acquérir un objet authentique, ou tout au moins que son cocontractant n'a pu, étant données les circonstances, ignorer cette volonté.

Deux considérations ont conduit la jurisprudence à subordonner ainsi à une double preuve le succès de l'action intentée par un acquéreur d'objets artistiques. Tout d'abord, en exigeant la démonstration de l'erreur et de son caractère déterminant, elle a été guidée par la préoccupation de ne pas donner aux acheteurs la possibilité de tourner la prohibition de la rescision pour lésion des ventes mobilières; elle a craint que des acheteurs, regrettant d'avoir donné, dans un moment d'engouement, un prix qu'après coup ils jugent trop élevé, ne viennent arguer de mobiles prétendus, dans le but de se faire libérer du contrat qu'ils ont passé. Cette idée apparaît nettement dans certains jugements (4), qui déclarent qu'il ne s'agit nullement de savoir si le demandeur a fait une opération plus ou moins avantageuse, mais de savoir s'il y a eu erreur sur la substance.

Ensuite, la jurisprudence exige de l'acheteur qu'il prouve que le vendeur savait l'importance capitale que son cocontractant attachait à l'existence de l'authenticité, parce qu'elle considère que l'équité veut que l'on ne tienne pas compte de l'erreur « in mente retenta », des espérances que l'acheteur a pu former en présence d'une œuvre d'art, et qu'il s'est bien gardé de communiquer au vendeur (5). C'est pourquoi, tou-

(4) V. par ex. Trib. civ. Mâcon 22 novembre 1910, *Rec. Dijon* 1911, p. 23.

(5) V. en ce sens un jugement du trib. civ. de Troyes, 18 novembre 1886, *Le Droit*, 1887, n° 86, qui déclare qu'il n'y a pas à tenir compte de l'espoir plus ou moins fondé qu'a pu avoir l'acheteur, à l'insu du vendeur, d'acheter une œuvre originale. — V. aussi Trib. civ. Dijon, 8 décembre 1930, inédit.

tes les décisions portant annulation d'une vente, relèvent cette circonstance que l'erreur a été partagée par les deux parties, qu'il y a eu erreur commune, ou bien que le vendeur s'attendait ou devait s'attendre à ce que l'authenticité fût exigée.

Mais il faut bien remarquer que si l'acheteur est obligé de démontrer que le vendeur a connu la croyance dans laquelle il se trouvait, et son caractère déterminant, il n'a pas à prouver que le vendeur savait que cette croyance était erronée. Naturellement, si le vendeur, sachant que l'objet n'était pas original, et connaissant l'influence décisive que l'originalité avait sur la volonté de l'acheteur, avait cependant laissé son co-contractant dans l'erreur, il mériterait de voir annuler le contrat. Mais il n'est pas nécessaire que le vendeur ait été de mauvaise foi pour que la vente puisse être résiliée; elle peut l'être, même s'il a été de bonne foi, même s'il a eu de justes raisons pour croire à la réelle originalité de l'œuvre qu'il a cédée (6).

Nous savons désormais exactement en quoi consiste la double preuve positive que l'acheteur est obligé de rapporter. Nous pouvons donc aborder maintenant le grave problème des moyens dont il dispose pour administrer cette preuve. Nous diviserons l'étude de ce problème en deux sections. Dans la première, nous examinerons la situation de l'acheteur qui conteste la validité d'une vente accompagnée d'une stipulation de garantie d'authenticité; dans la seconde, nous examine-

(6) Ainsi, l'amateur qui vendrait un tableau portant le cachet de la vente après décès d'un artiste, et qui aurait des motifs valables d'ajouter foi à ce cachet, pourrait fort bien, malgré tout, se voir obligé de reprendre le tableau et de restituer le prix, si une expertise venait à établir que le tableau n'est pas l'œuvre de l'artiste en question.

rons la situation de l'acheteur qui veut faire tomber une vente qui n'a pas été accompagnée d'une promesse de garantie.

SECTION PREMIÈRE

LA VENTE A ÉTÉ ACCOMPAGNÉE D'UNE STIPULATION DE GARANTIE.

Lorsque l'acheteur d'un objet d'art a obtenu de son vendeur la garantie que l'objet était authentique, il ne manque jamais, si le défaut d'authenticité détermine entre eux un différend, de se prévaloir de cette garantie.

Les tribunaux, en effet, ont toujours admis qu'en présence d'une clause de garantie, il doit être donné satisfaction à l'acquéreur qui, se plaignant du manque d'authenticité, refuse de payer le prix, ou réclame le remboursement du prix qu'il a versé. Ils ne l'ont d'ailleurs pas toujours admis pour les mêmes raisons.

Les décisions qui, lors des débuts de la jurisprudence en matière d'œuvres d'art, ont refusé d'annuler des ventes de tableaux qui n'étaient pas du maître indiqué, l'ont fait parce que le nom du maître n'avait pas fait l'objet d'une garantie. S'il y avait eu garantie, ces décisions elles-mêmes le déclarent, elles auraient annulé. En vertu de quels principes l'auraient-elles fait ?

Elles auraient d'abord pu le faire uniquement par application de la théorie de l'inexécution des conditions. Constatant que la personnalité de l'artiste était

devenue, par suite de la stipulation de garantie, une condition du contrat, elles auraient décidé que la vente devait être résolue, puisqu'en raison de la fausseté du nom garanti, la condition à la réalisation de laquelle était subordonnée l'existence de la vente, n'était pas remplie.

Elles auraient pu aussi s'appuyer sur un mélange de la théorie de l'erreur et de la théorie de l'inexécution des conditions. Appliquant l'idée que le nom de l'auteur d'un tableau constitue une qualité substantielle s'il a formé une condition essentielle du contrat, elles auraient prononcé la nullité de la vente pour erreur sur la substance.

Enfin, celle de ces décisions qui ont repoussé l'action en résolution pour vice caché, sous prétexte que le défaut d'authenticité était un vice apparent, n'auraient plus eu de raison pour refuser la résolution, s'il y avait eu stipulation de garantie, car on sait que l'on peut étendre par convention l'obligation de garantie du vendeur aux vices apparents (7).

Lorsque l'opinion de la jurisprudence sur l'erreur sur la substance et sur la garantie des vices eut évolué, l'existence d'une garantie ne fut plus nécessaire, tout au moins dans la très grande majorité des cas, pour que l'on pût faire tomber la vente. Cependant, lorsque la garantie a été donnée, l'acheteur, comme nous l'avons dit, n'omet jamais de l'invoquer. Les tribunaux, en effet, prononcent toujours l'annulation qui leur est demandée, lorsqu'ils constatent que l'authen-

(7) V. en ce sens COLIN et CAPITANT, *op. cit.*, T. II, p. 531. — MOURET, *op. cit.*, p. 234. — Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence (Dalloz), Vices rédhibitoires, p. 799, n° 207. — CHARLIN, *De la garantie à raison des vices cachés en matière de vente en Droit romain et en Droit français*, Thèse, Paris, 1895, p. 154.

ticité qui fait défaut a été l'objet d'une garantie. Sur quelles règles juridiques fondent-ils alors leur décision ?

A ce point de vue, les jugements et arrêts peuvent être répartis en trois groupes. Certains, de beaucoup les plus nombreux, motivent l'annulation uniquement sur l'article 1110; ils ne se fondent plus, naturellement, sur l'idée que l'authenticité est devenue substantielle par suite de l'intervention de la garantie; ils estiment que la stipulation de garantie révèle nettement l'intention des parties; lorsqu'il y a eu garantie d'authenticité, il est notoire que les parties ont entendu traiter au sujet d'une œuvre authentique, il est manifeste qu'elles attachaient un grand poids à cette authenticité.

Ainsi, dans cette première catégorie de décisions, l'importance que se voit attribuer la garantie, est celle d'un moyen de preuve tout à fait concluant. L'acheteur qui prouve avoir obtenu la garantie de son vendeur, démontre par là-même qu'il était, au moment du contrat, dans l'état d'esprit exigé par la jurisprudence, et que le vendeur a eu connaissance de cet état d'esprit.

D'autres décisions, plus rares, considèrent que l'intervention de la garantie a fait de l'authenticité une condition de la vente; l'acheteur a mis comme condition absolue à son acquisition, que l'objet fut authentique; le vendeur, en acceptant de donner sa garantie, a tenu expressément cette condition pour entendue. Puisque, par suite du défaut d'authenticité, la condition n'est pas réalisée, il y a lieu à résolution.

Quelques jugements enfin, voulant faire application de la théorie de l'erreur sur la substance, et n'arrivant pas à se débarrasser de la préoccupation de l'inxécu-

tion des conditions parviennent à l'annulation en aliant ces deux théories (8). Pratiquement, ces distinctions entre les jugements intervenant au cas où il y a eu garantie, n'ont que peu d'intérêt. Ce qui importe surtout, ce ne sont pas les théories juridiques auxquelles ils ont recours (9), c'est le résultat auquel ils aboutissent, c'est le fait que chacun de ces jugements refuse toute validité à la vente accompagnée d'une stipulation de garantie. Ainsi, lorsque l'origine, l'époque, le nom de l'auteur de l'œuvre vendue, ont fait l'objet d'une garantie, et que l'œuvre n'a pas l'origine garantie, ne date pas de l'époque garantie, ou n'émane pas de l'auteur dont le nom a été garanti, la vente, si l'acheteur le demande, tombera.

Il faut, naturellement, que ce soit bien le fait garanti qui fasse défaut; ainsi, le tribunal civil de la Seine, dans un jugement, confirmé par la Cour de Paris (10) a décidé que, lorsque le vendeur de deux portraits a attesté l'existence d'une tradition de famille suivant

(8) V. en ce sens un jugement du Trib. comm. Bruxelles en date du 17 mars 1892, *Pasicr. belge* 1892. 3. 190, qui déclare que lorsque le nom de l'auteur d'un tableau a été garanti, ce nom « appartient à la substance du tableau » et qu'en conséquence le vendeur doit, « pour l'exécution de ses obligations », livrer un tableau véritable du maître.

(9) On pourrait cependant objecter que l'application de la théorie de la résolution pour inexécution des conditions est plus favorable au demandeur que celle de la théorie de l'erreur. Le délai dans lequel peut être intentée l'action en résolution est en effet de 30 ans, tandis que l'action en nullité pour erreur se prescrit par dix ans. Mais cette différence ne nous semble pas présenter un grand intérêt pratique; le délai de dix ans court du jour de la découverte de l'erreur, et il serait bien étonnant que l'acheteur attende dix ans après la découverte de son erreur pour formuler ses premières réclamations. Nous n'avons d'ailleurs découvert aucune espèce où l'action en nullité exercée par un acheteur d'objet d'art ait été repoussée comme tardive.

(10) Trib. civ. Seine, 26 nov. 1918; Paris, 26 nov. 1920, *Gaz. Trib.* 1921. 2. 188; *Ann. pr. ind.* 1921, art. 5344.

laquelle Greuze aurait été l'auteur des portrait, il n'y a pas lieu d'annuler la vente, sous prétexte que les portraits ne sont pas l'œuvre de Greuze, si l'existence de la tradition de famille garantie est non douteuse.

Après avoir constaté les avantages immenses qui découlent pour l'acheteur de l'existence de la garantie, une question vient à l'esprit : est-ce que l'acheteur qui a su, avant la vente, que l'authenticité de l'œuvre d'art qu'il achetait avait été contestée, pourra jouir de ces avantages, au cas où le vendeur lui garantirait l'authenticité ? Le tribunal civil de la Seine a répondu nettement à cette question et de façon positive, à l'occasion d'une affaire concernant un tableau de David. Les faits sur lesquels il avait à statuer étaient les suivants : Au mois d'avril 1888, une exposition de peinture dite des « Portraits du siècle », ayant été organisée par la Société philanthropique des artistes français, on y vit figurer comme œuvre originale de Louis David, un tableau représentant Marat dans sa baignoire, qui avait été prêté par son propriétaire, M. Terme. M. David-Chassagnolle, petit-fils du peintre, prétendant qu'il possédait l'original de l'œuvre, et que le tableau exposé ne pouvait en être qu'une copie, assigna le sieur Terme et la Société philanthropique devant le tribunal civil de la Seine pour voir dire qu'ils seraient tenus de modifier le catalogue et l'inscription placée sur le tableau, en remplaçant la mention « par David », par celle-ci « d'après David ». M. Terme appela alors en garantie M. Durand-Ruel, le marchand qui lui avait vendu la toile. Des experts furent désignés par le tribunal, et ils aboutirent aux conclusions suivantes : le tableau, d'ailleurs remarquable, appartenant à M. Terme, n'était pas l'œuvre originale de David, ni même une réplique de sa main,

mais une copie supérieure faite sous sa direction ; peut-être David y avait-il même fait quelques retouches, mais elles n'étaient pas assez importantes ou assez certaines pour donner à l'œuvre un caractère de répétition.

Lorsque ce rapport fut déposé, M. Terme réclama la nullité de la vente qui lui avait été consentie. A l'appui de sa demande, il invoquait un certificat que lui avait remis son vendeur au moment de la vente, et qui était ainsi conçu : « Je certifie que le tableau de David représentant Marat dans son bain... » ; il soutenait que cette désignation, alors surtout qu'elle émanait d'un marchand de tableaux ayant une grande notoriété, renfermait l'affirmation et la garantie que le tableau était un original de David. Et, s'appuyait sur le rapport des experts, qui reconnaissait que le tableau n'était qu'une copie, il concluait à la nullité pour cause d'erreur.

M. Durand-Ruel déclarait, de son côté, que M. Terme, qui était amateur de peinture, n'avait pu ignorer les controverses soulevées avant la vente par l'authenticité de l'œuvre, et les protestations déjà faites à cette époque par David-Chassagnolle, et qu'en conséquence il avait acheté sciemment un tableau contesté, et que peu importait le jugement personnel qu'il avait porté lui-même sur le tableau, et qui l'avait poussé à acheter.

En présence de ces deux thèses, le tribunal, le 10 mai 1889, déclara que « l'existence d'une certaine polémique dans la presse, au moment de la vente, sur l'authenticité du tableau, ne saurait faire écarter la garantie formelle qui résulte des affirmations du certificat de Durand-Ruel » (11), et la vente fut annulée.

(11) La même idée fut reprise par la Cour de Paris dans

Ainsi, d'après une jurisprudence unanime, le fait d'avoir obtenu de son vendeur, une stipulation de garantie, met l'acheteur dans une situation éminemment favorable.

Mais une question encore se pose : la garantie à laquelle les tribunaux attachent tant d'importance, doit-elle absolument être écrite ou peut-elle être simplement orale ? Sans aucun doute, l'acheteur peut se prévaloir d'une garantie verbale. Mais il faut qu'il en prouve l'existence ; or ce n'est pas là chose facile. Dans les cas où la loi le permet, on peut faire appel, pour cette preuve, à des témoins, mais on n'aboutit bien souvent qu'à des dépositions contradictoires. C'est ainsi qu'il fut impossible au tribunal de commerce de Nantes (12) de reconnaître l'existence de la garantie invoquée par l'acheteur d'une vitrine ; l'enquête ordonnée pour vérifier si le vendeur avait réellement garanti que la vitrine était ancienne, n'avait en effet abouti qu'à réunir des témoignages non concordants.

L'acheteur arrive cependant quelquefois à prouver que le vendeur lui a garanti verbalement que l'objet qu'il achetait était par exemple l'œuvre de tel artiste ou avait été exécuté à telle époque. La Cour de Bruxelles (13) a annulé dans ces conditions la vente d'un tableau que le vendeur avait garanti avoir été peint par Van Dyck. Le tribunal de la Seine (14) a annulé aussi, à la suite d'une garantie verbale, une vente de

son arrêt du 16 mai 1890, lorsqu'elle statua en appel sur cette affaire, D. 1892. 1. 409, *Ann. pr. ind.* 1892. p. 252.

(12) 2 novembre 1918, *Jur. de Nantes* 1919. 1. 47.

(13) 8 janvier 1892, *Pasicr. belge* 1892. 2. 323.

(14) 5 janvier 1911, *Gaz. Trib.* 1911 1^{er} sem. 2. 237, J. C. P. 1912. p. 101.

faux ivoires anciens (15) ; mais l'acheteur, en l'espèce, a bénéficié d'une circonstance tout à fait spéciale. Le vendeur avait assigné l'acheteur en paiement du prix. L'acheteur, qui avait répliqué par une demande en nullité, exposait à l'appui de sa demande, que le vendeur lui avait présenté les ivoires comme provenant de la chapelle particulière d'une famille bretonne tombée dans la misère et obligée de vendre ce qu'elle possédait, et qu'il lui avait garanti que ces ivoires étaient du moyen âge et authentiques. Or le vendeur ne pouvait fournir à l'appui du contrat dont il entendait se prévaloir, d'autre preuve (16) que la reconnaissance qui en avait été faite par l'acheteur dans une lettre ; mais si, dans cette lettre, l'acheteur reconnaissait avoir acheté les objets, il déclarait aussi que le vendeur lui avait formellement garanti, au moment du contrat, l'ancienneté des objets. L'aveu de l'acheteur avait ainsi le caractère d'un aveu qualifié et ne pouvait être divisé ; c'est ce qu'a reconnu le tribunal, qui a décidé que, le vendeur n'ayant pas livré la chose revêtue de la qualité qui avait été promise, l'acheteur était fondé à demander la nullité de la vente.

(15) Il est malheureusement très facile d'imiter les objets anciens en ivoire et de bien les imiter. Les procédés qui consistaient à traiter les ivoires au jus de tabac, à les enterrer dans le foin mouillé, et qui ne produisaient qu'une patine fugitive, ont été peu à peu remplacés par un procédé plus sûr qui donne à l'ivoire un ton chaud accompagné de craquelures, comme s'il avait roulé pendant des siècles et des siècles ; ce procédé nouveau consiste simplement à patiner l'ivoire au four. De plus, afin de mieux tromper, les vrais artistes du truquage ne travaillent que dans des morceaux de vieil ivoire.

(16) En effet, il lui était impossible d'invoquer les mentions de ses registres, puisqu'aux termes de l'article 1329 c. civ., les registres des marchands ne font point, à eux seuls, contre les personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y sont portées.

Les décisions qui annulent des ventes d'œuvre d'art en vertu d'une garantie verbale, restent cependant l'exception. Celles qui annulent à la demande d'un acheteur qui excipe d'une garantie écrite sont au contraire beaucoup plus nombreuses. Cela se comprend fort bien; d'une part, il est rare en effet que l'acquéreur, qui tient à la garantie, se contente d'une garantie verbale; d'autre part, l'acquéreur qui invoque une stipulation écrite, ne se heurte pas à des difficultés de preuve comme celui qui invoque une simple garantie orale.

Nous ne nous occuperons donc désormais que de la seule garantie écrite (17), et nous allons dès maintenant essayer de résoudre l'importante question qui se pose à son sujet: Quand l'acheteur peut-il prétendre avoir obtenu par écrit la garantie qu'il invoque ? Quels documents doit-il apporter et de quelle manière ces documents doivent-ils être rédigés ?

Si la question des effets entraînés par la garantie ne soulève pas de difficultés, il n'en est pas toujours de même du point de savoir quand le vendeur doit être réputé avoir réellement donné la garantie que l'acheteur soutient avoir obtenue.

Les espèces où la garantie constitue le moyen invoqué par l'acquéreur pour faire tomber la vente, peuvent se répartir en deux groupes, selon que l'existence de la garantie alléguée est manifeste, ou au contraire ne paraît nullement évidente au premier abord.

Dans la première catégorie, l'acheteur qui s'appuie sur la garantie, le fait, parce qu'au moment du contrat, le vendeur lui a formellement et explicitement

(17) Lorsque l'authenticité est garantie par écrit, la prohibition de prouver par témoins outre et contre le contenu des actes écrits, joue.

garanti l'authenticité de l'objet. Dans la seconde catégorie, au contraire, l'acheteur qui affirme avoir obtenu la garantie, le fait bien qu'il n'ait reçu à cet égard aucune promesse explicite de son vendeur; il prétend que la garantie dont il se prévaut résulte des termes de la facture ou de la quittance s'il s'agit d'une vente à l'amiable, des mentions des catalogues, des affiches et de la manière dont l'objet a été annoncé, s'il s'agit d'une vente publique.

Nous allons consacrer un paragraphe à l'étude de chacune de ces catégories d'espèces. Le premier paragraphe, qui sera intitulé « Stipulations expresses de garantie », aura surtout pour but de nous permettre de nous rendre compte, par quelques exemples, de la manière dont ces stipulations sont rédigées en pratique. La seconde présentera un intérêt plus marqué. D'une part, en effet, les cas où l'on invoque une garantie résultant de l'emploi de certains termes, sont beaucoup plus nombreux que ceux où l'on invoque une stipulation formelle. D'autre part, alors que dans le cas de promesse formelle de garantie, l'existence de la garantie ne peut faire l'ombre d'un doute pour personne, il n'en est plus de même dans le cas où l'on s'appuie simplement sur l'emploi de certaines mentions appropriées dans des factures, des affiches ou des catalogues; il y a alors presque toujours lieu pour le tribunal, à tout un travail d'appréciation.

§ I^{er}

Stipulations expresses de garantie.

Les ventes d'objets d'art sont assez fréquemment accompagnées d'une clause formelle de garantie.

Tout d'abord, pour les ventes privées, bien des acheteurs, rendus méfiants par le développement du truquage, ne consentent à conclure un marché, que si on leur garantit l'époque, l'origine ou le nom de l'auteur de l'objet. Certains antiquaires même n'hésitent pas à prévenir ce désir des acheteurs; ils prennent soin d'informer, par pancartes, les clients possibles, que chez eux tous les objets sont authentiquement vénérables et garantis tout ce qu'il y a d'ancien; les formules employées sont variées; la plus courante est celle-ci : « La maison garantit l'authenticité de toute sa marchandise. »

Les vendeurs qui, de leur propre initiative, ou à la demande expresse de l'acheteur, donnent ainsi formellement leur garantie, ne rédigent pas ordinairement d'acte spécial; ils s'engagent simplement dans la facture ou dans le reçu, et ils le font en termes variables.

Voici quelques exemples. Le vendeur peut se montrer très explicite; ainsi, dans une facture constatant la vente d'un tableau peint par Delacroix, il peut insérer cette formule : « Je garantis l'authenticité de ce tableau comme étant peint de la main du maître Eugène Delacroix. » Dans une quittance du prix de vente, celui qui a cédé un tableau d'Adam Van Noordt, peut écrire : « Vendu un tableau peint par Adam Van Noordt dont je garantis l'originalité, représentant la Bénédiction de Jacob. » La stipulation de garantie n'a cependant pas besoin d'être si détaillée pour être considérée comme formelle. Une facture constatant simplement la vente d'un « meuble signé Boulle, garanti authentique », d'un « bronze de Bourdelle, authentique », constitue une promesse expresse de garantie du nom de l'auteur. De même un reçu indiquant qu'une

certaine somme a été versée en paiement d'un « fauteuil Louis XVI garanti d'époque », ou d'une « table-coiffeuse garantie de l'époque Louis XV », ou d'un « violon garanti italien », est regardée comme une stipulation formelle de garantie de l'âge attribué au meuble, ou de l'origine attribuée au violon. Parfois, le vendeur garantit l'époque sans indiquer quelle est cette époque; il peut ainsi insérer dans une facture les désignations suivantes : « un grand secrétaire acajou et bronzes frisés, deux encoignures, une table rustique, deux bancs, le tout garanti de l'époque ». L'époque qui est ainsi formellement garantie est l'époque indiquée par le style de chacun de ces meubles (18).

Dans les ventes publiques, on rencontre parfois aussi des clauses de garantie formelle. Lorsqu'il s'agit de vendre une collection importante, le commissaire-priseur rédige et envoie aux personnes susceptibles de s'intéresser à la vente des catalogues abondamment illustrés, édités sur papier de luxe, et en tête desquels il fait parfois insérer la clause suivante : « L'authenticité des objets est garantie », ou bien « l'authenticité est garantie sauf indication contraire ». C'est surtout dans les ventes pour lesquelles le commissaire-priseur se fait assister par un expert, que l'on rencontre des clauses de ce genre. On peut ainsi lire au début de certains catalogues que « Messieurs les experts certifient, sous leur garantie, l'authenticité des objets, leur époque, leur origine telles qu'elles sont indiquées pour chacun d'eux dans le présent catalogue. »

Nos recherches pour découvrir un exemple de recours exercé par un adjudicataire, arguant d'une

(18) V. Rouen 26 novembre 1930, R. Dr. Fr. 1931, p. 5.

clause formelle de garantie, en vue d'obtenir l'annulation de l'adjudication, sont demeurées infructueuses. Comment peut-on expliquer cette inexistence totale de recours en justice ? Serait-ce que les ventes publiques avec garantie d'authenticité ne prêtent jamais à critique, que l'authenticité garantie ne fait jamais défaut ? Non, sûrement pas ; les faits prouvent malheureusement que l'erreur n'est pas étrangère aux commissaires-priseurs, que les experts, même les plus réputés, ne sont pas infaillibles. Nous pensons qu'il faut voir, dans cette absence de procès, une manifestation de la volonté très ferme qu'ont les commissaires-priseurs d'éviter les litiges, de leur désir d'arrangement à l'amiable. Lorsqu'ils ont garanti formellement l'époque ou l'origine d'un objet d'art, et qu'il est découvert qu'il se sont trompés dans leurs appréciations, ils reprennent l'objet et remboursent le prix dès les premières protestations de l'acheteur ; ils ne le laissent pas formuler, devant un tribunal, des réclamations qu'ils jugent tout à fait inopportunes.

En matière de ventes privées, il arrive aussi, et c'est même la pratique courante, que le vendeur reconnaisse qu'en garantissant formellement l'authenticité, il s'est engagé, et qu'il reprenne à l'amiable le faux objet d'art qu'il avait cédé. Il y a cependant des vendeurs plus entêtés qui refusent de le faire ; l'acheteur ne peut alors les obliger à s'exécuter qu'en obtenant contre eux une décision de justice. Les tribunaux ont eu ainsi à s'occuper de plusieurs instances, engagées par des acheteurs qui se prévalaient de la garantie d'authenticité qui leur avait été explicitement promise. Ils ont eu, en particulier, assez souvent à statuer à l'occasion de ventes de tableaux de maîtres, dont le vendeur avait formellement garanti l'originalité.

La première décision que nous ayons rencontrée en cette matière, est un jugement du tribunal de commerce de la Seine, rendu le 1^{er} juillet 1856 (19). Un sieur Pettinati, peintre et restaurateur de tableaux, avait vendu à un sieur de Villars, moyennant le prix de 3.000 francs, deux tableaux représentant le premier « les Amours endormis et désarmés », le second « Vénus et Vulcain », qu'il attribuait à l'Albane et au Dominiquin. Quelques mois après, de Villars, se fondant sur ce que les tableaux n'étaient que des copies, assigna Pettinati en nullité de la vente et en restitution du prix, devant le tribunal de commerce de la Seine. Pettinati déclina la compétence de ce tribunal en soutenant qu'il était artiste et non commerçant. Quant au fond, il déclara qu'il n'avait jamais eu l'intention de vendre un Albane et un Dominiquin pour la somme dérisoire de 3.000 francs, car un seul original de l'un de ces maîtres aurait valu dix fois cette somme, et que de Villars avait dû d'autant moins s'y tromper, que les originaux sont au Louvre. Néanmoins, le tribunal, qui s'était reconnu compétent, car il était suffisamment justifié que Pettinati faisait ordinairement le commerce des tableaux, a prononcé l'annulation du marché. Il s'est appuyé sur le fait que Pettinati avait formellement garanti les deux tableaux comme étant, l'un de l'Albane, l'autre du Dominiquin, pour décider que c'était à bon droit que de Villars demandait la nullité de la vente et la restitution du prix, puisque les tableaux avaient été reconnus n'être que des copies.

Une autre espèce, jugée celle-ci par le tribunal civil

(19) *Ann. pr. ind.* 1856, p. 206.

de la Seine, le 1^{er} juin 1866 (20), va nous donner l'occasion de rencontrer une clause de garantie très détaillée. Un sieur Meffre, expert en tableaux, avait vendu à un sieur Piérard une toile de Van den Velde, ce qui était constaté en ces termes par la quittance du prix de vente : « Vendu à M. Piérard pour le prix de 25.000 francs un paysage peint sur toile par Adrien Van den Velde, dont je garantis l'originalité, haut de 68 cent., large de 56 cent., représentant un jeune homme assis auprès d'une femme, un chien endormi, à côté et à gauche trois vaches dont une couchée, une chèvre et deux agneaux également couchés; à droite trois moutons dans l'ombre et une chèvre; dans le fond une fontaine où se trouve inscrit le nom d'Adrien Van den Velde, dont quittance à Paris le 21 mars 1857. » Un peu plus tard, Piérard acheta en outre à Meffre un tableau de Jean Steen, et la quittance suivante lui fut remise : « Vendu à M. Piérard un tableau de Jean Steen, intérieur représentant la signature d'un contrat de mariage, pour la somme de 14.000 francs . . . Je garantis l'originalité du tableau de Jean Steen . . . » Le sieur Piérard étant décédé en 1859, sa galerie fut vendue, et les experts qui procédèrent à la vente déclarèrent que les deux tableaux n'étaient pas des œuvres des peintres auxquels ils avaient été attribués, et ces toiles durent être retirées de la vente. Les héritiers introduisirent alors contre les héritiers de Meffre, qui était lui-même décédé, une action en nullité de la vente. Le tribunal a déclaré que les héritiers Piérard étaient « recevables et bien fondés à exercer la garantie telle qu'elle avait été stipulée dans les contrats

(20) *Ann. pr. ind.* 1866, p. 388.

de vente »; il leur a donné acte de l'offre qu'ils avaient faite de remettre les tableaux aux héritiers Meffre et a condamné les héritiers Meffre à restituer le prix de vente.

Le tribunal civil de Reims a eu aussi à statuer sur une question de garantie formelle. Un certain Coquet avait vendu à Michel, marchand de tableaux, un paysage portant la signature Ch. Jacques. Après avoir pris livraison, Michel soumit le tableau à l'artiste; mais celui-ci, ne reconnaissant pas son œuvre, lui rendit le paysage, après avoir mis sur la toile même une inscription constatant que sa signature était fausse. Michel demanda alors à Coquet de reprendre le tableau; ce dernier s'y refusa. C'est alors que le tribunal de Reims fut saisi. Il rendit son jugement le 17 décembre 1874. Après avoir constaté qu'il était démontré que le tableau en litige n'était pas du maître annoncé, et que ce n'était pas « un tableau sans notoriété du nom de l'auteur et sans garantie de l'authenticité de la signature » que Coquet avait vendu à Michel, mais « qu'il avait dit vendre une œuvre émanant du peintre Ch. Jacques et avait garanti la signature de celui-ci », les juges ont déclaré la vente nulle, comme entachée d'erreur sur la substance. La Cour de Paris a confirmé ce jugement (21), le 18 juin 1875.

Une clause de garantie a donné lieu récemment à une espèce curieuse, qui a été jugée par le tribunal civil de la Seine. Par convention en date du 26 mai 1929, Bourdelet avait vendu à Pedro Truyol, un tableau représentant « Un gentilhomme à la Cour », qu'il garantissait être un « Drouais authentique ». Une contestation s'étant élevée entre les parties sur

(21) D. 1876. 2. 62, *Ann. pr. ind.* 1875 p. 421.

les conditions de la vente, Bourdelet assigna Pedro Truyol pour voir dire qu'il serait tenu d'exécuter le marché, et de payer le prix. Le tribunal, estimant que la vente, pour être parfaite, était soumise à une condition, la reconnaissance de l'authenticité du tableau, nomma un expert. Dans son rapport, cet expert déclara que le portrait qui lui avait été présenté était bien une authentique peinture de Drouais, mais de Drouais le père. Pedry Truyol, afin d'échapper à l'exécution du contrat, soutint alors que ce qu'il avait entendu acheter, c'était, non pas une œuvre de Drouais le père, mais une œuvre de Drouais le fils, c'est-à-dire du grand Drouais François-Hubert, né le 14 décembre 1727 et mort le 21 octobre 1775, et que le tableau qui lui avait été vendu, étant de Drouais le père, la vente se trouvait entachée d'erreur sur les qualités substantielles de la chose.

Le tribunal civil de la Seine a rendu son jugement le 7 mai 1934 (22), et a déclaré que la vente ayant porté sur un « Drouais authentique », mais sans autre indication, et l'expert ayant reconnu l'authenticité, cette vente était parfaite. A l'appui de sa décision, le tribunal a remarqué qu'à défaut de précision dans l'acte, on ne pouvait pas soutenir que Bourdelet avait trompé Pedro Truyol en affirmant qu'il lui vendait un « Drouais » authentique, car s'il est certain que Drouais le fils a eu à son époque une immense renommée, il n'en est pas moins vrai que Drouais le père était lui aussi un peintre réputé. Le tribunal, de plus, a estimé que l'acheteur n'avait pas pu commettre une erreur sur l'origine du tableau, car il avait eu, avant

(22) *Gaz. Trib.* 1934. 2^e sem. 2. p. 56.

de s'en rendre acquéreur, tout le temps de l'examiner chez son vendeur, et que, d'après la date : 1733, inscrite à côté de la signature, il aurait dû se rendre compte que cette œuvre ne pouvait émaner que de Drouais le père, étant donné qu'en 1733 son fils n'était âgé que de six ans.

Pour les ventes d'objets d'art autres que des tableaux (23), la jurisprudence n'a eu qu'une seule fois l'occasion de s'appuyer sur une garantie expressément stipulée, pour annuler une vente. Dans cette espèce, la garantie promise concernait l'époque de fabrication de l'objet. Poulet avait vendu à Berlino, le 25 novembre 1883, une paire de girandoles en argent Louis XIV, qu'il avait garanties, dans toutes leurs parties, originales et de l'époque qu'elles représentaient. Plus de trois ans après la vente, Berlino assigna son vendeur devant le tribunal civil de la Seine, en prétendant que les girandoles n'étaient pas de l'époque annoncée. Le tribunal, ayant considéré que le défaut d'authenticité d'un objet d'art constituait un vice rédhibitoire au sens de l'article 1641, déclara la demande de Berlino irrecevable comme tardive. Berlino fit appel. La Cour de Paris, dans un premier arrêt, le 27 juin 1889, repoussant le système admis par le tribunal civil, nomma des experts, qu'elle chargea de rechercher si les girandoles présentaient les caractères d'authenticité garantis par le vendeur. Du rapport que ces experts déposèrent, il résulta que les girandoles n'étaient dans au-

(23) Pour les ventes de tableaux avec garantie formelle, consulter aussi : Trib. comm. Seine, 27 février 1873, *Ann. pr. ind.* 1873, p. 318; Bruxelles, 8 janvier 1892, *Pasicr. belge* 1892. 2. 323; Trib. comm. Bruxelles, 17 mars 1892, *Pasicr. belge* 1892. 3. 190; Trib. civ. Seine, 2 novembre 1905, *Gaz. Trib.* 1906. 1^{er} sem. 2. 106.

cune de leurs parties de l'époque annoncée, et qu'elles n'étaient pas des œuvres remarquables de martelage à la main et de fine ciselure. La Cour, dans un arrêt du 5 mars 1890 (24), jugea que le consentement de Berlino avait été entaché d'erreur substantielle, puisque les girandoles ne présentaient pas toutes les qualités d'ancienneté et d'authenticité qui lui avaient été garanties, et elle prononça la nullité du marché.

§ II

Expressions dont l'emploi dans les factures, catalogues et affiches peut constituer une stipulation de garantie.

A l'occasion de ventes de gré à gré, il est courant que des acheteurs invoquent, comme preuve de la garantie qu'ils prétendent avoir reçue, une quittance ou une facture sur laquelle ne figure aucune stipulation expresse de garantie. D'après eux, la garantie que leur a donnée le vendeur résulte de l'emploi, dans la quittance ou dans la facture, pour désigner l'objet vendu, de certaines expressions usuelles.

A la suite de ventes publiques, il arrive parfois aussi que des adjudicataires allèguent en leur faveur l'usage qui a été fait de certaines expressions dans les catalogues, et au moment des enchères, pour présenter les objets, et prétendent en déduire que l'authenticité leur a été garantie.

Quelles sont donc ces expressions, à l'emploi desquelles certains demandeurs veulent attacher une si grande portée ? C'est ce que nous allons étudier maintenant.

(24) S. 90. 2. 133, *Pand. fr. pér.* 1891. 2. 116.

Une première remarque qui s'impose, c'est que ce sont exactement les mêmes expressions qui sont en usage en matière de ventes privées et en matière de ventes publiques; nous n'aurons donc pas à ce point de vue à distinguer entre les deux sortes de ventes.

D'autre part, ces expressions peuvent être réparties en trois catégories principales, suivant le rapport sous lequel elles sont destinées à présenter l'objet vendu : nom de l'auteur, âge de l'objet, origine. Nous allons successivement, pour chacune de ces catégories, rechercher quels sont les termes employés en pratique, et quelle est la valeur qui leur est reconnue par les tribunaux. Nous verrons que, pour fixer cette valeur, les juges tiennent largement compte des usages du commerce artistique et s'inspirent des circonstances.

Nous verrons aussi que cette valeur, en cas de vente privée, est la même, soit que les expressions aient été employées dans une facture, soit qu'elles l'aient été dans une quittance rédigée lors de la conclusion du contrat, mais qu'elle est au contraire nettement inférieure lorsque les expressions ont été insérées dans une quittance rédigée postérieurement à la vente.

I

Expressions précédant le nom de l'auteur.

Lorsqu'on parcourt soit des factures ou des quittances remises à l'occasion de ventes à l'amiable, soit des catalogues de ventes publiques, on rencontre souvent des désignations de ce genre :

« Un petit canapé marquise de Jacob », « une miniature de Samuel Cooper », ou bien « Intérieur par Alfred Stevens », « Marine par Boudin ».

Ce qui est frappant dans ces désignations, c'est que la mention du nom de l'auteur qui y est faite, est précédée des prépositions « de », ou « par ». Or, en lui-même, l'emploi de telles prépositions implique manifestement une affirmation positive, de la part de celui qui les emploie. Ne peut-on pas alors soutenir que le vendeur qui s'en est servi, lorsqu'il s'est agi d'attribuer un auteur à l'objet qu'il céda, a voulu marquer par là-même qu'il entendait garantir l'authenticité de cette attribution ? De nombreux acheteurs l'ont prétendu, et ont intenté en ce sens des procès contre leur vendeur.

C'est devant la Cour de Paris, en 1813, que s'est posée, pour la première fois, la question de savoir si le vendeur qui a mentionné que l'objet vendu était l'œuvre de tel artiste, doit être réputé avoir garanti le nom de cet artiste.

L'espèce qui fut soumise à la Cour nous est déjà connue, car c'est elle qui marque les débuts de la jurisprudence en matière de ventes d'objets d'art. Le demandeur, en cette affaire, on se le rappelle, avait acheté des tableaux que le vendeur avait annoncés dans la facture comme étant des œuvres de Claude Lorrain, d'André del Sarto et de Vernet. La Cour a jugé (25) que l'énonciation du nom des auteurs dans la facture ne constitue pas une garantie du nom de ces auteurs ; et, comme, à cette époque, elle estimait que le défaut d'authenticité ne pouvait être une cause de nullité que si cette authenticité avait formé une condition de la vente, elle fut conduite à refuser l'annulation qui lui était demandée.

La question de la valeur de l'énonciation du nom de l'auteur dans une facture ou une quittance ne fut sou-

(25) 17 juin 1813, S. 1814. 2. 285, *Ann. pr. ind.* 1861 p. 740.

levée de nouveau qu'en 1865. Le tribunal civil de la Seine, qui fut saisi, la résolut exactement dans le même sens que la Cour de Paris. Les faits de la cause étaient les suivants : Le 28 février 1864, un sieur Devigne avait vendu à un sieur Joubert, moyennant le prix de 6.000 francs, un tableau que la quittance désignait de la façon suivante : « Tableau représentant le Repas chez Simon le Pharisien. Esquisse, presque achevée, par Paul Véronèse, du grand tableau qui se trouve au Musée impérial de Paris. » Joubert demanda ensuite la nullité de cette vente, et la restitution du prix, en se basant sur le fait que le tableau, au lieu d'être une œuvre originale, n'était, au dire des hommes compétents, qu'une copie sans valeur.

Le tableau litigieux avait été acheté par Devigne aux héritiers du chevalier de Burty, qui possédait, sous la Restauration, une galerie de tableaux réputée pour une des plus riches de l'époque; en 1819, de Burty avait fait publier un catalogue des œuvres qui composaient sa collection; le Repas chez Simon, notamment, y était décrit comme un morceau vraiment original, et c'était cette notice du catalogue que Devigne avait reproduite sur la quittance qu'il avait remise à son acheteur.

A la demande en nullité de Joubert, Devigne répondait qu'il avait vendu le tableau dans les conditions où il l'avait acheté lui-même, qu'il n'avait fait que reproduire la description du catalogue, que Joubert avait acheté le tableau dans les conditions où il lui était présenté, c'est-à-dire à ses risques et périls, et il en concluait que la vente était parfaite. Le tribunal (26), après avoir constaté que la quittance ne con-

(26) 30 novembre 1865, *Ann. pr. ind.* 1866 p. 99.

tenait aucune stipulation expresse de garantie, a jugé que la garantie invoquée par l'acheteur était invraisemblable et inadmissible. Il a en particulier estimé que les énonciations de la quittance avaient eu pour objet de constater la provenance et l'identité du tableau, et non pas de garantir l'originalité de l'œuvre. Après avoir ainsi reconnu l'absence de toute stipulation de garantie, le tribunal ne pouvait, étant données les opinions de la jurisprudence à cette époque, que débouter le demandeur.

Une solution identique fut encore admise, le 18 janvier 1878 (27), par le tribunal de commerce de la Seine, appelé à régler un différend né à la suite de la vente d'un tableau de Jules Dupré, et d'un autre d'Isabey. L'acquéreur, qui avait en mains une note acquittée, reproduisant le nom de ces maîtres, prétendait obtenir le remboursement du prix qu'il avait versé, sous prétexte que les tableaux, bien que signés, étaient apocryphes. Le tribunal n'a pas estimé que la désignation des auteurs dans la facture acquittée constituât une garantie. Constatant qu'aucune stipulation formelle de garantie d'authenticité n'était mentionnée dans cette facture, et qu'ainsi les tableaux n'avaient été achetés que sur le mérite qui leur avait été reconnu à la suite de l'expertise que l'acheteur avait fait faire dans la galerie du défendeur, il déclara l'acheteur mal fondé dans sa demande.

En jugeant de la sorte, le tribunal de commerce prouvait qu'il continuait encore à faire sienne la doctrine admise dans ses débuts par la jurisprudence, et que les autres tribunaux avaient peu à peu abandonnée.

(27) et (28) *Ann. pr. ind.* 1878, p. 335.

L'acheteur débouté ayant fait appel, l'affaire fut soumise à la Cour de Paris (28), qui avait renoncé depuis longtemps à ses anciens errements, et qui admit une solution radicalement opposée à celle des premiers juges. Elle estima que le texte de la note acquittée démontrait « que dans l'intention commune des parties l'authenticité de la chose vendue avait été la raison principale et déterminante de la convention, sans laquelle les parties n'auraient pas consenti à s'obliger ». Et, comme cette preuve était encore corroborée par une autre circonstance : l'importance du prix, elle prononça l'annulation de la vente.

En 1885, la même Cour accepta d'annuler la vente de deux tableaux représentant l'un une jeune fille priant la madone, l'autre un sujet mythologique, qui avaient été facturés, le premier comme étant de Fragonard, le second comme émanant de Coypel. L'acheteur, prétendant avoir des raisons de contester l'authenticité des toiles alors qu'on lui avait garanti le nom des auteurs, avait demandé la résiliation du contrat. Le vendeur objectait qu'il n'avait pas garanti les tableaux, et concluait pour ce motif au mal fondé de la demande. Le tribunal de commerce de Reims, saisi du procès, considéra que le fait d'avoir écrit les noms des artistes dans la facture, prouvait « qu'ils avaient fait partie de la convention et du prix » ; et, le 18 décembre 1883 (29), il ordonna une expertise destinée à vérifier si les tableaux étaient ou n'étaient pas l'œuvre des maîtres indiqués. Le vendeur ayant interjeté appel, la Cour de Paris intervint à son tour. Elle déclara que, puisqu'il résultait des termes de la fac-

(29) et (30) *Le Droit*, 23 juin 1886.

ture que les deux toiles avaient été désignées comme étant de Coypel et de Fragonard, le nom de ces peintres avait donc été une des conditions substantielles de la vente et en conséquence, le 5 décembre 1885 (30), elle confirma le jugement de première instance.

Par application de principes semblables, le tribunal civil de la Seine, lors d'une affaire dont nous avons déjà parlé, avait aussi annulé, en 1884 (31), deux ventes successives dont avait fait l'objet une terre cuite de Clodion; il avait estimé, en effet, que les termes des factures remises aux acheteurs, « fourni un groupe Faune, Bacchante et Enfant, terre cuite de Clodion », prouvaient que les contractants avaient entendu vendre et acheter un groupe sculpté par Clodion.

On n'a pas été sans remarquer que tous ces jugements et arrêts qui, pour annuler des ventes, se sont appuyés sur le libellé de la facture, l'ont fait sans résoudre la question de savoir si la mention du nom des auteurs dans la facture a la même valeur qu'une stipulation formelle de garantie. D'autres décisions plus récentes l'ont, au contraire, tranchée. Ainsi, le tribunal de commerce de Marseille a affirmé, le 30 novembre 1911 (32), que celui qui vend un tableau comme étant de Panini, un dessin comme étant de Boucher, garantit que ce tableau et ce dessin sont l'œuvre de ces maîtres réputés. Le tribunal de Dijon, le 8 décembre 1930 (33), a déclaré que les expressions: « Bustes de J. Varin, de Coysevex, de Houdon », « tableau

(31) 19 janvier 1884, *La Loi* 21 janvier 1884, *Le Droit* 1884 n° 17.

(32) *Journal de Jurisprudence commerciale et maritime* 1912. 1. 109.

(33) Inédit.

de Boucher », supposent une garantie d'authenticité par l'affirmation non équivoque du nom de l'artiste.

Mais qu'il y ait des tribunaux qui, à l'inverse de ceux de Marseille et de Dijon, n'aient pas cru nécessaire de se prononcer sur la question de savoir si la mention du nom des auteurs dans la facture équivaut à une stipulation expresse de garantie, cela n'a rien d'étonnant.

En effet, depuis que la jurisprudence s'est départie de la sévérité qu'elle avait d'abord montrée à l'égard des recours formés par des acheteurs d'objets d'art, la justification de la garantie de l'authenticité n'est plus forcément exigée de l'acheteur qui veut faire tomber une vente; il suffit qu'il soit établi que l'acquéreur n'a été déterminé à contracter que par la croyance où il était de l'authenticité de l'objet acheté, et que le vendeur a connu cet état d'esprit de l'acquéreur. Aussi, dès lors que les tribunaux admettaient que le fait d'indiquer le nom de l'auteur dans une facture prouvaient que les parties avaient attaché une importance capitale à l'authenticité de l'œuvre vendue, la nécessité de savoir s'il y avait eu réellement garantie du nom de l'auteur, n'existait plus; il suffisait, en effet, pour que la résiliation pût être prononcée, que les experts aient refusé à l'œuvre vendue, la paternité indiquée sur la facture. On comprend donc facilement que bien des tribunaux n'aient pas jugé utile de se demander si la mention du nom de l'auteur dans la facture constituait ou ne constituait pas une stipulation de garantie.

Les jugements que nous avons commentés jusqu'à présent ont tous mis fin à des conflits nés à l'occasion de ventes à l'amiable. Il nous faut maintenant envisager les litiges soulevés par des acquéreurs en vente

publique qui, pour faire annuler les enchères, s'appuient sur le fait que l'objet a été désigné dans les affiches et les catalogues comme étant l'œuvre de tel auteur. Les quelques décisions qui ont eu à trancher des litiges de ce genre, ont consacré des principes exactement semblables à ceux qui sont admis par la jurisprudence à l'égard de la mention du nom de l'auteur dans les factures et les quittances.

Ainsi, le tribunal civil de la Seine, le 25 janvier 1900 (34), a considéré que lorsqu'une personne a acheté à l'Hôtel des Ventes, un tableau porté au catalogue et annoncé comme étant de Corot, cela prouve que cette personne a entendu acheter un tableau peint par Corot.

Le même tribunal a estimé, le 20 février 1912 (35), que l'indication au catalogue du nom de l'auteur d'un tableau garantissait l'authenticité de ce tableau. Il s'agissait en l'espèce d'une toile de l'Ecole hollandaise qui avait figuré au catalogue de luxe, publié pour la vente d'une collection de tableaux, sous le titre « Marine par temps d'orage, par Simon de Vlieger, signé à droite, sur un tonneau, du monogramme », avec mention « œuvre capitale de l'artiste, d'une rare qualité; très beau cadre en bois sculpté ». L'adjudicataire se plaignit ensuite que l'œuvre qui lui avait été vendue avec garantie d'authenticité n'était pas de la main du peintre sous le nom duquel elle avait été présentée au public. Le tribunal a jugé que les indications du catalogue ne laissant subsister aucun doute sur l'authenticité du tableau, étaient de nature à entraîner les enchères des amateurs, et à les amener à se rendre

(34) *Gaz. Trib.* 1900 1^{er} sem. 2. p. 506.

(35) *J. C. P.* 1912 p. 105.

acquéreurs en toute confiance, et qu'elles garantissaient l'authenticité de la toile.

L'opinion que le tribunal de la Seine s'était ainsi faite dans l'une et l'autre de ces affaires, de la valeur des mentions du catalogue, ne pouvait que le conduire à annuler l'adjudication, le défaut d'authenticité étant établi. L'indication du nom de l'auteur dans les catalogues a donc une importance extrême. Mais il nous paraît qu'elle ne peut avoir cette importance qu'à une condition: lorsqu'une œuvre est indiquée au catalogue comme ayant été exécutée « par » tel artiste ou comme étant l'œuvre « de » tel artiste, il faut pour que l'on puisse invoquer avec succès cette énonciation, que l'œuvre soit annoncée exactement de la même façon, lors de la mise en vente. Le tribunal civil de la Seine, dans son jugement de 1900, parlait d'un tableau indiqué au catalogue et annoncé comme l'œuvre de Corot; au contraire, il est vrai, dans sa décision de 1912, il ne dit pas que le tableau avait été annoncé comme émanant du pinceau de Simon de Vlieger, il se borne à constater les mentions portées au catalogue. Mais la réserve que nous faisons nous semble commandée par un autre jugement du même tribunal, rendu en 1884 (36). Ce jugement contient relativement à la valeur de la mention dans un catalogue du nom de la personne qui a servi de modèle pour le tableau vendu, une affirmation qui nous paraît devoir être considérée comme un principe général, et étendue à la mention du nom de l'auteur. Les faits à juger étaient les suivants: un sieur Reinach s'était rendu adjudicataire d'un tableau que les catalogues décrivaient ainsi:

(36) 2 juillet 1884, *La Loi* 3 juillet 1884.

« Portrait de Mme du Chatelet, peint par Nattier ». Il prétendit ensuite que la vente du portrait devait être annulée car le portrait était celui de Mme Geoffrin; à l'appui de sa thèse, il disait qu'il avait voulu spécialement acheter le portrait de la marquise du Chatelet, et non celui de toute autre personne. Mais il était constaté par les experts, et par le procès-verbal d'adjudication du commissaire-priseur que, lors de la mise en vente, le tableau avait été annoncé, sans indication de nom, simplement comme étant un portrait de femme, par Nattier. Le tribunal a alors jugé que Reinach, qui avait eu connaissance de cette réserve qui contre-disait (37) les énonciations du catalogue, avait, en se portant enchérisseur, montré par là-même que le sujet du portrait n'était pas la cause déterminante de son acquisition.

Comme nous le disions, il nous semble que cette affirmation doit être étendue à la mention du nom de l'auteur. Pour que l'acheteur puisse demander la nullité, il faut que l'œuvre soit annoncée au moment de la mise sur table comme étant « de tel » artiste ou comme ayant été exécuté « par » tel artiste, exactement comme elle l'était dans le catalogue. Si pour présenter l'œuvre vendue, on employait d'autres expressions qui sont aussi en usage, mais qui ont un sens tout différent, comme par exemple : « attribué à... », les mentions du catalogue : « de » ou « par » n'auraient

(37) Il est d'ailleurs admis par la doctrine que, dans le cas où certaines des indications des affiches, insertions, catalogues, doivent être modifiées, le commissaire-priseur doit appeler l'attention du public sur cette modification, qui doit être faite au moment de la mise sur table des objets qu'elle concerne. Voir en ce sens : Charles CONSTANT, *Manuel pratique des commissaires-priseurs*, 3^e édition, entièrement refondue par Marcel HÉRAUD et Jean GAULTIER, Paris 1927, p. 218.

plus aucune valeur; il ne servirait de rien à l'acheteur de les invoquer.

Toutes les décisions que nous avons signalées depuis l'arrêt de Paris de 1878, tant en matière de ventes privées qu'en matière de ventes publiques, ont donné gain de cause au demandeur qui se prévaut de l'affirmation du nom de l'auteur faite, soit dans une facture ou une quittance, soit dans un catalogue, et répétée lors des annonces. Il ne faudrait cependant pas en conclure que l'acheteur à qui il a été délivré un reçu ou une facture indiquant le nom de l'auteur, est toujours sûr d'obtenir l'annulation de la vente si l'objet acquis n'émane pas de l'auteur indiqué, ni que celui qui s'est vu adjuger un objet qui n'est pas de l'auteur annoncé au catalogue et lors de la mise sur table, est certain de triompher dans une action en nullité. Le jugement rendu par le tribunal de Troyes, le 18 novembre 1886, dans une affaire concernant le groupe en terre cuite de Clodion, dont nous avons déjà parlé, le prouve nettement. Il a décidé que l'acheteur, qui demandait l'annulation de la vente, ne pouvait pas s'appuyer, pour le succès de sa prétention, sur les termes d'une quittance qui énonçait que la somme de 2.500 francs avait été versée pour prix « du groupe de Clodion ». Il a estimé que ces mots n'avaient été employés que pour fournir la désignation de l'objet vendu, et ne pouvaient en aucune façon impliquer que le vendeur avait eu la pensée de se porter garant de la sincérité d'origine du groupe, alors que le prix d'achat faisait supposer que l'acheteur ne comptait pas exiger et obtenir de son vendeur une garantie d'authenticité.

Ce jugement ne nous paraît nullement en contradiction avec les décisions précédemment citées qui voyaient dans la mention du nom de l'auteur dans une

facture, soit une stipulation de garantie, soit simplement une circonstance prouvant que le nom de l'auteur avait été la raison déterminante de la vente. Ces décisions sont, en effet, au fond, manifestement inspirées par l'idée que dans le commerce des œuvres d'art, le nom de l'auteur constitue si fréquemment un élément essentiel, que dès qu'il a été mis en avant, on ne doit pas hésiter à le considérer comme ayant eu pour les deux parties, une importance capitale dans la décision prise. La jurisprudence s'appuie donc en réalité, pour se prononcer en faveur de l'acheteur, sur une présomption. Mais si elle le fait, ce n'est que parce qu'il y a de très fortes chances pour que cette présomption soit en accord avec la vérité. Dès lors, si cette présomption, au lieu de rester isolée ou d'être confirmée par d'autres présomptions, est combattue par des présomptions contraires résultant de certaines circonstances de la vente, comme par exemple la modicité du prix, il n'y a plus de raison de donner gain de cause à l'acheteur; c'est bien ce qu'a vu le tribunal de Troyes.

On peut donc dire, en résumé, que d'après la jurisprudence actuelle, le fait qu'un objet vendu a été indiqué dans une facture, dans une quittance, dans les catalogues et annonces d'une vente publique, comme étant l'œuvre « de » tel auteur, ou comme ayant été exécuté « par » tel artiste, suffit, au cas de défaut d'authenticité, pour faire annuler la vente, à condition toutefois, qu'aucune circonstance de la cause ne vienne contredire la présomption favorable à l'acheteur, qui résulte de la mention du nom de l'auteur.

II

Expressions servant à indiquer l'âge de l'objet vendu.

Lorsqu'une œuvre artistique est vendue, il arrive très souvent que l'âge de cette œuvre ne fasse pas, de la part du vendeur, l'objet d'engagements formels. Dans ce cas, le vendeur qui établit une facture, une quittance, ou fait publier un catalogue, a le choix, pour désigner l'âge de l'objet, entre plusieurs expressions; tout un vocabulaire a, en effet, été consacré en cette matière, par les usages du commerce. Il peut, tout d'abord, employer la désignation par époque, il vendra, par exemple : « une psyché en vermeil, d'époque Empire », « une paire de chaises, à dossiers-lyres, époque Louis XVI ». Il peut aussi user de la dénomination par règne et vendre : « un fauteuil médaillon Louis XVI », ou « un fauteuil cabriolet Louis XV ». Il peut employer l'expression « style », il déclarera alors vendre « un coffre en chêne sculpté, style Renaissance, », « un salon en bois sculpté et doré de style Louis XVI ». Et ce n'est pas tout; il peut encore opter pour la dénomination par siècle, et céder « une tapisserie Verdure du XVIII^e siècle », « une statue en pierre sculptée et polychromée XV^e siècle ». Il peut enfin se contenter de l'expression « ancien » et vendre par exemple : « un tabouret ancien, en noyer sculpté, recouvert de tapisserie ».

Les formules qu'il est possible d'employer sont donc nombreuses. Il s'agit maintenant de découvrir leur valeur réciproque, de rechercher si leur insertion dans une facture, ou leur emploi dans un catalogue et lors de la mise aux enchères, peut être la source d'avantages pour l'acheteur qui désire obtenir la nullité d'une vente pour défaut d'ancienneté. Nous nous occuperons

tout d'abord de la mention « ancien », puis de la dénomination par siècle. Ensuite, nous examinerons, mais simultanément, car il est intéressant de les comparer, les dénominations par « époque », par « règne », et par « style ».

A. — De la mention « ancien ».

Les vendeurs, parfois, se bornent à mentionner que l'objet d'art qu'ils cèdent est « ancien », ou encore, ce qui revient au même, à dire que c'est une « antiquité ». Quelles espérances les acheteurs peuvent-ils raisonnablement se permettre en face d'une expression de ce genre ? Sont-ils fondés à croire que l'objet qu'ils acquièrent sous une telle dénomination date de l'époque à laquelle son style semble le rattacher ?

Si l'on s'en réfère sur ce point aux usages du commerce des œuvres d'art, on voit qu'il n'y est pas admis que l'emploi du qualificatif « ancien » ait pour résultat de garantir que l'objet a été exécuté à l'époque qu'il représente par sa forme ; on considère, en effet, qu'un objet peut être qualifié « ancien », même s'il n'est pas de l'époque indiquée par son style ; il suffit qu'il soit vieux, non pas vieilli, mais vieux, ce qui signifie qu'il doit avoir au moins un siècle d'existence environ.

Cet usage, qui est invoqué de façon courante par les antiquaires et les commissaires-priseurs, se voit-il reconnaître quelque valeur par la jurisprudence ? C'est à cette question que nous allons essayer de répondre en recherchant comment se comportent les tribunaux lorsqu'ils se trouvent en face d'acheteurs qui se plaignent de ce que l'objet qu'ils ont acquis

comme « ancien » n'a pas été fabriqué à l'époque dont il présente le style.

Les décisions judiciaires, à l'occasion de ventes d'objets dits « anciens », sont rares et ne sont pas toujours extrêmement explicites; néanmoins, une analyse soigneuse de leurs motifs permet de se faire une idée de l'opinion adoptée par la jurisprudence dans cette matière.

En interprétant, comme ils le font, le terme « ancien », les marchands d'objets d'art et les commissaires-priseurs, prétendent en réalité régler deux points différents: en effet, d'une part, ils affirment que la mention « ancien » ne saurait garantir que l'objet est de l'époque que son style semble lui attribuer, d'autre part, ils soutiennent qu'un objet peut être vendu comme « ancien » dès qu'il a environ cent ans d'âge. C'est donc sur chacun de ces deux points qu'il nous faut rechercher quel est l'avis des tribunaux.

Relativement au premier point, la jurisprudence paraît admettre une solution parfaitement en accord avec les usages commerciaux; elle décide en effet que la formule « ancien » ou « antiquités » est trop large et trop vague pour impliquer une garantie d'authenticité; ainsi, l'acheteur de pierres sculptées qui a en mains un reçu constatant simplement qu'il a acheté des « antiquités assyriennes et égyptiennes » ne peut pas prétendre que l'ancienneté des pierres lui a été garantie (38).

En ce qui concerne le second point, la jurisprudence ne s'est pas prononcée d'une façon parfaitement explicite, mais elle a cependant nettement tendance à adop-

(38) Paris, 9 novembre 1922, *Ann. pr. ind.* 1923 p. 2, *Gaz. Pal.* 1922. 2. 670.

ter une opinion opposée à celle répandue dans le commerce. Puisqu'elle admet que le terme « ancien » ne constitue pas une formule de garantie, elle met donc les ventes dans lesquelles ce terme a été employé, au rang des ventes qui n'ont pas été accompagnées d'une stipulation de garantie. Or, dans ces dernières, nous le verrons, elle a recours, pour tâcher de découvrir l'intention des parties, à l'examen des circonstances qui ont entouré la formation du contrat. Aussi, lorsqu'un objet a été vendu comme « ancien », c'est aux circonstances concomitantes à la vente qu'elle se reporte pour essayer de savoir si les parties ont voulu traiter au sujet d'un objet réellement ancien.

C'est de cette façon que le tribunal civil de la Seine a procédé en 1897 (39), à l'occasion de la vente, constatée par une facture, « d'une soupière en argent ancienne ». Après avoir examiné les circonstances de la cause, il a induit que la vente avait été conclue en vue d'un objet ancien, et non pas d'un objet moderne. Un point restait alors à fixer : la soupière vendue était-elle ancienne ou était-elle moderne ? Le tribunal a commis un expert avec mission d'examiner l'objet litigieux et de donner son avis sur la question de savoir si cet objet était une pièce d'orfèvrerie ancienne ou s'il était de fabrication moderne. L'expert devait donc rechercher si l'objet était « ancien » ; qu'entendait par là le tribunal ? Le mot « ancien », dans sa pensée, désignait-il un objet ayant au moins un siècle d'existence, mais pas forcément plus ? Nous ne le croyons pas ; s'il en avait été ainsi, les juges se seraient sûrement montrés beaucoup plus précis en fixant la mission de

(39) 5 juin, *Le Droit* 19 août 1897.

l'expert; la question que le tribunal voulait faire trancher était sans aucun doute celle de savoir si l'objet remontait à l'époque dont il portait le style. Un jugement rendu quelques années auparavant, par le même tribunal, semble confirmer cette manière de voir (40). L'acheteur d'un « bocal » présentant tous les caractères d'un chef-d'œuvre d'orfèvrerie du seizième siècle, avait intenté une action en nullité sous prétexte que le vase qui lui avait été vendu comme « ancien », n'était que la reproduction d'un objet ancien. Le tribunal a observé que le vocal vendu comme « ancien », moyennant la somme de 15.000 francs, présentait, dans sa forme générale, dans son ornementation, dans les figurines allégoriques qui en décoraient le pourtour, dans ses inscriptions, et jusque dans la forme des lettres, toutes les apparences d'un objet d'art réellement exécuté à l'époque de la Renaissance; il a remarqué aussi que cette origine recevait une consécration plus précise encore par l'adjonction d'une médaille vissée dans le pied du vase, et représentant un personnage en costume du temps, accompagné du millésime 1580 et du monogramme d'un orfèvre célèbre de cette époque; de plus, l'écrin dans lequel le vase était renfermé avait la patine d'une antiquité. Le tribunal a conclu que cet aspect de l'objet et même de l'écrin, la perfection du travail, l'importance du prix, avaient été évidemment de nature à tromper l'acheteur, à lui faire croire, comme l'indiquait la facture, qu'il se rendait acquéreur d'un objet « ancien », d'un objet datant de la Renaissance. Comme il était prouvé que le bocal ne remontait pas à cette époque, le tribunal aurait cer-

(40) 13 août 1887, *Le Droit* 28 octobre 1887, *La Loi* 26 août 1887.

tainement annulé immédiatement pour erreur sur la substance, sans se demander quel âge avait exactement le vase, si le reçu n'avait pas contenu, en plus du terme « ancien », une autre mention. Ce reçu était ainsi conçu : « Reçu 15.000 francs, valeur en un bocal en argent ancien, existant dans ma famille depuis plus de 60 ans » ; le vendeur, en conséquence, soutenait qu'il n'avait pas entendu vendre un vase « de telle ou telle époque », mais simplement un vase dont la fabrication remontait au moins à 60 années. Le tribunal a alors jugé, que si l'emploi de l'expression « ancien », et certaines circonstances de la vente démontraient que l'acheteur avait voulu acheter un vase datant de la Renaissance, le fait que cet acheteur avait accepté les termes du reçu prouvait qu'il avait admis qu'on lui vende un vase n'ayant que 60 années d'existence. Il nous paraît que c'est à tort que le tribunal a émis une telle affirmation ; ce que l'acheteur avait entendu acquérir c'était indubitablement un vase d'époque Renaissance, possédé depuis au moins 60 ans par la famille du vendeur. D'ailleurs, le tribunal dut, malgré tout, prononcer l'annulation de la vente, car il fut établi que le vase ne remontait pas à plus de 30 ans.

Le sens général de cette jurisprudence nous paraît être le suivant : la mention « ancien » ne suffit pas à elle seule à faire admettre que l'acheteur a voulu acquérir un objet datant de l'époque à laquelle sa forme semble le faire remonter ; mais si certaines circonstances, si l'aspect de l'objet, si l'importance du prix en particulier, viennent révéler la signification que la mention « ancien » a eue dans l'esprit des parties, si elles viennent démontrer que les parties ont eu en vue un objet exécuté à l'époque dont il porte le

style, alors la vente doit être annulée dès qu'il est découvert que l'objet n'a pas été exécuté à cette époque, elle doit être annulée même si l'objet a plus d'un siècle d'existence. Si au contraire ces circonstances probantes de l'intention du vendeur et de l'acheteur font défaut, si rien ne prouve, même pas le prix, que les parties ont voulu traiter au sujet d'un objet réellement « ancien », la vente doit être maintenue, même si l'objet n'a pas cent ans, même s'il n'a qu'une ou deux années d'existence.

En somme, l'expression « ancien » constitue une mention dont un acheteur prudent doit se méfier. Aussi, dans une vente à l'amiable, l'acquéreur ne doit-il rien négliger pour essayer d'obtenir de son vendeur que l'âge de l'objet vendu soit indiqué dans le reçu ou dans la facture à l'aide de termes plus précis que le simple mot « ancien ».

B. — De la dénomination par « siècle ».

Cette dénomination est assez couramment employée dans la pratique, surtout en matière de ventes publiques. Nos recherches, dans les recueils jurisprudentiels, ne nous ont cependant permis de découvrir que deux décisions qui se soient prononcées sur l'importance qu'il convient d'attribuer à l'emploi de cette dénomination soit dans une facture, soit dans un catalogue. Ces deux décisions, qui, d'ailleurs, par suite de la présence de certaines circonstances spéciales, ont débouté l'acheteur, demandeur en nullité, ont implicitement consacré la solution suivante: les mentions « XVI^e siècle », XVII^e siècle », etc..., lorsqu'elles sont insérées dans une facture, une quittance, ou une notice

publiée avant une vente publique, prouvent en principe, que les contractants ont entendu vendre et acheter un objet fabriqué au cours du siècle indiqué (41).

Nous pensons qu'on peut étendre cette solution au cas où la dénomination par siècle est rendue plus précise par l'adjonction des mots: début, fin, milieu. Lorsqu'un meuble est désigné comme étant de la « fin du XVIII^e siècle », ou du « début du XVI^e siècle », ou du « milieu du XVII^e siècle », cette désignation prouve que les contractants ont eu en vue un objet fabriqué, soit à la fin, soit au début, soit au milieu du siècle indiqué, et non pas un objet fabriqué à un moment quelconque de ce siècle. Cela est très important, car un objet peut être différemment apprécié suivant qu'il a été fabriqué pendant telle ou telle période d'un siècle donné.

Les deux décisions, dont nous avons déduit par interprétation la règle générale que nous avons énoncée, et à laquelle nous venons de donner une notable extension, n'ont cependant pas été favorables à l'acheteur; il convient donc de se demander quelles sont les circonstances qui ont conduit les juges à refuser, dans ces deux espèces, à la dénomination par règne, l'importance que d'une manière implicite ils lui reconnaissaient en principe.

L'une de ces décisions a été rendue à l'occasion d'une vente privée, par le tribunal civil de Mâcon, le 22 novembre 1910 (42). Un acheteur de tapisseries avait assigné son vendeur en nullité devant ce tribu-

(41) Un jugement du Trib. de comm. de la Seine a décidé incidemment que, lorsque l'on vend un « bas-relief XV^e siècle », on garantit que l'objet est de l'époque XV^e siècle; 30 août 1923, *Ann. pr. ind.* 1929 p. 25, *Gaz. Trib.* 1924. 2. p.128.

(42) *Rec. Dijon* 1911, p. 23.

nal. Pour justifier son action, il prétendait que les tapisseries lui avaient été vendues, et avaient été achetées par lui comme étant du XV^e siècle, et qu'il avait été découvert postérieurement au marché qu'elles étaient du XVI^e siècle. A l'appui de sa prétention, il produisait un reçu qui lui avait été délivré par son vendeur, et qui était ainsi conçu: « Reçu de M. Tardy la somme de 127.500 francs en paiement de 2 tapisseries du XV^e siècle; signé Edouard de la Chesnais. » Le tribunal aurait sans aucun doute annulé la vente, si ce document avait été donné au moment de la conclusion du contrat; mais il était prouvé que le reçu n'avait été délivré qu'à une date postérieure à la consommation de la vente; le tribunal a alors estimé que, dans ces conditions, on ne pouvait lui reconnaître la valeur qu'aurait possédé un acte rédigé lors de la passation de la vente et ayant pour but de constater ses clauses et conditions. Il a toutefois considéré que le reçu, par cela seul qu'il émanait du vendeur et contenait les mots « en paiement de deux tapisseries du XV^e siècle », devait être regardé comme créant une sérieuse présomption en faveur de la thèse de l'acheteur. Mais cette présomption était combattue par une présomption contraire résultant de ce que, lors des pourparlers qui avaient précédé le marché, les tapisseries n'avaient pas été désignées comme « tapisseries du XV^e siècle »; il était bien certain qu'elles avaient toujours été regardées comme anciennes, mais jamais aucune allusion n'avait été faite à l'époque exacte de leur confection; le tribunal a jugé que, dans ces conditions, il était bien difficile de croire que l'acheteur avait regardé comme substantielle, l'attribution des tapisseries au XV^e siècle; il a remarqué aussi que l'acheteur, qui était antiquaire et qui avait

pu examiner à loisir, avant de les acheter, les tapisseries litigieuses, était mieux en situation que le vendeur d'apprécier l'époque de leur fabrication. Constatant qu'ainsi la présomption tirée des termes du reçu restait isolée, et que se trouvant même combattue par des présomptions contraires, elle était manifestement insuffisante pour établir à elle seule qu'il y avait eu erreur sur la substance, le tribunal a rejeté les conclusions de l'acheteur.

Ce jugement est important, car il pose, relativement à la date à laquelle le reçu doit être libellé, une règle que l'on peut considérer comme générale, comme s'appliquant à tous les reçus, qu'ils indiquent, soit le nom de l'auteur, soit l'âge de l'objet. Un reçu indiquant qu'un objet a été exécuté par tel artiste ou à telle époque, ne peut prouver à lui seul, au cas de défaut d'authenticité, qu'il y a eu erreur sur la substance, que s'il a été rédigé au moment de la conclusion du contrat. S'il a été rédigé postérieurement, il ne constitue qu'une présomption en faveur de l'existence de l'erreur sur la substance, présomption qui doit, pour conduire à la nullité, être confirmée par une autre présomption, résultant du fait que le nom de l'auteur ou l'époque de l'objet a été indiqué lors des pourparlers qui ont précédé la vente.

La seconde décision annoncée a été rendue le 3 juillet 1875, par le tribunal civil de Tours (43), appelé à statuer sur la validité de la vente aux enchères d'un meuble qui, dans le catalogue de la vente, avait été désigné de la façon suivante : « Crédence du quinzième siècle, chêne sculpté, provenant du château du

(43) *Ann. pr. ind.* 1876, p. 368.

Petit-Bois. Collection de M. de Bretignières de Courteilles. » Les acheteurs de ce meuble, qui étaient, l'un ancien marchand de curiosités, l'autre marchand de tapisseries et d'ameublements anciens, avaient demandé que la vente fût déclarée nulle, sous prétexte que le meuble n'était pas conforme à l'annonce qui en avait été faite, qu'il n'avait pas l'antiquité qui avait été garantie. Passant en revue les faits de la cause, le tribunal remarqua que les acheteurs étaient marchands d'antiquités et de vieux meubles, qu'ils avaient eu, pendant les trois jours qu'avait duré l'exposition, suffisamment le temps d'examiner, avec maturité et réflexion, le mérite des objets mis en vente, qu'ils ne pouvaient donc arguer avoir été trompés par ignorance. Puis il déclara qu'en l'état de ces faits, l'annotation : crédence du quinzième siècle, ne pouvait être considérée comme la cause déterminante de l'acquisition faite par des personnes de la qualité et de l'expérience des acheteurs, qui, plus que tous autres, savent ce que valent les réclames plus ou moins exagérées qui se rencontrent, le plus souvent, dans les notices répandues avant les ventes publiques d'objets d'art et d'antiquités.

Il ne s'agit, on le voit, que d'une décision d'espèce. Le tribunal a d'ailleurs indiqué lui-même que la position des acheteurs aurait été tout autre, s'ils avaient acheté sans voir et par correspondance le meuble litigieux.

Malgré les connaissances des acheteurs, malgré le fait qu'ils avaient examiné l'objet, le tribunal aurait pu, s'il l'avait voulu, annuler la vente; il lui aurait suffi pour cela de reconnaître, comme le prétendaient les acheteurs, qu'il y avait eu garantie de l'ancienneté. La jurisprudence, en effet, généralement, ne refuse

jamais d'annuler une vente si elle a été faite avec garantie, même si l'acheteur est compétent en matière artistique. Mais le tribunal de Tours a repoussé la thèse des acheteurs; il n'a pas admis que la mention du catalogue constituait une stipulation de garantie ; il n'a pas admis non plus que la garantie résultait des énonciations du bordereau du commissaire-priseur. Le jugement déclare que si le commissaire-priseur a rappelé, dans cette pièce, les indications du catalogue relatives à la crédence, c'était seulement dans le but d'établir un rapport exact entre l'objet par lui livré et le paiement du prix; et il remarque que, du reste, cette mention sur le bordereau n'a été faite qu'après l'adjudication.

En résumé, il nous paraît que la valeur attribuée par la jurisprudence à la dénomination par siècle est la même que celle qu'elle attribue à l'indication du nom de l'auteur. Le fait que l'on a mentionné que l'objet était de tel ou tel siècle, constitue une présomption très favorable en faveur de l'acheteur qui se plaint que l'objet ne date pas du siècle indiqué ; cette présomption, même si elle n'est pas confirmée par d'autres présomptions, suffit à justifier l'annulation, mais elle cesse d'avoir cet effet dès que certaines circonstances de la cause viennent la contredire.

C) *Des dénominations par « époque », par « règne »
et par « style ».*

Une facture, une quittance, un catalogue peuvent indiquer que l'objet vendu est une glace « époque Louis XIV », ou encore « Louis XIV », ou enfin « style Louis XIV ». La question importante qui se pose est

de savoir si ces diverses formules sont équivalentes, si elles peuvent être employées l'une pour l'autre, ou si, au contraire, elles ont une signification différente. Celui qui a acheté soit une glace « époque Louis XIV », soit une glace « Louis XIV », soit une place « style Louis XIV », peut-il indifféremment, dans l'un et l'autre cas, prétendre qu'il lui a été garanti que la glace avait été fabriquée sous le règne du Grand Roi ? De nombreux procès roulant sur cette question ont été soumis aux tribunaux.

Nous allons d'abord exposer quelle est, dans ses grandes lignes, l'opinion que la jurisprudence s'est faite quant à la valeur des dénominations par « époque », par « règne », par « style », et la comparer à celle que soutiennent soit les antiquaires, soit les commissaires-priseurs. Nous examinerons ensuite en détail les procès les plus importants que les tribunaux ont eus à juger en cette matière.

Relativement à la mention « époque », tout le monde est d'accord, la jurisprudence et le commerce, pour considérer que cette mention implique la garantie de la création du meuble à l'époque indiquée.

Pour la dénomination par règne, un accord aussi complet ne semble pas exister. Jadis, les termes « Louis XIII, Louis XIV, Louis XV, Empire, etc... » étaient les seuls employés pour désigner l'âge des objets anciens; on considérait que, dans leur laconisme, ces termes signifiaient que l'objet était d'époque Louis XIII, d'époque Louis XIV, d'époque Louis XV, ou d'époque Empire. Mais, depuis un assez grand nombre d'années, certains vendeurs ont pris l'habitude de se servir des expressions : Louis XIII, Louis XIV, etc., pour désigner l'apparence des objets, alors que d'autres vendeurs continuaient à se servir des mêmes ex-

pressions pour désigner l'époque de création. Ces pratiques ont eu pour résultat de faire de la dénomination par règne, une dénomination vague, ambiguë, ne pouvant que prêter à discussion.

Les commissaires-priseurs ont toujours soutenu que les formules : « Louis XV, Louis XVI, etc... » ne comportent pas la garantie d'authenticité, qu'elles doivent être interprétées en ce sens qu'elles laissent à l'acquéreur le soin de se prononcer lui-même sur le caractère ancien ou moderne de l'objet vendu.

La Chambre syndicale des négociants en antiquités a d'abord combattu intégralement la thèse soutenue par les commissaires-priseurs; elle a même été jusqu'à intervenir, en 1931, comme nous le verrons, auprès de la Cour de Lyon, pour faire reconnaître qu'une mention telle que « table Louis XV », comporte dans tous les cas une garantie d'ancienneté. Mais, depuis quelque temps, la Chambre syndicale s'est ralliée à une opinion intermédiaire entre celle qui est soutenue par les commissaires-priseurs et celle qu'elle-même avait adoptée; elle estime que l'expression « Louis XV » est une expression incorrecte, insuffisamment explicite, qui est dénuée de valeur, sauf cependant si l'intention des parties paraît ne faire aucun doute ou si le prix de vente est hors de proportion avec celui d'une copie (44).

La jurisprudence, elle, opte le plus souvent pour une théorie qui se rapproche beaucoup de celle qu'admet actuellement le Syndicat des antiquaires. A part quel-

(44) L'opinion actuelle du Syndicat des négociants en objets d'art, relativement à la valeur des mentions « époque Louis XV », « Louis XV », et « style Louis XV », et de la mention « ancien », nous a été précisée par son secrétaire général dans une lettre datée du 11 juillet 1936.

ques décisions qui ont vu dans la dénomination par règne, une stipulation de garantie, les tribunaux considèrent que les expressions : « Louis XV, Louis XVI, etc... », sont équivoques, et ne constituent pas à elles seules une garantie d'authenticité. L'appellation par règne n'est regardée par eux comme une preuve de vente avec garantie, que lorsqu'ils constatent à l'examen de la cause, l'existence de certaines circonstances de fait.

Quant à la dénomination par style, personne ne la considère comme une stipulation de garantie. Dans la pratique des affaires, il est couramment admis que les formules « style Empire, style Louis XV, etc... », employées dans les catalogues et les quittances, suffisent à révéler que l'objet vendu est moderne et simplement inspiré du style du règne indiqué. Un meuble vendu comme de « style Louis XV » peut être ancien et de l'époque indiquée par son style, mais il ne l'est pas forcément; l'expression « style Louis XV » est même un indice que le vendeur ne croit pas à l'authenticité du meuble. Tous ces principes sont reconnus par une jurisprudence constante.

Nous connaissons désormais l'opinion professée par les tribunaux relativement à la valeur des appellations par époque, par règne et par style; il nous reste maintenant à examiner les espèces qui leur ont donné l'occasion de mettre cette opinion en application.

Les appellations par « époque » et par « style » n'ont presque jamais donné lieu à des procès. Cela tient certainement à ce que d'une part les vendeurs qui ont cédé un objet en indiquant qu'il était « d'époque » reprennent l'objet sans protester au cas de défaut d'authenticité, et à ce que d'autre part les acheteurs qui se sont imprudemment fiés à cette expression

dangereuse qu'est le mot « style », jugent plus raisonnable de ne pas poursuivre leur vendeur.

L'examen de la jurisprudence révèle que les difficultés et les litiges se multiplient au contraire à l'occasion des ventes dans lesquelles on a employé la dénomination par règne. On comprend d'ailleurs facilement que cette dénomination fasse le sujet de nombreux procès, puisqu'elle est ambiguë et que l'on ne s'entend pas complètement sur le sens exact qu'il faut lui attribuer.

C'est surtout à l'occasion de ces différends roulant sur la valeur à reconnaître à la dénomination par règne que la jurisprudence a été amenée à préciser, par comparaison, la valeur qu'elle accorde aux mentions « époque » et « style ».

En cette matière encore, ce sont les ventes privées qui ont été le plus souvent la source de contestations. La première affaire que nous ayons rencontrée date de 1881 ; le vendeur d'un coffret avait remis à son acheteur un reçu indiquant que le coffret était Louis XIII et garni d'émaux. Un expert ayant affirmé que l'objet était moderne et provenait d'une fabrique viennoise d'imitations d'objets d'art, l'acheteur demanda la nullité de la vente. Le tribunal de commerce de la Seine, qui fut saisi, estima qu'il résultait du libellé du reçu que les conventions des parties avaient eu en vue un objet ancien fabriqué sous le règne de Louis XIII, et non un objet simplement de style Louis XIII; aussi, dans son jugement du 2 novembre 1881, il annula la vente du coffret. La Cour de Paris confirma ce jugement dans un arrêt du 14 décembre 1882 (45).

(45) S. 1883. 2. 69; *Gaz. Pal.* 1883. 1. 311; J. C. P. 1883 p. 101, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 114, *J. trib. comm.* 1883 p. 227.

Quelques années après, en 1890, la question de la valeur de l'emploi, dans une quittance ou une facture, de la dénomination par règne, se posa pour une vente d'argenterie, puis pour une vente de meuble. Tout d'abord, le tribunal civil de Bordeaux eut à statuer sur la validité de la vente d'une cafetière en argent ciselé, qui était qualifiée sur la facture de « cafetière argent Louis XVI ancienne », et qui était en réalité de fabrication moderne. Il a jugé (46) que la manière dont était rédigée la facture prouvait que c'était à titre de cafetière ancienne, que la cafetière avait été acquise; il a ainsi consacré des principes identiques à ceux qui avaient été admis en 1881 par le tribunal de commerce de la Seine et en 1882 par la Cour de Paris; mais sa décision est loin d'être aussi importante que celles de ces deux juridictions, car dans la facture, le sens de la formule « Louis XVI » était précisé par la mention de l'expression « ancienne ».

Ce fut au contraire sur la valeur de l'appellation par règne, employée seule dans une facture, que le tribunal civil de la Seine fut appelé à se prononcer, quelques jours plus tard (47).

Un banquier, un certain Veil-Picard, avait vendu aux sieurs Franck et Boislève, moyennant la somme de 25.000 francs, une table du plus pur Louis XV, merveille de sculpture et de dorure, qu'il avait qualifiée dans le reçu de table « Louis XV ». Franck et Boislève revendirent alors l'objet au sieur Perdreau. Ce dernier intenta bientôt un procès en nullité contre ses vendeurs, devant le tribunal de commerce. Une expertise intervint; elle établit que la table était un

(46) 7 janvier 1890, *Gaz. Pal.* 1890. 2. 19.

(47) 21 janvier 1890.

(48) *Gaz. Pal.* 1890. 1. 251.

travail moderne, qu'elle avait tout bonnement été copiée sur un original du garde-meuble, et qu'on en avait habilement combiné tous les détails pour lui donner, aux yeux mêmes des connaisseurs, les apparences d'un meuble datant de l'époque indiquée. Un détail piquant fut même révélé au cours des débats : on s'aperçut que le fond de l'épreuve photographique sur laquelle la table avait été achetée, représentait non l'intérieur du vieux château de Franche-Comté où la table, disait-on, avait été découverte, mais le panneau d'un atelier du boulevard de Clichy. A la suite de cette expertise, le tribunal de commerce annula la vente entre Franck et Boislève d'une part, et Perdreau d'autre part, comme entachée d'erreur sur la substance. Perdreau, auquel Franck et Boislève avaient cédé leurs droits à l'encontre de Veil-Picard, leur vendeur, dénonça alors la nullité de la première vente comme entachée du même vice. C'est alors que le tribunal civil de la Seine intervint; il commença d'abord par constater que les termes du reçu délivré par Veil-Picard à Franck et Boislève étaient moins explicites en ce qui concernait l'ancienneté de la table, que ceux de l'acte passé entre ces derniers et Perdreau; mais il décida qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter à ce manque de précision, puisque, « d'après l'usage consacré en matière d'œuvres d'art, la simple qualification de « Table Louis XV » a un sens très précis et parfaitement distinct de celui des mots « style Louis XV »; qu'elle implique que l'objet a été fabriqué à l'époque même qui est ainsi désignée et non pas seulement à l'imitation du goût et des procédés de cette époque ». Remarquant ensuite qu'il était certain que la table vendue n'aurait pu atteindre le prix de 25.000 francs, malgré le mérite artistique qu'elle présentait, si elle

n'avait pas été considérée comme ancienne, le tribunal déclara que cette circonstance, rapprochée de la qualification donnée par le vendeur lui-même à l'objet cédé, permettait d'affirmer que l'ancienneté de la table avait été « la raison déterminante et l'élément essentiel du contrat », et qu'elle avait été « garantie par le vendeur ». En conséquence, il déclara qu'il y avait lieu d'annuler (48) la vente consentie par Veil-Picard à Franck et Boislève comme l'avait été celle faite par Franck et Boislève à Perdreau. Veil-Picard ayant fait appel, la Cour de Paris intervint à son tour (49). Elle estima d'abord que les juges de première instance s'étaient laissé aller à une affirmation qui était en elle-même trop générale et trop absolue lorsqu'ils avaient décidé que, « d'après l'usage, en matière de vente d'œuvres d'art, la simple qualification de table Louis XV a un sens très précis et parfaitement distinct de celui des mots « style Louis XV ». Mais elle reconnut ensuite que, dans l'espèce, le sens attribué par le tribunal à l'appellation « table Louis XV » était entièrement justifié par les circonstances, et spécialement par le prix élevé payé par l'acquéreur.

En 1913, la question de l'importance du libellé de la facture ou de la quittance fut de nouveau soulevée ; cette fois, ce fut devant le tribunal de commerce de Nantes, à l'occasion de la vente d'un lit Louis XV, avec bandeau de fenêtre et ciel de lit. L'acquéreur, n'ayant pas acquitté entièrement le prix, avait été assigné par sa venderesse. Affirmant alors que le meuble n'était pas de l'époque Louis XV, mais de fabrication postérieure, il répliqua par une demande tendant à l'annulation

(48) *Gaz. Pal.* 1890. 1. 251.

(49) 25 juin 1891, *Gaz. Pal.* 1891. 2. 46, *Le Droit* 3 juil. 1891.

de la vente. A l'appui de sa thèse, il invoquait deux documents écrits : le premier était un acte sous seing privé, constatant la passation du contrat de vente et rédigé en ces termes : « Il est entendu que j'achète à Mme la Baronne de Fériet son lit Louis XV avec un bandeau sculpté de fenêtre et celui de ciel de lit. » Le second acte invoqué était une quittance signée par la venderesse et ainsi conçue : « Reçu de M. Servain la somme de 1.000 francs à valoir à celle de 2.000 fr., montant du prix d'achat d'un lit époque Louis XV avec bandeau de fenêtre et ciel de lit. » Le tribunal a jugé (50) qu'il résultait de ces deux pièces que Servain avait entendu acheter « un meuble de l'époque Louis XV », et non un meuble de style Louis XV ainsi que le prétendait la venderesse; et que, dès lors, « il importait peu que le meuble vendu fût de fabrication plus ou moins ancienne, s'il n'était pas de l'époque déterminée par les conventions. »

Peu de temps après, le tribunal civil de la Seine (51) fut conduit à se prononcer sur la valeur d'un reçu ainsi libellé : « Reçu de M. C... une commode en bois de rose, garnie de bronzes, d'époque Louis XVI. » Il déclara que l'existence de ce document, ainsi que l'élévation du prix, conduisaient à admettre « que T... entendait vendre un objet dont toutes les parties étaient de l'époque sus-indiquée, et que c'était un ensemble offrant une origine identique qu'avait entendu acheter M..., et qui avait été la cause déterminante du contrat qu'il avait passé. »

En 1931, la Cour d'Orléans (52) a rendu, en cette matière, un arrêt assez curieux, car il adopte une opi-

(50) 4 janvier 1913, *Jur. de Nantes* 1913. 1. 294.

(51) 21 février 1913, *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. 386.

(52) 21 janvier, *D. H.* 1931 p. 172.

nion opposée à celle adoptée en général par la jurisprudence; elle semble considérer en effet la dénomination par règne comme plus explicite, comme plus précise que la dénomination par époque. La vente dont la validité était soumise à son appréciation concernait une commode que le vendeur avait indiquée dans sa correspondance et dans une quittance comme étant « Louis XV ». L'acheteur, qui avait eu des doutes sur l'authenticité de ce meuble, l'avait fait examiner par un expert, qui avait déclaré qu'il s'agissait d'une vulgaire copie d'un meuble ancien. Parmi les considérations qui amenèrent la Cour à reconnaître que l'authenticité avait été incontestablement substantielle, l'arrêt place, en premier lieu, le fait que l'objet vendu avait été dénommé par le vendeur, dans sa correspondance et dans la quittance qu'il avait rédigée, « non pas commode genre Louis XV, ou style Louis XV, ou même époque Louis XV, mais bien commode Louis XV ». La Cour a vu dans l'usage de cette expression, la preuve manifeste que l'acheteur entendait acheter « une commode Louis XV, c'est-à-dire ancienne » et que le vendeur, qui savait que le meuble n'avait aucun caractère ancien, avait mis tout en œuvre, pour faire croire à son acheteur que cette commode était en effet bien « ancienne » et d'une époque déterminée, « Louis XV ». Aussi elle a déclaré nulle, la vente de la commode qui avait été faussement qualifiée « Louis XV ».

La dernière décision qui se soit, à notre connaissance, prononcée sur la valeur de l'emploi dans un reçu ou une facture, de la dénomination par règne, est loin d'accorder à cette dénomination, l'importance que lui avait reconnue la Cour d'Orléans. Un antiquaire, le sieur Rotil, s'était rendu acquéreur d'une petite table

en marqueterie; sa venderesse, la dame Balas, lui avait remis une quittance ainsi rédigée: « Reçu de M. Rotil... la somme de 50.000 francs, pour la vente d'une petite table Louis XV ». L'acheteur s'étant aperçu que la table n'était pas ancienne, demanda à la dame Balas de la reprendre; sur le refus de celle-ci, il l'assigna en nullité de la vente en raison de l'erreur sur la substance de la chose dont elle aurait été entachée. Les premiers juges déboutèrent Rotil par le motif que la table était bien « de style Louis XV », et pouvait, « d'après un usage courant être qualifiée de table Louis XV ». En appel, la Cour de Lyon décida, le 18 mars 1931 (53) que les termes de la quittance « table Louis XV » ne sauraient à eux seuls établir que la vente a eu pour objet une meuble ancien d'époque Louis XV, que cette preuve devait s'inférer en même temps d'autres éléments; et comme, en l'espèce, plusieurs circonstances de fait concouraient, en même temps que la mention du reçu, à établir que les parties avaient voulu, l'une vendre, l'autre acheter, une table authentiquement d'époque Louis XV, la Cour jugea qu'il y aurait lieu d'annuler la vente, si l'expertise qu'elle ordonnait, aboutissait à constater que la table était de fabrication moderne.

Lors de la même instance, la Cour eut à statuer sur la recevabilité d'une action exercée par le Syndicat des négociants en objets d'art, tableaux et curiosités. Ce syndicat, qui était intervenu en cause d'appel, faisait siennes les conclusions de Rotil, concluait à la réformation du jugement de première instance, et à l'allocation d'un franc de dommages-intérêts à raison

(53) D. 1933. 2. 25 et la note de M. Pierre WALINE, D. H. 1931 p. 276.

du préjudice moral qui lui avait été causé; en outre, il concluait à ce que « le terme ambigu de « table « Louis XV » s'interprétât contre le vendeur et qu'il fût décidé... qu'une quittance le mentionnant constitue par elle-même une garantie d'authenticité ». Adoptant l'opinion admise par une jurisprudence constante, la Cour a d'abord reconnu qu'un syndicat professionnel a intérêt et est recevable à intervenir, lorsque le préjudice invoqué résulte « d'une atteinte aux droits corporatifs du syndicat » et que « la décision à intervenir doit en outre avoir une répercussion sur ces intérêts du même ordre ». Elle a cependant ensuite déclaré irrecevable l'intervention du syndicat des négociants en objets d'art; elle a, en effet, estimé qu'en l'espèce, le syndicat ne pouvait d'abord avoir subi aucun préjudice; puis, statuant sur les conclusions du syndicat tendant à ce qu'il soit jugé qu'une quittance contenant le terme « Louis XV » comporte toujours une garantie de l'ancienneté, elle a objecté « qu'il n'appartient pas au juge de légiférer; que si dans la pratique des affaires, d'après les catalogues, il est couramment admis que « table style Louis XV » désigne un meuble moderne inspiré du style de ce règne, et que les termes « époque Louis XV » impliquent une garantie de la création du meuble à cette époque, les tribunaux ne sauraient décider que les mots « table Louis XV » comportent dans tous les cas une garantie de même ordre, alors que diverses circonstances de fait, comme dans la présente instance, peuvent, seules, déterminer quelle a été l'intention des parties contractantes ».

Ainsi, la Cour de Lyon, ayant été nettement appelée à prendre position sur la question de la valeur qui doit être attribuée à une quittance où sont mentionnés

les termes « Louis XV, Louis XVI... », n'a pas cru devoir se rallier à la doctrine que nous avons vue affirmée par quelques décisions, et d'après laquelle ces termes constituent une garantie de l'authenticité. Inclinant au contraire dans le même sens que la jurisprudence dominante, la Cour a décidé que la présence dans une quittance des termes « meuble Louis XV, meuble Louis XVI... », ne peut entraîner la nullité de la vente, au cas de défaut d'ancienneté du meuble, que s'il est possible d'induire de certaines circonstances concomitantes à la vente, l'intention des parties d'acheter et de vendre un meuble d'époque Louis XV ou d'époque Louis XVI.

Nous avons vu ainsi quelle importance les tribunaux ont accordée aux dénominations par époque, par règne et par style, dans les diverses affaires qui leur ont été soumises, à l'occasion de ventes amiables. En présence de l'attitude adoptée par la majorité d'entre eux, on ne peut que formuler la conclusion pratique suivante : lorsqu'une personne achète une œuvre d'art, et tient essentiellement à ce que cette œuvre d'art soit ancienne, cette personne agira prudemment en ne consentant à accepter qu'une facture ou une quittance constatant que l'œuvre est « d'époque... », et en s'opposant à ce qu'il soit fait usage des dénominations dangereuses ou équivoques, que sont les dénominations par style et par règne.

Si, quittant le domaine des ventes privées, on veut passer ensuite à celui des ventes publiques, on est obligé, devant la rareté des décisions relatées dans les recueils, de renoncer à attribuer à la jurisprudence une tendance générale relativement à la valeur de l'emploi, dans les catalogues et les affiches, des diverses expressions en usage pour désigner l'âge d'un objet »

d'art. Les deux seuls jugements que nous ayons rencontrés ont traité l'un et l'autre à la valeur de la dénomination par règne, et bien qu'intervenues dans des circonstances identiques, sont totalement opposés; nous ne pouvons donc que nous borner à les exposer. Le premier émane du tribunal civil de Marseille, et a été rendu le 9 mai 1890 (54) à la suite de la vente aux enchères d'une bibliothèque que le catalogue désignait ainsi: « Bibliothèque Louis XIV en bois d'acajou à deux corps, sculptures ». Prétendant que le meuble n'était pas de l'époque indiquée au catalogue et que les sculptures étaient imitées, en mastic, l'adjudicataire avait demandé la résiliation de la vente. Le tribunal a décidé que c'était vainement que l'acheteur se prévalait des indications du catalogue, et prétendait qu'elles l'avaient induit en erreur sur la substance de la chose achetée. Il a estimé que les mots « Bibliothèque Louis XIV, sculptures » ne pouvaient, à eux seuls, garantir à l'acheteur, ni l'antiquité du meuble, ni la valeur des sculptures, qu'ils n'avaient d'autre portée que « d'éveiller sa curiosité en lui signalant la forme et le style de l'objet en vente ». Le tribunal a surtout été influencé, le jugement l'indique, par le fait que l'acheteur était marchand d'antiquités et « apte, par conséquent à apprécier » l'objet qu'il achetait; il a pensé que, dans ces conditions, l'acheteur qui avait examiné l'objet lors de l'exposition ne pouvait pas soutenir avoir été trompé par les indications du catalogue.

Le second jugement que nous connaissions a été rendu par le tribunal civil de la Seine, appelé à se prononcer sur la question de savoir si la mention « meu-

(54) J. C. P. 1895, p. 27.

ble Empire » figurant dans les affiches, entraîne la garantie que l'objet mis en vente est bien authentique, c'est-à-dire de l'époque du Premier Empire. L'objet que les affiches qualifiaient de « meuble Empire » était un bureau à cylindre qui fut reconnu ensuite n'être pas d'époque empire. L'acheteur, un sieur Balbo, ayant refusé de prendre livraison et de payer le prix fut actionné en paiement par Stiebel, le greffier qui avait fait fonction de commissaire-priseur lors de la vente. Il répliqua par une demande reconventionnelle en nullité de la vente pour erreur sur la substance; il soutenait que l'emploi dans les affiches des mots « meuble Empire » constituait de la part du commissaire-priseur, une garantie d'authenticité; cela lui semblait d'autant plus certain en l'espèce, que dans la même affiche, Stiebel avait, pour désigner d'autres meubles qui ne pouvaient prétendre à l'ancienneté, usé de la qualification non équivoque « style Louis XIV », ou « style Empire ». Au nom du commissaire-priseur, on fit valoir que la dénomination par règne n'impliquait en aucune manière une garantie, que d'après les usages de l'Hôtel Drouot, la formule « meuble Empire » laisse à l'adjudicataire le soin de rechercher si le meuble est ou n'est pas ancien, que c'est une formule intermédiaire entre la formule « époque empire » qui constitue seule une garantie d'authenticité, et la formule « style Empire » qui révèle que l'objet est moderne.

Dans un jugement en date du 14 mars 1914 (55), le tribunal a repoussé ces distinctions subtiles. Il a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter « au sys-

(55) *Gaz. Trib.* 1914. 2^e sem. 2. p. 41, J. C. P. 1914 p. 109.

tème ingénieux qui admettrait dans la désignation des meubles vendus, les mentions « style empire », « empire », et « époque empire », la troisième seule comportant la garantie d'authenticité », que « l'usage de cette pratique adoptée par les commissaires-pri-seurs et combattue par la Chambre syndicale des négociants en antiquités était également inopérant ». Il a expliqué qu'en effet « une vente de meubles a lieu avec ou sans garantie, que cette division nécessaire en deux parties nettement contradictoires ne permet pas d'en admettre une troisième ». De plus il a remarqué que, s'agissant d'une question de principe, la qualité de l'acheteur et du vendeur était sans intérêt et qu'il importait peu que l'un soit marchand de meubles et l'autre greffier faisant fonction de commissaire-pri-seur. En vertu de toutes ces considérations, la vente fut annulée comme entachée d'erreur sur la substance de la chose.

III

Expressions désignant l'origine de l'objet vendu

Si, parmi les œuvres d'art, il en est dont la valeur tient essentiellement au nom de leur auteur ou à leur ancienneté, il en est d'autres dont la valeur provient principalement de leur origine. Ainsi un objet peut être recherché parce qu'il a été fabriqué dans un pays qui est réputé exceller dans la fabrication des objets du même genre; de même un objet peut être estimé parce qu'il sort d'une manufacture qui a acquis, dans la production des objets de même catégorie, une renommée universelle.

Comme les acheteurs d'œuvres artistiques peuvent

attribuer une grande importance à l'origine de ces œuvres, ceux qui désirent céder une œuvre qui est dotée d'une origine illustre, ne manquent jamais de mettre cet origine en avant. Ils indiquent alors cette origine soit dans le reçu ou la facture s'il s'agit d'une vente à l'amiable, soit dans les catalogues et au moment de la mise aux enchères, s'il s'agit d'une vente publique. Ainsi le vendeur d'une faïence peut indiquer que c'est une faïence de Saint-Porchaire, le vendeur d'une porcelaine peut mentionner que c'est une porcelaine de Sèvres ou de Chine, le vendeur d'une tapisserie peut dire que c'est une tapisserie des Gobelins ou d'Aubusson. Si l'acquéreur de l'une de ces pièces, venait à découvrir qu'elle n'a pas réellement la provenance qui lui a été attribuée, pourrait-il se prévaloir avec succès, à l'appui d'un recours en nullité, de l'indication donnée par le vendeur, pourrait-il soutenir que l'existence de l'origine qui fait défaut lui a été garantie?

Les tribunaux n'ont pas eu souvent à répondre à cette question, mais lorsqu'ils ont eu à le faire, ils l'ont fait d'une façon nettement affirmative. En ce sens, peut être cité, tout d'abord, un jugement du tribunal de commerce de la Seine (56) confirmé par un arrêt de la Cour de Paris en date du 22 janvier 1901 (57). Ce jugement a décidé que lorsqu'une facture indique les pays d'origine des objets vendus, cette désignation constitue la « garantie de l'acheteur », et prouve que l'origine a été la qualité substantielle en contemplation de laquelle le contrat s'est formé; en conséquence il a prononcé l'annulation de la vente d'une

(56) 18 juillet 1900.

(57) *J. trib. com.* 1902 p. 318, *Pand. fr. pér.* 1903. 2. 70.

« bouteille » que la facture disait être « arabe », et qui n'avait pas cette origine, et de la vente d'une gourde qui, selon la facture était de Damas, alors qu'en réalité elle était de Kutayah.

Selon une décision du tribunal civil de la Seine (58) confirmée par la Cour de Paris (59), l'emploi, dans une quittance relative à une vente de porcelaines, de la dénomination « pâte tendre de Sèvres » a pour effet de garantir, d'une part que les porcelaines sont en pâte tendre, d'autre part qu'elles proviennent de Sèvres. Enfin, aux termes d'un jugement rendu par le Tribunal de commerce de la Seine, le 30 août 1923 (63), le vendeur qui, dans une facture, désigne l'objet qu'il vend comme « bas-relief art italien », garantit que le bas-relief est italien.

De toute cette jurisprudence, il ressort donc que l'acheteur qui attache de l'importance à l'origine, a grand intérêt à faire bien spécifier cette origine par le vendeur, s'il veut être assuré de pouvoir faire annuler la vente en cas d'inauthenticité; s'il ne prend pas cette précaution, il pourra peut-être malgré tout obtenir l'annulation (64) mais cela lui sera naturellement beaucoup plus difficile.

(58) 17 décembre 1906, *Gaz. Trib.* 1907, 2^e sem. 2. p. 110.

(59) 28 décembre 1907, *Gaz. Trib.* 1908 1^{er} sem. 2. p. 431.

(66) *Gaz. Trib.* 1924. 2. p. 128, *Ann. pr. ind.* 1929 p. 25.

(61) Ainsi, l'arrêt de la Cour de Paris du 22 janvier 1901, dans une disposition autre que celles que nous avons analysées *supra*, a annulé la vente d'une aiguière, parce qu'elle n'était pas d'origine arabe, alors que cependant aucune désignation de l'origine n'avait été faite dans la facture.

SECTION II

La vente n'a pas été accompagnée d'une stipulation de garantie

Ce cas est de beaucoup le plus fréquent .En effet, si, afin d'attirer la clientèle, certains antiquaires n'hésitent pas à prendre l'initiative de garantir l'authenticité des objets qu'ils vendent, bien d'autres au contraire évitent de s'engager. De plus, si certains acheteurs prudents exigent de leur vendeur la garantie de l'authenticité, beaucoup négligent de le faire.

Ces ventes, dans lesquelles n'est intervenue aucune clause de garantie, soulèvent un grave problème; est-il possible à l'acheteur qui n'a pas eu la bonne fortune d'obtenir une garantie, de fournir la triple démonstration qui est à sa charge? ou bien cet acheteur se voit-il, faute de moyens de preuve, dans l'impossibilité d'exercer avec succès un recours contre son vendeur?

Certains jugements ont estimé que le seul mode de preuve admissible était la clause de garantie et ont débouté l'acheteur qui ne pouvait pas présenter un certificat de garantie. Mais ces jugements sont l'exception. Les tribunaux, en général, ne repoussent pas l'acheteur, pour la seule raison qu'il ne peut pas se prévaloir d'une garantie; ils admettent qu'il fasse la preuve qui lui incombe, à l'aide de circonstances concomitantes à la vente. Mais, par réciprocité, ils autorisent le vendeur à faire état contre l'acheteur de toutes les circonstances de la cause qui démontrent que l'acheteur n'a pas attaché d'importance à l'authenticité ou qu'il n'a pas commis d'erreur relativement à cette authenticité.

Notre étude de la preuve dans les ventes non accompagnées de stipulation de garantie comprendra donc tout naturellement trois séries de développements. Dans un premier paragraphe, nous commenterons les décisions qui ont débouté l'acheteur parce qu'il n'avait pas demandé la garantie de son vendeur. Dans un second, nous étudierons les circonstances de la cause qui peuvent être efficacement invoquées par l'acheteur. Dans un troisième paragraphe enfin, nous rechercherons quelles sont les circonstances que l'acheteur peut se voir opposer par le vendeur.

§ I.

Décisions qui ont débouté l'acheteur parce qu'il n'avait pas demandé au vendeur de lui donner sa garantie formelle

Naturellement, nous ne visons pas ici les jugements qui, autrefois, ont exigé l'existence d'une garantie, dans le seul désir de satisfaire à des opinions doctrinales objectives. Nous voulons parler de décisions rendues à une époque où ces opinions doctrinales avaient perdu toute autorité auprès des tribunaux.

Ces jugements qui ont déclaré mal fondé dans sa demande, l'acheteur qui ne s'était pas fait garantir l'authenticité de l'objet qu'il achetait, présentent un trait commun; tous ont été rendus à l'occasion d'achats effectués par des antiquaires. C'est cette circonstance commune à tous ces jugements qui explique le sens dans lequel ils ont été prononcés. Les juges appelés à statuer ont pensé qu'il était judicieux de se montrer plus sévères pour les acheteurs professionnels qui ont

une compétence spéciale, que pour les amateurs inexpérimentés; ils ont estimé, non sans raison, que dans la plupart des cas, les antiquaires qui achètent une œuvre d'art, savent parfaitement à quoi s'en tenir, et qu'au surplus, ils n'ont, pour se réserver la possibilité d'un recours, qu'à se faire garantir formellement par leur vendeur l'authenticité de l'objet. (62).

Cette doctrine est apparue pour la première fois en 1876, dans les attendus d'un jugement du tribunal de commerce de la Seine. Ce jugement (63) a refusé d'annuler une vente de tableaux faussement attribués à David Téniers fils, à Van Ostade et à Mlle Ledoux, parce que l'acheteur, marchand professionnel, ne pouvait pas rapporter la preuve que le vendeur lui avait garanti l'originalité des tableaux. Le tribunal a en effet jugé qu'il était constant que l'acheteur, puisqu'il n'avait pas exigé de son vendeur une stipulation écrite et formelle de garantie, savait fort bien à quoi s'en tenir sur le compte des tableaux et n'avait entendu acheter que des copies.

Une théorie analogue a été formulée par un jugement rendu en 1889 par le même tribunal (64) à l'occasion d'une vente de pièces d'argenterie. Un commerçant, acheteur d'objets de ce genre, ne saurait arguer, à l'encontre de son vendeur, de dol et de fraude pouvant entraîner sa confiance, ou de tromperie sur la qualité de la chose vendue lorsqu'il n'allègue même pas avoir jamais demandé, ni imposé à son vendeur

(62) Certains jugements que nous aurons l'occasion de rencontrer n'ont cependant pas fait preuve d'une pareille rigueur à l'égard de l'acheteur professionnel.

(63) 19 avril 1876, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 371.

(64) 2 mars, *La Loi* 17 mars 1889.

la garantie de l'origine, de l'ancienneté et du titre des objets.

Un raisonnement identique se retrouve dans un arrêt de la Cour de Paris en date du 9 novembre 1922 (65). L'acheteur d'un lot de pierres sculptées avait refusé de payer le prix convenu, sous prétexte qu'il avait entendu acheter une collection d'antiquités assyriennes et égyptiennes, et qu'on ne lui avait remis que des reproductions plus ou moins habilement exécutées. Il avait alors porté plainte pour tromperie sur la qualité substantielle de la chose vendue. Sa demande ayant été rejetée en première instance, il avait, en appel conclu à l'annulation de la vente et au paiement de dommages-intérêts. La Cour s'est appliquée à rechercher si l'acheteur avait été trompé sur la nature des objets qu'il avait achetés et s'il avait réellement cru qu'il s'agissait de pièces originales. Elle a dans ce but examiné les faits de la cause: elle a constaté que, d'une part, l'acheteur était un antiquaire particulièrement compétent qui se qualifiait lui-même de spécialiste des antiquités babyloniennes et assyriennes, que d'autre part, l'expertise avait révélé que les fabricants de la collection s'étaient copieusement inspirés des ouvrages classiques en la matière, y avaient copié textuellement certaines légendes, et avaient pris les sujets dans des bas-reliefs connus. Après ces constatations, la Cour a estimé qu'il était difficile d'admettre que l'acheteur avait pu se tromper sur l'authenticité des pièces qu'on lui offrait. De plus, la collection avait été indiquée à l'appelant par un antiquaire à qui elle avait été offerte, et cet antiquaire, qui avait des doutes

(65) *Gaz. Pal.* 1922. 2. 670, et la note, *Ann. pr. ind.* 1923 p. 2.

quant à l'originalité des objets, en avait fait part à l'appelant. La Cour a alors conclu que dans ces conditions, l'acheteur aurait dû « exiger une garantie formelle de l'authenticité au lieu de se contenter de faire apposer dans le reçu à lui délivré la formule « antiquités égyptiennes et assyriennes », trop vague pour engager la responsabilité juridique du vendeur ».

Cette opinion de la Cour de Paris a été reprise et affirmée avec plus de netteté encore, par un jugement du tribunal civil de la Seine rendu en 1925. Un antiquaire qui avait acheté une garniture de cheminée pour le prix de 100.000 francs, avait assigné son vendeur en résolution de la vente. Il déclarait qu'il ne s'était rendu acquéreur de cette garniture pour un prix aussi élevé que parce qu'il pensait, d'après les affirmations du vendeur et les traditions de sa famille qu'elle était l'œuvre de Gonthières. Or, il avait, disait-il acquis ensuite la conviction que ni la pendule, ni les vases qui composaient la garniture, n'étaient de l'époque Louis XVI, ni même anciens. Il soutenait que s'il n'était pas mentionné dans la facture que la garniture était ancienne, le prix de vente suffisait à lui seul à prouver qu'elle avait été vendue comme telle, et qu'en conséquence son consentement n'était pas valable comme ayant été donné par erreur. Le tribunal a jugé (66) qu'un antiquaire qui est « expérimenté », ne peut « ignorer qu'il est d'usage et de toute prudence de faire stipuler dans une facture que la chose vendue est ancienne ou de telle époque, lorsque cette qualité est une condition de la vente », et que, par suite, il doit être présumé ne pas avoir attribué d'importance spéciale à l'ancienneté de l'objet dont il s'est rendu acqué-

(66) 9 mars 1925, D. H. 1925 p. 263.

reur, s'il a négligé de prendre cette précaution. Aussi, après avoir constaté l'absence dans la facture d'indication et de précision sur l'antiquité des objets et le défaut de manœuvres dolosives de la part du vendeur, les juges ont-ils été amenés à reconnaître à la vente la validité qui lui était contestée.

Ainsi d'après les quatre jugements que nous venons de commenter, la preuve que l'acheteur a commis une erreur substantielle sur l'authenticité, ne peut résulter que d'une mention de l'écrit constatant la vente ou le paiement et non des circonstances.

Cette affirmation, inspirée au fond par l'idée qu'il faut se montrer plus rigoureux pour les acheteurs professionnels qui, bien souvent, ne se plaignent que lorsqu'ils n'ont pas réalisé l'excellente affaire escomptée, ne peut naturellement valoir que pour des espèces où l'acheteur est antiquaire. Il ne saurait être question d'en faire une règle générale et de l'étendre aux cas dans lesquels l'acquéreur est un simple amateur. Les circonstances dans lesquelles une vente a été conclue font en effet souvent connaître les intentions des parties aussi bien que les conventions elles-mêmes. Les tribunaux l'ont bien senti et les cas où ils reconnaissent, au point de vue de la preuve, une importance extrême aux circonstances qui ont entouré la vente, sont de beaucoup les plus nombreux.

§ II

Circonstances concomitantes à la vente qui peuvent être efficacement invoquées par l'acheteur

Le vendeur d'objets d'art qui n'a pas stipulé qu'il garantissait l'authenticité ne se trouve pas, pour

autant, en cas de défaut d'authenticité des objets, à l'abri d'un recours de son acheteur. La jurisprudence autorise en effet l'acquéreur qui n'a pas eu soin d'exiger une promesse de garantie, à faire la preuve qui lui incombe au moyen de présomptions résultant des circonstances dans lesquelles la vente a été conclue.

Ce principe, mis en application par de multiples décisions, et même parfois à l'égard d'acheteurs professionnels, a été posé d'une façon très nette par certaines décisions, notamment par un arrêt de la Cour de Paris (67) qui déclare qu'en dehors de la garantie de l'authenticité donnée par le vendeur, la preuve de ce qui a été la cause déterminante de la volonté de l'acheteur peut être faite par « tous procédés concluants », et aussi par un jugement du tribunal civil de la Seine (68) qui dit que cette preuve peut être induite « de toutes circonstances qui l'établissent avec une suffisante certitude ».

Nous avons déjà vu certains tribunaux retenir des circonstances de la vente, soit pour confirmer la preuve résultant d'un reçu, d'une facture contenant des mentions appropriées, soit pour interpréter un reçu ou une facture contenant des mentions trop vagues pour servir à elles seules de preuve. Ici nous sommes en présence de cas dans lesquels aucun écrit n'a été dressé, ou dans lesquels l'écrit qui a été rédigé ne constate pas, même en termes vagues, que l'objet vendu a telle origine, telle ancienneté, tel auteur, etc... L'acheteur qui veut faire tomber la vente, n'a alors d'autre ressource que de chercher parmi les circonstances qui ont accompagné la vente, celles qui sont

(67) 7 mars 1917, *Gaz. Pal.* 1916-17 p. 583.

(68) 26 novembre 1918, *Ann. pr. ind.* 1921, art. 5344, *Gaz. Trib.* 1921. 2. 188.

susceptibles de convaincre le juge du bien-fondé de ses allégations.

Le tribunal saisi analysera minutieusement les faits proposés par l'acheteur, il en appréciera souverainement l'existence et la valeur, et si, à la suite de cet examen, ces faits lui paraissent établir suffisamment les démonstrations qui sont à la charge de l'acquéreur demandeur, il accueillera ses prétentions et y fera droit.

La valeur attribuée par les tribunaux à une circonstance donnée n'est pas forcément la même dans toutes les espèces. En effet, lorsque les juges ont à apprécier une circonstance offerte en preuve par l'acheteur, ils s'inspirent pour cette appréciation de tous les éléments de la cause. Or, les espèces qui leur sont soumises sont en réalité parfois fort différentes les unes des autres, beaucoup plus qu'elles ne le paraissent au premier abord.

Si la raison qui fait désirer l'anéantissement d'un marché d'objet d'art est toujours la même : défaut d'authenticité, les conditions dans lesquelles un marché d'objet d'art est conclu peuvent être très diverses. Cette diversité a fait naître une jurisprudence très touffue, caractérisée par des décisions qui, à première vue, paraissent contradictoires ; cette diversité de plus, rend la tâche des juges très délicate en les obligeant à saisir bien des nuances.

Nous allons exposer les indices que les tribunaux retiennent comme établissant d'une façon suffisamment certaine ce que l'acheteur est tenu de démontrer. Il n'y a pas à distinguer, dans cet exposé, une partie correspondant aux circonstances qui prouveraient que le consentement de l'acheteur a été déterminé par sa croyance à l'authenticité, et une partie correspondant

aux circonstances prouvant que le vendeur a connu cette croyance, et son caractère déterminant. Cette double preuve résulte en effet ordinairement des mêmes éléments d'appréciation; aussi, les tribunaux, lorsqu'ils apprécient la valeur des circonstances, se bornent à considérer la question de la preuve dans son ensemble, et à se demander si l'acheteur rapporte la preuve dont sa qualité de demandeur lui impose la charge.

Les indices qui sont retenus par les tribunaux sont des indices tenant à l'élévation du prix, à la qualité des parties contractantes, à l'aspect de l'objet et aux circonstances de sa présentation, à l'attitude des parties avant et après la vente. Nous allons les examiner successivement.

I

Indices résultant de l'élévation du prix de vente.

Parmi les circonstances qui, en l'absence d'une stipulation de garantie, sont le plus de nature à prouver que la considération de l'authenticité a déterminé au su du vendeur, l'acheteur à contracter, l'importance du prix stipulé occupe une place de premier plan.

En effet lorsque le propriétaire d'un objet d'art ne consent à céder son objet que pour un prix bien supérieur à sa valeur intrinsèque, l'acheteur est évidemment fondé à penser que cette exigence du vendeur se justifie, soit par l'ancienneté de l'objet, soit par la notoriété de son auteur, soit par son origine, qu'elle se justifie en un mot par l'authenticité de l'objet.

L'acceptation par l'acheteur de verser le prix élevé exigé démontre donc qu'il croyait acquérir un objet

authentique et que c'est cette croyance seule qui l'a déterminé à contracter. Si l'acheteur avait su que l'objet n'était pas authentique, il n'aurait jamais consenti à donner le prix élevé demandé par le vendeur; on ne donne pas le même prix pour la copie d'un meuble ancien ou d'un tableau de maître, que pour l'original de ce meuble ou de ce tableau. Si l'acheteur n'avait pas eu réellement la volonté de ne traiter qu'au sujet d'une œuvre authentique, il ne se serait jamais rendu acquéreur d'un objet dont le vendeur voulait un prix très important, alors qu'il lui était facile de se procurer une copie à un prix moindre.

Le fait que la vente a été conclue moyennant un prix élevé a aussi un effet probatoire vis-à-vis du vendeur; il prouve que ce dernier a été renseigné sur l'état d'esprit de son co-contractant au moment de la vente. L'acceptation par l'acheteur d'un prix nettement supérieur à la valeur intrinsèque de l'objet lui a, en effet, révélé la croyance de cet acheteur à l'authenticité, et le caractère déterminant de cette croyance.

L'élévation du prix constitue donc, relativement aux véritables dispositions d'esprit des parties, une indication précise qui peut aider beaucoup le juge dans sa tâche. Aussi de nombreuses décisions relèvent-elles cette circonstance.

L'importance du prix payé est tout d'abord souvent retenue pour confirmer la preuve qui résulte des mentions d'un reçu ou d'une facture. Après avoir déclaré que l'acheteur en produisant le reçu ou la facture, a fourni la preuve qui était à sa charge, de nombreuses décisions constatent que l'acheteur a versé un prix élevé, et que l'élévation de ce prix a aussi pour effet d'établir les démonstrations qui incombent à l'acheteur. Ces décisions émanent de tribunaux soucieux de

prononcer l'annulation d'une vente que par un jugement fortement motivé, et qui, dans ce but, font appel à tous les arguments qu'ils estiment décisifs. C'est ainsi qu'à l'occasion d'une vente de tableaux, la Cour de Paris a jugé (69) qu'en présence d'une facture énonçant le nom des peintres, le prix élevé qui a été stipulé ne peut laisser de doute sur l'intention des parties de traiter au sujet de tableaux qui soient réellement l'œuvre des peintres indiqués par la facture.

Le Tribunal de commerce de la Seine a déclaré le 2 novembre 1881 (70) que lorsqu'un coffret que le reçu désigne: « Coffret Louis XIII » a été vendu 7.000 fr., il résulte de ce prix comme du libellé du reçu, que la vente a eu pour objet un coffret fabriqué à l'époque de Louis XIII, et non pas simplement du style de cette époque; le prix élevé qui avait été convenu indiquait bien en effet, que les parties avaient eu en vue une pièce originale et non une copie. D'après le tribunal civil de Bordeaux (71), lorsqu'un acheteur a donné pour une cafetière en argent Louis XVI un prix très élevé, étant donné le poids de cette cafetière, ce prix prouve que l'acheteur a pris la cafetière à titre d'objet ancien, et confirme la preuve qui résulte de la facture constatant la vente d'une « cafetière Louis XVI ancienne ». De l'avis du tribunal civil de la Seine (72), lorsqu'il est constant qu'une table vendue 25.000 francs n'eût pu atteindre ce prix, malgré le mérite artistique qu'elle présentait, si elle n'avait pas été considérée comme ancienne, cette circonstance rapprochée de la

(69) 14 décembre 1878, *Ann. pr. ind.* 1878 p. 335.

(70) S. 1883. 2. 69, *Gaz. Pal.* 1883. 1. 311, J. C. P. 1883 p. 101, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 114.

(71) 7 janvier 1890, *Gaz. Pal.* 1890. 2. 19.

(72) 21 janvier 1890, *Gaz. Pal.* 1890. 1. 251.

qualification « table Louis XV » écrite dans un reçu permet d'affirmer que l'ancienneté de la table a été la raison déterminante du contrat.

Pour la Cour de Paris (73), dans une vente d'objets de porcelaine désignés par le reçu comme objets de « porcelaine ancienne », le caractère d'ancienneté authentique des objets et de leur décoration, explique seul le prix élevé donné de ces objets. Enfin la Cour d'Orléans (74) déclare que lorsqu'une commode qualifiée par le reçu de « commode Louis XV » est vendue 7.000 francs, ce prix exigé par le vendeur et accepté par l'acheteur démontre que le marché portait sur un meuble ancien, et non pas sur un meuble moderne ne pouvant avoir qu'une très faible valeur, en tous cas, même inférieure à 1.000 francs.

Certains tribunaux s'aident de l'élément précieux de renseignement que constitue l'élévation du prix, non plus dans le but de renforcer la preuve qui leur semble résulter des mentions d'un reçu ou d'une facture, mais pour découvrir le sens de factures ou de reçus rédigés de façon trop vague. C'est ainsi que nous avons pu voir la Cour de Paris (75), déclarer que la mention « table Louis XV » implique, si l'acheteur a payé un prix élevé, que la table a été fabriquée à l'époque de Louis XV; le prix élevé demandé ne pouvait, en effet s'appliquer qu'à une œuvre d'une authenticité certaine.

De nombreux tribunaux retiennent aussi l'élévation du prix comme un des indices révélateurs du caractère dominant de l'authenticité, dans des espèces où

(73) 28 décembre 1907, *Gaz. Trib.* 1908 1^{er} sem. 2. p. 431.

(74) 21 janvier 1931, D.H. 1931 p. 172.

(75) 25 juin 1891, *Gaz. Pal.* 1891. 2. 46, *Le Droit* 3 juil. 1891.

l'acheteur qui n'a en mains, ni reçu, ni facture, soutient que certaines circonstances, en particulier le prix qu'il a payé, excluent toute idée d'achat d'objets copiés ou maquillés. Ainsi à l'occasion de la vente d'une épée qui était moderne au lieu d'être du douzième siècle, la Cour de Paris (76) a regardé l'importance du prix payé, comme un des faits concourant à démontrer que l'acheteur entendait bien avant tout acheter « une arme authentique et sérieuse ». La même Cour (77) a estimé que lorsqu'une somme de 3.000 francs a été versée pour l'achat d'une aiguière que le vendeur a présentée comme l'œuvre d'artisans orientaux et qui n'est qu'une contrefaçon dont la valeur n'excède pas 150 à 200 francs, il y a là une circonstance qui, si elle ne peut pas donner lieu à une rescision de la vente pour cause de lésion, sert du moins à faire connaître la véritable intention des parties et à prouver que le contrat a eu lieu en considération de l'origine et de l'authenticité.

L'importance du prix mis à l'acquisition de gravures, a été rangée, par la Cour de Bordeaux (78) au nombre des indices permettant d'établir que l'acheteur se proposait manifestement d'acquérir des gravures anciennes, et non pas des œuvres sans ancienneté. Faisant application des mêmes idées à une vente d'objets en ivoire, le tribunal civil de la Seine (79), a décidé qu'il y avait lieu d'induire de diverses circonstances, en particulier de l'élévation du prix que l'ache-

(76) 1^{er} décembre 1877, S. 1877. 2. 325.

(77) 22 janvier 1901, *J. trib. comm.* 1902 p. 318; *Pand. fr. pér.* 1903. 2. 70.

(78) 13 novembre 1905, D. 1908. 2. 287; S. 1906. 2. 287; J. C. P. 1906 p. 77; *Gaz. Pal.* 1906. 1. 280.

(79) 5 janvier 1911. *Gaz. Trib.* 1911. 1^{er} sem. 2. 237, J. C. P. 1912 p. 101.

teur avait cru acheter des objets fabriqués à l'époque que leur travail indiquait comme du Moyen-Age. Enfin la Cour de Rennes a estimé (80) que le prix de 30.000 francs demandé pour un tableau présentant l'aspect d'un objet ancien, avait sûrement concouru à confirmer l'acheteur dans son erreur née de l'apparence du tableau; ce prix n'était en effet aucunement proportionné à la valeur du tableau, s'il n'était qu'une copie tout à fait moderne d'une toile connue du peintre Nattier.

Dans toutes les espèces que nous avons citées jusqu'à présent, (81) les tribunaux ont été aidés dans leur recherche de l'intention des parties par l'élévation du prix qui commercialement parlant ne s'explique, et n'a de raison d'être que si l'objet vendu est authentique; mais pour se prononcer, ils se sont appuyés en même temps sur d'autres indices. (82).

Parfois l'importance du prix est le seul moyen invoqué par l'acheteur; ce moyen est-il en lui-même suffisamment probant pour permettre au juge de donner gain de cause à l'acheteur? Certaines décisions l'ont admis. Ainsi la Cour d'appel d'Agen (83), devant qui la question s'est posée pour la première fois, a jugé que lorsqu'une personne achète un baromètre et un cartel dans le style Louis XVI, moyennant une somme de 32.000 francs, il est certain qu'elle croyait acheter des objets fabriqués à l'époque même dont ils portaient le style, car on ne comprendrait pas, sans cette

(80) 17 juin 1929, *Gaz. Pal.* 1929. 2. 397.

(81) V. aussi Paris 8 mars 1876, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 303.

(82) V. encore Trib. civ. Seine 21 février 1913, *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. 386.

(83) 30 avril 1884, S. 1887. 1. 153, D. 1887. 1. 105, *Pand. pr. pér.* 1888. 1. 269.

croyance, qu'elle eût accepté de payer ce prix énorme, hors de proportion avec la valeur de ces objets, s'ils n'étaient pas anciens.

Dans le même sens, le tribunal civil de la Seine (84) a décrété qu'en achetant 35.000 francs un tableau signé Hobbéma, l'acquéreur a été « de toute évidence déterminé par la personnalité de l'artiste, condition essentielle du marché », et qu'en conséquence, la vente était nulle puisque suivant l'expert, le tableau ne pouvait en aucune façon, être attribué à Hobbéma et que le consentement de l'acheteur avait été ainsi vicié par une erreur sur la substance.

Toutes les décisions que nous venons de passer en revue concernaient des ventes privées. Mais ce n'est pas seulement dans les ventes de gré à gré, que les hauts prix stipulés constituent un élément de nature à influencer sur la décision des juges, il peut en être de même dans les ventes publiques. C'est ainsi que pour la vente aux enchères d'un tableau que l'on avait dénommé « Aquarelle par Gérôme » et qui n'était en réalité qu'une photographie retouchée au pinceau à couleurs, le tribunal civil de Saint-Etienne (85) a estimé que le prix payé prouvait suffisamment que l'appelant croyait se rendre acquéreur d'une aquarelle, comme l'indiquait le catalogue et non d'une photographie coloriée; et il a annulé la vente bien qu'il ait constaté qu'aucune méprise n'était possible sur la valeur de la signature apposée sur l'œuvre achetée, signature qui, à l'évidence, n'était pas celle du peintre Gérôme.

La même importance a été attachée à l'élévation du

(84) 21 juillet 1925, D. H. 1925 p. 696.

(85) 12 mars 1897, J.C.P. 1897 p. 337.

prix par le tribunal civil de Fontainebleau (86) dans le procès concernant la vente aux enchères d'un drapeau, que les affiches désignaient « Beau drapeau soie, offert par l'Empereur au général Husson, commandant le 42^e de ligne », et qui n'était qu'une reproduction. Le Tribunal a annulé la vente pour erreur sur la substance par ce motif que le prix de 2.350 francs mis par l'adjudicataire à son acquisition ne pouvait s'expliquer, ni par la valeur matérielle d'un « beau drapeau de soie » ni même par la considération que ce drapeau avait appartenu au général Husson, que ce prix élevé prouvait que c'était la mention « offert par l'Empereur » qui avait été l'unique cause de l'achat de ce souvenir.

Les jugements et arrêts qui retiennent l'importance du prix comme révélatrice de la place considérable qu'a tenue l'authenticité dans l'esprit des parties, sont donc nombreux. Il est cependant des tribunaux qui ont refusé de s'arrêter à l'argument tiré du prix élevé. Pour quelles raisons l'ont-ils fait ? La plupart des décisions qui n'ont pas voulu prendre en considération l'élévation du prix, concernent des espèces où cette élévation constituait la seule circonstance qui pouvait être relevée à l'appui de la demande de l'acheteur; les juges qui ont rendu ces décisions, ont pensé que l'indication qui résulte de l'importance du prix d'achat est insuffisante si elle n'est pas étayée par d'autres. C'est en ce sens que s'est prononcée la Cour de Paris (87) à l'occasion d'une vente de gravures; l'acquéreur prétendant qu'elles avaient subi des retouches qui leur avaient enlevé une notable partie de leur va-

(86) 17 mai 1922, *Ann. pr. ind.* 1929 p. 20.

(87) 7 mars 1917, *Gaz. Pal.* 1916-17 p. 583.

leur, soutenait que son consentement avait été vicié par une erreur sur la substance, et à l'appui, il invoquait le fait qu'il avait accepté de payer une somme bien supérieure à la valeur des gravures. La Cour a déclaré que, pour déterminer les considérations précises auxquelles l'acheteur avait uniquement ou principalement obéi, on ne saurait regarder comme suffisantes les allégations du demandeur « qui ne procèdent que d'un simple raisonnement basé sur le prix élevé moyennant lequel il aurait acquis les objets litigieux ».

Le tribunal civil de la Seine a jugé aussi, le 9 mars 1925 (88), que l'exagération du prix ne suffit pas à démontrer que l'acquéreur a voulu acheter des objets anciens; il est vrai qu'en l'espèce, l'acquéreur était antiquaire, et que cette circonstance a, sans aucun doute, influencé le tribunal lorsqu'il a émis cette affirmation.

Une opinion identique a été énoncée dans un arrêt de la Cour de Lyon, du 18 mars 1931 (89): la fixation d'un prix élevé ne saurait à elle seule prouver l'intention des parties d'acheter et de vendre une table d'époque Louis XV. Pour montrer que l'on ne peut regarder comme réellement probant l'indice tenant à l'importance du prix payé par l'acheteur, cet arrêt donne tout d'abord une raison ingénieuse, mais applicable seulement au cas où l'acheteur est un professionnel: il peut arriver qu'un antiquaire « sans s'abuser sur l'époque de fabrication d'un objet, le paie, même douteux, à son vendeur de bonne foi, au prix de l'ancien, en vue d'autres marchés dont celui-ci ne sera que l'amorce,

(88) 9 mars 1925, D. H. 1925 p. 263.

(89) D. H. 1931 p. 276, D. 1933. 2. 25 et la note de M. P. WALINE.

portant ceux-là sur des objets d'une sincérité indiscutable, cette tactique ayant parfois des fins heureuses ».

Une autre raison qui, elle, peut valoir pour tous les achats d'antiquités, est encore citée par le même arrêt: il peut arriver qu'un acheteur même éclairé « aventure, dans une acquisition, un prix élevé, dans le seul espoir que, si bien il peut exister un aléa sur l'authenticité de l'objet en tant qu'ancien, cet aléa se résoudra quelque jour à son profit ». Il est certain que le cas où l'acquéreur en payant un prix élevé est mu par le sentiment que décrit la Cour, n'est pas purement hypothétique; il existe en pratique. L'affaire *Veuve Giroux contre consorts D...*, jugée par le tribunal civil de Dijon, le 8 décembre 1930 (90) en révèle un exemple très net. La *Veuve Giroux*, propriétaire à Bruxelles d'une salle d'exposition et de vente d'objets d'art dite « *Galleries Giroux* » avait acheté à D... un certain nombre d'objets et de meubles d'art pour la somme de 275.000 francs. Quelques mois après, elle les avait mis en vente aux enchères publiques dans ses Galeries; mais au cours de la vente, un antiquaire de Bruxelles avait élevé publiquement une protestation, et avait déclaré que les meubles mis en vente étaient des faux. Prétendant qu'elle avait dû alors retirer de la vente la plupart des objets non encore adjugés, et même reprendre aux acquéreurs certains de ceux qui avaient été vendus auparavant, la *veuve Giroux* demanda que fut prononcée la nullité de l'achat qu'elle avait effectué. Entre autres moyens, elle invoquait l'erreur sur la substance; elle disait que son consentement avait été vicié, car elle ne l'avait donné que dans la croyance erronée que les objets qu'elle achetait étaient authentiques, et

(90) Inédit.

qu'ils dataient des époques de leurs styles respectifs; à l'appui, elle faisait état du prix par elle payé, prix dont l'élévation, selon elle, excluait toute pensée d'achat d'objets non authentiques. Le tribunal a décidé qu'il ne saurait s'arrêter à l'argument de la demanderesse tiré de l'importance du prix, et cela pour deux raisons. Il a d'abord déclaré que pour que cet élément puisse être pris en considération, il aurait fallu que tous les objets fussent des faux; or, la veuve Giroux ne le prétendait pas. Puis il a, en second lieu, refusé de tenir compte de cet élément, à cause de l'état d'esprit où se trouvait la demanderesse au moment de l'achat. Les faits sur lesquels le tribunal s'est basé étaient les suivants: parmi les objets qui avaient été vendus à la veuve Giroux, se trouvait un buste dit « du Bailly de Suffren » que le contrat « attribuait » à Houdon; or, lors de la mise en vente du buste dans ses galeries, la veuve Giroux, s'écartant sensiblement des indications que donnait le contrat, avait présenté le buste comme un original. Le tribunal a jugé que les termes employés par la demanderesse lors de la revente ne laissaient aucun doute sur les espérances qu'elle avait fondées en achetant le buste, qu'ils prouvaient qu'elle s'était rendue acquéreur du buste et des autres objets, parce qu'elle pensait que la revente du buste constituait l'intérêt principal de l'opération, et était susceptible d'en faire disparaître tous les aléas. Et, comme l'a remarqué le tribunal, il était, en effet, manifeste qu'un buste original de Houdon « devait atteindre une valeur considérable susceptible de couvrir, et au-delà, toutes les pertes possibles sur d'autres objets de valeur douteuse ou moindre ».

En somme, à part des cas exceptionnels, l'importance du prix constitue, de l'avis de la jurisprudence

dominante, un sérieux argument en faveur de la thèse de l'acheteur. Si la fixation d'un prix élevé ne suffit pas toujours à elle seule à prouver l'influence qu'a eue l'authenticité dans l'achat de l'objet, elle peut tout au moins y contribuer puissamment si, à la présomption qui en résulte, s'ajoutent d'autres circonstances concordantes.

II

Indices résultant de la qualité des parties contractantes

Lorsque les tribunaux ont à statuer sur la validité d'un marché d'objets d'art, il est un élément dont ils négligent rarement l'examen: c'est la personnalité des contractants. Cette personnalité peut, en effet, leur fournir un indice précis d'où ils pourront déduire l'intention de l'acheteur, connue du vendeur, d'acquérir un objet authentique.

Selon les espèces, les tribunaux retiennent comme intéressante, soit la qualité des deux parties, soit seulement celle de l'une d'entre elles.

Certaines décisions s'attachent au fait que le contrat portant sur l'objet d'art litigieux a été conclu entre deux amateurs sérieux qui n'ont pu vouloir traiter qu'au sujet d'un objet authentique. Cette idée apparaît nettement dans les considérants d'un arrêt de la Cour de Paris (91) ; cet arrêt remarque, tout d'abord, que l'acquéreur et le vendeur sont « des collectionneurs sérieux d'objets artistiques ou historiques », que « la notoriété dont ils jouissent à cet égard permet

(91) 1^{er} décembre 1877, S. 1877. 2. 325.

d'apprécier les intentions et le but qu'ils se proposent dans les achats d'objets anciens destinés à leur collection »; puis, plus loin, il affirme que « dans une vente d'objets d'art ou d'antiquités entre deux amateurs sérieux et de bonne foi, l'authenticité de la chose vendue est la raison principale et déterminante du contrat, sans laquelle les parties n'auraient pas consenti à s'obliger ». Une opinion du même genre a été soutenue par la Cour d'Orléans, dans un arrêt du 21 janvier 1931 (92); elle relève que l'acheteur est « amateur d'antiquités », qu'il n'est entré en relations avec le vendeur « qu'en raison de cette qualité », que « le vendeur se prétend lui-même amateur », et elle déduit de toutes ces circonstances que « l'authenticité de la chose vendue était incontestablement substantielle ». Enfin, un jugement du tribunal civil de la Seine (93) remarque que « dans le milieu où s'est opérée la négociation qui donne lieu au litige, l'authenticité de la date à laquelle a été produite une œuvre d'art n'influe pas seulement sur son prix, mais est un des éléments qui déterminent le plus souvent les transactions dont elle est l'objet ».

Au lieu d'être un simple collectionneur, l'acquéreur peut être un antiquaire; cette qualité est rarement retenue en sa faveur; elle est même, au contraire, invoquée à son encontre par bien des tribunaux, nous l'avons déjà signalé, et nous aurons encore l'occasion de le faire. Il est, cependant, un cas où l'on doit légitimement induire des connaissances professionnelles de l'acheteur, la volonté qu'il a eue d'acquérir un objet d'une originalité certaine. C'est lorsque la conclusion

(92) D. H. 1931 p. 172.

(93) 21 janvier 1890, *Gaz. Pal.* 1890. 1. 251.

du contrat a eu lieu par correspondance, lorsque l'acheteur n'a pas vu l'objet, et s'est décidé à traiter à la simple lecture d'une description envoyée par le vendeur (94). La Cour de Paris s'est montrée de cet avis lorsqu'infirmant un jugement du tribunal de commerce de la Seine (95), elle a annulé l'achat d'un livre, qu'une fiche expédiée par le vendeur à l'acheteur désignait comme un Horace d'Alde, édité en 1509, portant sur sa reliure de maroquin rouge, la célèbre inscription: Jo, Grolieri et amicorum. L'acheteur, qui était libraire-éditeur, ayant refusé de prendre livraison du livre, fut assigné en paiement du prix par son vendeur, le comte de Jonage; il répliqua qu'il avait entendu acheter un Horace ayant appartenu à Jean Grolier, non remboîté, avec son texte et sa reliure primitifs, et que l'Horace livré ne réunissait pas ces conditions; un lavage ancien opéré sur ce livre avait, en effet, nécessité le déboîtage préalable de la reliure qui avait été ensuite réappliquée au livre. La Cour a donné gain de cause à l'acquéreur, car elle a estimé que, puisqu'il était « versé par état dans la connaissance des livres anciens et rares », il n'avait pu entendre acheter « qu'un Horace, non seulement possédé autrefois par Grolier, et relié par les soins de Grolier, mais surtout n'ayant jamais quitté sa reliure ».

Parfois, la vente intervient entre un acheteur, simple amateur et un vendeur, antiquaire. Les tribunaux s'accordent alors pour voir dans la précaution de

(94) Nous avons déjà signalé un jugement du tribunal civil de Tours qui a refusé d'annuler la vente d'une crédence du quinzième siècle, à cause des connaissances professionnelles de l'acheteur, et des facilités qu'il avait eues pour examiner l'objet, mais qui indiquait que sa décision aurait été tout autre si l'achat avait eu lieu par correspondance et sans voir l'objet. 3 juillet 1875, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 368.

(95) 8 mars 1876, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 303.

l'acheteur de s'adresser à une personne faisant le commerce des antiquités, un indice tout à fait concluant; ils considèrent que l'amateur qui s'est adressé à un spécialiste d'objets anciens est fondé à prétendre que l'ancienneté a formé la raison qui l'a déterminé à contracter; ils estiment, de plus, que le marchand d'antiquités doit s'attendre à ce que l'on recherche chez lui des antiquités. Ces principes ressortent des attendus de plusieurs décisions.

La Cour de Bordeaux (96) a jugé qu'il résultait manifestement « du soin pris » par un acheteur de gravures « de s'adresser à un antiquaire de profession », que cet acheteur se proposait d'acheter des gravures anciennes, et non des œuvres truquées. Le tribunal civil de la Seine (97) a regardé la profession d'antiquaire du vendeur comme un des éléments dont on peut raisonnablement induire « que l'ancienneté des objets a été la condition essentielle du marché ». Deux autres arrêts sont allés encore plus loin; ils se sont fondés sur la qualité du vendeur, alors que cependant le commerce de ce vendeur portait, non seulement sur des objets anciens, mais aussi sur de simples reproductions. Le premier arrêt que l'on rencontre en ce sens a été rendu par la Cour de Rouen le 15 juillet 1911 (98); un de ses attendus contient l'affirmation suivante: lorsque le vendeur « qui vend des meubles modernes et des reproductions est surtout un antiquaire », les acheteurs « en s'adressant à lui pour se constituer un mobilier artistique d'un certain prix, doi-

(96) 13 novembre 1905, D. 1908. 2. 287, S. 1906. 2. 287, J. C. P. 1906 p. 77, *Gaz. Pal.* 1906. 1. 280.

(97) 5 janvier 1911, *Gaz. Trib.* 1911. 1^{er} sem. 2. 237, J.C.P. 1912 p. 101.

(98) D. 1912. 2. 367, S. 1912. 2. 252.

vent être présumés, ainsi qu'ils l'affirment, avoir cherché des meubles d'origine contemporaine de leur style; autrement, ils auraient facilement trouvé, sans avoir à s'adresser à un antiquaire, des copies d'exécution soignée, à moindre prix, chez des fabricants de Paris ». Le second arrêt, qui émane de la Cour de Rennes, se montre encore plus catégorique; il ne constate même plus que le vendeur, s'il vend des reproductions, est « surtout un antiquaire ». Le procès, auquel a mis fin cette décision, avait pris naissance à la suite de la vente par un antiquaire d'un tableau représentant un portrait de jeune femme, et qui avait réellement l'apparence d'un objet ancien. Un certain temps après être entré en possession, l'acheteur ayant conçu des doutes sur l'antiquité du tableau, avait fait procéder à une expertise qui lui avait donné la conviction que le tableau n'était que la copie tout à fait moderne d'une toile connue du peintre Nattier, représentant une des filles de Louis XV; il avait alors assigné son vendeur en résiliation du marché pour cause de dol ou au moins d'erreur. Le tribunal civil de Saint-Brieuc, alors saisi, avait refusé, le 19 juillet 1927, de prononcer la nullité sous prétexte qu'il n'y avait pas eu garantie formelle. C'est alors que la Cour de Rennes est intervenue (99). Elle a examiné successivement tous les éléments et documents de la cause, et elle a abouti à cette conclusion qu'il n'était pas douteux que l'acheteur avait certainement entendu acheter une œuvre ancienne. Au nombre des faits qu'elle a retenus, figure en particulier cette circonstance que le vendeur prenait des titres tels que « antiquaire », « antiquaire expert ». La Cour a décidé que cette

(99) 17 juin 1929, *Gaz. Pal.* 1929. 2. 397.

qualité du vendeur avait confirmé l'acheteur dans l'opinion où l'avait induit l'aspect de l'œuvre. En effet, remarque-t-elle, « lorsqu'un amateur, même averti, voit en vente chez un commerçant qui se qualifie de la sorte, un objet ayant toutes les apparences de l'ancien, il est nécessairement fondé à croire qu'il achète une chose ancienne ».

Répondant ensuite à deux arguments qui avaient été opposés par le vendeur, la Cour a affirmé sa doctrine d'une manière encore plus énergique. Le vendeur avait fait valoir, à l'appui de la validité de la vente, l'état d'ignorance complète dans lequel il se trouvait au moment de la vente, relativement au caractère ancien ou moderne de la toile qu'il cédait. La Cour a répliqué que c'était vainement que le vendeur prétendait que « lui-même ignorait le caractère ancien ou non du tableau », que ce tableau devait « sous son enseigne d'antiquaire » apparaître aux yeux de l'acheteur comme étant ancien. De plus, après avoir remarqué que le vendeur aurait pu s'assurer du caractère du tableau en faisant procéder à une expertise, elle a déclaré que le vendeur « ne pouvait, sauf à ses risques et périls, rester dans cette profitable ignorance et, sous la garantie de sa qualité d'antiquaire, vendre au prix d'une œuvre ancienne un objet qui ne serait qu'un faux ».

Le vendeur avait encore invoqué un autre argument en sa faveur. Il soutenait que, puisqu'il vendait, non seulement des antiquités, mais aussi des meubles et des objets modernes, l'acquéreur, en s'adressant à lui, n'était pas autorisé à penser qu'il achetait sûrement un objet ancien. La Cour a rejeté encore ce nouvel argument, disant que « c'était là une pure équivoque ». Le tableau, en effet, ne se présentait en aucune façon

avec l'apparence du moderne; l'aspect de la peinture, sa patine le faisaient, au contraire, apparaître comme un tableau datant du XVIII^e siècle; en présence de « ce faux ancien, savamment fabriqué et maquillé » par un truqueur habile qui avait utilisé une toile de l'époque apparente du tableau, l'acheteur avait, sans aucun doute, cru acheter un tableau ancien, et la qualité de son vendeur avait eu pour effet de le fortifier dans cette croyance erronée, et déterminante de son consentement.

Ainsi, une grande importance est attachée par les tribunaux au fait que le vendeur est marchand d'antiquités; naturellement, il faut que le vendeur fasse réellement commerce d'antiquités, et prenne le titre d'antiquaire. Ainsi, un acheteur ne peut pas soutenir qu'il comptait acheter un meuble ancien en s'adressant à une maison faisant spécialement la vente des meubles antiques, lorsque les propriétaires de cette maison s'intitulent « marchands de meubles et d'ameublement de tous styles » (100). Si, au contraire, le vendeur fait réellement profession de vendre des antiquités, il tombe alors sous le coup des présomptions qu'a établies la jurisprudence; mais, disons dès maintenant que les tribunaux ne s'opposent pas à ce que les antiquaires fassent certaines réserves qui leur permettraient d'échapper à la situation défavorable qui découlerait pour eux de l'application de l'opinion jurisprudentielle telle qu'elle nous est apparue; seuls les vendeurs antiquaires qui n'ont pas fait ces réserves, sont exposés à voir leur profession invoquée à leur rencontre en faveur de leur cocontractant amateur.

(100) Trib. com. Nantes 2 novembre 1918, *Jur. de Nantes* 1919. 1. 47.

III

Indices résultant de l'aspect de l'objet, et des circonstances qui ont accompagné sa présentation.

Lorsque l'objet d'art vendu a tout à fait l'apparence d'un objet authentique, ou lorsqu'il est présenté dans des circonstances telles qu'il ne peut s'agir que d'un objet authentique, il est raisonnable, dans bien des cas, de présumer que l'acheteur a été déterminé à contracter soit par cette apparence de l'objet, soit par les circonstances de sa présentation. La jurisprudence l'a bien senti.

Nombreuses sont tout d'abord les décisions qui retiennent l'aspect de l'objet comme révélateur de l'intention des parties. Parfois, c'est l'aspect général de l'objet qui le désigne aux yeux de l'acheteur comme ancien; la Cour de Bordeaux (101) a pu ainsi, pour annuler la vente d'un bureau, s'appuyer sur l'état dans lequel se trouvait ce bureau: elle a déclaré qu'en achetant « un bureau marqueterie paraissant de style Louis XV, dépouillé de ses cuivres, ornements, serrures, sabots et pognées, dégradé et détérioré comme par un long usage », l'acquéreur ne pouvait avoir eu en vue qu'un meuble ancien, et non pas un meuble moderne qui, dans l'état de délabrement où il se trouvait, n'aurait eu aucune valeur. La Cour de Rennes (102), appelée à se prononcer sur la validité de la vente d'un tableau ancien, a tenu largement compte aussi de l'apparence présentée par ce tableau et par le cadre dans lequel il était renfermé; on peut en ju-

(101) 17 mars 1910, *Le Droit* 9 novembre 1910.

(102) 17 juin 1929, *Gaz. Pal.* 1929. 2. 397.

ger en lisant certains des motifs qui l'ont conduite à décider qu'il n'était pas douteux que l'acheteur avait certainement entendu acquérir une œuvre ancienne: elle a remarqué d'abord que « l'aspect de la peinture, sa présentation, sa patine, le sujet représenté la faisaient apparaître comme un tableau ancien, et particulièrement du XVIII^e siècle »; puis elle a ajouté « qu'il n'était pas jusqu'au cadre, d'un style plutôt antérieur à l'époque apparente de la toile, et dans un certain état de vétusté, qui concourût, authentique ou imité, à dater l'œuvre aux yeux d'un examinateur, même attentif et même averti ».

Parfois, la jurisprudence s'attache non plus à l'aspect général de l'objet, mais à l'existence sur cet objet de signes caractéristiques de l'authenticité. Un objet d'art peut porter des inscriptions qui ont pour résultat de faire croire à tort que l'objet remonte à telle époque, ou a telle origine; les tribunaux tiennent compte de ces inscriptions: ainsi, la Cour de Paris (103) a estimé que lorsque la date et l'origine d'un glaive sont fixées par des inscriptions gravées dans la lame, l'acheteur a le droit de croire que le glaive et les inscriptions sont authentiques; le glaive portait l'inscription: « Rodgierii gladius » et la devise: « Dexterâ Domini exaltavit me », ce qui faisait penser qu'il s'agissait d'une épée du douzième siècle, ayant appartenu à Roger, roi de Sicile. La même Cour a été conduite à infirmer (104) un jugement du tribunal de commerce de la Seine, qui avait refusé d'annuler la vente d'une aiguière en verre émaillé, faussement présentée comme un objet d'art musulman, par-

(103) 1^{er} décembre 1877, S. 1877. 2. 325.

(104) 22 janvier 1901, *J. trib. comm.* 1902 p. 318, *Pand. fr. pér.* 1903. 2. 70.

ce qu'elle a considéré que « l'aiguière était ornée d'une large banderole portant en relief et en caractères arabes, une inscription qui devait être indicative de son origine ». Un jugement du tribunal de Bayonne relève la présence, sur une bonbonnière, de marques de poinçons caractérisant la fabrication de l'époque Louis XV, et déclare que, sur le témoignage de ces poinçons, l'acheteur n'a pu croire acquérir qu'un objet ancien (105).

Un objet d'art peut porter la date qui est censée être celle de sa fabrication, le nom de l'auteur qui est censé l'avoir exécuté; cette date, ce nom sont des indications pour le tribunal. Il a été jugé (106) que lorsque des porcelaines portent en signes apparents, la date de leur prétendue origine (1755-1782), il est certain que c'est l'ancienneté résultant de ces signes que les parties ont eue en vue. Dans le même sens, il a été décidé (107) que l'intention d'un acheteur d'acquérir des gravures anciennes, s'induit « de l'époque où vivaient les auteurs dont les noms se lisaient sur les gravures, de la date qu'elles portaient ».

Faut-il attribuer une force probante au fait que l'objet vendu est signé (108) ? Doit-on considérer que la présence de la signature a contribué à induire l'acheteur en erreur ? La question peut être discutée. En effet, les signatures et monogrammes ne prouvent pas, en principe, que l'objet sur lequel ils sont apposés,

(105) 21 juillet 1903, *Gaz. Trib.* 1904. 1^{er} sem. 2. 59.

(106) Trib. civ. Seine 17 décembre 1906, *Gaz. Trib.* 1907. 2^e sem. 2. p. 110.

(107) Bordeaux 13 novembre 1905, D. 1908. 2. 287, S. 1906. 2. 287, J.C.P. 1906 p. 77, *Gaz. Pal.* 1906. 1. 280.

(108) Nous visons ici le cas où l'objet vendu porte une signature apocryphe qui a été apposée par une main inconnue. S'il était démontré que c'est le vendeur lui-même qui a signé l'objet, la vente serait naturellement annulée pour fraude.

est authentique; c'est bien souvent le contraire qui se produit. Les connaisseurs ne l'ignorent pas; aussi, lorsqu'un d'entre eux achète, par exemple, un tableau, et cherche à discerner si ce tableau est authentique, il examine surtout la facture et la composition du tableau, et n'attache que peu d'importance à la signature (109). Seuls les amateurs profanes considèrent la signature comme un moyen de preuve essentiel.

Il semble donc que le juge ne puisse regarder l'existence d'une signature comme un indice concluant, que si les connaissances peu étendues de l'acheteur, son expérience très réduite, ou même d'autres circonstances l'ont amené à penser que le tableau était authentique, puisqu'il était signé.

Est-ce en ce sens que les tribunaux se sont prononcés jusqu'à maintenant ? Pour nous permettre d'en juger, nous n'avons à notre disposition que deux décisions. La première, qui émane de la Cour de Douai (110), a accordé, à notre avis, une importance exagérée à la signature; un vendeur de tableaux alléguait qu'il n'avait jamais garanti que les tableaux fussent l'œuvre des maîtres dont ils portaient le nom; la Cour a répondu que « la signature seule du maître, apposée sur les tableaux constitue un certificat d'origine, et une garantie de droit qui engage directement la responsabilité du vendeur, à défaut de réserves ou spécifications contraires ». L'expression « certificat d'origine » employée par l'arrêt n'est pas exacte; on

(109) On a pu dire que sur cent tableaux authentiques de maîtres il y en a dix de signés, et que sur cent tableaux faux, il y en a quatre-vingt-dix de signés. — V. Charles OULMONT, *Les lunettes de l'amateur d'art*. — D'ailleurs, les truqueurs actuels ont tendance à ne plus signer leurs œuvres, car ils savent qu'une signature éveille la méfiance des connaisseurs.

(110) 22 juin 1883, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 115, J. C. P. 1884 p. 73.

peut tout au plus parler de présomption d'origine; il est donc impossible d'admettre que la garantie résulte de la simple apposition d'une signature.

La seconde décision a été rendue par le tribunal de Marmande (111), et s'est montrée beaucoup plus raisonnable. La dame L... avait vendu à B... deux tableaux portant des signatures célèbres: un Christ signé « Rubens » et une copie sur cuivre de « La Cène » portant le nom de « Vinci ». L'acheteur, ayant appris par des experts que les tableaux n'avaient aucune valeur artistique, demanda à la dame L... de reprendre les tableaux; sur son refus, il intenta une action en nullité, soutenant que l'authenticité et l'ancienneté des tableaux constituaient les qualités substantielles qui l'avaient déterminé à contracter. Le tribunal a annulé la vente, car il a estimé que l'acheteur avait cru réellement acquérir des œuvres de grande valeur, qu'il avait été manifestement trompé par les signatures de Rubens et de Vinci apposées au bas des tableaux d'une façon très apparente, et qui semblaient indiquer qu'on se trouvait en présence, sinon des originaux de ces œuvres célèbres, du moins de répliques ou d'études faites par ces maîtres éminents. Mais pour décider de cette façon, le tribunal avait de bonnes raisons, que le jugement indique; l'acheteur, au moment de la vente était malade et très affaibli, et le tribunal a pensé que les signatures apposées sur les tableaux avaient fort bien pu tromper un amateur qui se trouvait dans de telles dispositions.

En résumé, les cas où l'aspect de l'objet peut constituer une présomption en faveur de l'acheteur sont nombreux; il en est de même pour les circonstances

(111) 17 juillet 1913, J. C. P. 1914 p. 215.

qui sont reconnues avait entouré la présentation de l'objet. Nous avons déjà vu quelle importance, en matière de ventes publiques, peut être attribuée à l'indication d'époque, ou à l'indication d'auteur faite dans les catalogues et au moment des enchères. Il convient d'observer à propos des ventes publiques, que les seuls renseignements qui peuvent être considérés avoir eu pour l'adjudicataire une authenticité certaine, sont ceux qui lui ont été fournis par les affiches et le catalogue; lorsque ni les affiches, ni le catalogue ne précisent que l'objet vendu est ancien ou qu'il a été exécuté par tel artiste, l'acheteur ne peut pas réclamer, même s'il déclare n'avoir acheté que parce que, faisant confiance à certains articles de journaux parus à l'occasion de la vente, il croyait acheter une antiquité ou une œuvre de maître. Ce principe ressort d'un jugement rendu par le tribunal de commerce de la Seine, à l'occasion de l'affaire du collier de Mme Léonide Leblanc (112). L'adjudicataire du collier disait que, sur la foi de déclarations contenues dans des articles de presse, il avait cru acquérir « le fameux collier » de Mme Léonide Leblanc, ce don princier que le Tout-Paris avait pu admirer sur les épaules de l'artiste, alors qu'elle jouait à l'Odéon, le rôle de la comtesse Dubarry, dans Joseph Basalmo; et il refusait de prendre livraison, sous prétexte que le collier qu'on lui offrait était sans histoire. Le tribunal a estimé que rien n'autorisait l'acquéreur à croire qu'il s'agissait du « fameux collier » de Mme Léonide Leblanc, la désignation telle qu'elle avait été faite dans le catalogue et les affiches, ne contenant aucune indication sur l'origine et la provenance du collier mis en vente; il

(112) 12 novembre 1891, J. C. P. 1896 p. 116.

a, en conséquence, refusé de reconnaître l'existence de l'erreur et repoussé la demande en nullité; l'acheteur, en voyant que le catalogue et les affiches étaient muets sur la légende auquel il prétendait attacher un si grand prix, aurait dû se renseigner avant de mettre une enchère, auprès de l'officier public chargé de la vente, sur la réalité de cette légende.

En matière de ventes privées, les tribunaux retiennent aussi la manière dont a eu lieu la présentation, au futur acquéreur, de l'objet à vendre. Ainsi, un arrêt de la Cour d'Orléans (113) relève qu'une commode a été présentée à l'acheteur « dans des conditions et des circonstances telles qu'il ne pouvait s'agir que d'un meuble ancien du dix-huitième siècle »; de même, un arrêt de la Cour de Rennes observe qu'un tableau a été présenté « dans une pièce réservée, où des objets d'une particulière valeur étaient groupés » et déclare qu'une telle présentation a concouru à persuader l'acheteur qu'il allait acquérir un tableau ancien (114).

Enfin, lorsque les tribunaux se trouvent en présence d'une vente conclue uniquement par correspondance, ils s'attachent à la façon dont le vendeur a décrit l'objet; l'acheteur, jugent-ils, a cru que l'objet était parfaitement conforme à la désignation que lui en a faite le vendeur. La Cour de Paris a ainsi décidé (115) que l'acheteur d'un livre ancien est en droit de refuser d'en prendre livraison, et de demander la nullité du marché, si de l'examen du livre, il résulte que le livre ne répond pas aux conditions que l'acquéreur était en droit d'espérer, d'après la description qui lui en avait

(113) 21 janvier 1931, D. H. 1931 p. 172.

(114) 17 juin 1929, *Gaz. Pal.* 1929. 2. 397.

(115) 8 mars 1876, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 303.

été donnée. Il s'agissait en l'espèce d'un livre qui avait une origine illustre, mais dont la valeur était fortement diminuée pour diverses causes; or le vendeur, s'il n'avait pas omis d'indiquer les causes de dépréciation, ne l'avait cependant fait qu'en les amoindrissant considérablement, à tel point qu'il avait même, sur la fiche descriptive, qualifié le livre de « véritable bijou typographique »; l'acquéreur, au vu de tels renseignements fournis par le cédant, ne pouvait pas penser que les défauts annoncés étaient aussi importantes qu'elles l'étaient en réalité.

IV

Indices résultant de l'attitude des parties avant et après la vente.

La manière dont se sont comportées les parties, antérieurement et postérieurement à la vente, constitue pour le juge une source d'éléments d'information nombreux et très sérieux; nous allons le constater en énumérant successivement les indices que peuvent fournir l'attitude qu'ont eue les parties avant de contracter, et celle qu'elles ont eue après l'avoir fait.

A. — Attitude de l'acheteur et du vendeur avant le contrat.

L'examen de l'attitude observée par l'acheteur au cours des pourparlers peut livrer au juge un certain nombre d'indices de la nature de ceux qu'il recherche; les motifs sur lesquels se sont appuyées plusieurs décisions en font foi. Un fait regardé comme particulière-

ment significatif est l'existence de correspondances (116) dans lesquelles l'acheteur indique son désir d'acquérir un objet d'art authentique. Ainsi, pour décider que l'authenticité d'une commode et de ses bronzes a été considérée par le vendeur et l'acheteur comme une qualité substantielle, le tribunal civil de la Seine (117) a largement tenu compte d'une lettre adressée par l'acqureur au vendeur, et rédigée de la façon suivante: « J'ai l'honneur de vous confirmer notre accord verbal, suivant lequel je vous achète, au prix de 10.000 francs, la commode en bois de rose, garnie de bronzes, d'époque Louis XVI... ».

En dehors du cas où l'acqureur a fait expressément connaître son intention d'acheter un objet d'une authenticité réelle, la jurisprudence retient d'autres circonstances. Un jugement du tribunal d'Hazebrouck déclare que la volonté d'un acheteur d'acquérir des tableaux de Courbet, de Bouguereau et d'Holbuth ressort notamment du soin avec lequel cet acheteur a vérifié, avant de traiter, la notoriété de ces artistes dans des catalogues que lui avait prêtés le vendeur (118). Un arrêt de la Cour de Lyon (119) relève fort justement le fait que l'acqureur d'une table Louis XV a procédé avant l'achat à « un examen très long et très détaillé » qui lui a donné la conviction que la table était ancienne.

L'attitude du vendeur avant le contrat peut, elle aussi, se montrer pour les juges fertile en renseigne-

(116) Paris 7 mars 1917, *Gaz. Pal.* 1916-17 n. 583.

(117) 21 février 1913, *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. 386.

(118) V. Douai 22 juin 1883, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 115, J. C. P. 1884 p. 73.

(119) 18 mars 1931, D. 1933. 2. 25, D. H. 1931 p. 276.

ments. Tout d'abord, si le vendeur a envoyé à l'acheteur des lettres dans lesquelles il affirmait l'authenticité de l'objet qu'il voulait vendre, les tribunaux ne manqueront pas de retenir cette circonstance. C'est ce qu'a fait la Cour de Paris en 1856 (120) dans une affaire concernant une vente de tableaux. Un sieur Remilleux avait offert par lettre au sieur Leroy d'Etiolles, des tableaux qu'il attribuait expressément à des maîtres estimés tels que Watteau, Greuze et Lancret. Leroy d'Etiolles, ayant vu les tableaux, en avait achetés quatre attribués à Watteau, moyennant le prix de quatre mille francs. Mais dès le lendemain de la livraison, Leroy d'Etiolles avait écrit à son vendeur que les tableaux n'étaient pas de Watteau, et qu'il les tenait à sa disposition en échange de la partie du prix versé. Remilleux n'ayant pas répondu, il l'avait assigné devant le tribunal civil de la Seine. Ce tribunal, considérant qu'il y avait bien eu vente définitive entre les parties, avait refusé de prononcer la nullité. Sur appel de l'acheteur, la Cour infirma le jugement; elle décida que lorsqu'un contrat a pour objet des œuvres qui tirent du nom et de la réputation de leurs auteurs leur principale valeur, comme dans l'espèce, on peut considérer une déclaration écrite faite sur ce nom comme « le principe et la cause de l'achat »; elle en conclut que, si cette déclaration était erronée, le consentement de l'acheteur n'avait été donné que par erreur et ne devait pas l'obliger (121).

(120) 29 mars, S. 1856. 2. 304, D. 1856. 2. 175, *Ann. pr. ind.* 1856 p. 120.

(121) V. en sens contraire. Paris 28 avril 1856, *Ann. pr. ind.* 1856 p. 120. Cet arrêt a repoussé la demande en résolution de la vente formée par un certain Martin contre l'abbé Mestadier, qui lui avait cédé moyennant 98.000 francs payables en actions de la société de l'Ancre Martin, un tableau qui, dans la correspondance échangée, avait été expressément

En l'absence de correspondances, la jurisprudence s'attache aux affirmations verbales faites par le vendeur relativement à l'authenticité. Ainsi en 1863, le tribunal de commerce de la Seine (122) a annulé une vente de tableaux et études que le vendeur avait déclarés à tort avoir pour auteurs: Saint-Jean Clouet, Blaremborg et Horace Vernet. Plusieurs décisions plus récentes ont attribué la même importance aux déclarations du vendeur. C'est par exemple un arrêt de la Cour de Paris (123) qui observe que le vendeur d'une aiguière l'avait présentée à l'acheteur comme un objet d'art musulman d'une grande rareté, et qu'en conséquence cet acheteur ne pouvait pas s'attendre à acquérir une contrefaçon sortie d'une fabrique parisienne. C'est de même un jugement du tribunal civil de la Seine qui remarque (124) qu'un vendeur d'objets en ivoire a indiqué que ces objets étaient anciens. C'est aussi un arrêt de la Cour de Rennes (125) qui considère que « certaines indications » données à l'acheteur par le vendeur sur la provenance du tableau vendu, « certains pourparlers » échangés pour lui procurer un autre tableau de même provenance, n'ont pu que fortifier la croyance où il était d'acheter un tableau ancien.

attribué au Corrège; mais cet arrêt, à raison des circonstances particulières du procès, ne paraît devoir être considéré que comme une décision d'espèce. La Cour, en effet a, en même temps, débouté Mestadier de sa demande reconventionnelle en paiement de 98.000 francs, valeur représentative au moment de la vente d'actions qui, au jour de la demande, n'avaient plus aucune valeur.

(122) 15 avril, *Ann. pr. ind.* 1863 p. 339.

(123) 22 janvier 1901, *J. trib. comm.* 1902 p. 318, *Pand. fr. pér.* 1903. 2. 70.

(124) 5 janvier 1911, *Gaz. Trib.* 1^{er} sem. 2. 237, *J. C. P.* 1912 p. 101.

(125) 17 juin 1929, *Gaz. Pal.* 1929. 2. 397.

Il est enfin une autre circonstance que les tribunaux ne négligent jamais de relever lorsque son existence est prouvée: c'est la mauvaise foi dont a fait preuve le vendeur au cours des pourparlers préliminaires à la vente. Nous n'avons jamais envisagé jusqu'à maintenant que le cas où le vendeur, en donnant à l'acheteur des indications fausses, les croyait exactes. Parfois on parvient à établir que c'est volontairement que le vendeur a induit l'acheteur en erreur: il a, par exemple, donné à un tableau le nom d'un grand maître alors qu'il savait fort bien que ce tableau était une copie; il a attribué à un meuble un caractère d'ancienneté qu'il savait pertinemment ne pas exister. Dans ce cas l'acheteur peut essayer d'invoquer tout ensemble le dol et l'erreur, et même simplement le dol. Certains plaideurs l'ont fait bien que la preuve complète du dol soit difficile. Le demandeur en nullité pour dol doit prouver que son vendeur s'est livré à des manœuvres frauduleuses, et que ce sont ces manœuvres qui l'ont déterminé à contracter; il peut d'ailleurs faire cette preuve par tous moyens de droit commun, fut-ce par des présomptions.

L'acheteur d'un tableau d'Eugène Delacroix est ainsi parvenu à faire annuler son achat, uniquement en vertu de l'article 1116; le tribunal (126) a, en effet, jugé que, des circonstances de la cause, résultaient des présomptions graves, précises, concordantes, et suffisantes pour établir la preuve du dol, et entraîner l'annulation du contrat. Mais cette décision est unique en son genre; les quelques autres actions en nullité intentées pour dol que nous avons découvertes ont toutes été repoussées. La lecture des motifs qui ont

(126) Trib. civ. Seine 1^{er} mai 1867, *Ann. pr. ind.* 1867 p. 4.

conduit les juges à adopter une telle solution convainc rapidement des difficultés auxquelles se heurte le demandeur qui veut établir qu'il a été amené à contracter par les pratiques dolosives exercées par le vendeur. Il n'est d'abord pas commode de prouver l'intention dolosive dont était animé le vendeur lorsqu'il a agi comme il l'a fait au moment de la vente. La Cour de Paris (127) a ainsi refusé en 1928 de reconnaître l'existence des manœuvres dolosives dont l'adjudicataire d'un drapeau prétendait avoir été victime de la part des vendeurs. Dans cette espèce, que nous avons déjà rencontrée plusieurs fois, le drapeau, qui portait l'inscription « Napoléon III au 42^e R. I. de ligne », avait été désigné sur les affiches comme ayant été « offert par l'Empereur au général Husson, commandant le 42^e de ligne ». L'acheteur soutenait que les vendeurs, en employant la mention « offert par l'Empereur », avaient commis un véritable dol. Les vendeurs rétorquaient que s'ils n'avaient pas reproduit textuellement sur les affiches, les termes de l'inscription apposée sur le tableau, c'était dans le but d'éviter toute confusion et afin de ne pas laisser croire aux acquéreurs éventuels que le drapeau avait été remis à titre officiel au 42^e R. I. de ligne, comme aurait pu le laisser supposer l'inscription portée sur le drapeau lui-même. Le tribunal civil de Fontainebleau, jugeant en première instance, a décidé que les mots « par l'Empereur » étaient manifestement destinés à tromper les amateurs en attachant au drapeau mis en vente le prestige tout particulier d'un don fait par un souverain, et il a annulé la vente, le 17 mai 1922. La Cour, au contraire, adoptant entièrement la thèse des

(127) *Ann. pr. ind.* 1929 p. 20.

défendeurs, a estimé qu'il n'y avait eu aucune manœuvre dolosive, et a déclaré que la vente était valable.

La Cour de Nîmes (128) a refusé de reconnaître, à la charge du vendeur d'un tableau signé Diaz, et garanti authentique, la mauvaise foi (129), dont l'acheteur se prévalait pour obtenir la nullité du contrat, et que le tribunal civil avait retenue. La Cour, après avoir constaté que la mauvaise foi ne se présume pas, et doit être établie, a jugé que cette mauvaise foi ne pouvait pas résulter de ce que le vendeur, qui se disait peintre, devait avoir les connaissances nécessaires pour juger avec certitude de l'origine du tableau par lui-même, alors que l'acheteur, qui possédait depuis longtemps des peintures pour la satisfaction de son goût personnel, et était amené à en acheter et à en vendre pour compléter ou renouveler sa collection, avait cependant commis une erreur sur l'authenticité du tableau. Ainsi, de l'avis de la Cour de Nîmes, le dol ne peut pas se présumer à l'égard d'un vendeur spécialement versé dans la connaissance des objets d'art (130) ; on conçoit qu'il serait encore plus difficile d'admettre l'existence du dol si le vendeur était un simple particulier peu averti et inexpérimenté ; pour qu'on puisse le faire, il faudrait que l'acheteur en rapportât une preuve réellement manifeste et indiscutable.

Le demandeur en nullité, lorsqu'il a établi l'existence du dol, a encore à prouver que, sans ce dol, il

(128) 12 août 1890, *Gaz. Trib.* 22 août 1890.

(129) La vente a cependant été annulée, mais pour erreur sur la substance.

(130) Le tribunal de commerce de Lyon, rejetant la demande en nullité pour dol formée contre un vendeur anti-quaire, a estimé que ce vendeur avait pu croire tout au moins à des chances d'authenticité. 25 juillet 1929, *Gazette judiciaire et commerciale de Lyon*, 26 mars 1930, et la note.

n'aurait pas contracté; là encore, il est exposé à rencontrer des difficultés, surtout si le tribunal constate qu'il avait des connaissances artistiques très étendues. La jurisprudence, en effet, reconnaît au dol le caractère relatif qu'implique la rédaction de l'article 1116; les manœuvres qui sont regardées comme suffisantes pour vicier la volonté d'un acheteur ignorant, sont au contraire regardées comme insuffisantes à l'égard d'un acquéreur plus instruit et plus accoutumé aux affaires. Un jugement du tribunal de commerce de Lyon (131) le prouve : Un antiquaire avait acheté chez un autre antiquaire une reliure italienne siennoise, qui avait été reconnue pour une copie exécutée par un connaisseur en la matière; il avait demandé la nullité pour erreur et fraude. Comme constituant la fraude, il invoquait une mise en scène que le vendeur aurait organisée pour lui faire croire à la rareté et à l'ancienneté des objets, ainsi qu'à l'urgence pour lui de prendre une décision s'il ne voulait pas se voir enlever l'objet par un autre amateur. Le tribunal a refusé, dans les termes suivants, de retenir la fraude : « L'acheteur, de par sa profession et ses relations, était particulièrement à même de se documenter sur la valeur de la pièce qu'il désirait acheter; et son expérience des affaires de cette sorte, devait le mettre en garde contre une certaine mise en scène et les procédés d'un trop habile commerce, relativement fréquents et difficiles à sanctionner dans la limite où les acheteurs peuvent s'en défendre. »

Les tribunaux belges, comme les tribunaux français, admettent difficilement qu'un acheteur expérimenté ait pu être déterminé à acheter par des manœuvres

(131) 25 juillet 1929, précité.

du vendeur. La Cour de Bruxelles (132) a ainsi refusé d'annuler un achat de tableaux effectué par un marchand de tableaux. Les peintures litigieuses étaient désignées sur la facture comme ayant été peintes par Rubens, Rembrandt, Ruysdaël et Dewit, mais il s'agissait en réalité d'œuvres modernes exécutées par un peintre vivant qui se livrait à cette industrie. La Cour a considéré qu'il n'était pas évident, comme l'exige l'article 1116 du code civil, que l'acquéreur n'aurait pas acheté, sans l'affirmation du vendeur que les tableaux étaient des originaux ; et comme l'acheteur n'avait pas signalé d'autres manœuvres employées à son égard, la Cour a décidé que les faits invoqués étaient insuffisants pour pouvoir amener l'annulation du contrat du chef de dol.

Devant toutes les difficultés rencontrées par les plaideurs qui ont invoqué le dol, les acheteurs, en pratique, jugent généralement plus prudent de laisser de côté l'article 1116, et de s'en tenir à l'action fondée sur l'erreur sur la substance (133). Mais parfois, au cours des débats, il apparaît très nettement que le vendeur a fait preuve de mauvaise foi à l'égard de son acheteur ; la jurisprudence n'a pas voulu que cette mauvaise foi demeure entièrement impunie, ne reçoive aucune sanction ; elle a voulu au contraire que cette mauvaise foi se retourne contre son auteur et serve la cause de la victime. Elle est parvenue à ce résultat en usant du procédé suivant : elle regarde cette mauvaise foi comme une circonstance servant à démontrer

(132) 26 janvier 1855, *Pasicr. belge* 1856. 2. 49.

(133) Pour les acheteurs qui désirent obtenir la nullité, l'action prévue par l'article 1116 n'est d'ailleurs pas plus avantageuse que celle prévue par l'article 1110. Le seul intérêt du dol réside pour eux, nous le verrons, dans les dommages-intérêts.

la volonté très ferme de l'acheteur de n'acquérir qu'un objet authentique, et elle lui attribue une force probante très grande. D'abord, le fait que le vendeur a donné des indications fausses sur l'authenticité, a pour résultat, comme au cas de bonne foi du vendeur, de prouver l'erreur dont l'acheteur a été victime : croyant réellement existante l'authenticité qu'on lui affirmait, ce dernier a pris une décision en conséquence. De plus, le fait que le vendeur était de mauvaise foi, lorsqu'il a donné ces indications inexactes, prouve que l'authenticité constituait une qualité à défaut de laquelle l'acheteur n'aurait pas contracté ; en effet, si le vendeur a essayé de faire naître une erreur dans l'esprit de l'acheteur, ou tout au moins tenté de favoriser la naissance de cette erreur, ce ne peut être que parce qu'il savait que l'authenticité de l'objet était la raison qui déterminait l'acheteur à se rendre acquéreur.

Plusieurs décisions démontrent que ce sont bien ces principes qu'admettent les tribunaux lorsqu'ils se trouvent en présence d'un vendeur qui a fait preuve de mauvaise foi, soit en donnant volontairement des indications fausses, soit en gardant un silence coupable. Ainsi, la Cour d'Orléans (134) a déclaré que lorsque le vendeur d'une commode qu'il sait ne pas être ancienne met tout en œuvre pour faire croire à l'acheteur que cette commode est bien ancienne, il est manifeste que l'acheteur entendait acquérir une commode ancienne; le vendeur, dans sa correspondance, avait désigné le meuble vendu comme « commode Louis XV »; la Cour a conclu que l'ancienneté était la qualité sans laquelle l'acheteur n'aurait pas contracté, et dont le

(134) 21 janvier 1931, D. H. 1931 p. 172.

vendeur faisait in petto lui-même état, au cours des pourparlers; de plus, le vendeur s'était bien gardé de « stipuler la non-garantie de l'ancienneté », sachant bien, remarque la Cour, qu'une telle clause aurait empêché la réalisation du marché.

Le tribunal civil de la Seine (135), confirmant un jugement du tribunal de paix du 17^e arrondissement de Paris, a annulé la vente d'un tableau signé Isabey, après avoir constaté que le vendeur avait usé d'une mise en scène destinée à faciliter la vente; le vendeur avait placé à la partie inférieure du cadre un cartouche indiquant le nom d'Isabey et ses dates de naissance et de décès. Le tribunal a estimé que si le vendeur avait agi ainsi, « c'était dans le but d'attirer, et de déterminer l'acheteur par la notoriété de ce peintre », que l'acheteur en concluant le marché avait eu évidemment l'intention d'acquérir un tableau de ce peintre déterminé, et que dès lors c'était à bon droit que le juge de première instance avait admis que l'erreur de l'acheteur portait sur la substance de la chose.

Le tribunal d'Hazebrouck (136) relève le silence observé par un vendeur de tableaux; ce vendeur, lorsqu'il s'était rendu lui-même acquéreur des tableaux, avait reçu de son propre vendeur une quittance qui portait expressément cette déclaration « sans aucune garantie que ces tableaux sont peints de ces maîtres »; or, lorsqu'il avait revendu les tableaux, il s'était bien gardé de mentionner cette stipulation de non-garantie dans la quittance qu'il avait remise à son acheteur.

(135) 3 novembre 1930, *Gaz. Pal.* 1931. 1. 15.

(136) V. Douai 22 juin 1883, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 115, J. C. P. 1884 p. 73.

Le tribunal civil de Bayonne (137) a, lui aussi, tenu compte de la mauvaise foi du vendeur, lorsqu'il s'est décidé à prononcer l'annulation de la vente d'une bonbonnière en or qui, d'après les marques de poinçons qu'elle portait, paraissait remonter à l'époque Louis XV. L'acheteur était parvenu à établir, d'une part, que cette bonbonnière, qu'il avait payée 15.000 francs, n'était qu'une imitation, les poinçons étant contrefaits, et, d'autre part, que ce défaut d'authenticité était connu du vendeur lors de la conclusion du marché. Pour décider que c'était bien une bonbonnière ancienne que l'acheteur avait entendu acquérir, le tribunal a d'abord retenu la présence des poinçons dont le témoignage devait faire croire que l'objet était ancien; mais il s'est appuyé principalement sur la mauvaise foi du vendeur, qu'il a induite de diverses circonstances : le vendeur, alors qu'il connaissait l'origine, la valeur véritable et la provenance de la bonbonnière, les avait soigneusement dissimulées, il avait même imaginé une fable mensongère d'après laquelle il vendait l'objet pour le compte d'un descendant d'une ancienne famille, aux prises avec des besoins d'argent; enfin, bien qu'il ait su que la boîte était de fabrication récente, il l'avait cependant vendue au prix des boîtes d'une ancienneté authentique. Le tribunal a pensé que seule l'idée que l'acquéreur n'aurait pas voulu passer le marché s'il avait su que la bonbonnière n'était pas ancienne, avait pu conduire le vendeur qui ne voulait pas laisser échapper un marché avantageux, à adopter cette attitude coupable. Puisque la qualité qui avait déterminé

(137) 21 juillet 1903, *Gaz. Trib.* 1904. 1^{er} sem. 2. 59.

l'acheteur à contracter faisait défaut, la vente devait être annulée.

B) Attitude de l'acheteur et du vendeur après le contrat.

Le juge peut parfois trouver dans la conduite adoptée par l'acheteur après la vente, des indices qui lui permettront de conclure qu'il y a bien eu erreur sur la substance de la part de l'acheteur.

Le tribunal d'Hazebrouck (138) retient ainsi la joie manifestée par un acheteur de tableaux après l'achat, son refus de revendre les œuvres qu'il avait acquises, alors que cependant on lui en offrait un prix double de celui qu'il avait payé; il en déduit qu'aucune autre préoccupation que la considération des maîtres indiqués comme les auteurs des tableaux n'a pu guider l'acheteur.

La Cour de Lyon (139) relève le souci de l'acquéreur d'une table ancienne de soumettre cette table à des experts, dès sa réception, et déclare que ce fait témoigne de l'intérêt que l'acquéreur attachait à l'ancienneté.

L'examen de la manière dont a agi le vendeur, à la suite du contrat, peut révéler lui aussi un certain nombre d'indications. Il est en particulier une circonstance qui se rencontre fréquemment et qui peut aider beaucoup le juge dans son travail d'interprétation de la volonté des parties : ce sont les protestations par

(138) V. Douai 22 juin 1883, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 115, J. C. P. 1884 p. 73.

(139) 18 mars 1931, D. 1933. 2. 25 et la note, D. H. 1931 p. 276.

lesquelles le vendeur répond en général aux doutes qui lui sont exprimés par l'acheteur relativement à l'authenticité de l'objet qu'il a cédé. La jurisprudence estime que, lorsqu'en réponse aux soupçons dont lui a fait part l'acheteur, le vendeur continue à assurer que l'objet est bien authentique, il y a là un fait qui prouve que c'est un objet authentique que les deux parties ont entendu vendre et acheter; les protestations du vendeur se retournent ainsi contre lui. Un arrêt de la Cour de Lyon (140) a très nettement attribué cette valeur de preuve (141) à une lettre que la venderesse d'une table Louis XV avait expédiée à son acheteur qui s'était plaint de la modernité de la table. La venderesse avait écrit : « J'ai toujours considéré cette table comme indiscutable... »; la Cour a jugé que ce terme s'appliquait au caractère d'ancienneté du meuble, et non à ses qualités esthétiques, et établissait « irréfutablement » par sa présence la commune intention des parties de vendre et d'acheter une table ancienne d'époque Louis XV; elle a pu ainsi aboutir aux conclusions suivantes : « Il n'existe aucun doute sur la nature de l'objet que les parties avaient en vue en concluant la vente », l'ancienneté constituait aux yeux de l'acheteur « une qualité substantielle et déterminante de son achat »; enfin si la venderesse persiste à affirmer cette ancienneté, c'est qu'elle savait « de quel poids elle avait été dans l'esprit de l'acheteur ».

Les protestations du vendeur ne sont pas les seuls éléments d'information qui peuvent être découverts dans l'attitude du vendeur après le contrat. Un juge-

(140) 18 mars 1931, D. 1933. 2. 25 et la note de M. P. WALINE, D. H. 1931 p. 276.

(141) V. dans le même sens : Orléans 21 janvier 1931, D. H. 1931 p. 172.

ment du tribunal civil de la Seine (142) accorde une certaine importance au fait que, lors de la vente d'une commode, les parties avaient stipulé que si l'acheteur réalisait dans la revente de cette commode, un bénéfice supérieur à 5.000 francs, le bénéfice supplémentaire serait partagé entre l'acheteur et le vendeur, à raison de 50 % pour chaque partie.

Parfois, ce sont certaines pièces de correspondance qui fournissent au juge l'indice recherché. Ainsi, une des raisons qui a déterminé la Cour de Rouen (143) à annuler une vente de meubles anciens, a été l'existence d'une lettre écrite par le vendeur en réponse à la demande de garantie que l'acheteur lui avait adressée dès la réception des objets; la Cour a considéré qu'il résultait à l'évidence de cette lettre que le vendeur, de même que l'acheteur, « envisageait le marché comme portant sur des meubles anciens », et que ce vendeur, une fois la livraison faite, « ne cherchait plus qu'à dégager sa responsabilité, en excipant de la non-existence d'une clause de garantie.

Une circonstance intéressante encore est l'attitude adoptée par le vendeur qui voit son acheteur lui reprocher de n'avoir pas effectué la livraison dans les conditions qui avaient été convenues. Le tribunal civil de la Seine a eu l'occasion de retenir cette circonstance dans une espèce qu'il a jugée le 5 janvier 1911 (144). Un vendeur d'objets en ivoire avait envoyé ces objets au domicile de l'acheteur, sans facture de garantie et contre remboursement. L'acheteur avait immédiatement écrit à son vendeur pour protester contre cette façon d'agir; dans cette lettre, il rappelait que le

(142) 21 février 1913, *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. 386.

(143) 15 juillet 1911, *D.* 1912. 2. 367, *S.* 1912. 2. 252.

(144) *Gaz. Trib.* 1911. 1^{er} sem. 2. 237, *J. C. P.* 1912 p. 101.

vendeur lui avait garanti l'ancienneté et l'authenticité des ivoires, il disait que lui-même n'avait pas accepté que les objets lui fussent envoyés contre remboursement; il déclarait enfin qu'il ne paierait la somme stipulée qu'après « s'être assuré de l'état et de l'authenticité des objets ». Or le vendeur n'avait formulé aucune critique contre les termes de cette missive; il s'était même au contraire conformé aussitôt à la demande de son acheteur en donnant des instructions au transporteur pour qu'il remette à l'acheteur les caisses contenant les objets sans exiger le paiement préalable. La Cour a estimé que cette attitude du vendeur devait nécessairement être considérée comme « la reconnaissance même de la vérité des déclarations contenues dans la lettre de l'acheteur », que le vendeur, en ne s'élevant pas contre les affirmations de l'acheteur, en acceptant au contraire que l'acheteur vérifiât avant tout paiement, l'authenticité des objets livrés, avait admis par là-même « qu'il avait entendu vendre des objets offrant cette qualité ».

Nous en avons ainsi terminé avec l'examen des circonstances auxquelles les tribunaux s'attachent pour décider que l'acheteur d'objet d'art qui n'a pas obtenu de garantie est fondé à demander la nullité de la vente qu'il a passée. Deux remarques pourtant s'imposent encore. Il convient d'abord d'observer que si les juges fondent parfois leur conviction sur une seule de ces circonstances, ils la fondent le plus souvent sur la réunion de plusieurs d'entre elles; en effet, l'indice tenant à une circonstance unique est rarement à lui seul absolument décisif; au contraire, l'indice qui résulte de plusieurs circonstances se corroborant l'une par l'autre, peut avec certitude être regardé comme concluant; naturellement, le nombre des circonstances

nécessaires pour former un ensemble suffisant à éclairer la religion du juge, est variable; il est plus ou moins grand suivant que les circonstances prises en considération sont douées d'une force probante plus ou moins étendue.

Enfin, il faut remarquer que la liste des circonstances que nous venons d'énumérer, n'est nullement limitative. Les procès futurs pourront livrer aux tribunaux d'autres faits qui auront tout autant de valeur; il est en particulier une circonstance à laquelle on ne manquerait pas d'attribuer une certaine importance si son existence venait à être prouvée : ce serait le fait que l'acheteur n'a acquis l'objet que pour le revendre à une personne qui faisait de l'authenticité de l'objet, la condition fondamentale de son acquisition (145).

(145) Cet argument a déjà été invoqué dans deux procès, mais chaque fois sans succès. L'acheteur d'un bas-relief en vieil ivoire voulait obtenir la nullité de son achat, sous prétexte que ce bas-relief avait été inexactement présenté comme une reproduction du tableau de Rubens représentant une Descente de croix, et conservé à la cathédrale d'Anvers; à l'appui de sa demande, il soutenait qu'il n'avait acheté le bas-relief que pour le céder aussitôt à un amateur qui faisait de la ressemblance du bas-relief avec la Descente de croix de Rubens, la condition même de cet achat. Mais, comme les justifications qu'il produisait de ce chef manquaient de vraisemblance, le tribunal a repoussé sa demande. Trib. civ. Seine 3 avril 1895, *Gaz. Pal.* 1895. 2. p. 337.

Pour faire annuler un achat de tapisseries qui se trouvaient être du XVI^e siècle au lieu d'être du XV^e, un acquéreur a prétendu que s'il avait acheté les tapisseries, c'était qu'il comptait les revendre immédiatement à une tierce personne qui désirait les acquérir parce qu'elles étaient expressément désignées comme du XV^e siècle, et qui a refusé de réaliser ce second marché lorsqu'elle a constaté qu'elles étaient du XVI^e siècle; il en concluait que l'attribution de ces œuvres au XV^e siècle était pour lui une qualité substantielle, et que sans l'erreur qu'il avait commise, il n'aurait pas effectué l'achat; mais comme il n'apportait à l'appui de cette allégation aucune justification sérieuse, le tribunal l'a débouté. Trib. civ. Mâcon 22 novembre 1910, *Rec. Dijon* 1911 p. 23.

§ III

*Circonstances concomitantes à la vente
qui peuvent empêcher l'acheteur de triompher*

Les tribunaux sont tout prêts à accorder à l'acheteur d'objets d'art qui n'a pas obtenu de garantie, la protection dont il a besoin, s'il résulte des circonstances de la cause qu'il s'est trompé ou qu'il a été trompé. Mais pour cela, il faut en premier lieu que l'erreur soit certaine, qu'elle porte sur un fait absolument ignoré au moment du contrat. Si les circonstances de la cause font présumer que les parties ne se sont pas préoccupées de l'authenticité, que l'acheteur a agi en pleine connaissance de cause, on ne peut que maintenir la vente.

Les tribunaux ont, en second lieu, tendance à n'accorder leur protection à l'acheteur trompé que si l'erreur qu'il a commise était invincible; s'il résulte des faits du procès que l'acheteur a peut-être commis une erreur comme il le prétend, mais qu'il aurait pu l'éviter, il sera presque toujours débouté. La jurisprudence, dans cette matière, se laisse guider par la crainte du danger qui résulterait des annulations trop fréquentes et trop faciles, et aussi par une considération d'équité: elle ne refuse pas de sacrifier, à l'acheteur victime d'une erreur, le principe que les conventions font la loi des parties, mais elle ne le fait que lorsque la victime est suffisamment intéressante; si le mal dont se plaint la personne trompée est la conséquence de sa propre faute, les juges estiment que cette personne ne mérite pas d'être protégée.

Nous allons examiner ces circonstances qui amènent les tribunaux à présumer soit que la confusion géné-

ratrice de l'erreur n'a pas existé dans l'esprit de la partie plaignante, soit que l'erreur, si elle a existé, est imputable à l'acheteur lui-même. Ces circonstances sont au nombre de deux : c'est d'abord le fait que l'objet a été vendu un prix modique, c'est ensuite le fait que l'acheteur a examiné ou pu examiner l'objet avant la vente.

I

Modicité du prix de vente.

Un élément souvent retenu comme faisant apparaître l'in vraisemblance d'une méprise de l'acheteur sur l'authenticité des objets est la modicité du prix. On estime que les acheteurs qui n'ont versé ou promis qu'un prix infime ne peuvent sérieusement soutenir, qu'en payant ce prix, ils ont pu croire qu'ils auraient un objet authentique.

On tire ainsi de la modicité du prix une présomption qui fait pendant à celle que l'on tire, nous l'avons vu, de l'importance du prix ; puisque cette dernière est un indice de l'intention commune du vendeur et de l'acheteur de s'attacher à l'authenticité, la modicité du prix est un indice de leur volonté commune de ne pas se préoccuper de cette authenticité. Une telle conclusion, à première vue, semble être logique et devoir être admise dans tous les cas. Cependant, si on examine le fond des choses, on voit qu'il ne peut pas toujours en être ainsi, que si cette conclusion est parfois admissible, il est des hypothèses où elle ne peut pas l'être.

Tout d'abord, on ne peut attacher d'importance à la modicité du prix que dans les ventes de gré à gré ;

la question ne peut guère se poser, à l'occasion d'une vente publique, car en ce dernier cas, l'absence possible d'enchérisseurs peut toujours fausser les résultats du contrat.

Dans les ventes privées elles-mêmes, on ne peut pas toujours regarder la modicité du prix comme prouvant que la vente est bien, malgré le défaut d'authenticité, telle que les parties l'ont voulue. Toute appréciation en cette matière est très délicate, car le prix des objets d'art est loin d'être fixe et immuable; il peut varier considérablement en un temps très court; les œuvres de telle époque, de tel maître, très peu cotées, il y a un ou deux ans, ou même il y a quelques mois, peuvent subitement être très recherchées, et atteindre des prix énormes. Le juge, pour décider que le prix qui a été versé était trop modique pour s'appliquer à un objet authentique, doit donc le comparer aux prix qui étaient donnés au moment du contrat pour des objets du même genre et d'une authenticité certaine, et non pas aux prix actuels. La tâche du juge, à ce point de vue déjà, est délicate. Mais elle l'est encore à d'autres.

Le juge ne peut pas toujours, en présence de n'importe quel acheteur, induire de la modicité du prix, l'absence d'erreur dans l'esprit de cet acheteur. En effet, un amateur inexpérimenté peut se tromper dans le cas où le prix est fort peu élevé, tandis que dans le même cas, un acquéreur au courant du prix habituel des œuvres d'art, ne peut prétendre avoir commis une erreur. Le juge, dans son travail d'appréciation, doit donc tenir compte des connaissances artistiques de l'acheteur, et il ne doit pas négliger non plus, la plus ou moins grande importance de l'écart qui existe entre le prix de vente et le prix normal.

L'examen de cas pratiques aura vite fait de nous

révéler tous ces éléments que le tribunal ne peut se dispenser de prendre en considération s'il veut rendre une sentence équitable.

Supposons qu'un objet d'art, vendu comme ancien, soit néanmoins cédé à un prix très inférieur au prix que les objets authentiques de la même nature atteignent en général. Ainsi, c'est un tableau présenté sans réserves comme étant de Gainsborough, et facturé mille francs, c'est une faïence de Saint-Porchaire vendue cinq cents francs. Les déclarations du vendeur donnent à supposer qu'il s'agit d'une œuvre de premier ordre; le prix convenu est au contraire sensiblement inférieur à ce qu'il aurait dû être pour une œuvre comme celle prévue par le contrat. Que faut-il penser en présence de cette contradiction flagrante ? Doit-on en déduire que les parties savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur l'authenticité des objets ? On ne peut répondre à cette question, sans faire une distinction entre l'acheteur qui a de l'expérience et celui qui n'en a pas.

Si l'acheteur était bien renseigné sur les prix que peuvent atteindre de semblables œuvres d'art, il est certain que l'attribution d'origine n'aura eu aucune influence sur sa volonté, lorsqu'il s'est décidé à contracter, et c'est bien ce que décide la jurisprudence. Il a été ainsi jugé que le fait par un amateur au courant des choses artistiques, d'acquérir, pour un prix très minime et notoirement inférieur aux prix usuels du commerce des tableaux, un certain nombre d'œuvres formellement attribuées à des peintres très renommés (en l'espèce, onze tableaux attribués à Turner, Lawrence et Bomington vendus 11.500 francs) suffit pour faire présumer qu'il n'y a pas eu de sa part erreur substantielle quant à l'origine de ces tableaux,

et pour le rendre non recevable (146) à réclamer après coup la nullité de la vente.

Naturellement, si l'acheteur, au lieu d'être un amateur connaisseur est un marchand, les tribunaux refusent à plus forte raison encore d'annuler la vente. Dès 1855, le tribunal, puis la Cour de Bruxelles ont débouté (147) un marchand et appréciateur de tableaux, qui avait acheté pour la minime somme de 16.000 francs, quatre toiles que la facture disait avoir été peintes par Rubens, Rembrandt, Ruysdaël et Dewit; ils ont estimé que le vil prix auquel avaient été vendus les tableaux ne permettait pas de croire que l'acheteur ait entendu acquérir des originaux, qu'il était, au contraire, plus probable que l'acheteur avait voulu courir les chances aléatoires d'un pareil marché.

La Cour de Paris a, dans les mêmes conditions, décidé qu'un spécialiste des antiquités babyloniennes et assyriennes qui a acheté un lot de pierres sculptées ne peut demander la nullité du contrat en soutenant qu'il a entendu acheter des antiquités assyriennes et égyptiennes, lorsqu'il n'a versé qu'un prix modique, ne pouvant se rapporter à des objets anciens. Cette modicité du prix constituait un élément essentiel d'appréciation qui ne pouvait échapper à son attention avérée, puisque, d'après les experts, les pièces vendues, si elles avaient été véritables, auraient valu plusieurs centaines de mille francs et qu'au contraire, le prix donné: 18.500 francs, était convenable pour des reproductions dont quelques-unes étaient fort belles (148).

(146) Trib. civ. Seine 10 juin 1901, cité par E. COPPER, *L'Art et la loi*, p. 470.

(147) 26 janvier, *Pasicr. belge* 1856. 2. 49.

(148) 9 novembre 1922, *Gaz. Pal.* 1922. 2. 670, *Ann. pr. ind.* 1923 p. 2.

Le tribunal de commerce de Saint-Nazaire (149) n'a pas écouté un marchand venant se plaindre de ce que le panneau signé Courbet, qu'on lui avait vendu moyennant la somme de 5.000 francs, n'était pas un original. Le tribunal a estimé qu'il n'était pas douteux que le vendeur qui pratiquait couramment l'achat et la revente d'objets d'art de toutes sortes, savait fort bien que le prix de 5.000 francs était très inférieur à la valeur réelle d'une œuvre authentique de Courbet, que pour ce prix il n'avait pu entendre acheter une œuvre originale, alors que différentes toiles de Courbet avaient atteint, à l'Hôtel Drouot, des prix quatre à cinq fois supérieurs.

Pour repousser la demande en nullité pour erreur formée par l'antiquaire qui avait acheté une reliure siennoise à un de ses collègues, le tribunal de commerce de Lyon (150) a pris en considération le prix convenu; il a jugé que ce prix, qui était supérieur à celui d'une copie, mais inférieur à celui d'une reliure siennoise ancienne et authentique, impliquait un doute sur l'authenticité dans l'esprit des parties; et il a conclu que le contrat avait eu un caractère aléatoire, que l'acheteur qui courait la chance d'avoir fait une opération avantageuse dans le cas d'authenticité reconnue, devait s'attendre au risque d'une perte si la reliure n'était qu'une bonne copie.

Ainsi, les acheteurs qui possèdent des connaissances artistiques et qui n'ont payé qu'un prix inférieur à la valeur d'un objet authentique, ne peuvent pas protester si l'objet qu'ils ont acquis n'est pas authentique. La jurisprudence estime, qu'étant donné leurs connais-

(149) 9 mai 1928, R. Dr. Fr. 1928 n° 11 p. 83.

(150) 25 juillet 1929, *Gazette judiciaire et commerciale de Lyon* du 26 mars 1930.

sances, il n'est pas possible qu'ils aient entendu acheter un objet authentique pour un prix si peu élevé. On peut tout au plus admettre qu'ils ont espéré que les craintes que le vendeur formaient relativement au défaut d'authenticité et qui s'exprimaient par la demande d'un prix inférieur à la valeur réelle d'une œuvre authentique, ne se réaliseraient pas; mais alors, il n'y a pas erreur substantielle; l'acheteur, en traitant, en donnant ce prix qu'il espérait devoir être pour lui la source d'un bénéfice important, a envisagé tous les aléas du marché, et a accepté de subir une perte au cas de défaut d'authenticité.

Si l'acheteur, au lieu d'être un connaisseur, est un ignorant du commerce des choses artistiques, il est plus difficile d'invoquer contre lui la modicité du prix. Cependant, là encore il faut faire une distinction. Si l'on est en présence d'attributions fantaisistes, et de prix excessivement hors de proportion avec les prix habituels, comme dans le cas du tableau de Gainsborough vendu mille francs, ou de la faïence de Saint-Porchaire vendue cinq cents francs, il est difficile de supposer qu'un acquéreur un tant soit peu diligent et attentif, ait pu commettre une erreur; lorsqu'il aura été trompé par les attributions erronées données par un vendeur trop affirmatif, ce sera bien souvent parce qu'il s'est montré négligent ou naïf; sans cela, sa méfiance aurait dû être mise en éveil par un prix d'une modicité exagérée. Plusieurs acheteurs ont ainsi vu repousser leur action en nullité, soit parce qu'ils n'avaient pas pu commettre d'erreur, soit parce qu'ils devaient s'imputer celle qu'ils avaient commise. La tribuna! de Florence a débouté de sa demande en nullité, l'acquéreur d'une série de dessins, sous le prétexte que le prix de 800 piastres qui avait été versé, ne

pouvait raisonnablement s'appliquer à des originaux (151).

Le tribunal de la Seine (152) a tenu compte de la vileté du prix convenu pour refuser d'annuler la vente d'un tableau que la quittance indiquait être de Paul Véronèse; le prix de 6.000 francs qui avait été versé était en effet très loin d'être en rapport avec une œuvre authentique de ce grand maître.

Un amateur qui avait acquis neuf tableaux, pour la somme de 10.000 francs, s'est vu déclaré mal fondé à demander la nullité de son achat, en partie parce que le prix qu'il avait payé était bien inférieur à la valeur donnée, dans différentes ventes publiques, aux œuvres émanant des maîtres auxquels étaient attribués les tableaux litigieux (153).

Enfin, le tribunal de commerce de Nantes (154) s'est prononcé pour la validité de la vente d'une vitrine qui n'était que la copie moderne d'un très beau meuble ancien; cette vitrine, qui aurait valu de 12.000 francs à 15.000 francs si elle avait été ancienne, n'avait été vendue que 900 francs. Le tribunal, considérant que l'acheteur ne pouvait ignorer la valeur marchande d'un meuble ancien, et ne pouvait prétendre avoir entendu acheter pour 900 francs une vitrine ancienne, l'a débouté de sa demande en nullité.

(151) Ce jugement est cité par A. RITTER, *De l'erreur dans les contrats, considérée spécialement en matière d'objets d'art*, thèse Paris 1892, p. 97 et 98. Voici les faits à la suite desquels il a été rendu : En 1799, une partie de la collection de dessins du chevalier Wicar avait été volée, et était passée entre les mains d'un marchand florentin, qui en fit exécuter des copies qu'il vendit à un amateur. Ayant appris la fraude, l'acheteur intenta contre le marchand une action en nullité, et c'est alors qu'intervint le tribunal de Florence.

(152) 30 novembre 1865, *Ann. pr. ind.* 1866 p. 99.

(153) Trib. comm. Nice 21 février 1881, *La Loi* 1881 n° 68 p. 270.

(154) 2 novembre 1918, *Jur. de Nantes* 1919. 1. 47.

Il se peut, cependant, que l'on ne puisse relever aucune négligence contre l'acheteur inexpérimenté, qu'il ait pu, malgré la modicité du prix, être induit en erreur; alors le vendeur doit supporter les conséquences des attributions qu'il a données si légèrement aux objets vendus. Il en est ainsi par exemple quand le vendeur a expressément garanti l'authenticité: celui qui a vendu moyennant la somme de 3.000 francs, deux tableaux qu'il a formellement garantis être, l'un du Dominiquin, l'autre de l'Albane, et qui n'étaient que des copies, ne peut pas soutenir, en faveur du marché, qu'il n'a jamais eu la pensée de vendre un Albane et un Dominiquin pour 3.000 francs, sous prétexte qu'un seul original de l'un de ces maîtres vaudrait dix fois cette somme (155).

Toujours dans le cas d'un achat réalisé par un acheteur peu au courant des choses artistiques, le tribunal peut se trouver en présence d'une autre hypothèse: l'attribution qu'a donnée le vendeur à l'objet cédé peut être non plus fantaisiste, mais vraisemblable, le prix, tout en étant inférieur au prix d'un objet authentique, peut être supérieur à celui d'une copie. Les magistrats qui, dans une hypothèse de ce genre, sont chargés de l'interprétation de la volonté des parties contractantes, n'ont pas une tâche facile. Une affaire jugée en première instance par le tribunal de commerce de Nice, et en appel par la Cour d'Aix (156) montre nettement combien les conflits en pareille matière peuvent être complexes. M. Mouchnino avait vendu à M. Grand, pour la somme de 60.000 francs, deux

(155) Trib. comm. Seine 1^{er} juillet 1856, *Ann. pr. ind.* 1856 p. 206.

(156) Trib. Nice 10 juillet 1930 et Aix 23 avril 1934, *Sem. juridique* 1934 p. 771, et la note.

peintures ainsi désignées par le reçu: « un tableau attribué à Hobbéma, école hollandaise; un tableau marine attribué à Ruysdaël, école hollandaise ». Pré-tendant que ces peintures n'étaient pas des maîtres indiqués, l'acheteur demanda la nullité de la vente pour erreur. Pour rechercher si l'acquéreur avait considéré l'authenticité des tableaux comme une qualité substantielle, le tribunal a recouru à une comparaison entre le prix de vente et la valeur réelle des tableaux, et il a décidé que M. Grand ne pouvait sérieusement soutenir avoir acheté un véritable Hobbéma et un véritable Ruysdaël pour 60.000 francs, alors que les œuvres authentiques d'Hobbéma se vendent plus d'un million et que celles de Ruysdaël atteignent le prix de deux cent mille francs; il l'a alors débouté. A son tour, la Cour a recouru à la même comparaison, mais en sens inverse; elle a jugé qu'en acquérant les deux tableaux, Grand avait eu principalement en vue leur origine, que le prix relativement élevé qu'il avait consenti à payer ne pouvait se justifier autrement. Ainsi, on voit combien il était malaisé dans cette espèce, d'apprécier l'intention de l'acheteur d'après le prix payé; ce prix était d'une part trop modique pour se rapporter à des objets d'une authenticité certaine, et d'autre part, trop élevé pour se rapporter à de simples copies modernes. Il en est résulté que le tribunal et la Cour qui se sont attachés, l'un à l'écart excessif qu'il y avait entre le prix payé et la valeur d'une œuvre authentique, l'autre à l'écart excessif qu'il y avait entre le prix payé et la valeur d'une copie moderne, sont arrivés à raisonner d'une manière tout opposée, et pourtant tout aussi admissible. En l'espèce cependant, l'argumentation du tribunal, comme celle de la Cour, ont le défaut de laisser de côté un des éléments de la

cause; le tribunal ne confronte le prix convenu qu'avec le prix atteint par les œuvres authentiques, la Cour ne rapproche le prix convenu que de la valeur de copies modernes. Or, si le prix demandé et accepté ne pouvait s'expliquer ni par l'authenticité des peintures, ni par leur modernité, il pouvait peut-être se justifier par un autre caractère de ces peintures, caractère envisagé par les termes mêmes du reçu délivré par le vendeur: les tableaux, s'ils n'avaient pas été peints par les artistes auxquels on les attribuait, pouvaient au moins être de leur époque et de leur école; la Cour, d'ailleurs, semble s'en être aperçue ensuite, car elle a chargé des experts de rechercher si les tableaux étaient des œuvres authentiques d'Hobbéma et de Ruysdaël, ou des « œuvres de l'école hollandaise du XVII^e siècle », ou « des copies bien postérieures au XVII^e siècle ».

La conclusion qui ressort de toutes les décisions rendues à l'occasion de ventes consenties pour des prix peu élevés, est que l'acheteur qui n'a pas déboursé un prix en rapport avec l'authenticité de l'objet peut s'attendre très souvent, mais non pas toujours, à se voir opposer cette modicité du prix et à se voir refuser la nullité qu'il demande; il n'est exposé à voir jouer contre lui l'argument tiré de cette modicité que si les circonstances permettent au tribunal de juger que l'acheteur en présence du peu d'importance du prix exigé, a su ou dû savoir à quoi s'en tenir quant à l'authenticité de l'objet.

II

Examen ou possibilité d'examen de l'objet par l'acheteur avant la vente.

Un argument invoqué par la jurisprudence, dans ses débuts en matière d'œuvres d'art, pour refuser la nullité d'une vente non accompagnée d'une stipulation de garantie, était, nous nous le rappelons, le fait que l'acheteur avait vérifié ou avait eu la faculté de vérifier ou de faire vérifier l'origine véritable de l'objet qu'il achetait. Les tribunaux considéraient que lorsque dans une vente, il avait été facile ou même possible à l'acheteur de s'assurer de l'authenticité, en examinant l'objet, cet acheteur était sans droit pour demander l'annulation de la vente, même s'il s'agissait d'un simple amateur peu averti (157). Nous avons déjà critiqué cette solution, et nous ne pouvons que renouveler ces critiques. Lorsqu'un amateur qui ne possède que des connaissances artistiques restreintes a examiné l'objet, avant de l'acheter, il n'est guère possible de soutenir que par suite de cet examen, il a contracté en pleine connaissance de cause. D'autre part, il est difficile de lui objecter qu'il aurait pu éviter l'erreur en demandant, avant la vente, l'avis d'experts; il peut, en effet, répondre que s'il n'a pas fait procéder à l'expertise, c'est parce que le vendeur lui avait affirmé l'authenticité. Enfin, on ne peut guère lui opposer le fait que préalablement à la vente, il a donné son objet à examiner à des connaisseurs: il est en effet évident, tout d'abord, que si l'acheteur a pris cette précaution, c'est parce qu'il désirait acquérir un objet

(157) V. Paris 17 juin 1813, S. 1814. 2. 85, *Ann. pr. ind.* 1861 p. 740; Trib. civ. Seine 14 mars 1840, *Le Droit* 15 mars 1840.

authentique; de plus, les connaisseurs ont pu se tromper dans leur vérification.

Dans la seconde période de l'histoire des recours formés par des acheteurs d'objets d'art, certains tribunaux ont continué à considérer que l'acheteur qui a examiné, ou qui a eu la possibilité d'examiner l'objet, ne peut prétendre obtenir la nullité; d'autres, au contraire, annulent sans se préoccuper de la faculté qu'a eue l'acheteur de s'éclairer. Mais les tribunaux qui invoquent l'examen ou la possibilité d'examen de l'objet par l'acheteur, pour refuser d'annuler la vente, ne le font qu'en présence d'un acheteur professionnel; on ne rencontre plus, désormais, de décisions déboutant un amateur de sa demande en annulation pour erreur, sous le simple prétexte qu'il a vu les objets et a pu vérifier ou pu faire vérifier leur authenticité. Il est pourtant un cas où il est équitable que l'acheteur amateur qui a pu examiner l'objet se voie refuser la nullité; c'est lorsque l'objet porte un signe qui doit empêcher même un profane de se méprendre sur son origine; ainsi, lorsqu'un tableau signé Drouais porte très distinctement la date à laquelle il a été peint, l'acheteur qui a eu tout le loisir de l'examiner, ne peut pas se plaindre de ce que le tableau est de Drouais le père et non de Drouais le fils, si ce dernier n'était âgé, à la date indiquée sur le tableau, que de six ans (158). A part des cas de ce genre, l'examen ou la possibilité d'examen de l'objet ne peuvent pas être invoqués à l'encontre de l'acheteur amateur qui exerce une action en nullité pour erreur; ces faits peuvent uniquement servir à écarter toute idée de dol à la charge du ven-

(158) Trib. civ. Seine 7 mai 1934, *Gaz. Trib.* 1934 2^e sem. 2, p. 56.

deur; l'acheteur d'une vitrine ne peut pas, par exemple, se plaindre qu'on ait employé des manœuvres contre lui, lorsque la vitrine a été mise à sa disposition toutes les fois qu'il a voulu la visiter, et que des photographies qu'il pouvait soumettre à des experts lui ont été remises longtemps avant la vente (159).

Si l'acheteur est un professionnel, les motifs qui font qu'on ne peut raisonnablement débouter un acheteur peu au courant des affaires, simplement parce qu'il a examiné ou pu examiner l'objet, n'existent plus. Lorsqu'un acheteur qui était à même de par ses connaissances et son habitude des contrats en matière d'art, d'apprécier le plus ou moins d'authenticité de l'objet, a pu procéder à l'examen de l'objet, on peut fort bien en déduire qu'il n'a pu commettre une erreur, ou que s'il en a commis une, c'est par suite de sa légèreté et de sa négligence. De nombreuses décisions se sont prononcées en ce sens, sans que pourtant, la jurisprudence soit entièrement unanime en cette matière; plusieurs jugements ont en effet annulé des achats d'antiquités, à la demande d'acheteurs professionnels, sans même se demander si leurs connaissances n'auraient pas pu leur permettre de se rendre compte si l'objet était authentique ou ne l'était pas (160); un arrêt de la Cour de Lyon (161) a même, au contraire, considéré que l'examen long et détaillé d'une table fait par un acheteur antiquaire, avait con-

(159) Trib. comm. Nantes 2 novembre 1918, *Jur. de Nantes* 1919. 1. 47.

(160) V. en ce sens Trib. civ. Bordeaux 7 janvier 1890, *Gaz. Pal.* 1890. 2. 10; Bordeaux 17 mars 1910, *Le Droit* 9 novembre 1910; Trib. civ. Seine 14 mars 1914, *Gaz. Trib.* 1914. 2^e sem. 2. p. 41, *J. C. P.* 1914 p. 109.

(161) 18 mars 1931, *D.* 1933. 2. 25 et la note de M. P. WALINE, *D. H.* 1931 p. 276.

tribué à lui donner la conviction que la table était ancienne.

Mais si certains tribunaux ont admis qu'un acheteur professionnel pouvait être victime d'une erreur, la plupart ne se sont pas montrés aussi indulgents. Multiples sont les décisions qui ont débouté des acheteurs, parce qu'expérimentés, ils avaient pu se rendre compte de la valeur des œuvres achetées. Ces décisions peuvent être réparties en deux groupes : les unes moins sévères s'appuient pour refuser l'annulation de la vente sur le fait que l'objet portait des signes qui prouvaient son défaut d'authenticité et qui ne pouvaient échapper à un œil aussi averti que celui d'un marchand d'œuvres d'art ; les autres repoussent la demande en nullité simplement parce qu'elles considèrent que l'acheteur, de par sa profession, devait s'apercevoir de l'inauthenticité, elles ne se préoccupent nullement de savoir si l'objet, par son aspect, a pu ou n'a pas pu aider l'acheteur à découvrir ce manque d'authenticité.

Comme décisions du premier groupe, on peut citer tout d'abord un jugement rendu par le tribunal civil de la Seine le 30 janvier 1884 (162). La vente sur laquelle ce tribunal avait à statuer portait sur un exemplaire de l'eau-forte de Rembrandt dite « la pièce aux cent florins » ; l'acheteur en avait demandé la nullité, sous prétexte que la gravure n'était pas de premier état. Le tribunal, après avoir observé que la gravure était sans marge, et appliquée sur une large feuille de papier vélin à l'angle de laquelle se trouvait une mention en langue et caractères russes avec

(162) *Gaz. Pal.* 1884. 1. supp. p. 11, J. C. P. 1884 p. 39.

cette indication en français « en premier état, très rare », a déclaré que ces inscriptions manuscrites qui paraissaient être de date récente, et ne faisaient pas corps avec la pièce, devaient, par leur nature, plutôt éveiller les soupçons, qu'inspirer la confiance d'un artiste éminent et expérimenté comme l'était l'acheteur. Il a remarqué ensuite que les modifications de détail à l'aide desquelles se distinguent les uns des autres les tirages successifs dont a fait l'objet « la pièce aux cent florins », ont été signalées dans des ouvrages spéciaux à la gravure. Il a déduit de tout cela que l'acheteur « possédait tous les éléments et les connaissances artistiques nécessaires pour apprécier l'exemplaire qui lui était soumis », et que le contrat de vente devait recevoir exécution.

Le tribunal de commerce de la Seine a décidé, en 1889 (163), que lorsqu'un commerçant, tenu par la nature même de son commerce, à la connaissance des lois qui régissent le trafic des objets d'or et d'argent, et des marques employées par le bureau des monnaies, achète des pièces d'argenterie, il ne peut demander la nullité pour fraude sur l'ancienneté et l'origine des objets vendus, s'il pouvait, d'après les poinçons apposés sur les objets, se rendre compte de leur provenance. Le vendeur avait indiqué, sans cependant le garantir, que les ouvrages d'argenterie vendus étaient d'époque Louis XV et Louis XVI; de plus, ces ouvrages étaient revêtus de marques anciennes ou soi-disant telles. L'acheteur soutenait que l'apposition par le vendeur de poinçons imitant les vieux poinçons français n'avait eu d'autre but que de tromper l'acquéreur sur la provenance, le titre et l'époque de fabri-

(163) 2 mars, *La Loi* 17 mars 1889.

cation des objets; il disait que l'emploi de marques d'imitation et de fantaisie était contraire à la loi du 19 Brumaire An VI (169), et avait permis au vendeur de céder comme étant un produit de fabrication française et ancienne, des pièces d'argenterie fabriquées actuellement en Allemagne, et dont la valeur n'était que du deuxième titre (800 millièmes) au lieu d'être du premier (900 millièmes), et en conséquence, il demandait la nullité de la vente qui lui avait été consentie. Pour repousser cette demande, le tribunal a tenu compte du fait que l'acheteur, qui était commerçant, aurait dû voir que les ouvrages n'étaient pas revêtus du poinçon de recense comme l'exigeait l'Ordonnance du 7 avril 1838 (165), et qu'ils portaient la marque du « charançon » indicative de la provenance étrangère et du titre des objets (166).

Quelques années plus tard, le tribunal civil de la Seine (167) a refusé d'annuler la vente d'un bas-relief en ivoire qui n'était pas, comme l'acheteur disait l'avoir voulu, la copie exacte d'un tableau de Rubens; il a, en effet, jugé qu'il était inadmissible que l'acheteur, qui était très expérimenté en matière de brocan-

(164) Loi qui précisait le caractère des poinçons dont devaient être revêtus les ouvrages d'or et d'argent.

(165) Cette ordonnance stipulait dans son article premier qu'à partir du 10 mai 1838, un poinçon de recense serait appliqué à tous les ouvrages existant dans le commerce, et à son article 6 qu'après un délai de trois mois, les ouvrages marqués des anciens poinçons seraient réputés non marqués. Le résultat de cette ordonnance fut de faire tomber en désuétude tous les anciens poinçons et de faire que leur emploi ne peut être de nature à être assimilé à un acte prohibé par la loi.

(166) Marque spéciale créée (ordonnance du 7 avril 1838 complétée par un décret du 13 janvier 1864) pour les ouvrages d'argenterie de fabrication étrangère dont le titre est de 800 millièmes.

(167) 3 avril 1895, *Gaz. Pal.* 1895. 2. p. 337.

tage, ait pu se méprendre sur les différences caractéristiques qui existaient entre la composition du sujet représenté par le bas-relief et celle d'un célèbre tableau, connu de tous ceux qui se sont quelque peu occupés d'œuvres d'art. Dans le même sens, un arrêt de la Cour de Paris (168) que nous avons déjà souvent rencontré, a décidé que, lorsqu'une collection de fausses antiquités assyriennes et égyptiennes a été fabriquée en mettant à contribution les ouvrages classiques en la matière, en particulier en leur empruntant textuellement certaines légendes, il est difficile d'admettre que l'acheteur, antiquaire particulièrement compétent, ait pu commettre une erreur.

Naturellement, si les particularités présentées par l'objet sont apparentes, non seulement pour un professionnel, mais même pour un profane, un acheteur professionnel particulièrement éclairé pourra encore moins venir prétendre que son consentement a été vicié par une erreur. C'est ce qu'a décidé récemment le tribunal civil de la Seine (169). Lors d'une vente à la Galerie Georges-Petit, un objet, que le catalogue décrivait longuement et désignait comme étant un « Portefeuille de Philippe d'Orléans, régent de France », avait été adjugé pour le prix de 16.500 francs à la société en nom collectif Léon Gruel. Quatre ans plus tard, la société avait assigné le vendeur, M. Lavedan, en nullité pour erreur; elle disait qu'elle avait voulu acquérir un portefeuille dont s'était servi le régent, et que l'objet vendu n'était à l'origine qu'un livre de dépenses qu'on avait transformé par la suite

(168) 9 novembre 1922, *Gaz. Pal.* 1922. 2. 670, *Ann. pr. ind.* 1923 p. 2.

(169) 6 novembre 1935, *Gaz. Trib.* 1936. 2. 13.

en portefeuille, en supprimant les feuilles, et en lui ajoutant des soufflets; elle admettait simplement que l'authenticité de la couverture, qui portait les armes du régent, ne pouvait être contestée. Le tribunal a bien reconnu que l'objet vendu n'était, à l'origine, qu'un livre de dépenses auquel on avait donné après coup l'aspect d'un portefeuille, mais il a estimé qu'il suffisait, pour s'en convaincre, « d'un examen même rapide et superficiel de l'objet »; il a, en effet, constaté la présence dans l'objet « de particularités apparentes et nettement révélatrices, même pour des profanes, de la transformation apportée à l'objet » (170), qui n'avaient pu échapper à la perspicacité de professionnels, spécialisés, comme les membres de la société demanderesse, en matière de reliures et livres anciens, et qui avaient eu tout loisir pour examiner l'objet qui avait été exposé dix jours. Le tribunal a, de plus, remarqué que la seule lecture du catalogue n'avait pu manquer de révéler, à la société, la nature exacte de l'objet qu'elle voulait acquérir; le catalogue disait en effet expressément, que l'objet portait en deux endroits l'inscription « Grand Livre de dépenses, année 1720 ». Le tribunal a conclu, à la suite de toutes ces considérations, que la société n'avait, à l'évidence,

(170) Ces particularités étaient les suivantes : Une inscription « Grand Livre des dépenses, année 1720 », figurait en caractères très apparents sur un des plats, et sur un des côtés, celui qui formait le dos de la reliure. Les armes du régent qui ornaient les plats n'étaient pas disposées horizontalement comme il aurait convenu à un portefeuille, mais verticalement comme cela était normal pour une reliure. La peau des soufflets, qui était de qualité fort médiocre, n'était pas en rapport avec la richesse du maroquin employé pour le reste de l'ouvrage. Enfin, le dos de l'objet portait six nervures caractéristiques de la reliure, et dont l'existence ne pouvait s'expliquer au dos d'un portefeuille, qui doit être d'une grande souplesse.

acquis l'objet qu'en parfaite connaissance de cause, et l'a déclarée mal fondée dans toutes ses demandes.

Une seconde catégorie de décisions ont encore été prononcées à l'égard d'acquéreurs compétents. Elles ont été rendues dans des espèces où l'objet ne présentait aucun signe qui fût particulièrement de nature à révéler son inauthenticité, aux yeux d'un acheteur éclairé. Elles ont considéré, bien que l'objet fût parfaitement imité, que l'acquéreur, en raison de ses connaissances professionnelles, ne pouvait pas, lors de l'examen qu'il en avait fait, ne pas avoir vu que l'objet n'était pas authentique. Des acheteurs éclairés, qui avaient formé, soit des demandes en résolution pour vice caché, soit des demandes en annulation pour erreur, ont été ainsi déboutés, alors que la seule présomption qui existait contre eux, résultait de l'examen de l'objet, et n'était même pas fortifiée par la modicité du prix, comme elle l'est parfois (171). La Cour de Paris a jugé, le 2 mars 1921, qu'un antiquaire, qui avait acheté, pour le prix de 75.000 francs, une statue équestre en bois représentant le roi Christian III de Danemark, ne pouvait à bon droit former une action en garantie pour défaut d'ancienneté, puisqu'à raison de sa compétence en matière d'antiquités, il n'avait pu être trompé par ce vice caché de la chose; un pourvoi formé contre cet arrêt fut rejeté par la Chambre des Requêtes, le 26 décembre 1922 (172). Plusieurs recours en annulation pour erreur ont été aussi déclarés mal fondés. En ce sens, il a été décidé,

(171) Bruxelles 26 janvier 1855, *Pasicr. belge* 1856. 2. 49; Paris 9 novembre 1922, *Gaz. Pal.* 1922. 2. 670, *Ann. pr. ind.* 1923 p. 2; Trib. comm. Saint-Nazaire 9 mai 1928, *R. Dr. Fr.* 1928 n° 11 p. 83.

(172) S. 23. 1. 338.

par la Cour de Paris (173) que celui qui a acquis des peintures de Luini et de Giorgione ne peut se plaindre de ce que ces peintures ont subi des retouches, si, d'une part il se livre habituellement à l'achat de tableaux anciens, et a en cette matière des connaissances spéciales, et si, d'autre part, il a eu pendant plusieurs mois de grandes facilités pour examiner les œuvres, et contrôler l'exactitude des renseignements fournis par le vendeur. A plusieurs reprises, le tribunal de commerce de la Seine a, lui aussi, débouté des marchands de tableaux qui auraient voulu faire annuler l'achat qu'ils avaient fait; il a ainsi jugé (174) que celui qui a acquis une toile portant les initiales Th. R., ne peut prétendre avoir été trompé par ignorance, la toile n'étant pas de Théodore Rousseau, s'il fait lui-même son métier d'être expert en tableaux, et pouvait, mieux que personne, reconnaître si le tableau était l'œuvre du maître dont il portait les initiales. De même, il a estimé (175) que, lorsqu'un négociant expérimenté a acheté un tableau à un autre négociant, on ne saurait admettre que l'acheteur a pu être trompé sur le véritable auteur du tableau (176).

D'après le tribunal de Mâcon (177), le fait qu'un acheteur de tapisseries, que sa qualité d'antiquaire mettait en situation d'apprécier leur époque, a vu et examiné à loisir les tapisseries avant de les acheter, s'oppose à ce que l'on puisse prononcer, soit la nullité du contrat pour erreur, soit sa résolution pour vice caché.

(173) 27 avril 1867, *Ann. pr. ind.* 1867 p. 412.

(174) 4 février 1875, *Ann. pr. ind.* 1875 p. 143.

(175) 26 août 1875, *J. trib. comm.* 1876 p. 17.

(176) V. dans le même sens Trib. comm. Seine 19 avril 1876, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 371.

(177) 22 novembre 1910, *Rec. Dijon* 1911 p. 23.

La Cour de Rouen (178) déclare qu'un antiquaire averti ne peut protester, si les meubles acquis ne sont pas ce qu'il croyait, car il avait les connaissances nécessaires pour se rendre compte de leur valeur.

Certains tribunaux enfin, appliquant aux ventes publiques les idées que nous venons de voir appliquer aux ventes privées, regardent l'exposition qui précède parfois ces ventes comme un obstacle s'opposant à ce qu'un acheteur compétent obtienne la nullité. Il a été ainsi décidé qu'un marchand d'antiquités, adjudicataire d'une crédence du quinzième siècle (179), ou d'une bibliothèque Louis XIV (188), ne saurait arguer avoir commis une erreur, lorsque la vente a été précédée d'une exposition publique qui a duré trois jours.

En résumé, l'attitude adoptée par la jurisprudence actuelle à l'égard de l'acheteur qui a examiné ou pu examiner l'objet acheté est la suivante. Les tribunaux en général ne considèrent plus l'examen ou la possibilité d'examen de l'objet, comme un indice s'opposant à lui seul à ce que l'acheteur, simple particulier, puisse réussir dans son action en nullité; en cela, ils font preuve d'une grande sagesse; s'ils se prononçaient en sens contraire, ils arriveraient, en effet, à réduire d'une façon inadmissible et inéquitable les cas où le défaut d'authenticité d'un objet d'art peut entraîner la chute de la vente de cet objet; seuls les contrats par correspondance (181), et les contrats accompagnés d'une stipulation de garantie, pourraient être annulés.

(178) 26 novembre 1930, R. Dr. Fr. 1931 n° 1 p. 5.

(179) Trib. civ. Tours 3 juill. 1875, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 368.

(180) Trib. civ. Marseille 9 mai 1890, J. C. P. 1895 p. 27.

(181) Et encore ne faudrait-il pas, pour que l'acheteur puisse obtenir la nullité, que le prix convenu soit d'une modicité exagérée.

A l'égard de l'acheteur professionnel, la jurisprudence est moins unanime; cependant, la plus grande partie se montre partisante du refus de la nullité à l'acquéreur expérimenté, dès qu'il a eu la faculté de vérifier l'authenticité de l'objet.

Une observation nous reste encore à faire au sujet de ces décisions qui ont débouté des professionnels. Comme nous l'avons vu dans le paragraphe 1^{er} de cette section, certains jugements, après s'être appuyés sur les connaissances professionnelles de l'acheteur pour repousser sa demande en annulation, ont pris soin de dire que, si l'acheteur avait fait stipuler la garantie de l'authenticité, il aurait obtenu l'annulation sollicitée. Par contre, la majorité des jugements que nous venons de commenter dans ce numéro II du paragraphe III, se sont bornés à refuser de donner gain de cause à l'acheteur, sous prétexte qu'il avait des connaissances spéciales, mais n'ont pas pris la peine de dire si l'acheteur aurait ou n'aurait pas triomphé dans son action en nullité, si la vente avait été accompagnée d'une stipulation de garantie. Doit-on en conclure que les tribunaux, qui ont rendu ces jugements, estimaient qu'un acheteur professionnel ne peut pas, par suite de son expérience, faire tomber l'achat qu'il a effectué, même s'il a eu la précaution d'exiger la garantie de son vendeur ? Il ne nous semble guère possible de pousser ainsi à l'extrême la rigueur à l'égard des marchands d'objets d'art, étant données les difficultés que comporte la vérification de l'authenticité ou de l'inauthenticité d'une œuvre d'art. Ce sont les juges qui admettent que l'acheteur professionnel peut se ménager un recours en faisant insérer une clause de garantie dans la facture, qui nous semblent dans le vrai; ce serait, d'ailleurs, peut-être dans ce sens que

se seraient prononcés les tribunaux qui n'ont pas envisagé le cas de vente avec garantie, s'ils avaient été mis en présence d'un cas de ce genre.

A la fin de cette recherche de l'influence accordée par les tribunaux à l'examen ou à la possibilité d'examen de l'objet par l'acheteur avant la vente, on peut donc vraisemblablement formuler ainsi l'opinion qui règne dans la très grande majorité de la jurisprudence: l'examen ou la possibilité d'examen de l'objet ne peuvent empêcher l'acheteur de triompher dans sa demande contre son vendeur, que si cet acheteur est un professionnel, et n'a pas obtenu de certificat de garantie de l'authenticité.

CHAPITRE II

L'ACHETEUR DOIT PROUVER LE DÉFAUT D'AUTHENTICITÉ DE L'OBJET.

Lorsque l'acheteur a prouvé son intention connue du vendeur d'acquérir un objet authentique, il lui reste encore à démontrer que l'objet ne remplit pas le but qu'il se proposait, que l'objet n'est pas authentique; les juges ne peuvent pas, sans cela, se prononcer pour la suppression de la vente.

Là encore, de nombreuses difficultés surgissent. Tout d'abord, comment l'acheteur peut-il prouver le défaut d'authenticité ? De quels moyens disposent, par exemple, l'acheteur d'un tableau qui veut établir que ce tableau n'émane pas de l'auteur à qui on en attribue l'exécution, ou l'acheteur d'un meuble qui veut établir que ce meuble n'appartient pas réellement à l'époque dont il porte le style, et à laquelle on le fait remonter ?

De plus, il arrive que l'acheteur soit dans l'impossibilité de prouver nettement l'inauthenticité, et soit réduit à démontrer que l'authenticité est incertaine, dans quel sens doit alors statuer le tribunal ?

Enfin, il se peut que l'acheteur aboutisse simplement à prouver que l'objet est moderne dans certaines de

ses parties et non en entier, les juges doivent-ils annuler, ou maintenir la vente ?

Ainsi, la preuve du défaut d'authenticité soulève trois questions; nous allons nous appliquer à les résoudre dans les trois sections qui vont suivre.

SECTION PREMIÈRE

COMMENT L'ACHETEUR PEUT-IL PROUVER LE DÉFAUT D'AUTHENTICITÉ ?

L'acheteur qui demande la résiliation de la vente qu'il a passée, le fait parce qu'il a la conviction que l'objet n'est pas authentique, ou tout au moins, parce qu'il a des raisons de douter sérieusement de son authenticité. Cette conviction, ou ces doutes peuvent lui venir, soit à la suite de l'examen qu'il a fait de l'objet, soit à la suite de renseignements recueillis près de personnes compétentes, soit à la suite d'autres circonstances. Mais il ne lui suffit pas d'être convaincu du défaut d'authenticité, ou de douter fortement de l'authenticité; il faut que le juge lui-même soit persuadé de l'inexistence de cette authenticité. Or, les magistrats, à côté de leur compétence professionnelle, ne possèdent pas, et ne peuvent pas être tenus de posséder les connaissances spéciales nécessaires pour pouvoir se prononcer sur une question technique telle que celle de l'authenticité ou de l'inauthenticité d'une œuvre d'art. Il faut donc que l'acheteur démontre au tribunal que l'objet n'est pas authentique, et que c'est par conséquent avec raison qu'il se plaint. Pour cela, il invo-

quera naturellement les faits qui l'ont amené à penser que l'objet ne possédait pas l'authenticité qu'il lui attribuait. Ces faits peuvent parfois, à eux seuls, déterminer, dans l'esprit des juges, la conviction que l'objet n'est pas authentique. Mais le plus souvent, ils n'établissent pas d'une manière évidente le défaut d'authenticité, et n'aboutissent qu'à faire naître quelques soupçons chez les juges. Comment fournir alors aux juges les éléments de solution qui leur manquent ?

Deux hypothèses se présentent en pratique : l'acheteur peut se rendre compte de l'insuffisance des moyens qu'il apporte en preuve et conclure à une expertise ; ou bien l'acheteur n'ayant pas demandé la désignation d'experts, le tribunal appelé à se prononcer, peut estimer qu'il n'est pas assez éclairé, et ordonner qu'il sera procédé à une expertise, avant de statuer au fond.

Pratiquement, c'est dans la plupart des contestations en matière d'objets d'art, que des experts sont appelés, soit à la demande des parties, soit sur l'initiative du tribunal, à donner leur avis sur l'authenticité de l'objet, et à consigner cet avis dans un rapport. Ces experts sont toujours en nombre impair : un ou trois ; ils sont habituellement choisis parmi des gens de l'art, c'est-à-dire parmi des artistes compétents dans la matière en litige ; ainsi, on confie la mission d'examiner un tableau à de grands peintres ; si l'objet est un meuble ancien, on commet, pour l'expertiser, des antiquaires réputés grands connaisseurs ; cela se comprend, puisque les experts doivent renseigner les juges, sur un fait que leur seule science juridique est impuissante à élucider.

Lorsque les experts ont terminé leurs vérifications, ils dressent un rapport. Les tribunaux, bien qu'ils ne

soient pas liés par ce rapport (1), jugent généralement d'après lui; ils estiment, à juste titre, que, dans des questions aussi difficiles à apprécier que celles qui sont soulevées par les conflits relatifs à des œuvres d'art, les experts sont plus près de la vérité; et ainsi, les experts voient à peu près couramment leurs conclusions adoptées, bien qu'en droit elles ne soient pas décisives. Cette habitude des tribunaux ne va d'ailleurs pas sans quelques inconvénients, car si les experts aboutissent souvent à des résultats certains et exacts, ils peuvent aussi se tromper; même les plus habiles ne sont pas infaillibles, et commettent de graves erreurs; ce n'est qu'au prix de nombreuses bévues qu'ils acquièrent une véritable expérience, et puis l'art de la contrefaçon fait de si grands progrès, qu'un expert justement réputé devient rapidement un ignorant s'il néglige de se mettre au courant des procédés de truquage nouveaux.

Les juges n'ont, malheureusement, aucun moyen pour déceler les erreurs qui peuvent se glisser même dans les rapports d'experts les plus sérieux. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est, au cas où les éclaircissements et indications fournis dans le rapport ne leur paraissent pas suffisants, d'ordonner une nouvelle expertise, ou d'appeler les experts à l'audience et de leur demander des explications sur les points incomplètement élucidés par le rapport. Ils peuvent aussi,

(1) D'après la loi, les experts ne sont pas juges de la contestation; ils ont simplement la mission d'éclairer la religion du tribunal, de lui fournir les moyens de rendre sa décision. Aussi, les juges peuvent s'écarter de l'avis des experts, si leur conviction s'oppose à ce qu'ils la suivent : art. 323 c. pr. civ. Le tribunal est cependant astreint à suivre l'avis des experts, lorsque les parties ont valablement convenu de s'en remettre à cet avis.

soit de leur propre mouvement, soit sur la réclamation des parties, ordonner une enquête (2), dont on confrontera les résultats avec ceux de l'expertise.

Ces quelques détails relativement à l'expertise et aux experts étant donnés (3), examinons de plus près les cas dans lesquels il peut y avoir lieu à expertise. Ces cas, avons-nous déjà dit, sont au nombre de deux : l'expertise, qui doit toujours être ordonnée par jugement, peut l'être, soit d'office par le tribunal, soit à la demande des parties ; mais il faut bien remarquer que l'expertise est toujours facultative pour le tribunal, il apprécie librement s'il y a lieu de l'ordonner ou de ne pas l'ordonner.

Tout d'abord, bien que les parties ne réclament pas la nomination d'experts, le tribunal peut décider qu'il sera procédé à une expertise, s'il juge que cette mesure d'instruction s'impose avant de statuer sur le fond ; il agira ainsi lorsqu'il estimera que les preuves de l'inauthenticité, produites par l'acheteur, sont insuffisantes. Le tribunal civil de la Seine (4) a, par exemple, décidé, qu'avant de se prononcer sur la validité de la vente d'une soupière d'argent présentée comme ancienne, il était indispensable de recourir à une expertise préalable, le certificat produit par l'acheteur, et émanant d'un ciseleur, ne pouvant, quelle que puisse être la compétence de ce ciseleur, suffire, en l'absence de tout examen contradictoire de la pièce litigieuse, pour permettre au tribunal de déci-

(2) V. Trib. civ. Seine 13 août 1887, *Le Droit* 28 octobre 1887, *La Loi* 26 août 1887 ; Lyon 18 mars 1931, D. 1933. 2. 25, D. H. 1931 n. 276.

(3) Pour une étude détaillée de l'expertise, v. René JAPIOT : *Traité élémentaire de procédure civile et commerciale*, 2^e éd., p. 499 à 505.

(4) 5 juin 1897, *Le Droit* 19 août 1897.

der *de plano* que la pièce n'était pas ancienne. Ainsi, les juges commettent d'office des experts, lorsqu'ils estiment qu'ils ne peuvent pas se prononcer, sans avoir recours aux lumières de personnes ayant des connaissances artistiques étendues (5).

Lorsque l'expertise est réclamée par l'une des parties ou par les deux, les juges apprécient souverainement l'utilité de cette mesure, et ne l'ordonnent que s'ils pensent qu'elle est nécessaire. C'est d'ailleurs dans la majorité des cas que les tribunaux reconnaissent la nécessité de solliciter l'avis de personnes compétentes, avant de faire droit à la demande de l'acheteur. Mais si un tribunal juge que l'expertise demandée est inutile, il peut, pour ce simple motif, refuser de l'accorder. Les espèces, que nous avons pu recueillir à ce sujet, nous ont appris que les cas où les juges se prononcent, en pratique, pour l'inutilité de l'expertise, sont au nombre de trois: les tribunaux écartent l'expertise demandée lorsqu'ils considèrent qu'elle est tardive, ou bien lorsqu'ils pensent que les éléments d'instruction qu'ils trouvent dans la cause leur suffisent, ou enfin lorsqu'ils estiment que l'acheteur aurait pu lui-même fournir la preuve du défaut d'authenticité.

Tout d'abord, l'expertise sollicitée par les parties peut être refusée pour cause de tardiveté. Un procès jugé en 1930 (6) par le tribunal civil de Lyon, en cons-

(5) V. dans le même sens: Trib. civ. Seine 12 février 1920, *Gaz. Trib.* 1920. 2. 216, qui a décidé que l'acheteur d'un tableau de Greuze représentant « l'Innocence », ne pourra obtenir la nullité qu'après expertise; peu importe que cet acheteur, qui avait revendu le tableau, ait été contraint par son propre acheteur, qui craignait n'avoir qu'une copie, à reprendre le tableau.

(6) 29 janvier, *Gaz. Pal.* 1930. 1. n. 572 et la note.

titue un exemple. Un antiquaire de Paris, M. Larde, avait acheté à la demoiselle Babillon deux légumiers d'argent époque Louis XVI, et une bergère de l'époque Régence; puis, soutenant que les pièces qui lui avaient été vendues n'avaient d'ancien que l'apparence et n'étaient en réalité que des imitations, il avait demandé l'annulation de la vente et la restitution de 43.000 francs, montant du prix d'achat; il soutenait que l'ancienneté avait constitué, pour lui, la qualité substantielle des choses vendues; la venderesse ne contestait pas avoir vendu les objets comme anciens, mais elle déclarait qu'il lui était impossible d'affirmer que les objets sur lesquels M. Larde entendait faire porter le procès étaient bien ceux qu'elle lui avait vendus. Les arguments, invoqués par l'acheteur, parvinrent à convaincre les juges que, si l'erreur avait existé sur le caractère d'ancienneté des objets, elle avait bien en effet affecté une qualité substantielle; mais, pour qu'ils pussent prendre une décision, il fallait qu'une expertise eût établi auparavant l'origine ancienne ou moderne des objets litigieux; or, ils ont pensé qu'une telle mesure ne pouvait être ordonnée que si l'identité, entre les objets vendus et ceux qui étaient présentés aux fins d'expertise, était démontrée; or elle ne l'était pas; l'acheteur demandait à en faire la preuve, mais le tribunal ne le lui a pas permis, disant que cette preuve serait tardive et ne pourrait donner que des résultats nécessairement incertains, l'acquéreur ayant gardé les objets en sa possession au lieu de les faire placer sous séquestre judiciaire. La demande de l'acheteur n'étant pas justifiée d'autre part, le tribunal l'en a débouté.

Cette affaire est, à notre connaissance, la seule où l'expertise ait été refusée pour cause de tardiveté, et

encore la considération que l'acheteur était un antiquaire professionnel n'a sans doute pas été sans influence sur la décision de rejet par laquelle cette affaire s'est terminée.

Les cas où les juges estiment que l'instruction du procès ne nécessite pas d'expertise, parce que certains éléments de la cause prouvent suffisamment le manque d'authenticité de l'œuvre vendue, sont au contraire nombreux. Un premier cas naturellement est celui dans lequel les parties sont d'accord pour reconnaître la création récente de l'objet; à plusieurs reprises, des tribunaux se sont trouvés en face d'espèces où le défendeur reconnaissait lui-même que les tableaux vendus n'étaient que des copies et non des originaux des maîtres indiqués; ils ont prononcé la nullité de la vente sans avoir recours au préalable à une expertise (7). Il a été décidé aussi, par la Cour d'Orléans (8), que, lorsque le vendeur d'une commode reconnaît qu'elle n'a aucun caractère ancien, l'enquête ordonnée par le tribunal est inutile, et il y a lieu de prononcer immédiatement la nullité de la vente.

Un autre cas, dans lequel il n'y a pas lieu de procéder à une expertise, est celui où le vendeur garde le silence devant les doutes émis sur l'authenticité de l'objet cédé. Le tribunal civil de la Seine (9) a ainsi décidé que la nullité de la vente de deux tableaux pouvait être prononcée contre les héritiers du vendeur, sans qu'il soit besoin de recourir à une expertise, car ces héritiers, en présence des contestations élevées sur

(7) Paris 29 mars 1856, *S.* 1856. 2. 304, *D.* 1856. 2. 175, *Ann. pr. ind.* 1856 p. 120; Trib. comm. Seine 1^{er} juillet 1856, *Ann. pr. ind.* 1856 p. 206; Trib. Hazebrouck, v. Douai 22 juin 1883, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 115, *J. C. P.* 1884 p. 73.

(8) 21 janvier, *D. H.* 1931 p. 172.

(9) 1^{er} juin 1866, *Ann. pr. ind.* 1866 p. 388.

l'originalité des tableaux, n'avaient fait aucune protestation formelle et n'avaient pas affirmé positivement que les œuvres étaient authentiques. De même, plusieurs ventes d'objets anciens ont été annulées, sans faire appel à des experts, parce que le vendeur ne contestait pas que les objets vendus par lui n'étaient pas anciens (10), ou ne contredisait pas les appréciations qu'un expert choisi par l'acheteur avait données sur la véritable origine et la contrefaçon des œuvres vendues (11).

Parfois le vendeur, croyant plaider en faveur de la validité de la vente, soutient que l'acheteur n'a jamais eu l'intention d'acquérir un objet authentique; mais ses affirmations se retournent contre lui; le seul résultat, auquel elles aboutissent, est de décider le tribunal à annuler la vente, sans avoir recours préalablement à une expertise. C'est ce qui s'est passé pour le vendeur d'un lit époque Louis XV, qui prétendait que l'acquéreur avait entendu simplement acheter un meuble de style Louis XV; le tribunal (12), constatant, d'une part que l'acheteur avait voulu réellement faire l'acquisition d'un lit d'époque Louis XV, et d'autre part que les efforts du vendeur tendaient à faire juger que l'objet vendu était un meuble de style et non d'époque, a annulé purement et simplement la vente sans demander l'avis de personnes autorisées en la matière.

Il est enfin un dernier cas où l'expertise se révèle inutile, le défaut d'authenticité étant, d'ores et déjà,

(10) Trib. civ. Seine 5 janvier 1911, *Gaz. Trib.* 1911. 1^{er} sem. 2. 237, J. C. P. 1912 p. 101.

(11) Trib. civ. Bayonne 21 juillet 1903, *Gaz. Trib.* 1904. 1^{er} sem. 2. 59.

(12) Trib. comm. Nantes 4 janvier 1913, *Jur. de Nantes* 1913. 1. 294.

suffisamment prouvé : c'est lorsque les parties ont, en plein accord, avant l'introduction de l'instance, soumis l'objet à des personnages expérimentés et réunissant toutes les conditions que le tribunal aurait pu exiger d'experts choisis par lui. Les appréciations émises par les personnages consultés ne peuvent pas alors être suspectées, comme si elles avaient été sollicitées uniquement par l'acheteur. On peut même penser que si les deux parties ont demandé l'avis de praticiens, c'était avec le désir certain d'en obtenir une réponse autre que celle qui leur a été donnée, ni l'une ni l'autre ne tenant à se trouver dans la nécessité de résilier le marché. La Cour de Paris (13) a, en conséquence, sans recourir à une expertise, prononcé la nullité de la vente d'une épée que les parties avaient elles-mêmes soumises à l'épreuve d'hommes des plus compétents, notamment de membres de l'Institut, qui avaient déclaré que l'épée, qui paraissait remonter au XII^e siècle, était fausse et de fabrication récente. La Cour de Nîmes (14) a, elle aussi, annulé, sans avoir fait intervenir une expertise, la vente d'un tableau faussement attribué à Diaz, parce que l'acheteur et le vendeur avaient d'un commun accord chargé deux marchands de tableaux d'examiner la peinture litigieuse, et que ces marchands avaient déclaré dans les termes les plus affirmatifs que le tableau n'était pas de Diaz et était sans valeur.

L'expertise, venons-nous de voir, peut être refusée, soit parce qu'elle est tardive, soit parce que l'inauthenticité est déjà établie d'une manière suffisante. Elle peut l'être encore lorsqu'il est reconnu que l'acheteur

(13) 1^{er} décembre 1877, S. 1877. 2. 325.

(14) 12 août 1890, *Gaz. Trib.* 22 août 1890.

avait la possibilité d'apporter la preuve du défaut d'authenticité. Le tribunal de commerce de la Seine a statué en ce sens, le 30 août 1923 (15). Un commerçant des plus experts et des plus avisés avait acquis, pour le prix de 65.000 francs, un bas-relief ainsi désigné par la facture : « Bas-relief en marbre, portrait d'un personnage, vu de profil, art italien, XV^e s., attribué à Benedetto de Mazano ». Quelques années plus tard, se plaignant de n'avoir pu mettre en vente le bas-relief qui, au lieu d'être ancien, italien et d'époque XV^e, comme cela lui avait été garanti, n'aurait été qu'un faux, il demanda la nomination d'un expert, et la résolution de la vente. Le tribunal a d'abord recherché si le défaut d'authenticité dont se prévalait l'acheteur était prouvé; il a constaté que le demandeur qui, pendant plus de sept années, avait pu étudier et faire étudier le marbre, et établir la preuve du faux, se bornait, après ce long temps, à soutenir que l'objet était faux par fabrication récente, et à présenter, à l'appui de son allégation, une photographie accompagnée de cinq affirmations d'experts. Le tribunal a alors observé qu'il ne suffit pas à des personnes, si qualifiées soient-elles, « d'affirmer que l'objet est faux pour qu'il le soit, qu'il faut le démontrer, que le moindre raisonnement vaut mieux que toutes les affirmations ». Or, les détails de la matière, de la technique de l'objet et du sujet figuré, qui permettent de faire cette démonstration, ne pouvaient échapper à la vérification et à l'examen critique de gens aussi compétents que l'étaient l'acheteur et les cinq experts signataires. Dans ces conditions, les affirmations du demandeur et des experts ne constituaient

(15) *Gaz. Trib.* 1924. 2^e sem. p. 128, *Ann. pr. ind.* 1929 p. 25.

même pas un commencement de preuve puisqu'elles n'étaient pas motivées, et ne permettaient pas de se rendre compte si elles étaient basées sur de simples impressions, ou sur des considérations techniques. Passant alors à l'examen de la demande de nomination d'expert, le tribunal a jugé que si, pour prouver le défaut d'authenticité, l'acheteur, expert des plus réputés, fort de l'avis de cinq experts également réputés, n'apportait aux débats, malgré la demande formelle, aucune raison, il était superflu à tous points de vue d'ordonner une instruction, les experts n'ayant pas pour rôle de fournir des arguments aux demandeurs à court de raisons.

En somme, les cas dans lesquels certaines circonstances rendent l'expertise inutile sont assez nombreux; mais ils sont, malgré tout, l'exception, les juges estimant le plus souvent qu'en matière d'objets d'art, ils ne peuvent se prononcer qu'après expertise.

SECTION II

COMMENT STATUENT LES TRIBUNAUX EN CAS D'INCERTITUDE SUR L'AUTHENTICITÉ

Les rapports d'experts ne concluent pas toujours nettement, soit à l'authenticité, soit à l'inauthenticité de l'objet litigieux; ils se bornent parfois à dire que l'authenticité est incertaine. Un grave problème se pose alors pour le tribunal : doit-il donner gain de cause à l'acheteur sous prétexte que l'authenticité n'est pas rigoureusement établie ? doit-il au contraire

débouter cet acheteur, même si les raisons qu'il invoque pour justifier ses prétentions sont pertinentes, et cela simplement sous prétexte que le défaut d'authenticité n'est pas entièrement prouvé ?

Un examen des décisions rendues dans les espèces où s'est posée cette question, révèle que la jurisprudence n'y répond pas toujours de la même manière. Elle distingue deux cas : elle refuse d'annuler la vente d'un objet d'art dont l'authenticité est incertaine, lorsqu'il n'y a pas eu de stipulation de garantie, mais elle accepte au contraire de le faire, lorsque la vente a été accompagnée d'une stipulation de ce genre.

Une analyse rapide des jugements rendus en cette matière, va nous montrer que la tendance générale de la jurisprudence est bien celle que nous venons d'indiquer.

Tout d'abord, avons-nous dit, les tribunaux n'annulent pas une vente d'œuvre d'art lorsque l'authenticité de cette œuvre est simplement douteuse, et n'a pas fait l'objet d'une clause de garantie. Le premier jugement, qui a statué en ce sens, a été rendu, en 1886, par le tribunal civil de Troyes (16), à l'occasion de la vente d'un groupe de Clodion; les experts, appelés à donner leur avis sur l'originalité de ce groupe, avaient déposé un rapport qui n'affirmait pas d'une manière absolue que le groupe n'était pas de Clodion, mais qui avait pour résultat d'en rendre l'authenticité au moins incertaine; le tribunal a estimé que, puisqu'il n'était pas possible d'affirmer d'une façon absolue que le groupe litigieux n'était pas sorti des mains de Clodion, on ne pouvait pas juger qu'il y avait eu erreur sur la substance de la chose vendue.

(16) 18 novembre 1886, *Le Droit* 1887 n° 86.

Une opinion semblable a été émise par la Cour de Bruxelles, appelée en 1895 (17) à se prononcer sur la validité d'une vente de tableaux attribués à Degroux, à Robbe et à Boulenger. Sur ces tableaux, les opinions des experts étaient très variées : pour certains, les tableaux étaient des maîtres indiqués, mais avaient subi certaines retouches; pour d'autres, ils étaient entièrement l'œuvre des maîtres indiqués; pour d'autres enfin ils n'étaient pas l'œuvre de ces maîtres. La Cour a décidé que, dans ces conditions, la vente ne pouvait pas être déclarée nulle, puisqu'il n'était établi, ni que les tableaux n'étaient pas authentiques, ni qu'ils avaient subi des retouches suffisantes pour leur enlever leur caractère d'œuvres originales.

Un arrêt beaucoup plus récent de la Cour de Cassation française (18) a, en rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 27 janvier 1917, fait sienne la thèse soutenue par le tribunal de Troyes et la Cour de Bruxelles; il a décidé qu'un arrêt peut débouter de sa demande en nullité l'acheteur d'une pièce de mobilier vendue comme étant du XVIII^e siècle, en se basant sur ce que la preuve de la non-authenticité de ladite pièce ne présentait pas un caractère suffisant de pertinence ; l'arrêt constatait en effet que les expertises ordonnées, tout en laissant l'impression que la pièce « répondait bien aux conditions de la vente », n'avaient fourni ni la preuve de l'ancienneté, ni celle du défaut d'authenticité.

Ainsi, lorsqu'une vente d'objet d'art n'a pas été accompagnée d'une stipulation de garantie, le doute

(17) 29 novembre, *Pasicr. belge* 1896. 2. 97.

(18) Ch. Req. 3 juin 1919, *Gaz. Trib.* 13 juillet 1919.

existant sur l'authenticité de l'objet est insuffisant à entraîner la nullité de la vente, le défaut d'authenticité doit être démontré. Il n'en est plus du tout de même lorsque l'acheteur a pris soin d'exiger la garantie de son vendeur. Plusieurs jugements ont ainsi annulé des marchés relatifs à des œuvres dont l'authenticité était simplement incertaine. Le tribunal civil de la Seine (19), en particulier, a statué en ce sens, en termes très explicites, à l'occasion de la vente d'un tableau représentant Adam et Eve au Paradis, et peint par Raphaël Sanzio; dans un acte sous seings privés, le vendeur avait dit « garantir l'authenticité dudit tableau comme étant peint de la main du maître Raphaël Sanzio ». L'acheteur ayant conçu des doutes sérieux sur l'originalité de la toile, saisit le tribunal d'une demande en annulation; trois experts furent nommés et déposèrent un rapport déclarant que l'état actuel du tableau ne leur permettait pas de discerner s'il était, ou s'il n'était pas du maître de l'école romaine; les juges ont estimé que, dans ces conditions, l'acheteur devait être reconnu fondé dans sa demande, et ont résilié la vente.

Déjà, en 1884 (20), le même tribunal s'était trouvé en présence de circonstances identiques, lorsqu'il avait eu à se prononcer sur la validité de l'une des ventes dont a fait l'objet le groupe de Clodion dont nous avons parlé; l'expertise, nous le savons, n'avait pas pu établir, par une démonstration absolue, que l'œuvre n'émanait pas de Clodion, elle avait seulement conclu que l'authenticité était incertaine; le tribunal a cependant prononcé l'annulation de la vente, car la facture

(19) 2 novembre 1905, *Gaz. Trib.* 1906 1^{er} sem. 2. p. 106.

(20) 19 janvier, *La Loi* 21 janvier 1884, *Le Droit* 1884 n° 17.

qui la constatait, contenait une stipulation de garantie.

Les tribunaux belges se montrent du même avis que les tribunaux français. Un arrêt de la Cour de Bruxelles (21), mettant fin au litige occasionné par la vente d'un tableau de Van Dyck, le prouve; ce tableau, représentant la Madeleine, avait été garanti authentique; or les experts appelés à dire si le tableau était ou non l'œuvre de Van Dyck, avaient déclaré que, sous réserves de nombreuses restaurations, « l'œuvre pouvait très raisonnablement être attribuée à Van Dyck ». La Cour, considérant que « quelque sérieux que puissent être les motifs déterminants d'une attribution, celle-ci n'en est pas moins une conjecture incertaine qui ne peut remplacer la garantie promise de l'authenticité », a annulé la vente.

Comment peut-on expliquer cette tendance générale des tribunaux, à statuer différemment, selon que l'authenticité a ou n'a pas été garantie? Il semble, certains jugements le laissent nettement entendre, qu'elle est inspirée par l'idée que l'existence d'une clause de garantie a pour effet de déplacer la charge de la preuve. Lorsque la vente est pure et simple, les juges considèrent que c'est, conformément au droit commun, au demandeur de prouver la véracité de ses dires; l'acheteur est donc tenu de démontrer que l'objet n'est pas authentique; s'il n'aboutit qu'à faire naître des soupçons quant au défaut d'authenticité, il n'apporte pas la preuve qui lui incombe, et on ne peut pas lui donner gain de cause.

Au contraire, lorsque la vente litigieuse est une vente avec garantie, les tribunaux (22) estiment que

(21) 8 janvier 1892, *Pasicr. belge* 1892. 2. 323.

(22) Trib. civ. Seine 2 novembre 1905 précité; Bruxelles 8 janvier 1892 précité.

le vendeur, en garantissant, s'est obligé à fournir la démonstration de l'authenticité, au cas où elle serait contestée. Si les affirmations de l'acheteur ou d'experts rendent incertaine l'authenticité de l'objet, il appartient au vendeur de prouver que cette authenticité existe réellement; s'il ne fait pas cette preuve qui est à sa charge, on ne peut que maintenir la vente. Un seul jugement s'est prononcé en sens contraire et a décidé que la garantie du vendeur ne peut jouer que si l'acheteur a réellement démontré la fausseté de l'objet. Il s'agit du jugement rendu par le tribunal de commerce de la Seine, à l'occasion de l'achat, par un commerçant, d'un bas-relief que le vendeur avait garanti être italien, et d'époque XV^e siècle (23). Le bas-relief litigieux était un objet détaché de l'endroit pour lequel il avait été conçu et exécuté, et était errant de collection en collection; il n'avait ni histoire, ni état-civil; c'était, en résumé, dit le tribunal, un objet qui pouvait être vrai comme il pouvait être faux, que l'on ne pouvait pas démontrer être vrai (24), mais que l'on pouvait démontrer être faux. Or l'acheteur, qui venait se plaindre du défaut d'authenticité de cet objet, était un commerçant particulièrement expérimenté et faisant autorité dans le commerce des œuvres d'art. Le tribunal a jugé qu'un acheteur aussi averti ne pouvait se faire passer pour un naïf qui avait acheté

(23) 30 août 1923, *Gaz. Trib.* 1924. 2. p. 128, *Ann. pr. ind.* 1929 p. 25.

(24) Pour que la constatation de l'authenticité puisse être faite de façon certaine, il faut que l'objet soit accompagné d'une relation digne de foi, des circonstances dans lesquelles il a été découvert ou créé, que son histoire puisse être suivie sans lacune, que sa garde ait été assurée d'une façon non suspecte et continue; on ne peut pas en effet prouver que la fabrication de l'objet aurait été impossible en d'autres temps et d'autres lieux que le temps et le lieu présumés.

de confiance un objet parce qu'il lui était garanti, qu'il avait au contraire passé le marché en toute connaissance de cause, et savait parfaitement que la garantie du vendeur ne pouvait jamais jouer qu'après démonstration du faux (25). Et comme cet acheteur n'apportait pas la preuve du défaut d'authenticité, le tribunal l'a déclaré mal fondé dans sa demande, bien que l'authenticité fût impossible à démontrer. Il est certain qu'en statuant ainsi, les juges ont été fortement influencés par la présence, chez l'acheteur, de connaissances professionnelles et de négligence. La solution adoptée aurait fort bien pu être différente, le jugement lui-même l'indique, si l'acheteur n'avait eu ni les connaissances spéciales, ni le sens critique lui permettant d'examiner l'objet. Cette décision unique en son genre ne peut donc modifier en rien les conclusions que nous avons tirées, plus haut, de la jurisprudence, surtout pour le cas où l'acquéreur est un simple amateur.

SECTION III

COMMENT STATUENT LES TRIBUNAUX EN CAS D'INAUTHENTICITÉ PARTIELLE.

Il arrive que l'acheteur qui désire se faire libérer de la vente qui lui a été consentie, s'appuie sur le fait que l'objet est moderne, non pas dans son entier, mais seulement dans certaines de ses parties. Il arrive

(25) La démonstration de la fausseté d'un objet d'art peut être faite grâce aux traces matérielles d'une fabrication récente portées par l'objet : il en est ainsi lorsque la matière dont est formé l'objet, ou certains détails de sa technique

aussi, au cas où l'acheteur se plaint d'un défaut d'authenticité total, que l'expertise révèle que ce défaut est simplement partiel. Dans l'une et l'autre de ces hypothèses, une controverse peut être engagée : on peut, soit soutenir que l'on ne peut maintenir la vente, l'objet n'étant pas entièrement authentique, soit affirmer que l'on ne peut annuler la vente, l'objet n'étant pas complètement inauthentique. Il est donc intéressant de rechercher comment la jurisprudence se prononce lorsqu'elle a à statuer sur la validité de la vente d'objets, en partie authentiques et en partie modernes.

Les cas d'inauthenticité partielle soumis ordinairement aux tribunaux sont au nombre de trois : une esquisse originale a été terminée par une tierce personne, un tableau ancien a subi des retouches, un objet ancien a été réparé ou complété ou transformé. Nous allons nous efforcer de découvrir dans quel sens la jurisprudence s'est formée dans chacun de ces cas.

Il n'est pas rare, tout d'abord, que les acheteurs d'une toile de maître se voient livrer une simple esquisse de ce maître qu'une main étrangère s'est chargée de terminer. D'habiles retoucheurs ne craignent pas, en effet, de compléter, de finir les ébauches et les esquisses de maître, de telle sorte qu'elles passent aux yeux de beaucoup comme une œuvre complète du maître en question. On comprend facilement que des acheteurs réclament impérieusement l'annulation de leur contrat, lorsqu'ils s'aperçoivent que c'est une œuvre ainsi terminée qui leur a été ven-

n'ont été découverts qu'à une époque postérieure à l'époque indiquée, ou encore lorsque le sujet figuré présente des détails qui n'ont été inventés et usités qu'à une époque postérieure à celle où les artistes, même attardés, ont abandonné le style de l'objet.

due. Les tribunaux déclarent leur demande justifiée, lorsqu'il est prouvé que c'est une œuvre authentique et complète de tel ou tel artiste qu'ils ont eu l'intention d'acquérir. Un jugement du tribunal civil de la Seine, rendu le 25 janvier 1900 (26), a ainsi prononcé la nullité de la vente aux enchères d'une esquisse de Corot qui avait été parfaite dans ses parties principales par un autre artiste et qui portait une fausse signature; les juges ont considéré que les acheteurs avaient entendu acquérir un tableau peint et signé par Corot, comme cela était indiqué par le catalogue et avait été annoncé au moment de la vente, et que l'on ne pouvait regarder, comme un tableau de Corot, une esquisse plus ou moins habilement repeinte par un tiers. Déjà, en 1867, le même tribunal (27) avait statué d'une manière identique, à l'occasion de la vente d'un tableau représentant Goethe de Berlichingen accueilli par les Bohémiens, et qui avait été présenté comme l'œuvre d'Eugène Delacroix; l'acheteur, ayant appris que le tableau qui lui avait été vendu entièrement terminé, signé des initiales E. D. et verni sur le tout, n'était, lors de la mort de Delacroix, « qu'une simple ébauche, non signée, une toile à peine couverte, où l'on distinguait seulement le ciel, le paysage et quelques lignes au crayon blanc », avait demandé la nullité de la vente. Les juges ayant reconnu que c'était une œuvre complète de Delacroix, et non pas une simple esquisse retouchée, que le demandeur, sur la parole de son vendeur, avait cru acheter, déclarèrent la vente nulle et de nul effet.

(26) *Gaz. Trib.* 1900. 1^{er} sem. 2. p. 506, *Pand. fr. pér.* 1901. 1. 377.

(27) 1^{er} mai, *Ann. pr. ind.* 1867 p. 4.

Le tribunal de commerce de la Seine (28), enfin, dans une affaire particulièrement délicate, a jugé que, lorsqu'un tableau est garanti avoir été peint par un artiste connu, la vente est entachée de nullité s'il est constaté que l'artiste indiqué n'a fait que l'esquisse, ou une partie seulement du tableau, qui a été terminé par un autre. Le tableaux litigieux était, en l'espèce, un paysage attribué à Théodore Rousseau, et représentant le gros chêne du dormoir à l'entrée de la forêt de Fontainebleau. La dame Bouqueton, qui avait acheté ce paysage 1.500 francs au sieur Lannoy, avait demandé la nullité de la vente, parce qu'on lui avait dit que ce tableau n'était pas de Rousseau. Lannoy avait alors appelé en garantie son propre vendeur, qui lui-même s'était retourné contre un certain Jacques de qui il tenait le tableau. Jacques déclara que le chêne, objet principal du tableau, avait été esquissé par Théodore Rousseau, qu'il s'était rendu acquéreur de cette esquisse et l'avait fait entourer d'un paysage. Pour sa défense, il soutint qu'il avait seulement garanti que le chêne était de Rousseau. Le tribunal a observé que le vendeur n'avait pas fait connaître à l'acheteur les circonstances dans lesquelles le tableau avait été terminé et que les termes qu'il avait employés garantissaient le tableau comme entièrement original; il a remarqué, de plus, que l'esquisse du chêne, qui, aux dires du vendeur, constituait seule une œuvre originale, était entièrement dissimulée par son achèvement, et il a décidé qu'en cet état, il y avait lieu de prononcer la résiliation de la vente.

Un autre grief encore est assez fréquemment invoqué par les acheteurs de tableaux de maître ; ces

(28) 27 février 1873, *Ann. pr. ind.* 1873 p. 318.

acheteurs reconnaissent bien que le tableau a été entièrement terminé par le maître indiqué, mais ils protestent contre la présence, sur ce tableau, de retouches, de repeints, d'ajouts, apportés postérieurement.

Une réclamation formulée dans ces conditions a-t-elle toujours des chances d'être reçue favorablement ? Un arrêt rendu tout récemment par la Cour d'appel de Lyon (29) a énoncé très clairement, pour les cas où l'authenticité a été garantie, les règles dont les tribunaux doivent s'inspirer en cette matière. Nous allons examiner tout d'abord les faits à la suite desquels cet arrêt a été prononcé, et ensuite les conclusions auxquelles la Cour a abouti. Un marchand de tableaux avait acheté, chez un antiquaire lyonnais, un lot de quatre-vingt-six œuvres, parmi lesquelles une toile de Théodore Rousseau et une autre de Charles Jacques, toutes deux garanties authentiques. Par la suite, l'annulation de l'ensemble de la vente fut demandée par l'acquéreur sous prétexte que ces deux tableaux étaient faux. Un arrêt du 12 juillet 1935 commit un expert, avec mission d'examiner les deux tableaux. Dans le rapport qui fut déposé par cet expert, les appréciations suivantes étaient émises : le paysage vendu comme étant de Théodore Rousseau était bien authentique, mais il avait subi anciennement, de la part d'une main étrangère, de nombreuses retouches de détail, assez fausses et futiles, tendant à le rendre plus agréable, et par suite plus vendable ; ce qui était de Théodore Rousseau exprimait bien ses belles et solides qualités. Quant au tableau vendu comme émanant de Charles Jacques, le rapport disait qu'il

(29) 26 mars 1936, *Gaz. Pal.* 1936. 1. 775.

était authentique, à l'exception d'une poule ajoutée, au bas de la composition, par une main inhabile et lourde.

Avant de statuer sur la validité de la vente de ces tableaux, la Cour a d'abord relevé que la garantie d'authenticité, donnée en l'espèce, n'avait pas été accompagnée de la spécification particulière qui se rencontre dans certains marchés, et d'après laquelle les œuvres sont pures et sans retouches. Les juges ont cru devoir faire cette constatation avant de se prononcer, parce qu'ils ont admis qu'en matière de retouches et ajouts apportés à des œuvres artistiques, une distinction s'impose selon la manière dont la garantie a été formulée.

D'après la théorie adoptée par la Cour, il est indispensable, pour le tribunal qui a à statuer sur la validité de la vente d'un tableau retouché, de s'attacher aux termes de la stipulation de garantie. En effet, lorsqu'on garantit qu'un tableau est authentique, on peut le faire de deux façons : on peut garantir purement et simplement que le tableau est de la main de tel maître; on peut aussi garantir que le tableau est de ce maître et qu'il n'a subi aucune retouche.

En pratique, il arrive assez fréquemment que le vendeur d'un tableau garantisse que cette œuvre est « authentique, pure et sans retouches », ou encore qu'elle est « authentique, sans retouches et sans détérioration d'aucune sorte ». Bien des acheteurs, d'ailleurs, exigent cette rigueur dans la garantie; ils savent en effet qu'à de nombreuses œuvres dont l'attribution à de grands maîtres est incontestable, des modifications ou des additions ont été apportées dans le but suivant : des œuvres authentiques de très grands artistes, mais de facture solide et fruste, ont, alors que ces artistes n'avaient pas encore conquis la faveur du

public, été modifiées dans le but de les harmoniser avec le goût du « joli » des amateurs de l'époque.

Lorsque la garantie donnée par le vendeur vise à la fois l'authenticité et l'absence totale de retouches, on doit annuler la vente dès qu'il est prouvé que le tableau a subi une retouche; il est en effet certain que le vendeur, qui a donné une garantie aussi complète, a entendu garantir l'acheteur non seulement contre une fausse attribution, mais aussi contre toute retouche. Il se peut, et c'est le cas le plus fréquent, que, lors de la promesse de garantie, l'authenticité n'ait pas été définie avec autant de précision et de rigueur; le vendeur s'est borné à garantir que le tableau était l'œuvre authentique de tel maître. La Cour a décidé que, dans une hypothèse de ce genre, une peinture ne perd pas forcément son caractère authentique, dès qu'elle a subi des modifications de la part d'une main étrangère. L'arrêt pose, pour ce cas, le principe suivant : l'admission ou le refus de l'authenticité dépend de l'importance des éléments étrangers par rapport à ce qui est bien du maître, « de la persistance, malgré les éléments étrangers, de tout ce qui, dans la composition, dans l'application des couleurs, constitue la marque du talent ou du génie du maître, ou au contraire de l'altération, de la dénaturation de ces qualités distinctives, par les retouches et les additions ». Faisant immédiatement application du principe ainsi adopté, la Cour a déclaré que le marché qui lui était soumis était valable, et elle a débouté l'acheteur de sa demande en annulation; elle a en effet estimé que, malgré les retouches de détail apportées au tableau de Théodore Rousseau, ce tableau conservait son caractère authentique, puisque l'essentiel était de la main du maître et exprimait bien les qualités qui

caractérisent ce maître; elle a jugé aussi que l'addition, nettement accessoire, d'une poule dans un coin de la toile, n'enlevait pas son authenticité au tableau de Charles Jacques.

La solution adoptée par la Cour, dans l'hypothèse d'une garantie pure et simple de l'authenticité, est, on ne peut manquer de le reconnaître, fort judicieuse. Il est certain, en effet, qu'un tableau peut conserver son originalité, bien qu'il ait subi certaines retouches; ainsi, des repeints exécutés par un artiste habile dans les fonds d'un tableau, sont le plus souvent indifférents, et leur présence ne supprime pas l'authenticité garantie; il n'y a donc pas de raison de faire droit à la demande en annulation intentée par l'acheteur d'un tableau présentant des repeints de ce genre, puisque le tableau reste l'œuvre originale du maître indiqué. Au contraire, les repeints faits sur un point important d'un tableau, par exemple sur le visage d'un portrait, peuvent dénaturer complètement ce tableau, surtout s'ils sont faits par un peintre inexpérimenté; lorsque des retouches aussi essentielles sont découvertes sur un tableau, on peut juger sans exagération que ce tableau n'a pas l'authenticité promise (30). Bien entendu, la question de la plus ou moins grande importance des retouches ne peut être tranchée qu'en fait par les juges, et après expertise.

Après avoir vu quelle influence les retouches peuvent avoir sur la validité de la vente d'un tableau dans les cas où ce tableau a été garanti soit « authentique »,

(30) Les tribunaux belges se prononcent de la même façon que les tribunaux français. Ainsi, le tribunal de commerce de Bruxelles a annulé la vente d'un tableau que l'on avait garanti être l'œuvre de Van Goyen parce que ce tableau avait souffert d'assez importantes restaurations : 17 mars 1892, *Pasicr. belge* 1892. 3. 190.

soit « authentique et sans retouches », il nous reste à rechercher quelle influence elles ont, dans un troisième cas laissé de côté par la Cour de Lyon. La vente du tableau retouché a été conclue sans stipulation de garantie d'authenticité, doit-elle être maintenue ? Les tribunaux qui ont à se prononcer à cet égard tiennent compte naturellement de l'importance des retouches, mais aussi beaucoup des circonstances de la cause : prix plus ou moins élevé payé par l'acheteur, qualité de l'acheteur ; ils recherchent, en effet, si l'acquéreur, en achetant un tableau qui a subi des retouches, a commis une erreur substantielle, s'il est certain qu'il n'aurait pas contracté s'il avait connu l'existence des retouches. Nous n'avons pu découvrir aucune espèce où un acheteur exerçant une action en nullité, dans ces conditions, ait obtenu gain de cause. Dans le premier procès que nous avons rencontré, et qui roulait sur la validité de la vente de deux peintures de Luini et Giorgione, sur lesquelles les experts avaient constaté la présence de retouches et de repeints, le tribunal de commerce de Lyon (31) a débouté l'acheteur, sous prétexte que ses connaissances personnelles lui permettaient de se rendre compte exactement de l'état des tableaux ; l'acheteur, en effet, se livrait habituellement à l'achat de tableaux anciens. Un conflit suscité par la vente publique d'un tableau qui était bien, comme l'indiquait le catalogue, une œuvre authentique de Ruysdaël, mais qui présentait des défauts, s'est terminé aussi par le rejet de la demande en annulation formée par l'adjudicataire. Ce dernier soutenait que la substance même de l'œu-

(31) 14 mars 1866, confirmé par Paris 27 avril 1867, *Ann. pr. ind.* 1867 p. 412.

vre du grand maître hollandais était dénaturée par les réparations et les retouches dont elle avait souffert. Le tribunal civil de la Seine, appelé à se prononcer, a jugé (32) que l'acheteur était sans droit à prétendre qu'il y avait eu de sa part erreur sur la substance, et cela pour deux raisons. Tout d'abord, il a déclaré qu'on ne pouvait regarder comme une erreur substantielle, le fait d'avoir acquis, au lieu d'une peinture parfaite et de premier ordre, une peinture légèrement détériorée, et même retouchée, lorsque le prix payé est en rapport avec l'état de la chose vendue; le tableau avait, en effet, été adjugé au prix de 9.600 fr., prix très modéré, qui ne permettait pas de supposer que la toile n'avait subi aucune atteinte du temps, qu'elle était sans retouches et sans usure, puisque les œuvres importantes et parfaitement conservées du maître atteignaient des prix variant entre 20.000 et 50.000 francs, et même plus. Le tribunal, en second lieu, a pris en considération une autre circonstance : l'adjudicataire était un amateur éclairé, fréquentant assidument l'Hôtel des Ventes, il avait donc pu, avant la vente, lorsqu'il avait examiné le tableau, se rendre suffisamment compte de son état (33).

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude de la manière dont la jurisprudence s'est comportée, jusqu'à présent, à l'égard des réclamations provoquées par le fait qu'une toile de maître a été soit terminée, soit retouchée par une main étrangère. Il nous reste à rechercher comment les tribunaux accueillent les pro-

(32) 20 février 1912, J. C. P. 1912 p. 115.

(33) La Cour d'appel de Paris a refusé d'annuler une vente de gravures anciennes retouchées, parce que l'acheteur ne prouvait pas qu'il avait voulu acheter des œuvres intactes, et parce que l'existence des retouches au moment de la vente n'était pas établie : 7 mars 1917, *Gaz. Pal.* 1916. 17 p. 583.

testations de celui qui s'est aperçu que l'objet ancien qu'il avait acquis, avait été récemment réparé, ou complété, ou transformé.

Des réparations, des rajustages modernes, peuvent, par exemple, avoir été faits à un meuble ancien; leur découverte peut-elle entraîner la chute de la vente ? Si l'objet n'a pas été garanti à la fois être d'époque et dans un parfait état de conservation, auquel cas il y aurait lieu d'annuler, aucune règle fixe ne peut être précisée, tout dépend des appréciations émises par l'expert sur l'importance des réparations. Ainsi, la Cour de Bordeaux (34) a décidé qu'il n'y a pas de raison d'annuler la vente d'un bonheur du jour d'époque Louis XV, si l'expertise constate que ce meuble n'a pas été truqué comme le prétend l'acheteur, qu'il a seulement subi quelques petites réparations intérieures qui ne lui enlèvent nullement son cachet. Lorsque les réparations qui ont été faites intéressent l'extérieur du meuble, elles ont beaucoup plus d'importance ; un meuble ancien peut, en effet, perdre, du fait de la restauration, une très considérable partie de sa valeur, et il en est de même pour les tapisseries, les porcelaines, les faïences habilement raccommodées. L'acheteur d'une antiquité ainsi restaurée obtiendrait sans aucun doute la nullité du contrat, s'il arrivait à prouver que son intention expresse était de n'acquérir qu'une œuvre dont toutes les parties fussent anciennes; il en serait ainsi, par exemple, s'il destinait cette pièce à un musée, et voulait l'exposer aux yeux du public pour montrer un modèle de l'art à telle époque. Si l'acheteur de l'objet restauré n'apportait pas une

(34) 22 avril 1913, *Journal des Arrêts de la Cour d'appel de Bordeaux*, 1914. 1. 176.

preuve de ce genre, le tribunal aurait à apprécier souverainement si les restaurations laissent à l'objet son authenticité et si l'acheteur a pu se rendre compte de leur présence; il aurait naturellement bien des nuances à saisir, mais il ne se prononcerait qu'après expertise; il nous semble ainsi que les juges ne pourraient pas manquer de faire droit à la demande en nullité formée par un amateur, acheteur d'une tapisserie dont la bordure serait moderne, car une tapisserie qui n'a pas sa bordure originale ne peut vraiment pas être considérée comme une véritable tapisserie ancienne. Dans l'hypothèse d'un meuble dont les bronzes ont été redorés, dans celle d'une étoffe reteinte, d'une gravure remargée, dans celle d'une reliure ancienne habilement redorée, il y aurait lieu à appréciation de la part des juges. En matière de livres anciens, on se trouve aussi souvent en présence de défauts (35), ou de restaurations; les livres anciens intacts, les livres « vierges » sont très rares. Ainsi, la reliure d'un livre peut avoir été déboîtée afin de permettre un lavage du livre, et ensuite remboîtée. La Cour de Paris, nous le savons, a annulé la vente d'un Horace d'Alde, ayant

(35) Lorsque des ouvrages anciens vendus aux enchères sont dans un état des plus défectueux, que l'un n'est pas du format in-folio comme le dit le catalogue, mais d'un format plus petit, en sorte que les feuillets sont pliés de façon à s'adapter aux dimensions de la reliure, que dans l'un et l'autre les planches sont tachées, maculées, l'adjudicataire ne peut pas demander la résolution de la vente pour vices cachés, si les défauts étaient apparentes à première vue, et si l'acheteur aurait pu lui-même les constater s'il avait pris la peine d'examiner les ouvrages offerts en vente. Il ne peut pas soutenir que le silence gardé par les catalogues sur les tares des ouvrages aurait eu pour résultat de dissimuler les défauts apparents et de les rendre équivalents à des défauts cachés: Trib. civ. Seine 8 juin 1912, *Gaz. Trib.* 1912. 2^e sem. 2. p. 119.

appartenu à Grolier, et dont la reliure avait été ainsi remboîtée après lavage; elle a considéré que l'acheteur avait voulu un livre n'ayant jamais quitté sa reliure, car il est certain qu'une reliure ayant appartenu à un personnage célèbre, ou exécutée par un relieur en renom, perd la plus grande partie de sa valeur par l'opération du remboîtage (36). Une autre cause de dépréciation des livres anciens se rencontre lorsqu'un feuillet ou le titre absent ont été refaits; si un livre, ayant subi cette réparation, avait été vendu comme un exemplaire à la fois « authentique » et « en bonne condition », l'acheteur aurait sûrement des chances d'obtenir l'annulation de la vente; s'il avait été vendu simplement comme authentique, le tribunal jugerait, d'après les circonstances de la vente et l'opinion des experts, s'il y a lieu ou non de l'annuler.

Si les objets anciens sont souvent réparés, ils sont aussi souvent complétés. Une fraude courante consiste en effet à embellir, à orner les objets anciens qui paraissent trop simples, et cela afin d'en faire des objets plus recherchés et chèrement cotés. Ainsi, on applique sur de vieilles pièces de vaisselle plate trop unies, des décors ciselés et gravés. On surdécore la porcelaine de Sèvres qui a été livrée en blanc (37).

On sculpte à grand renfort de motifs et de moulures, les panneaux d'un meuble parfaitement authentique mais trop simple, on lui ajoute des appliques de marbre fendillées, des filets d'ivoire et surtout des bronzes. La vente d'une pièce ancienne ainsi embellie peut-elle

(36) 8 mars 1876, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 303.

(37) La porcelaine ainsi livrée était presque toujours de la porcelaine de rebut.

être valable, la pièce ancienne ne perd-elle pas son authenticité du fait de cet embellissement ?

La jurisprudence a eu l'occasion de statuer sur la validité de la vente de porcelaines de Sèvres surdécorées; elle a jugé (38) que, quelle que soit la date de la fabrication de la pâte, on ne peut pas considérer comme anciennes, des porcelaines qui ont été, à une époque récente, décorées et recuites, car la décoration est plus qu'un accessoire. Les tribunaux ont eu aussi à se prononcer sur l'adjonction de bronzes modernes à un meuble ancien. A la suite de la vente « d'une commode en bois de rose, garnie de bronzes, d'époque Louis XVI », il avait été découvert que les motifs de bronze qui occupaient une place importante dans l'ornementation du meuble, ne dataient pas de l'époque Louis XVI, mais avaient été ajoutés postérieurement, et à une époque relativement récente. Les juges (39) ont estimé que c'était un objet, dont toutes les parties étaient de l'époque Louis XVI, que le vendeur et l'acquéreur avaient entendu vendre et acheter; ils se sont appuyés pour cela sur la rédaction du reçu, sur l'élévation du prix, mais ils ont aussi largement tenu compte de la considération suivante : les bronzes qui garnissent les meubles fabriqués à l'époque Louis XVI forment partie intégrante de ces meubles, dont ils sont destinés à rehausser l'élégance; ils ont, même pris isolément, « une valeur propre qui est fort appréciée, et ajoute encore à la valeur des meubles auxquels ils sont fixés et dont ils sont en quelque sorte l'indispensable parure ». Il était donc certain, dans

(38) Paris 28 décembre 1907, *Gaz. Trib.* 1908. 1^{er} sem. 2. p. 431.

(39) Trib. civ. Seine 21 février 1913, *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. 386.

ces conditions, que les parties qui avaient contracté au sujet d'une « commode, garnie de bronzes, d'époque Louis XVI », avaient attaché autant d'importance à l'authenticité et à l'ancienneté des bronzes, qu'à l'authenticité et à l'ancienneté de la commode elle-même.

Le truquage des objets anciens peut enfin provoquer un dernier conflit entre vendeur et acheteur. L'état dans lequel se trouve l'objet vendu peut ne pas être celui qu'il avait à l'origine ; il a subi, depuis sa création, des transformations, ou des mutilations, ou un changement de destination. Cela se produit fréquemment, surtout dans le mobilier : on vend par exemple un grand canapé qui a été exécuté à l'aide de deux petites bergères, une table de salon qui n'est en réalité qu'une table de nuit à laquelle on a enlevé le marbre qui la recouvrait. Si l'acheteur d'un objet ainsi transformé n'avait pas été prévenu, au moment de la vente, de la transformation subie par l'objet, et qu'il s'aperçoive ensuite que l'objet n'a pas toujours été dans l'état où il est actuellement, n'aurait-il pas de bonnes raisons de se plaindre et de demander l'annulation de la vente ? Là encore, les juges auraient à user, dans une large mesure, de leur pouvoir d'appréciation, après avoir fait appel à l'avis d'experts ; il ne nous semble cependant pas exagéré de dire à l'avance que, dans la généralité des cas, les tribunaux ne pourraient que refuser l'authenticité à l'objet transformé, et devraient annuler la vente, à moins pourtant que l'acheteur ait été à même de s'apercevoir de la transformation subie par l'objet. C'est ce qui a été admis dans la seule affaire de ce genre qui, à notre connaissance, a été soumise aux tribunaux. Lors de cette affaire, dont

nous avons déjà parlé, le tribunal civil de la Seine (40) a refusé d'annuler la vente aux enchères d'un portefeuille ancien qui, à l'origine, était un livre de dépenses, parce que l'objet portait, d'une manière apparente, des particularités nettement révélatrices de la transformation qui lui avait été apportée, et qui n'avaient pu échapper à l'acheteur.

Les tendances générales de la jurisprudence à l'égard des ventes d'objets en partie authentiques, et en partie inauthentiques, nous sont donc désormais connues; naturellement, nous n'avons examiné que les hypothèses les plus courantes d'inauthenticité partielle, mais si d'autres cas se présentaient, les tribunaux leur feraient application des mêmes règles.

(40) 6 novembre 1935, *Gaz. Trib.* 1936. 2. 13.

TITRE II

L'acheteur doit agir dans un certain délai

Comme nous avons déjà donné quelques explications sur cette question, nous nous bornerons, ainsi que nous l'avons annoncé, à présenter ici quelques considérations assez sommaires. Dans les procès relatifs aux ventes d'objets d'art, les questions de délai ne donnent qu'assez rarement lieu à des difficultés. L'action qui est le plus couramment intentée en cette matière est, en effet, l'action en nullité pour erreur, et le demandeur dispose pour l'exercer d'un long délai de dix années; aussi, il est bien rare que l'acheteur d'un objet d'art truqué attende trop longtemps pour saisir la justice, d'autant plus que le délai de dix ans part seulement de la découverte de la non-authenticité. Nous n'avons pu recueillir aucune affaire où l'action en nullité, fondée sur l'inauthenticité totale, ait été déclarée irrecevable pour tardiveté. Dans un procès cependant, le tribunal de la Seine a eu à se prononcer sur une fin de non-recevoir fondée sur la prescription, opposée par le vendeur à la demande en annulation de l'acheteur. Cela s'est produit à l'occasion d'un litige provoqué par la vente, comme soupière d'argent ancienne, d'une soupière moderne; l'acheteur qui avait demandé la nullité en 1897, n'avait agi que plus de dix ans après la vente, cette vente ayant été conclue en 1881; le vendeur invoqua contre cette deman-

de, un moyen tiré de la prescription de l'article 1304 du code civil, disant qu'un intervalle de plus de dix années s'était écoulé entre la date de la vente, et celle de l'action en nullité. Mais le tribunal a remarqué que la prescription de l'article 1304 ne commence à courir qu'à partir du jour où l'erreur a été découverte; or, le demandeur soutenait n'avoir connu l'erreur que dans le courant de l'année 1896, lorsqu'il avait voulu se défaire des objets d'art qu'il avait collectionnés, et il articulait à l'appui de sa prétention, un fait dont il offrait d'administrer la preuve, et d'où devait en effet résulter la certitude qu'il n'avait connu qu'en 1896 l'erreur dont il se plaignait. Comme le fait articulé était pertinent et admissible, le tribunal a ordonné l'enquête réclamée par le demandeur (1).

L'action en nullité est donc recevable, même si elle a été intentée beaucoup plus de dix ans après la vente; il suffit que le demandeur prouve qu'il n'y a pas encore dix ans qu'il s'est rendu compte de son erreur. La situation de l'acheteur qui exerce une action en nullité, sous prétexte que l'objet qu'il a acquis est faux, est donc, quant au délai, assez avantageuse, d'autant plus que l'identité de l'objet litigieux n'est presque jamais contestée (2).

L'acheteur qui se plaint simplement d'un défaut d'authenticité partiel est souvent, en cette matière, plus exposé à voir des obstacles venir entraver l'exercice de son recours. Ainsi, celui qui proteste, parce que le tableau ou les gravures qu'il a acquis ont été retouchés, peut s'attendre à ce que son adversaire soutienne

(1) 5 juin 1897, *Le Droit* du 19 août 1897.

(2) Nous n'avons rencontré qu'une seule espèce où l'identité ait été contestée, v. Trib. civ. Lyon 29 janvier 1930, *Gaz. Pal.* 1930. 1^{er} sem. p. 572.

que le tableau ou les gravures n'étaient pas, lors de la vente, dans l'état où ils se trouvent lors du procès. L'acheteur se verra alors dans l'obligation de prouver que les retouches existaient déjà au moment de la vente; or, s'il attend pour intenter son action, il se trouvera bien souvent dans l'impossibilité d'apporter cette preuve; son recours pourra donc être entravé, même s'il est exercé moins de dix ans après la découverte de l'erreur.

Le long délai accordé par le Code peut donc, dans certains cas, se révéler, en fait, sans utilité aucune pour l'acheteur demandeur. Plusieurs affaires le démontrent. Ainsi, lors d'une contestation relative à une vente de gravures que l'acheteur disait avoir subi des retouches, la Cour de Paris (3) a jugé que les conclusions de l'acheteur devaient purement et simplement être rejetées car, à raison de la date très ancienne à laquelle se plaçait la vente des gravures, qui remontait à près de sept années pendant lesquelles la maison venderesse avait totalement cessé d'en avoir la disposition, les défendeurs « pouvaient toujours victorieusement soutenir, à défaut de toute constatation probante et contemporaine de la vente, que les retouches, à les supposer réelles, n'existaient pas au moment de la livraison, et en conclure logiquement qu'elles ne sauraient leur être imputables ». La Cour, comme l'indique l'arrêt, aurait annulé la vente, si l'acheteur avait justifié avoir obtenu relativement à l'absence de retouches, une garantie expresse; elle aurait donc ainsi appliqué, au cas de retouches, la théorie que la jurisprudence applique au cas d'incertitude sur l'authenticité, et c'est alors au vendeur qu'il

(3) 7 mars 1917, *Gaz. Pal.* 1916-17 p. 583.

aurait appartenu d'établir que les retouches n'existaient pas au moment de la vente. Mais, comme l'acheteur n'avait pas obtenu de stipulation expresse de garantie, et qu'il ne pouvait pas faire découler la garantie de ses factures, dans lesquelles les objets étaient simplement énumérés « avec la seule indication qu'il s'agissait de « gravures imprimées en couleur », sans adjonction d'aucune autre mention pouvant impliquer directement ou indirectement au point de vue des retouches, la responsabilité et la garantie du vendeur », la Cour a confirmé le jugement de première instance qui avait maintenu la vente.

Le défaut de preuve de l'existence des retouches antérieurement à la vente, a aussi constitué une des raisons qui ont conduit le tribunal civil de la Seine (4) à déclarer mal fondée la demande en nullité formée par l'adjudicataire d'un tableau de Ruysdaël. Cet adjudicataire se plaignait de ce que le tableau fut détérioré et retouché; or, immédiatement après l'achat, il l'avait confié à un restaurateur qui, après examen, avait déclaré être incapable de le réparer, à raison de son état, sans le repeindre partiellement. Considérant qu'avant de donner cet avis à son client, le restaurateur avait dû vraisemblablement se livrer à un travail de nettoyage préliminaire qui avait pu dénaturer le tableau, et modifier l'état dans lequel il avait été mis en vente, le tribunal a estimé que l'acheteur se trouvait donc dans l'impossibilité d'établir que le tableau était encore dans l'état où il l'avait reçu, et il l'a débouté.

Il semble cependant que l'on ne puisse se montrer aussi rigoureux que la Cour de Paris et le tribunal de

(4) 20 février 1912, J. C. P. 1912 p. 115.

la Seine, à l'égard de l'acheteur qui se plaint d'un défaut d'authenticité partiel, que si sa bonne foi n'est pas incontestable. Le tribunal civil de la Seine (5) en a décidé ainsi à l'occasion du différend soulevé par l'acheteur d'une commode d'époque Louis XVI, garnie de bronzes, qui prétendait que les bronzes avaient été rapportés à une date récente, et, en conséquence, demandait la nullité de la vente; le vendeur répondait que le retard apporté par l'acheteur dans sa réclamation survenue plus d'un mois après la livraison et le paiement, autorisait « toutes les craintes et toutes les suppositions », et que rien ne prouvait que la commode se trouvait encore dans l'état où elle était à l'époque du contrat. Le tribunal a, malgré tout, commis des experts pour examiner la commode et les bronzes; il a, en effet, estimé que, d'une part le délai dans lequel l'acheteur avait protesté ne saurait être critiqué puisque la loi accorde dix ans, et que d'autre part la faute ne se présume pas; or, aucune des circonstances de la cause ne permettait de mettre en doute la loyauté ou la bonne foi de l'acheteur qui, dans une lettre adressée au vendeur pour lui demander de résoudre le marché, proposait de soumettre la commode à une expertise en ce qui concernait l'authenticité des bronzes, et de désigner un arbitre pour statuer sur le fond de l'affaire.

En résumé donc, les acheteurs d'objets d'art disposent en principe d'un délai de dix ans pour demander la nullité de la vente qui leur a été consentie; pratiquement, seuls les acheteurs qui se plaignent d'un défaut d'originalité total peuvent être sûrs que leur action sera reçue même s'ils l'exercent dans les der-

(5) 21 février 1913, *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. p. 386.

niers temps du délai octroyé par la loi (à moins, naturellement, que l'identité de l'objet soit contestée et ne puisse être établie); ils n'ont pas en effet à prouver que l'inauthenticité révélée par l'expertise, ou autrement, existait lors de la vente, puisqu'un objet qui se révèle inauthentique ne l'est pas devenu à un certain moment, mais l'a toujours été; un meuble dans lequel on découvre l'absence de tout caractère d'ancienneté, n'a jamais possédé ce caractère; de même, lorsqu'on peut découvrir qu'un tableau n'est pas l'œuvre de tel maître, c'est qu'il ne l'a jamais été.

Les acheteurs qui se plaignent d'un changement de destination subi par l'objet, depuis sa création, se trouvent dans une situation analogue à celle des acheteurs qui sont mécontents d'avoir acquis un objet faux; ainsi, lorsque l'on veut demander la nullité de la vente d'un portefeuille, parce qu'il était autrefois un livre de dépenses, il y a seulement à prouver que le portefeuille est un livre de dépenses transformé.

Les acquéreurs qui protestent parce que l'objet qu'ils ont acheté a subi des détériorations, des retouches, des réparations, peuvent fort bien au contraire ne pas être à même de profiter du délai qui leur est accordé; il leur faudrait, en effet, souvent prouver que les détériorations, les réparations, les retouches existaient déjà au moment de la vente, que l'état de l'objet n'a pas été modifié depuis la vente; or, cela leur sera souvent impossible s'ils laissent passer un assez long temps, avant de faire entendre leurs réclamations.

Il arrive parfois, avons-nous vu, que l'acheteur d'objets d'art, au lieu de s'appuyer sur l'article 1110, invoque les articles 1641 et suivants; la situation qui lui est faite, au point de vue de la prescription, est, nous le savons, moins favorable que celle qui est faite à

l'acheteur qui utilise la théorie de l'erreur: son action se prescrit par un délai beaucoup plus court, et d'ailleurs arbitraire; et de plus, le point de départ du délai n'est pas nécessairement la découverte de la non-authenticité. Plusieurs acheteurs, nous le savons, ont vu repousser leur action pour tardiveté (6), alors qu'ils n'avaient cependant pas attendu de longues années pour l'exercer. Cette question du délai permet de formuler une critique contre la jurisprudence qui ouvre indifféremment l'action rédhibitoire et l'action en nullité à l'acheteur d'objets d'art. Les rédacteurs du Code, lorsqu'ils ont décidé que l'action en garantie se prescrirait par un bref délai, avaient pour cela des raisons très plausibles. La première raison était le danger, et les difficultés dont la preuve de l'antériorité du vice à la vente, n'aurait pas manqué d'être la source, si on avait permis d'invoquer le vice pendant un trop long délai. Une seconde raison justifiait aussi la rapide extinction de l'action en garantie: un long délai était inutile puisque l'acheteur devait forcément s'apercevoir très vite de la présence du vice; lorsqu'il essaierait de se servir de l'objet, il se rendrait compte que cet objet est impropre à l'usage. Mais si ces raisons légitimaient en effet le principe posé dans l'article 1648, il n'en est plus toujours de même depuis que la jurisprudence a étendu la notion de vices rédhibitoires. Ainsi, certains tribunaux décident que l'absence d'authenticité d'un objet d'art constitue un vice donnant lieu à garantie, mais à condition qu'il soit invoqué dans un bref délai; or rien ici ne justifie l'exi-

(6) Trib. civ. Seine 23 mars 1888, v. Paris 5 mars 1890, S. 1890. 2. 133, *Pand. fr. pér.* 1891. 2. 116; Trib. comm. Seine 30 août 1923, *Gaz. Trib.* 1924. 2. p. 128, *Ann. pr. ind.* 1929 p. 25.

gence d'un bref délai; on ne peut pas, d'une part invoquer les difficultés que peut entraîner la constatation tardive du vice: en effet, comme nous l'avons remarqué, si un objet se révèle n'être pas authentique, c'est qu'il ne l'a jamais été, il n'y a donc pas à prouver que le défaut d'authenticité est antérieur à la vente; d'autre part, l'utilisation que l'on peut faire d'un objet d'art n'est pas de nature à faire apparaître le défaut d'authenticité: le fait d'ajouter un objet à une collection ne donne pas la preuve que l'objet est ou non authentique, seule la mise en vente peut parfois révéler le défaut d'authenticité. Et cependant, les juges, liés par le texte de l'article 1648 sont obligés de rejeter la demande en résolution lorsque l'acheteur a attendu un peu trop longtemps pour la formuler. Il semble donc que les juges vont trop loin, lorsqu'ils considèrent l'inauthenticité d'un objet d'art comme un vice rédhibitoire, puisqu'alors certaines règles prévues expressément par le Code pour la mise en jeu de la garantie des vices, deviennent au regard du bon sens, absolument inapplicables.

Mais si l'application de la théorie de la garantie des vices aux objets d'art entièrement inauthentiques n'est pas à approuver, il nous paraît qu'il y a un cas où son application serait parfois préférable à celle de la théorie de l'erreur: c'est le cas où l'objet est authentique, mais a subi des détériorations, des retouches ou des réparations. L'acheteur ne serait pas trop désavantagé quant au délai, puisque lorsqu'il exerce l'action en nullité pour erreur, il est bien souvent dans l'impossibilité de profiter du long délai accordé. Et, à un autre point de vue, il pourrait au contraire se trouver favorisé. En effet, lorsque l'acheteur se plaint d'une erreur sur la substance, la seule sanction que

puisse appliquer le tribunal, est la nullité de la vente; or, les juges peuvent hésiter à faire tomber une vente parce que l'objet a subi des réparations. Les sanctions prévues pour les vices rédhibitoires sont plus variées; il suffit de se rappeler le texte de l'article 1644: « l'acheteur a le droit de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix telle qu'elle sera arbitrée par experts ». L'acheteur pourrait donc, selon l'importance et l'honnêteté des retouches ou des réparations, soit réclamer la résolution de la vente, soit se résigner à garder l'objet et demander simplement une diminution du prix de vente.

Il nous semble que le tribunal qui se trouverait en présence de réparations, de retouches, non essentielles, serait sûrement beaucoup plus disposé à ordonner la réduction du prix qui lui serait demandée, qu'à prononcer la nullité qui serait sollicitée en vertu de l'article 1110. L'acheteur d'un objet assez discrètement réparé ou retouché pourrait, peut-être, grâce à la garantie des vices, avoir la consolation de rentrer dans une partie du prix qu'il a versé, alors qu'il pourrait fort bien, s'il invoquait l'erreur, être obligé de conserver l'objet, sans espoir de se faire rembourser quelque chose. Naturellement, les tribunaux auraient à tenir compte des circonstances de la cause, et à apprécier, selon les connaissances de l'acheteur, si les restaurations ont été faites d'une manière suffisamment habile pour échapper à son attention.

Ces quelques observations étant présentées, il nous reste, avant de quitter cette matière, à examiner une question qui n'a d'ailleurs guère soulevé de difficultés devant les tribunaux jusqu'à maintenant. Très souvent, lors des ventes publiques, on insère dans les cata-

logues, et on annonce au moment des enchères, une clause d'après laquelle aucune réclamation ne sera admise après tel délai: « 24 heures, 48 heures, etc... Cette clause est-elle valable ? D'une manière générale, les auteurs et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître que les délais de la prescription peuvent être abrégés par les parties (7). Dans les ventes d'objets d'art, les tribunaux déclarent qu'une clause abrégeant le délai de prescription est licite, mais ils jugent que cette clause, dérogeant au droit commun, doit être interprétée restrictivement. Ainsi, lorsque le catalogue d'une vente de livres précieux et de portefeuilles, spécifie: « Les livres devront être collationnés dans les 24 heures de l'adjudication, passé ce délai, ils ne seront repris pour aucune cause », cette clause ne peut viser que les livres, et non les portefeuilles qu'il ne saurait être question de collationner; la demande en annulation de la vente d'un portefeuille est donc recevable même si la réclamation est formulée longtemps après, quatre ans par exemple (8).

Avec cette dernière question, nous en avons terminé avec l'étude du délai dans lequel l'acheteur doit exercer son recours, et, par là même, avec celle des conditions auxquelles la jurisprudence lui accorde sa protection.

(7) V. COLIN et CAPITANT, op. cit. p. 345 n° 364; v. aussi *Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence* (DALLOZ), Prescription p. 158 n°s 49 et 50.

(8) V. Trib. civ. Seine 6 novembre 1935, *Gaz. Trib.* 1936. 2. 13.

LIVRE III

Quels résultats entraîne à l'égard des deux parties la protection qu'accorde la jurisprudence à l'acheteur.

Ce livre ne sera consacré qu'aux résultats du recours de l'acheteur, car aucun recours formé par un vendeur mécontent d'avoir cédé un original pour une copie, n'a donné naissance à des difficultés, relativement aux résultats qu'il devait entraîner à l'égard des parties. Si un vendeur triomphait dans une action en nullité, parce qu'il aurait été reconnu avoir commis une erreur sur la substance, il rentrerait en possession de son objet, mais serait obligé de restituer le prix qu'il aurait reçu.

La question des résultats, que le succès du recours de l'acheteur doit entraîner à l'égard des parties, a, au contraire, soulevé en pratique, un certain nombre de problèmes que nous allons examiner maintenant.

Le résultat ordinaire du recours de l'acheteur est l'anéantissement de la vente. Jusqu'à présent, toutes les décisions judiciaires qui ont donné gain de cause à l'acheteur, ont conclu à cet anéantissement; en effet, l'acheteur qui invoque l'article 1110 ne peut demander

et obtenir que la nullité; quant aux acquéreurs qui ont invoqué les articles 1641 et suivants, ils ont toujours demandé la résolution, et jamais une simple diminution du prix; il en a été ainsi même de ceux qui se plaignaient de retouches et de réparations, et pour lesquels nous avons préconisé le recours à l'action en diminution du prix.

A côté de ce résultat ordinaire, les jugements qui accueillent favorablement la demande en nullité ou en résolution de l'acheteur, en ont quelquefois un autre: ils prévoient une allocation de dommages-intérêts qui seront payés par le vendeur à l'acheteur, et parfois par l'acheteur au vendeur.

TITRE PREMIER

L'anéantissement de la vente

Lorsqu'un acquéreur d'objet d'art réussit dans une action en nullité ou en résolution, le résultat est toujours le rétablissement des choses en l'état où elles étaient avant la vente. Les contractants se restituent les prestations qu'ils se sont faites réciproquement. L'acheteur rend l'objet au vendeur; le vendeur rembourse le prix à l'acheteur, à moins, bien entendu, qu'il ne soit pas encore versé.

CHAPITRE PREMIER

L'ACHETEUR DOIT RENDRE L'OBJET.

Quand on dit que l'acheteur doit remettre l'objet en la possession du vendeur, il pourrait sembler qu'il y a là une obligation dont l'exécution est fort simple, et ne peut provoquer de difficultés. Pratiquement, il en est tout différemment en matière artistique; l'exécution de l'obligation de l'acheteur soulève deux questions importantes: dans quel état doit être l'objet pour

qu'il puisse être restitué ? Que doit rendre l'acheteur lorsque la vente a porté à la fois sur des objets véritablement anciens, et sur des objets présentés à tort comme anciens ?

SECTION PREMIÈRE

DANS QUEL ÉTAT DOIT ÊTRE L'OBJET POUR QU'IL PUISSE
ÊTRE RENDU ?

Il existe à cet égard, en matière de ventes mobilières, un principe certain : pour pouvoir être restitué au vendeur, l'objet doit être exactement dans l'état où il se trouvait au moment de son acquisition ; s'il n'est plus dans cet état, les juges se voient dans l'impossibilité de prononcer la nullité de la convention intervenue.

Cette règle est très rigoureuse pour les acheteurs d'œuvres d'art. Ils sont en effet exposés, lorsqu'ils recherchent si l'œuvre achetée est ou n'est pas authentique, à la détériorer. L'emploi de certains procédés d'investigation a pour résultat de dévoiler rapidement la fausseté de l'objet, mais aussi d'endommager l'objet (1). L'acheteur doit donc, à tout prix, éviter d'user de moyens trop radicaux, qui puissent détériorer

(1) En matière de tableaux particulièrement, l'acheteur doit se méfier de certains procédés. Ainsi, il paraît que, pour prouver, d'une manière irréfutable, qu'un tableau soi-disant ancien n'est qu'une peinture récente, il suffit de frotter le tableau avec un chiffon mouillé d'alcool ou d'essence. Mais il ne faut user qu'à la dernière extrémité de ce procédé qui est d'un radicalisme désespéré : en effet, le chiffon emporte la couleur si elle est récente.

l'objet, s'il ne veut pas payer trop chèrement le triomphe de sa méthode d'investigation. Une décision récente du tribunal civil de la Seine (2), donne un exemple saisissant des graves conséquences que peut avoir, pour l'acquéreur, l'usage de moyens de vérification trop violents. Les faits, sur lesquels le tribunal a statué, étaient les suivants: lors de la vente aux enchères d'une collection d'objets d'art appartenant à M. Sorbac, M. Massart s'était rendu acquéreur, pour une somme de 60.000 francs, d'une peinture décrite au catalogue de la façon suivante: « Franz Hals, Le Rieur, bois de forme ovale, hauteur 0 m. 17, largeur 0 m. 14 ». Postérieurement à la vente, l'adjudicataire avait confié le tableau au sieur Maché, avec mission d'en vérifier, par des procédés scientifiques, l'authenticité ou la fausseté. Le sieur Maché, ayant déclaré après examen, que le tableau était un travail récent, exécuté sur un panneau de bois ancien, avec des pigments employés par les anciens, M. Massart avait assigné M. Sorbac en nullité de la vente, et en restitution du prix. Le tribunal nomma un expert pour rechercher quels effets avait eus, sur l'état matériel du tableau, l'expertise scientifique à laquelle l'acheteur avait fait procéder. Cet expert constata que divers prélèvements faits sur le tableau, au cours de l'expertise micrographique exécutée par le sieur Maché, avaient gravement détérioré le tableau. Le tribunal de la Seine s'appropriant entièrement les conclusions de l'expert, et appliquant rigoureusement le principe suivant lequel l'objet doit être restitué dans l'état où il était lors de la vente,

(2) 3 juillet 1935, *Gaz. Trib.* 1935. 2. 464 et la note, *Gaz. Pal.* 1936, sommaires 1. — Au sujet de ce jugement, on peut lire un article de M. Pierre KRAEMER-RAINE: *Art et Jurisprudence*, dans « Beaux-Arts » du 20 mars 1936.

a alors débouté l'acheteur de sa demande en nullité. Certains attendus du jugement valent, à ce point de vue, d'être reproduits ici: « Attendu que la restitution de l'objet vendu, conséquence nécessaire de la décision prononçant la nullité d'une vente, doit porter exclusivement sur cet objet même pris en tant que corps certain et déterminé, et dans l'état où ¹¹ se trouvait avant la formation du contrat; ...Attendu dès lors qu'en admettant, par hypothèse, l'existence d'une erreur sur l'attribution à Franz Hals de l'œuvre dont s'agit, la restitution du tableau, tel qu'il était lors de la vente, apparaît désormais comme impossible à réaliser, en raison de la profonde détérioration qu'il a subie; que l'une des conséquences juridiques de la nullité du contrat faisant ainsi défaut, par le fait du demandeur lui-même, l'irrecevabilité d'une telle action par lui intentée s'ensuit de façon nécessaire... ».

En présence de cette solution sévère, mais extrêmement juridique qu'a adoptée le tribunal de la Seine, on voit qu'on ne peut trop recommander aux acquéreurs d'objets d'art d'agir avec précaution, lorsqu'ils veulent vérifier, ou faire vérifier l'authenticité ou l'inauthenticité d'un objet sur lequel ils ont des soupçons.

Une contestation d'un autre genre a encore été soulevée par un vendeur de tableau, dans l'espoir de décider les juges à maintenir la vente. Au cours d'une vente publique, un tableau encadré avait été vendu comme étant l'œuvre de Simon de Vlieger, moyennant le prix de 7.370 francs; immédiatement après l'adjudication, l'acheteur avait revendu le cadre en bois sculpté dans lequel le tableau était encadré; puis, ayant peu après acquis la certitude que le tableau n'était pas l'œuvre du maître indiqué, il avait demandé l'an-

nulation de la vente, et le remboursement de la différence entre le prix de revente du cadre et le prix principal par lui payé. Les défendeurs opposèrent, à cette demande, les arguments suivants: en disposant du cadre, qui représentait une partie importante de la chose vendue, l'acheteur avait modifié cette chose, en avait disposé pour partie, il était sans droit à poursuivre la restitution du prix ou de partie du prix par lui payé, puisque l'objet de la vente ne se trouvait plus dans son état primitif. Le tribunal civil de la Seine (3), qui avait été saisi de cette affaire, a décidé que le fait d'avoir revendu le cadre ne pouvait suffire à faire déclarer l'acheteur non recevable en sa demande. Il a en effet considéré, qu'en disposant du cadre, l'acheteur « n'avait en aucune façon disposé d'une partie de la chose vendue, formant avec celle-ci un tout inséparable dont la dénaturation devrait rendre l'acquéreur non recevable à poursuivre la restitution de la partie du prix afférente à la toile même, objet principal de la vente ». Le cadre ne pouvait à aucun titre être considéré comme faisant corps avec le tableau; le cadre et le tableau constituaient deux objets distincts, ayant chacun leur valeur propre, et dont la réunion purement factice pouvait être aisément rompue, sans dommage aucun, ni pour l'un ni pour l'autre. De plus, l'œuvre figurant au catalogue était le tableau, et non le cadre en bois sculpté du XVIII^e siècle qui l'encadrait, l'objet principal de la vente était donc incontestablement la toile. En conséquence, le tribunal a décidé que l'acheteur était en droit, pour le cas où le défaut d'authenticité serait démontré, de réclamer la res-

(1) 20 février 1912, J. C. P. 1912 p. 105.

titution de la différence entre le prix de revente du cadre et le prix total par lui payé.

SECTION II

QUE DOIT RENDRE L'ACHETEUR LORSQUE LA VENTE A PORTÉ A LA FOIS SUR DES OBJETS FAUX ET SUR DES OBJETS ORIGINAUX ?

Il arrive parfois que plusieurs objets d'art soient vendus en bloc et que l'on découvre ensuite que, si les uns sont authentiques, les autres ne le sont pas. Doit-on, comme le soutiennent souvent les vendeurs, maintenir la vente pour les objets dont l'authenticité n'est pas contestée ? Le tribunal de commerce de la Seine (4) a jugé que, lorsque dans une vente faite en bloc de plusieurs tableaux, il y en a qui portent de fausses signatures, l'acquéreur a le droit, contrairement aux prétentions du vendeur, de demander la résiliation de la vente pour le tout. Le même tribunal est allé encore plus loin, lorsqu'il s'est prononcé (5) sur la validité d'une autre vente de tableau; la vente de la peinture litigieuse, et un échange de tableaux, avaient été conclus par une seule et même convention; le tribunal a jugé qu'on ne pouvait ordonner la restitution de la somme payée contre remise du tableau litigieux, sans l'annulation complète et entière de la convention, ce qui n'était demandé par aucune des parties.

D'autres décisions ont, au contraire, adopté une solution opposée. Ainsi, la Cour de Nîmes (6), appelée à

(4) 15 avril 1863, *Ann. pr. ind.* 1863 p. 339.

(5) 26 août 1875, *J. trib. comm.* 1876 p. 17.

(6) 12 août 1890, *Gaz. Trib.* 22 août 1890.

statuer sur la validité de la vente de trois tableaux, dont un seulement était faux, a annulé la vente simplement en ce qui concernait le tableau faux; elle a alors apprécié, en s'aidant de certaines circonstances, le montant auquel devait être fixé le prix à attribuer au tableau faux sur le prix total versé; ce prix total était de 700 francs, la cour a fixé à 300 francs, la somme que le vendeur devait restituer contre remise du tableau. Le tribunal de Marmande (7) s'est montré partisan de la même théorie: en effet, à l'occasion de la vente, moyennant le prix de 2.325 francs, d'un certain nombre d'objets d'art parmi lesquels figuraient deux tableaux faussement attribués à de grands maîtres, il a prononcé l'annulation de la vente, uniquement quant aux deux tableaux, et a procédé à la ventilation du prix global.

De tout cela, il résulte que la jurisprudence n'a pas relativement aux ventes d'objets d'art faites en bloc, de tendance bien fixée. D'ailleurs, les jugements qui annulent la vente en entier, et ceux qui ne l'annulent qu'en partie, s'expliquent aussi bien les uns que les autres. On comprend qu'un tribunal recule devant les difficultés d'appréciation que peut entraîner la recherche, dans le prix total, de la part qui revient à l'objet qui n'est pas authentique, et se décide à annuler la vente tout entière. On comprend aussi qu'un tribunal juge qu'il n'y a pas lieu d'étendre la nullité de la vente aux objets qui sont authentiques, car ces objets conservent, malgré la fausseté des autres objets compris dans la vente, toute leur valeur. Cette réflexion nous amène à parler d'un cas où il nous paraît que ce serait à bon droit que l'acheteur réclamerait l'annula-

(7) 17 juillet 1913, J. C. P. 1914 p. 215.

tion de la vente pour tous les objets authentiques ou non. Il s'agit du cas où la vente a porté sur deux objets d'art se faisant pendant, par exemple sur une paire de vases en vieux Sèvres, sur une paire de petites bibliothèques anciennes ou de statues attribuées à un sculpteur célèbre. L'acheteur découvre ensuite que l'un des vases ou l'une des bibliothèques, ou des statues n'est qu'une copie, tandis que l'autre est réellement authentique. Ne peut-il pas réclamer l'annulation totale, en soutenant qu'il a voulu acheter deux objets se faisant pendant, et qu'on ne peut l'obliger à garder un des objets, en l'absence de celui qui était destiné à figurer symétriquement avec lui ? En effet, lorsque deux pièces se faisant pendant, se trouvent réunies dans la même main, elles acquièrent une plus-value considérable par le seul fait de leur réunion, surtout si elles sont très difficiles à trouver dans le commerce. La tentative est donc grande pour un marchand qui a en sa possession un objet qui a eu autrefois un pendant, de reconstituer la paire, en faisant imiter ce pendant; ainsi, celui qui possède un vase de Sèvres fait pour la Dubarry et qui figurait en paire à l'inventaire de Louveciennes, peut fort bien être conduit par l'espoir de réaliser un plus grand bénéfice, à charger un truqueur de lui exécuter un vase identique.

Le tribunal, qui aurait à se prononcer sur la validité de la vente de deux objets se faisant pendant, et dont l'un serait inauthentique, aurait à interpréter la volonté des contractants; naturellement si, des termes de la convention, il résultait que l'acheteur a entendu faire l'acquisition de deux objets se faisant pendant, le tribunal devrait annuler la vente pour les deux objets, car l'acheteur a été déçu dans son attente légi-

time. Dans le silence du contrat, il y aurait aussi des cas où il serait juste de permettre à l'acheteur de réclamer l'annulation totale; il en serait ainsi, lorsque le prix très élevé qui aurait été exigé, permettrait d'induire que l'acheteur n'avait pas en vue deux objets dépareillés, mais deux objets se faisant pendant.

CHAPITRE II

LE VENDEUR DOIT REMBOURSER LE PRIX.

Si l'acheteur doit restituer la chose au vendeur, ce dernier doit en revanche, rembourser le prix, ou la partie du prix qu'il a reçu. Là encore, il pourrait sembler qu'il s'agit d'une obligation toute simple, dont l'exécution ne peut entraîner de complications. La question du remboursement du prix a cependant donné naissance à plusieurs difficultés contentieuses.

Tout d'abord, certains acheteurs ont prétendu que le vendeur devait, en plus du prix, leur verser certains suppléments. On s'est ainsi demandé si le vendeur était obligé de restituer les intérêts du prix; la plupart des décisions ordonnent cette restitution, mais elles ne se montrent pas d'accord sur le jour à partir duquel les intérêts sont dus: certaines prennent comme point de départ, le paiement, les autres la demande, et certains même, le jugement.

Le problème du remboursement des impenses nécessaires et utiles, faites par l'acheteur sur l'objet litigieux, a été aussi soulevé; il a été jugé que le vendeur doit tenir compte à l'acheteur de ces dépenses; on peut citer, en ce sens, une décision du tribunal de commerce de la Seine (8) qui a condamné un vendeur de ta-

(8) 15 avril 1863 *Ann. pr. ind.* 1863 p. 339.

bleaux à rembourser la somme que l'acquéreur avait dépensée pour faire encadrer les tableaux.

Une dernière question enfin pourrait, en cette matière, être l'objet de discussions; ce serait celle de savoir si l'amateur qui a acheté une œuvre d'art par l'intermédiaire d'un courtier, pourrait soutenir que le vendeur lui doit le remboursement non seulement du prix de vente, mais encore de la commission d'usage donnée au courtier. Cette question pourrait fort bien se présenter, car, pratiquement, il arrive très souvent qu'un amateur charge un courtier de lui indiquer, parmi les objets qui sont à vendre, ceux qui répondent à ses désirs de collectionneur. Lorsqu'à la suite d'un avertissement donné par le courtier, une vente est réalisée, l'acheteur verse au courtier la rémunération qui lui est due pour ses soins et démarches. Si, par la suite, la vente était annulée, pourrait-il demander la restitution de la somme représentant cette rémunération. Il est évident qu'on ne la lui accorderait pas; le courtier est l'agent de l'acheteur; ce dernier a rémunéré le courtier, comme un mandant rémunère son mandataire; or ce sont là des questions qui ne regardent en aucune façon le vendeur.

On n'a pas seulement discuté le point de savoir si le vendeur ne doit pas, parfois, rembourser une somme plus élevée que celle qu'il a reçue, on s'est aussi demandé si le vendeur doit toujours être obligé de rendre entièrement le prix qui lui a été versé. Deux hypothèses ont été, à ce point de vue, envisagées.

La jurisprudence a d'abord recherché si le vendeur ne peut pas avoir de bonnes raisons pour prétendre ne restituer qu'une partie du prix reçu, et si, en particulier, il ne peut pas alléguer une négligence commise par l'acheteur pour obtenir une réduction du prix

qu'il doit restituer. La question s'est posée à l'occasion de l'achat par un marchand, de sept tableaux garantis comme étant des œuvres de Corot « authentiques, pures et sans retouches ». L'acheteur, ayant eu après la vente des doutes sur l'authenticité de l'un des tableaux intitulé la Moisson, avait poursuivi en justice, l'annulation partielle du contrat, et réclamé le remboursement d'une somme de 4.825 francs, septième du prix global par lui payé. Après qu'une expertise eut révélé que la peinture contestée n'était pas de Corot, et qu'elle avait été simplement retouchée par ce maître, la Cour de Paris décida, le 19 janvier 1898, que l'acheteur était en droit de réclamer le prix contre restitution de la toile; mais, au lieu de lui allouer la somme qu'il demandait, ou de chercher à apprécier quelle était exactement, dans le prix total, la part afférente au tableau La Moisson, et d'en ordonner le remboursement, la Cour condamna la venderesse à verser à l'acheteur, seulement une somme de 2.000 francs; cette somme, suivant l'avis des experts, représentait la valeur marchande du tableau dont le défaut d'authenticité était établi. Pour expliquer cette décision, les juges n'ont pas fait appel à l'impossibilité d'évaluer la valeur respective des tableaux qui avaient été vendus ensemble; ils se sont basés sur l'idée que l'acheteur, qui était un connaisseur éclairé, avait commis une imprudence, en se fiant exclusivement à la garantie de la venderesse, et en ne prenant pas soin de procéder à un examen approfondi du tableau, ce qui lui aurait sans doute permis de découvrir le manque d'originalité; si l'acheteur avait été trompé, c'était donc dans une certaine mesure par sa propre faute. Cet arrêt de la Cour de Paris, ordonnant une réduction du prix, a été cassé par la Cour de Cassation, le

25 juillet 1900 (9). Cette dernière a, en effet, estimé que le motif invoqué par les juges du fond « était absolument inopérant pour justifier la réduction d'un prix de vente restituable en vertu de la résolution du contrat prononcée pour cause d'erreur substantielle ». La Cour, puisqu'elle avait bien admis qu'il y avait eu erreur de l'acheteur (sans cela elle aurait nécessairement repoussé la demande) ne pouvait se dérober aux conséquences de l'application de l'article 1110, en permettant au vendeur de ne rembourser qu'une partie du prix; elle violait donc ce texte de loi en adoptant une solution contraire aux principes généraux concernant les effets de la nullité. La défense avait soutenu que la Cour, en opérant une déduction sur le prix, n'avait pas entendu mitiger les effets de la nullité; après avoir annulé la vente, elle avait estimé que l'acheteur devait des dommages-intérêts au vendeur, dommages-intérêts qu'elle avait évalués à la différence entre le prix convenu et la valeur marchande du tableau, et c'était, dans ces conditions, qu'elle avait décidé que l'acheteur devrait se contenter du remboursement de la partie du prix correspondant à la valeur marchande. La Chambre civile n'a pas admis cette interprétation, mais si elle l'avait admise, elle n'aurait peut-être pas cassé l'arrêt de la Cour de Paris; elle a, en effet, déclaré que le motif invoqué par la Cour: imprudence, faute de l'acheteur, aurait pu être pris en considération dans une demande en dommages-intérêts.

En tous les cas, cet arrêt de la Cour de Cassation a pour résultat de démontrer clairement qu'il ne suffit pas à un vendeur d'invoquer une faute de l'acheteur,

(9) D. 1904. 1. 611, S. 1902. 1. 317, *Pand. fr. pér.* 1901. 1. 377.

pour être autorisé à ne restituer qu'une portion du prix.

Il est certain aussi que celui qui aurait chargé un courtier de découvrir un acquéreur pour l'objet qu'il avait en mains, ne serait pas fondé, au cas d'annulation de la vente, à ne vouloir restituer à l'acheteur que la somme nette qu'il a touchée, c'est-à-dire le prix moins le courtage qu'il a eu à payer.

Les tribunaux n'ont pas eu seulement à statuer sur la question de savoir si le vendeur est parfois en droit de ne pas restituer entièrement le prix ; ils ont eu aussi à dire s'il est possible à un acheteur d'éviter le refus de la nullité, en ne demandant en retour de la restitution de l'objet, que le remboursement d'une partie du prix. La question leur a été posée dans des cas où l'objet litigieux que l'acheteur était dans l'obligation de rendre, ne se trouvait plus dans l'état où il était lors de la vente. Or, on sait qu'un principe certain de notre Droit exige, pour que la nullité d'une vente puisse être prononcée, que l'état de l'objet n'ait pas varié depuis la formation du contrat. Aussi, lorsqu'un objet d'art a été détérioré après la vente, les vendeurs ne manquent jamais de se prévaloir de cette détérioration, en faveur du maintien de la vente. C'est alors que certains acheteurs ont eu l'idée de soutenir la proposition suivante : la vente doit être annulée, mais le vendeur ne sera tenu que d'un remboursement partiel du prix, afin de lui tenir compte de la dépréciation subie par l'objet quant à sa valeur vénale.

Une solution de ce genre a été proposée en 1874 au tribunal de Reims, et elle a été accueillie favorablement (10). Le demandeur qui avait acquis un tableau

(10) 17 décembre, D. 1876. 2. 62, *Ann. pr. ind.* 1875 p. 421.

signé Ch. Jacques, dont on lui avait garanti la signature, avait présenté le tableau à l'artiste en question; or, celui-ci, ne reconnaissant pas son œuvre, avait écrit, sur la toile même, une inscription constatant que sa signature était fausse. L'acheteur avait alors demandé la nullité de la vente, mais le vendeur s'y opposait sous prétexte que le tableau était déprécié par suite de l'inscription émanée de Ch. Jacques. Le tribunal, dans un jugement qui a été confirmé par la Cour de Paris, le 18 juin 1875, a donné raison à l'acheteur: il a annulé la vente, mais il a décidé que le vendeur qui aurait dû restituer le prix de vente en son entier, pourrait retenir sur ce prix une somme de 40 francs; il avait en effet estimé à cette somme la dépréciation que l'inscription avait fait subir à l'œuvre très ordinaire qu'était en réalité le tableau.

Dans une espèce récente, et qui nous est déjà connue, l'adjudicataire d'un tableau faussement attribué à Franz Hals, avait assigné son vendeur en nullité; mais comme il savait qu'une expertise scientifique à laquelle il avait fait procéder, avait profondément détérioré le tableau, il ne sollicitait qu'un remboursement partiel du prix qu'il avait payé. Les juges ont considéré (11) que la restitution de l'objet vendu doit, au cas d'annulation d'une vente, porter exclusivement sur cet objet même, et dans l'état où il se trouvait avant la passation du contrat, et que ce principe s'oppose « à ce que, au cas de détérioration par le fait de l'acheteur et postérieurement à la vente, la restitution puisse s'opérer, partie en nature au moyen de l'objet détérioré, et partie en somme d'argent repré-

(11) Trib. civ. Seine 3 juillet 1935, *Gaz. Trib.* 1935. 2. 464, *Gaz. Pal.* 1936 sommaires 1.

sentant le préjudice causé par la détérioration ». Le tribunal a, en conséquence, conclu à l'irrecevabilité de la demande en nullité formée par l'acheteur.

Comme nous l'avons déjà dit, cette décision ne saurait en droit être critiquée, car elle a fait une application rigoureuse des principes en la matière. Certains auteurs se sont demandé (12) si le tribunal n'aurait pas pu adopter une solution tout aussi juridique, mais qui aurait satisfait aussi l'équité, en jugeant, une fois l'erreur sur la substance établie, qu'il y avait lieu de prononcer l'annulation du contrat, mais de n'accorder qu'une restitution partielle du prix à l'acheteur. Mais ces auteurs ont reconnu que le tribunal, même s'il en avait eu l'intention, n'aurait pas pu adopter cette solution; en effet, cette solution, qui aurait pu juridiquement se concevoir si le tribunal avait été saisi d'une demande en dommages-intérêts, était inapplicable en l'espèce, puisque c'était sur une demande en nullité que le tribunal avait à statuer.

En face de cette doctrine défavorable à l'acheteur qu'a admise le tribunal civil de la Seine, on ne peut que conclure, de nouveau, à la nécessité qu'il y a pour l'acheteur, de veiller à ne pas détériorer l'objet qu'il a acheté, s'il ne veut pas s'exposer à se voir refuser la nullité, même au cas où il accepterait de ne rentrer que dans une partie du prix qu'il a versé.

(12) V. Pierre KRAEMER-RAINE : *Art et Jurisprudence*, dans « Beaux-Arts » du 20 mars 1936.

TITRE II

L'allocation de dommages-intérêts

Les tribunaux, parfois, ne se contentent pas de remettre les choses en l'état où elles étaient avant la vente, ils prononcent une sanction pécuniaire, soit contre le vendeur, soit contre l'acheteur.

CHAPITRE PREMIER

DANS QUELS CAS LE VENDEUR PEUT-IL ÊTRE CONDAMNÉ A VERSER DES DOMMAGES-INTÉRÊTS A L'ACHETEUR ?

Les contestations dans lesquelles l'acheteur joint à sa demande en nullité ou en résolution, une action en dommages-intérêts, sous prétexte qu'il a subi un préjudice, sont très nombreuses; par contre, les condamnations à des dommages-intérêts prononcées, pratiquement, contre le vendeur, sont rares.

Quels moyens l'acheteur peut-il invoquer pour justifier sa prétention d'obtenir des dommages-intérêts ? Si l'on considère les espèces dans lesquelles la condamnation du vendeur au paiement d'une indemnité a été requise, on se rend compte que l'acheteur peut s'ap-

puyer sur deux moyens: il peut soutenir que le vendeur lui a, soit par sa faute, soit par ses agissements indéliçats, causé un préjudice, et qu'il doit en être responsable. Ces deux moyens sont les seuls sur lesquels l'acheteur puisse s'appuyer. Le demandeur qui ne peut établir, ni la mauvaise foi du vendeur, ni aucune faute qui lui soit imputable, n'est pas fondé à réclamer des dommages-intérêts (1).

Nous n'avons rencontré aucune décision qui ait prononcé une condamnation à des dommages-intérêts pour simple faute. A cela, il semble y avoir deux raisons. D'abord, il est rare que les amateurs qui ont été induits en erreur, lors de l'achat d'une œuvre d'art, subissent un dommage réel. La déception que leur cause la découverte de l'erreur peut, il est vrai, les atteindre plus cruellement qu'une perte d'argent, mais la mission des tribunaux n'est pas de remédier aux désillusions. Aussi, bien des amateurs sont-ils déboutés de leur demande en dommages-intérêts, faute d'établir le préjudice qu'ils prétendent avoir subi (2); et lorsque les tribunaux reconnaissent que l'acheteur amateur a pu éprouver un préjudice, ils estiment bien souvent que l'allocation des dépens en constitue une réparation suffisante (3). Les marchands, les anti-quaires, subissent, au contraire, par suite de l'erreur, un grave préjudice. Un commerçant, qui livre de bonne foi des objets faux pour des objets authentiques, voit le crédit de sa maison atteint, et le nombre

(1) Trib. civ. Seine 21 janvier 1890, *Gaz. Pal.* 1890. 1. 251.

(2) et (3) Trib. comm. Seine 15 avril 1863, *Ann. pr. ind.* 1863 p. 339; 27 février 1873, *Ann. pr. ind.* 1873 p. 318; Trib. Reims 17 décembre 1874, confirmé par Paris 18 juin 1875, *D.* 1876. 2. 62, *Ann. pr. ind.* 1875 p. 421; Douai 22 juin 1883, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 115, *J. C. P.* 1884 p. 73; Trib. civ. Seine 2 novembre 1905, *Gaz. Trib.* 1906. 1^{er} sem. 2. p. 106.

de ses clients baisser fortement; il en résulte, pour lui, une diminution sensible des bénéfices que lui procurait l'exploitation de son commerce. On pourrait donc penser que l'équité exige, que celui qui a vendu des objets faux à un antiquaire répare (nous le supposons en faute) les dommages qu'il a contribué à faire naître. Mais il ne faut pas oublier que les commerçants sont habituellement des gens très avertis, et que les erreurs qu'ils commettent sont souvent dues à une certaine négligence, à un manque d'attention suffisante dans l'examen de l'objet. Il n'est donc pas étonnant que la jurisprudence reconnaisse difficilement qu'un acheteur professionnel soit fondé à se prévaloir d'une faute commise par son cocontractant, si lui-même a commis une faute. Un jugement rendu en cette matière par le tribunal civil de la Seine (4) est, à cet égard, tout à fait instructif. Au cours d'une vente publique de livres, organisée à la requête d'un libraire parisien, le sieur Rapilly, un marchand de livres rares et précieux, le sieur Leclerc avait acheté, pour le compte d'un libraire de Bruxelles, deux ouvrages anciens pour lesquels le catalogue ne signalait aucune défectuosité. Mais les ouvrages étaient en réalité dans un état des plus défectueux, et Leclerc ne put les faire accepter par son correspondant de Bruxelles. Leclerc demanda alors au tribunal de condamner Rapilly à l'indemniser du préjudice qu'il lui avait causé par la rédaction incomplète de son catalogue, en l'amenant à acquérir, pour le compte d'un autre libraire, deux volumes dont ce libraire avait refusé de prendre livraison, à cause de leur mauvais état de conserva-

(4) 8 juin 1912, *Gaz. Trib.* 1912. 2^e sem. 2. p. 119.

tion. Le tribunal a reconnu que Rapilly avait certainement commis une faute grave qui aurait pu être de nature à engager sa responsabilité, en omettant, contrairement à une pratique constante, de signaler dans le catalogue, les nombreux et importants défauts présentés par les ouvrages. Mais il a observé, d'autre part, que l'adjudicataire aurait pu, s'il l'avait voulu, examiner les ouvrages offerts en vente, et se rendre compte de leurs défauts. Le tribunal a conclu que, dans ces conditions, l'acheteur ne pouvait demander compte au vendeur du préjudice qui lui avait été causé, puisque ce préjudice prenait sa source dans une faute dont il s'était personnellement rendu coupable au cours de l'exécution du mandat qu'il avait accepté. En statuant ainsi, le tribunal civil de la Seine a fait preuve d'une grande rigueur vis-à-vis de l'acheteur, puisqu'il ne lui a même pas reconnu la possibilité de reprocher au vendeur la mauvaise rédaction du catalogue; or, la négligence de l'acheteur avant la vente, peut-elle supprimer réellement la responsabilité du rédacteur du catalogue ? Non, certainement pas; elle a simplement pour effet de créer l'état de faute commune, et peut donner lieu à un partage de responsabilité (5).

Une seconde raison encore explique l'inexistence de condamnations à des dommages-intérêts pour simple faute. Les juges qui ont à se prononcer sur la validité de ventes d'œuvres artistiques, se trouvent souvent en présence de situations assez incertaines; d'une part

(5) Dans les cas où il y a faute commune de la victime et de l'auteur du préjudice, la responsabilité de ce dernier est réduite dans la proportion où le préjudice est imputable à la faute de la victime. Les juges procèdent alors à une compensation suivant la gravité respective des fautes.

quand les parties n'ont pas rédigé un écrit explicite, les juges éprouvent des difficultés à s'assurer exactement de leur intention; d'autre part, ils sont obligés, relativement à la question de l'authenticité ou de l'inauthenticité de l'objet, de se fier à des rapports d'experts qui peuvent fort bien contenir des erreurs. Le résultat de tout cela, est que les juges, qui se décident assez facilement à provoquer l'anéantissement de la vente, sont beaucoup plus hésitants quand il s'agit de reconnaître l'existence, à la charge du vendeur, d'une négligence, d'une faute, entraînant pour l'acquéreur le droit à réparation du dommage causé.

Au lieu de fonder son action en dommages-intérêts sur une faute du vendeur, l'acheteur peut la baser sur les manœuvres employées par ce vendeur, sur la mauvaise foi dont il a fait preuve. Si les acquéreurs évitent en général d'intenter l'action fondée sur le dol, et ainsi d'arguer d'un dol caractérisé, il leur arrive fréquemment de faire état, incidemment, à l'occasion de leur recours fondé sur l'article 1110 ou les articles 1641 et suivants, des « agissements indéliçats » de leur vendeur, pour obtenir une réparation du préjudice qui leur a été causé. Lorsque les tribunaux se trouvent en face d'un vendeur dont l'attitude, les manœuvres assez douteuses, ont facilité la naissance d'une opinion fausse chez l'acheteur, ils hésitent beaucoup moins qu'en présence de simples fautes, à le condamner à verser des dommages-intérêts. Et, de fait, l'examen de la jurisprudence révèle un certain nombre de condamnations de ce genre. Ainsi, le vendeur d'une bonbonnière qui avait affirmé faussement que cette bonbonnière était ancienne, et qui avait appuyé ses affirmations d'une fable mensongère destinée à donner confiance à l'acquéreur, a été condamné par le tribu-

nal civil de Bayonne (6) à réparer le dommage qu'il avait causé à l'acheteur par ses « agissements » ; il a dû lui verser à titre de dommages-intérêts, les intérêts du prix de vente à 4%, et une somme de 5.000 francs. Le tribunal civil de la Seine (7) a condamné un marchand de tableaux qui avait vendu comme œuvre d'Hobbéma, un tableau qui ne pouvait, en aucune façon, lui être attribué, à verser à son acheteur une somme de 1.000 francs destinée à réparer le préjudice dont ses « agissements » avaient été la source pour l'acheteur. Dans une autre espèce, jugée aussi par le tribunal civil de la Seine (8), les acheteurs d'un faux tableau d'Isabey se sont vu allouer une somme de 500 francs de dommages-intérêts parce que « la tromperie dont ils avaient été l'objet, la résistance injustifiée des vendeurs à leur demande de remboursement, les soucis et frais qui leur avaient été occasionnés » leur avaient causé un préjudice certain. Enfin, la Cour d'Orléans (9) a condamné à payer une indemnité de 500 francs, à raison de « ses agissements indéliçats » un vendeur qui avait affirmé que la commode qu'il cédaient était ancienne, alors qu'il savait parfaitement qu'elle ne l'était pas (10). Toutes ces décisions prouvent que l'acheteur qui a été victime de manœuvres, d'agissements de la part de son vendeur, peut espérer obtenir des dommages-intérêts, si quelque préjudice n'est pas suffisamment réparé par le fait du rétablissement des choses en l'état.

(6) 21 juillet 1903, *Gaz. Trib.* 1904. 1^{er} sem. 2. 59.

(7) 21 juillet 1925, *D. H.* 1925 p. 696.

(8) 3 novembre 1930, *Gaz. Pal.* 1931. 1. 15.

(9) 21 janvier 1931, *D. H.* 1931 p. 172.

(10) V. aussi *Trib. civ. Nîmes* 10 août 1889, infirmé par *Nîmes* 12 août 1890, *Gaz. Trib.* 22 août 1890; *Trib. civ. Fontainebleau* 17 mai 1922, *Ann. pr. ind.* 1929 p. 20.

CHAPITRE II

L'ACHETEUR PEUT-IL PARFOIS ÊTRE CONDAMNÉ A VERSER UNE INDEMNITÉ AU VENDEUR ?

Il arrive, parfois, qu'un vendeur estime que l'action formée contre lui par l'acheteur lui cause du tort; il répond alors à cette action par une demande reconventionnelle en dommages-intérêts.

Dans quels cas peut-il espérer voir les tribunaux faire droit à ses prétentions ? Le vendeur pourrait tout d'abord obtenir une indemnité si la demande formée par l'acheteur était abusive, et si elle lui avait causé un dommage moral. Mais, en pratique, ces deux conditions sont rarement remplies, et les juges se trouvent dans l'impossibilité de prononcer la condamnation réclamée contre l'acheteur. En effet, l'exercice d'une action en justice ne constitue pas une faute par cela seul que son insuccès démontre que l'action a été formée à tort; l'acheteur ne peut pas être reconnu passible de dommages-intérêts envers le vendeur, simplement parce qu'il n'a pas triomphé dans sa demande. De plus, il n'est pas facile au vendeur de prouver qu'il a subi un préjudice. Nous n'avons rencontré que trois demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées sur le dommage moral résultant de l'action abusive de l'acheteur, et toutes trois ont été repoussées. La première avait été formée devant le tribunal de commerce de Lyon, dans les circonstances suivantes: un antiquaire avait acheté à un de ses collègues, une reliure italienne siennoise, puis s'étant aperçu que la reliure était une copie, il avait assigné

son vendeur en nullité de la vente. Ce dernier soutint qu'il n'avait jamais certifié l'authenticité de la reliure, et que l'acheteur, qui était expert auprès des tribunaux, était en mesure de s'entourer de toutes garanties avant d'acheter une pièce qu'il avait au préalable fort sérieusement examinée; il concluait en demandant 10.000 francs de dommages-intérêts en réparation du dommage moral que lui causait la demande abusive de son acheteur. Le tribunal a jugé (11) que la demande de l'acheteur n'excédait pas l'exercice normal de ses droits, qu'elle ne constituait pas une faute dont l'acheteur doive la réparation, et qui puisse servir de base à une allocation de dommages-intérêts; il a alors débouté le vendeur de sa demande reconventionnelle, tout en déboutant l'acheteur de sa demande principale.

La seconde demande en dommages-intérêts formée par un vendeur, qui nous soit connue, a été repoussée par le tribunal civil de Dijon (12). Une commerçante qui avait acheté à un collectionneur, M. D., pour 275.000 francs d'objets et de meubles d'art, avait intenté une action en nullité contre les héritiers de son vendeur. Ces derniers avaient alors conclu à la condamnation de la demanderesse en deux cent mille francs de dommages-intérêts pour le préjudice moral résultant pour D..., et pour sa mémoire de l'action témérairement engagée et des imputations calomnieuses et diffamatoires dirigées contre lui: la demanderesse avait prétendu que lorsqu'elle avait engagé les négociations avec les époux D..., ceux-ci avaient « joué la comédie » pour mieux la tromper sur l'authenticité

(11) 25 juill. 1929, *Gaz. judic. et comm.* Lyon 26 mars 1930.

(12) 8 décembre 1930, inédit.

des objets présentés, et qu'ils avaient simulé leur passion des antiquités pour mieux masquer le commerce auquel ils se seraient livrés. Le tribunal a constaté qu'il n'apparaissait pas que l'action de la demanderesse fût due à la mauvaise foi de sa part, et il a estimé que la témérité ne suffit pas à motiver des dommages-intérêts judiciaires; il a ensuite remarqué que les imputations de l'acheteuse, à l'égard du vendeur, ne dépassaient pas le ton parfois désobligeant des critiques que les plaideurs ont coutume d'échanger, que les allégations de l'acheteuse à l'encontre du vendeur, dans les conditions où elles avaient été formulées, n'étaient pas génératrices d'un préjudice quelconque alors surtout que D..., amateur d'antiquités et d'art ne faisait pas profession d'acheter pour revendre, et n'était pas commerçant. Aucune faute entraînant l'allocation de dommages-intérêts n'étant relevée à l'encontre de l'acheteur, le tribunal a déclaré la demande reconventionnelle des héritiers du vendeur mal fondée, bien qu'il eût repoussé l'action en nullité de l'acheteuse. Enfin, le tribunal de commerce de Nice a débouté un vendeur de sa demande en dommages-intérêts pour procès vexatoire, parce qu'il ne justifiait d'aucun préjudice appréciable (13).

Si le vendeur peut difficilement obtenir des dommages-intérêts lorsque c'est à tort que l'acheteur a demandé l'anéantissement de la vente, peut-il en obtenir lorsque le tribunal, reconnaissant le bien-fondé de l'action de l'acheteur, ordonne le rétablissement des choses en l'état où elles étaient avant la vente ? La plupart des auteurs lui donnent, dans ce cas, le droit

(13) 10 juillet 1930, v. Aix 23 avril 1934, *Semaine juridique* 1934 p. 771.

de demander des dommages-intérêts si l'acheteur a fait preuve de négligence ou d'insouciance, et lui a, par suite, causé un préjudice. Les tribunaux donc, tout en reconnaissant que la vente ne peut être maintenue, devraient condamner l'acheteur, s'il avait commis une faute suffisante, à payer une indemnité au vendeur. La Cour de Cassation (14), à l'occasion d'un procès dont nous avons déjà parlé, a donné un exemple de faute de l'acheteur qui pourrait permettre à un vendeur d'obtenir des dommages-intérêts. Cette faute consisterait dans l'imprudence que commettrait un connaisseur éclairé qui, se rapportant uniquement à la garantie donnée par son vendeur, ne prendrait pas la précaution d'examiner l'objet, et d'en vérifier l'authenticité. Mais on peut se demander si une condamnation à des dommages-intérêts prononcée dans ces conditions à l'encontre d'un acheteur se justifierait en fait ? En effet, pour que quelqu'un soit condamné à verser une indemnité, il faut qu'il ait commis une faute, et que cette faute ait entraîné un préjudice. Or, l'existence de ces deux éléments nécessaires paraît assez douteuse dans le cas que nous examinons actuellement. Tout d'abord, peut-on dire que l'acheteur qui ne profite pas de son expérience et de sa science, pour examiner minutieusement l'objet qu'il achète, et qu'on lui garantit authentique, commet une faute ? Cela semble bien difficile ; lorsqu'un vendeur garantit à un amateur que l'objet qu'il vend est authentique, il s'engage à prendre sous sa responsabilité, le défaut d'authenticité pour le cas où il se révélerait ; en de telles circonstances, il paraît impossible d'imposer à l'ache-

(14) Civ. 25 juillet 1900, D. 1904. 1. 611, S. 1902. 1. 317. *Pand. fr. pér.* 1901. 1. 377.

teur l'obligation d'examiner d'une manière détaillée l'objet qu'on lui offre. De plus, même s'il y avait faute, on ne verrait pas très bien quelles pourraient en être les conséquences dommageables; en effet, le vendeur, par suite de l'anéantissement du contrat, se verrait restituer son objet, et comme la valeur de cet objet n'aurait pas diminué, il n'éprouverait aucun préjudice.

Parmi toutes les décisions concernant les ventes d'objets d'art que nous avons pu découvrir, nous n'en avons trouvé aucune qui, après avoir annulé la vente, ait condamné l'acheteur à verser des dommages-intérêts, sous prétexte qu'il avait commis une faute; nous n'avons même pas rencontré de demande formée en ce sens par des vendeurs.

Nous n'avons examiné jusqu'à maintenant que le cas du vendeur qui répond à l'action dirigée contre lui par l'acheteur, en réclamant des dommages-intérêts. Parfois, ce n'est pas l'acheteur qui forme la demande principale, c'est le vendeur; cela se produit lorsque l'acheteur refuse de payer le prix, sous prétexte que l'objet n'est pas authentique; le vendeur l'actionne alors en paiement de ce prix; peut-il joindre à cette action une réclamation de dommages-intérêts ? Certains vendeurs ont essayé de le faire, mais leur tentative est restée infructueuse, car ils n'ont pu justifier d'aucun préjudice, bien que leur demande principale ait été accueillie favorablement (15).

En réalité, toutes nos recherches de jurisprudence, ne nous ont permis de découvrir qu'une seule espèce où le vendeur ait obtenu des dommages-intérêts. Il

(15) Trib. civ. Seine 7 mai 1934, *Gaz Trib.* 1934 2^e sem. 2. p. 56.

s'agit du procès qui a été provoqué par la vente du collier de Léonide Leblanc. L'acheteur, sous prétexte que le collier n'était pas celui dont il avait cru, sur la foi d'articles de presse, se rendre acquéreur, avait refusé de prendre livraison. Léonide Leblanc l'assigna alors en résolution, et en dommages-intérêts; il répondit par une demande reconventionnelle en nullité. Le tribunal repoussa cette demande en nullité, mais prononça la résolution demandée par la venderesse. De plus, il décida que l'acheteur devrait verser 25.000 fr. de dommages-intérêts à Léonide Leblanc (16). Il a, en effet, estimé qu'en refusant de prendre livraison du collier et en motivant la résolution de la vente, l'acheteur avait causé à la venderesse un préjudice dont il lui devait réparation. Pour l'appréciation du dommage, le tribunal a retenu que Léonide Leblanc avait dû, par suite du refus de l'acheteur de prendre livraison du collier, payer des frais de vente considérables mais inutiles; il a aussi tenu compte du fait que les allégations formulées par l'acheteur pour essayer de justifier sa conduite, avaient eu pour effet de discréditer le collier de Léonide Leblanc, et d'en rendre la vente plus difficile.

Mais, comme nous l'avons dit, cette condamnation de l'acheteur à verser une indemnité au vendeur reste isolée. Les vendeurs, d'une manière générale, ne peuvent donc guère espérer obtenir des dommages-intérêts.

(16) Trib. comm. Seine 12 novembre 1891, J. C. P. 1896 p. 116.

LIVRE IV

Les parties peuvent-elles à l'avance écarter la protection que la jurisprudence consent à accorder à l'acheteur ?

L'examen de la jurisprudence auquel nous venons de procéder, nous a démontré que le vendeur d'antiquités et d'objets d'art ne se met pas à l'abri d'un recours de son acheteur en évitant d'adjoindre à la vente, une stipulation de garantie de l'authenticité. Certes, lorsque la vente n'a pas été accompagnée d'une stipulation de ce genre, le tribunal peut trouver, dans les circonstances du fait, la preuve que les parties ont envisagé la chose en elle-même, dans son état apparent, sans s'inquiéter de son authenticité. Mais il peut être, au contraire, conduit, à la suite de son appréciation des circonstances, à juger que l'acheteur a eu la ferme volonté d'acquérir un objet réellement authentique, et que le vendeur n'a pu ignorer cette volonté.

Certains vendeurs, se rendant compte que l'absence d'une promesse de garantie ne suffisait pas à les protéger contre une action de leur acheteur, ont cherché un moyen qui soit de nature à les dégager de toute responsabilité vis-à-vis de cet acheteur. Ils ont alors eu l'idée de stipuler expressément dans leur contrat que la vente avait lieu « sans garantie », ou d'y insé-

rer certaines expressions qui leur paraissaient impliquer la « non-garantie » de l'authenticité.

Naturellement, lorsque des ventes de ce genre ont donné lieu à des procès, le vendeur à qui l'acheteur refusait de payer le prix, ou qui était sommé de restituer le prix qu'il avait reçu, sous prétexte que l'objet n'était pas authentique, n'a pas manqué d'opposer à l'acheteur les conditions spéciales dans lesquelles la vente avait été conclue. Il s'agit donc maintenant pour nous, de rechercher comment se prononcent les tribunaux lorsqu'ils se trouvent en présence, d'une part d'un acheteur qui désire la suppression de la vente parce que l'objet acheté est inauthentique, et d'autre part d'un vendeur qui prétend que la vente doit être maintenue parce qu'il a vendu « sans garantie » d'authenticité.

Nous allons, en premier lieu, essayer de découvrir quelle valeur et quelle influence la jurisprudence reconnaît exactement aux clauses de « non-garantie ». Puis, en second lieu, nous nous demanderons quels sont les cas dans lesquels les tribunaux considèrent que le vendeur peut prétendre avoir stipulé sa « non-garantie ».

TITRE PREMIER

Quelle valeur et quelle influence se voient attribuer les clauses de « non-garantie » ?

La jurisprudence reconnaît aux clauses de « non-garantie » accompagnant les ventes d'antiquités et d'objets d'art, une importance extrême. Elle admet que lorsqu'une clause de ce genre a été stipulée, il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'allégation d'erreur sur la substance ou d'existence d'un vice caché, rendant l'objet impropre à l'usage spécial auquel il était destiné. Il suffit pour s'en convaincre de lire les attendus de quelques décisions qui peuvent, en la matière, être regardées comme classiques.

Il a tout d'abord été jugé, à l'égard de l'action en garantie des vices, que le vendeur d'une table Louis XV qui n'est pas d'époque, ne peut tomber sous l'application des articles 1641 et suivants, que s'il n'a pas écrit dans la quittance de clause de non-garantie (1).

Relativement à l'action en nullité pour erreur sur la substance, plusieurs jugements ont, en termes fort nets, déclaré que les stipulations de non-garantie s'opposent à ce que les ventes privées ou publiques portant sur des objets d'art qui ne sont pas authentiques,

(1) Paris 25 juin 1891, *Gaz. Pal.* 1891. 2. 46, *Le Droit* 3 juillet 1891.

puissent être annulées pour erreur. C'est, par exemple, un arrêt de la Cour d'Agen (2) qui a décidé que lorsque l'ancienneté d'un objet a été regardée comme substantielle par l'acheteur, son absence doit entraîner la nullité de la vente « à moins que le vendeur n'ait stipulé sa non-garantie ». C'est aussi un arrêt de la Cour de Cassation (3) qui déclare que lorsqu'un sabre en or est vendu « sans garantie de titre », la vente doit être maintenue, même si l'or n'est pas de l'or français, si c'est un or étranger à un titre très bas, ce qui n'est pas regardé en France comme de l'or, puisque l'or est un alliage à un taux déterminé. C'est de même enfin, un jugement du tribunal civil de Sedan (4) qui estime que lorsque le cahier des charges d'une vente mobilière énonce qu'elle est « faite sans garantie », l'acquéreur d'une garniture désignée sur l'affiche comme comprenant deux sujets en bronze et deux lampes avec pieds en porphyre, n'est pas fondé à invoquer l'article 1110, et à demander la nullité de l'adjudication, sous prétexte que les sujets sont en zinc (5).

Les exemples très clairs et très suggestifs fournis par ces quelques jugements prouvent d'une manière indubitable que la jurisprudence admet la validité des

(2) 30 avril 1884, D. 1887. 1. 105, S. 1887. 1. 153, *Pand. fr. pér.* 1888. 1. 269.

(3) Req. 13 janvier 1864, D. 1864. 1. 162, S. 1864. 1. 93.

(4) 31 mai 1887, J. C. P. 1888 p. 110.

(5) On peut rapprocher la matière des ventes de perles fines où les mêmes principes sont adoptés. Le tribunal civil du Loiret, par exemple, a décidé que l'adjudicataire d'un collier de perles annoncé « sans garantie » ne peut, s'il découvre que les perles sont des perles de culture, prétendre qu'il a été induit en erreur, et que son consentement a été vicié. 12 décembre 1927, J. C. P. 1928 p. 207.

clauses de non-garantie, et attribue, à leur insertion, l'effet protecteur espéré par le vendeur.

Nous avons dit que la présence, dans une vente d'objets d'art, d'une stipulation de non garantie, a d'abord pour résultat, au cas d'inauthenticité, d'empêcher l'acheteur de s'appuyer sur l'existence d'un vice caché pour obtenir la résolution de la vente. Cela se comprend très facilement. Le législateur, en effet, autorise les parties à prévoir que le vendeur ne sera pas tenu de la garantie des défauts cachés de la chose vendue; donc, si un objet d'art étant vendu « sans garantie », le tribunal considère que le défaut d'authenticité constitue un vice caché, il ne peut que repousser la demande en résolution formée par l'acheteur.

Mais le jeu d'une clause de non-garantie n'a pas seulement pour effet de rendre impossible toute réclamation du chef des articles 1641 et suiv., il a aussi pour effet d'enlever à l'acheteur le droit d'agir en nullité pour erreur sur la substance. Mais comment peut-on expliquer cette jurisprudence, qui interprète les clauses de non-garantie de l'authenticité, comme empêchant l'acheteur de se plaindre de l'inauthenticité, non pas seulement quand elle est considérée comme un vice caché, mais même quand elle est regardée comme absence d'une qualité substantielle ? Il n'y a pas, en effet, de texte de loi qui dise que le vendeur est tenu de garantir à l'acheteur l'existence des qualités substantielles; il n'y en a pas non plus qui permette aux parties de convenir que le vendeur sera dispensé de la garantie au cas où ces qualités feraient défaut. Cette ampleur donnée aux conséquences des stipulations de non-garantie insérées dans les ventes d'objets d'art, ne peut-elle pas alors sembler arbitraire

et abusive ? n'est-il pas exagéré de dire qu'il suffit d'une stipulation de ce genre pour permettre de rejeter l'action de l'acheteur qui se plaint d'avoir commis une erreur sur l'authenticité, puisque, d'après la loi, la « non garantie » est une notion qui n'a rien à faire avec la théorie de l'erreur ?

Mais, en réalité, l'extension donnée par la jurisprudence aux effets des clauses de non-garantie, est basée sur une interprétation de la volonté des parties. Le rappel de quelques principes déjà énoncés, va nous le démontrer rapidement.

Nous savons que le fait par un vendeur d'insérer, dans le contrat, une clause, excluant toute garantie quant aux vices cachés, rend ce contrat aléatoire, c'est-à-dire en fait un contrat dont les résultats, quant aux avantages et aux pertes, sont subordonnés, pour chacune des parties, à un événement incertain.

Nous savons, d'autre part, que la jurisprudence valide les clauses de renonciation au droit de demander la nullité pour erreur, lorsqu'elles ont pour effet de supprimer les faits qui auraient pu être une cause de nullité pour erreur, donc lorsque le contrat revêt un caractère aléatoire.

En présence de ces deux séries de faits, les vendeurs ont compris que, pour éviter toute réclamation de la part de l'acheteur au cas d'inauthenticité de l'objet vendu, il fallait que la vente qu'ils concluaient, fût non pas un contrat commutatif, mais un contrat aléatoire. Afin de donner cette nature à leur contrat, ils ont eu l'idée, tout simplement, de lui adjoindre une clause de non-garantie, clause qui, dans leur esprit, devait rendre le contrat aléatoire, et, par là-même, devait retirer à l'acheteur, à la fois le droit de prétendre que l'objet qui n'est pas authentique a un vice

caché, et celui de prétendre que cet objet n'a pas la qualité substantielle qu'il lui attribuait.

L'intention véritable qui, au fond, guide les vendeurs qui stipulent leur non-garantie, n'a pas échappé à la perspicacité des tribunaux. Ces derniers ont bien compris que, si les vendeurs font une stipulation de ce genre, c'est dans l'idée de se protéger, non pas seulement contre l'action en garantie des vices, qui est rarement invoquée par les acheteurs, mais bien contre le recours qui est le plus fréquemment exercé : l'action en nullité pour erreur. Si, s'attachant aux termes employés, l'on jugeait que les stipulations de non-garantie ne visent que l'inauthenticité, considérée comme vice caché, elles n'auraient presque jamais raison d'être. Or, d'après le droit commun, une convention doit être interprétée plutôt dans le sens où elle a une signification, que dans le sens où elle n'en a pas. C'est pourquoi les tribunaux attribuent effet aux clauses de non-garantie, même à l'occasion d'un recours fondé sur l'erreur.

Les conséquences qui sont reconnues par la jurisprudence aux clauses de non-garantie s'expliquent donc de la manière suivante : une clause de non-garantie donne, au contrat dans lequel elle est insérée, un caractère aléatoire; le vendeur ne promet pas que l'objet est authentique; au contraire, en stipulant sa non-garantie, il avertit formellement l'acheteur que l'objet peut ne pas être authentique. L'acheteur qui consent à contracter dans de telles conditions, et qui consent donc à ce que le vendeur décline toute responsabilité à l'égard du défaut d'authenticité, achète à ses risques et périls; il accepte le risque de non-authenticité, puisqu'il persiste, malgré les avertissements du vendeur, à acheter un objet dont l'authenticité est

peut-être douteuse; il se résigne d'avance à ne pas trouver, dans cet objet, l'authenticité qu'il paraît avoir. D'ailleurs, il résulte généralement de ce fait que le prix demandé est beaucoup moindre. Si l'objet est inauthentique, l'acheteur ne peut pas venir soutenir qu'il a voulu acheter un objet authentique, et que son consentement est vicié; son consentement, au moment de la vente, a bien été entièrement libre; il a cru, se fiant à son goût personnel, à ses connaissances, qu'il allait réaliser une bonne affaire; s'il s'est trompé, il n'a à s'en prendre qu'à lui-même.

C'est à des considérations semblables que les tribunaux font appel, lorsqu'ils éprouvent le besoin de justifier la décision par laquelle ils rejettent l'action en nullité, intentée contre une vente conclue avec la stipulation de « non garantie ».

Les attendus du jugement de Sedan (6), déjà signalé, sont, à ce point de vue, fort instructifs. La vente, on s'en souvient, avait porté sur une garniture de cheminée dont les sujets étaient désignés par les affiches et les insertions des journaux comme étant « en bronze », alors qu'ils étaient en zinc. Une clause du cahier des charges disait que les adjudicataires ne disposeraient d'aucun recours, la vente étant faite « sans garantie ». A la demande en annulation formée par l'acheteur, le tribunal a répondu que « les présomptions de l'existence, dans les objets, de la matière qui constitue le véritable bronze, devaient, aux yeux de l'amateur, s'effacer devant la clause du cahier des charges, sous l'empire duquel le contrat s'est formé ». Le jugement a remarqué aussi que la désignation dans les affiches « ne peut lier le vendeur que quand celui-

(6) 31 mai 1887, J. C. P. 1888 p. 110.

ci n'a pas stipulé qu'il ne la garantissait pas », que l'acheteur devait donc contrôler la garniture avant de l'acheter, et « qu'ayant acheté avec ignorance, il avait acheté à ses risques et périls ».

Quoique moins longs, les motifs du jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 19 septembre 1862, ne sont pas moins intéressants; ils ont d'ailleurs été adoptés par la Chambre des Requêtes (7), lorsqu'elle a rejeté le pourvoi formé contre ce jugement. Le litige portait en l'espèce, nous le savons, sur la vente aux enchères d'un sabre monté en or; le procès-verbal du commissaire-priseur indiquait que ce sabre avait été « adjugé sans garantie de titre ». Le tribunal a décidé que la qualification donnée à l'objet lors des enchères, et confirmée par la mention de non-garantie de titre insérée au procès-verbal, « excluait la pensée que l'or de la poignée fût au titre français »; l'adjudicataire ne pouvait donc, sous prétexte que la poignée était simplement en composition d'or et d'argent, prétendre avoir été induit en erreur sur la qualité de la marchandise vendue (8).

C'est donc bien à cause du caractère aléatoire qu'elles confèrent à la vente, que les clauses de non-garantie produisent les effets importants que nous avons signalés. Mais, pour qu'une clause de non-

(7) 13 janvier 1864, D. 1864. 1. 162, S. 1864. 1. 93.

(8) Il est intéressant de comparer les attendus du jugement du tribunal civil du Loiret du 12 décembre 1927, J. C. P. 1928 p. 207, qui a refusé d'annuler une vente de perles qui n'étaient que des perles de culture. Les perles avaient été annoncées « sans garantie ». Le tribunal a jugé que l'acheteur ne pouvait pas prétendre avoir été induit en erreur, car, averti par la stipulation « sans garantie » que le vendeur ne garantissait pas qu'il s'agissait de perles fines, il devait envisager la possibilité que les objets fussent des perles de culture et il en avait couru le risque délibérément.

garantie puisse imprimer un caractère aléatoire au contrat dans lequel elle est insérée, il faut que le fait sur lequel elle porte soit incertain, que l'une et l'autre des parties ignorent l'état réel de la chose vendue, c'est-à-dire en notre matière, ignorent si l'objet est ou n'est pas authentique.

Une clause de non-garantie ne pourrait donc pas être valablement stipulée par un vendeur qui saurait que l'objet est inauthentique, puisqu'elle n'aurait plus à sa base l'incertitude qui peut seule justifier la non-garantie. De là, il résulte que les stipulations de non-garantie ne peuvent produire tout leur effet que si les vendeurs, qui les ont insérées dans leur contrat, étaient de bonne foi; si les vendeurs connaissaient le défaut d'authenticité, si donc ils étaient de mauvaise foi, il faut dire que l'acheteur pourra, malgré la stipulation, intenter une action en nullité pour dol; admettre l'inverse, serait inadmissible, car ce serait récompenser le vendeur de sa mauvaise foi, et refuser d'aider l'acheteur à sortir du piège qu'un cocontractant déloyal lui aurait tendu. La jurisprudence l'a compris, et elle a alors étendu aux stipulations de non-garantie par rapport à une qualité substantielle, la règle prévue par le code pour les stipulations de non-garantie par rapport à un vice caché : pour stipuler sa non-garantie, il faut être de bonne foi. Il a été fait application de ce principe dans plusieurs espèces, en particulier dans celle qui a été provoquée par la vente d'un drapeau dont nous avons déjà parlé; ce drapeau qui, on se le rappelle, avait été indiqué comme ayant été offert par l'Empereur au général Husson, n'était qu'une reproduction d'un drapeau donné par Napoléon III au 42^e de ligne. L'acheteur ayant intenté une action en nullité pour dol, les vendeurs objectèrent qu'une clause de

non-garantie avait été introduite dans le cahier des charges; ce cahier prévoyait que les acquéreurs ne pourraient exercer aucun recours pour quelque cause que ce soit, et « notamment pour fausse dénomination des objets vendus ». Le tribunal a répondu que les clauses de non-garantie « ne sauraient faire échec au principe général d'après lequel la bonne foi doit présider aux conventions, et, comme il a jugé que le fait d'avoir employé les mots « offert par l'Empereur » pour désigner le drapeau, constituait une manœuvre dolosive, il a consenti à prononcer l'annulation de la vente (9).

En résumé, la jurisprudence reconnaît aux vendeurs d'objets d'art, le droit de se dégager à l'avance de toute responsabilité quant à l'inauthenticité des objets qu'ils vendent, mais seulement à condition qu'ils le fassent de bonne foi. Il est important de remarquer que n'importe quel vendeur, même un marchand, même un expert, peut licitement stipuler une clause de non-garantie au sujet de l'authenticité. On sait, au contraire, que celui qui vend un objet rentrant dans

(9) Trib. civ. Fontainebleau, 17 mai 1922. La Cour de Paris a d'ailleurs infirmé ce jugement en 1928, car elle a estimé que les vendeurs étaient, à l'évidence, de bonne foi, et qu'ils avaient au contraire pris des précautions pour éviter toute confusion de la part des acheteurs éventuels; sur les affiches, ils avaient écrit « offert par l'Empereur au général Husson », pour bien montrer qu'il ne s'agissait pas d'un emblème officiel; puis, pour ne pas laisser croire qu'il était vendu un « don de souverain », ils avaient inséré dans le cahier des charges une clause spécifiant que la vente avait été faite sans aucune garantie; lors de la mise aux enchères, lecture du cahier des charges avait été donnée, et il avait été rappelé que les objets étaient vendus sans aucune garantie. De plus, l'acquéreur, qui avait examiné soigneusement le drapeau, n'avait pas demandé s'il était ou non un don de souverain, et si, comme c'est la coutume dans ce cas, une lettre patente l'accompagnait. *Ann. pr. ind.* 1929 p. 20.

son commerce, ne peut stipuler aucune clause de non-garantie à raison des vices cachés; on juge que, du fait de sa profession, il doit savoir les discerner, et que s'il ne les remarque pas, ce ne peut être que par suite de sa négligence, ou de son imprudence, et en conséquence on l'assimile au vendeur qui connaît les vices, donc au vendeur de mauvaise foi; or un vendeur de mauvaise foi ne peut se couvrir par aucune clause de non-garantie.

Il pourrait sembler que cette différence entre les stipulations de non-garantie quant à l'authenticité, et celles quant aux vices cachés, constitue une anomalie qui ne peut guère s'expliquer. Cependant, elle se comprend fort bien; si la jurisprudence a admis qu'un vendeur professionnel puisse stipuler sa non-garantie à l'égard de l'authenticité, c'est afin de tenir compte des réalités pratiques. En effet, lorsqu'il a été décidé qu'un vendeur, qui cède une chose rentrant dans son commerce, ne peut stipuler valablement aucune clause de non-garantie à raison des vices cachés, on envisageait, comme vices cachés, des défauts que le vendeur, de par sa profession, était à même de découvrir, à moins de négligence de sa part. Or, lorsqu'il s'agit de se prononcer sur l'authenticité d'une œuvre d'art, un marchand, même s'il est expert, peut se tromper; sans faire preuve d'aucune légèreté, il peut lui arriver de commettre une erreur sur l'originalité de certains tableaux, sur l'antiquité de certains meubles. Alors, pourquoi refuserait-on au marchand qui est dans l'incertitude quant à l'authenticité de l'objet qu'il vend, la possibilité de stipuler sa non-garantie? En effet, si l'objet qu'il vend sans garantie n'est pas authentique, il n'est pas possible de s'appuyer sur sa profession pour exciper contre lui d'une accusation de

mauvaise foi (10), puisque, malgré cette profession, il a pu, sans commettre de faute, ignorer l'inauthenticité de l'objet (11). C'est cet état de choses qui a conduit de nombreux tribunaux à juger que si les antiquaires « entendent ne pas garantir l'authenticité » des meubles qu'ils vendent comme anciens, ou celle des tableaux qu'ils vendent comme originaux, ils peuvent stipuler cette réserve, et ce n'est qu'à défaut de le faire qu'ils sont responsables du vice qui entache la vente si les meubles sont modernes ou si les tableaux sont des copies (12).

Les tendances actuelles de la jurisprudence dans la matière que nous examinons sont donc les suivantes : d'une part, elle admet que tout vendeur d'objets d'art peut stipuler qu'il ne sera obligé à aucune garantie, pourvu qu'il soit de bonne foi; d'autre part, elle considère que lorsqu'une vente est accompagnée d'une clause de non-garantie, l'acheteur qui allègue qu'il n'aurait pas acheté s'il eût pu connaître l'inauthenti-

(10) Naturellement, nous ne voulons pas dire que les marchands qui stipulent leur non-garantie ne font jamais preuve de mauvaise foi; nous voulons dire qu'on ne peut pas accuser de mauvaise foi, un marchand, simplement parce qu'il a stipulé sa non-garantie, et que l'objet n'est pas authentique.

(11) Cependant, si l'on admettait la doctrine adoptée par l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 13 novembre 1905, dont nous avons parlé à plusieurs reprises, on ne pourrait pas admettre la validité d'une convention de non-garantie stipulée par un marchand d'objets d'art. En effet, faisant application de la règle prévue par l'article 1645, il a condamné à payer des dommages-intérêts à l'acheteur, un vendeur de gravures qui n'étaient pas anciennes, sous prétexte que ce vendeur, antiquaire de profession, n'avait pu croire un seul instant à l'ancienneté des gravures et ainsi connaissait le vice de la chose. Avec une théorie semblable, la Cour n'aurait pas reconnu d'effet à la clause de non-garantie, si le vendeur en avait stipulé une. Mais cet arrêt, jusqu'à présent, reste isolé.

(12) Rouen 15 juillet 1911, D. 1912. 2. 367, S. 1912. 2. 252.
Rennes 17 juin 1929, *Gaz. Pal.* 1929. 2. 397.

cité de l'objet, ne peut être écouté, car la clause a attiré spécialement son attention sur l'authenticité de l'objet, et l'a prévenu que c'était à lui qu'il incombait d'apprécier s'il avait en face de lui un objet qui était, ou qui n'était pas authentique.

TITRE II

Dans quels cas le vendeur peut-il prétendre qu'il a stipulé sa non-garantie ?

Aux termes des articles 1627 et 1643 du code civil, le vendeur qui désire échapper à l'obligation de garantie des vices de l'article 1641, est tenu de faire à ce sujet une stipulation formelle. La jurisprudence impose-t-elle la même exigence au vendeur d'objet d'art qui veut se mettre à l'abri de toute responsabilité à l'égard de son acquéreur, pour le cas où l'objet se révélerait inauthentique ? En général, non; elle l'autorise à prétendre qu'une clause de non-garantie a accompagné la vente, non seulement lorsque cette clause a revêtu la forme d'une stipulation formelle, mais encore lorsqu'il a inséré dans le contrat certaines expressions en usage, destinées à prévenir expressément l'acheteur de l'authenticité douteuse de l'objet à lui offert. Il existe donc en pratique deux sortes de cas dans lesquels le vendeur peut prétendre qu'il a stipulé sa non-garantie, et dans lesquels l'acheteur peut être dans l'impossibilité de soutenir que l'objet a été acheté comme authentique. Nous allons, dans deux chapitres successifs, étudier les stipulations formelles de non-garantie, et les expressions en usage impliquant la non-garantie du vendeur.

CHAPITRE I^{er}

STIPULATIONS FORMELLES DE NON-GARANTIE.

Pour plus de clarté; nous diviserons l'étude de cette variété de stipulations de non-garantie, en deux sections relatives, l'une aux ventes privées, l'autre aux ventes publiques.

SECTION I^{re}

Stipulations formelles de non-garantie dans les ventes privées.

Certains vendeurs jugent prudent, lorsqu'ils ignorent si l'objet qu'ils vendent est réellement authentique, d'avertir formellement leur acheteur qu'ils stipulent leur non-garantie. Ils peuvent le faire de deux manières, soit en prévenant oralement leur acheteur de leur intention, soit en indiquant cette intention dans le reçu ou la facture.

Les vendeurs ont grand intérêt à stipuler leur non-garantie par écrit, car cette stipulation ne se présume

pas, elle doit être certaine (1), et, selon l'adage : *reus in excipiendo fit actor*, c'est au vendeur qui veut s'en prévaloir, qu'il incombe d'en démontrer l'existence.

Si le vendeur déclarait dans le reçu ou la facture que la vente est faite « sans aucune garantie », ou « sans garantie d'aucune sorte », la présence de l'une ou de l'autre de ces formules aurait pour effet de rendre l'acheteur forclos dans toute réclamation basée sur un autre motif que le dol du vendeur; le tribunal, en effet, se rendrait immédiatement compte, par la seule lecture du reçu ou de la facture, que l'acheteur a eu son attention appelée sur l'authenticité de l'objet, et qu'il a été prévenu qu'il serait responsable vis-à-vis de lui-même de la vente qu'il concluait, au cas où l'objet serait inauthentique. Il faut remarquer d'ailleurs que certains vendeurs, dans l'espoir de se protéger encore plus sûrement, rédigent leur clause de non-garantie d'une autre manière : une personne qui vend « un tableau de Chardin » et un « tableau de Mignard », écrit, par exemple, « sans garantie que ces tableaux sont peints par ces maîtres » (2); une personne qui vend une « table Louis XV » peut ajouter « sans garantie d'époque »; il est certain que l'acheteur des tableaux ne pourrait pas protester s'ils n'étaient pas l'œuvre des maîtres indiqués, que l'acheteur de la table ne pourrait rien dire si la table n'était pas de l'époque Louis XV.

Mais, lorsque le vendeur n'a pas la précaution d'insérer la clause de non-garantie dans un acte écrit, il peut, lorsqu'il veut se prévaloir de cette clause verbale,

(1) V. Agen 30 avril 1884, qui se montre à cet égard fort explicite. D. 1887. 1. 105, S. 1887. 1. 153, *Pand. fr. pér.* 1888. 1. 269.

(2) V. Douai 22 juin 1883, J. C. P. 1884 p. 73, *Ann. pr. ind.* 1885 p. 115.

se trouver en butte à bien des difficultés; il ne lui suffit pas, en effet, de dire qu'il a prodigué, à l'acheteur, des avertissements tels que sa prudence aurait dû être tenue en éveil, il doit le prouver; il doit démontrer qu'il a stipulé expressément sa non-garantie.

Le vendeur, cependant, n'est tenu d'apporter cette preuve que lorsque l'existence de la vente elle-même est établie; or, c'est sur le demandeur que pèse la charge de prouver cette existence, et comme le plus souvent c'est l'acheteur qui soulève le conflit parce qu'il voudrait se faire restituer le prix qu'il a versé, ce sera lui qui sera obligé de prouver l'existence de la vente. Si le contrat a été purement verbal, l'acheteur sera mis, par l'obligation de faire cette preuve, dans une situation très délicate; un exemple frappant des obstacles auxquels il peut se heurter, est fourni par l'important arrêt de la Cour d'Agen du 30 avril 1884, dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises. Rappelons les faits à l'occasion desquels il a été rendu. André, marchand de curiosités, avait acheté, moyennant le prix relativement considérable de 32.000 fr., à un châtelain des environs d'Agen, nommé Thévenin de Rolland, un baromètre et un cartel qu'il croyait anciens, et qu'il reconnut plus tard être de fabrication moderne. Ayant actionné son vendeur en nullité de la vente, André dut, d'abord, faire cette preuve primordiale de l'existence même d'un marché conclu par lui et Thévenin de Rolland; ce marché, n'ayant donné lieu à aucun écrit, André ne put en démontrer l'existence que par la reconnaissance que de Rolland en avait faite; mais si de Rolland avait avoué avoir vendu les objets, il avait déclaré en même temps qu'il avait stipulé expressément qu'il vendait sans aucune garantie; il s'agissait donc d'un aveu complexe qui ne pou-

vait être divisé (3). Or, la Cour avait reconnu, d'autre part, qu'il ressortait de tous les faits du procès que l'ancienneté des objets avait été, aux yeux de l'acheteur, la qualité substantielle sans laquelle il n'aurait pas acheté, et qu'en conséquence l'erreur sur cette ancienneté devait entraîner la nullité, « à moins cependant que le vendeur n'eût stipulé sa non-garantie ».

En présence de cette situation, que pouvait faire la Cour ? Elle a constaté que si l'existence de la clause de non-garantie n'était pas dénuée de preuve, puisque, par suite de la règle qui interdit de diviser l'aveu, le vendeur pouvait faire état de la partie de ses déclarations concernant la stipulation de non-garantie, l'acheteur s'étant prévalu de la partie concernant l'existence du contrat, la clause de non-garantie n'était cependant pas complètement prouvée ; les déclarations, que le vendeur avait faites relativement à la clause de non-garantie, ne pouvaient pas, en effet, être regardées comme tout à fait décisives, car elles n'étaient pas absolument concordantes, et pouvaient donner lieu à interprétation. De Rolland avait d'abord dit « qu'il avait vendu sans avoir rien promis, ni déclaré, au sujet de la provenance », puis il avait déclaré « n'avoir rien promis d'une manière quelconque au sujet de la substance ou de la qualité des objets ». Or, la Cour a jugé « qu'en droit, il ne suffit pas que l'intention du vendeur ait été d'échapper à toute garantie ; qu'il doit, si telle est son intention, la manifester à l'acheteur puisqu'il veut qu'elle soit une des conditions du marché » ; puis, insistant encore, la Cour a remarqué que, « s'il suffit de ne rien dire pour ne rien promettre, il ne suffit pas de ne rien promettre

(3) Art. 1356 c. civ.

pour ne pas être tenu à garantie, qu'une stipulation est nécessaire pour que le vendeur en soit dispensé ». En l'espèce, rien, dans les deux déclarations du vendeur, ne pouvait impliquer qu'il avait stipulé sa non-garantie. Si le vendeur s'était borné à faire ces deux déclarations, on n'aurait donc pas pu en conclure qu'il était dispensé de garantir ce qu'il vendait. Mais ensuite, il avait affirmé « qu'il avait entendu vendre les objets tels qu'ils étaient, et qu'il l'avait dit à André ». La Cour a estimé que cette affirmation ajoutait, aux premières déclarations, un fait dont elles ne parlaient pas, et que cependant « les trois déclarations successives n'étaient pas contradictoires entre elles, car si les deux premières ne supposaient pas nécessairement, elles n'excluaient pas non plus l'existence d'une stipulation ». Comme pourtant, il subsistait encore quelques doutes, la Cour a jugé opportun de les dissiper et, pour cela, elle s'est servie du moyen que la loi mettait à sa disposition: le code civil (4) autorise le juge à déférer d'office le serment, lorsqu'il n'y a ni preuve complète, ni absence totale de preuve. Et c'était bien en face d'une situation de ce genre que se trouvait la Cour: la demande n'était pas pleinement justifiée, puisque les déclarations de Rolland qui étaient la seule preuve du contrat, ne pouvaient être divisées; elle n'était pas non plus complètement dénuée de preuve, puisqu'il n'était pas établi, d'une façon suffisamment précise, que si de Rolland avait eu l'intention de ne rien garantir, il avait averti clairement André de cette intention. La Cour déféra alors au vendeur la question suivante : « Avez-vous fait clairement connaître à votre acheteur l'intention où vous étiez de ne rien garantir des condi-

(4) Art. 1366 et 1367.

tions, essentielles pour lui, du marché que vous passiez ? » De Rolland ayant prêté ce serment, et ayant ainsi juré avoir expressément vendu les objets sans garantie, devait être réputé avoir stipulé formellement la non-garantie, et la Cour ne pouvait que débouter André de sa demande, ce qu'elle fit le 7 juillet 1884. André se pourvut en Cassation contre cet arrêt de la Cour d'Agen, auquel il reprochait d'avoir déféré d'office le serment à une partie, dont l'allégation ne s'appuyait sur aucun commencement de preuve par écrit, alors que l'intérêt en question excédait 150 francs. La Cour de Cassation, le 26 octobre 1886, a rejeté ce pourvoi, après avoir jugé que le contrat, intervenu entre André et de Rolland, était de la part d'André un acte commercial, rentrant dans l'exercice de sa profession habituelle de marchand d'antiquités, et était, par conséquent, soumis, pour la preuve de son existence et de ses conditions, aux règles du Droit commercial; or, en matière commerciale, la preuve testimoniale est toujours admissible (5); la Cour d'Agen pouvait dès lors déférer le serment supplétif, sans qu'un commencement de preuve par écrit fût rapporté (6).

Nous avons consacré de longs commentaires à cette affaire afin de mettre en évidence le genre de diffi-

(5) Art. 109 c. comm.

(6) En principe, le serment supplétif ne peut pas être déféré en l'absence d'un commencement de preuve par écrit, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas où la preuve testimoniale est admissible, sans commencement de preuve par écrit. Mais, dans le procès que nous examinons, le vendeur, qui était non commerçant, pouvait faire la preuve de l'exception de non garantie par tous moyens, puisque son adversaire était commerçant, le serment supplétif pouvait alors être déféré au vendeur, sans qu'il fût nécessaire qu'il justifîât d'un commencement de preuve par écrit.

cultés, que peuvent entraîner les contrats simplement oraux.

Ce procès est le seul où, à notre connaissance, un vendeur ait invoqué une clause de non-garantie verbale. Les vendeurs, sachant combien il leur serait difficile de prouver l'existence d'une stipulation orale, ont soin, lorsqu'ils veulent stipuler formellement leur non-garantie, de le faire par écrit; et devant un acte écrit, les acheteurs préfèrent s'abstenir d'intenter un procès à leur vendeur, car ils savent que les résultats ne leur en seraient pas profitables; aussi, n'avons-nous rencontré aucune contestation soulevée par un acheteur se plaignant que l'objet qui lui a été vendu expressément, et par écrit, « sans garantie », n'est pas authentique.

SECTION II

Stipulations formelles de non-garantie dans les ventes publiques.

Lorsqu'il est procédé à une vente d'objets d'art aux enchères publiques, il est prévu, assez fréquemment, que la vente aura lieu « sans aucune garantie ». Les clauses de non-garantie, ainsi stipulées à l'occasion de ventes publiques, ont donné lieu à plusieurs contestations, et les décisions qui ont mis fin à ces contestations, présentent un grand intérêt, car elles énoncent avec soin les conditions de validité des stipulations formelles de non-garantie dans les ventes publiques.

Un premier point certain, c'est que le commissaire-priseur ne doit pas omettre d'insérer la clause de non-

garantie dans le procès-verbal de la vente; ensuite, il doit donner lecture de la clause au public avant de commencer la vente, lorsqu'il annonce les conditions sous lesquelles se fera la vente; enfin, il est prudent d'inscrire la clause de non-garantie, dans les catalogues, affiches et insertions dans les journaux, annonçant la vente, afin d'éviter tout différend ultérieur sur le point de savoir si la clause a été portée oralement à la connaissance du public, au moment de la mise aux enchères.

Les clauses de non-garantie, dont la présence a conduit les tribunaux à refuser à l'adjudicataire la nullité de la vente, avaient bien été stipulées dans ces conditions. Le tribunal civil de la Seine, que nous avons vu refuser d'annuler (7) la vente aux enchères d'un sabre monté en or, relève soigneusement, dans son jugement, qu'il avait été annoncé, au moment des enchères, que la vente avait lieu sans garantie de titre, et que cette clause de non-garantie était mentionnée au procès-verbal. Le tribunal de Sedan (8) n'a débouté de son action en nullité, comme nous le savons, l'acquéreur d'une garniture de cheminée que les catalogues et affiches disaient être « en bronze », qu'après avoir constaté qu'une clause, d'après laquelle la vente était « faite sans garantie », avait été transcrite en tête du procès-verbal, et lue au début de la vente.

Donc, lorsqu'il est stipulé, expressément, et en respectant les conditions que nous avons énumérées, que la vente a lieu « sans aucune garantie », l'acquéreur ne peut rien dire s'il vient à découvrir que l'objet, qui

(7) V. Cass. Req. 13 janvier 1864, D. 1864. 1. 162, S. 1864. 1. 93.

(8) 31 mai 1887, J. C. P. 1888 n. 110.

lui a été adjugé, n'est pas authentique, il ne peut pas protester, même si les énonciations du catalogue, même si les termes employés pour annoncer l'objet au moment des enchères, pouvaient lui laisser croire à l'authenticité de l'objet. L'acheteur d'un objet d'art qui est en zinc au lieu d'être en bronze, comme le disaient les catalogues, ne peut qu'être débouté de sa demande en nullité, si la vente a été faite « sans garantie ». Lorsqu'un tableau a été adjugé comme un « tableau par Troyon », et que le procès-verbal porte que la vente s'est faite « sans aucune garantie », et que lecture a été donnée de cette clause, l'adjudicataire n'est pas fondé à exciper d'erreur pour faire annuler la vente (9). Naturellement, dans tous ces cas, il faut réserver le cas de dol du vendeur.

S'il est important d'insérer la clause de non-garantie dans le procès-verbal de la vente, dans les catalogues et affiches, et de la lire au moment de la vente, il n'est pas moins important de la rédiger d'une manière qui soit satisfaisante. Cette stipulation de non-garantie

(9) Cette décision émane du trib. civ. de Bruxelles, 15 mai 1888, et a été confirmée par la Cour de Bruxelles, le 12 décembre 1888, *Pasicr. belge* 1889. 2. 390. Le tribunal a estimé que la clause « sans aucune garantie », appliquée à une vente d'œuvres d'art, signifiait incontestablement que les vendeurs ne garantissaient point l'origine des œuvres. Comme le tableau avait été adjugé comme un « tableau par Troyon », l'adjudicataire soutenait que la dispense de garantie n'était pas, dans l'espèce, une condition obligatoire de l'adjudication; mais le tribunal a estimé que c'était en vain que l'acquéreur soulevait cette objection; en effet, la clause de non-garantie et la mention de sa lecture, d'une part, l'attribution de l'œuvre au peintre Troyon, d'autre part, faisaient partie du même procès-verbal, et il ne pouvait être permis au demandeur de distinguer et de séparer les énonciations de ce procès-verbal, de manière à se prévaloir contre les vendeurs de la désignation de l'auteur de la peinture, sans reconnaître en même temps leur déclaration expresse de non-garantie.

doit être faite clairement, et en termes exprès. Une formule qui semble bonne est la suivante : « Les acquéreurs prendront les objets, à eux adjugés, dans l'état où ils se trouvent actuellement, sans aucun recours contre les vendeurs pour quelque cause que ce soit, la vente étant faite sans garantie. » (10). Certains commissaires-priseurs jugent que cette formule n'est pas encore suffisamment explicite; ils estiment que, pour plus de sûreté, la stipulation de non-garantie doit porter, non seulement que le vendeur n'entend être soumis à aucune garantie, mais encore que l'acquéreur achètera à ses risques et périls, ou autre expression analogue.

La stipulation de non-garantie, rédigée de la manière que nous venons de voir, doit donc être inscrite sur le procès-verbal. Nous croyons bon d'insister sur cette nécessité, car il nous semble qu'une clause qui ne serait pas insérée dans le procès-verbal ne pourrait avoir aucune force juridique; c'est, en effet, le procès-verbal de la vente qui renferme seul les conditions juridiques du contrat, et il fait foi jusqu'à inscription de faux. Cela nous amène à parler des réserves générales écrites couramment et souvent en tout petits caractères, au début des catalogues, et portant qu'aucune réclamation ne sera admise une fois l'adjudication prononcée, pour quelque raison que ce soit, simplement sous prétexte que les objets ont été exposés. Ces réserves ne nous paraissent avoir aucune valeur juridique (11). Il paraît bien, du reste, que, dans l'es-

(10) C'est en présence d'une stipulation de non-garantie, rédigée de cette manière, que se trouvait le tribunal de Sedan, lorsqu'il a rendu son jugement du 31 mai 1887.

(11) V. en ce sens : Maurice HAMBURGER, *La vente des antiquités*, p. 41; Edouard COPPER, *L'art et la loi*, p. 482.

prit des commissaires-priseurs, ces clauses insérées dans les catalogues soient surtout destinées à raréfier autant que possible les réclamations injustifiées de certains acquéreurs, à l'esprit chicanier, qui regrettent toujours, après coup, le prix que, dans le feu des enchères, ils ont consenti à donner. Ce qui prouve que les vendeurs et les commissaires-priseurs ne sont pas très convaincus de la valeur de ces clauses qu'ils apposent sur les catalogues, c'est qu'ils ont la précaution, dans ces cas, d'employer, pour la désignation des objets dont l'authenticité leur paraît incertaine, les expressions qui sont considérées dans l'usage comme impliquant la non-garantie du vendeur. Ce qui démontre aussi que les commissaires-priseurs et les vendeurs regardent ces clauses, qu'ils inscrivent en tête des catalogues, simplement comme une clause de non-garantie banale, qu'il est dans l'habitude d'insérer dans les catalogues dans l'espoir d'écarter les réclamations non justifiées, c'est qu'il arrive parfois que, pour une même vente, le catalogue déclare qu'aucune réclamation ne sera admise, et le procès-verbal admette au contraire la possibilité d'une réclamation. Un exemple très net de cas de ce genre se rencontre dans une espèce qui a été jugée par le tribunal civil de Castres, le 21 juillet 1932 (12), puis par la Cour de Toulouse, le 26 février 1935 (13). Le sieur Aicard avait fait procéder à la vente aux enchères publiques de sa collection, par le ministère de M^e Raucoules, notaire, assisté de M^e Rouillon, commissaire-priseur. Le catalogue de la vente portait la clause suivante : « Il est rappelé que l'exposition est faite, et organisée de façon à permettre à MM. les

(12) J. C. P. 1932 p. 173.

(13) J. C. P. 1935 p. 137.

acquéreurs de se rendre compte de l'état et de la nature des objets mis en vente; que de plus, toute facilité leur est donnée pendant la vente; conséquemment aucune réclamation ne sera admise une fois l'adjudication prononcée, et ce pour quelque cause que ce soit. » Le procès-verbal de M^e Raucoules contenait, lui aussi, une clause, mais qui contredisait celle du catalogue : « Au cas de contestation qui pourrait s'élever après la vente, soit sur l'état, soit sur l'authenticité des objets adjugés, le comparant nous autorise à annuler l'adjudication si la réclamation est par nous reconnue fondée, et, par suite, d'en faire déduction sur le procès-verbal de vente. » Au cours de la vente, un émail dit « Le baiser de paix », et porté comme étant d'époque seizième siècle, fut adjugé, pour la somme de 3.000 francs, au sieur Gély. Ce dernier ayant formulé ultérieurement une réclamation, il fut reconnu que l'expert d'art qui avait assisté le sieur Rouillon s'était trompé sur l'authenticité. Se basant sur la clause du procès-verbal, M^e Rouillon fit droit de lui-même à la réclamation de l'adjudicataire; il remboursa Gély, reprit l'objet, et en offrit la restitution au sieur Aicard, le vendeur; celui-ci assigna alors conjointement M^e Raucoules et M^e Rouillon, en paiement du prix de l'émail; il soutenait que M^e Rouillon avait outrepassé ses pouvoirs, en faisant droit à la réclamation de Gély, alors que le catalogue spécifiait qu'aucune réclamation ne serait admise, et que la clause du procès-verbal était ignorée des amateurs. Mais le tribunal considérant que le procès-verbal de la vente est le seul document qui fixe la situation juridique des parties et que la clause qui y avait été insérée dans le but d'éviter de faire prononcer en justice l'annulation des adjudications pour erreur sur la substance, était normale et

absolument licite, a jugé que M^e Rouillon avait agi dans la limite de ses droits en accueillant la réclamation absolument fondée de Gély. La demande d'Aicard devait donc être rejetée, et cela, a dit le tribunal, sans qu'il puisse soutenir que la réclamation de Gély aurait dû se produire avant la clôture du procès-verbal d'adjudication, l'adjudicataire ayant besoin matériellement d'un certain temps pour s'assurer de l'authenticité de l'objet. Le sieur Aicard fit appel, mais la Cour n'eut pas à se prononcer sur la question de la valeur du procès-verbal comparativement à celle du catalogue; en effet, le seul point qu'elle eut à résoudre fut de savoir si Rouillon avait qualité pour accueillir les réclamations des adjudicataires, et le pouvoir d'annuler les ventes dans le cas où les réclamations lui paraîtraient fondées. La Cour a relevé que le texte même du procès-verbal ne donnait pouvoir d'annuler qu'au notaire seul, et qu'il fixait la limite de la possibilité d'annulation à la clôture du procès-verbal, puisqu'il était mentionné expressément que, si la réclamation était reconnue fondée, la déduction devait en être faite sur le procès-verbal, ce qui impliquait sans aucun doute, qu'une fois rédigé et arrêté, l'autorisation d'annuler disparaissait; or, la réclamation de l'acheteur n'avait été formulée qu'en janvier 1932, alors que le procès-verbal des ventes du 12 au 15 octobre 1931, avait été clos et arrêté le 15 octobre et enregistré le 25 du même mois. La Cour en a conclu que c'était sans droit, ni qualité, et tardivement, que M^e Rouillon, commissaire-priseur, avait prononcé la nullité de l'adjudication, et elle l'a condamné à payer à Aicard le prix de l'émail.

Avec cette affaire, nous en avons terminé avec l'examen de la jurisprudence qui s'est formée en ma-

tière de clauses de non-garantie, stipulées dans les ventes publiques. Les conclusions qui en ressortent peuvent être résumées dans les deux formules suivantes : tout d'abord, il existe certaines précautions que les propriétaires d'objets d'art qui font procéder à une vente aux enchères publiques ne doivent pas négliger, s'ils désirent se protéger contre les réclamations ultérieures des adjudicataires; ensuite, les adjudicataires, s'ils ne veulent pas se rendre acquéreur d'un objet, pour l'inauthenticité duquel ils seraient dans l'impossibilité de protester, doivent accorder une grande attention à la lecture des conditions de la vente, et à la manière dont les objets sont annoncés.

CHAPITRE II

EXPRESSIONS EN USAGE CONSIDÉRÉES COMME IMPLIQUANT LA NON-GARANTIE DU VENDEUR.

En matière d'objets d'art, la jurisprudence ne se montre pas trop intransigeante, lorsqu'il s'agit de reconnaître que le vendeur a stipulé sa non-garantie ; elle n'exige pas une stipulation formelle, elle admet qu'une déclaration vague et ambiguë, relativement à l'authenticité, peut suffire à exclure la garantie ; mais elle ne va pas cependant jusqu'à décider que l'acheteur qui s'est contenté d'une déclaration de ce genre doive toujours être réputé avoir voulu agir à ses risques et périls. Elle juge que, là, il y a lieu à interprétation des volontés. Elle estime que l'on ne peut regarder une déclaration vague du vendeur comme une clause de non-garantie, que lorsqu'il est certain que l'acheteur, ayant été suffisamment averti, par cette déclaration, de l'authenticité douteuse, a su en contractant quels risques il courait.

Cette exigence de la jurisprudence se comprend fort bien au point de vue juridique : une convention ne peut être rendue inattaquable, au moyen d'une clause de non-garantie, qu'avec le concours des volontés des parties ; il faut donc être sûr que l'acheteur, en passant le contrat, a réellement compris qu'il devait renoncer à se prévaloir du défaut d'authenticité.

Naturellement, lorsque le vendeur a écrit une clause formelle de non-garantie, la question de savoir si l'acheteur a été prévenu de l'intention du vendeur, et a accepté ses conditions, en contractant, ne se pose pas; cette question doit au contraire être résolue avec soin, lorsque le vendeur s'est contenté de donner de l'objet une désignation imprécise et équivoque, et pour la résoudre il faut examiner minutieusement les circonstances qui ont accompagné la vente.

La condition que met la jurisprudence à la reconnaissance, aux déclarations du vendeur, de la valeur d'une clause de non-garantie, est non seulement très juridique, elle est très heureuse en pratique, elle empêche bien des acquéreurs d'être trompés par leurs vendeurs. En effet, il arrive assez souvent qu'un vendeur se rende compte que, s'il stipule sa non-garantie, son client, qui tient essentiellement à l'authenticité, refusera de contracter. Si la jurisprudence se montrait moins exigeante qu'elle ne l'est, un vendeur peu scrupuleux, qui se trouverait en face d'un acheteur ignorant des habitudes du commerce artistique, pourrait avoir à sa disposition les moyens d'esquiver la garantie, sans cependant en avoir l'air, et ainsi sans éveiller la méfiance de l'acheteur; il se garderait bien de mettre sur sa facture « sans garantie d'aucune sorte », il emploierait des formules ambiguës qui, aux yeux de l'acheteur, ne jetteraient pas de doute sur l'authenticité, mais qui auraient pour résultat de le couvrir lui-même vis-à-vis de la loi. Mais heureusement, la jurisprudence n'a pas voulu servir les desseins des vendeurs malhonnêtes, en leur donnant la possibilité d'abuser de l'inexpérience de leurs acquéreurs, et c'est pourquoi elle exige que l'acheteur se soit exactement

rendu compte de la nature aléatoire de la vente qu'il acceptait de conclure.

Les expressions qui, dans l'usage, sont considérées comme dévoilant suffisamment la pensée du vendeur, pour éclairer l'acheteur, et dégager le vendeur de toute responsabilité autre que celle de son dol, sont multiples. Elles sont employées, non seulement dans les ventes privées, mais aussi dans les ventes publiques, lorsque les commissaires-priseurs jugent prudent de se montrer très réservés dans la dénomination, ou la qualification des objets mis en vente. Nous allons rechercher quelle valeur la jurisprudence attribue à celles de ces expressions qui sont le plus couramment usitées.

Une formule fréquemment employée est la formule « attribué à ». Une facture peut constater la vente « d'une pendule en terre cuite attribuée à Marin » ; au cours d'une vente publique, on peut annoncer qu'il est mis en vente « un portrait de la marquise de Damas, attribué à Largillière ». On considère que cette formule constitue, en principe, une formule de non-garantie ; elle n'énonce, en effet, qu'une simple probabilité. Aussi, bien des acheteurs de tableaux « attribués » à de grands maîtres, se sont-ils vu refuser la nullité qu'ils sollicitaient sous prétexte que les tableaux n'étaient pas l'œuvre des maîtres indiqués. On peut citer en ce sens un jugement fortement motivé, rendu par le tribunal de commerce de la Seine, le 14 mars 1866, et confirmé par la Cour de Paris, le 27 avril 1867 (14) ; ce jugement a débouté de sa demande en annulation, l'acquéreur d'un tableau représentant une Sainte Catherine « attribué » à Léonard de Vinci, parce qu'il a considéré que l'indication « attribué à »,

(14) *Ann. pr. ind.* 1867 p. 412.

« exclut toute pensée de l'originalité de l'œuvre, que, suivant les usages en la matière, cette indication laisse à l'acheteur la libre appréciation, à ses risques et périls, de la valeur du tableau, que c'est à lui à reconnaître le mérite de la copie sans pouvoir exiger aucune autre garantie que celle de l'identité de l'œuvre achetée et livrée ». La même opinion avait déjà été adoptée par la Cour de Bruxelles, le 8 novembre 1856 (15) ; M. Neumans avait vendu à M. Wuyts un tableau « attribué » à Hobbéma ; le marché avait été conclu moyennant 500 francs en argent, cinq autres tableaux et l'engagement de livrer une pièce de vin de Bordeaux. Le vin n'ayant pas été livré, le vendeur avait assigné son acheteur en paiement ; le tribunal civil saisi avait décidé qu'il y avait eu erreur commune, et avait chargé des experts d'examiner le tableau vendu et les cinq autres donnés en échange. La Cour a réformé ce jugement et a condamné l'acheteur à livrer le vin, car elle a estimé que, puisqu'il « n'y avait pas de certitude entre les parties quant au véritable auteur du tableau », le marché avait eu « nécessairement un caractère aléatoire qui ne permettait pas de modifier le prix librement convenu entre parties et de le subordonner à une estimation à dire d'experts ».

L'insertion du mot « attribué » entraîne donc en principe un aléa excluant toute garantie, et empêche l'acheteur de demander la nullité ; mais encore faut-il, pour qu'elle entraîne ces effets, que la simple supposition, que contient le mot « attribué », soit raisonnable, soit fondée ; si cette supposition est follement déraisonnable, si, par exemple, on « attribue », à un maître ancien, un tableau de confection moderne, la

(15) D. 1857. 2. 110.

présence de l'expression « attribué », n'a pas une influence assez puissante pour empêcher l'anéantissement de la vente. La jurisprudence estime que l'on ne peut honnêtement attribuer à un auteur déterminé, un objet qui n'est pas de l'époque à laquelle cet auteur a appartenu; or, pour stipuler sa non-garantie, aussi bien à l'égard d'une qualité substantielle qu'à l'égard d'un vice caché, il faut être de bonne foi. Les tribunaux admettent que le vendeur qui « attribue » un objet à un auteur, et ainsi stipule sa non-garantie, est de mauvaise foi, ou au moins commet une faute inexcusable si l'objet n'est pas de l'époque de l'auteur auquel il est attribué; le fait que l'expression « attribué » a été employée ne peut être opposé à l'acheteur qui assigne son vendeur en nullité parce que l'objet, non seulement n'émane pas de l'auteur indiqué, mais encore n'est pas de son époque. Ces principes ont été adoptés, pour la première fois, par le tribunal de commerce de Nice, en 1881 (16). Un certain Bailly avait acheté neuf tableaux qui furent « attribués » sur la facture qui lui fut remise, à des peintres appartenant à l'école flamande du XV^e et du XVI^e siècles; on lisait par exemple sur cette facture : « Attribution à Hobbéma, etc... » Ayant cru s'apercevoir que les tableaux en question étaient des copies de fabrication toute moderne, l'acheteur assigna son vendeur en nullité de la vente; il prétendait qu'il avait commis une erreur sur la substance, puisque les tableaux n'étaient pas l'œuvre des maîtres indiqués. En présence de ces faits, le tribunal nomma des experts, avec mission de vérifier, non pas si ces tableaux étaient l'œuvre des maîtres

(16) 21 février, *La Loi* 1881 n° 68 p. 270.

auxquels ils étaient attribués, mais s'ils étaient de l'époque et de l'école de ces maîtres; il jugea, en effet, qu'il était « indispensable » que « les tableaux, attribués à un maître, soient de l'époque où a vécu le maître, et appartiennent à son école ».

Le tribunal civil de la Seine, qui a eu à trancher un litige analogue, s'est prononcé dans le même sens, le 20 janvier 1902 (17). M. de Lubersac avait acquis chez un marchand, un tableau représentant un portrait de femme. Son vendeur lui avait remis un reçu où le tableau était ainsi désigné : « Toile représentant un portrait de Lady Kilmrey et attribué à Romney, célèbre peintre anglais du dix-huitième siècle. » Quelque temps après, on découvrit que le tableau, non seulement n'était pas l'œuvre de Romney, mais ne pouvait même pas être reconnu comme étant un tableau peint à l'époque où vivait Romney. L'acheteur actionna alors son vendeur en nullité de la vente. Ce dernier répliqua, en faveur du maintien du contrat, que la vente avait été faite « sans garantie », que le reçu qui portait la mention « attribué à » le démontrait. Les juges ont estimé que la clause de non-garantie était subordonnée à la bonne foi du vendeur, et ils ont commis un expert, avec mission de rechercher « si la toile vendue représente bien le portrait de Lady Kilmrey, et si cette toile est d'une époque telle qu'il est matériellement impossible d'en attribuer la confection au peintre Romney ».

Pour que la clause « attribué » produise les effets que nous lui avons reconnus, il est donc nécessaire que l'objet date de l'époque de l'auteur auquel il est attribué, que son attribution à cet auteur soit plausible.

(17) *Gaz. Pal.* 21 janvier 1902.

Mais, même lorsque ces conditions sont remplies, la clause « attribué à » n'empêche pas toujours les tribunaux de prononcer la nullité de la vente; elle ne les empêche de le faire que lorsqu'il est certain que l'acheteur qui a traité sous cette simple indication d'attribution, l'a fait en pleine connaissance de cause. S'il n'est pas établi par les faits de la cause, que l'acheteur a entendu passer un contrat aléatoire, et courir la chance de faire une affaire plus ou moins bonne, selon que l'œuvre serait ou ne serait pas authentique, les tribunaux ne peuvent qu'annuler la vente si l'objet n'émane pas de l'auteur indiqué. C'est pourquoi les juges ne déboutent de son action en nullité, l'acquéreur d'un objet « attribué à » tel ou tel auteur, qu'après avoir constaté que cet acquéreur a pu se rendre compte de la signification que présentait pour lui, l'emploi de l'expression « attribué ». Le tribunal de commerce de la Seine (18) et la Cour de Bruxelles (19) lorsqu'ils se sont prononcés, comme nous l'avons vu, pour le maintien de la vente de tableaux faussement « attribués » à de grands maîtres, l'ont fait parce que les connaissances personnelles de l'acheteur, ou d'autres faits de la cause, établissaient que l'acheteur savait fort bien, en contractant, de quelle nature était la vente qu'il passait. On peut citer aussi, dans le même sens, un jugement du tribunal de commerce de Marseille (20) qui a rejeté la demande en annulation formée par l'acquéreur d'un tableau « attribué à Pannini », et d'un dessin « attribué à Boucher », parce qu'il a considéré que cet acquéreur, qui s'occupait

(18) V. Paris 27 avril 1867, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 412.

(19) 8 novembre 1856, D. 1857. 2. 110.

(20) 30 novembre 1911, *Journ. de jurispr. comm. et mar.* 1912. 1. p. 108.

fréquemment d'opérations de vente et d'achat d'objets d'art, n'avait pu ignorer la différence profonde qui existe entre le fait par le vendeur de dire que l'objet d'art « est l'œuvre d'un maître réputé », et le fait d'indiquer seulement à l'acheteur que ledit objet d'art est attribué à tel ou tel auteur ».

La dernière affaire dans laquelle l'insertion du mot « attribué » a donné lieu à une contestation, a été portée devant le tribunal de commerce de Nice, puis devant la Cour d'Aix (21). Nous connaissons déjà les circonstances de cette affaire car nous en avons parlé lorsque nous avons examiné les difficultés que comporte l'appréciation de l'importance du prix des œuvres d'art. Deux tableaux indiqués comme étant de « l'école hollandaise », et comme étant « attribués », l'un à Hobbéma, l'autre à Ruysdaël, avaient été cédés moyennant une somme de 60.000 francs. L'acquéreur les ayant fait examiner par deux experts, ceux-ci déclarèrent que le prétendu Hobbéma n'était pas une œuvre originale de ce maître, et ne datait pas du XVII^e siècle, mais seulement du XIX^e; quant au prétendu Ruysdaël, ils conclurent que ce n'était qu'une œuvre anonyme de l'école hollandaise. L'acheteur intenta alors une action en nullité pour erreur sur la substance. Le vendeur, M. Mouchnino, répliqua que l'emploi, dans le reçu, du mot « attribué » qui, par lui-même, implique une doute, avait informé l'acheteur des doutes qui pouvaient exister sur l'authenticité des tableaux; il en déduisait que l'acheteur connaissait les risques d'erreur auxquels il s'exposait, et les avait pris à sa charge. Pour démontrer qu'il avait été réellement trompé, l'acheteur produisait une pho-

(21) 23 avril 1934, *Semaine juridique* 1934 p. 771.

tographie du premier tableau, au dos de laquelle se lisait la mention suivante écrite par Mme Mouchnino: « Collection du vicomte de Fouquières, Moulin à eau d'Hobbéma », et une attestation d'un expert, annotée aussi par la femme du vendeur et ainsi conçue: « A la requête de M. Mouchnino, j'ai examiné un paysage de l'école hollandaise du XVII^e siècle... Cette belle œuvre est du grand paysagiste Hobbéma ». Le tribunal, considérant d'une part que l'acheteur n'avait pu « se méprendre sur le sens littéral et technique du reçu » qui lui avait été remis, et que d'autre part la modicité du prix exigé ne pouvait s'expliquer que par l'incertitude de l'origine des œuvres vendues, jugea que le vendeur était à l'abri de toute réclamation du chef de l'article 1109 qui n'était pas applicable en l'espèce. Même si on laisse de côté le point de savoir si l'acheteur avait ou n'avait pas agi en pleine connaissance de cause, ce jugement peut être critiqué car il a refusé la nullité, sans s'assurer que les tableaux, s'ils n'étaient pas l'œuvre des maîtres indiqués, appartenaient au moins à l'école hollandaise ainsi que le vendeur l'avait affirmé. Il a d'ailleurs été réformé sur appel; la Cour d'Aix a, en effet, estimé que l'acheteur, en acquérant les deux tableaux, avait, sans aucun doute, eu principalement en vue leur origine, le prix relativement élevé qu'il avait consenti à payer ne se justifiant point autrement; ainsi, pour la Cour, les précautions prises par le vendeur pour éviter toute responsabilité en cas d'erreur importaient donc peu; ce qui comptait, c'était que l'acheteur avait cru et voulu acheter des tableaux, œuvres originales de certains maîtres, et non des tableaux considérés dans leur matérialité objective. La cour a remarqué ensuite que, même dans la thèse du défendeur qui reconnaissait

avoir offert comme des peintures de l'école hollandaise du XVII^e siècle, des tableaux pouvant être légitimement attribués aux maîtres Hobbéma et Ruysdaël, il y aurait eu erreur sur la substance, s'il était démontré, ainsi que l'acheteur proposait de le faire, que les tableaux ou du moins le principal, n'étaient que des reproductions faites à une date bien postérieure au XVII^e siècle. La cour a alors conclu à la nécessité, avant de statuer au fond, de procéder à une expertise.

Parfois, en matière de sculpture, on ne se sert pas, pour désigner les auteurs présumés, de la formule « attribué »; on vend par exemple « un buste J. Varin », « un buste Coysevex », « un buste Houdon ». La jurisprudence assimile cette forme vague de désignation à l'expression « attribué », et considère donc qu'elle est en elle-même insuffisante pour affirmer que les bustes sont bien de l'auteur présumé. L'acheteur de bustes ainsi désignés par le vendeur, ne peut donc prétendre qu'il a entendu acheter des objets authentiques, et que son contrat est vicié par sa propre erreur, lorsque ses connaissances spéciales en matière d'antiquité, et son attitude après la passation du marché, prouvent qu'il n'a pu être victime de l'erreur qu'il allègue, qu'il a traité en pleine connaissance de cause (22); dans l'affaire, où cette décision a été rendue, l'acheteur, qui était antiquaire, avait écrit à son vendeur après le contrat, une lettre dans laquelle il disait avoir acheté non pas « un buste J. Varin » ou « un buste Houdon », comme cela était dit dans le contrat, mais « un buste attribué à J. Varin », « un buste attribué à Houdon »; il était donc évident que

(22) Trib. civ. Dijon 8 décembre 1930, inédit.

l'acheteur avait très bien compris la valeur de la désignation employée par le vendeur, qu'il en avait très bien saisi toute l'imprécision, et qu'il n'avait donc pu être trompé.

Une expression, qui n'est pas moins employée que la formule « attribué à », est l'expression « signé de... ». On la rencontre dans les ventes de tableaux, de statues, de meubles. Comme à première vue, elle peut paraître ambiguë, il est intéressant de rechercher quelle valeur il faut lui reconnaître, et de se demander si on doit l'assimiler à la clause « attribué à... ».

Que faudrait-il penser d'une facture qui constaterait la vente d'un tableau, et qui porterait une mention de ce genre: « Bergère et moutons devant un gué, signé Ruysdaël », ou « un tableau signé Tiepolo » ? Très certainement, il est dans les usages que lorsque l'on vend un tableau, avec la simple mention: « signé de tel artiste », c'est qu'on entend le vendre « sans garantie d'authenticité ». Les véritables amateurs d'ailleurs, ne s'y trompent pas; comme nous l'avons fait remarquer, ils savent bien que ce n'est pas à la signature, mais à la facture et à la composition d'un tableau, que l'on discerne son authenticité; ils n'ignorent pas non plus que lorsque l'on vend un tableau dont l'authenticité est certaine, on ne mentionne jamais, dans le reçu ou la facture, que le tableau est signé. Si donc le vendeur met en avant la signature qui n'est qu'un accessoire, l'amateur éclairé en conclut immédiatement que le vendeur veut indiquer ainsi qu'il a des doutes sur l'authenticité du tableau, et qu'il entend vendre « sans garantie ». Nous avons supposé jusqu'à maintenant que le tableau « signé de... » était vendu à des connaisseurs, bien au courant du

commerce des tableaux et des usages en vigueur dans ce commerce. Mais il se peut que l'acheteur ne soit pas un amateur aussi bien initié; or, un collectionneur qui se rend compte que ses connaissances en peinture sont plutôt superficielles, a toujours tendance à attacher de l'importance aux signatures; la présence d'une signature le rassure, car elle lui paraît suppléer à l'insuffisance de sa science en la matière; aussi, achète-t-il de préférence des tableaux signés. A plus forte raison encore, s'il voit un vendeur mettre en avant, et mentionner dans le reçu, que le tableau est « signé de tel artiste », peut-il être enclin à penser que cette clause, fort chatoyante en vérité, est une clause de garantie. On comprend donc que les tribunaux, lorsqu'un litige, portant sur un tableau vendu comme « signé de », est évoqué devant eux, jugent nécessaire de commencer par étudier les circonstances de fait de l'espèce, et de ne statuer que lorsqu'ils sont arrivés à se convaincre du sens que la clause a eu dans l'esprit de l'acheteur, et ainsi des conditions dans lesquelles s'est produit son consentement. Le résultat de cette tendance est l'existence de deux variétés de décisions, les unes annulant, les autres se prononçant pour le maintien de la vente, selon l'état d'esprit de l'acheteur, selon qu'il a été ou n'a pas été en fait induit en erreur.

Tout d'abord, si l'acheteur a été à même d'apprécier la signification réelle de l'expression « signé de.. », il ne peut être que débouté, s'il intente, contre son vendeur, une action pour défaut d'authenticité. C'est en ce sens que s'est prononcé le tribunal de commerce de Saint-Nazaire, dans son jugement du 9 mai 1928 (23). L'acheteur d'un panneau, annoncé par le

(23) R. Dr. Fr. 1928 n° 11, p. 83.

vendeur comme étant « signé Courbet », s'était plaint que le panneau ne fût pas l'œuvre de ce peintre, et avait formé une demande en nullité pour erreur sur la substance. Le tribunal a estimé que l'annonce, faite par le vendeur, de l'offre d'un tableau signé Courbet, rentrait dans le cadre d'une « simple attribution », puis il a constaté que l'acquéreur pratiquait couramment l'achat et la vente d'objets d'art. Il en a conclu « qu'au moment où la vente avait été faite, les deux contractants, n'ayant, pour fixer définitivement leur conviction, que la signature présumée de l'auteur et les qualités indéniables de l'œuvre, en avaient bien envisagé tous les aléas » et que, par suite, il n'y avait pas eu erreur sur la substance de la chose vendue. Une opinion analogue se retrouve dans les motifs d'un jugement du tribunal civil de Dijon (24). Une marchande d'antiquités, acheteuse de plusieurs objets d'art, s'était plainte du manque d'authenticité de ces objets, en particulier d'un tableau que le contrat annonçait comme étant « signé Boucher ». Le tribunal a remarqué que le vendeur, en se servant de cette mention, s'était borné à l'affirmation que le tableau était signé Boucher, et n'avait nullement affirmé que c'était le célèbre artiste du XVIII^e siècle qui l'avait lui-même signé; le contrat, ainsi, contenait simplement une indication susceptible d'identifier le tableau. Puis, tout en reconnaissant que la clause « signé de » pouvait être susceptible de laisser subsister, dans l'esprit d'un amateur peu averti, une équivoque de nature à le tromper, les juges ont déclaré que cette clause ne pouvait pas induire en erreur « une commerçante en antiquités, qui n'ignore pas que la facture, dans ce genre

(24) 8 décembre 1930, inédit.

de commerce, constitue la pièce essentielle dont les mentions font la loi des parties ».

Comme le constate ce jugement, l'acheteur, au lieu de se rendre compte de l'hésitation qu'implique l'expression « signé de », et qui lui commande toutes précautions, peut au contraire être induit en erreur par l'emploi de cette expression ; son consentement ayant alors porté sur un objet différent de celui qui lui était proposé, la vente ne peut être maintenue. Ce principe a été consacré par une décision du tribunal civil de la Seine, rendue le 5 février 1913 (25). Le baron Franchetti avait acheté, chez un marchand, un pastel représentant une tête de fillette; une facture ainsi conçue lui avait été délivrée: « vendu... un pastel de fillette, signé Greuze, pour la somme de 12.000 francs ». Alléguant ensuite que le tableau par lui acquis n'était pas un Greuze authentique, l'acheteur sollicita l'annulation de la vente. Pour résister à la demande ainsi formée contre lui, le vendeur soutint qu'en libellant sa facture comme il l'avait fait, il n'avait aucunement garanti l'authenticité du pastel comme étant l'œuvre de Greuze, il s'était borné, en signalant la signature, à faire une constatation de fait; toutefois, il acceptait que des experts fussent nommés, mais avec mission uniquement de dire si l'œuvre litigieuse datait du XVIII^e siècle; il disait d'ailleurs que, si le pastel avait été l'œuvre authentique de Greuze, il aurait valu une somme très supérieure à celle indiquée dans la facture. Le tribunal a jugé que ce qui importait, c'était l'intention réelle de l'acheteur, c'était de savoir s'il avait voulu se rendre acquéreur d'un véritable Greuze, ou bien d'une œuvre quelcon-

(25) *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. 321.

que du XVIII^e siècle. Ayant constaté que l'acheteur était un amateur, et non un professionnel, les juges ont admis qu'une facture mentionnant que l'on vendait un pastel signé Greuze, n'avait pu être considérée, par un tel acheteur, que comme une garantie d'authenticité. Puisque l'acheteur avait réellement cru que le tableau qu'il achetait était une œuvre de Greuze, et qu'en réalité, il ne l'était pas, il avait donc été trompé sur la nature même de l'objet vendu, et la vente devait être résiliée immédiatement, toute expertise étant inutile.

La clause « signé de » n'est pas seulement très employée dans les ventes de peintures, elle l'est aussi couramment dans les ventes de sculptures. L'usage qui en est fait, en cette dernière matière, n'a pas encore donné lieu, du moins à notre connaissance, à des différends, mais s'il s'en produisait, la jurisprudence appliquerait, sans aucun doute, les règles que nous lui avons vues adopter pour les ventes de tableaux. Il est certain que, lorsque dans un catalogue, un reçu, on rencontre des mentions telles que « Tête de jeune fille en terre cuite signée Nelson », ou « buste signé Falconnet », la seule raison d'être de ces mentions, dans l'esprit du vendeur, est de dégager sa responsabilité, parce qu'il n'est pas du tout certain de l'origine des objets. Mais on sait que les tribunaux s'attachent surtout à l'état d'esprit de l'acheteur, et ne refusent l'annulation demandée, que lorsqu'il résulte, des faits de la cause, que la clause « signé de », n'a pu faire naître chez l'acheteur la conviction qu'il contractait au sujet d'un objet authentique.

Les mêmes principes encore devraient, à notre avis, présider au règlement du litige qui serait provoqué par le défaut d'authenticité d'un meuble vendu com-

me étant signé de tel ou tel maître ébéniste. Très souvent, au temps de Louis XV ou de Louis XVI, les maîtres ébénistes signaient leurs œuvres afin d'en indiquer la paternité. Mais là, comme partout ailleurs, le truquage s'est introduit, les adroits faussaires n'hésitent pas à contrefaire la signature des plus célèbres ébénistes; aussi, la présence d'une signature n'est-elle pas un signe d'authenticité; les vrais connaisseurs, d'ailleurs, n'ont pas besoin d'une signature pour identifier un meuble, et ils savent que, lorsque l'on vend « un fauteuil signé Séné », ou « un canapé portant l'estampille de Tillard », cela signifie que le vendeur n'entend nullement garantir que le fauteuil a été créé par Séné, ou que le canapé a été exécuté par Tillard, mais qu'il constate simplement que le meuble porte une signature. Selon les usages en matière de meubles, il y a une très grande différence entre les énonciations suivantes: « un meuble époque Louis XVI signé H. Jacob », et « un meuble époque Louis XVI par H. Jacob ». Dans le premier cas, le meuble est vendu « avec garantie » quant à l'authenticité d'époque, mais au contraire « sans garantie » quant à l'authenticité de l'attribution d'auteur; dans le second cas, au contraire, on garantit à la fois l'authenticité d'époque, et l'authenticité de l'attribution d'auteur. Mais la différence qui existe entre ces deux sortes d'énonciations, peut ne pas être saisie par un amateur ignorant des usages du commerce du mobilier ancien. Les tribunaux, qui auraient à se prononcer sur une contestation soulevée par l'acheteur d'un meuble qui ne serait pas l'œuvre de l'ébéniste dont, suivant le contrat, il porte la signature, auraient donc, avant de rendre leur décision, à procéder à l'interprétation de la volonté de cet acheteur. D'ailleurs, jusqu'à nos jours, la jurisprudence

française n'a pas eu, tout au moins d'après nos recherches, l'occasion de mettre ses opinions en pratique, en ce qui concerne les meubles et les objets anciens. Cependant, afin d'illustrer cette matière, nous allons commenter un arrêt fort intéressant, qui a été rendu par la Cour de Bruxelles, le 14 décembre 1905 (26), et qui consacre pleinement les principes que nous avons exposés quant aux cas dans lesquels on doit reconnaître, à la clause « signé de », l'effet que le vendeur a voulu lui attribuer. Propriétaire d'un violon ancien, le sieur Schoof l'avait cédé à la veuve Bremer, en déclarant vendre « un violon garanti italien, signé Joseph Guarnerius filius Andreae, provenant de la succession du Baron Blondel de Beauregard, qui l'acquît en 1846, avec la garantie de F. Vuillaume, luthier à Bruxelles... ». Se fondant ensuite sur ce que le violon n'était pas l'œuvre de l'ancien et célèbre facteur italien Joseph Guarnerius, l'acheteuse avait demandé la résiliation de la vente à elle consentie; elle soutenait que la personnalité du luthier avait constitué, pour elle, une qualité substantielle, et que la vente devait être annulée pour cause de dol, ou tout au moins du chef d'erreur. Sa demande ayant été accueillie en première instance, Schoof fit appel. La Cour s'est appliquée à examiner deux points: elle a tout d'abord recherché quelle avait pu être la pensée du vendeur, lorsqu'il avait employé la désignation que nous avons reproduite; puis, elle s'est attachée à découvrir quelle avait été l'intention de l'acheteuse. En ce qui concerne le vendeur, elle a fait les remarques suivantes: les termes dont ce vendeur avait fait usage n'impliquaient

(26) *Gaz. Trib.* 1906. 1^{er} sem. 2. 401.

« ni dans le langage usuel, ni dans celui du commerce des instruments de musique », l'affirmation que le violon était véritablement l'œuvre de Guarnerius; ils emportaient simplement une demi-garantie, celle de l'origine italienne, garantie qui aurait d'ailleurs été inutile, si les mots « signé Joseph Guarnerius » avaient signifié que le violon sortait réellement des mains de Guarnerius; si le vendeur avait voulu affirmer que le violon était vraiment un Guarnerius, il aurait employé de tout autres expressions, il aurait offert un violon de Joseph Guarnerius, ou un violon signé Joseph Guarnerius garanti authentique; la formule dont il s'était servi prouvait qu'il n'avait pas garanti que Guarnerius était l'auteur du violon, qu'il avait simplement voulu déclarer qu'il croyait que l'instrument émanait de ce facteur, et qu'il avait énuméré les faits et circonstances qui l'autorisaient à avoir cette opinion; d'autre part, comme l'opinion du vendeur quant à l'authenticité du violon était plausible, tout soupçon de dol contre lui devait être écarté. Après ces quelques observations relatives au vendeur, la Cour a passé à l'examen de l'état d'esprit de l'acheteuse; elle a d'abord constaté qu'il résultait de tous les éléments de la cause que, ce que l'acheteuse avait recherché, c'était un ancien et excellent instrument italien, sans que ce dût être forcément un Guarnerius; l'acheteuse n'avait, en réalité, aucune critique à faire au sujet du violon litigieux qui avait une grande valeur, et qui, s'il n'était pas l'œuvre de Guarnerius, pouvait être attribué à Gasparo de Salo ou à Maggini, deux maîtres aussi italiens, ayant autant de renom que Guarnerius et dont les œuvres se vendaient aussi cher. L'acheteuse, au fond, regrettait simplement d'avoir déboursé un prix important, et désirait le récupérer; aussi, la Cour a-t-elle

jugé que la Veuve Bremer n'était pas fondée dans son action, et l'en a-t-elle déboutée.

A côté de la formule « signé de », qui est une clause de non-garantie relativement à la personnalité de l'auteur, il en est une autre, qui est très usitée en matière de ventes de meubles anciens; c'est l'expression « de style ». Nous avons déjà eu l'occasion de voir que, d'après les usages du commerce, les mentions « meuble de style Louis XV, Louis XVI,... » n'impliquent pas la garantie de l'époque, mais en sont au contraire la négation. La jurisprudence a reconnu, incidemment, ces usages, lors de plusieurs affaires que nous avons déjà commentées; mais elle n'a jamais eu à statuer dans des espèces où la discussion ait porté directement sur la signification des termes « de style ». Cependant, on peut présumer que, si une espèce de ce genre se présentait, la jurisprudence, restant résolument fidèle à la théorie de la subjectivité, attacherait toujours une grande importance à l'interprétation de la volonté de l'acheteur. Il semble pourtant que les cas dans lesquels un acquéreur de meuble indiqué « de style », pourrait être reconnu avoir eu l'intention d'acheter un meuble d'époque, seraient assez rares; en effet, il paraît difficile ici d'invoquer le défaut de connaissance des usages; parmi les amateurs même inexpérimentés, il en est peu qui ignorent la différence qui existe entre un meuble de style et un meuble d'époque; la présence d'autres circonstances serait donc utile, par exemple la stipulation d'un prix relativement élevé qui pouvait donner à l'acheteur la conviction qu'il allait acquérir un meuble datant de l'époque représentée par son style.

Une façon courante, dans les catalogues de ventes publiques, d'indiquer la suspicion qui plane sur l'ori-

gine, ou sur l'ancienneté, ou sur le nom de l'auteur, est de faire suivre la désignation de l'objet d'un point d'interrogation. On annonce ainsi: « un plateau de drageoir en faïence de Bruxelles (?) », un « Petit lustre à huit lumières, en bronze, orné de cristal taillé XVIII^e siècle (?) », une toile de « Frans Ykens (?) nature morte ». Quelle influence doit-on attribuer à la présence de ce point d'interrogation ? A-t-elle pour effet de faire, de la vente annoncée, une vente « sans garantie » ? Il est certain que, dans l'esprit du vendeur et du commissaire-priseur, l'insertion d'un point d'interrogation équivaut à l'insertion d'une clause de non-garantie. Donc, si un adjudicataire venait à formuler une réclamation sous prétexte que l'objet qu'il aurait acquis n'est pas authentique, le vendeur ne manquerait pas de lui opposer la manière dont les énonciations du catalogue ont été rédigées. Le tribunal, même s'il reconnaissait que le sens de l'emploi du point d'interrogation n'a pu échapper à l'acheteur, et que c'est donc consciemment que cet acheteur a acquis un objet d'une authenticité incertaine, ne pourrait cependant refuser d'annuler la vente, que si une condition était remplie: il faudrait, qu'au moment de la vente, le commissaire-priseur ait publiquement informé l'assistance des doutes que lui inspirait l'authenticité de l'objet. Si l'acheteur parvenait, au contraire, à établir, qu'au moment de la vente, l'objet a été présenté comme étant de l'époque ou de l'auteur indiqué au catalogue, sans que le commissaire-priseur, ni l'expert fassent part au public d'un doute quant à l'authenticité, ou spécifient que la vente avait lieu « sans garantie », l'insertion du point d'interrogation, dans le catalogue, se révélerait inutile, le vendeur ne pourrait pas s'en prévaloir. La même règle, d'ailleurs,

serait applicable aux litiges occasionnés par la vente aux enchères publiques d'un objet annoncé au catalogue comme « attribué à » ou « signé de », l'acheteur qui se plaindrait du défaut d'authenticité de cet objet, ne pourrait se voir objecter la présence de la clause « attribué à », ou « signé », que si, le jour de la vente, le commissaire-priseur avait désigné l'objet de la même façon que le catalogue, ou avait dit que la vente avait lieu « sans garantie »; s'il n'avait pas fait de réserves relativement à l'originalité de l'objet, les mentions insérées dans le catalogue, n'auraient aucune valeur; il ne servirait de rien au vendeur d'en faire état.

Les diverses formules que nous avons étudiées jusqu'à présent sont celles qui se rencontrent le plus souvent dans les catalogues, les factures et les reçus. D'autres encore sont employées, mais bien moins fréquemment, et on ne peut se livrer, à l'égard de leur valeur, qu'à des suppositions, car les juges n'ont pas été appelés à se prononcer sur elles. Ainsi, au sujet d'un tableau, d'une statue en marbre, il peut être écrit: « Vendu comme réplique d'un original antérieurement exécuté par l'artiste ». L'énonciation d'une telle clause s'explique par les considérations suivantes : un tableau, une statue de marbre, sont par nature des œuvres uniques; cependant, en pratique, il en est parfois autrement : les maîtres de la peinture, de la sculpture surtout, exécutent souvent des répliques de leurs œuvres. Or une réplique, bien qu'elle soit la copie exacte de l'original, ne peut procurer à l'acheteur la même satisfaction que cet original; aussi l'acheteur à qui l'on aurait vendu une réplique comme original, serait, sans aucun doute, en droit de poursuivre l'annulation de la vente, et cela, sans qu'il soit nécessaire

que le vendeur ait garanti, formellement et explicitement, que le tableau cédé, ou la statue vendue, était « l'original » de l'œuvre du maître indiqué ; seul l'acheteur qui n'aurait payé qu'un prix relativement modique pour une œuvre de grand maître, pourrait se voir dire que, pour ce prix, il n'a pu entendre acheter qu'une réplique. En présence de cette situation, les vendeurs qui pensent que la statue, ou le tableau, qu'ils veulent céder, n'est qu'une réplique, jugent parfois préférable de se décharger de toute responsabilité, pour le cas où leurs soupçons se trouveraient confirmés ; c'est alors, qu'après avoir indiqué que le tableau ou la statue est l'œuvre de tel ou tel artiste, ils prennent soin, afin d'expliquer clairement leurs intentions, de stipuler une clause du genre de celle que nous avons citée. Il nous paraît, qu'en cas de litige, cette précaution se révélerait sûrement très efficace.

Parfois, les vendeurs, au lieu de se servir d'expressions impliquant qu'ils vendent « sans garantie » quant à l'authenticité, emploient des formules destinées à prévenir les acheteurs qu'ils vendent « sans garantie » quant à l'intégrité matérielle de l'objet : ils veulent, en agissant ainsi, se mettre à l'abri de tous recours provoqués par la découverte sur l'objet, de retouches, détériorations ou réparations, recours qui, nous le savons, peuvent être accueillis favorablement, même en l'absence d'une stipulation garantissant expressément que l'objet est intact, qu'il n'a subi ni retouches, ni réparations. Naturellement, lorsqu'un vendeur sait d'une manière certaine que son objet a subi des réparations ou des détériorations, il n'hésite pas, s'il est loyal, à les révéler à son acheteur, à moins, bien entendu, qu'il s'agisse d'une usure très légère, d'une altération sans importance ; c'est ainsi que l'on

voit des vendeurs indiquer que le dessus en marqueterie de la commode qu'ils offrent, a été refait, que le fauteuil qu'ils vendent est en bois repeint et resculpté, que la tasse en ancienne porcelaine de Sèvres dont ils désirent se défaire a été raccommodée ou surdécorée. Mais les restaurateurs qui opèrent en matière d'antiquités, sont souvent des artistes d'une habileté remarquable; les réparations qu'ils effectuent sont parfois, si parfaites et si invisibles, qu'elles peuvent échapper, même à un vendeur très averti; aussi est-ce pourquoi certains vendeurs, qui craignent que l'objet qu'ils cèdent n'ait été restauré, prennent soin, pour empêcher les procès éventuels, de stipuler leur non-garantie à ce sujet. C'est dans ce but que le syndicat des négociants en objets d'art a conseillé à ses adhérents, dans son bulletin de mars 1930, d'user du modèle de facture suivant, qui lui semblait apte à leur assurer une protection utile : « Les objets vendus sont garantis comme étant de l'époque indiquée sur la facture, sous réserve des réparations nécessitées par leur conservation. » Les vendeurs emploient aussi, toujours dans le même sens, la formule : « Vendu tel qu'il se comporte. » Quant aux termes « bien connu de l'acheteur », ils se voient attribuer, par certains vendeurs, un effet très étendu; en pratique, en effet, les vendeurs de tableaux qui ont stipulé une clause analogue se figurent être à l'abri de toute réclamation; les vendeurs d'objets d'art sont, au contraire, réputés rester responsables pour le cas où l'objet ne serait pas d'époque, en particulier, si le prix convenu n'est pas notoirement inférieur à la valeur des objets de même nature, mais d'authenticité certaine. Nous ne connaissons pas de décision qui se soit prononcée sur les résultats de l'insertion d'une telle clause; mais nous pen-

sons que si la question de savoir quels sont ces résultats se posait, les tribunaux s'inspireraient des considérations suivantes : tout d'abord, sans doute, ils reconnaîtraient à la clause un premier effet, celui de démontrer clairement que le vendeur n'a pas essayé de faire naître, chez l'acheteur, une opinion inexacte de l'objet qu'il lui vendait; la stipulation de la clause aurait donc pour résultat d'éloigner toute présomption de mauvaise foi à l'encontre du vendeur. Quant à son effet, à l'égard de l'action en nullité pour défaut d'authenticité, il semble que l'on ne pourrait pas conclure, même pour les tableaux, au caractère aléatoire de la vente, sans avoir procédé, au préalable, à un examen des faits de la cause; la présence de la clause, certes, fait présumer que la vente a été faite « sans garantie », mais les juges ne peuvent prononcer leur décision qu'après avoir accueilli toutes les présomptions contraires alléguées par l'acheteur.

Avec cette dernière clause, nous sommes arrivé à la fin de notre énumération des formules qui, dans l'usage, sont considérées comme impliquant « la non-garantie » du vendeur. Il ressort de l'étude que nous avons consacrée à ces formules, que le demandeur ne peut se croire à l'abri de toute réclamation, parce qu'il a eu la précaution d'insérer l'une d'entre elles dans le contrat; la jurisprudence, en effet, tient beaucoup plus compte de l'état d'esprit de l'acheteur, au moment de la vente, que des usages les plus constants du commerce d'objets d'art.

APPENDICE

Responsabilité des commissaires-priseurs et des experts.

Ce qui caractérise les ventes publiques, c'est qu'elles ne se forment pas directement entre vendeur et acheteur; elles nécessitent la présence d'un autre personnage : le commissaire-priseur, chargé de procéder à la vente. De plus, ce premier personnage est, parfois, assisté par un second : l'expert.

En présence de cette situation, certains adjudicataires, trompés sur l'authenticité de l'œuvre d'art qu'ils avaient acquise, ont eu l'idée de former un recours, non seulement contre le vendeur, mais contre le commissaire-priseur, et, s'il y avait lieu, contre l'expert qui l'avait assisté.

Nous allons rechercher quel accueil ces recours formés, soit par des acheteurs, soit par des vendeurs, ont reçu auprès des tribunaux, ce qui nous permettra de dire s'il existe réellement une responsabilité des commissaires-priseurs et des experts, et dans quels cas elle existe.

SECTION I^{re}

Responsabilité des commissaires-priseurs.

Les recours que certains acheteurs se sont, en pratique, avisés de former contre le commissaire-priseur, sont au nombre de deux : un recours en annulation de la vente, et un recours en dommages-intérêts. Quant aux vendeurs, ils ont simplement soulevé le problème de savoir si le commissaire-priseur ne devait pas, parfois, être condamné à leur verser des dommages-intérêts. Nous allons examiner successivement chacune de ces deux sortes de recours ; nous nous demanderons s'ils sont fondés, et quand ils le sont.

§ I^{er}

Est-il possible de former un recours en annulation de la vente contre le commissaire-priseur ?

Certains adjudicataires, dans l'espoir d'obtenir plus sûrement la nullité qu'ils désiraient, ont introduit leur demande, à la fois contre le vendeur et contre le commissaire-priseur. Une grave question s'est trouvée ainsi posée : peut-on obliger le commissaire-priseur à prendre possession de l'objet vendu, et à restituer le prix payé par l'acheteur ? Plusieurs décisions ont répondu très fermement à cette question. C'est tout d'abord un jugement du tribunal civil de Tours, rendu le 3 juillet 1875 (1), à l'occasion de la vente aux enchères d'une crédençe faussement annoncée comme

(1) *Ann. pr. ind.* 1876 p. 368.

étant du XV^e siècle ; les acheteurs avaient demandé que la vente fût déclarée nulle, et que le commissaire-priseur fût condamné à rembourser le montant du prix versé; le tribunal a déclaré cette action en nullité mal fondée, car, a-t-il affirmé, « aucune responsabilité de cette nature ne saurait peser sur un commissaire-priseur, qui n'est pas le vendeur, et qui n'est que l'officier ministériel chargé de la vente ».

Le tribunal civil de la Seine, appelé, en 1935, à résoudre la même question, ne s'est pas montré moins catégorique. L'acquéreur d'un tableau avait assigné en nullité et en restitution du prix son vendeur et les commissaires-priseurs qui avaient procédé à la vente. Il a été débouté de sa demande (2), à l'égard des commissaires-priseurs, en termes si formels, que nous jugeons bon de les reproduire ici :

« Attendu que la nullité de la vente avec ses conséquences de droit, à savoir la restitution du prix contre remise de la chose vendue ne peut être poursuivie par l'acheteur, que contre le vendeur lui-même, celui-ci étant le seul qualifié pour restituer le prix, et rentrer en possession de l'objet vendu; qu'il suit de là que l'action de Massart, tendant à faire prononcer la nullité de la vente, ne peut être valablement dirigée que contre M. Sorbac, vendeur du tableau; que c'est à tort que M. Massart a assigné, devant le tribunal, le commissaire-priseur Baudoin, et les héritiers du commissaire-priseur Lair-Dubreuil, aux fins de les faire condamner à lui restituer le prix et le montant des frais de la vente; qu'il y a lieu, en conséquence, de déclarer irrecevable l'action de Massart contre ces défendeurs... ».

(2) 3 juillet 1935, *Gaz. Trib.* 1935. 2. 464.

Le Tribunal de la Seine, en présentant ces motifs, n'a fait d'ailleurs que reprendre l'opinion qu'il avait déjà émise, dans un jugement prononcé le 20 février 1912 (3). Se demandant si une action en nullité de la vente, formée contre un commissaire-priseur, pouvait être déclarée recevable, les juges avaient déclaré que l'annulation ne pouvait être utilement poursuivie qu'entre l'acheteur et le vendeur véritables; ils invoquaient, à l'appui, la loi du 27 Ventôse An XI, qui a institué les commissaires-priseurs, et d'après laquelle les commissaires-priseurs, vendeurs de meubles, ne paraissent être en principe que « des intermédiaires chargés d'assurer le bon service de l'institution des ventes publiques, et de veiller à l'observation des lois et règlements qui régissent les transmissions mobilières effectuées dans ces ventes ».

Ce jugement de 1912 est important, non seulement parce qu'il consacre les principes admis par les deux autres décisions que nous avons signalées, mais aussi parce qu'il comporte relativement à la mise en pratique de ces principes, une précision dont ne parlaient pas les deux autres décisions. Le jugement de 1912, tout en adhérant d'une manière très ferme, à la règle d'après laquelle la nullité de la vente ne peut être demandée contre le commissaire-priseur, y apporte cependant une exception: il a en effet décidé que l'acheteur, qui ne connaît pas le vendeur véritable, est en droit de poursuivre, contre le mandataire qui a procédé à la vente, la restitution du prix qu'il a indûment payé, lorsqu'il justifie avoir commis une erreur sur la substance de la chose vendue. Le commissaire-priseur peut donc, lorsque le vendeur est inconnu de

(3) J. C. P. 1912 p. 105.

l'acheteur, être tenu aux obligations qui incombent, ordinairement, au vendeur : il peut être condamné à reprendre l'objet et à restituer la somme versée. Cette décision est nettement opposée aux prétentions de certains commissaires-priseurs qui soutiennent que si l'acheteur peut parfois actionner directement le commissaire-priseur, ce ne peut être que pour obtenir de lui, l'indication du nom et de l'adresse du vendeur, s'il les ignore ; ainsi, selon cette théorie, dès que l'officier public aurait révélé le nom du vendeur à l'adjudicataire, celui-ci ne pourrait plus assigner en nullité que le vendeur ; et si le commissaire-priseur était quand même maintenu dans l'instance engagée par l'acquéreur contre le vendeur, il n'aurait qu'à réclamer sa mise hors de cause.

Le tribunal civil de la Seine, s'il a repoussé cette doctrine n'a pas voulu pourtant défavoriser les commissaires-priseurs, il a apporté un tempérament à la solution qu'il a adoptée ; il a reconnu au commissaire-priseur condamné à restituer le prix de vente, la possibilité de former ensuite, s'il se croit en droit de le faire, tout recours utile contre le vendeur réel ; les juges ont, en effet, considéré que la responsabilité du commissaire-priseur ne peut être substituée à celle du propriétaire de l'objet vendu, que vis-à-vis de l'acheteur.

Les quelques doutes qui auraient pu s'élever, sur la question de savoir si le commissaire-priseur pouvait être actionné en nullité, tombent donc devant les précédents jurisprudentiels que nous venons de citer. Et sans qu'aucune hésitation soit permise, on peut affirmer, qu'à part le cas où l'acheteur ne connaît pas le vendeur, le commissaire-priseur ne peut jamais se voir obligé à reprendre l'objet et à rembourser le prix

payé, parce qu'il n'est qu'un intermédiaire imposé par la loi, entre le vendeur et l'acheteur, pour les ventes aux enchères publiques mobilières.

§ II

Action en dommages-intérêts contre le commissaire-priseur

Si le commissaire-priseur ne peut pas, en principe, être actionné en nullité, parce qu'il n'est qu'un mandataire, il peut être condamné à verser des dommages-intérêts, en vertu de l'article 1332 du code civil. La jurisprudence est unanime sur ce point; un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 18 mars 1924 (4), se montre, en particulier, très explicite à cet égard: « Les commissaires-priseurs ne sont tenus que des conséquences de leurs fautes ou négligences commises, soit dans l'accomplissement de leur mission légale, soit dans leur participation, le cas échéant, à la préparation, et à l'annonce de la vente ».

Il ne s'agit ici, naturellement, que de la responsabilité encourue par les commissaires-priseurs, dans les ventes où ils ne sont pas assistés par un expert.

Ce qui nous intéresse surtout, c'est que le commissaire-priseur peut être tenu du préjudice qu'il a causé, lorsqu'on peut lui imputer une faute, une négligence, ou une imprudence dans la désignation, préalable à la vente, des objets. Le commissaire-priseur peut donc être poursuivi en dommages-intérêts, tant par le vendeur que par l'acheteur, car il peut, en donnant fautivement une désignation erronée de l'objet mis en vente, causer un dommage, aussi bien à l'un qu'à l'autre.

(4) *Ann. pr. ind.* 1929 p. 26.

Le commissaire-priseur, tout d'abord, peut incontestablement causer un préjudice au vendeur; un exemple suffira à le démontrer: si un commissaire-priseur, chargé de procéder à la vente d'un tableau présentait ce tableau comme étant un Trouillebert, alors qu'il s'agirait d'un Corot, le vendeur ne recevrait de son tableau, qu'une somme inférieure à celle qu'il aurait reçue si le commissaire-priseur n'avait pas donné une attribution inexacte; le vendeur subirait donc un préjudice, et il serait juste que le commissaire-priseur soit obligé de le réparer, si la désignation erronée de l'objet mis en vente, avait été le fait de sa négligence ou de son imprudence.

Le commissaire-priseur, en se trompant dans la désignation de l'objet vendu, peut causer aussi un dommage à l'adjudicataire; il en serait ainsi dans l'exemple contraire à celui que nous venons de citer; l'acheteur, qui aurait acquis, en vente publique, moyennant un prix élevé, un soi-disant Corot qui ne serait qu'un Trouillebert, subirait un préjudice certain, qui exigerait une réparation du commissaire-priseur. Mais, répétons-le, le commissaire-priseur ne peut devoir cette réparation, que s'il a commis une faute, que si, par sa légèreté il a enfreint l'obligation qui lui incombe envers les adjudicataires, de faire loyalement connaître, avant la vente, l'état et la provenance des objets. La jurisprudence est formelle à ce sujet (5). De plus, elle reconnaît au commissaire-priseur, le droit de s'exonérer de cette responsabilité: il peut se mettre à l'abri d'un recours de la part de l'acheteur, en faisant connaître au public, au moment de la vente, et sur les

(5) V. Trib. civ. Tours 3 juillet 1875, *Ann. pr. ind.* 1876 p. 368; Trib. civ. Tunis 28 juin 1906, *J. C. P.* 1907 p. 152; Trib. civ. Seine 20 février 1912 *J. C. P.* 1912 p. 105.

offiches qui annoncent celle-ci, qu'il n'entend se porter garant, ni de l'état, ni de la provenance des objets vendus. Ainsi il a été jugé très nettement, à cet égard, que les commissaires-priseurs qui ont, au moment de procéder à la vente, fait la déclaration formelle et publique, qu'ils vendaient sans garantie des indications portées à l'inventaire, sont affranchis de la responsabilité qui pèse, sur eux, en vertu de leur mandat professionnel (6). Si le commissaire-priseur n'a pas pris ces précautions, il est alors responsable du dommage que, par sa légèreté, il a causé à l'acheteur; cela est équitable, puisqu'il a commis une faute, faute qui, en réalité, est double; le commissaire-priseur est, en effet, coupable, d'abord parce qu'il s'est trompé dans la désignation de l'objet; il l'est aussi, pour ne pas avoir eu recours aux lumières d'un expert technique, alors qu'il aurait dû se rendre compte qu'il était, dans une matière trop délicate, pour remplir convenablement la tâche qui lui incombait de présenter au public, en toute connaissance de cause, les objets à vendre.

Remarquons enfin que, dans certaines ventes, les commissaires-priseurs n'ont pas à cataloguer, ni à priser les objets; les vendeurs confient la charge de qualifier et d'estimer les objets offerts en vente, par exemple, à un ami de confiance, qui a des connaissances étendues en matière artistique; là, naturellement, il ne peut plus être question de responsabilité du commissaire-priseur; on ne peut pas, en effet, lui reprocher le dommage entraîné pour l'acheteur ou pour le vendeur par la fausse qualification de l'objet. puis-

(6) et (7) Trib. civ. Saint-Etienne 12 mars 1897, J. C. P. 1897 p. 337.

qu'il est resté étranger au travail d'estimation des objets (7.).

Donc, à l'égard du vendeur comme de l'acheteur, une première condition est indispensable pour la mise en jeu de la responsabilité du commissaire-priseur; il faut qu'il ait procédé lui-même à la désignation des objets, et qu'il ait commis une faute lorsqu'il a établi cette désignation.

Une seconde condition est encore nécessaire: pour que le commissaire-priseur puisse être condamné à verser des dommages-intérêts, il faut que la faute, dont il s'est rendu coupable, ait porté préjudice à la personne qui poursuit sa condamnation. Or, quand le vendeur d'une part, l'acheteur d'autre part, peuvent-ils être réputés avoir subi un préjudice du fait d'une faute commise par le commissaire-priseur?

Le dommage, que le vendeur peut avoir à supporter, du fait d'une désignation erronée, fournie par le commissaire-priseur, consiste, avons-nous dit, en ce qu'il ne reçoit, pour son objet, qu'un prix bien inférieur à celui qui aurait été atteint, si la désignation avait été faite avec exactitude. Mais ce dommage ne peut exister que lorsqu'il est certain que le vendeur ne pourra pas rentrer en possession de son objet; si, au contraire, le vendeur venait à prouver qu'il a commis une erreur sur la substance, et ainsi à obtenir la restitution de son objet, contre remboursement du prix payé, le dommage dont nous parlons ne se produirait pas. En principe, donc, le commissaire-priseur ne pourrait être condamné à verser des dommages-intérêts au vendeur que si l'action judiciaire, intentée contre l'acheteur, était demeurée infructueuse. Cependant, à côté du préjudice que nous avons visé jusqu'ici, la faute commise par le commissaire-priseur, dans la désigna-

(7) Trib. civ. Saint-Etienne 12 mars 1897, J. C. P. 1897 p. 337.

tion des objets, peut avoir pour conséquence un dommage d'un autre genre: elle peut discréditer fortement l'objet, en faisant naître des doutes sur son authenticité; or ce discrédit est très fâcheux pour le vendeur, s'il rentre en possession de son objet; en effet, lorsqu'il voudra le remettre en vente, il n'obtiendra qu'un prix sensiblement inférieur à celui qu'il aurait obtenu, si l'authenticité de l'objet n'avait pas été contestée. Il y a donc là un dommage que le commissaire-priseur à qui l'on peut imputer une faute, devrait être tenu de réparer, au cas où le vendeur triompherait dans son instance en nullité.

Quant à l'acheteur, nous avons dit que le dommage dont la faute du commissaire-priseur peut être pour lui la source, est égal à la différence entre le prix que l'acheteur trompé par la désignation inexacte de l'objet, a consenti à donner, et le prix que l'objet aurait seulement atteint, s'il avait été présenté convenablement. Or, là encore, il s'agit d'un dommage qui ne peut exister pour l'acheteur, que lorsqu'il est sûr que le vendeur ne reprendra pas son objet, et ne remboursera pas le prix qu'il a touché. L'acheteur ne peut donc avoir droit à une réparation, que si l'action judiciaire qu'il a formée, contre le vendeur, n'a pas été couronnée de succès, et encore faut-il que l'insuccès de cette action soit dû à certaines raisons et non à d'autres; ainsi l'acheteur pourrait espérer se voir allouer des dommages-intérêts si le vendeur était insolvable ou disparu; mais si la nullité lui avait été refusée, parce qu'au cours des débats, le tribunal aurait acquis la certitude que la désignation faite par le commissaire-priseur, n'avait en rien influencé l'acheteur, que ce dernier avait des connaissances artistiques, et que s'il

s'était réellement trompé, c'était par suite d'une faute, d'une négligence de sa part, aucune indemnité ne saurait être mise à la charge du commissaire-priseur.

Enfin, il convient de remarquer que si l'acheteur, à qui l'on accorde l'annulation de la vente, ne subit pas de dommage du fait qu'il a payé un prix trop élevé, il n'a pas non plus à supporter, par suite de la faute du commissaire-priseur, de dommage d'une autre sorte, comme cela se produit parfois pour le vendeur; l'acheteur qui réussit dans l'action en nullité, ne peut donc jamais voir prononcer à son profit, une condamnation à des dommages-intérêts à l'encontre du commissaire-priseur.

Toutes ces considérations nous amènent à constater que les cas pratiques, où l'action en dommages-intérêts contre le commissaire-priseur est fondée, sont rares; le champ de la responsabilité des commissaires-priseurs, qui pourrait sembler assez étendu lorsqu'on se place sous l'angle faute, apparaît en effet considérablement réduit, lorsqu'on se place sous l'angle dommages.

SECTION II

Responsabilité des experts

Lorsqu'un commissaire-priseur est chargé de procéder à une importante vente d'objets d'art, il se fait le plus souvent assister par un personnage dénommé expert, destiné à lui faciliter sa tâche par son concours éclairé. A Paris il est très rare qu'une vente aux enchères ait lieu sans l'assistance d'un expert; pour s'en convaincre, il suffit de parcourir des journaux spécialisés comme la Gazette de l'Hôtel Drouot ou le Journal des

Arts; on s'aperçoit, qu'au bas de la plupart des annonces faites par les commissaires-priseurs, figure la formule : M^e X., commissaire-priseur, assisté de M. Y., expert ». Cette habitude prise par les commissaires-priseurs parisiens n'a rien d'étonnant; à Paris, les ventes sont si nombreuses, et si diverses, qu'il serait indispensable, aux commissaires-priseurs, d'avoir des connaissances universelles pour ne jamais se tromper, lorsqu'ils auraient à se prononcer sur l'authenticité d'un objet; il faudrait que dans chaque spécialité: meubles, tableaux, faïences, tapisseries, etc..., ils aient une compétence très étendue; comme cela est impossible, ils préfèrent ne vendre qu'avec l'assistance d'un expert. Quant aux ventes aux enchères réalisées en province, on y note parfois la présence d'un expert, mais d'une manière beaucoup plus exceptionnelle, les commissaires-priseurs n'ont recours aux bons offices d'un expert, que lorsque cette mesure leur est impérieusement dictée par la grande valeur, et le caractère de rareté des objets qu'ils ont à vendre.

Le but poursuivi par les commissaires-priseurs qui s'adjoignent un expert est double. Ils veulent d'abord simplifier leur besogne; en effet, lorsqu'il y a un expert, c'est lui qui rédige le catalogue de la vente, qui présente au public les objets composant la collection mise en vente; le commissaire-priseur est donc délivré du souci de désigner convenablement les objets. Mais, en se faisant aider par un spécialiste, les commissaires-priseurs ont encore, et surtout un autre but: ils veulent s'exonérer de la responsabilité qui pèse sur eux, et ils veulent la faire endosser par l'expert. La jurisprudence est-elle entrée dans les vues des commissaires-priseurs, admet-elle que le commissaire-priseur assisté d'un expert est à l'abri de toute réclama-

tion, et que l'expert seul peut être actionné en justice? Nous allons répondre à ces questions, tout en recherchant suivant quelles règles la jurisprudence a organisé la responsabilité des experts.

La mission, que les experts ont à remplir, est délicate; ils doivent présenter au public les objets mis en vente, et ils doivent le faire d'une façon très précise afin qu'aucune incertitude ne puisse subsister dans l'esprit des adjudicataires quant aux qualités, et à l'état de chaque objet. Cette mission comporte des responsabilités tant à l'égard des acheteurs que des vendeurs, ce qui explique d'ailleurs les honoraires souvent élevés auxquels ils ont droit.

Les experts peuvent tout d'abord avoir leur responsabilité engagée vis-à-vis de l'adjudicataire. Si un expert attribue à un objet une qualité inexistante, présente par exemple comme étant rigoureusement d'époque, une œuvre qui n'est qu'une vulgaire copie d'ancien, il est exposé à voir l'acheteur, abusé par cette déclaration inexacte, former une action judiciaire contre lui.

Quel genre d'action, l'expert peut-il voir déclancher contre lui par l'acquéreur? Les principes, en la matière, ont été posés très nettement par cette décision du tribunal civil de la Seine, en date du 20 février 1912 (8), que nous avons commentée, en partie, lors de notre étude de la responsabilité des commissaires-pri-seurs. Ce jugement a déclaré que l'erreur commise par l'expert, dans l'appréciation d'un objet d'art, et la fausse qualité par lui attribuée à une œuvre mise en vente, « ne sauraient donner ouverture contre lui à une action tendant à la restitution du prix payé, mais

(8) J. C. P. 1912, p. 105.

seulement à une action aux fins de dommages-intérêts basée sur le préjudice que l'authenticité par lui attribuée à une œuvre ensuite reconnue fausse, peut avoir causé à l'acheteur de bonne foi ». Pour émettre cette affirmation, les juges se sont basés sur l'idée que l'expert, chargé seulement d'assister de ses connaissances techniques le commissaire-priseur, ne joue aucun rôle officiel dans la vente; au cas où le vendeur est inconnu de l'acheteur, il ne peut donc, comme le commissaire-priseur, être tenu de reprendre l'objet, d'autant plus que bien souvent il n'a pas été commis par le vendeur lui-même, mais par le commissaire-priseur. L'action en dommages-intérêts est donc seule admissible et recevable de la part d'un acheteur contre un expert; mais pour qu'elle soit reconnue fondée, les deux conditions, dont l'allocation de dommages-intérêts suppose toujours la réunion, doivent être remplies: il faut que l'erreur commise par l'expert dans les attributions d'authenticité soit le résultat d'une faute professionnelle, ou d'une négligence grave; il faut, de plus, que l'acquéreur justifie avoir éprouvé un préjudice.

Ce jugement du tribunal civil de la Seine est très important, car il admet que l'expert peut être actionné directement en dommages-intérêts par l'acquéreur; il se montre, en cela, partisan d'une thèse opposée à celle qui a été parfois soutenue, et d'après laquelle l'action en dommages-intérêts devrait être dirigée contre le commissaire-priseur, quitte pour celui-ci à appeler l'expert en garantie. Cette théorie, qui n'a pas été adoptée par le tribunal de la Seine, reposait sur les considérations suivantes: c'est le commissaire-priseur seul qui est le personnage officiel de la vente; c'est lui seul qui fait la vente; son nom figure à côté de celui

de l'expert dans les catalogues et annonces; l'expert théoriquement n'est rien, il n'est qu'un spécialiste, dont le commissaire-priseur a jugé le concours nécessaire, pour présenter, avec précision et autorité, les objets au public. Or, légalement, la tâche d'apprécier les objets incombe au commissaire-priseur, le terme « priseur » l'indique suffisamment. Donc, si un commissaire-priseur se rend compte que sa compétence en matière artistique n'est pas assez étendue pour lui permettre de se prononcer sur l'authenticité des œuvres qu'il a à soumettre au feu des enchères, et fait appel aux lumières d'un homme de l'art, cela le regarde, mais les adjudicataires n'ont pas à s'en soucier; ce n'est pas à l'expert, mais au commissaire-priseur qu'ils achètent; ils peuvent donc se retourner contre ce dernier, et former contre lui une demande en dommages-intérêts; naturellement le commissaire-priseur, s'il était condamné, aurait la possibilité de se retourner à son tour contre l'expert, afin de faire reporter sur lui le poids des condamnations prononcées. Mais cette théorie séduisante n'a pas reçu application; il n'a pas été reconnu que le commissaire-priseur est seul officiellement responsable; on a admis que la procédure peut être dirigée directement contre l'expert. Il est à remarquer, d'ailleurs, que les experts qui savent la responsabilité qu'ils encourent, ont la précaution, après avoir formulé leur avis, de vendre « sans garantie », lorsqu'ils se trouvent en face de difficultés techniques qu'ils jugent trop grandes.

A côté de cette responsabilité encourue vis-à-vis des adjudicataires, les experts en ont encore une autre, relative celle-ci au vendeur. Par la manière dont il rédige le catalogue, dont il présente les objets, l'expert peut nuire considérablement au succès de la vente; il

peut, en se trompant dans la désignation des objets, être la cause d'une perte importante pour le vendeur : tel serait le cas où il donnerait à un tableau une attribution inexacte, et présenterait par exemple comme étant de Huet, un paysage émanant du célèbre paysagiste Théodore Rousseau ; tel serait le cas aussi où il donnerait à un tableau une attribution exacte, mais insuffisante et présenterait par exemple simplement comme étant de « l'école flamande du XVII^e siècle, une nature morte qui serait l'œuvre authentique de Frans-Ykens ; il est certain que dans des cas du genre de ceux que nous venons d'énumérer, aucun enchérisseur ne se décidera à donner un prix aussi important que celui qui aurait pu être facilement atteint, si l'expert ne s'était pas trompé. Le vendeur subira donc un dommage, puisqu'il ne recevra de son objet, qu'une somme inférieure à celle qu'il aurait dû recevoir, si l'expert avait rempli convenablement sa mission. N'est-il pas normal que l'expert soit tenu de réparer ce préjudice, lorsqu'il a commis une faute professionnelle ? Personne, en effet, ne l'a forcé à accepter le rôle qu'on lui a proposé ; s'il se sentait incapable de mener à bien la vente, s'il pensait que ce rôle était au-dessus de ses moyens, il aurait dû le refuser.

Le principe de la responsabilité de l'expert vis-à-vis du vendeur a été posé par le tribunal civil de Versailles (9), lors de la célèbre affaire du Rembrandt du Pecq qui nous est déjà connue. L'expert chargé de la vente du fameux tableau, s'était servi, pour le désigner dans la publicité, du titre « Jésus et les disciples d'Emmaüs, d'Arnold Guelder » ; puis lors de la vente, il l'avait présenté d'une manière plus vague, comme

(9) 22 mai 1890, *Le Droit* 24 mai 1890.

étant « de l'école de Rembrandt ». Celui pour le compte de qui le tableau avait été vendu aux enchères publiques, introduisit une demande en nullité de la vente contre l'acquéreur et une demande en dommages-intérêts contre le commissaire-priseur et l'expert, sous prétexte que le tableau était de Rembrandt lui-même. Nous savons que le tribunal a estimé que le vendeur, qui n'ignorait pas que certaines personnes avaient attribué le tableau à Rembrandt, l'avait mis en vente en pleine connaissance de cause, et a refusé d'annuler la vente. Il nous reste à rechercher comment il a statué sur les demandes en dommages-intérêts. Toute cette nouvelle partie du jugement a été fortement influencée par les très intéressantes conclusions qu'avait présentées le substitut du procureur de la République; nous allons d'abord procéder à l'examen de ces conclusions. En ce qui concerne le commissaire-priseur chargé de la vente du tableau le substitut avait remarqué qu'aucune faute ne pouvait être relevée; le commissaire-priseur ne s'était pas jugé suffisamment compétent pour apprécier à lui seul la valeur du tableau, il avait alors recouru à un expert, pouvait-on le lui reprocher? Non, c'était bien ainsi qu'il devait agir; il n'aurait pu être blâmé que s'il avait choisi un expert là où personne n'aurait eu l'idée d'aller le chercher, s'il avait fait un choix étrange, déraisonnable; mais l'expert choisi faisait depuis de longues années profession d'expert en matière de peintures. Le commissaire-priseur devait donc être mis hors de cause ; sa responsabilité ne pouvait être engagée, même s'il était reconnu que l'expert avait commis une erreur grossière. Le tribunal, adoptant pleinement ces conclusions, a considéré qu'aucune faute ne pouvait être imputée au commissaire-priseur,

et il a repoussé l'action en dommages-intérêts formée contre lui.

Relativement à l'expert, le substitut avait observé qu'il devait être retenu s'il s'était rendu coupable d'une faute, et si cette faute avait causé un dommage au vendeur. Pour lui, il était indiscutable que l'expert en désignant le tableau comme il l'avait fait, avait commis une faute; cette faute, en l'espèce, ne consistait pas dans l'erreur sur le nom du peintre; en effet, l'erreur sur ce nom n'est une faute pour l'expert, que si elle résulte d'une légèreté; or, en l'espèce, il était permis d'hésiter sur l'auteur à attribuer au tableau; l'expert pouvait donc ne pas savoir le nom de l'auteur du tableau; mais, par contre, il était certaines choses qu'il ne pouvait ignorer: il ne pouvait ignorer que la toile était dans le style, dans la manière de Rembrandt, que c'était une œuvre remarquable. De plus, le tableau était signé: Rembrandt; l'expert, en ne signalant pas cette signature qui ne pouvait lui échapper, avait éloigné les amateurs que le nom de Rembrandt aurait attirés. L'indication du sujet, d'autre part, constituait une erreur stupéfiante de la part d'un expert: il avait en effet vu Jésus dans un vieillard à barbe blanche, et ses disciples dans de jeunes hommes ayant des ailes. Le substitut concluait que, par suite de la manière dont il avait été présenté au public, le tableau avait passé, aux yeux des acheteurs, pour une copie exécutée par un élève de Rembrandt, resté obscur et ignoré; l'expert avait donc commis « une faute énorme, colossale qui avait éloigné les amateurs ». Cette faute avait-elle été la source d'un préjudice pour le vendeur ? Sur ce point, le substitut concluait à une expertise destinée à établir si le tableau portant le nom historique de Rembrandt

du Pecq, était un vrai Rembrandt; le préjudice subi par le vendeur aurait, en effet, été considérable, si le tableau avait été réellement l'œuvre de Rembrandt ; il ne s'était vendu que 3.700 francs, alors que les deux derniers Rembrandt qui avaient été mis en vente à l'époque, avaient atteint 1.400.000 francs; le préjudice, au contraire, était nul si le tableau n'était qu'une œuvre inférieure.

Au vu de ces conclusions, le tribunal a rendu la décision suivante : il a considéré que l'expert avait accepté la mission d'organiser la vente du tableau, après avoir été mis au courant des circonstances délicates dans lesquelles il acceptait de jouer le rôle d'expert, qu'il s'était donc reconnu pleinement capable de remplir cette mission ,et qu'il devait donc être rendu responsable de la façon dont il l'avait remplie. Mais il a estimé qu'une distinction soigneuse s'imposait entre les deux ordres de fautes professionnelles que le vendeur imputait à l'expert. Le vendeur reprochait, tout d'abord, à l'expert, de n'avoir pas reconnu que le tableau émanait réellement de Rembrandt; le tribunal a décidé qu'on ne pouvait, sur ce point, dire que l'expert avait commis une faute: le tableau litigieux, en effet, n'était pas au nombre des œuvres certaines de Rembrandt, l'attribution qui, dans la famille de son propriétaire, en était faite à ce maître, ne reposait pas sur des données sérieuses; de plus, des critiques d'art, des plus autorisés, avaient formulé au sujet de ce tableau des opinions opposées; or, même si l'on veut se montrer très sévère à l'égard d'un expert en objets d'art, on ne peut pas regarder, comme constituant une faute de sa part, le fait de n'avoir pas reconnu comme de Rembrandt, un tableau dont l'authenticité fera toujours l'objet de contestations.

Le vendeur, en second lieu, faisait grief à l'expert d'avoir commis, en organisant la vente, des négligences, des omissions et des inexactitudes qui lui avaient causé un dommage. A ce point de vue, le tribunal a jugé que l'expert avait bien commis des fautes professionnelles, tout d'abord en n'informant pas le public que le tableau portait la signature de Rembrandt, ensuite en ne disant pas que ce tableau avait été attribué à cet artiste, en l'attribuant, au contraire, formellement à Arnold Guelder, ou vaguement à l'Ecole de Rembrandt, enfin en lui donnant le titre faux de « Jésus et les disciples d'Emmaüs ». Les juges, de plus, ont remarqué que l'assentiment, donné par le vendeur, aux appréciations de l'expert, ne pouvait exonérer cet expert de la responsabilité pécuniaire des lourdes fautes professionnelles, dont il s'était rendu coupable; le vendeur, en effet, n'avait, ni connaissances, ni expérience en matière artistique, il n'avait donc pu que s'incliner devant l'opinion émise par l'expert. Enfin, comme il fallait, pour que le vendeur eût droit à des dommages-intérêts, que la faute commise par l'expert lui eût causé un préjudice, le tribunal a désigné des experts, qu'il a chargé de fixer la valeur vénale réelle de la toile dans les circonstances de fait où elle aurait dû être présentée aux acquéreurs éventuels.

Nous avons insisté longuement sur ce jugement du tribunal civil de Versailles, car il nous a paru mettre bien en relief la variété des questions que peut soulever l'introduction, contre un expert, d'une demande en dommages-intérêts.

Un jugement, beaucoup plus récent, a encore affirmé, toujours pour le cas où c'est le vendeur qui réclame des dommages-intérêts, la nécessité d'une

faute à la charge de l'expert (10). Un sieur Sortais avait vendu à un sieur de Curel, deux portraits qu'il avait dit être des Vigée-Lebrun; quelques années après, appelé à préparer comme expert la vente de la collection de Curel, il avait annoncé les portraits, sans nom de peintre, simplement comme de « l'école du XVIII^e siècle ». Il fut alors actionné en justice par les héritiers du sieur de Curel, qui soutenaient que le faible prix, atteint par les portraits, lors de la vente aux enchères, résultait de la dénomination insuffisante, donnée par l'expert. Le tribunal a jugé que les conjoints de Curel ne pouvaient rien reprocher à Sortais, en tant qu'expert; lors de la vente faite par lui à de Curel, il avait pu commettre une erreur en disant que les tableaux avaient été peints par Mme Vigée-Lebrun; mais, puisqu'en préparant comme expert la mise aux enchères de la collection de Curel, il avait reconnu qu'il s'était trompé, il avait le devoir de ne pas maintenir une attribution jugée par lui inexacte. Il était de plus sans importance que Sortais n'ait pas porté, au préalable, à la connaissance des vendeurs, cette modification dans l'attribution; les vendeurs, en effet, avaient eu longtemps en leur possession le catalogue dressé par l'expert, et ils n'avaient pas protesté. Le tribunal a conclu, de tout cela, qu'on ne pouvait relever à la charge de l'expert aucune faute susceptible en elle-même de justifier l'allocation d'une indemnité (11).

Ainsi, en résumé, un expert ne peut être condamné à

(10) Trib. civ. Seine 12 février 1920, *Gaz. Trib.* 1920, 2. 216.

(11) Mais le tribunal a reconnu, qu'en l'espèce, les conjoints de Curel étaient fondés à se plaindre de ce que Sortais avait vendu à leur auteur, comme étant de M^{me} Vigée-Lebrun, deux portraits dont l'attribution à ce peintre n'avait pu être maintenue, et qu'ils pouvaient obtenir la nullité de cette vente.

verser des dommages-intérêts, soit à l'acheteur, soit au vendeur, que s'il a réellement commis une faute, faute qui est laissée à l'appréciation du tribunal. Ensuite, le vendeur comme l'acheteur, ne peuvent recevoir d'indemnité de l'expert, que si la faute commise, par cet expert, leur a causé un préjudice; or ce préjudice est, d'après ce que nous en avons dit, de même nature que celui dont le commissaire-priseur peut être la cause, lorsqu'il se trompe dans la désignation des objets; les hypothèses dans lesquelles il peut se rencontrer, sont donc les mêmes, ce qui nous amène à conclure que la mise en jeu de la responsabilité des expert, comme celle des commissaires-priseurs, ne peut pas être bien fréquente.

Observations générales sur la jurisprudence.

A la fin de cette étude de la protection accordée, par les tribunaux civils, aux parties dans les ventes d'antiquités et d'objets d'art, il nous paraît intéressant de présenter deux séries d'observations : des observations pratiques concernant les acheteurs et les vendeurs, des observations théoriques s'adressant plus spécialement aux juristes.

Les remarques pratiques, que nous jugeons utile de faire, concernent les ventes à l'amiable, et ont pour but de mettre en relief l'intérêt qu'il y a, tant pour le vendeur que pour l'acheteur d'antiquités et d'objets d'art, à rédiger un écrit, et à le rédiger convenablement.

Comme nous avons eu l'occasion de le voir (12), l'acheteur à qui l'on a consenti une vente purement verbale, peut se trouver dans une situation fort délicate, s'il veut rentrer en possession du prix qu'il a versé, contre restitution de l'objet inauthentique qui lui a été remis ; il est mis dans l'obligation de rapporter plusieurs preuves de nature différente : il faut qu'il démontre que l'objet qu'il présente, lui a bien été réellement cédé par le défendeur ; il faut qu'il prouve que l'objet n'est pas authentique, et que l'authenticité a constitué la qualité qui l'a déterminé à contracter ; enfin il peut être dans la nécessité d'écarter toute présomption de non garantie.

Si la vente, au contraire, a donné lieu à la rédaction d'un écrit, reçu ou facture, les difficultés auxquelles l'acheteur peut se trouver en butte se trouvent bien

(12) V. Agen 30 avril 1884, D. 1887. 1. 105, S. 1887. 1. 153, *Pand. fr. pér.* 1888. 1. 269 ; cité p. 372 de cet ouvrage.

diminuées; il n'a plus à prouver que la vente lui a été bien réellement consentie, il n'a plus à faire appel à l'aveu du vendeur, et il n'est plus exposé, par suite, à voir le vendeur déclarer à la fois qu'il a bien vendu les objets, mais qu'il a stipulé expressément sa non-garantie. Un premier effet de l'écrit, pour l'acheteur, est donc de le mettre à l'abri des conséquences de la règle de l'indivisibilité de l'aveu.

Ce premier effet est le seul qui est produit par l'écrit qui se contente de constater la vente d'un objet, sans faire allusion à son ancienneté, à son origine ou au nom de son auteur. Quand un écrit est rédigé ainsi en termes qui ne prouvent rien quant à l'importance qu'a pu avoir l'authenticité dans le contrat, on rentre, pour l'appréciation de cette importance, dans la pure question de fait; l'acheteur, comme au cas où il n'y a aucun écrit, ne peut faire appel pour prouver l'erreur qu'il a commise, et pour prouver combien il tenait à l'authenticité, qu'aux circonstances qui ont entouré la vente; il pourra parvenir à faire cette preuve, cela se produit souvent, nous l'avons vu, mais il pourra aussi être dans l'impossibilité de le faire.

Au contraire, si dans l'écrit qui a été dressé, on a désigné, à l'aide de termes convenables, explicites, ayant une signification précise, la qualité que devait présenter l'objet, cet écrit est, pour l'acheteur, une source d'avantages immenses.

Tout d'abord, la possession par un acheteur d'un reçu ou d'une facture contenant une clause expresse de garantie a une portée incalculable; l'acheteur amateur est sûr d'obtenir le remboursement du prix qu'il a versé, ou de ne pas être condamné à le verser s'il ne l'a pas encore fait, et cela même si l'authenticité est seulement incertaine; l'acheteur antiquaire, dans le

même cas, a beaucoup de chances d'aboutir à des résultats identiques, alors que, lorsque la garantie n'a pas été stipulée, les tribunaux lui accordent rarement leur protection. Les acheteurs ne doivent donc pas négliger d'essayer d'obtenir une clause expresse de garantie.

Pour un acquéreur amateur, il peut être avantageux aussi d'avoir en mains un écrit même lorsqu'il ne contient pas de stipulation expresse de garantie; l'acheteur d'un meuble ancien qui aura eu la précaution de faire mentionner, dans sa facture ou dans son reçu, que le meuble est, par exemple « d'époque Louis XV », ne pourra que s'en louer, s'il découvre, un jour, que son meuble ne date pas de cette époque; il en est de même pour l'amateur de tableaux qui fait spécifier, par écrit, que le tableau qu'il acquiert est l'œuvre « de tel ou tel maître ».

Les acheteurs d'objets anciens doivent, pour plus de sûreté, avons-nous dit, repousser l'emploi de la mention « ancien », et aussi celui de la dénomination par règne, et leur préférer le terme « époque ». Mais même si un acquéreur a l'imprudence de laisser inscrire dans sa facture des expressions équivoques, comme « ancien », « Louis XV », « Louis XVI », « Empire », etc..., sa situation sera encore plus favorable que celle de l'acheteur qui n'a entre les mains qu'un écrit qui ne fait pas allusion à l'authenticité, ou qui n'a pas du tout d'écrit; la présence dans l'écrit des expressions « ancien », ou « Louis XV, Louis XVI, Empire », constituera une présomption en faveur de la thèse de l'acquéreur, présomption qu'il suffira, à ce dernier, de confirmer par quelques autres présomptions tirées des circonstances concomitantes à la vente.

Il est donc de toute importance pour l'acheteur d'ac-

corder une grande attention à la rédaction de l'écrit que doit lui remettre le vendeur. Suivant la rédaction de l'écrit, ou du reçu, qu'il saura se faire remettre, il se réservera de plus ou moins grandes possibilités de succès, pour un recours éventuel contre son vendeur.

En tous les cas, que l'acheteur ait entre les mains un écrit suffisamment explicite, ou qu'il n'ait qu'un écrit trop laconique, ou qu'il n'ait pas du tout d'écrit, il doit toujours procéder de la même manière, lorsqu'il veut obliger son vendeur, à reprendre son objet, parce qu'il s'est rendu compte que cet objet n'était pas authentique. Si le marché a eu lieu au comptant, comme cela se produit très souvent, l'acheteur doit d'abord essayer d'arriver à une résolution du contrat par voie amiable; si le vendeur s'y refuse, l'acheteur doit alors intenter une procédure civile, mais non sans s'être assuré qu'il est dans les délais légaux, et qu'il pourra invoquer contre son adversaire des preuves convaincantes.

Si la vente a été faite à crédit, l'acheteur qui découvre l'inauthenticité de l'objet qu'on lui a vendu, peut alors ne pas verser le prix, et essayer de s'arranger à l'amiable avec le vendeur, ou encore lui faire signifier, par exploit d'huissier, à avoir à reprendre son objet. Si le vendeur ne consent pas à reprendre son objet, c'est alors lui qui devra actionner l'acquéreur, devant le tribunal civil, pour refus de paiement; l'acquéreur répondra par une demande reconventionnelle en nullité de la vente.

Si la rédaction d'un écrit en règle, lors d'une vente d'objets d'art, est la source d'avantages importants pour l'acheteur, elle ne l'est pas moins pour le vendeur. Ce dernier a tout d'abord un intérêt incontestable à ce qu'il soit dressé un écrit; en effet, lorsqu'un

acheteur ne veut pas payer le prix, sous prétexte que l'objet n'est pas authentique, le vendeur qui l'assigne en paiement, est obligé, s'il n'y a pas d'écrit, de prouver qu'il a bien vendu les objets; or, pour faire cette preuve, il peut être obligé de recourir à l'aveu du défendeur, et il est dès lors exposé à subir les conséquences du principe de l'indivisibilité de l'aveu; en effet, si le défendeur reconnaît bien avoir acheté, mais déclare en même temps que le vendeur lui a formellement garanti l'authenticité, le vendeur sera forcément débouté de sa demande en paiement (13).

L'établissement d'un écrit a donc grande importance pour le vendeur; la manière dont il est rédigé en a une non moins grande. Nous connaissons la situation avantageuse que crée, pour un vendeur, la possibilité d'exhiber un écrit qui contient la mention « sans aucune garantie ». Le vendeur qui n'est pas certain de l'authenticité de l'objet qu'il vend, a donc nettement intérêt à insérer, dans la facture ou dans le reçu, une clause expresse de « non garantie »; bien entendu, le prix auquel il pourra vendre l'objet sera surement inférieur à celui qu'il aurait pu exiger, s'il n'avait pas fait une telle stipulation, mais il sera sûr d'obtenir, et de toujours garder ce prix, même si l'inauthenticité de l'objet qu'il redoutait, était confirmée. Lorsqu'un vendeur, qui n'est pas absolument convaincu de l'authenticité, et qui ne peut se résoudre à stipuler sa « non garantie », se borne à employer certaines expressions usuelles comme « attribué à..., style... », dans l'espoir d'obtenir un prix un peu plus élevé, il se met dans une situation moins favorable que s'il stipulait expres-

(13) V. Trib. civ. Seine 5 janvier 1911, *Gaz. Trib.* 1911. 1^{er} sem. 2. 237, J. C. P. 1912 p. 101.

sément sa non-garantie; certes, l'emploi de ces expressions peut parfois lui permettre de triompher dans un procès contre un acquéreur qui refuserait de verser le prix, ou qui prétendrait se faire restituer les sommes qu'il a déboursées; mais ce triomphe n'est nullement certain, puisque les tribunaux qui se trouvent en face d'expressions de ce genre n'en font la base d'un jugement maintenant la vente, que si les circonstances prouvent que la signification réelle de ces expressions n'a pu échapper à l'acheteur.

Les procès en matière d'objets d'art ont parfois pour cause, non pas l'inauthenticité totale de l'objet, mais une inauthenticité partielle de cet objet. Pour éviter que leur acheteur puisse triompher dans une réclamation fondée sur un défaut d'authenticité partiel, les vendeurs ont donc intérêt à indiquer, dans leur écrit, lorsqu'ils le savent, que le tableau qu'ils vendent a subi des retouches, que la bordure de la tapisserie qu'ils cèdent est moderne, que le service de Sèvres qu'ils vendent a été surdécoré, etc... Naturellement, les vendeurs, qui n'ont pas révélé que l'objet avait des défauts du genre de ceux que nous venons de citer, peuvent voir les tribunaux juger que ces défauts ne sont pas importants, et maintenir la vente, mais ils peuvent aussi bien voir les tribunaux se prononcer en sens contraire.

Ainsi la rédaction de l'écrit qui accompagne les ventes d'objets d'art, doit donc être l'objet de soins tout particuliers de la part du vendeur et de l'acheteur, puisque cet écrit, s'il est équivoque et incomplet peut autoriser toutes les tergiversations, et s'il est suffisamment explicite peut rendre légitime toutes les revendications. Le vendeur de son côté, l'acheteur du sien, ne peuvent, dans un procès, que se féliciter

d'avoir veillé à ce qu'une correspondance exacte fût établie entre l'écrit et l'objet vendu.

Ces quelques remarques pratiques étant faites, nous devons maintenant présenter quelques observations théoriques, que nous destinons à faire ressortir le rapprochement très net que certains tribunaux opèrent, en matière de ventes d'objets d'art, entre la théorie de l'erreur et celle de la garantie des vices. A plusieurs reprises, il nous a été donné de constater un rapprochement ostensible entre ces deux théories: ainsi, nous avons rencontré des décisions qui, pour justifier la suppression de la vente, faisaient appel simultanément, à l'article 1110 et aux articles 1641 et suivants; nous avons pu commenter des jugements combinant les effets de l'action en nullité pour erreur, et de la garantie des vices, de telle façon qu'elles prononçaient la nullité de la vente en vertu de l'article 1110, et condamnaient le vendeur à des dommages-intérêts en application de l'article 1645; enfin nous savons qu'il a été rendu des décisions rejetant pour les mêmes motifs, l'application à la fois de la théorie de l'erreur et de la garantie des vices. Nous avons d'ailleurs critiqué cette jurisprudence qui, assimilant la théorie de la garantie des vices à celle de l'erreur, fait appel indifféremment à l'une ou à l'autre; nous avons dit, en effet, qu'au cas d'inauthenticité d'un objet d'art, le bref délai exigé pour l'action en résolution pour vice caché, ne se justifie en aucune façon. Mais si l'on a rapproché ainsi la théorie de la garantie des vices de la théorie de l'erreur, ce rapprochement ostensible, œuvre de quelques décisions, en définitive assez exceptionnelles, n'est pas le seul qui ait été opéré entre ces deux théories. En réalité, parmi les multiples décisions, dont la terminologie semble se référer unique-

ment à la mise en jeu de l'article 1110, beaucoup ont fortement subi, au fond, l'influence de la théorie des vices.

Pourquoi certains tribunaux accordent-ils ainsi une certaine importance à la garantie des vices, alors qu'ils veulent appliquer l'erreur sur la substance?

En quoi consiste le rapprochement, que font ces tribunaux, de la théorie de l'erreur à la garantie des vices?

Telles sont les deux questions qui se posent.

Les décisions basées sur l'article 1110, mais dans lesquelles on sent très nettement que l'idée de garantie est sous-jacente, sont inspirées, nous semble-t-il, soit par des considérations d'équité, soit par le désir de tenir compte des réalités pratiques. On constate tout d'abord la présence de considérations d'équité: les tribunaux estiment que l'acheteur d'objets d'art, qui commet une erreur, ne doit obtenir la nullité du contrat qu'il a passé, que si son sort est suffisamment intéressant pour qu'on lui sacrifie le principe que la convention fait la loi des parties; or il existe des cas où, si l'on se contentait d'exiger de l'acheteur les conditions qui sont imposées par l'article 1110, on risquerait d'aboutir à une décision d'annulation qui serait contraire à l'équité. Devant la nécessité de se montrer plus sévères, les tribunaux tiennent compte, pour l'application de la théorie de l'erreur, de certains éléments qu'ils empruntent à la garantie des vices; leur souci d'équité les conduit ainsi à donner, aux conditions de preuve de l'erreur, une ampleur, et une rigueur que le texte de l'article 1110 ne semble pas impliquer.

Une autre considération, qui semble guider la jurisprudence, lorsque, dans l'application de l'article 1110, elle se laisse influencer par la théorie des vices, est la

nécessité de répondre à certaines exigences pratiques. La jurisprudence n'a pas été sans être frappée par les différences qui existent entre les diverses variétés de ventes d'objets d'art et d'antiquités : vente entre deux antiquaires, vente entre un antiquaire et un particulier, vente entre deux particuliers; elle a pensé que l'on ne pouvait pas traiter de la même manière ces diverses sortes de ventes. Lorsque la vente a lieu entre deux particuliers, aucune des deux parties n'a de connaissances techniques suffisantes pour reconnaître l'authenticité; l'acheteur ne possède rien qui lui permette de contrôler ce que lui dit son vendeur; il est donc juste qu'on le protège au cas d'inauthenticité ; mais, d'autre part, il ne faut pas oublier que le vendeur ne sait, le plus souvent, rien par lui-même; ce qu'il dit, au sujet de l'authenticité, à l'acheteur, il le tient, soit d'un précédent vendeur, soit d'un expert; de cela, il résulte que l'on ne doit pas annuler trop facilement la vente, que l'on doit exiger que certaines conditions soient remplies.

Mais, si le vendeur est antiquaire et que l'acheteur soit un particulier, ne doit-on pas tenir compte de cette circonstance pour protéger plus facilement l'acheteur ? En effet, une certaine autorité s'attache, aux yeux de l'acheteur, au titre d'antiquaire.

Si l'acheteur est antiquaire, ne doit-on pas tenir compte de ses connaissances, de la facilité plus grande qu'il avait d'éviter l'erreur ? Serait-il juste que le particulier qui a vendu un objet d'art à un antiquaire, soit exposé à voir tomber cette vente, simplement parce que l'antiquaire a manqué d'attention ?

Ainsi, le fait que l'acquéreur a, ou n'a pas de connaissances en matière artistique, et qu'il se trouve en face d'un vendeur qui possède ou ne possède pas de

telles connaissances, est générateur de nombreuses difficultés, entraîne la nécessité de distinctions.

L'institution qui aurait pu sembler la mieux répondre à ces exigences, était la garantie des vices, car cette théorie, nous le savons, prend très fortement en considération le fait que les parties ont, ou n'ont pas de connaissances techniques. On aurait pu penser à l'appliquer, puisque certains tribunaux ont bien admis que l'inauthenticité d'un objet d'art peut constituer un vice caché; mais nous savons que cette théorie a un grave défaut : la brièveté du délai. D'autre part, la théorie de l'erreur sur la substance, telle qu'elle a été prévue par le Code, ne suffisait pas à répondre aux questions soulevées par la pratique; cette théorie, en elle-même, ne se préoccupe pas, en effet, de savoir si l'erreur était facile ou non à écarter, elle ne tient donc pas compte des connaissances techniques des parties. Devant cette situation, certains tribunaux ont emprunté certaines règles à la théorie des vices, et ils les ont adjointes à la théorie de l'erreur, afin de l'adapter aux nécessités pratiques.

Quelles sont, parmi les solutions que nous avons vues être adoptées par les différents jugements et arrêts que nous avons commentés, celles que l'on peut considérer comme une conséquence de cette tendance de certains tribunaux ? Pour les découvrir, il faut examiner séparément chacune des variétés de ventes d'objets d'art qui peuvent se rencontrer.

Tout d'abord, une vente a lieu entre deux amateurs; si un différend naît entre eux, à la suite de la découverte de l'inauthenticité de l'objet vendu, et si l'acheteur demande la nullité en vertu de l'article 1110, c'est à la théorie de l'erreur dans toute sa pureté que les tribunaux font appel pour régler les rapports des deux

contractants; le vendeur amateur n'est pas considéré comme étant tenu en principe à garantir l'authenticité; il ne l'est que s'il a fait, à ce sujet, une convention formelle; quant à l'acheteur amateur, il ne peut obtenir la nullité de la vente à l'encontre de ce vendeur amateur, que s'il prouve qu'il a commis une erreur sur l'authenticité, et que si cette erreur a été déterminante. C'est bien là les principes véritables de la théorie de l'erreur. Cependant, même dans la façon de régler les rapports entre les deux contractants amateurs, l'influence de la théorie des vices rédhibitoires apparaît. Alors que, légalement, l'erreur unilatérale peut suffire, si elle est prouvée, à justifier l'annulation d'un contrat, la jurisprudence, en matière de ventes d'objets d'art, exige, comme pour la garantie des vices, que le vendeur ait su ou dû savoir que l'acheteur attachait une importance primordiale à l'authenticité.

Mais c'est surtout dans les procès occasionnés par des ventes où les deux parties, ou l'une d'elles, ont des connaissances professionnelles, que le rapprochement entre la théorie de l'erreur et la théorie de la garantie des vices se manifeste le plus nettement. Pour bien le comprendre, il ne faut pas perdre de vue l'idée que l'action rédhibitoire a été instituée pour la protection de l'acheteur qui est censé connaître la marchandise moins bien que le vendeur, et qu'en conséquence, elle ne peut être accordée à l'acheteur qui connaît la marchandise aussi bien, ou même mieux que le vendeur.

Dans les ventes d'antiquaire à amateur, l'acheteur n'est pas à même, comme le vendeur, d'apprécier l'objet vendu; de plus, il est très raisonnable de présumer que l'amateur qui achète, chez un antiquaire,

un objet qui a les apparences de l'ancien, croit formellement acheter un objet ancien; cet acheteur mérite donc, à un double titre, une protection spéciale, protection qui doit consister en des facilités pour obtenir l'annulation, au cas d'inauthenticité. Ces facilités, certains tribunaux les lui ont accordées, en simplifiant la preuve qu'il a à fournir, et pour cela, ils l'ont mis dans la situation où il se serait trouvé, si l'inauthenticité étant considérée comme un vice caché, il avait invoqué l'action en résolution pour vice caché. Si l'acheteur avait invoqué cette dernière action, on lui aurait donné gain de cause, parce qu'on aurait considéré que le vendeur, qui connaissait mieux la chose que lui, lui devait la garantie de l'authenticité dont, par suite de son manque de connaissances techniques, il n'avait pu constater l'absence.

Certains tribunaux (14), pour mettre l'acheteur dans cette situation, ont décidé que l'antiquaire de profession est tenu, comme tel, à vendre des antiquités par une garantie tacite; par suite de cette obligation de garantie mise à la charge de l'antiquaire, l'acquéreur amateur d'un objet ayant l'aspect de l'ancien, ne peut se voir refuser la nullité en cas d'inauthenticité, même s'il n'a pas obtenu de garantie expresse; cependant, l'antiquaire a le droit de stipuler qu'il n'entend pas garantir les objets qu'il vend, mais il doit faire une stipulation formelle (15).

(14) V. Rouen 15 juillet 1911, D. P. 1912. 2. 367, S. 1912. 2. 252; Rennes 17 juin 1929, *Gaz. Pal.* 1929. 2. 397.

(15) V. Rouen 15 juillet 1911, précité. Si on avait appliqué jusqu'au bout la théorie des vices, l'antiquaire, puisqu'il fait profession de vendre des antiquités, aurait été réputé de mauvaise foi lorsqu'il aurait vendu des objets qui n'auraient pas été anciens. Mais on n'a pas admis cette solution qui aurait été trop rigoureuse, en raison des difficultés qu'il y a parfois à reconnaître l'authenticité ou l'inauthenticité. C'est

Dans les ventes de particulier à antiquaire, on sent aussi que les solutions adoptées par certaines décisions, sont fortement imprégnées par l'idée de garantie. Si un acheteur professionnel intentait une action en résolution contre son vendeur, l'inauthenticité étant supposée pouvoir constituer un vice caché, que se passerait-il ? Pour deux raisons, cet acheteur ne pourrait pas attendre de protection de la garantie des vices : d'abord, il ne pourrait pas soutenir que l'inauthenticité a constitué pour lui un vice caché, puisque ses capacités spéciales auraient dû lui permettre de la découvrir (16) ; ensuite, dans ce cas, la garantie des vices ne pourrait pas s'appliquer, car elle serait privée de sa raison d'être, l'acheteur étant, de par sa profession, mieux à même que le vendeur, simple particulier, de constater l'existence ou l'absence de qualités de l'objet ; il serait paradoxal d'admettre qu'une personne qui n'a aucune expérience des antiquités est tenue de garantir à son acheteur, professionnel expérimenté, l'authenticité de l'objet ; seul l'acheteur qui, doutant de sa compétence, aurait exigé une garantie formelle de l'authenticité, pourrait obtenir la résolution.

Certains tribunaux ont jugé que ces obstacles que l'acheteur technicien rencontrerait s'il intentait une action en résolution contre son vendeur, simple particulier, il fallait qu'il les rencontrât lorsqu'il intenterait une action en nullité pour erreur. Or, par elle-même, la théorie de l'erreur n'aurait pas été, pour lui, la source de tels obstacles ; certaines décisions, qui ont

pourquoi un antiquaire peut stipuler sa non-garantie ; c'est pourquoi aussi un antiquaire qui voit prononcer contre lui la nullité d'une vente qu'il a consentie, ne peut pas forcément être condamné à verser des dommages-intérêts.

* (16) V. Cass. Req. 26 décembre 1922, S. 1923. 1. 338.

appliqué pleinement, en cette matière, la théorie de l'erreur, le prouvent ; elles ont accordé la nullité à l'antiquaire dans des cas où certaines circonstances, comme l'aspect de l'objet, un prix relativement élevé, se rencontraient, et pouvaient faire présumer que l'acheteur avait commis une erreur ; elles ont accordé cette nullité, sans se demander si l'acheteur, par suite de ses connaissances techniques, n'aurait pas pu découvrir l'erreur (17) ; cela s'explique, puisque la théorie de l'erreur, en elle-même, n'exige pas que l'erreur n'ait pas pu être évitée. Certains tribunaux, les plus nombreux, ont, au contraire, estimé qu'on ne pouvait pas ne pas tenir compte du fait que l'acheteur possédait des connaissances techniques ; ils ont alors décidé, même dans des cas où l'objet avait réellement un aspect ancien, même dans des cas où le prix était relativement élevé, qu'il ne pouvait pas prétendre obtenir la nullité, puisqu'il avait été à même, de par ses connaissances, de voir que l'objet n'était pas authentique ; ils ont admis que l'antiquaire ne pouvait invoquer une erreur sur l'authenticité, que s'il avait exigé une garantie formelle ; ils l'ont donc mis exactement dans la situation où il aurait été, si c'était la théorie des vices qui ostensiblement avait été appliquée ; et c'est ainsi que certains tribunaux, qui avaient été saisis à la fois d'une action en nullité pour erreur et d'une action en résolution pour vice caché, par des antiquaires, ont été amenés à repousser les deux actions pour les mêmes raisons : d'une part, parce que l'acheteur avait des connaissances spéciales qui lui permettaient de découvrir l'inauthenticité, et d'au-

(17) V. dans ce sens : Agen 30 avril 1884, D. 1887. 1. 105, S. 1887. 1. 153 ; Trib. civ. Bordeaux 7 janvier 1890, *Gaz. Pal.* 1890. 2. 19 ; Lyon 18 mars 1931, D. 1933. 2. 25, D. H. 1931 p. 276.

tre part, parce qu'il n'avait pas obtenu de garantie formelle.

Enfin, dans les ventes d'antiquaire à antiquaire, les tribunaux, toujours guidés par l'idée qu'il faut tenir compte des connaissances de l'acheteur, comme le veut la théorie de la garantie, n'admettent pas que l'acheteur antiquaire puisse former une action en nullité pour erreur contre son vendeur antiquaire, à moins qu'il n'y ait eu une stipulation de garantie (18).

La jurisprudence rapproche donc beaucoup la théorie de l'erreur de la théorie des vices rédhibitoires; on ne peut d'ailleurs manquer de reconnaître que ce rapprochement est fort judicieux, puisque, grâce à lui, on a pu, ce que n'aurait pas permis la seule théorie de l'erreur, établir, entre les diverses sortes de ventes d'objets d'art, une discrimination qui s'imposait, et on a pu éviter, comme l'aurait exigé la seule théorie des vices, de limiter le recours de l'acheteur à un bref délai.

(18) Trib. comm. Seine 26 août 1875, *J. trib. comm.* 1876 p. 17; Trib. comm. Lyon 25 juillet 1929, *Gaz. jud. et comm.* Lyon 26 mars 1930.

TROISIÈME PARTIE

Protection des parties sur le terrain pénal.

LIVRE I

L'acheteur d'objet d'art dispose-t-il d'un recours pénal ?

En plus du désir de rentrer dans son argent, l'acheteur d'objets d'art qui a été trompé, éprouve, bien souvent, celui de faire punir son mystificateur. Il voudrait le savoir condamné à une amende ou voir les portes d'une prison se refermer sur lui.

Le législateur a-t-il édicté des textes qui permettent aux tribunaux répressifs d'écouter les doléances de l'acheteur, et de prononcer une peine contre le vendeur d'objets d'art inauthentiques ? Si l'on consulte le Code pénal, on ne trouve qu'une seule loi qui soit directement relative à la matière qui nous intéresse :

c'est la loi des 9-12 février 1895 sur les fraudes en matière artistique. Mais cette loi qui, nous le verrons, n'a qu'un domaine d'application restreint, ne pouvait pas suffire. Aussi les tribunaux, lorsque cela leur semble nécessaire, font appel, par analogie, à des textes généraux. Parfois, ils font application de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes, qui a remplacé l'article 423 du Code pénal; d'autres fois, ils s'appuient sur l'article 408. Mais le texte pénal, qu'ils ont le plus souvent l'occasion d'appliquer, est l'article 405, qui réprime l'escroquerie.

Mais, pour que l'acheteur puisse invoquer l'un ou l'autre de ces textes, il faut que la vente ait été entourée de certaines circonstances indiquées par la loi et dont la preuve lui incombe. Il est donc indispensable de bien préciser les conditions qui doivent être remplies, pour que le vendeur de faux objets d'art puisse être poursuivi, comme s'étant rendu coupable, soit du délit d'escroquerie, soit du délit de tromperie, soit du délit d'usurpation de nom, ou d'abus de confiance. C'est à cela que nous nous attacherons dans les trois titres qui vont suivre, et au cours desquels nous nous demanderons dans quels cas l'acheteur peut attendre une protection de l'article 405, puis de la loi du 1^{er} août 1905, puis enfin des autres textes.

TITRE I^{er}

Cas dans lesquels l'acheteur peut attendre une protection de l'Article 405 du Code pénal.

L'escroquerie est un délit qui accompagne bien souvent les transactions en matière d'objets d'art, car nombreux sont les vendeurs peu scrupuleux qui ne reculent devant aucun moyen, pour décider l'acheteur à prendre leur marchandise. Aussi l'article 405 qui réprime l'escroquerie, est-il, pour les amateurs d'objets d'art, une disposition très précieuse, d'autant plus que la sanction en est fort sévère. Ce texte est ainsi conçu : « Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 francs au moins et de 3.000 francs au plus. Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent code. »

Aux termes de cet article, l'escroquerie exige donc pour exister, la réunion de plusieurs éléments. Il faut : 1° que l'agent ait employé des moyens frauduleux, 2° qu'à l'aide de ces moyens, il se soit fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles, etc..., 3° que par ces moyens, il ait escroqué la totalité ou partie de la fortune d'autrui.

Ces deux derniers éléments ne peuvent donner lieu à aucune remarque spéciale, dans la matière qui nous occupe. Ce que le vendeur d'objets d'art inauthentiques se sera fait remettre, consistera, presque toujours, en sommes d'argent; parfois ce sera des meubles : autres objets d'art, bijoux. Pour qu'il y ait escroquerie consommée, le Code exige expressément, en plus de la remise de valeurs, que l'agent ait escroqué tout ou partie de la fortune d'autrui. Le point de savoir en quoi consiste cette dernière condition, a fait l'objet de vives discussions. On a d'abord soutenu que la loi avait voulu affirmer qu'il ne suffisait pas que le vendeur se soit fait remettre des valeurs, qu'il fallait qu'il ait fait sur elles un acte d'appropriation, et qu'il se soit enrichi. Cette conception restrictive a été peu à peu abandonnée. On admet (1) désormais que l'article 405, lorsqu'il parle d'escroquerie de tout ou partie de la fortune d'autrui, veut simplement insister sur « la nécessité d'un préjudice pour le propriétaire de la chose remise ». Il n'y a escroquerie consommée que si la victime des manœuvres a éprouvé un dommage pécuniaire; il n'y a tentative que si l'agent a voulu, en usant de manœuvres, provoquer ce dommage.

Après ces courtes remarques, passons à l'examen du premier élément de l'escroquerie, qui nous retiendra

(1) GARÇON, *Code pénal annoté*, art. 405, n° 107 et suiv.

beaucoup plus longtemps. Il faut, avons-nous dit, que l'agent ait employé des moyens frauduleux. Ces moyens sont au nombre de deux. C'est, tout d'abord, l'usage de faux noms ou de fausses qualités; mais cela ne nous intéresse que très peu; jamais, dans les espèces que nous avons rencontrées, on n'a invoqué uniquement l'emploi de ce moyen, à l'encontre du vendeur d'objets d'art; il est vrai qu'il est bien difficile de concevoir une fausse qualité, dont l'invocation suffirait à elle seule à déterminer une personne à faire l'acquisition d'une œuvre artistique; ainsi, il a été décidé (2) que le fait, par un vendeur, de prendre la fausse qualité de mandataire d'un prétendu possesseur d'une riche collection, ne peut suffire, à lui seul, à faire reconnaître ce vendeur coupable d'escroquerie.

Le second moyen qui peut constituer un élément de l'escroquerie, est au contraire d'un usage courant : c'est « l'emploi de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique ». De cette formule du législateur, il résulte que trois conditions doivent être remplies pour que l'on se trouve en présence de manœuvres frauduleuses au sens de l'article 405; nous allons les étudier successivement.

(2) Trib. correct. Seine 23 février 1870, *Ann. pr. ind.* 1870 p. 201.

CHAPITRE I^{er}

LE VENDEUR DOIT AVOIR PRATiqué DES MANŒUVRES.

Les cas, dans lesquels la jurisprudence considère que cette première condition est remplie, sont au nombre de deux : c'est, en premier lieu, le cas où le vendeur a usé de manœuvres proprement dites, et c'est, en second lieu, le cas où le vendeur a dit des mensonges qu'il a appuyés de faits extérieurs.

SECTION I^{re}

Manœuvres proprement dites.

Le législateur n'a pas défini les moyens dont l'usage constitue ces manœuvres. Pour savoir quels sont ces moyens, il faut se reporter à la doctrine et à la jurisprudence. Certains auteurs ont tenté de définir d'une manière générale les manœuvres frauduleuses. C'est ainsi que Faustin HÉLIE disait (3) que « l'expression manœuvres frauduleuses suppose une certaine combinaison de faits, une machination préparée avec plus ou moins d'adresse, une ruse ourdie avec plus ou moins d'art ». De son côté, Blanche précisait (4) que,

(3) CHAUVÉAU-ADOLPHE et Faustin HÉLIE, *Théorie du code pénal*, T. V, n° 2203.

(4) *Etudes pratiques sur le code pénal*, 2^e édition, 6^e étude, n° 163.

pour que les moyens employés par l'agent deviennent manœuvres frauduleuses, il fallait « qu'ils prennent un corps, revêtent une forme, deviennent pour ainsi dire visibles ou tangibles ».

L'examen de la jurisprudence montre que, dans la pratique, les manœuvres qui tombent sous le coup de l'article 405, revêtent des formes d'une variété infinie, car les escrocs font preuve, en toute matière, d'une imagination très fertile. En matière d'objets d'art, les faussaires, si habiles à la ruse, n'ont pas un esprit moins inventif, nous le savons, lorsqu'il s'agit d'écouler les produits de leur industrie. Aussi, les espèces sont-elles nombreuses, qui ont donné, aux tribunaux, l'occasion d'appliquer les peines de l'escroquerie.

La première décision que l'on rencontre, émane du tribunal correctionnel de Saint-Omer, et concerne une vente de tableaux. Les nommés R... père et fils s'étaient liés avec un monsieur H..., par des rapports quotidiens, et étaient parvenus à entretenir chez lui la manie des tableaux; par leur assiduité, et par leurs manœuvres, pendant deux ans, ils l'avaient tenu comme séquestré et isolé de sa famille et de ses amis. Ils avaient conquis sur lui un empire tel qu'ils l'amenèrent, en inventant de toutes pièces une fable mensongère, à payer 46.000 francs des tableaux que les experts évaluèrent plus tard à 1.200 francs; ils lui avaient fait croire que les tableaux provenaient de la riche collection du sieur de Saint-Roman, dont le château, situé aux environs d'Aix, avait été pillé en 93, alors qu'ils reconnurent plus tard les avoir peints eux-mêmes ou achetés à vil prix; ils lui avaient aussi affirmé qu'ils étaient chargés, par un envoyé des puissances européennes, d'acheter les chefs-d'œuvre de grands maîtres dont H... était devenu, grâce à eux,

propriétaire. R... fils était même allé, aux frais d'H..., à Paris, où il devait soi-disant rencontrer le duc d'Aremberg et lui vendre un tableau, signé Raphaël, que R... fils reconnut avoir peint lui-même, et qui ne fut estimé que 2 francs. Le tribunal de Saint-Omer a décidé, dans son jugement du 7 avril 1846, que la réunion de tous ces faits constituait les manœuvres frauduleuses prévues par l'article 405, et a prononcé les peines de l'escroquerie. Cette décision fut confirmée en appel par la Cour de Douai, le 5 mai 1846 (5).

Une autre affaire d'escroquerie (6), beaucoup plus connue, car elle tint pendant longtemps en émoi la curiosité publique, est une affaire de faux autographes qui fut jugée par le tribunal correctionnel de la Seine,

(5) D. 1846. 4. 270.

(6) A. RITTER (*De l'erreur dans les contrats*, p. 153), cite un jugement du tribunal correctionnel de la Seine rendu en 1858, concernant une vente d'émaux, qui a aussi fait application de l'article 405, et sur lequel ROCHEFORT, dans « Les petits mystères de l'Hôtel des Ventes », nous donne de nombreux détails. Un certain Pierrat faisait fabriquer des vases, des coupes, des coffres et des aiguières en émail; à peine finis, il les cassait, les raccommodait, les couvrait de crasse et les vendait ensuite comme datant du XV^e siècle. Il avait un agent, Chavet, qui se mit en relations avec Boissel de Montville, expert que le baron de Rothschild chargeait d'acheter les objets qu'il convoitait pour sa célèbre collection. Chavet parla à cet expert de deux frères habitant les environs d'Arles, qui avaient hérité d'un certain nombre d'antiquités précieuses, mais à la condition de ne pas les vendre; ils consentiraient pourtant à s'en défaire à la condition de ne pas être connus de l'acheteur. Chavet lui déclara aussi que, s'il voulait voir et acheter les objets en question, il fallait aller à Arles. De Rothschild envoya son expert, dans cette ville, afin de rapporter la fameuse trouvaille; là Chavet refusa de donner l'adresse des vendeurs, mais il apporta à Boissel de Montville, un coffret, deux salières et une coupe, le tout en émail; tous ces objets furent payés 1.700 francs, mais il s'agissait en réalité d'émaux de fabrication récente que Pierrat avait fait fabriquer et qui, détail piquant, avaient fait le voyage de Paris à Arles dans le même train que l'expert. Le tribunal, reconnaissant aux agissements du prévenu tous les caractères des manœuvres frauduleuses, le condamna à 15 mois de prison et 1.000 francs d'amende.

le 23 février 1870 (7). Comme nous l'avons dit, lorsque nous y avons fait allusion, le prévenu Vrain-Lucas avait vendu en moins de trois ans à M. Chasles, comme étant pour partie des autographes de divers personnages illustres, et pour partie des copies très anciennes d'écrits émanés de ces personnages, une grande quantité de pièces manuscrites qui toutes avaient été fabriquées par lui, et pour l'achat desquelles M. Chasles avait versé plus de 140.000 francs (8). Pour parvenir à ses fins, le prévenu avait fait croire à M. Chasles « que ces pièces avaient appartenu à un collectionneur du XVIII^e siècle, que, transportées en Amérique, elles avaient failli périr dans un naufrage, qu'elles avaient séjourné dans la mer pendant plusieurs jours; que plus tard elles étaient revenues en France aux mains d'un descendant de ce collectionneur, et que leur propriétaire actuel, désirant s'en défaire, l'avait chargé d'en effectuer la vente ». En réalité, c'était Vrain-Lucas lui-même qui fabriquait les autographes, et il le faisait avec une témérité si grande (9), que c'était cette témérité même qui deve-

(7) *Ann. pr. ind.* 1870 p. 201.

(8) Parmi cette collection de faux autographes, se trouvaient une correspondance de Blaise Pascal montrant qu'il avait découvert les lois de la gravitation universelle toujours attribuées à Newton; une lettre d'Alexandre VI à Christophe Colomb; une lettre de Castor (Ant.) à Jésus-Christ; des lettres de Marie-Madeleine à saint Pierre, à Lazare, des centaines et des centaines de lettres de tous nos grands rois. V. BORDIER Henri et MABILLE Emile, « Une fabrique de faux autographes » où l'on trouvera l'inventaire des diverses parties de la collection vendue à M. Chasles, et quelques échantillons de ces faux autographes.

(9) Vrain-Lucas se servait de papier ancien, mais ce papier était découpé dans de grandes feuilles dont les morceaux s'emboîtaient exactement. Le plus prodigieux, dans cette affaire, fut le graphisme. Vrain-Lucas ne s'est jamais donné la peine d'essayer d'imiter les originaux. Il s'était borné à faire lui-même un certain nombre d'écritures, dont il se servait, tour à tour, selon le temps où vivaient les personnages qui étaient censés avoir écrit les lettres qu'il fabriquait.

nait son moyen de défense, car on en arrivait à se demander si un acheteur ordinaire aurait pu se laisser induire en erreur aussi longtemps, et verser de telles sommes pour une collection d'autographes provenant de personnages célèbres, alors que seule leur présence en si grand nombre entre les mains d'un seul homme aurait déjà dû éveiller la suspicion de l'acheteur, car il s'agissait de pièces qui auraient dû être rares. Une fois l'autographe écrit, tous les moyens étaient bons à Vrain-Lucas pour donner à la pièce un air de vétusté; en particulier, il faisait en sorte que certaines pièces paraissent très altérées, à cause du naufrage. De plus, lorsqu'à l'Académie des Sciences à laquelle M. Chasles avait communiqué certains de ses achats, l'authenticité des pièces faisait l'objet de vives discussions, et était contestée, Vrain-Lucas fournissait immédiatement, comme pièces justificatives, des documents qu'il fabriquait *ad hoc*; et son acheteur, trompé par l'aspect antique de ces documents, s'enfonçait de plus en plus dans son erreur, et défendait avec ardeur la sincérité des pièces qu'il avait achetées, et continuait d'en acheter de nouvelles. Enfin, il arriva à reconnaître qu'il avait été le jouet d'un filou qui l'avait odieusement trompé, et il déposa une plainte contre Vrain-Lucas qui, en plus des autographes, lui avait encore vendu, pour des prix exorbitants, des livres sans aucune valeur, mais qu'il avait dénaturés par de faux ex-libris, et des annotations mensongères.

Tout d'abord, à l'occasion des ventes de faux autographes, le tribunal a relevé, à la charge de Vrain-Lucas, deux groupes de manœuvres frauduleuses, pratiquées directement contre M. Chasles, pour rendre vraisemblable la fable d'une prétendue collection,

d'un voyage en mer, d'un naufrage, qu'il avait inventée de toutes pièces, et pour capter sa confiance, et le tromper plus sûrement. Le tribunal a considéré en premier lieu que constituaient des manœuvres les procédés de fabrication des pièces fausses : choix d'un papier ancien, imitation d'écritures de vieilles dates, précaution de tremper le papier dans l'eau, de le roussir au feu, de le noircir à la fumée d'une lampe, altération de l'encre à l'aide de certaines substances afin de lui donner une apparence ancienne. Deux de ces manœuvres, en particulier, le soin d'immerger le papier plus ou moins longtemps dans l'eau, et la sophistication de l'encre, avaient pour but, et eurent pour résultat d'augmenter la confiance de M. Chasles dans l'authenticité des documents, que Vrain-Lucas lui vendait, car elles déjouaient les procédés de vérification et de contrôle que possédait la science (10).

Le tribunal, en second lieu, a considéré qu'il y avait manœuvres frauduleuses dans le fait de présenter à l'acheteur, chaque lot de pièces, « dans des chemises telles que les collectionneurs ont l'habitude d'en employer, et portant les annotations qu'ils ont coutume d'y inscrire ». Cette manœuvre avait pour but de con-

(10) Le fait que les écrits avaient été trempés dans l'eau, amena, en effet, ceux qui les examinèrent à conclure à la réalité du naufrage; ces derniers ayant employé un liquide pouvant faire revivre certaines écritures, l'emploi de ce liquide fit apparaître, sur toute la surface du papier, une teinte noirâtre; de là, on induisit que les écrits avaient bien séjourné dans la mer, puisque le fer de l'encre s'était répandu sur toute la feuille de papier.

Quant à la sophistication de l'encre, elle eut pour effet de fausser les résultats d'une expertise faite sur certaines pièces, à l'Académie des Sciences, pour s'assurer de l'ancienneté de l'encre. On employa un procédé réputé alors infaillible, et la réponse fut que les pièces présentées par M. Chasles avaient été écrites à une époque ancienne, alors qu'en réalité elles venaient d'être fabriquées par le prévenu.

firmer les affirmations mensongères de Lucas, et d'arriver à bien persuader M. Chasles qu'au moyen de ses achats successifs, il serait bientôt possesseur de la riche collection d'un personnage du XVIII^e siècle.

Pour les ventes de livres, le jugement a décidé qu'elles tombaient aussi sous le coup de l'article 405, car elles avaient été provoquées par deux séries de manœuvres : tout d'abord le fait par Vrain-Lucas d'avoir apposé, sur les livres, de fausses signatures de personnages illustres, auxquels ces livres étaient censés avoir appartenu, et ensuite le fait d'avoir écrit, sur les gardes de chaque volume, des notes dans lesquelles le prétendu collectionneur du XVIII^e siècle relatait dans quelles circonstances il avait pu se procurer ce livre si rare, quelle somme il avait dû déboursier pour l'obtenir, et enfin quelles offres considérables on lui avait faites, depuis qu'il en était devenu l'heureux propriétaire, pour le décider à s'en défaire, offres qu'il avait toujours repoussées. Vrain-Lucas fut puni de tous ces méfaits par une condamnation à deux ans d'emprisonnement et 500 francs d'amende.

Une autre importante affaire d'escroquerie est celle où la Cour de Paris fut appelée à se prononcer en 1912. Les faits étaient les suivants : Claude de Choiseul, qui s'occupait de la vente d'objets d'art à titre d'intermédiaire rémunéré de marchands de tableaux et d'antiquités, avait été chargé par un marchand de tableaux, Van der Perre, de négocier un certain nombre de toiles de l'école flamande ; il s'agissait de tableaux d'un certain prix, mais qui pouvaient être mis au nombre de ces objets d'art susceptibles de se voir attribuer une valeur considérablement majorée, lorsqu'on sait les présenter d'une manière habile aux amateurs. De Choiseul fit placer les toiles dans le petit

hôtel de sa maîtresse, à Passy, afin d'y être montrés à cette clientèle d'amateurs qui, n'ayant pas confiance dans les antiquaires de profession, cherchent, chez les particuliers, les objets qu'ils convoitent. Van der Perre plaça son frère, sous le nom de Laval, auprès de De Choiseul, dans une demi-domesticité qui lui permettrait d'aider à la vente des tableaux. Au début de l'année 1909, Pfister, commissionnaire en marchandises, mit en rapports de Choiseul avec Walter, négociant en pierres fines, à qui Pfister avait présenté l'affaire d'une manière fort habile; au lieu de lui dire que le but poursuivi par de Choiseul était de vendre les tableaux de Van der Perre, il lui avait dit que de Choiseul était désireux d'acheter un collier de perles, mais à condition qu'un délai lui fût accordé pour le paiement, et que sa solvabilité était garantie par la possession d'une galerie de tableaux de maîtres, provenant de ses parents.

Walter offrit alors de vendre un collier de 59 perles, pesant 404 grains, dont il demandait 90.000 francs, mais il voulut que les tableaux fussent expertisés; Pfister lui ayant indiqué Van der Perre comme expert, Walter consentit sans défiance. Croyant aller chez de Choiseul, Walter se rendit à Passy, en compagnie de Pfister et de Van der Perre; ils furent reçus par le soi-disant Laval. Là Pfister et Van der Perre s'extasièrent sur la beauté et la valeur des tableaux, leur attribuèrent des prix fantastiques. Walter se contenta de quatre de ces toiles en paiement du collier, après que Van der Perre lui eut assuré que ces quatre toiles étaient d'une valeur supérieure au prix demandé du collier. De Choiseul, arrivé à la fin de la scène, ratifia ce qui avait été décidé. Le collier fut immédiatement vendu au prix de 41.500 francs; le

prix en fut touché et conservé par Van der Perre, qui remit seulement 3.250 francs à de Choiseul, à titre de commission.

Sur la plainte de Walter, le tribunal correctionnel de la Seine rendit, le 24 mai 1911, un jugement déclarant de Choiseul coupable d'escroquerie et Van der Perre et Pfister, complices du même délit, pour avoir aidé et assisté sciemment de Choiseul dans les faits qui l'avaient préparé et consommé. Le comte de Choiseul et Van der Perre furent condamnés chacun à 3.000 francs d'amende, Pfister à 500 francs; Walter se voyait attribuer définitivement les tableaux, mais de Choiseul, Van der Perre et Pfister devaient lui payer 29.400 francs de dommages-intérêts.

En appel, la Cour (11) a déclaré que, dans cette affaire, il y avait bien escroquerie, puisque l'on se trouvait en présence de manœuvres frauduleuses consistant « dans la comédie qui s'était jouée le 23 juin 1909 à Passy, et dans la mise en scène savamment préparée, où tout avait été combiné pour que Walter crût qu'il était chez de Choiseul, crût que les tableaux venaient de collections de famille, crût qu'ils avaient une valeur énorme ». Mais elle a décidé que c'était à tort que les premiers juges avaient fait un départ dans le rôle des trois prévenus, car tous trois avaient pris une part directe aux manœuvres, et étaient co-auteurs de l'escroquerie. Elle condamna Van der Perre, en qualité de principal organisateur et de principal bénéficiaire de l'escroquerie, à 3 mois d'emprisonnement et 1.000 francs d'amende, Pfister à 2.000 francs, de Choiseul à 1.000 francs.

La Cour, d'autre part, a déclaré que c'était à tort

(11) Paris 24 décembre 1912, *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. p. 126.

que les premiers juges, après avoir déclaré le délit consommé, avaient reconnu une sorte d'existence à la vente. En effet, la supercherie employée par les trois prévenus avait induit Walter en erreur sur la valeur des tableaux, valeur d'origine et valeur intrinsèque (12), et son consentement étant ainsi vicié, la Cour a décidé qu'il y avait lieu de dire qu'il n'y avait pas eu translation de propriété des tableaux, et d'ordonner la restitution du collier contre remise des tableaux.

Il est important de remarquer que cette affaire a donné, à la Cour de Paris, l'occasion de condamner un procédé qui, nous l'avons vu, est souvent employé. Pour leur défense, les prévenus invoquaient, comme généralement admis dans le commerce des objets anciens, le procédé qui consiste à placer dans des châteaux, dans des hôtels particuliers, notamment chez les descendants ruinés ou prodigues de familles nobles ou de financiers connus, des objets présentés comme venant de leurs ancêtres. A cette prétention, la Cour a répondu qu'on ne peut pas soutenir qu'un usage commercial autorise un marchand à tromper l'acheteur. Elle a bien reconnu que l'on a toujours admis que le marchand qui vante sa marchandise d'une façon exagérée ne commet ni vol, ni escroquerie, et qu'il n'y a rien d'illicite à mettre en valeur l'objet offert en le présentant, dans un cadre, dans un entourage destinés à « créer des harmonies voulues, de oppositions calculées ». Mais elle a déclaré qu'au con-

(12) Parmi les quatre tableaux vendus, deux n'étaient pas des maîtres auxquels on les avait attribués : une toile attribuée à Rubens n'était pas du maître, mais d'un de ses élèves; un tryptique attribué à Van Eyck n'était même pas un tableau d'époque; quant aux deux autres toiles attribuées à Franz Hals et à Peter Lely, elles étaient bien de ces maîtres, mais elles étaient dépréciées pour des raisons diverses.

traire ce procédé devenait illicite, « lorsque, en dehors de la mise en scène qu'un acheteur prudent et attentif peut prévoir, le marchand appuie ses allégations mensongères, de supercheries qui surprennent la bonne foi de l'amateur ». Cette supercherie, dès qu'elle induit en erreur l'amateur, sur la cause même qui le détermine à acheter, vicie son consentement à la vente, et constitue les manœuvres frauduleuses, élément d'escroquerie.

Peu de temps après cet arrêt de la Cour de Paris, la condamnation du procédé, que l'on est dans la coutume d'appeler le « plantage », a été renouvelée par un jugement du tribunal correctionnel de Bayeux(13), confirmé par la Cour de Caen (14). Un marchand d'antiquités, de Souhami, s'étant rendu à Caen chez un certain Malherbe, antiquaire, afin d'y acheter des antiquités, ce dernier l'envoya chez son fils, brocanteur à Bayeux, en lui disant qu'il connaissait de beaux objets anciens, appartenant à de vieilles familles de cette ville. Malherbe fils, ayant appris à de Souhami qu'un noble, d'une des plus anciennes familles de Normandie, était propriétaire d'une tapisserie gothique « dont il consentirait à se défaire », tous deux allèrent à l'hôtel de Gomiccourt; un vieux serviteur les introduisit dans une pièce où se trouvait une tapisserie, représentant le vaisseau d'Ulysse et de ses compagnons métamorphosés en animaux par une Circé et une Lyras coiffées du hennin. De Gomiccourt déclara alors que sa famille possédait la tapisserie depuis très longtemps, que son père et lui-même en avaient refusé, à plusieurs reprises, un grand prix;

(13) 25 janvier 1913, *La Loi* 26 juin 1913.

(14) 7 mai 1913, *Gaz. Pal.* 1913. 2. 253.

pendant ce temps, le vieux serviteur sanglotait, suppliait son maître de conserver la tapisserie. De Souhami finit par acheter pour 9.000 francs la tapisserie en question, ainsi que deux autres, figurant des portraits Louis XV, qui lui furent aussi montrées. De Gomiccourt rédigea, et signa alors, un acte attestant l'authenticité des tapisseries, en particulier de la tapisserie principale, qui était qualifiée de « gothique » ; au dos de cet acte, il prit soin de citer les livres généalogiques que l'acheteur pourrait consulter, pour connaître les origines de sa famille. Or, il fut découvert, par la suite, que les trois pièces ainsi vendues étaient absolument modernes, qu'elles provenaient d'une fabrique espagnole ; il fut établi aussi que Malherbe père et fils et de Gomiccourt avaient formé une véritable association, en vue de la vente des objets d'art et d'antiquité, authentiques ou non ; Malherbe acquérait les objets et les installait dans le vieil hôtel de Gomiccourt, afin de faire croire qu'ils faisaient partie du mobilier de l'hôtel ; Malherbe fils se chargeait de conduire les acheteurs à cet hôtel, sous couleur de leur faire réaliser une bonne affaire ; de Gomiccourt devait convaincre les amateurs, que les meubles étaient des souvenirs de sa famille. Et les trois personnages avaient fort bien rempli leur rôle respectif, lors de la vente des tapisseries. Lorsque le tribunal fut saisi, Malherbe père, qui avait été l'instigateur de la vente, et qui l'avait préparée en « plantant » les tapisseries dans l'hôtel de Gomiccourt, était décédé. Les juges ont, cependant, pris soin de constater que sa culpabilité était certaine, et c'est alors qu'ils se sont prononcés en termes énergiques contre l'usage du « plantage » : « Attendu que si trop de brocanteurs pratiquent le procédé dit de « plantage », consistant à placer dans

un château ou un hôtel qui appartient à une vieille famille et plus spécialement, à un descendant ruiné de nobles ou de bourgeois riches, des objets présentés comme venant de leurs ancêtres, un usage commercial, même généralement admis, n'autorise jamais le vendeur à tromper l'acheteur, et qu'aggravé par des mensonges en paroles et en gestes, comme par un écrit fallacieux, le plantage ne constitue pas seulement un dol, mais une escroquerie ».

Relativement à de Gomiccourt, le tribunal a décidé que l'attestation qu'il avait faite de l'authenticité, constituait une manœuvre frauduleuse; il a même déclaré, ce qui est fort intéressant, que si cette manœuvre n'avait été appuyée par aucune allégation verbale et mensongère, ni par aucune mise en scène, elle aurait suffi à caractériser le délit d'escroquerie, cette attestation ayant non moins que les mensonges et la mise en scène, déterminé de Souhami à verser le prix de vente, après avoir été convaincu, par le plantage, de l'authenticité des tapisseries. La Cour de Caen a confirmé, sur tous ces points, le jugement du tribunal de Bayeux; elle a, en particulier, répété que le fait, par de Gomiccourt, d'avoir garanti l'authenticité, d'avoir inscrit, sur le reçu, les titres de plusieurs ouvrages héraldiques, uniquement en vue de confirmer ses dires sur l'origine faussement attribuée aux tapisseries, constituait indépendamment de toute mise en scène, une manœuvre tombant sous le coup de l'article 405. Mais alors que le tribunal avait relaxé Malherbe fils, la Cour l'a condamné pour escroquerie; elle a en effet estimé que sa mauvaise foi était évidente, qu'elle ressortait de son attitude; en effet, en emmenant de Souhami chez de Gomiccourt, il était au courant de la comédie qui allait se jouer, de plus il

avait assisté à toute la mise en scène; il fut condamné à quinze jours d'emprisonnement.

Un autre genre de manœuvres est encore souvent pratiqué : celui qui vend une copie pour un original, remet à l'acheteur des documents qu'il a fabriqués de toutes pièces, afin de rendre vraisemblables ses allégations mensongères: magnifiques certificats de garantie provenant de prétendus experts, attestations d'anciens possesseurs. Nombreux, en particulier, sont les tableaux qui se voient ainsi dotés d'un faux état-civil. On trouve des exemples remarquables de manœuvres de cette sorte, dans l'espèce qui est connue sous le nom d'affaire des faux Millet, et qui a donné lieu à un jugement du tribunal correctionnel de Fontainebleau (15), confirmé par la Cour de Paris le 5 juillet 1936 (16). Jean-Charles Millet, nous l'avons déjà dit, s'était rendu coupable, de concert avec son ami Cazot, de nombreuses escroqueries, notamment à l'occasion de ventes faites en Angleterre, mais la plupart étant couvertes par la prescription, seules quelques-unes de leurs transactions louches purent être retenues. Ce fut tout d'abord la vente du fameux « Vanneur au bonnet rouge ». Millet avait confié ce tableau, qui était signé F. Millet, à un sieur Bourzat, avec mission de le vendre, et lui avait dit qu'il venait de la succession de son père. Bourzat trouva acquéreur, pour la somme de 150.000 francs en la personne d'un sieur Michaux, qui ne se décida à acheter que sur la présentation d'un dossier d'authentification que Millet avait remis avec le tableau, et qui était composé de documents, signés Ch. Millet, attestant que cette toile

(15) 27 février 1935, inédit.

(16) V. *Le Matin* 7 juillet : « L'affaire des faux Millet »; v. aussi « *Comœdia* » 7 juillet: « Fin de l'histoire des faux Millet ».

était bien celle qui avait été exposée au Salon de 1848 et achetée par Ledru-Rollin, puis retrouvée en 1922 dans un grenier à Maisons-Laffitte, localité voisine de Houilles où Ledru-Rollin était décédé. M. Michaux, après avoir versé 120.000 francs, ayant conçu des doutes sur l'authenticité, rendit le tableau à Millet, redemanda son argent, et déposa une plainte. L'information établit que le « Vanneur au bonnet rouge » n'était pas de J.F. Millet, mais provenait d'un stock de vieilles toiles accumulées par Cazot, au moyen de rafles hebdomadaires au « marché aux puces » de St-Ouen. J.-Ch. Millet reconnut avoir apposé sur le tableau la signature F. Millet, et l'avoir fait suivre du millésime 47; il reconnut avoir fabriqué lui-même les documents attestant l'authenticité du tableau. Le tribunal a décidé que Millet, par la remise de ces documents à l'acheteur, s'était rendu coupable d'une manœuvre caractérisant le délit visé par l'article 405 du Code pénal.

Millet avait encore renouvelé cette manœuvre frauduleuse à l'occasion de plusieurs autres ventes. Ainsi, pour authentifier une peinture, provenant des stocks Cazot, qu'il prétendait être l'œuvre de Sisley, et qu'il vendit pour la somme de 5.600 francs, il avait produit à l'acquéreur un document signé Charles Millet et daté du 20 mai 1929, aux termes duquel ce dernier donnait à son fils Jean-Charles cette toile achetée par lui, en 1928, à un sieur de Montalbo qui avait donné sa garantie; il avait fait, en outre, état d'une pièce signée de Montalbo, expert en tableaux, par laquelle celui-ci attestait avoir acquis directement la toile de Sisley. Or, de Montalbo, qui n'était autre qu'un sieur Pérez, guitariste ambulancier, ignorant tout de la peinture, quasi-illettré, et au nom duquel Millet avait fait confection-

ner du papier à en-tête avec la mention « expertises », n'avait jamais pu produire la moindre attestation.

Une autre escroquerie fut encore commise par Millet, à l'occasion de la vente de dessins dont il avait garanti l'authenticité; il avait apposé, sur ces dessins, le monogramme J.F.M., et collé au dos de fausses attestations signées Feuardent, autre petit-fils du grand Millet.

Enfin le tribunal a décidé que Millet s'était encore rendu coupable de manœuvres, en apposant au dos de dessins expédiés en 1929 à Thomson, directeur de la « Barbizon House » de Londres, la mention « collection La Doucette, La Haye », alors que l'existence de cette collection était imaginaire, et que les dessins sortaient en réalité de cartons des marchands des quais.

SECTION II

Mensonges appuyés par des faits extérieurs

De simples mensonges, s'ils ne sont point appuyés de faits extérieurs propres à leur donner force et crédit, ne peuvent constituer l'élément d'escroquerie désigné dans l'article 405, sous le nom de manœuvres frauduleuses (17). La Cour d'Alger (18) a jugé en ce sens que le délit d'escroquerie ne saurait être retenu à la charge du prévenu qui s'est simplement borné à mentir, sans appuyer ses mensonges par aucun fait extérieur ou matériel.

(17) V. *Code pénal annoté*, par E. GARÇON, art. 405, n° 16.

(18) 14 octobre 1904, *Le Droit* 21 décembre 1904.

Mais si les mensonges sont accompagnés d'un fait extérieur, ils deviennent manœuvres frauduleuses; cela est admis par une jurisprudence constante. La Chambre criminelle de la Cour de Cassation a eu, elle-même, à se prononcer sur cette question. Un marchand d'objets d'art, Laffage, avait offert à un amateur, Bragge, de lui vendre une collection complète de caricatures du siège et de la Commune de Paris, et, en faisant cette offre, il lui avait montré la collection; le marché ayant été conclu, il avait, lors de la livraison, substitué à la véritable collection, un amas de pièces dépareillées. Ce marchand fut condamné pour escroquerie, car, constatait l'arrêt, en se faisant remettre 1.600 francs par de tels moyens, il avait escroqué une partie de la fortune d'autrui. Le marchand se pourvut en cassation, invoquant une violation de l'article 405, en ce que l'arrêt attaqué aurait considéré, comme manœuvres frauduleuses constitutives de l'escroquerie, des circonstances dénuées de mensonge et de toute mise en scène. Mais la Chambre criminelle rejeta le pourvoi (19) en ces termes: « Attendu que l'offre de vendre une collection d'une assez grande valeur, est un mensonge, quand le vendeur n'a pas l'intention de la livrer; que la représentation de cette collection au moment de la mise en vente, et la substitution qui lui est faite, lors de la livraison, d'un amas de pièces dépareillées, est un acte extérieur qui vient confirmer le mensonge... Attendu que ces faits constituent les manœuvres frauduleuses exigées par l'article 405 du Code pénal pour caractériser l'escroquerie; attendu que si l'article 423 du même code punit ceux qui trompent l'acheteur sur la nature de toutes marchandises

(19) 29 janvier 1874, D. 1875. 1. 96.

par l'effet seul de la présentation de ces objets à ce dernier, sa disposition cesse d'être applicable lorsque, comme dans l'espèce, cette présentation est fallacieuse, qu'elle n'est employée que pour amener l'acheteur à recevoir à son insu, un objet de toute autre nature que celle de la marchandise offerte; qu'elle constitue alors les manœuvres frauduleuses énoncées en l'article 405 code pénal ».

Le tribunal correctionnel de la Seine a décidé, de même, dans l'affaire des faux bronzes de Rodin, que « des mensonges appuyés par une mise en scène habile et déloyale, et par l'intervention de plusieurs intermédiaires qui ont pu être de bonne foi, constituent bien des manœuvres frauduleuses prévues par l'article 405 » (20). Un certain Bouyon s'était chargé de placer les faux confectionnés par le fondeur Montagutelli; pour persuader ses acheteurs de l'authenticité des bronzes qu'il proposait de leur vendre, il eut l'idée de leur raconter que le docteur M..., le premier mari de la dame Bouyon avait été le médecin de Rodin, ce qui était contraire à la vérité, et que le maître, en reconnaissance de ses soins lui avait plusieurs fois fait don de bronzes portant la dédicace « A mon ami M... » ou « au Docteur M... ». Afin de favoriser cette manœuvre, un intermédiaire se chargeait d'indiquer à Montagutelli, d'une façon précise, les dédicaces qui devaient figurer sur certains des bronzes à fabriquer. De plus, pour duper les acquéreurs, Bouyon avait assigné, à chacun des bronzes, une place dans son appartement pour faire croire qu'il s'agissait d'objets d'art qui, jusque là, avaient orné sa demeure, et dont il ne se défaisait que parce qu'il y était poussé par la néces-

(20) 27 juin 1919, *Gaz. Trib.* 27 août 1919.

sité. Il fut condamné à 4 mois d'emprisonnement et 5.000 francs d'amende.

Ainsi le premier élément nécessaire à la consommation du délit d'escroquerie, est la pratique de manœuvres à l'égard de la victime. S'il ne se rencontre ni manœuvres proprement dites, ni mensonges appuyés par des faits extérieurs, l'article 405 ne peut pas être appliqué (21).

(21) Ainsi, c'est l'absence de manœuvres qui a conduit le juge d'instruction du tribunal de Cusset à rendre une ordonnance de non-lieu dans l'affaire de Glozel, le 27 juin 1931, non-lieu qui fut confirmé par la Cour de Riom, le 30 juillet 1931. Mais nous laissons volontairement de côté cette affaire, malgré sa célébrité, car aucun objet provenant des fouilles n'a été négocié; les objets ont seulement été exposés. *Mercur de France* 1931 p. 306.

CHAPITRE II

LES MANŒUVRES PRATIQUÉES PAR LE VENDEUR DOIVENT ÁVOIR ÉTÉ FRAUDULEUSES.

Pour pouvoir devenir un élément d'escroquerie, les manœuvres doivent être accompagnées de fraude, c'est-à-dire que celui qui les pratique doit agir avec l'intention de tromper ou, en d'autres termes, avoir agi de mauvaise foi. Cette intention est un élément nécessaire du délit; la preuve en est donc indispensable, et si elle n'est pas rapportée, il ne peut pas y avoir de condamnation. Cette règle s'impose en matière d'antiquités et d'objets de curiosité comme en toute matière.

La nécessité de la preuve de cet élément a été soulignée par le tribunal de Cusset, dans une espèce relative au commerce de la philatélie. Il était reproché à l'inculpé Fouminet d'avoir créé et mis en circulation ou tenté de mettre en circulation, des cartes-vignettes présentées comme revêtues par l'administration des Postes, sur le terrain du meeting organisé le 4 septembre 1932 par l'Aéro-Club de Vichy, d'un cachet spécial hexagonal portant avec la date la mention: « Vichy-Aviation », alors qu'il savait que ce timbre ne provenait pas de cette administration, et, en conséquence, ne pouvait donner aux cartes oblitérées aucune valeur philatélique. Il avait fait fabriquer un cachet identique aux cachets postaux, l'avait apposé sur les cartes, tout cela dans le but d'une revente spéculative. Le

tribunal observant que les empreintes de cachets ont aux yeux d'une catégorie de collectionneurs dénommés « marcophiles », une valeur importante, et font l'objet d'un commerce des plus fructueux, a déclaré que les faits reprochés seraient, sans aucun doute possible, s'ils étaient établis, constitutifs du délit d'escroquerie. Mais, constatant que l'émetteur des cartes n'avait pas su l'irrégularité de l'opération, qu'il avait pu être trompé par certaines circonstances et des renseignements erronés, et qu'ainsi l'élément de mauvaise foi n'était pas établi à son égard, il l'a relaxé (22).

(22) 14 décembre 1934, *Gaz. Pal.* 1935. 1^{er} sem. p. 388.

CHAPITRE III

LES MANŒUVRES DU VENDEUR DOIVENT AVOIR EU UN CERTAIN OBJET.

Pour constituer un élément d'escroquerie, les manœuvres doivent remplir une dernière condition. Elles doivent avoir été pratiquées dans un certain but, que le législateur a nettement indiqué. Il faut qu'elles aient été spécialement employées, dit l'article 405 « pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique ». Aussi les juges, lorsqu'ils se trouvent en présence de faits qui leur semblent constituer des manœuvres frauduleuses, recherchent toujours, avant de décider qu'il y a eu escroquerie, quel était le but en vue duquel ces faits ont été accomplis, et si ce but est bien celui que le législateur a prévu. Ce souci se retrouve dans toutes les décisions qui ont été rendues à l'occasion de ventes d'objets d'art. En cette matière, le but des manœuvres du vendeur est toujours de faire naître, chez l'acheteur, l'espérance d'un succès qui, en réalité, n'est qu'illusoire, ou de tout autre événement heureux qui ne doit pas se réaliser. Ce peut être, par exemple, l'espoir pour un amateur d'acquérir des objets d'art authentiques et rares, qui viendront augmenter sa collection; c'est ainsi que le tribunal correctionnel de la Seine

(23) a jugé que des manœuvres, ayant pour but de « persuader au contractant que l'œuvre qu'il allait acquérir présentait tous les caractères d'une authenticité certaine », constituaient un élément de l'escroquerie. De même il avait décidé, dans l'affaire des faux autographes (24), que les manœuvres de Vrain Lucas rentraient bien dans les termes de l'article 405, puisqu'elles « tendaient à faire naître dans l'esprit de M. Chasles, l'espérance d'un événement chimérique, c'est-à-dire l'espérance que, moyennant la conclusion du marché, il allait posséder des pièces anciennes, rares, précieuses et d'une authenticité non douteuse ». L'espérance, que peuvent provoquer chez l'acquéreur les manœuvres du vendeur, peut être aussi celle de posséder une collection complète d'œuvres d'art ou littéraires; si cette espérance ne se réalise pas, si l'acheteur ne reçoit qu'un amas de pièces dépareillées, les agissements du vendeur, pour l'amener à contracter, constituent les manœuvres frauduleuses énoncées en l'article 405 du code pénal (25).

Ces événements heureux: posséder une œuvre d'art authentique, une collection complète, ne sont pas les seuls, dont les escrocs savent faire briller la réalisation prochaine aux yeux de leurs victimes. Pour déterminer une personne à acquérir, certains tâchent, par leurs manœuvres, de la convaincre qu'elle a de grandes chances de réaliser d'importants bénéfices, lorsqu'elle revendra l'objet d'art acheté; c'est ainsi que le tribunal de Saint-Omer parle de manœuvres faisant luire aux yeux de l'acheteur « une spéculation avan-

(23) 27 juin 1919, *Gaz. Trib.* 27 août 1919.

(24) 23 février 1870, *Ann. pr. ind.* 1870 p. 201.

(25) Cass. Crim. 29 janvier 1874, *D.* 1875. 1. 96.

tageuse sur des tableaux antiques », « un succès éclatant et prochain » (26).

D'autres vendeurs, en pratiquant certaines manœuvres contre leur acheteur, essaient de lui faire croire qu'il va acquérir un tableau inconnu du grand public et des marchands, circonstance qui est très favorable, tant pour un antiquaire que pour un amateur, et qui souvent, en pratique détermine une acquisition. La Cour de Paris a décidé (27) qu'il y a escroquerie, lorsque quelqu'un, à l'aide de manœuvres frauduleuses, nettement caractérisées, a trompé une autre personne, sur la valeur d'origine des tableaux, en lui donnant « la ferme conviction que les tableaux avaient successivement appartenu aux membres des différentes branches d'une vieille famille, qu'ils n'avaient figuré, ni dans les magasins d'antiquaires, ni aux enchères de l'Hôtel des Ventes ».

(26) 7 avril 1846, v. Douai 5 mai 1846, D. 1846. 4. 270.

(27) 24 décembre 1912, *Gaz. Trib.* 1913. 1^{er} sem. 2. p. 126.

TITRE II

Cas dans lesquels l'acheteur peut attendre une protection de la loi du 1^{er} Août 1905.

Lorsqu'aucune mise en scène, aucun appareil n'ont entouré la vente, lorsque les allégations mensongères du vendeur n'ont été appuyées d'aucun élément matériel, l'acheteur ne peut pas invoquer l'article 405. Est-il alors dépourvu de tout recours pénal contre son vendeur ? Non, pas forcément ; en effet, le vendeur qui ne s'est pas rendu coupable du délit d'escroquerie, a pu commettre une autre infraction. Si, dans son attitude, dans sa façon d'agir, ne se rencontrent pas les éléments nécessaires à la consommation du délit d'escroquerie, il peut s'y trouver les éléments constitutifs du délit de tromperie.

Ce dernier délit est réprimé par la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes (1), qui est venue remplacer l'article 423 du code pénal. Les peines destinées à le punir sont beaucoup moins sévères que celles qui sont prévues par l'article 405 ; une prépondérance marquée est donnée aux peines pécuniaires sur les peines privatives de liberté ; l'article 1^{er} de la loi décide, en effet, que « quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de 100 francs au moins, de cinq mille francs

(1) D. 1904. 4. 47.

au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement. »

La répression par la loi du délit de tromperie constitue cependant une très sérieuse protection pour les acheteurs d'objets d'art qui ont eu affaire à des vendeurs animés de mobiles par trop cupides.

Pour que le vendeur puisse voir prononcer contre lui les peines édictées par la loi du 1^{er} août 1905, deux conditions sont à la fois nécessaires et suffisantes, qu'il s'agisse d'une vente commerciale ou d'une vente non commerciale : il faut en premier lieu que l'acheteur ait été victime d'une tromperie, il faut en second lieu que le vendeur ait eu l'intention frauduleuse de tromper son acheteur.

CHAPITRE I^{er}

L'ACHETEUR DOIT AVOIR ÉTÉ VICTIME D'UNE TROMPERIE.

La loi elle-même a pris soin, dans son article 1^{er}, de spécifier les éléments sur lesquels doit porter la tromperie pour qu'il puisse y avoir délit. Elle énumère d'abord la tromperie sur la composition, l'espèce, la quantité, l'identité (2), toutes choses qui ne nous concernent pas. Par contre, les autres formes punissables de la tromperie qu'elle prévoit, nous intéressent toutes ; ce sont les tromperies portant sur la nature, sur les qualités substantielles et sur l'origine.

La fraude sur la « nature » était la seule qui était prévue par l'article 423, et on interprétait à peu près généralement cette expression comme visant non seulement la matière, mais les qualités substantielles de l'objet. Cet élargissement du sens logique du mot « nature » n'est plus nécessaire en présence des dispositions plus complètes et plus précises de la loi du 1^{er} août 1905. En effet, afin de faire cesser les hésitations dont la ré-

(2) On pourrait penser que la tromperie sur l'identité trouve son application en matière d'objets d'art. Il arrive parfois que les acheteurs qui ont acquis un objet ancien, se voient livrer une simple copie qui a été substituée à l'objet véritablement ancien qu'ils avaient choisi ; cette substitution ne peut-elle pas être considérée comme constituant le délit de tromperie ? Il ne nous semble pas cependant que cette solution puisse être admise, après l'arrêt qui a été rendu par la chambre criminelle de la Cour de Cassation, le 29 janvier 1874, D. 1875. 1. 96. D'après cet arrêt, nous le savons, la présentation d'un objet, puis la substitution à cet objet d'une chose différente, constitue une manœuvre frauduleuse caractérisant l'escroquerie.

daction de l'article 423 pouvait pratiquement être la source, le législateur a mentionné, à côté de l'unique mode de tromperie prévu par le code pénal, la tromperie sur les qualités substantielles; et, comme on est d'accord pour reconnaître à l'expression « qualités substantielles » la signification que lui donnent les civilistes (3), on comprend l'intérêt que cette disposition présente pour les acquéreurs d'objets d'art qui n'ont contracté qu'en considération de l'authenticité; si ces acheteurs ont été victimes d'une tromperie sur cette authenticité (4), ils ont un titre à se prévaloir de la loi sur les fraudes.

La loi de 1905 prévoit aussi, avons-nous dit, la tromperie sur l'origine; or, on est dans l'habitude de considérer ce terme comme désignant l'époque, le lieu de fabrication et le fabricant. Ainsi, l'acheteur qui a été trompé sur l'ancienneté, sur le lieu de fabrication, ou sur le nom de l'auteur de l'objet d'art qu'il a acquis, a encore, à ce nouveau point de vue, un titre à réclamer le bénéfice de la loi de 1905, à condition naturellement que l'origine ait été la raison qui l'a déterminé à contracter, et que la tromperie présente ainsi pour lui une réelle importance.

Ainsi, en présence de la double disposition de la loi, il semble qu'aucun doute ne puisse s'élever sur la possibilité de la mise en jeu de cette loi en faveur de l'acheteur d'œuvres artistiques.

Cependant, une hésitation s'est fait jour; la loi de

(3) Il est dit, dans l'exposé des motifs de la loi de 1905, que « la loi a une pensée très claire : elle veut réprimer sans exception, toutes les tromperies qui portent sur les qualités mêmes que devait avoir la marchandise dans la pensée de l'acheteur... ».

(4) La preuve du caractère déterminant de l'authenticité se fera comme en matière civile; ce caractère ressortira soit de l'intention exprimée de l'acheteur, soit des circonstances dans lesquelles la vente a été passée.

1905, reprenant une expression employée par l'article 423 du code pénal, parle de tromperie sur toutes « marchandises » ; on s'est alors demandé si l'on pouvait regarder les objets d'art comme des marchandises. La question s'est posée devant la Cour d'appel d'Alger (5), à l'égard de médailles modernes vendues comme antiques, alors que l'article 423 était encore en vigueur ; l'arrêt qui a été rendu, a décidé que les médailles ne pouvaient pas être considérées comme constituant des marchandises ; en conséquence, les éléments constitutifs du délit prévu par l'article 423 ne se rencontrant pas dans la cause, la prévention fut déclarée mal fondée. mais cette opinion de la Cour d'Alger, relative aux médailles, et qui aurait pu être étendue à toutes les antiquités et à toutes les œuvres d'art, n'a pas prévalu ; les tribunaux sont d'accord actuellement pour admettre que le mot « marchandises » désigne, par sa généralité, toutes les choses corporelles mobilières.

De tout cela, il résulte que l'application de la loi de 1905 aux tromperies sur l'authenticité dont se rendent coupables les vendeurs d'objets d'art, est incontestable. Mais, pour que de telles tromperies soient punissables, de quelle manière doivent-elles avoir été réalisées, de quels moyens le vendeur doit-il s'être servi ?

La tromperie suppose essentiellement que le vendeur a induit en erreur son cocontractant sur l'authenticité de l'objet qu'il lui a cédé ; elle n'exige pas qu'il y ait eu des manœuvres ; des mensonges verbaux par affirmation ou réticence suffisent à la constituer ; naturellement, si le vendeur avait appuyé ses menson-

(5) 14 octobre 1904, *Le Droit* 21 décembre 1904.

ges de ruses, d'artifices, de « manœuvres ou procédés », insuffisamment graves pour être considérés comme constitutifs du délit d'escroquerie, il y aurait délit de tromperie, l'article 2 de la loi le déclare lui-même dans son alinéa 3; mais ce qui importe surtout, c'est que ces ruses, ces artifices, ces « manœuvres ou procédés », ne sont pas indispensables; il suffit que le vendeur ait fait des déclarations mensongères, ou même ait fait certaines réticences, pour qu'il puisse être poursuivi pour tromperie. Enfin, il faut remarquer que la loi de 1905 punit la tentative de tromperie aussi bien que le délit consommé, alors que l'article 423 punissait seulement le délit consommé.

C'est en tenant compte de tous les principes que nous venons de mettre en lumière, que les tribunaux ont reconnu certains vendeurs d'objets d'art coupables du délit de tromperie.

C'est par le tribunal correctionnel de la Seine, en 1912 (6), que la loi de 1905 a été pour la première fois, à notre connaissance, appliquée en matière de ventes d'œuvres artistiques. Ce fut à l'occasion de la vente d'un reliquaire ancien et fameux, connu sous le nom de « chef de Saint Martin »; ce reliquaire, qui était en argent émaillé du XIV^e siècle, et qui était déposé dans le trésor de l'église de Soudeilles, avait figuré aux expositions universelles de 1889 et 1900 et avait, dès lors, fait l'objet des convoitises des antiquaires. Enfin, en 1910, Chazonel, maire de la commune de Soudeilles, l'avait vendu à Dubigk, antiquaire à Bruxelles, pour le prix de 41.000 fr. Quelques temps après, prétendant que le reliquaire n'était pas authentique, que Chazonel ne l'ignorait pas, non plus qu'un certain

(6) 22 mars, *Gaz. Trib.* 23 mars 1912.

Delmas et un certain de Cueille qui avaient participé à la vente, Dubigk les avait assignés aux fins de s'entendre faire application des peines édictées par l'article 405 du code pénal, et condamner en outre à des réparations civiles. Le tribunal s'attacha à l'examen des faits qui avaient précédé la conclusion de la vente; il constata qu'ils étaient les suivants : de Cueille, qui s'occupait de courtage d'objets d'art, s'étant entremis auprès de la municipalité de Soudeilles pour négocier la vente du reliquaire au sieur Dubigk, Delmas avait alors tenté une démarche auprès du sous-secrétariat des Beaux-Arts pour obtenir l'autorisation nécessaire à l'aliénation, l'objet étant classé; il lui avait alors été révélé, par un chef de service de cette administration, que l'inspecteur général Marcon, qui avait examiné le reliquaire, avait fait un rapport suivant lequel le reliquaire qui se trouvait à Soudeilles n'était pas celui qui avait figuré aux expositions, et qu'il n'était qu'une copie. Delmas avait alors immédiatement écrit à Chazonel pour lui faire part de la nécessité qu'il y avait à vendre d'urgence. Chazonel convoqua le conseil municipal; à la suite des déclarations de Delmas et de de Cueille, qui assistèrent à la réunion, le conseil donna pleins pouvoirs au maire à l'effet de vendre le reliquaire pour 41.000 francs; puis, de Cueille ayant fait connaître les offres de Dubigk, le conseil décida de lui vendre le reliquaire. C'est alors que Dubigk vint en prendre possession contre remise du prix.

Après avoir ainsi reconstitué les circonstances de la vente, le tribunal constata que deux points étaient établis d'une façon certaine. Tout d'abord la croyance et l'intention où Dubigk était d'acheter le reliquaire précieux qui avait fait l'admiration des connaisseurs lors

des expositions de 1889 et de 1900, était manifeste ; l'importance du prix stipulé indiquait nettement qu'il ne pouvait s'agir d'une pièce truquée. Ensuite, il était prouvé que l'objet vendu à Dubigk n'était pas l'original qu'il avait cru acheter, que c'était une copie et un faux.

La question qui se posait alors était de savoir si Chazonel en vendant le reliquaire, si Delmas et de Cueille, en participant à la vente, avaient agi en connaissance de cause, et s'ils avaient sciemment trompé Dubigk. Le tribunal considéra que cette question devait se résoudre par la négative pour de Cueille, qui n'avait pas été mis au courant du rapport Marcon. Mais il estima au contraire que l'existence de l'intention dolosive ne pouvait faire de doute ni chez Delmas, ni chez Chazonel. Delmas savait que l'original du buste de Saint Martin n'était plus en la possession de Soudeilles, puisque cela lui avait été révélé à l'administration des Beaux-Arts; de plus, certaines déclarations faites par lui à des témoins prouvaient qu'il n'avait pas eu l'idée de mettre en doute la gravité de ces révélations, et enfin c'était parce qu'il était au courant qu'il avait été d'avis, dans l'intérêt de la commune, de ne pas laisser échapper l'occasion, et qu'il avait décidé le maire et les conseillers à le vendre. Quant à Chazonel, il avait fort bien compris, d'après les déclarations de Delmas, que le reliquaire était truqué et sans valeur, que si on attendait pour le vendre, cela entraînerait, pour la commune, une perte de 41.000 francs; il se rendait même si bien compte des dangers que présentait une vente faite dans ces conditions, que Delmas avait, pour le rassurer, souscrit, par écrit, l'engagement de prendre pour lui toutes les responsabilités de l'affaire. Ainsi, c'était donc en

vain que Delmas et Chazonel faisaient plaider leur bonne foi. Mais, cependant, on ne pouvait pas relever contre eux l'emploi de manœuvres frauduleuses que suppose l'escroquerie. Le silence répréhensible gardé par les inculpés, lorsqu'ils s'étaient trouvés en présence de Dubigk, constituait une omission, mais non le fait positif qui constitue les manœuvres au sens de l'article 405. En l'absence de manœuvres frauduleuses, le tribunal a estimé qu'il subsistait, à la charge de Chazonel, le délit prévu par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, et, à la charge de Delmas, le fait d'avoir donné à Chazonel des instructions pour le commettre, ce qui, d'après l'article 60 du code pénal, constituait un acte de complicité. Pour l'application de la peine, les juges tinrent compte d'une part de ce que les inculpés avaient cru agir au mieux des intérêts de la commune et n'avaient recherché aucun profit personnel, et, d'autre part, de ce que la responsabilité de Chazonel et de Delmas n'était pas la même, Chazonel ayant manifestement subi la pression de Delmas. En conséquence Chazonel fut condamné à 100 francs d'amende, et Delmas à 2.000 francs; ils furent aussi condamnés conjointement et solidairement à restituer à Dubigk la somme de 41.000 francs, et à lui payer 13.000 francs de dommages-intérêts, afin de compenser la commission que Dubigk avait versée à de Cueille, et les dispendieuses recherches auxquelles Dubigk avait dû se livrer pour établir la fraude dont il avait été victime.

Dès 1913, le tribunal correctionnel de la Seine fut de nouveau conduit à faire application de la loi du 1^{er} août 1905 (7), mais, cette fois, il s'agissait d'une

(7) 14 novembre, *Le Droit* 6 décembre 1913.

vente de tableau; un sieur Dubourg avait trompé son acheteur en lui vendant, pour une somme de 2.650 fr., une toile qu'il avait faussement présentée comme de Renoir; le tribunal, considérant que la désignation de l'origine, inexactement attribuée au tableau, avait été, pour l'acquéreur, la cause principale de l'achat du tableau, condamna Dubourg à 100 francs d'amende.

Le même tribunal eut encore, en 1919 (8), l'occasion de retenir le délit de tromperie à la charge de deux des prévenus de l'affaire des faux Rodin que nous connaissons déjà. Un certain Batillot et un certain Bernarchi, qui s'approvisionnaient chez le fondeur Montagutelli, vendaient des reproductions frauduleuses des œuvres de Rodin, et des sculptures faussement attribuées à ce maître. Batillot faisait croire à ses acheteurs qu'il était chargé par la dame Verhaeren, la veuve du grand poète belge, de vendre des œuvres que Rodin lui-même avait données à son mari; il n'hésitait pas de plus à vanter, dans des notices enthousiastes, « la beauté de ces pièces uniques »; le tribunal jugea que les procédés ainsi employés par Batillot, pour écouler des contrefaçons et des faux, constituaient le délit de tromperie, et il le condamna à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 2.000 fr. d'amende. Quant à Bernarchi, il faisait vendre les contrefaçons et les faux qu'il se procurait chez Montagutelli, par des intermédiaires, alors qu'il connaissait très bien la nature des objets qu'il faisait vendre; les juges reconnurent qu'en se rendant coupable de tels agissements, il avait commis le délit de tromperie ou de tentative de tromperie, et ils prononcèrent contre lui une peine de deux mois d'emprisonnement et de 1.000 francs d'amende.

(8) 27 juin, *Gaz. Trib.* 27 août 1919.

En 1926, la Chambre criminelle de la Cour de Cassation a été saisie d'un pourvoi contre un arrêt qui avait condamné pour tromperie, un éditeur et le directeur de la maison d'édition qui avaient mis en vente et vendu un roman intitulé « Dansons la Trompeuse », en annonçant qu'il était orné de bois originaux de Emm. Jodelet. Or, aux illustrations tirées sur bois originaux de l'artiste expressément indiqué, qui avaient été promises, il avait été substitué de simples reproductions sur zinc d'une valeur inférieure. La Cour de Cassation a estimé (9) qu'il y avait bien là tous les éléments du délit de tromperie sur les qualités substantielles, que le vendeur en faisant valoir sciemment les prétendus avantages présentés par le livre à raison de la modicité de son prix et de sa valeur artistique, avait trompé l'acheteur.

Dans la célèbre affaire des faux Millet, J.-C. Millet et son ami Cazot ont été, pour quelques-unes de leurs multiples infractions, reconnus coupables du délit de tromperie sur l'origine de la chose vendue. Le tribunal de Fontainebleau (dont le jugement a été confirmé par la Cour de Paris) a déclaré que Millet tombait sous le coup de la loi de 1905, d'abord parce qu'il avait tenté de vendre à la galerie Fievez de Bruxelles, deux dessins à l'encre, en les attribuant faussement à Daumier (l'acheteur avait renvoyé les prétendus Daumier en indiquant qu'il étaient faux), et ensuite, parce qu'il avait vendu au sieur Le Garrec des dessins, portant le monogramme J.-F. M., qui étaient des faux, et une peinture portant la signature J.-F. Millet qui n'était qu'une copie récente, médiocre et maquillée, exécutée sur une vieille toile. Les juges ont déclaré aussi que

(9) 29 juillet, D. H. 1926 p. 436.

la loi de 1905 visait à coup sûr certaines pratiques délictueuses auxquelles se livrait Cazot; il achetait à la douzaine au « marché aux puces » de Saint-Ouen, de vieilles toiles sans valeur, mais portant des signatures illustres, il les corrigeait, les retouchait, les embellissait; puis il s'adressait pour le placement de ses falsifications à des intermédiaires, et, bien qu'il lui fût impossible de se méprendre sur la sincérité des signatures portées par les tableaux qu'il achetait au « marché aux puces », il en demandait des prix qui ne correspondaient pas à la valeur de simples copies; il avait ainsi fixé le prix de 75.000 francs pour un Millet: « L'homme battant le briquet », et de 20.000 francs pour un « Chemin » de Cézanne.

De toute cette jurisprudence, il résulte qu'un vendeur d'objets d'art qui a trompé son acheteur sur l'authenticité peut être appelé à répondre du délit prévu par la loi de 1905; mais encore faut-il pour qu'il en soit ainsi, que l'acheteur ait été réellement trompé sur cette authenticité. La question de savoir si l'acheteur a été vraiment induit en erreur sera, dans chaque espèce, résolue souverainement par le tribunal; si son examen des faits le conduit à penser que l'erreur n'a pas existé dans l'esprit de l'acquéreur, il ne pourra pas appliquer la loi de 1905. Ainsi, le tribunal correctionnel de la Seine (10) a décidé que le fait de vendre sous la dénomination « antiquités » portée sur la facture, des copies d'œuvres assyriennes et égyptiennes n'est pas délictueux lorsque l'acheteur, antiquaire expérimenté et averti, n'a pu ignorer, surtout en présence de la modicité du prix, que les pierres, bas-reliefs, stèles qui lui étaient livrés, n'étaient pas authentiques.

(10) 19 janvier 1916, *La Loi* 27 mai 1916.

CHAPITRE II

LE VENDEUR DOIT AVOIR EU L'INTENTION FRAUDULEUSE DE TROMPER SON ACHETEUR.

La loi de 1905 suppose, pour être appliquée, la mauvaise foi de celui qui a vendu l'objet. Le délit établi par cette loi présente le caractère d'une infraction intentionnelle ; il ne peut y avoir délit de tromperie que si l'intention du prévenu a été frauduleuse. Le vendeur qui présente son objet comme authentique, parce qu'il croit qu'il en est véritablement ainsi, ne trompe pas son acheteur au sens de la loi de 1905 ; en effet, il ne se rend pas coupable de dol ou de fraude, il est de bonne foi, il est simplement dans l'erreur ; or ce que la loi veut punir, c'est uniquement la fraude qui cherche d'injustes bénéfices ; il n'est aucunement dans sa pensée de frapper l'erreur ou l'ignorance qui se rencontrent parfois dans les ventes.

Puisque le délit de tromperie est un délit intentionnel, les tribunaux ne peuvent donc en retenir l'existence à la charge du prévenu, que lorsque l'intention frauduleuse de ce prévenu est nettement établie. Les juges doivent donc examiner les faits qui sont reprochés au vendeur qui fait l'objet de la poursuite, et décider si l'on peut ou si l'on ne peut pas en induire l'existence d'une fraude punissable ; leur appréciation sur ce point est souveraine.

Lorsque le tribunal constatera que l'intention frauduleuse se dégage des circonstances, il fera applica-

tion de la loi de 1905; il en sera naturellement ainsi lorsque le vendeur aura employé des ruses, des artifices, mais il pourra aussi en être de même lorsque le vendeur se sera simplement rendu coupable d'allégations mensongères, lorsqu'il sera établi qu'il savait parfaitement que l'objet qu'il vendait comme authentique ne l'était pas. Mais si le tribunal jugeait que la condition d'intention frauduleuse n'est pas réalisée, il ne pourrait pas retenir le vendeur dans les liens de la prévention. C'est ce qui s'est produit dans plusieurs affaires, et tout d'abord dans une affaire concernant les eaux-fortes sur Paris, de Charles Méryon, l'e fameux aquafortiste romantique. La société des éditions Mazaurine dont Gauthier était le directeur responsable, avait publié un album ainsi intitulé: « Eaux-fortes sur Paris, par Charles Méryon »; les acheteurs se voyaient remettre des prospectus présentant l'ouvrage comme une œuvre d'art de belle composition, de belle venue, disant que les eaux-fortes étaient reproduites en taille douce d'une manière très scrupuleuse. Or, les eaux-fortes ou reproductions en taille-douce annoncées étaient de simples héliogravures. Le tribunal correctionnel, saisi de l'affaire, estima (11) que la loi de 1905 pouvait, en l'espèce, recevoir application, mais seulement si les deux conditions nécessaires à la consommation du délit de tromperie étaient remplies. Il reconnut d'abord que le vendeur avait, par la manière dont il présentait l'œuvre, trompé ou tenté de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles de la chose vendue; cette tromperie consistait dans le fait d'annoncer des eaux-fortes tirées en taille-douce, alors qu'il s'agissait simplement de reproductions dans lesquelles le travail mécanique l'emportait de beaucoup sur le travail

(11) 26 décembre 1929, *Mercur de France* 1930 n. 422.

artistique. Mais si le tribunal a admis que la tromperie était établie, il n'a pas reconnu à la charge de Gauthier, l'intention frauduleuse de tromper ses acheteurs; le tribunal a été d'avis que la preuve de la mauvaise foi de Gauthier n'était pas rapportée, que ce dernier n'avait fait qu'user de procédés de publicité introduits chez nous par l'étranger, qu'il avait peut-être exagéré cette façon de présenter une œuvre intéressante, artistique, malgré tout, mais « que le doute existait de la façon la plus absolue sur l'intention frauduleuse caractéristique et justificative du délit prévu et réprimé par la loi de 1905 ». En conséquence, Gauthier fut acquitté au bénéfice du doute.

La nécessité de la preuve de l'intention frauduleuse est encore démontrée par la manière dont s'est terminé un curieux procès qui fut jugé, en février 1934, par le tribunal correctionnel de Nice, puis, au début de mars 1935, par la Cour d'Aix (12). Deux antiquaires de Nice, Isidore Jayet et Eugène Aymard, avaient découvert dans le salon d'une dame de la bonne aristocratie, Mme de Beugny, une poudreuse Louis XV, aux bronzes finement ciselés, aux flancs d'un galbe élégant; la propriétaire de la poudreuse consentit à s'en défaire bien qu'à regret, car depuis trente-neuf ans, elle garnissait son salon. Quelques semaines après, les deux antiquaires cédèrent la poudreuse pour 45.000 francs à un autre antiquaire, le sieur Debergue; ce dernier marché fut conclu à la suite d'un échange de correspondances dans lesquelles se trouvait une photographie de la poudreuse, et un certificat attestant son authenticité et disant qu'elle avait été exécutée par

(12) V. « Le Mystère de la poudreuse Louis XV », dans *L'Eclair de Nice et du Sud-Est* du 14 mars et du 15 mars 1935.

Delorme, maître-ébéniste de talent qui vivait sous Louis XV; le nom de Delorme était en effet gravé sur la face du meuble. Debergue ayant cru découvrir que la poudreuse n'était qu'une habile copie, un procès fut entamé devant le tribunal correctionnel de Nice. La dame de Beugny, confrontée avec la poudreuse, ne la reconnut pas. On commit un expert des plus cotés, le professeur Locard de Lyon, pour examiner le meuble; il déclara que le meuble litigieux était le même que celui qui avait été photographié, et qu'il n'était pas authentique; d'autres experts furent encore appelés, les uns se montrèrent partisans de l'authenticité, les autres, plus sceptiques, inclinaient du côté du truquage. Le tribunal, dans un jugement du 8 février 1934, a relaxé Jayet et Aymard des fins de la poursuite; il a en effet considéré qu'il ne peut y avoir délit de tromperie sur l'origine de la chose vendue que tout autant que le vendeur donne de mauvaise foi et, au moment même de la passation du contrat de vente, une fausse origine. Or, en l'espèce, la preuve de la mauvaise foi des deux vendeurs n'était pas rapportée; il était même au contraire fort admissible que Jayet et Aymard aient cru de très bonne foi à l'authenticité de la poudreuse qu'ils vendaient à Debergue, parce qu'ils l'avaient achetée chez une vieille dame, appartenant à une ancienne famille aristocratique, en possession depuis longtemps de la poudreuse et qui ne la vendait que parce qu'elle était momentanément gênée. Debergue, qui s'était constitué partie civile, et le parquet général interjetèrent appel de cette décision; mais la Cour d'Aix confirma.

Les deux précédents que nous venons de commenter démontrent éloquentement de quelle importance est l'exigence de la preuve de l'intention frauduleuse. Les

tribunaux se montrent si scrupuleux lorsqu'il s'agit de trancher la question de la mauvaise foi du vendeur qui a cédé un objet d'art inauthentique, qu'il est indispensable, si l'on veut obtenir la condamnation du prévenu, d'apporter contre lui des preuves décisives, d'invoquer des faits précis, et de ne pas se contenter de réunir des probabilités et des vraisemblances.

TITRE III

Dans quels cas l'acheteur peut-il attendre une protection d'autres textes ?

I

Pratiquement, l'acheteur d'objets d'art qui prétend obtenir une condamnation contre son vendeur, s'appuie sur l'article 405 ou sur la loi du 1^{er} août 1905. Cependant, l'acheteur qui a été trompé par son vendeur peut, dans certains cas très limités, faire appel à un autre texte: la loi des 9-12 février 1895 sur les fraudes en matière artistique. De plus, il est intéressant de remarquer que l'article 408 du code pénal, s'il n'est pas de nature à procurer une protection directe à un acheteur en particulier, peut assurer une protection indirecte à l'ensemble des acquéreurs d'œuvres d'art. Nous allons rechercher rapidement comment et quand l'acheteur d'objets artistiques peut bénéficier de l'application de ces deux textes.

Jusqu'en 1895, l'usurpation de nom sur une œuvre artistique n'était pas réprimée. La loi des 9-12 février (1) est venue combler cette lacune. Dans son article 1^{er}, elle punit d'un emprisonnement d'un an au moins et cinq ans au plus, et d'une amende de 16 francs au moins et de 30.000 francs au plus, ceux qui ont « apposé ou fait apparaître frauduleusement un nom usurpé sur une œuvre de peinture, de sculpture, de dessin, de gravure ou de musique », et ceux qui, sur

(1) D. 1895. 4. 69, *Lois Nouvelles* 1895. 3. 36.

les mêmes œuvres ont « frauduleusement, et dans le but de tromper l'acheteur sur la personnalité de l'auteur, imité sa signature ou un signe adopté par lui » (2). Aux termes de l'article 2, les marchands ou commissionnaires qui ont recélé, mis en vente ou en circulation, des œuvres frauduleusement revêtues d'un nom, d'une signature ou d'un signe, encourent les pénalités prévues par l'article 1^{er}, à condition d'avoir été de mauvaise foi, d'avoir agi « sciemment ». Enfin, l'auteur de l'un des faits délictueux prévus par la loi peut être condamné à verser des dommages-inté-

(2) Avant le vote de la loi de 1895, on s'était demandé si les faits délictueux que la loi nouvelle était destinée à punir, n'étaient pas déjà punis par la peine du faux en écriture privée. M. Bardoux, auteur et rapporteur de la proposition de loi, a, lors de la séance du Sénat du 21 janvier 1886, répondu énergiquement et en termes négatifs à cette question. Il a déclaré que le faux en écriture privée n'était pas la même chose que l'usurpation de nom sur une œuvre d'art, qu'on ne pouvait pas assimiler entièrement le faux en matière d'écriture privée et le faux en matière artistique, que le législateur, lorsqu'il avait voulu punir le faux, n'avait pas songé au faux spécial que constitue l'usurpation de nom sur un tableau, sur une statue, etc... Pour démontrer que le faux en matière artistique ne pouvait pas être assimilé au faux en matière d'écriture privée, M. Bardoux a invoqué des considérations théoriques et des considérations pratiques. Au point de vue théorique, il a déclaré que, dans l'usurpation de nom en matière artistique, on ne rencontrait pas « l'élément physique du faux » ; l'objet du faux en matière artistique, n'était pas le même que celui du faux en matière d'écriture privée ; et puis, le but du faux en matière artistique n'était pas une obligation, une convention, la décharge d'une dette. Au point de vue pratique, M. Bardoux a estimé qu'on ne pouvait pas assimiler l'usurpation de nom en matière artistique au faux ; en effet, le faux constitue un crime, et est donc justiciable de la cour d'assises ; or, il aurait été excessif de mettre au rang des crimes justiciables de la cour d'assises, et non des simples délits correctionnels, l'usurpation de nom sur un objet d'art qui n'est en réalité qu'un moyen d'extorquer la fortune d'autrui. De plus, confier la répression de l'usurpation de nom en matière artistique à la cour d'assises, aurait été non seulement excessif, mais délicat ; les acquittements du jury auraient été à redouter, car une saine appréciation de cette fraude d'une nature exceptionnelle nécessite des connaissances spéciales.

rêts, et l'article 3 prononce la confiscation ou la destruction des objets délictueux.

Il est évident qu'en édictant cette loi, le législateur a eu surtout pour but de protéger celui dont le nom ou la signature a été usurpé; il n'en reste pas moins que l'acheteur de bonne foi, trompé par son vendeur, peut, sans aucun doute, se prévaloir des dispositions de cette loi. L'acheteur, en effet, est bien lésé au sens de l'article 63 du code d'instruction criminelle (3), lorsque son vendeur se rend coupable du délit réprimé par la loi de 1895. L'acheteur qui s'est vu vendre un objet portant une fausse signature, signature que le vendeur avait apposée lui-même ou qu'il savait être fausse, peut donc aviser le Procureur de la République, et se porter partie civile au procès, tant pour demander l'application des pénalités prévues par la loi que pour solliciter l'allocation de dommages-intérêts. Mais si l'acheteur peut bénéficier de la loi de 1895, il ne peut en bénéficier que dans des cas très limités: la loi sur les fraudes en matière artistique a, en effet, un domaine restreint; elle n'est applicable qu'aux œuvres non tombées dans le domaine public, c'est-à-dire dont l'auteur est encore vivant ou est mort depuis moins de cinquante ans. Cette règle inscrite dans l'article 4 de la loi n'a rien qui puisse étonner; dans l'esprit du législateur de 1895, le principal bénéficiaire de la loi devait être celui dont le nom avait été usurpé, et non pas l'acheteur; or l'extension de la loi aux œuvres tombées dans le domaine public n'aurait eu d'intérêt que pour les acheteurs; le législateur, considérant alors que les

(3) « Toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou un délit, pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction, soit du lieu du crime ou du délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé. »

acheteurs étaient suffisamment protégés par l'article 423 du code pénal, a décidé que la loi de 1895 ne s'appliquerait qu'aux œuvres non tombées dans le domaine public (4), et que pour les autres, ce serait l'article 423 du Code pénal qui serait applicable. Désormais, puisque l'article 423 n'existe plus, ce serait à la loi du 1^{er} août 1905 qui est venue le remplacer, que devrait faire appel l'acheteur d'œuvres tombées dans le domaine public, si le vendeur avait revêtu frauduleusement ces œuvres d'une signature ou avait su que la signature portée par les œuvres qu'il vendait était apocryphe.

Un dernier texte enfin, avons-nous dit, peut être une source de protection pour les acheteurs d'objets d'art, mais d'une protection indirecte qui ne se produit pas à la suite d'un recours exercé par l'acheteur trompé. Ce texte est l'article 408 du code pénal, qui prévoit l'abus de confiance (5), et dont la sanction se trouve

(4) Dans l'affaire dite des faux Millet, les prévenus Millet et Cazot ont eu à répondre, en plus du délit d'escroquerie et du délit de tromperie, du délit prévu par la loi de 1895; ils avaient en effet imité frauduleusement sur des tableaux, dans le but de tromper l'acheteur, les signatures de Degas, de Boudin et de Cézanne.

En raison de tous les délits qui ont été reconnus à leur charge, Millet et Cazot ont été condamnés chacun à six mois d'emprisonnement et cinq cents francs d'amende. Quant à la femme Cazot, qui avait été reconnue coupable de complicité d'escroquerie, elle a été condamnée à un mois d'emprisonnement avec sursis et deux cents francs d'amende. Enfin Millet, Cazot et la femme Cazot ont été condamnés solidairement à payer à Michaux la somme de 120.000 francs à titre de dommages-intérêts, somme qu'il avait versée pour l'acquisition du « Vanneur au bonnet rouge ». (Trib. correct. Fontainebleau 27 février 1935, confirmé par C. Paris 5 juillet 1936.)

(5) « Quiconque aura détourné ou dissipé au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, denrées, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406. »

dans l'article 406 qui punit le coupable d'un emprisonnement de 2 mois au moins et de 2 ans au plus, et d'une amende ne pouvant excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts dus à la partie lésée, ni être moindre de vingt-cinq francs .

Comment l'application de ce texte peut-elle bénéficier aux acheteurs d'objets d'art ? On le devine aisément lorsque l'on sait que la jurisprudence admet qu'il y a abus de confiance lorsqu'un ouvrier à qui l'on a confié pour le réparer, un objet d'art, un vieux meuble, en tire des copies; l'ouvrier qui agit de cette façon, abuse en effet du dépôt qui lui a été fait, il spéculé dans un intérêt personnel sur l'objet qui lui a été confié dans un tout autre but. Voici la genèse de cette jurisprudence. Le baron Pichon qui possédait une fort belle collection d'objets d'art, avait acheté une paire de salières doubles, en argent, ornées de guirlandes sculptées, attribuées à la main habile d'un orfèvre du XVIII^e siècle : Vincent Bréat, et dont, en tous les cas, l'ancienneté ne pouvait être contestée. Des guirlandes s'étant détachées, Pichon remit l'une des précieuses salières à un nommé Thorel, planeur, pour la restaurer; or, un jour, il apprit que l'ouvrier, peu honnête, en avait profité pour copier la salière, et mettait en vente les copies. Il assigna alors Thorel sous la prévention d'abus de confiance; il prétendait qu'en imitant la salière, l'ouvrier avait considérablement diminué la valeur vénale de cet objet, valeur qui tenait surtout au caractère d'ancienneté et de rareté du modèle; or, soutenait-il, l'article 408 prévoit le détournement, la dissipation, ce qui comprend la simple détérioration ou dépréciation. Le tribunal renvoya Thorel des fins de la plainte, en se basant sur ce qu'elle était insuffisamment justifiée. La poursuite du baron Pichon fut

au contraire admise en appel (6), car la Cour a reconnu que le fait de reproduire clandestinement et dans un intérêt de lucre, une œuvre d'art confiée dans le but unique de la réparer, constitue un abus de confiance; elle a, en effet, estimé que l'imitation d'un objet d'art dont on ne connaît pas d'autres exemplaires, et la mise en vente des imitations, sont la cause, pour cet objet, d'une importante dépréciation qui suffit pour donner lieu à l'application de l'article 408 (7). Cette solution présente un grand intérêt pour les acheteurs d'objets d'art; elle a, en effet, pour résultat de restreindre le nombre des faux qui pourraient être mis en circulation, puisqu'elle permet au propriétaire d'un objet d'art de faire appliquer au restaurateur qui a reproduit l'objet qu'il lui avait confié, les peines prévues pour l'abus de confiance.

(6) Paris 26 mai 1855, *Ann. pr. ind.* 1855 p. 81.

(7) Comme le ministère public n'avait pas fait appel, les peines prévues pour l'abus de confiance ne furent pas appliquées à Thorel, mais ce dernier fut condamné à verser à Pichon 500 francs à titre de dommages-intérêts.

LIVRE II

Le vendeur d'objets d'art dispose-t-il d'un recours pénal ?

Nous n'avons pu découvrir aucune décision judiciaire directement relative à cette question; aussi, nous bornerons-nous à présenter quelques observations théoriques, et à signaler les textes susceptibles d'assurer la répression de certains procédés dont le vendeur d'objets d'art peut-être la victime.

Tout d'abord, dans les ventes privées, le vendeur d'objets d'art est exposé à avoir affaire à un acheteur peu scrupuleux qui essaiera de le tromper afin d'obtenir l'objet à plus bas prix. Il en est surtout ainsi lorsque le vendeur est un simple amateur et que l'acheteur est un marchand de profession; l'acheteur peut alors essayer d'abuser de la crédulité et de la confiance de son vendeur, afin de le convaincre que l'objet d'art qu'il possède n'est pas authentique. Si un acheteur parvenait ainsi, par ses allégations mensongères, à tromper le vendeur sur l'origine, l'époque ou l'auteur de sa chose, ne pourrait-il pas avoir à répondre du délit puni par la loi du 1^{er} août 1905. L'affirmative ne nous semble pas douteuse. L'article 1^{er} de la loi parle en effet de « contractant »; l'emploi de ce terme général démontre que ce n'est pas seulement la fraude du vendeur qui tombe sous l'application des sanctions

pénales, que celle dont se rend coupable un acheteur est tout aussi punissable.

Dans les ventes publiques, le vendeur d'objets d'art court un danger d'un autre genre; il peut subir un grave préjudice par suite d'une opération employée par certains marchands: la « révision ». Cette opération qui est d'un usage fort ancien et qui s'appelait autrefois la Grafinade (1) se réalise pratiquement de la façon suivante (2): lors d'une exposition précédant une vente publique, plusieurs spécialistes du mobilier antique par exemple, ont découvert une petite commode ancienne particulièrement précieuse; ils pourraient, comme cela est normal, enchérir et surenchérir les uns sur les autres pour leur compte personnel; mais ils préfèrent aliéner momentanément leur liberté, et s'entendre: ils forment une coalition qui se donne pour tâche de lutter contre la masse des acheteurs ignorants et honnêtes, afin de se faire adjuger à très bon compte la commode convoitée. La coalition occulte ainsi formée délègue un de ses membres qui est chargé de porter les enchères. La paralysie de la concurrence résultant de cette coalition a presque toujours pour résultat d'empêcher l'objet d'atteindre un prix correspondant à sa valeur exacte. Lorsque l'objet a été adjugé au délégué, les membres de l'association se réunissent, et procèdent entre eux à une adjudication nouvelle de l'objet, qui a pour but de faire attein-

(1) Sébastien Mercier, dans son « Tableau de Paris », a fait une longue description de la Grafinade. Léo Larguier a cité cette description dans un article qu'il a écrit dans : *L'Art Vivant*, 1^{er} avril 1928, p. 293, « La révision ».

(2) Au sujet de la révision, ou, comme on dit encore, du revidage, v. ROUILLON, *Le commissaire-priseur et l'Hôtel des Ventes*, th. Toulouse 1928, p. 307 à 323; M. HAMBURGER, *La vente des antiquités*, p. 58 à 62; Ch. CONSTANT, *Manuel pratique des commissaires-priseurs*, 3^e édition, p. 301.

dre à cet objet sa valeur réelle; l'associé qui se le voit adjudger, partage entre les autres associés, la différence existant entre l'enchère publique et l'enchère clandestine. La révision est ainsi une source de bénéfice pour les marchands qui se sont coalisés, mais il s'agit d'un bénéfice qui est obtenu au détriment du vendeur. Puisque la révision nuit considérablement au vendeur en le dépouillant pour un prix insuffisant de sa chose, le vendeur ne peut-il pas utilement porter plainte contre les auteurs de la révision, et se constituer partie civile pour solliciter l'obtention de dommages-intérêts ?

Juridiquement, la révision est absolument intolérable, car elle altère profondément la sincérité des ventes publiques. Tout d'abord, la convention tacite par laquelle débute la révision, c'est-à-dire l'engagement pris par les associés de ne pas enchérir les uns contre les autres et de laisser le délégué porter les enchères, constitue incontestablement une atteinte à la liberté des enchères, puisque le résultat de cet engagement est une suppression d'enchérisseur; cette convention ne peut donc pas être regardée comme licite. Certes, il est permis à un collectionneur qui, par exemple, habite l'étranger ou ne tient pas à se faire connaître, de donner mandat à un marchand de lui acheter un objet d'art à l'hôtel Drouot; dans ce cas, la liberté des enchères n'est pas troublée, car le mandataire paie le prix qu'aurait payé le mandant, s'il avait lui-même porté les enchères; au contraire, en cas de révision, le prix payé par le délégué est presque toujours inférieur à celui qui l'aurait été par l'un des deux associés, si ceux-ci ne s'étaient pas entendus, et il en résulte un dommage certain pour le vendeur.

Quant à la revente aux enchères accessible aux seuls associés, elle est aussi certainement dépourvue

de tout caractère licite; elle est, en effet, si fortement liée au pacte frauduleux passé par les membres du groupement, si imprégnée de complicité générale, qu'il est impossible de ne pas la condamner.

Le fait d'avoir participé à la révision devait donc être réprimé. Le législateur en a senti très tôt la nécessité. Dès le 29 avril 1806, une ordonnance de police concernant les brocanteurs et les ventes publiques, avait édicté contre la révision, des pénalités sévères. Actuellement, la révision est considérée comme constituant une infraction aux dispositions de l'article 412 du code pénal (3). Ce texte, relatif « aux entraves à la liberté des enchères » est ainsi conçu: « Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punis d'un emprisonnement de 15 jours au moins, de 3 mois au plus et d'une amende de 100 francs au moins et de 5.000 francs au plus. La même peine aura lieu contre ceux qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs. »

Comment les réviseurs peuvent-ils tomber sous le coup de l'article 412 ? La révision rentre-t-elle bien

(3) V. en ce sens : Trib. correct. Seine 4 février 1852, J. C. P. 1853 p. 64, et 21 décembre 1860, J. C. P. 1861 p. 30. Aux termes de ces deux jugements, constitue le délit de l'art. 412, le fait de s'associer et de se coaliser en vue d'acquérir un objet mobilier mis en vente par le ministère d'un officier ministériel, dans le but de partager le bénéfice résultant de la différence entre le prix d'adjudication et celui fixé, par ceux qui se coalisent, comme valeur dudit objet et limite de leurs enchères.

dans la définition du délit d'entraves à la liberté des enchères, définition qui ne vise que les voies de fait, violences ou menaces, dons ou promesses ? En cas de révision, on ne peut pas ordinairement parler de violences, de voies de fait, les membres du groupement ont quelquefois entre eux de violentes discussions, mais, dans la plupart des cas, la révision s'opère d'une manière fort tranquille. De plus, sauf dans des cas très exceptionnels, les réviseurs n'essaient nullement d'intimider le public par des violences. Si la révision constitue une entrave à la liberté des enchères, ce ne peut donc pas être une entrave par contrainte; et, en effet, il s'agit d'une entrave par promesse, promesse d'un profit général à réaliser et à partager (cas prévu et puni par le dernier alinéa de l'art. 412); et c'est bien sous ce jour que les tribunaux considèrent la révision lorsqu'ils lui appliquent l'article 412; un arrêt rendu le 8 novembre 1907 par la Cour de Douai (4) le prouve nettement. Au cours d'une vente publique de bijoux, certains brocanteurs s'étaient rendus coupables d'agissements consistant à réaliser une entente entre les enchérisseurs éventuels de manière à obtenir l'adjudication à vil prix des objets mis en vente; les associés, après la vente, soumettaient les objets acquis à une adjudication nouvelle; les sommes produites par cette seconde vente étaient versées dans une caisse commune dont les associés se partageaient le contenu. La Cour a reconnu dans ces agissements la présence des éléments essentiels du délit d'entraves à la liberté des enchères: « 1° il y avait eu adjudication; 2° les prévenus avaient cherché à écarter les enchérisseurs par promesses réciproques de ne pas surenchérir les uns

(4) D. 1908. 2. 166.

sur les autres, et de se partager les bénéfices produits par l'exécution de leur convention illicite; 3° les enchérisseurs avaient été effectivement écartés, puisque les objets adjugés n'avaient pas atteint leur valeur réelle à la première adjudication et avaient acquis une plus-value lors de la remise aux enchères par l'association incriminée ». La Cour ayant ainsi admis que la vileté du prix atteint par les objets était due au concert frauduleux établi avant l'adjudication, a déclaré les peines portées par l'article 412 applicables aux prévenus.

La révision tombe donc sous le coup de la loi pénale, puisqu'un texte de loi prévoit pour sa punition, l'amende et la prison. De plus, la répression de la révision, lorsqu'elle est exercée, doit emporter des conséquences civiles; nullité de l'adjudication, sous réserve de l'application de l'article 1649, dommages-intérêts pour tous ceux qui ont souffert, du fait de la révision, un préjudice direct; le vendeur, en particulier, pourrait réclamer ces conséquences civiles, lorsque la révision lui est nuisible, ce qui se produit très souvent. Mais, en pratique, malgré les dispositions légales qui la prohibent, la révision continue à se produire, les réviseurs restent presque toujours impunis et continuent à bénéficier d'avantages considérables au détriment des vendeurs. La répression de la révision est, en effet, entravée par un sérieux obstacle: il est fort difficile de prouver les agissements des réviseurs. Ensuite, les vendeurs jugent souvent plus prudent de ne pas intenter une action, car ils se rendent compte qu'en cette matière, la limite qui sépare le délit de l'acte autorisé est très malaisée à tracer; il ne saurait en effet être interdit à un enchérisseur de demander à un autre enchérisseur de bien vouloir, par courtoisie, ne pas lui faire

concurrence au dernier moment; il faut, pour que le délit de révision puisse prendre naissance, et puisse être réprimé, qu'il ait à sa base, une convention tacite, mais formelle et inspirée par une intention frauduleuse; aussi, les vendeurs hésitent-ils à se prévaloir des textes qui prétendent assurer la répression de la révision.

Ainsi, il existe donc un certain nombre de cas dans lesquels, soit l'acheteur soit le vendeur d'objets d'art, peuvent disposer d'un recours pénal. Mais ils ne doivent pas oublier qu'ils ne peuvent porter une plainte, si justifiée soit-elle, que lorsqu'ils se trouvent encore dans le délai légal, délai qui est seulement de 3 ans (5), puisque tous les faits qu'ils peuvent reprocher à leur cocontractant ne constituent que des délits correctionnels.

(5) Art. 638 c. instr. crim.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Après nous être efforcé, conformément au programme que nous nous étions tracé, de définir la protection que les acheteurs et les vendeurs d'antiquités et d'objets d'art peuvent attendre des tribunaux civils ou répressifs, il nous reste à présenter quelques appréciations critiques. Nous le ferons en nous plaçant d'abord sur le terrain civil, puis sur le terrain pénal.

Si, en premier lieu, on cherche à juger l'œuvre accomplie par la jurisprudence civile dans la matière qui nous intéresse, on ne peut manquer de reconnaître que cette œuvre est fort importante. Bien que disposant seulement de textes généraux parfois fort peu explicites, les tribunaux sont parvenus en s'inspirant de l'équité, en tenant compte des circonstances, à construire une théorie harmonieuse, bien nuancée. On peut se demander, cependant, si les résultats auxquels la jurisprudence a pu aboutir, en l'absence de texte spécial, sont suffisamment satisfaisants pour que l'on puisse en conclure à l'inutilité, en cette matière, d'une intervention législative.

Nous ne le pensons pas. Il nous paraît, au contraire, que la création d'un texte de loi relatif à la protection de l'acheteur d'antiquités et d'objets d'art serait tout à fait opportune.

Nous allons d'abord préciser les raisons sur lesquelles se base notre opinion. Puis nous exposerons la ma-

nière dont, à notre avis, devraient être conçues dans leurs grandes lignes, les dispositions de ce texte.

La jurisprudence, lorsqu'elle a voulu protéger l'acquéreur d'objets d'art, s'est trouvée en présence de deux institutions qui, selon les textes, étaient nettement distinctes : l'erreur sur la substance et la garantie des vices. Sentant que ces deux institutions étaient, au fond, dominées par un même principe, les tribunaux ont admis que toutes deux étaient applicables dans les ventes d'objets d'art, mais ils ne l'ont fait qu'en les modelant de telle façon qu'elles puissent l'une et l'autre répondre aux nécessités pratiques. Les décisions que nous avons commentées, nous ont montré la théorie de l'erreur et la théorie des vices cachés réagissant fortement l'une sur l'autre, se pénétrant réciproquement, tendant de plus en plus à se dépouiller des caractères particuliers que le législateur leur a respectivement assignés, pour prendre une physionomie identique. La tendance de la jurisprudence semble donc être de construire une action unique et composite, empruntant certains caractères de l'erreur et certains caractères de la garantie des vices.

Il arrive parfois que des dispositions législatives tendent au même but, mais y parviennent par des procédés très distincts ; cela vient, comme le dit M. Célice (1) « de ce qu'on aperçoit d'abord les situations variées qu'il faut régler, avant d'apercevoir le principe commun qui les domine toutes, et qu'on donne pour chacune de ces situations, une formule, sans attendre d'avoir découvert l'idée générale qui engloberait toutes les situations ». C'est bien, semble-t-il, ce qui s'est passé à l'égard de la théorie des vices rédhibitoires et de celle de l'erreur, et c'est pourquoi

(1) *Op. cit.* p. 201.

la jurisprudence s'oriente vers une action unique. De plus, elle tend à construire une action composite, car elle s'est rendue compte que ni l'une, ni l'autre de ces théories ne s'adaptaient exactement aux besoins de la pratique. La conception à laquelle la jurisprudence a ainsi abouti, nous est apparue comme satisfaisante, comme résolvant d'une façon équitable, les difficultés soulevées par les diverses variétés de ventes d'objets d'art.

Si l'on pouvait s'en tenir à cette tendance de la jurisprudence à assimiler l'action pour erreur sur la substance et l'action en résolution pour vice rédhibitoire, on en conclurait que l'acheteur d'antiquités et d'objets d'art, ne dispose en réalité que d'une seule action, mais qu'il a le choix, pour mettre en jeu cette action, entre deux procédés; il lui serait possible, soit de prétendre avoir commis une erreur sur l'authenticité, soit de prétendre que l'inauthenticité est un vice caché; mais, dans les deux cas, il lui serait appliqué les mêmes règles, imposé les mêmes exigences de preuve; s'il triomphait, il serait toujours replacé dans la situation où il était avant la conclusion du contrat.

Le seul reproche que l'on pourrait alors faire à notre Droit, serait de conserver côte à côte, sans raison plausible, deux actions tendant au même but. Mais, en réalité, cette coexistence de deux actions qui ont été peu à peu assimilées n'est pas seulement inutile, elle est dangereuse pour les acheteurs. En effet, si les tribunaux peuvent se permettre d'essayer d'adapter les conceptions législatives à la pratique, ils ne peuvent le faire que dans la mesure où ils ne sont pas liés par les textes. Aussi, lorsqu'ils ont voulu rapprocher la théorie de l'erreur et la théorie des vices rédhibitoires, y a-t-il un point sur lequel il leur a été

impossible d'opérer le rapprochement; ce point est la durée du délai; ils ont été contraints de continuer à admettre que l'action de l'acheteur d'objets d'art ne peut être reçue que pendant un bref délai si elle est fondée sur la garantie, alors qu'elle peut être reçue pendant dix ans à partir de la découverte de l'inauthenticité, si elle se base sur l'erreur. Or, cette différence entre deux actions qui sont devenues à peu près identiques, paraît bien difficile à justifier. Si encore l'acheteur qui a invoqué uniquement la garantie des vices, et qui a été déclaré irrecevable en première instance, parce qu'il avait attendu trop longtemps pour se plaindre, pouvait invoquer l'erreur sur la substance devant la Cour ! Mais on sait qu'une règle de procédure interdit de former des demandes nouvelles en appel, et n'admet la recevabilité que des moyens nouveaux (2). Pour que l'acheteur qui invoquerait l'erreur après avoir invoqué la garantie ne fût pas exposé à se voir opposer par son adversaire, l'exception d'incompétence de la juridiction d'appel (3), il faudrait donc qu'il soit considéré comme proposant simplement un moyen nouveau; mais il est bien difficile de dire que la question, si elle se posait, serait résolue dans ce sens. De même, on ne peut guère affirmer que le juge qui se trouverait en face d'un acheteur qui n'aurait pas agi immédiatement, et qui n'aurait invoqué que la garantie des vices, se croirait autorisé à suppléer le moyen tiré de l'erreur (4).

(2) V. GLASSON, MOREL et TISSIER : *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile*, 3^e éd., T. III, p. 373, n^o 902.

(3) La jurisprudence admet que cette exception est simplement d'intérêt privé et non d'ordre public. V. GLASSON, MOREL et TISSIER, *op. cit.*, p. 377.

(4) Relativement à toutes ces questions, une espèce qui a été jugée par le trib. civ. de la Seine, puis par la Cour de

Il nous semble donc qu'il serait nécessaire, en notre matière, de mettre fin à la complication inutile et dangereuse qui résulte de la coexistence de l'action en nullité pour erreur et de l'action en garantie des vices, et de créer une action unique. C'est là, la réforme législative qui nous semblerait souhaitable.

Cette action unique serait celle qu'ont construite les décisions judiciaires, c'est-à-dire une action empruntant certains éléments à la théorie de l'erreur et certains éléments à la théorie des vices. Pour les conditions de preuve, l'acheteur qui invoquerait cette action aurait à démontrer d'une part qu'il a été déterminé à contracter par sa croyance à l'authenticité, et d'autre part que sa confiance dans l'existence de cette authenticité était bien fondée; il aurait aussi bien entendu à prouver que le vendeur connaissait ou devait connaître l'in-

Paris (5 mars 1890, *Pand. fr. pér.* 1891. 2. 116, S. 1890. 2. 133), mérite que l'on s'y arrête quelque peu. Dans cette affaire, un acheteur de girandoles, que le vendeur avait garanties à tort comme étant d'époque Louis XIV, a été débouté par le tribunal, sous prétexte qu'il avait attendu trop longtemps pour se plaindre du vice rédhibitoire présenté par les girandoles; ce même acheteur a vu au contraire la Cour annuler la vente des girandoles sous prétexte qu'elle était entachée d'erreur substantielle. Que s'est-il passé au fond ? La rédaction des jugements ne le laisse pas deviner. D'après quelques observations insérées dans les *Pand. fr. pér.* où ces jugements ont été rapportés, il semble que l'acheteur, en première instance, s'était borné à assigner son vendeur en résolution, et que le tribunal avait jugé que cette action se fondait sur les articles 1641 et suiv.; l'acheteur avait alors soutenu en appel que l'action qu'il avait intentée ne se fondait pas sur un vice rédhibitoire, mais sur l'erreur sur la substance, et que par conséquent l'article 1648 était sans application dans la cause. D'après une note insérée au Recueil Sirey où les jugements en question sont aussi rapportés, l'acheteur avait invoqué les articles 1641 et suiv., et le tribunal avait jugé conformément à ces articles; mais la Cour « avait restitué à l'action de l'acheteur son véritable caractère, celui d'une action en nullité pour erreur sur la substance ».

On ne peut donc, on le voit, dans l'ignorance des conclusions présentées par les parties à ce procès, que se livrer à des suppositions.

tention où il était d'acheter un objet authentique, et à établir le défaut d'authenticité. Naturellement, pour l'appréciation des circonstances et des faits d'où pourraient résulter ces preuves, il faudrait laisser au juge un pouvoir souverain; comme le disait Ritter (5), il nous paraît que si on légiférait en matière de ventes d'objets d'art et d'antiquités, il faudrait dire, au rebours de la fameuse maxime du chancelier Bacon: « *Optima lex qui plurimum relinquit arbitrio iudicis* ».

Pour les résultats à attribuer à l'action, il nous semble qu'il faudrait faire appel uniquement à la théorie de la garantie des vices qui est sur ce point plus souple, plus nuancée que la théorie de l'erreur. L'acheteur aurait le droit, soit de demander la restitution du prix contre remise de l'objet, soit seulement la réduction du prix, faculté qui, nous l'avons constaté, serait souvent très utile (6).

Quant au délai, il ne saurait, à notre avis, être question d'accorder simplement « un délai bref » qui ne se justifie nullement, nous l'avons vu, dans notre matière. Il ne saurait non plus être question de fixer un délai sans préciser ni sa durée, ni son point de départ. Il semble qu'il serait nécessaire de situer le point de

(5) *Op. cit.* p. 7.

(6) Ces résultats pourraient être réclamés par l'acheteur aussi bien à l'égard d'un vendeur antiquaire que d'un vendeur amateur; nous ne pensons pas qu'il soit possible d'étendre aux antiquaires, certaines règles applicables aux intermédiaires de Bourse. L'article 48 du décret du 7 octobre 1890 (S. 1891. 5. p. 114) a mis à la charge de ces intermédiaires, lorsqu'ils livrent un titre irrégulier, amorti, ou frappé d'opposition, l'obligation de remplacer le titre dans les trois jours de la réclamation, sans que le client soit astreint à un délai bien déterminé pour sa réclamation. Le client est tenu de prendre le nouveau titre régulier qui lui est offert, car on considère qu'il y a inexécution défectueuse des conditions du contrat, plutôt que vice du contrat. Cette solution, qui s'explique pour les titres qui sont des choses de genre, ne peut pas se concevoir pour les antiquités qui sont des corps certains.

départ du délai à la découverte de l'inauthenticité. Quant à la durée du délai, il appartiendrait au législateur de la fixer; il verrait si le délai de dix ans est nécessaire ou si un délai de quelques années ne serait pas suffisant.

Cette action unique dont nous préconisons la substitution à l'action en nullité pour erreur et à l'action en garantie des vices serait peut-être utile en d'autres matières où nous avons vu les tribunaux hésiter entre les deux actions : ventes de titres de bourse, ventes de perles. Peut-être même un jour, la théorie de l'erreur et la théorie de la garantie disparaîtraient-elles complètement de notre Code pour faire place à une théorie unique, puisque certains auteurs soutiennent que « dans une législation bien faite, les deux théories devraient se confondre » (7).

A côté de la réforme législative que nous venons de suggérer, il nous paraît qu'il est encore un autre point en matière civile, sur lequel des progrès seraient à réaliser. Nous avons pu nous rendre compte combien on est peu d'accord en pratique, sur la signification à attribuer aux diverses expressions en usage pour désigner l'âge, l'auteur, d'un objet. Si cette signification était fixée d'une façon précise, cela serait avantageux, non seulement pour les parties, mais encore pour les tribunaux qui verraient dès lors, dans bien des cas, leur tâche considérablement facilitée. Nous pensons que cette détermination du sens des termes usuels du commerce des objets d'art pourrait peut-être se faire dans des congrès d'amateurs, de professionnels, qui se réuniraient de temps à autre. Ce procédé qui a rendu

(7) V. DEMOGUE : *Traité des obligations*, T. I, p. 437; v. aussi CÉLICE, *op. cit.* p. 206.

de grands services dans d'autres matières, se révélerait peut-être utile ici.

Si, quittant le Droit civil, on passe au Droit pénal, il semble que là encore, une réforme législative serait souhaitable. Il faudrait tout d'abord que la protection du vendeur dans les ventes publiques soit assurée d'une façon beaucoup plus efficace qu'elle ne l'est actuellement; l'article 412 qui est destiné à réprimer le délit d'entraves à la liberté des enchères n'oppose que de fragiles barrières aux coalitions de marchands qui pratiquent la révision. Or, il serait nécessaire que les agissements coupables des réviseurs soient punis, afin que la révision devienne de plus en plus rare; pour y parvenir, il faudrait, d'une part, qu'un texte vienne compléter l'article 412 et permettre de réprimer réellement la révision, et que, d'autre part, la police exerce autour des ventes publiques, une surveillance active qui aiderait à découvrir l'existence des associations de réviseurs.

La protection de l'acheteur d'objets d'art est assurée, sur le terrain pénal, par l'article 405 et par la loi du 1^{er} août 1905; il serait peut-être utile de la compléter par un texte destiné à défendre les amateurs contre certains antiquaires cupides, trop désireux de réaliser d'importants bénéfices. Nous savons que la jurisprudence ne présume pas que l'antiquaire qui a vendu un faux pour un original, est de mauvaise foi, et elle s'inspire en cela des difficultés que rencontre même un professionnel lorsqu'il cherche à se rendre compte si un objet est ou n'est pas réellement authentique. Cependant, il est un cas où il ne nous paraîtrait pas exagéré de présumer la mauvaise foi de l'antiquaire; c'est le cas où ce dernier a garanti expressément l'authenticité d'un objet qui se révèle ensuite complètement

inauthentique. Pour se permettre de donner une garantie formelle, il faut être absolument convaincu de la réalité de l'authenticité; or, il semble bien douteux qu'un antiquaire qui se trouve en face d'un faux, puisse n'éprouver aucun soupçon quant à l'inauthenticité. On pourrait donc concevoir une disposition législative qui admettrait que l'antiquaire qui a garanti l'authenticité d'un objet faux, doit en principe être présumé de mauvaise foi, et qui autoriserait l'acheteur trompé à réclamer, contre cet antiquaire, l'application d'une pénalité. Cette pénalité pourrait, nous semble-t-il, n'être que pécuniaire; une peine privative de liberté serait trop rigoureuse. Il faudrait aussi prévoir que la présomption de mauvaise foi contre l'antiquaire ne vaudrait que jusqu'à preuve contraire; il pourrait démontrer qu'il a pu, de bonne foi, croire à la réelle authenticité de l'objet qu'il a garanti.

La réalisation des quelques réformes que nous venons de proposer aurait pour résultat de renforcer la protection des parties dans les ventes d'antiquités et d'objets d'art, et d'aider la jurisprudence à parfaire l'œuvre considérable qu'elle a accomplie. De plus, il nous paraît que le législateur ne peut pas continuer à se désintéresser d'une matière qui présente un intérêt d'actualité de plus en plus prononcé, si l'on en juge par les splendides résultats obtenus, malgré les graves sujets d'inquiétude actuels, par les grandes ventes (8)

(8) Plusieurs de ces ventes ont remporté un succès éclatant; leurs produits se chiffrent par millions. Lors de la dispersion de la première partie de la fameuse collection de M. Gaston Menier, le 24 novembre 1936, tableaux, objets d'art, meubles anciens ont atteint de très hauts prix. V. : « Ce qu'on a vendu : La vente de la collection Gaston Menier. Un portrait par Nattier adjugé 887.375 francs... et un buste par Houdon 1.064.850 francs ». (Beaux-Arts, 27 novembre 1936.) Une

qui viennent de marquer les débuts de la saison 1936-37 qui s'annonce fort brillante.

autre vente sensationnelle a été celle de la célèbre collection Coty, vente qui a eu lieu le 30 novembre et le 1^{er} décembre 1936, et lors de laquelle un chef-d'œuvre de Largillière a été adjugé 1.510.000 francs. V. « La vente des collections François Coty a produit 7.724.100 francs. » (Beaux-Arts, 4 déc. 1936.). La vente de la Bibliothèque hispanique réunie par M. R. Foulché-Delbosc a atteint en octobre 1936, un total dépassant de 50 pour 100 au moins, toutes les prévisions. V. « La Curiosité. Les Ventes à Paris » (La Revue de l'Art, novembre 1936, p. 194.)

VU :

Le Président de la thèse,
MARC DESSERTAUX.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
A. GUILLOIS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 18 Novembre 1936.
Le Recteur de l'Académie de Dijon,
C. SPENLÉ.

Index chronologique des décisions judiciaires citées (1).

(Les décisions dont la date est précédée d'un astérisque sont celles qui ne sont pas directement relatives à la matière des antiquités et des objets d'art.)

1813

17 juin. — Cour Paris, Perregaux c. Varisco. — S. 1814. 2. 85; Ann. pr. ind. 1861 p. 740.

1840

14 mars. — Trib. civ. Seine, de Brouquens c. Bedotti. — Le Droit 15 mars 1840.

1844

Trib. comm. Seine. — Journal des Débats 6 septembre 1844, cité par Delamarre et Le Poitvin, *Traité théorique et pratique de droit commercial*, Paris 1861, T. V, p. 256.

1846

7 avril. — Trib. correct. Saint-Omer. — D. 1846. 4. 270. (2)

(1) Lorsqu'une affaire aura donné lieu à un arrêt de cour d'appel, nous ne citerons ordinairement dans le texte que la date de cet arrêt, nous contentant d'indiquer dans une note la date du jugement de première instance lorsque ce jugement sera important, ou lorsque la référence qui le concerne sera différente de celle concernant l'arrêt de la cour. Cependant, lorsque dans un procès ayant donné lieu à appel, le jugement de première instance sera seul intéressant, l'arrêt de la cour s'étant borné purement et simplement à confirmer, nous inscrirons alors, au texte, la date du jugement de première instance et nous mettrons en note la date de l'arrêt.

(2) Confirmé par C. Douai 5 mai 1846.

27 mai. — Cour de Douai, Bienbar c. Godig. — D. 1846.
4. 509; S. 1846. 2. 501.

1849

9 janvier. — Cour Paris, Durand-Ruel c. Lévy-Cerf. —
S. 1849. 2. 80; D. 1849. 2. 67. (3)

1852

*4 février. — Trib. correct. Seine. — J. C. P. 1853 p. 64.

1855

26 janvier. — Cour Bruxelles, Pavy c. Vercauteren. —
Pasier. belge 1856. 2. 49.

26 mai. — Cour Paris, Pichon c. Thorel. — Ann. pr.
ind. 1855 p. 81.

1856

29 mars. — Cour Paris, Leroy d'Etiolles c. Remilleux. —
D. 1856. 2. 175; S. 1856. 2. 304; Ann. pr.
ind. 1856 p. 120.

1^{er} juillet. — Trib. comm. Seine, de Villars c. Pettinati.
— Ann. pr. ind. 1856 p. 206.

8 novembre. — Cour Bruxelles, Neumans c. Wuyts. —
D. 1857. 2. 110.

1858

Trib. correct. Seine. — Cité par A. Ritter, *De
l'erreur dans les contrats*, p. 153.

1860

*21 décembre. — Trib. correct. Seine. — J. C. P. 1861
p. 30.

1862

28 juin. — Trib. civ. Seine, Ferréol c. Baron. — D. 1863.
3. 24.

1863

15 avril. — Trib. comm. Seine, Le vicomte d'Auteuil c.
Duclos. — Ann. pr. ind. 1863 p. 339.

(3) Infirmant Trib. civ. Seine 28 janvier 1848, S. 1848. 2. 99.

1864

13 janvier. — Cass. Req., Bloch c. Hayaux du Tilly. —
D. 1864. 1. 162; S. 1864. 1. 93. (4)

1865

30 novembre. — Trib. civ. Seine, Joubert c. Devigne. —
Ann. pr. ind. 1866 p. 99.

1866

1^{er} juin. — Trib. civ. Seine, Héritiers Piérard c. héritiers
Meffre. — Ann. pr. ind. 1866 p. 388.

1867

25 avril. — C. Paris, Jarvès c. Moreau. — Ann. pr. ind.
1867 p. 412. (5)

1^{er} mai. — Trib. civ. Seine, Verdier c. Detrimont. — Ann.
pr. ind. 1867 p. 4. (6)

1870

23 février. — Trib. correct. Seine. — Ann. pr. ind. 1870
p. 201.

1873

27 février. — Trib. comm. Seine, Mme Bouqueton c.
Lannoy, Jacques et autres. — Ann. pr. ind.
1873 p. 318.

1874

29 janvier. — Cass. Crim. — D. 1875. 1. 96.

17 décembre. — Trib. civ. Reims, Michel c. Coquet. —
D. 1876. 2. 62; Ann. pr. ind. 1875 p. 421. (7)

1875

4 février. — Trib. comm. Seine, Gandouin c. Luquet. —
Ann. pr. ind. 1875 p. 143.

3 juillet. — Trib. civ. Tours, Désiré Lévy c. Dubois et
Poulet. — Ann. pr. ind. 1876 p. 368.

26 août. — Trib. comm. Seine, Bernheim aîné c. Launoy.
— J. trib. comm. 1876 p. 17.

(4) Rejet du pourvoi formé contre un jugement du trib. civ.
Seine 19 septembre 1862.

(5) Confirmant trib. comm. Seine 14 mars 1866.

(6) Confirmé par C. Paris 15 février 1868.

(7) Confirmé par C. Paris 18 juin 1875.

1876

- 8 mars. — Cour Paris, Jonage c. Bachelin-Deflorenne. — Ann. pr. ind. 1876 p. 303. (8)
19 avril. — Trib. comm. Seine, Mérat c. Favart. — Ann. pr. ind. 1876 p. 371.

1877

- 1^{er} décembre. — Cour Paris, de Nolivos et Besnard c. Basilewski. — S. 1877. 2. 325.

1878

- 14 décembre. — Cour Paris, Tourreil c. Schwabacher. — Ann. pr. ind. 1878 p. 335.

1881

- 21 février. — Trib. comm. Nice, Bailly c. Kleinberger. — La Loi 1881 n° 68 p. 270.
2 novembre. — Trib. comm. Seine de Vaere c. Deveuve. — v. C. Paris 14 décembre 1882 ; S. 1883. 2. 69; Gaz. Pal. 1883. 1. 311; J. C. P. 1883 p. 101; Ann. pr. ind. 1885 p. 114; J. trib. comm. 1883 p. 227.

1883

- 22 juin. — C. Douai, Leroy c. Robeau. — Ann. pr. ind. 1885 p. 115; J. C. P. 1884 p. 73.

1884

- 19 janvier. — Trib. civ. Seine, Lelong c. Maillé-Duboulay et Denière. — La Loi 21 janvier 1884; Le Droit 1884 n° 17.
30 janvier. — Trib. civ. Seine, Bourdois c. Waltner. — Gaz. Pal. 1884. 1. suppl. p. 11; J. C. P. 1884 p. 39.
30 avril. — C. Agen, André c. de Rolland. — D. 1887. 1. 105; S. 1887. 1. 153; Pand. fr. pér. 1888. 1. 269.
2 juillet. — Trib. civ. Seine, d'Estampes c. Reinach, Febvre et autres. — La Loi 3 juillet 1884.

(8) Infirmant jugement du trib. comm. Seine 5 août 1874.

1885

5 décembre. — Cour Paris, Gelly c. Legay. — Le Droit
23 juin 1886.

1886

18 novembre. — Trib. civ. Troyes, Denière c. Madin. —
Le Droit 1887 n° 86.

1887

31 mai. — Trib. civ. Seine, Docquin c. Bourdon et Noël.
— J. C. P. 1888 p. 110.
13 août. — Trib. civ. Seine, Lévy c. Courty. — Le Droit
28 octobre 1887; La Loi 26 août 1887.

1888

12 décembre. — C. Bruxelles, Cohen c. Henrotay et con-
sorts. — Pasir. belge 1889. 2. 390. (9)

1889

5 février. — Trib. civ. Seine, Comment c. Zwiener. —
Le Droit 17 février 1889.
2 mars. — Trib. comm. Seine, Lépée-Esmelin c. Rose-
nau. — La Loi 17 mars 1889.

1890

7 janvier. — Trib. civ. Bordeaux, Descamps c. Mar-
miche. — Gaz. Pal. 1890. 2. 19.
5 mars. — C. Paris, Berlino c. Poulet. — S. 1890. 2.
133; Pand. fr. pér. 1891. 2. 116. (10)
9 mai. — Trib. civ. Marseille, Terracina c. Hubert. —
J. C. P. 1895 p. 27.
22 mai. — Trib. civ. Versailles, Bourgeois c. Haran et
Gandouin. — Le Droit 24 mai 1890.
*19 juillet. — C. Paris, Terras c. Lefèvre. — D. 1892. 2.
257.
12 août. — C. Nîmes, Tayol c. Boyer et Boyer c. Astruc.
— Gaz. Trib. 22 août 1890.

(9) Confirmant trib. civ. Bruxelles 15 mai 1888.

(10) Infirmité trib. civ. Seine 23 mars 1888.

1891

- 25 juin. — C. Paris, Perdreau c. Veil-Picard. — Gaz. Pal. 1891. 2. 46; Le Droit 3 juillet 1891. (11)
*2 juillet. — C. Paris, Lion c. Lecomte. — D. 1892. 2. 257.
22 juillet. — Trib. civ. Seine, Young c. Simon, Simon c. Brebant-Peel, Brebant-Peel c. Féral. — Le Droit 31 juillet 1891.
12 novembre. — Trib. comm. Seine, dame Léonide Leblanc c. Bloch. — J. C. P. 1896 p. 116.
23 décembre. — Cass. Req. veuve David-Chassagnolle c. Terme et Durand-Ruel. — D. 1892. 1. 409; Ann. pr. ind. 1892 p. 252. (12)

1892

- 8 janvier. — C. Bruxelles, Valentin-Roussel c. Manteau. — Pasizr. belge 1892. 2. 323.
17 mars. — Trib. comm. Bruxelles, Boussard-Valadon et Cie c. Clarembaux. — Pasizr. belge 1892. 3. 190.

1895

- 3 avril. — Trib. civ. Seine, dame Cousin c. Lévy. — Gaz. Pal. 1895. 2. 337.
29 novembre. — C. Bruxelles, de Chasteleer et consorts c. Clarembaux. — Pasizr. belge 1896. 2. 97.

1897

- 12 mars. — Trib. civ. Saint-Etienne, Braud c. Gisclon et Dorne et consorts Madiguier. — J.C.P. 1897 p. 337.
5 juin. — Trib. civ. Seine, Tavernier c. Debut et Coulon. — Le Droit 19 août 1897.

1900

- 25 janvier. — Trib. civ. Seine, Beugnet fils et Bonjean c. Kahn. — Gaz. Trib. 1900. 1^{er} sem. 2. p. 506.

(11) Confirmant trib. civ. Seine 21 janvier 1890, Gaz. Pal. 1890. 1. 251.

(12) V. surtout l'arrêt de la Cour de Paris du 16 mai 1890 et le jugement du tribunal civ. Seine, même référence.

25 juillet. — Cass. Civ., Bernheim c. veuve Tardif. — D. 1904. 1. 611; S. 1902. 1. 317; Pand. fr. pér. 1901. 1. 377.

1901

22 janvier. — C. Paris, Baron c. Martin Séoublum. — J. trib. comm. 1902 p. 318. — Pand. fr. pér. 1903. 2. 70.

10 juin. — Trib. civ. Seine, Flament c. Quasnika. — Cité par E. Copper, L'Art et la loi p. 470.

1902

20 janvier. — Trib. civ. Seine. — Gaz. Pal. 21 janvier 1902.

1903

21 juillet. — Trib. civ. Bayonne. — Gaz. Trib. 1904. 1^{er} sem. 2. 59.

1904

14 octobre. — C. Alger. — Le Droit 21 décembre 1904.

1905

2 novembre. — Trib. civ. Seine, Gabriel v. Van den Berghe. — Gaz. Trib. 1906. 1^{er} sem. 2. p. 106.

13 novembre. — C. Bordeaux, Pommiès c. Ellissen. — D. 1908. 2. 287; S. 1906. 2. 287; J. C. P. 1906 p. 77; Gaz. Pal. 1906. 1. 280.

14 décembre. — C. Bruxelles, veuve Bremer c. Schoof. — Gaz. Trib. 1906. 1^{er} sem. 2. p. 401.

1906

*28 juin. — Trib. civ. Tunis. — J. C. P. 1907 p. 152.

1907

*8 novembre. — C. Douai. — D. 1908. 2. 166.

28 décembre. — C. Paris, de Bryas c. de Kerville. — Gaz. Trib. 1908. 1^{er} sem. 2. p. 431. (13)

1908

26 février. — Trib. civ. Saint-Brieuc, Prud'homme c. Ville de Saint-Brieuc. — D. 1909. 2. 223.

(13) Confirmant trib. civ. Seine 17 décembre 1906, Gaz. Trib. 1907. 2^e sem. 2. p. 110.

1910

- 17 mars. — C. Bordeaux, Frisson c. de la Chapelle. —
Le Droit 9 novembre 1910.
22 novembre. — Trib. civ. Mâcon, Tardy c. de la Chesnais.
— Rec. Dijon 1911 p. 23.

1911

- 5 janvier. — Trib. civ. Seine, Cahurel c. dame Potter-
Palmer. — Gaz. Trib. 1911. 1^{er} sem. 2. 237;
J. C. P. 1912 p. 101.
15 juillet. — C. Rouen, Reinhart c. Robert. — D. 1912.
2. 367; S. 1912. 2. 252.
30 novembre. — Trib. comm. Marseille, Foa et fils c.
Tardif et Tardif et Cie. — Journ. de jurispr.
comm. et mar. 1912 1. p. 108.

1912

- 20 février. — Trib. civ. Seine, Depret c. veuve Chevallier
et Féral. — J. C. P. 1912 p. 105.
20 février. — Trib. civ. Seine, Depret c. Féral et Baudoin.
— J. C. P. 1912 p. 115.
22 mars. — Trib. correct. Seine. — Gaz. Trib. 23 mars
1912.
8 juin. — Trib. civ. Seine, Leclerc c. Rapilly et Des-
vougues. — Gaz. Trib. 1912. 2^e sem. 2. 119.
24 décembre. — C. Paris. — Gaz. Trib. 1913. 1^{er} sem. 2.
126.

1913

- 4 janvier. — Trib. comm. Nantes, de Fériet c. Servain.
— Jur. Nantes 1913. 1. 294.
5 février. — Trib. civ. Seine, Franchetti c. Keller. —
Gaz. Trib. 1913. 1^{er} sem. 2. 321.
21 février. — Trib. civ. Seine, — Gaz. Trib. 1913. 1^{er} sem.
2. 386.
22 avril. — C. Bordeaux, Oudard c. Velghe. — Journ. des
Arrêts de la C. Bordeaux 1914. 1. 176.
7 mai. — C. Caen. — Gaz. Pal. 1913. 2. 253. (14)

(14) Appel du jugement du trib. correct. Bayeux 25 jan-
vier 1913, La Loi 26 juin 1913.

17 juillet. — Trib. civ. Marmande. — J. C. P. 1914 p. 215.
14 novembre. — Trib. correct. Seine. — Le Droit 6 décembre 1913.

1914

14 mars. — Trib. civ. Seine, Stiebel c. Balbo. — J. C. P. 1914 p. 109; Gaz. Trib. 1914. 2^e sem. 2. 41.

1916

19 janvier. — Trib. correct. Seine. — La Loi 27 mai 1916.

1917

7 mars. — C. Paris, dame Gibert c. Stoffel et Meyer. — Gaz. Pal. 1916-17 p. 583.

1918

2 novembre. — Trib. comm. Nantes, Delle Noë c. Tardivel. — Jur. Nantes 1919. 1. 47.
26 novembre. — Trib. civ. Seine, dame Morgon c. Desbordes de Montcorin. — Ann. pr. ind. 1921 art. 5344; Gaz. Trib. 1921. 2. 188. (15)

1919

3 juin. — Cass. Req., Boutheron-Desmarais c. Jacques Sélignmann. — Gaz. Trib. 13 juillet 1919.
27 juin. — Trib. correct. Seine. — Gaz. Trib. 27 août 1919.

1920

12 février. — Trib. civ. Seine, consorts de Curel c. Sortais. — Gaz. Trib. 1920. 2. 216.

1922

9 novembre. — C. Paris, Géljou c. Toulousy. — Gaz. Pal. 1922. 2. 670; Ann. pr. ind. 1923 p. 2.
26 décembre. — Cass. Req. — S. 1923. 1. 338.

1923

30 août. — Trib. comm. Seine, Demotte c. Seligmann. — Gaz. Trib. 1924. 2. 128; Ann. pr. ind. 1929 p. 25.

(15) Confirmé par C. Paris 26 novembre 1920.

1924

- *18 mars. — C. Cass., Springard c. M^e Normand. — Ann. pr. ind. 1929 p. 26.

1925

- *15 janvier. — Trib. comm. Seine, Pohl c. Moussaieff. — Gaz. Pal. 1925. 1. 523; J. trib. comm. 1926 p. 160.
9 mars. — Trib. civ. Seine, Jonas c. Comte de Germiny. — D. H. 1925 p. 263.
21 juillet. — Trib. civ. Seine, Lucio Gordillo c. Wagram. — D. H. 1925 p. 696.

1926

- 29 juillet. — Cass. Crim. — D. H. 1926 p. 436.

1927

- *12 décembre. — Trib. civ. Loiret. — J. C. P. 1928 p. 207.

1928

- 9 mai. — Trib. comm. Saint-Nazaire, Brulé c. Arnaud. — R. Dr. Fr. 1928 n° 11 p. 83.
19 mai. — C. Paris, L. de Tastes c. consorts Darley. — Ann. pr. ind. 1929 p. 20. (16)

1929

- 17 juin. — C. Rennes, Masurel c. Winter. — Gaz. Pal. 1929. 2. 397.
25 juillet. — Trib. comm. Lyon, Icard c. Crebier. — Gaz. jud. et comm. de Lyon 26 mars 1930.
26 décembre. — Trib. correct. Seine. — Mercure de France 1930 p. 422.

1930

- 29 janvier. — Trib. civ. Lyon, Larde c. demoiselle Babilon. — Gaz. Pal. 1930. 1. 572.
3 novembre. — Trib. civ. Seine, Bouteiller c. époux Piccioni et époux Orion. — Gaz. Pal. 1931. 1. 15.
26 novembre. — C. Rouen, Marin-Berrier c. Kaufmann. — R. Dr. Fr. 1931 n° 1 p. 5.

(16) Appel du jugement du trib. Fontainebleau 17 mai 1922.

8 décembre. — Trib. civ. Dijon, dame Gabrielle Corde
veuve Giroux c. consorts D... — Inédit.

1931

- 21 janvier. — C. Orléans, Camirel c. Chocquel. — D. H.
1931 p. 172.
18 mars. — C. Lyon, Rotil c. Balas. — D. 1933. 2. 25 et
la note; D. H. 1931 p. 276.
30 juillet. — C. Riom. — Mercure de France 1931 p.
206. (17)

1934

- 8 février. — Trib. correct. Nice. — L'Eclaireur de Nice
et du Sud-Est 14 et 15 mars 1935. (18)
23 avril. — C. Aix, Mouchnino c. Grand. — Semaine juri-
dique 1934 p. 771. (19)
7 mai. — Trib. civ. Seine, Bourdelet, époux Bailleux c.
Pedro Truyol. — Gaz. Trib. 1934 2^e sem.
2. 56.
20 novembre. — C. Paris. — Gaz. Pal. 1935. 1. 175.
14 décembre. — Trib. correct. Cusset. — Gaz. Pal. 1935.
1. 388.

1935

- 26 février. — C. Toulouse, Aicard c. M^e Raucoules et M^e
Rouillon. — J. C. P. 1935. p. 137. (20)
27 février. — Trib. correct. Fontainebleau. — Inédit. (21)
3 juillet. — Trib. civ. Seine, Massard c. Baudoin, Lair-
Dubreuil, Sorbac. — Gaz. Trib. 1935. 2. 464.
*10 octobre. — Trib. civ. Seine. — Gaz. Pal. 1935. 2. 829.

(17) Confirmant non-lieu prononcé par trib. Cusset 26 juin
1931.

(18) Confirmé par C. Aix début mars 1935, L'Eclaireur de
Nice et du Sud-Est, 14 et 15 mars 1935, « Le Mystère de la
poudreuse Louis XV ».

(19) Sur appel du jugement du trib. comm. Nice 10 juillet
1930.

(20) Sur appel du trib. civ. de Castres 21 juillet 1932, J.
C. P. 1932 p. 173.

(21) Confirmé par C. Paris 5 juillet 1936, v. Le Matin 7 juil-
let 1936, « L'affaire des faux Millet »; « Comœdia » 7 juillet
1936, « Fin de l'histoire des faux Millet ».

- 6 novembre. — Trib. civ. Seine, Société Léon Gruel c.
Henri Lavedan. — Gaz. Trib. 1936. 2. 13.
*4 décembre. — C. Paris. — Gaz. Pal. 1906. 1. 347.

1936

- 26 mars. — C. Lyon, Modie c. Haymann. — Gaz. Pal.
1936. 1. 775.
-

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 5^e éd., T. IV et V.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité théorique et pratique de droit civil*, supplément par J. BONNECASE, T. II, 1925.
- BAYARD E. — *L'art de reconnaître les fraudes*, 1920.
- BERNON J. (DE). — *Des vices rédhibitoires ou cachés dans les différents contrats*, Thèse Paris 1887.
- BUFNOIR. — *Propriété et contrat*, 1900.
- CÉLICE. — *L'erreur dans les contrats*, Thèse Paris 1922.
- CHARLIN. — *De la garantie à raison des vices cachés en matière de vente*, Thèse Paris 1895.
- COLIN A. et CAPITANT H. — *Cours élémentaire de droit civil français*, 7^e édition, T. II.
- CONSTANT Ch. — *Manuel pratique des commissaires-priseurs*, 3^e éd., entièrement refondue par HÉRAUD M. et GAULTIER J. 1927.
- COPPER E. — *L'Art et la loi*, 1903.
- DEMANTE. — *Cours analytique de code civil*. Continué par COLMET DE SANTERRE, 2^e éd., T. V.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations*, Tome I, 1923.
- DEMOLOMBE. — *Cours de code Napoléon*, vol. XXIV (Traité des contrats, T. D), 1868.
- EUDEL P. — *Trucs et truqueurs*, Paris 1907.
- FUBINI Riccardo. — *Contribution à l'étude de la théorie de l'erreur sur la substance et sur les qualités substantielles*, Revue trimestrielle 1902 p. 301.
- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, 3^e éd., 1913.

- HAMBURGER. — *La vente des antiquités*, Dalloz 1928.
- HUC. — *Commentaire théorique et pratique du code civil*, T. VII, Paris 1894.
- JOSSERAND. — *Les mobiles dans les actes juridiques du droit privé*, Paris 1928.
- LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des obligations*, 2^e éd., 1885, T. I.
- LAURENT. — *Principes de droit civil*, T. XV, 1875.
- MAILFERT A. — *Au pays des antiquaires. Confidences d'un « maquilleur » professionnel*, 1935.
- MALLET. — *De l'escroquerie en droit français*, Thèse Paris 1896.
- MAURY. — *Essai sur le rôle de la notion d'équivalence en droit civil français*, Thèse Toulouse 1920.
- MOURET. — *Des vices cachés ou rédhibitoires dans les ventes de meubles et d'immeubles et dans les autres contrats*, Thèse Toulouse 1893.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité pratique de droit civil français*, T. VI et X, Paris 1930.
- RIPERT. — *La règle morale dans les obligations civiles*, Paris 1925.
- RITTER. — *De l'erreur dans les contrats considérée spécialement en matière d'objets d'art*, Thèse Paris 1892.
- ROUILLON. — *Le commissaire-priseur et l'Hôtel des Ventes*, Thèse Toulouse 1928.
- ROUX. — *Traité de la fraude dans les ventes de marchandises*, 1925.
- SCHMITTE A. — *Le trucage de l'art ancien*, Larousse mensuel, mai 1926.
- SEVRAY. — *De l'escroquerie*, Thèse Caen 1896.
- TRESCARTES. — *De l'erreur dans les actes juridiques*, Thèse Aix 1908.
- TROPLONG. — *Le droit civil expliqué. De la vente*, T. I, 3^e éd., 1837.
- VALETTE. — *Théorie générale de l'erreur et du dol*, Thèse Paris 1895.
- VAREILLES-SOMMIÈRES (DE LA BROUE DE). — *Etude sur l'erreur en droit romain et en droit français*, Thèse Poitiers 1871.
- VÉRY. — *De l'erreur dans les contrats*, Thèse Toulouse 1912.

WALINE P. — Note sous C. Lyon 18 mars 1931, D. 1933. 2.
25.

REVUES, JOURNAUX ET RECUEILS JURISPRUDENTIELS.

Abréviations

<i>Annales de la propriété industrielle, littéraire et artistique.</i>	Ann. pr. ind.
<i>Le Droit.</i>	
<i>Gazette judiciaire et commerciale de Lyon.</i>	Gaz. judic. et comm. Lyon.
<i>Gazette du Palais</i> (recueil et journal).	Gaz. Pal.
<i>Gazette des Tribunaux</i> (recueil et journal).	Gaz. Trib.
<i>Journal des arrêts de la Cour d'appel de Bordeaux.</i>	Journ. arrêts C. Bordeaux.
<i>Journal des commissaires-priseurs.</i>	J. C. P.
<i>Journal de jurisprudence commerciale et maritime.</i>	Journ. de jurispr. comm. et mar.
<i>Journal des tribunaux de commerce.</i>	J. trib. comm.
<i>Jurisprudence de Nantes.</i>	Jur. de Nantes.
<i>La Loi.</i>	
<i>Mercure de France.</i>	
<i>Pasicrisie belge.</i>	Pasicr. belge.
<i>Recueil de Dijon.</i>	Rec. Dijon.
<i>Recueil général des Lois et Arrêts</i> (Sirey).	S.
<i>Recueil hebdomadaire de jurisprudence</i> (Dalloz).	D. H.
<i>Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine</i> (Dalloz).	D.
<i>Recueil périodique des Pandectes françaises</i>	Pand. fr. pér.
<i>Revue de droit français commercial, maritime et fiscal.</i>	R. Dr. Fr.
<i>Semaine juridique.</i>	

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

PROTECTION DES PARTIES D'APRÈS LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT CIVIL	33
TITRE I ^{er} . — L'ERREUR SUR LA SUBSTANCE	39
<i>Section I.</i> — Qui peut être protégé par l'art. 1110 ?	45
<i>Section II.</i> — A quelles conditions peut-on invoquer l'erreur sur la substance ?	47
§ 1. — Conditions de preuve	47
§ II. — Durée du recours	48
<i>Section III.</i> — Résultats de l'action en nullité pour erreur	49
<i>Section IV.</i> — Peut-on renoncer à l'avance à exercer l'action en nullité ?	50
TITRE II. — LA GARANTIE DES VICES	53
<i>Section I.</i> — Qui peut être protégé par la garantie des vices	56
<i>Section II.</i> — A quelles conditions la garantie des vices peut-elle être mise en jeu ?	56
§ I. — Caractères que doivent revêtir les défauts cachés pour donner lieu à garantie.	57

	PAGES
I. Il faut que le défaut soit grave.....	57
II. Il faut que le défaut soit caché	59
III. Il faut que le défaut ait été inconnu de l'acheteur	61
IV. Il faut que le vice ait existé au moment de la vente.....	61
§ II. — Durée du recours pour défauts cachés..	61
<i>Section III.</i> — Effets de la garantie des vices	63
<i>Section IV.</i> — Les parties peuvent-elles écarter à l'avance la garantie des vices ?	65

DEUXIÈME PARTIE

PROTECTION DES PARTIES D'APRÈS LA JURISPRUDENCE CIVILE	67
--	----

LIVRE I^{er}

Qui peut espérer être protégé par la jurisprudence ? ..	71
TITRE I ^{er} . — LA JURISPRUDENCE ADMET-ELLE UN RECOURS DE LA PART DU VENDEUR ?	73
TITRE II. — LA JURISPRUDENCE ADMET-ELLE UN RECOURS DE LA PART DE L'ACHETEUR ET DANS QUELS CAS ?	89

LIVRE II

A quelles conditions la jurisprudence accepte-t-elle de protéger l'acheteur d'objets d'art ?	139
TITRE I ^{er} . — L'ACHETEUR DOIT ADMINISTRER CERTAINES PREUVES	141
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'acheteur doit prouver qu'au moment du contrat, il était dans un certain état d'esprit et que le vendeur a connu cet état d'esprit. Comment peut-il faire cette preuve ?</i>	142

	PAGES
<i>Section I. — La vente a été accompagnée d'une stipulation de garantie</i>	147
§ I. — Stipulations expresses de garantie.....	156
§ II.— Expressions dont l'emploi dans les factures, catalogues et affiches peut constituer une stipulation de garantie	165
I. Expressions précédant le nom de l'auteur	166
II. Expressions servant à indiquer l'âge de l'objet vendu	178
A) De la mention « ancien »	179
B) De la dénomination par « siècle »	184
C) Des dénominations par « époque », par « règne » et par « style »	189
III. Expressions désignant l'origine de l'objet vendu.	204
 <i>Section II.— La vente n'a pas été accompagnée d'une stipulation de garantie</i>	 207
§ I. — Décisions qui ont débouté l'acheteur parce qu'il n'avait pas demandé au vendeur de lui donner sa garantie formelle..	208
§ II.— Circonstances concomitantes à la vente qui peuvent être efficacement invoquées par l'acheteur	212
I. Indices résultant de l'élévation du prix de vente.	215
II. Indices résultant de la qualité des parties contractantes	226
III. Indices résultant de l'aspect de l'objet et des circonstances qui ont accompagné sa présentation . . .	233
IV. Indices résultant de l'attitude des parties avant et après la vente	240
A) Attitude de l'acheteur et du vendeur avant le contrat	240
B) Attitude de l'acheteur et du vendeur après le contrat	252
§ III. — Circonstances concomitantes à la vente qui peuvent empêcher l'acheteur de triompher	257
I. Modicité du prix de vente	258
II. Examen ou possibilité d'examen de l'objet par l'acheteur avant la vente	268
 CHAPITRE II. — <i>L'acheteur doit prouver le défaut d'authenticité de l'objet</i>	 281

	PAGES
<i>Section I.</i> — Comment l'acheteur peut-il prouver le défaut d'authenticité ?	282
<i>Section II.</i> — Comment statuent les tribunaux en cas d'incertitude sur l'authenticité ?	292
<i>Section III.</i> — Comment statuent les tribunaux en cas d'inauthenticité partielle ?	298
TITRE II. — L'ACHETEUR DOIT AGIR DANS UN CERTAIN DÉLAI	315
LIVRE III	
Quels résultats entraîne à l'égard des deux parties la protection qu'accorde la jurisprudence à l'acheteur ?	325
TITRE I ^{er} . — L'ANÉANTISSEMENT DE LA VENTE	327
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'acheteur doit rendre l'objet</i>	327
<i>Section I.</i> — Dans quel état doit-être l'objet pour qu'il puisse être rendu ?	328
<i>Section II.</i> — Que doit rendre l'acheteur lorsque la vente a porté à la fois sur des objets faux et sur des objets originaux ?	332
CHAPITRE II. — <i>Le vendeur doit rembourser le prix</i>	336
TITRE II. — L'ALLOCATION DE DOMMAGES-INTÉRÊTS	343
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Dans quels cas le vendeur peut-il être condamné à verser des dommages-intérêts à l'acheteur ?</i>	343
CHAPITRE II. — <i>L'acheteur peut-il parfois être condamné à verser une indemnité au vendeur ?</i>	349
LIVRE IV	
Les parties peuvent-elles à l'avance écarter la protection que la jurisprudence consent à accorder à l'acheteur	355
TITRE I ^{er} . — QUELLE VALEUR ET QUELLE INFLUENCE SE VOIENT ATTRIBUER LES CLAUSES DE « NON-GARANTIE » ?	357

	PAGES
TITRE II. — DANS QUELS CAS LE VENDEUR PEUT-IL PRÉTENDRE QU'IL A STIPULÉ SA NON-GARANTIE ?	369
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Stipulations formelles de non-garantie</i>	370
<i>Section I.</i> — Stipulations formelles de non-garantie dans les ventes privées	370
<i>Section II.</i> — Stipulations formelles de non-garantie dans les ventes publiques	376
CHAPITRE II. — <i>Expressions en usage considérées comme impliquant la non-garantie du vendeur.</i>	384
APPENDICE. — <i>Responsabilité des commissaires-priseurs et des experts</i>	409
<i>Section I.</i> — Responsabilité des commissaires-priseurs.	410
§ I. — Est-il possible de former un recours en annulation de la vente contre le commissaire-priseur ?	410
§ II. — Action en dommages-intérêts contre le commissaire-priseur.	414
<i>Section II.</i> — Responsabilité des experts	419
OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR LA JURISPRUDENCE	431

TROISIÈME PARTIE

PROTECTION DES PARTIES SUR LE TERRAIN PÉNAL	447
---	-----

LIVRE I^{er}

L'acheteur d'objet d'art dispose-t-il d'un recours pénal ?..	447
TITRE I ^{er} . — CAS DANS LESQUELS L'ACHETEUR PEUT ATTENDRE UNE PROTECTION DE L'ARTICLE 405 DU CODE PÉNAL	449
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Le vendeur doit avoir pratiqué des manœuvres.</i>	452

	PAGES
<i>Section I.</i> — Manœuvres proprement dites	452
<i>Section II.</i> — Mensonges appuyés par des faits extérieurs	467
CHAPITRE II. — <i>Les manœuvres pratiquées par le vendeur doivent avoir été frauduleuses..</i>	471
CHAPITRE III. — <i>Les manœuvres du vendeur doivent avoir eu un certain objet</i>	473
 TITRE II. — CAS DANS LESQUELS L'ACHETEUR PEUT ATTENDRE UNE PROTECTION DE LA LOI DU 1 ^{er} AOÛT 1905	477
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'acheteur doit avoir été victime d'une tromperie</i>	479
CHAPITRE II. — <i>Le vendeur doit avoir eu l'intention frauduleuse de tromper son acheteur . . .</i>	489
 TITRE III. — DANS QUELS CAS L'ACHETEUR PEUT-IL ATTENDRE UNE PROTECTION D'AUTRES TEX- TES ?	495
 LIVRE II	
 Le vendeur d'objet d'art dispose-t-il d'un recours pénal?..	501
CONCLUSION GÉNÉRALE.	509
INDEX CHRONOLOGIQUE DES DÉCISIONS JUDICIAIRES CITÉES	519
BIBLIOGRAPHIE.	531

Imprimerie du Palais — M. PORNON, 6, Rue Bouhier, DIJON
